

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS

CINQUANTE-NEUVIÈME SESSION

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

2-31 juillet 1975

Comptes rendus des séances plénières



NATIONS UNIES

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS

CINQUANTE-NEUVIÈME SESSION
PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

2-31 juillet 1975

Comptes rendus des séances plénières



NATIONS UNIES

New York, 1975

AVERTISSEMENT

Les *Documents officiels du Conseil économique et social* comprennent les comptes rendus analytiques des séances plénières — avec les corrections apportées à la demande des délégations et toutes autres modifications qu'exigent les travaux d'édition — et les suppléments.

*
* *

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIÈRES*

	Pages		Pages
Abréviations et sigles	vi	1957e séance - Vendredi 4 juillet 1975, à 15 h 15	
Ordre du jour de la cinquante-neuvième session	vii	Point 3 de l'ordre du jour :	
Répertoire des documents	ix	Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle (<i>suite</i>)	
1953e séance - Mercredi 2 juillet 1975, à 15 h 30		Orateurs :	
Point 1 de l'ordre du jour :		M. Davies (OMM)	25
Ouverture de la session	1	M. Saito (Japon)	26
Déclaration du Président du Conseil économique et social	1	M. Chang Hsien-wu (Chine)	28
Déclaration du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies	4	M. Clark (BIRD)	29
Point 2 de l'ordre du jour :		M. Navon (Observateur d'Israël)	30
Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux	6	1958e séance - Lundi 7 juillet 1975, à 10 h 40	
1954e séance - Jeudi 3 juillet 1975, à 11 heures		Point 3 de l'ordre du jour :	
Application de l'article 73 du règlement intérieur du Conseil économique et social	6	Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle (<i>suite</i>)	
Point 3 de l'ordre du jour :		Orateurs :	
Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle		M. M'Bow (UNESCO)	30
Orateurs :		M. Ålgård (Norvège)	34
M. Eklund (AIEA)	7	M. Hashmi (Observateur de l'Inde)	35
M. Peterson (PNUD)	8	M. Hjorth-Nielsen (Danemark)	37
M. Boerma (FAO)	10	1959e séance - Lundi 7 juillet 1975, à 15 h 15	
M. Srivastava (OMCI)	12	Point 3 de l'ordre du jour :	
1955e séance - Jeudi 3 juillet 1975, à 15 h 20		Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle (<i>suite</i>)	
Point 3 de l'ordre du jour :		Orateurs :	
Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle (<i>suite</i>)		M. Dumas (France)	38
Orateurs :		M. Martínez Ramírez (Venezuela)	40
M. Binaghi (OACI)	13	M. Blanchard (OIT)	41
M. Witteveen (FMI)	14	M. Wakwaya (Ethiopie)	42
1956e séance - Vendredi 4 juillet 1975, à 10 h 35		1960e séance - Mardi 8 juillet 1975, à 10 h 40	
Point 3 de l'ordre du jour :		Point 3 de l'ordre du jour :	
Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle (<i>suite</i>)		Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle (<i>suite</i>)	
Orateurs :		Orateurs :	
M. Nesterenko (Union des Républiques socialistes soviétiques)	16	Le baron von Wechmar (République fédérale d'Allemagne)	45
M. Petrić (Yougoslavie)	17	M. Kazi (Pakistan)	47
M. Vinci (Italie)	20	M. Richard (Royaume-Uni)	48
M. Ferguson (États-Unis d'Amérique)	22	M. Longerstaey (Belgique)	50
M. Richard (Royaume-Uni)	24	M. van Lennep (OCDE)	51
M. Shinkov (Observateur du CAEM)	24	1961e séance - Mardi 8 juillet 1975, à 15 h 10	
		Point 3 de l'ordre du jour :	
		Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle (<i>suite</i>)	
		Orateurs :	
		M. Mwangaguhunga (Ouganda)	54
		M. Kegel (République démocratique allemande)	55
		M. Jaramillo (Colombie)	56
		M. Nikolov (Bulgarie)	56
		M. Khane (ONUDI)	57

* La liste des délégations à la cinquante-neuvième session du Conseil figure dans un fascicule séparé contenant la liste complète des délégations aux sessions du Conseil économique et social en 1975.

	Pages		Pages
1962e séance — Mercredi 9 juillet 1975, à 10 h 40		1969e séance — Mardi 15 juillet 1975, à 10 h 45	
Point 3 de l'ordre du jour :		Hommage à la mémoire de M. Cordier, ancien secrétaire général adjoint de l'Organisation des Nations Unies	115
Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle (<i>suite</i>)		Point 4 de l'ordre du jour :	
Orateurs :		Coopération régionale (<i>suite</i>)	115
M. Šmíd (Tchécoslovaquie)	58	1970e séance — Mardi 15 juillet 1975, à 15 h 10	
M. Kaufmann (Pays-Bas)	59	Point 4 de l'ordre du jour :	
M. Petrescou (Roumanie)	62	Coopération régionale (<i>suite</i>)	123
M. Fartash (Iran)	63	1971e séance — Mardi 22 juillet 1975, à 15 h 40	
M. Phan Van Phi (Observateur de la Communauté économique européenne)	64	Point 8 de l'ordre du jour :	
M. Camara (Guinée)	66	Assistance économique, financière et technique au Gouvernement de la Guinée-Bissau et aux territoires encore sous domination portugaise	127
1963e séance — Mercredi 9 juillet 1975, à 15 h 15		Point 4 de l'ordre du jour :	
Point 3 de l'ordre du jour :		Coopération régionale (<i>suite</i>)	131
Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle (<i>suite</i>)		1972e séance — Mercredi 23 juillet 1975, à 10 h 45	
Orateurs :		Point 6 de l'ordre du jour :	
M. Corrêa Da Costa (Brésil)	68	Assistance économique à la Zambie	132
M. Aksoy (Turquie)	68	1973e séance — Mercredi 23 juillet 1975, à 15 h 30	
M. Sakala (Zambie)	69	Point 4 de l'ordre du jour :	
M. Sadi (Jordanie)	69	Coopération régionale (<i>fin</i>)	138
M. Corea (CNUCED)	70	Point 2 de l'ordre du jour :	
Dr Mahler (OMS)	71	Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux (<i>fin</i>)	
M. Holub (FSM)	72	Participation d'organisations intergouvernementales aux travaux du Conseil	139
1964e séance — Jeudi 10 juillet 1975, à 10 h 50		1974e séance — Jeudi 24 juillet 1975, à 10 h 50	
Point 3 de l'ordre du jour :		Point 5 de l'ordre du jour :	
Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle (<i>suite</i>)		Année internationale de la femme	140
Orateurs :		1975e séance — Vendredi 25 juillet 1975, à 15 h 15	
M. Thajeb (Indonésie)	73	Point 5 de l'ordre du jour :	
M. Barceló (Mexique)	74	Année internationale de la femme (<i>suite</i>)	146
M. Davis (Australie)	75	Point 13 de l'ordre du jour :	
M. Hamid Abdel Ghani (Égypte)	76	Coopération en matière de développement industriel Rapport du Comité économique	152
M. Watanakun (Thaïlande)	77	Point 11 de l'ordre du jour :	
Prince Sadruddin Aga Khan (HCR)	78	Ressources naturelles Rapport du Comité économique	152
M. Castrén (Observateur de la Finlande)	79	Point 12 de l'ordre du jour :	
1965e séance — Jeudi 10 juillet 1975, à 15 h 10		Coopération internationale dans le domaine de l'environnement Rapport du Comité économique	153
Point 3 de l'ordre du jour :		1976e séance — Lundi 28 juillet 1975, à 10 h 50	
Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle (<i>suite</i>)		Point 5 de l'ordre du jour :	
Orateurs :		Année internationale de la femme (<i>fin</i>)	154
M. Ashtal (Yémen démocratique)	79	1977e séance — Mardi 29 juillet 1975, à 10 h 50	
M. Kacimaiwai (Fidji)	80	Point 7 de l'ordre du jour :	
M. Dugersuren (Mongolie)	82	Université des Nations Unies	156
M. Schwartz-Girón (Espagne)	84	Point 3 de l'ordre du jour :	
M. Tobar (Equateur)	84	Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle (<i>fin</i>)	159
M. Mills (Jamaïque)	85	Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés	159
M. Fasla (Algérie)	86	Point 14 de l'ordre du jour :	
M. Martínez (Argentine)	87	Effets des sociétés transnationales sur le processus de développement et sur les relations internationales Rapport du Comité économique	159
Mme Psimenos de Metz Noblat (CCI)	89		
M. Aguiriano (CISL)	90		
1966e séance — Vendredi 11 juillet 1975, à 10 h 45			
Point 4 de l'ordre du jour :			
Coopération régionale	91		
1967e séance — Lundi 14 juillet 1975, à 10 h 40			
Point 4 de l'ordre du jour :			
Coopération régionale (<i>suite</i>)	101		
1968e séance — Lundi 14 juillet 1975, à 15 h 20			
Point 4 de l'ordre du jour :			
Coopération régionale (<i>suite</i>)	111		

	<i>Pages</i>
Point 23 de l'ordre du jour :	
Elections	
Comité du programme et de la coordination	160
Comité de la science et de la technique au service du développement	160
Comité chargé de l'examen et de l'évaluation	160
Commission des sociétés transnationales	160
Conseil des gouverneurs du Fonds spécial des Nations Unies	161
Comité des ressources naturelles	161
Comité intergouvernemental ONU/FAO du Programme alimentaire mondial	161
Comité chargé des organisations non gouvernementales	161
1978e séance - Mercredi 30 juillet 1975, à 15 h 15	
Point 23 de l'ordre du jour :	
Elections (<i>fin</i>)	
Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement	162
Groupe de travail de la Sous-Commission du trafic illicite et des problèmes apparentés pour le Proche et le Moyen-Orient	162
Comité de l'examen et de l'évaluation	162
Point 15 de l'ordre du jour :	
Activités opérationnelles pour le développement	
Rapport du Comité de la coordination des politiques et des programmes	162
Point 16 de l'ordre du jour :	
Coopération et coordination internationales dans le cadre du système des Nations Unies	
Rapport du Comité de la coordination des politiques et des programmes	163
Point 17 de l'ordre du jour :	
Problèmes alimentaires	
Rapport du Comité de la coordination des politiques et des programmes	164
Point 18 de l'ordre du jour :	
Questions relatives à la mer	
Rapport du Comité de la coordination des politiques et des programmes	164

	<i>Pages</i>
Point 20 de l'ordre du jour :	
Assistance en cas de catastrophe naturelle ou d'autres situations revêtant le caractère d'une catastrophe	
Rapport du Comité de la coordination des politiques et des programmes	164
Point 21 de l'ordre du jour :	
Questions relatives aux transports	
Rapport du Comité économique	164
Point 9 de l'ordre du jour :	
Examen et évaluation, au milieu de la Décennie, des progrès réalisés dans l'application de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement : Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international	
Rapport du Comité économique	165
1979e séance - Jeudi 31 juillet 1975, à 10 h 55	
Point 19 de l'ordre du jour :	
Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies	
Rapport du Comité de la coordination des politiques et des programmes	165
Point 22 de l'ordre du jour :	
Calendrier des conférences	
Rapport du Comité de la coordination des politiques et des programmes	165
Point 10 de l'ordre du jour :	
Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au développement et à la coopération internationale	
Rapport du Comité économique	166
Incidences, sur le budget-programme, des décisions prises par le Conseil à ses cinquante-huitième et cinquante-neuvième sessions	166
Ajournement de la session	166

ABRÉVIATIONS ET SIGLES

ACP-CEE	Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique/ Communauté économique européenne	FSM	Fédération syndicale mondiale
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique	GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est	HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement	IDA	Association internationale de développement
BIT	Bureau international du Travail	OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
CAC	Comité administratif de coordination	OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
CAD	Comité d'aide au développement	OIT	Organisation internationale du Travail
CAEM	Conseil d'aide économique mutuelle	OMCI	Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime
CCI	Chambre de commerce internationale	OMM	Organisation météorologique mondiale
CCPP	Comité de la coordination des politiques et des programmes	OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
CCQAB	Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	OMS	Organisation mondiale de la santé
CEA	Commission économique pour l'Afrique	ONG	Organisations non gouvernementales
CEAO	Commission économique pour l'Asie occidentale	ONU	Organisation des Nations Unies
CEE	Commission économique pour l'Europe	ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine	OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	OUA	Organisation de l'unité africaine
CISL	Confédération internationale des syndicats libres	PAM	Programme alimentaire mondial
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	PIB	produit intérieur brut
CPD	Comité de la planification du développement	PNB	produit national brut
CRD	Coopération régionale pour le développement	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
DTS	droits de tirage spéciaux	PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	SGP	Système généralisé de préférences
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance	UNEO	Opération d'urgence des Nations Unies
FMI	Fonds monétaire international	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population	UNISIST	Système universel d'information scientifique et technique
		UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

ORDRE DU JOUR DE LA CINQUANTE-NEUVIÈME SESSION

Adopté par le Conseil à sa 1953^e séance, le 2 juillet 1975

1. Ouverture de la session.
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
3. Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle.
4. Coopération régionale.
5. Année internationale de la femme.
6. Assistance économique à la Zambie.
7. Université des Nations Unies.
8. Assistance économique, financière et technique au Gouvernement de la Guinée-Bissau et aux territoires encore sous domination portugaise.
9. Examen et évaluation, au milieu de la Décennie, des progrès réalisés dans l'application de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement : Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international.
10. Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au développement et à la coopération économique internationale.
11. Ressources naturelles.
12. Coopération internationale dans le domaine de l'environnement.
13. Coopération en matière de développement industriel.
14. Effets des sociétés transnationales sur le processus de développement et sur les relations internationales.
15. Activités opérationnelles pour le développement.
16. Coopération et coordination internationales dans le cadre du système des Nations Unies.
17. Problèmes alimentaires.
18. Questions relatives à la mer.
19. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies.
20. Assistance en cas de catastrophe naturelle ou d'autres situations revêtant le caractère d'une catastrophe.
21. Questions relatives aux transports.

22. Calendrier des conférences.

23. Elections.

24. Commerce et développement*.

* Cette question sera examinée à la reprise de la cinquante-neuvième session, conformément aux dispositions du paragraphe *b* de la décision 65 (ORG-75), du 15 janvier 1975.

RÉPERTOIRE DES DOCUMENTS

Note. — On trouvera énumérés ci-dessous les documents relatifs à la cinquante-neuvième session. Le point pertinent de l'ordre du jour est indiqué en regard de chaque document. Les titres des projets (résolutions, amendements, etc.) comprennent aussi les noms des pays qui sont devenus coauteurs ultérieurement. Sauf indication contraire, tous les documents ont été publiés sous forme multicopiée.

<i>Cotes</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
A/10003	Rapport du Conseil sur ses cinquante-huitième et cinquante-neuvième sessions		<i>Documents officiels de l'Assemblée générale, trentième session, Supplément No 3.</i>
A/10021	Rapport du Conseil des gouverneurs du Fonds spécial des Nations Unies sur sa première session	9	<i>Ibid., Supplément No 21.</i>
A/10079 et Corr.1	Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe : rapport du Secrétaire-général	20	
A/10080 et Add.1 à 3	Rapport du Secrétaire général	19	
A/10105 et Add.1	Assistance économique, financière et technique au Gouvernement de la Guinée-Bissau : rapport du Secrétaire général	8	
A/10106 et Corr.1 et Add.1	Assistance économique, financière et technique aux territoires encore sous domination portugaise : rapport du Secrétaire général	8	
E/5587 et Add.1 à 4	Note du Secrétaire général transmettant le rapport de la Conférence mondiale de l'alimentation	17	Pour texte définitif du rapport, voir publication des Nations Unies, numéro de vente : F.75. II.A.3.
E/5608	Rapport annuel de la Commission économique pour l'Amérique latine	4	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-neuvième session, Supplément No 9.</i>
E/5608/Add.1	Comité plénier de la CEPAL : rapport de la neuvième session extraordinaire	4	<i>Ibid., Supplément No 9 A.</i>
E/5619	Efforts des Nations Unies pour la promotion et le développement des exportations : rapport du Secrétaire général	4	
E/5625	Politique et mesures récentes en matière de tourisme, eu égard en particulier aux recommandations figurant dans la résolution 37 (III) de la CNUCED, en date du 13 mai 1972 : rapport du Secrétaire général	9	
E/5646	Rapport du Conseil d'administration du PNUD sur sa dix-neuvième session	15	
E/5647	Problèmes économiques et besoins de développement particuliers aux pays insulaires en voie de développement qui sont géographiquement désavantagés : note du Secrétaire général	9	
E/5648	Gestion et mise en valeur des zones côtières : rapport du Secrétaire général	18	
E/5649	Note du Secrétaire général transmettant le rapport annuel de l'OACI	16	Voir OACI. "Résumé analytique des activités de 1974".
E/5650 et Corr.1	Utilisations de la mer : étude du Secrétaire général	18	

<i>Cotes</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/5651	Rapport annuel de la Commission économique pour l'Europe	4	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-neuvième session, Supplément No 8.</i>
E/5654	Résumé de l'Etude sur la situation économique de l'Europe en 1974	3	
E/5655 et Corr.1	Rapport de la Commission des sociétés transnationales sur sa première session	14	<i>Ibid., Supplément No 12.</i>
E/5655/Add.1	Incidences financières des recommandations présentées par la Commission des sociétés transnationales dans le document E/5655 et Corr.1 : note du Secrétaire général		
E/5656	Rapport annuel de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	4	<i>Ibid., Supplément No 7.</i>
E/5657 et Corr.2	Rapport annuel de la Commission économique pour l'Afrique	4	<i>Ibid., Supplément No 10.</i>
E/5658	Rapport de la Commission économique pour l'Asie occidentale sur sa deuxième session	4	<i>Ibid., Supplément No 11.</i>
E/5662	Progrès réalisés dans la mise en œuvre de la résolution 1889 (LVII) du Conseil, relative aux systèmes d'information et au fichier commun (CORE) : rapport du Comité administratif de coordination	16	
E/5663	Rapport du Comité des ressources naturelles sur sa quatrième session	11	<i>Ibid., Supplément No 3.</i>
E/5663/Add.1	Incidences budgétaires des projets de résolution présentés par le Comité des ressources naturelles dans le document E/5663 (par. 1) : note du Secrétaire général	11	
E/5665	<i>Etude sur l'économie mondiale, 1974. — Première partie : Examen et évaluation, au milieu de la Décennie, des progrès accomplis dans l'application de la Stratégie internationale du développement</i>	3 et 9	Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.75.II.C.1.
E/5666	Note du Secrétaire général transmettant le rapport annuel de l'OMCI	16	Voir OMCI. "Résumé analytique du rapport annuel 1974/1975".
E/5671	Rapport du Comité de la planification du développement sur sa onzième session	9	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-neuvième session, Supplément No 4.</i>
E/5673	Coordination : rapport du CAC sur les dépenses des organismes des Nations Unies relatives aux programmes		
E/5675 (première partie)	Rapport annuel du CAC pour 1974-1975, première partie	16	
E/5675 (deuxième partie)	<i>Idem</i> , deuxième partie	16	
E/5676	Les sciences de la mer et leurs applications — Domaines de compétence et programmes de travail des organismes des Nations Unies : rapport du CAC	16	
E/5678	Note du Secrétaire général transmettant une étude de l'Union internationale des organismes officiels de tourisme (UIOOT) concernant les répercussions du tourisme international sur le développement économique des pays en voie de développement	9	
E/5679	Note du Secrétaire général transmettant le rapport annuel de l'AIEA	16	Voir AIEA. "Déclaration du Directeur général à l'ECOSOC, juillet 1975".

<i>Cotes</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/5680	Rapport annuel d. l'UNESCO	16	
E/5681 et Add.1 à 4	<i>Etude sur l'économie mondiale, 1974. — Deuxième partie : La conjoncture économique actuelle</i>	3 et 9	Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.75.II.C.3.
E/5682	<i>Etude des conditions économiques en Afrique, 1974 : résumé</i>	3	Le texte <i>in extenso</i> paraîtra comme publication des Nations Unies.
E/5684	Note du Secrétaire général transmettant le rapport annuel de l'UIT	16	Voir UIT, <i>Résumé analytique du rapport sur les activités de l'Union internationale des télécommunications pour l'année 1974</i> , Genève, 1975.
E/5685	Ordre du jour provisoire annoté de la cinquante-neuvième session du Conseil	2	Pour l'ordre du jour adopté, voir ci-dessus p. vii.
E/5686	Mise en œuvre du plan d'action mondial pour l'application de la science et de la technique au développement : rapport intérimaire du Secrétaire général.		
E/5687	Note du Secrétaire général transmettant le rapport annuel de la FAO	16	Voir FAO, "Rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à la cinquante-neuvième session du Conseil économique et social : résumé pour l'année 1974" (doc. IAA : ECOSOC/59).
E/5688 et Corr.1 et Add.1	Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés		Pour texte définitif, voir <i>Documents officiels de l'Assemblée générale, trentième session, Supplément No 12 (A/10012) et Supplément No 12 A (A/10012/Add.1)</i> .
E/5689	Coopération internationale pour lutter contre la désertification : rapport intérimaire du Secrétaire général		
E/5690 et Add.1	Rôle du secteur public dans la promotion du développement économique des pays en voie de développement : rapport du Secrétaire général	9	
E/5691	Note du Secrétaire général transmettant le rapport annuel de l'UPU	16	Voir UPU, <i>Rapport analytique sur les activités de l'Union postale universelle en 1974</i> , Berne, 1975.
E/5692	Points saillants de l'étude d'ensemble des résultats enregistrés en matière de croissance, de l'évolution sectorielle et des problèmes de développement dans certains pays de l'Asie occidentale	3	
E/5693	Rapport du Comité de l'examen et de l'évaluation sur sa troisième session	9	Pour texte définitif, voir <i>Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-neuvième session, Supplément No 5</i> .
E/5694	Programme alimentaire mondial. -- Note du Secrétaire général transmettant le treizième rapport annuel adressé par le Comité intergouvernemental ONU/FAO du PAM au Conseil économique et social des Nations Unies et au Conseil de la FAO	15	Cote du rapport : WFP/IGC : 27/18.
E/5695	Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Conseil du développement industriel sur sa neuvième session (ID/B/156)	13	
E/5696	Note du Secrétaire général transmettant le rapport de la deuxième Conférence générale de l'ONUDI (ID/CONF.3/31)	13	

<i>Cotes</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/5697	Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'OMPI	16	Voir OMPI, "Rapport présenté par l'OMPI au Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies à l'occasion de sa cinquante-neuvième session : résumé analytique pour l'année 1974".
E/5698	Rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance	15	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-neuvième session, Supplément No 6.</i>
E/5699	<i>Etude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique en 1974 : résumé et conclusions (E/CN.11/L.412)</i>	3	Pour texte <i>in extenso</i> , voir publication des Nations Unies, numéro de vente : F.75.II.F.1.
E/5700	Rapport sur les réunions des secrétaires exécutifs des commissions régionales	4	
E/5701	Participation des pays à la deuxième opération générale d'examen et d'évaluation de la Stratégie internationale du développement : note du Secrétariat	9	
E/5702	Rapport du Comité préparatoire sur sa deuxième session	10	
E/5703	Rapport du Conseil d'administration du PNUD sur sa vingtième session	15	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-neuvième session, Supplément No 2A.</i>
E/5704	Rapport du Président du Comité de la coordination des politiques et des programmes et du Président du Comité administratif de coordination sur les réunions communes du CCPP et du CAC	16	
E/5705	Note du Secrétaire général transmettant le rapport annuel de l'OIT	16	Voir BIT, <i>Vingt-neuvième rapport de l'Organisation internationale du Travail aux Nations Unies</i> , Genève, 1975.
E/5706	Note du Secrétaire général transmettant le rapport annuel de l'OMS	16	Voir OMS, "Rapport de l'Organisation mondiale de la santé, 1974 : résumé analytique" (doc. CWO/75.1).
E/5707	Note du Secrétaire général transmettant le rapport annuel de l'OMM	16	Voir OMM, "Résumé analytique du rapport annuel pour 1974 présenté par l'Organisation météorologique mondiale à la cinquante-neuvième session du Conseil économique et social".
E/5708	Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Conseil mondial de l'alimentation sur sa première session (WFC/13)	17	Pour texte définitif, voir <i>Documents officiels de l'Assemblée générale, trentième session, Supplément No 19 (A/10019)</i> .
E/5709	Rapport du Président du Conseil économique et social	19	
E/5710	Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Conseil d'administration du PNUE sur sa troisième session (UNEP/GC/55)	12	<i>Ibid.</i> , <i>Supplément No 25 (A/10025)</i> .
E/5711	Projet d'acte constitutif d'une institution spécialisée pour le développement industriel : note du Secrétaire général	13	
E/5712	Mesures prises ou envisagées par le Conseil du développement industriel à sa neuvième session pour donner effet à la Déclaration et au Plan d'action de Lima : rapport du Directeur exécutif de l'ONUDI	13	

<i>Cotes</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/5713	La situation économique de l'Amérique latine en 1974	3	
E/5714	Ordre du jour provisoire des réunions communes du CCPP et du CAC		
E/5715	<i>Règlement intérieur du Conseil économique et social</i>		Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.75.I.15.
E/5717 et Corr.1	Note du Secrétaire général	7	
E/5718	Ordre du jour de la cinquante-neuvième session du Conseil, adopté à la 1953e séance	2	Voir ci dessus p. vii.
E/5719	Participation d'organisations intergouvernementales aux travaux du Conseil : note du Bureau	2	
E/5720	Rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales sur les demandes d'audition		
E/5721	Incidences financières des résolutions adoptées par la CEPAL (E/5608, par. 688) : note du Secrétaire général	4	
E/5722 et Corr.1	Incidences financières des résolutions 10 à 13 (II) adoptées par la CEA (E/5658, chap. III) : note du Secrétaire général	4	
E/5723	Incidences financières du projet de résolution présenté par la CEA dans le document E/5657 (vol. I, IVe partie) : note du Secrétaire général	4	
E/5724	Rapport du Comité économique	13	
E/5725	Note du Secrétaire général transmettant le rapport de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme	5	
E/5726	Incidences financières du projet de résolution contenu dans le document E/L.1650, reproduit dans le document E/L.1667 (annexe, partie II) : note du Secrétaire général	21	
E/5726/Add.1	Incidences financières supplémentaires du projet de résolution contenu dans le document E/L.1650/Rev.1 : note du Secrétaire général	21	
E/5728	Incidences financières des résolutions et décisions adoptées par la CEE (E/5651, quatrième partie) : note du Secrétaire général	4	
E/5729	Incidences administratives et financières de la résolution 3343 (XXIX) de l'Assemblée générale : note du Secrétaire général	10	
E/5730	Rapport du CCPP	18	
E/5731	Rapport du Comité économique	11	
E/5732 et Add.1	<i>Idem</i>	12	
E/5733 et Corr.1	Rapport du CCPP	16	
E/5734	<i>Idem</i>	17	
E/5735	Nomination des membres du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement : note du Secrétaire général	23	
E/5735/Rev.1	<i>Idem</i>	23	
E/5736	Rapport du CCPP	15	
E/5737	Rapport du Comité économique	14	
E/5738	<i>Idem</i>	9	
E/5739	<i>Idem</i>	10	

<i>Cotes</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/5740	Résolutions et décisions adoptées par le Conseil à sa cinquante-neuvième session		<i>Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-neuvième session, Supplément No 1.</i>
E/5741	Rapport du Comité économique	21	
E/5742	Rapport du CCPP	22	
E/5743	<i>Idem</i>	19	
E/5744	<i>Idem</i>	20	
E/5745	Récapitulation des incidences financières des résolutions et décisions adoptées par le Conseil à ses cinquante-huitième et cinquante-neuvième sessions : note du Secrétaire général		
E/5746	Pouvoirs des représentants à la cinquante-neuvième session du Conseil : rapport du Président et des Vice-Présidents		
E/5747 et Add.1	Confirmation de la nomination des membres du Groupe de travail de la Sous-Commission du trafic illicite et des problèmes apparentés pour le Proche et le Moyen-Orient : note du Secrétaire général	23	
E/AC.6/L.563	Déclaration faite par M. Abd-El Rhaman Khane, directeur exécutif de l'ONUDI, à la 734e séance du Comité économique, le 4 juillet 1975	13	
E/AC.6/L.564	Algérie, Argentine, Brésil, Colombie, Côte d'Ivoire, Egypte, Equateur, Ethiopie, Fidji, Gabon, Guatemala, Guinée, Indonésie, Iran, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Mali, Mexique, Ouganda, Pakistan, Pérou, Roumanie, Sénégal, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Venezuela, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre et Zambie : projet de résolution	13	Adopté. Voir résolution 1953 (LIX).
E/AC.6/L.565	Algérie, Argentine, Colombie, Congo, Côte d'Ivoire, Equateur, Ethiopie, Indonésie, Iran, Jamaïque, Jordanie, Ouganda, Pakistan, Roumanie, Sénégal, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Venezuela et Yougoslavie : projet de résolution	14	Adopté. Voir résolution 1960 (LIX).
E/AC.6/L.566	Algérie, Argentine, Colombie, Congo, Côte d'Ivoire, Equateur, Ethiopie, Indonésie, Jamaïque, Mexique, Ouganda, Roumanie, Sénégal, Trinité-et-Tobago et Venezuela : projet de résolution	14	
E/AC.6/L.567	Etats-Unis d'Amérique : amendements au document E/AC.6/L.566	14	
E/AC.6/L.568	Algérie, Argentine, Côte d'Ivoire, Egypte, Indonésie, Jamaïque, Kenya, Mali, Mexique, Ouganda, Pakistan, Sénégal et Yémen : projet de résolution	12	Adopté. Voir résolution 1958 (LIX).
E/AC.6/L.569	Algérie, Argentine, Côte d'Ivoire, Danemark, Egypte, Fidji, France, Indonésie, Jordanie, Norvège, Ouganda, Pakistan, Pays-Bas, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Thaïlande, Turquie, Venezuela, Yémen, Yémen démocratique et Yougoslavie : projet de résolution	9	Adopté. Voir résolution 1976 (LIX).
E/AC.6/L.570	Projet d'ordre du jour provisoire pour la troisième session du Comité préparatoire : note du Secrétariat	10	
E/AC.6/L.570/Rev.1	Projet d'ordre du jour provisoire annoté pour la troisième session du Comité préparatoire : note du Secrétariat	10	Adopté. Voir décision 127 (LIX).
E/AC.6/L.571	Services communs de liaison et d'appui du Centre d'information et de recherche des Nations Unies sur les sociétés transnationales et des commissions régionales : projet de résolution proposé par le Président	14	Adopté. Voir résolution 1961 (LIX).
E/AC.6/L.572	Algérie, Argentine, Brésil, Côte d'Ivoire, Cuba, Egypte, Ghana, Inde, Indonésie, Iran, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Mexique, Ouganda, Pérou, Roumanie, Tunisie, Venezuela, Yougoslavie et Zaïre : projet de résolution	10	

<i>Cotes</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/AC.6/L.573	Algérie, Argentine, Egypte, Indonésie, Iran, Ouganda, Roumanie, Yémen démocratique et Yougoslavie : projet de résolution	9	Adopté. Voir résolution 1977 (LIX).
E/AC.6/L.574	Projet de résolution proposé par le Président	10	Adopté. Voir résolution 1980 (LIX).
E/AC.6/SR.733-753	Comptes rendus analytiques des séances du Comité économique tenues lors de la cinquante-neuvième session du Conseil		
E/AC.24/L.508	Danemark, Indonésie, Norvège et Pays-Bas : projet de résolution	16	
E/AC.24/L.508/Rev.1	[<i>Mêmes auteurs</i>] : projet de résolution révisé	16	Adopté. Voir résolution 1967 (LIX).
E/AC.24/L.509	Canada, Colombie, France et Japon : projet de décision	16	Adopté. Voir décision 120 (LIX).
E/AC.24/L.510	Algérie, Allemagne (République fédérale d'), Egypte, Iran, Pakistan, Trinité-et-Tobago et Venezuela : projet de résolution	18	Adopté. Voir résolution 1970 (LIX).
E/AC.24/L.511	Algérie, Argentine, Egypte, Indonésie, Iran, Mexique, Pakistan, Roumanie, Venezuela et Yougoslavie : projet de résolution	16	
E/AC.24/L.511/Rev.1	[<i>Mêmes auteurs</i>] : projet de résolution révisé	16	Adopté. Voir résolution 1968 (LIX).
E/AC.24/L.512	Belgique, Colombie, Kenya, Norvège, Turquie et Zambie : projet de résolution	15	
E/AC.24/L.512/Rev.1	Belgique, Colombie, Guinée, Kenya, Norvège, Pakistan, Roumanie, Turquie et Zambie : projet de résolution révisé	15	Adopté. Voir résolution 1962 (LIX).
E/AC.24/L.513	Algérie, Argentine, Brésil, Colombie, Equateur, Indonésie, Iran, Jamaïque, Mexique, Pakistan, Roumanie, Turquie, Venezuela et Yougoslavie : projet de résolution	15	
E/AC.24/L.513/Rev.1	[<i>Mêmes auteurs</i>] : projet de résolution révisé	15	Adopté. Voir résolution 1963 (LIX).
E/AC.24/L.514	Allemagne (République fédérale d'), Colombie, Indonésie, Japon, Norvège, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Thaïlande, Zaïre et Zambie : projet de résolution	15	Adopté. Voir résolution 1964 (LIX).
E/AC.24/L.515	Japon, Kenya et Ouganda : projet de résolution	15	Adopté. Voir résolution 1965 (LIX).
E/AC.24/L.516	Canada : amendement au document E/AC.24/L.511	16	
E/AC.24/L.517	Argentine, Ethiopie, Indonésie, Mali, Ouganda, Pakistan, Pays-Bas et Venezuela : projet de résolution	17	Adopté. Voir résolution 1969 (LIX).
E/AC.24/L.518	Argentine, Brésil, Ethiopie, Indonésie, Ouganda, Pakistan, Venezuela, Yémen et Yougoslavie : projet de résolution	20	Adopté. Voir résolution 1971 (LIX).
E/AC.24/L.519	Argentine, Colombie, Equateur, Guatemala, Mexique, Ouganda, Pakistan, Pérou, Roumanie, Sénégal et Turquie : projet de résolution	20	
E/AC.24/L.519/Rev.1	[<i>Mêmes auteurs</i>] : projet de résolution révisé	20	Adopté. Voir résolution 1972 (LIX).
E/AC.24/L.520	Allemagne (République fédérale d'), France et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : projet de résolution	22	
E/AC.24/L.521	Algérie, Argentine, Congo, Côte d'Ivoire, Egypte, Ethiopie, Guinée, Indonésie, Iran, Jamaïque, Kenya, Mali, Ouganda, Pakistan, Pérou, Roumanie, Sénégal, Trinité-et-Tobago, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre et Zambie : projet de résolution	19	
E/AC.24/SR.555-581	Comptes rendus analytiques des séances du CCPP tenues lors de la cinquante-neuvième session du Conseil		

<i>Cotes</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/AC.62/8	Examen des changements qu'il conviendrait d'apporter à la configuration générale des relations économiques internationales, compte tenu des difficultés de politique générale auxquelles se heurte l'application du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, pour la réalisation duquel la Charte des droits et devoirs économiques des Etats constitue l'un des instruments les plus importants, ainsi que de la Stratégie internationale du développement	2	
E/AC.62/9	<i>Nouvelle structure des Nations Unies pour la coopération économique internationale : rapport du Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies</i>	10	Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.75.II.A.7.
E/DEC/101-128 (LIX)	Décisions adoptées par le Conseil à sa cinquante-neuvième session		Pour texte définitif, voir <i>Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-neuvième session, Supplément No 1</i> (E/5740), décisions 101 (LIX) à 129 (LIX).
E/INF/149	Organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social en 1975		
E/INF/150 et Add.1	Liste des représentants à la cinquante-neuvième session du Conseil		Pour la liste définitive, voir le fascicule séparé contenant la liste complète des délégations aux sessions du Conseil en 1975.
E/L.1649/Rev.1	Etats-Unis d'Amérique : projet de résolution révisé	21	Adopté. Voir résolution 1973 (LIX).
E/L.1650/Rev.1	<i>Idem</i>	21	Adopté. Voir résolution 1974 (LIX).
E/L.1651/Rev.1	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : projet de résolution révisé	21	Adopté. Voir résolution 1975 (LIX).
E/L.1664 et Add.1, 4 et 6	Note du Secrétariat	22	
E/L.1664/Add.2	Lettres, en date du 30 juin 1975, adressées au Président du Conseil par le Président p.i. du Comité des conférences	22	
E/L.1664/Add.3	Incidences administratives et financières des propositions présentées par le Secrétariat dans le document E/L.1664 : note du Secrétaire général	22	
E/L.1664/Add.5	Incidences financières du projet de résolution contenu dans le document E/L.1650/Rev.1 : note du Secrétaire général	22	
E/L.1665	Extrait du rapport du Conseil du commerce et du développement sur la deuxième partie de sa quatorzième session (TD/B/550) : E. Programmes des Nations Unies pour la promotion des exportations	4	
E/L.1666	Note du Secrétariat	22	
E/L.1667	Note du Secrétariat	21	
E/L.1668	Organisation des travaux de la session : note du Bureau	2	
E/L.1669	Note du Secrétariat	17	
E/L.1670	Algérie, Argentine, Égypte, Ethiopie, Indonésie, Iran, Mexique, Pays-Bas, Roumanie, Thaïlande, Venezuela, Yougoslavie et Zambie : projet de résolution	4	Adopté. Voir résolution 1957 (LIX).
E/L.1671	Algérie, Argentine, Colombie, Congo, Côte d'Ivoire, Danemark, Égypte, Ethiopie, Fidji, Gabon, Guinée, Indonésie, Jamaïque, Kenya, Mali, Norvège, Pérou, Roumanie, Sénégal, Thaïlande, Yémen démocratique, Yougoslavie et Zaïre : projet de résolution	6	Adopté. Voir résolution 1951 (LIX).
E/L.1672	Incidences financières du projet de résolution contenu dans le document E/L.1671 : note du Secrétaire général	6	

<i>Cotes</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/L.1673	Algérie, Argentine, Australie, Colombie, Congo, Égypte, Équateur, Fidji, Indonésie, Iran, Jamaïque, Jordanie, Mali, Mexique, Ouganda, Pakistan, Pérou, Roumanie, Sénégal, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Turquie, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre et Zambie : projet de résolution	5	Adopté. Voir résolution 1959 (LIX).
E/L.1674	Lettre, en date du 21 juillet 1975, adressée au Secrétaire général par le représentant permanent de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies	11	
E/L.1675	Récapitulation des incidences financières des propositions soumises à l'examen du Conseil à sa cinquante-neuvième session : note du Secrétaire général		
E/NGO/32	Exposé présenté par l'Union interparlementaire, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif (catégorie I)	19	
E/NGO/33	Exposé présenté par l'Organisation internationale des experts, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif (Liste)	9	
E/NGO/34	Exposé présenté par la Fédération internationale des femmes diplômées des universités, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif (catégorie II)	9	
E/NGO/35	Exposé présenté par l'Alliance internationale des femmes, le Conseil international des femmes, la Fédération internationale pour le planning familial, la Fédération démocratique internationale des femmes, la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies (organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif, catégorie I), la Commission des églises pour les affaires internationales, le Bureau international catholique de l'enfance, la Commission internationale de juristes, la Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales, la Fédération internationale des femmes juristes, le Mouvement international pour l'union fraternelle entre les races et les peuples, l'Association soroptimiste internationale, la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, l'Association mondiale des guides et des éclaireuses, le Congrès du monde islamique, la Muslim World League, l'Union mondiale des organisations féminines catholiques et l'Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines (organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif, catégorie II)	9 et 10	
E/NGO/36	Exposé présenté par l'Union interparlementaire, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif (catégorie I)	9 et 10	
E/NGO/37	Rapports présentés par la Chambre de commerce internationale, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif (catégorie I)	3 et 14	
E/NGO/38	Exposé présenté par l'Union mondiale des organisations féminines catholiques, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif (catégorie II)	9	
E/NGO/39	Exposé présenté par l'Institut international des caisses d'épargne, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif (catégorie II)	9	
E/NGO/40	Déclaration présentée par la Confédération internationale des syndicats libres, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif (catégorie I)	10	
E/NGO/41	Exposé présenté par la Confédération mondiale du travail, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif (catégorie I)	9 et 10	
E/RES/1950 (LIX) à 1980 (LIX)	Résolutions adoptées par le Conseil à sa cinquante-neuvième session		Pour texte définitif, voir <i>Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-neuvième session, Supplément No 1</i> (E/5740), résolutions 1950 (LIX) à 1980 (LIX).

<i>Cotes</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/SR.1953 à 1979	Comptes rendus analytiques des séances plénières tenues par le Conseil lors de sa cinquante-neuvième session		Pour texte définitif, voir <i>Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-neuvième session, 1953e à 1979e</i> seances.

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

CINQUANTE-NEUVIÈME SESSION

Comptes rendus analytiques des séances tenues à Genève
du 2 au 31 juillet 1975

1953^e séance

Mercredi 2 juillet 1975, à 15 h 30

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SR.1953

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR

Ouverture de la session

1. Le PRÉSIDENT déclare ouverte la cinquante-neuvième session du Conseil économique et social et souhaite la bienvenue au Secrétaire général.

Déclaration du Président du Conseil économique et social

2. La présente session se tient trente ans après la fondation de l'Organisation des Nations Unies, trente ans après la fin de la seconde guerre mondiale et pendant une année à laquelle la fin de la guerre d'Indochine confère une signification exceptionnelle. Cette année 1975 sera également marquée par la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, consacrée au développement et à la coopération économique.

3. Avec l'accession à l'indépendance d'un grand nombre de pays jusqu'alors dominés par les puissances coloniales, le caractère et les objectifs des Nations Unies ont changé. Ces pays ont pu faire entendre leur voix sur la scène internationale et ils ont pris conscience de leurs droits et de leurs possibilités. En même temps, l'accroissement effréné de la population dans les pays en voie de développement et l'augmentation de la demande des consommateurs dans les pays développés exercent des pressions sur l'espace vital, sur les ressources et sur l'environnement. Face à cet état de choses, la désillusion a gagné les esprits. La situation est assurément grave, aussi bien pour les pays riches que pour les pays pauvres, mais il y a quand même quelques raisons d'espérer.

4. Un grand nombre de pays en voie de développement ont réalisé des progrès considérables malgré le manque de

ressources, l'insuffisance des capitaux, la détérioration des termes de l'échange et d'autres problèmes sociaux et politiques. Ces pays ont édifié leur infrastructure économique et sociale, accru leur production agricole, créé et diversifié leur industrie, entrepris des réformes sociales et adopté quelques premières mesures en vue de maîtriser l'accroissement démographique et de protéger l'environnement.

5. Le transfert de ressources vers les pays producteurs de pétrole sert à créer de nouveaux centres d'activité économique et de transformation sociale en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Les populations des pays en cause peuvent désormais aspirer à une vie meilleure, et la croissance économique dans ces pays peut avoir un effet bénéfique sur les régions intéressées dans leur ensemble. En outre, les pays producteurs de pétrole apportent désormais de fortes contributions aux programmes internationaux, régionaux et bilatéraux de développement et de coopération économiques, leur participation dépassant déjà sensiblement en pourcentage l'objectif de 1 p. 100 du PNB envisagé dans la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement¹.

6. Enfin, il y a eu une évolution de la conception de la responsabilité internationale, conception que la Charte des Nations Unies exprime par l'engagement de favoriser le progrès social et d'instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande. Il y a loin du plan Marshall et de l'aide extérieure à l'idée d'un ordre économique explicitement conçu pour rendre les relations économiques et

¹ Résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale, en date du 24 octobre 1970.

sociales de l'humanité plus équitables et plus rationnelles. La Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international adoptée par l'Assemblée générale à sa sixième session extraordinaire², tout en montrant bien à quel point on est encore loin de ces objectifs, témoigne de la révolution qui s'est opérée dans les conceptions de responsabilité sociale à l'échelle du globe et de coopération économique internationale.

7. On peut laisser de côté la question de savoir si l'ONU cherche à établir un nouvel ordre économique international ou à améliorer l'ordre actuel. Les problèmes particuliers devront être réglés par des négociations entre nations. Toutefois, le Président voudrait faire quelques remarques au sujet de la signification du nouvel ordre économique tel qu'il le voit.

8. Demander que les relations économiques entre les nations soient transformées ne revient pas forcément à demander que les richesses existantes soient redistribuées : il ne sert pas à grand-chose de débattre de la façon dont ces richesses ont été acquises dans le passé. Le nouvel ordre économique n'est pas destiné non plus à instituer un contrôle bureaucratique des activités économiques à l'échelle mondiale. C'est plutôt une invitation à entreprendre des réformes dont la nécessité est évidente. Il s'agit d'adopter au niveau international des principes qui sont déjà tenus pour acquis dans les politiques nationales mais qui n'étaient pas appliqués jusqu'ici à l'ordre international, et dont l'absence est de plus en plus clairement démontrée par le gaspillage, l'instabilité et les bouleversements actuels. Le nouvel ordre économique international est fondé en particulier sur deux idées : l'idée de l'équité, de la justice et d'une répartition équitable, et l'idée qu'à l'avenir l'économie mondiale doit être délibérément orientée vers l'élimination de la misère, de la maladie et de l'ignorance si largement répandues aujourd'hui, vers le développement des secteurs qui en ont besoin et la lutte contre le gaspillage et le mauvais emploi des ressources de la terre.

9. Ce qu'il faudra à l'avenir, c'est réorganiser les structures et les priorités économiques et sociales de manière à satisfaire les besoins minimaux de l'homme en matière de nutrition, d'hygiène, de logement, d'éducation et d'habillement, accroître la production de denrées alimentaires et de biens essentiels, en particulier dans les pays en voie de développement, établir une nouvelle division internationale du travail dans la production industrielle, promouvoir l'indépendance et la croissance autonome des pays en voie de développement, modérer l'accroissement de la population, économiser les ressources rares et protéger l'environnement et l'équilibre écologique de la terre.

10. Ce programme exigera une utilisation plus rationnelle des ressources humaines et matérielles, la réorientation des capitaux disponibles, la mise au point et l'application de techniques appropriées, la modification des relations commerciales existantes et du système monétaire, ainsi que des adaptations et des réformes sociales à l'intérieur des pays. Le coût de ce programme, c'est-à-dire des transferts directs

de ressources, de la réglementation du commerce des produits de base et des mesures d'adaptation dans le secteur industriel, représente selon les estimations un faible pourcentage de la croissance future du PNB des pays industrialisés. Le prix qu'il faudra payer en inadéquation sociale, en bouleversements politiques et en instabilité économique, si les maux et les injustices dont le monde souffre à l'heure actuelle restent sans solution, doit également être pris en considération dans le calcul du coût du programme.

11. Bien entendu, il ne suffit pas d'injecter des capitaux ou d'appliquer des techniques pour transformer des sociétés passives et donner à des économies statiques le moyen de se développer indépendamment. L'accroissement effréné de la population, les inégalités sociales, les conceptions irrationnelles et les priorités erronées, dont on trouve un exemple dans le niveau excessif des dépenses militaires, sont également des obstacles au progrès économique et à l'émancipation sociale. Il n'est pas possible de mettre en évidence tel ou tel levier permettant de mettre en mouvement le processus complexe du développement économique et social. Et d'ailleurs, tout ne peut pas se faire au niveau international. Cependant, il faut inévitablement adopter une conception intégrée et, s'il y a un élément déterminant dans le processus, c'est la volonté politique des Etats de s'atteler à cette tâche.

12. Il faut reconnaître qu'il est important et difficile de mobiliser cette volonté politique. Les gouvernements sensibles aux aspirations de leur peuple ne peuvent méconnaître le fait que les gens ont tendance à s'occuper d'abord de leurs propres intérêts et problèmes immédiats. Cependant, il est du devoir des dirigeants d'avoir une vision plus élevée des choses sans laquelle il n'est pas possible d'aller au-delà des préoccupations du moment. Il faut s'efforcer de trouver une aide et une inspiration dans les institutions et les méthodes démocratiques des nations.

13. L'Organisation des Nations Unies n'est pas le parlement de l'humanité, mais une assemblée d'Etats souverains égaux seulement par leur indépendance au sens juridique. Les Membres de l'Organisation sont loin d'être égaux par la puissance économique, le poids politique et l'influence économique qu'ils possèdent. Ce qui aux yeux de certains est la dictature de la majorité apparaît à la majorité des petits pays faibles et pauvres du monde comme un effort pour améliorer leur position de négociation grâce à une action collective, comme cela se passe dans le mouvement syndical. De toute façon, l'histoire de l'ONU montre que, si la majorité d'hier se trouve aujourd'hui en minorité, la situation peut se modifier à nouveau si l'on trouve des possibilités d'action commune. La minorité a non seulement le droit mais le devoir de proposer des solutions de rechange.

14. A sa sixième session extraordinaire, l'Assemblée générale a adopté une Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, dont plusieurs éléments essentiels suscitent encore des divergences importantes entre les Etats Membres. Néanmoins, la manière dont les Etats Membres sont convenus d'adopter la Déclaration, c'est-à-dire par consensus, sans recourir au vote, a traduit le désir de tous de ne pas s'enfermer dans des formes et des modalités évocatrices d'affrontement et de division, et . . .

² Résolution 3201 (S-VI) de l'Assemblée générale, en date du 1er mai 1974.

de laisser la porte ouverte à la conciliation des divergences par la négociation et le dialogue. Il semble que l'on soit généralement d'accord pour que l'Assemblée générale examine à sa prochaine septième session extraordinaire un petit nombre de questions qui présentent une importance particulière et sur lesquelles il est urgent, et il apparaît possible, de s'entendre.

15. A sa septième session extraordinaire, l'Assemblée générale pourra seulement faire un premier pas vers l'instauration d'un nouvel ordre des choses. Le travail préparatoire fait jusqu'ici, tant par des voies officielles qu'au Comité préparatoire établi par le Conseil, raffermirait l'espoir qu'on parviendra, à la session extraordinaire, à réduire les divergences entre les Etats Membres et à jeter les bases d'une action commune. Pour le Président, les efforts de la session extraordinaire devraient seulement porter sur trois objectifs moyens, accessibles et précis, à savoir : définir les éléments et les secteurs sur lesquels des négociations peuvent être engagées, convenir des principes qui régiront les négociations et décider dans quelles instances, existantes ou à créer, seront menées les négociations.

16. Il ressort du rapport du Comité préparatoire sur sa deuxième session (E/5702) que le Conseil doit maintenant s'occuper lui-même des travaux concernant la préparation de sa session extraordinaire. Ce sera la tâche principale de la présente session. Le Président espère qu'on pourra entreprendre ces travaux au plus tôt en amorçant un processus de consultations officielles au sein de groupes représentatifs de tous les Membres de l'ONU. Le Conseil tirera grand profit de la contribution des Etats Membres de l'ONU qui ne sont pas membres du Conseil à l'heure actuelle mais qui désirent participer aux travaux préparatoires de la session extraordinaire. Le règlement intérieur du Conseil contient des dispositions à cet égard, et le Président demande à tous ceux qui désirent participer aux travaux de le faire savoir.

17. A cette présente session, le Conseil est également appelé à procéder à l'examen et l'évaluation à mi-parcours des progrès accomplis dans l'application de la Stratégie internationale du développement. La résolution 1911 (LVII) témoigne que les membres du Conseil souhaitent adopter une méthode intégrée et soigneusement équilibrée pour aborder cette question ainsi que celle du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international³ et des travaux préparatoires de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Pour examiner les points 9 (Examen et évaluation...) et 10 (Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au développement et à la coopération économique internationale) de l'ordre du jour de sa présente session, le Comité économique tiendra certainement à suivre la même méthode. Dans la mesure où les travaux officiels ou officieux du Conseil en vue de la session extraordinaire seront fructueux, on pourra nourrir des espoirs en ce qui concerne l'issue de la session elle-même, laquelle aura à son tour des incidences considérables sur la mise en œuvre de la Stratégie internationale du développement et sur l'exécution du Programme d'action. Par conséquent, les membres du Conseil souhaiteront sans doute examiner avec soin la question de savoir comment, à quel moment et où il

serait préférable d'examiner le rapport du Comité de l'examen et de l'évaluation sur sa troisième session (E/5693).

18. Un grand nombre des questions à l'ordre du jour du Conseil sont liées à l'ensemble du processus de diplomatie parlementaire et de coopération multilatérale inhérent à la tenue de la session extraordinaire. Au titre du point 4 (Coopération régionale) par exemple, le Conseil passera en revue les travaux des cinq commissions régionales relatifs à la mise en œuvre de la Stratégie et du Programme d'action.

19. De même, le Conseil étudiera les activités relatives à la coopération internationale dans le domaine de l'environnement et du développement industriel, ainsi que les travaux effectués par les organisations compétentes, et notamment les résultats de la deuxième Conférence générale de l'ONUDI. Au titre du point 15 (Activités opérationnelles pour le développement), le Conseil examinera, dans la perspective de la session extraordinaire, la place qui doit revenir à ces activités dans le cadre plus général de la coopération internationale. Le Conseil d'administration du PNUD a examiné cette question en priorité et ses rapports (E/5646 et E/5703) ont été soumis à l'examen du Conseil.

20. Le Conseil est saisi du premier rapport de la Commission des sociétés transnationales (E/5655 et Corr.1), du premier rapport du Conseil de l'Université des Nations Unies (A/10031) et du rapport de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme (E/5725).

21. Aux termes de la Charte des Nations Unies, le Conseil devrait être l'organe central où sont formulées les politiques et prises les mesures internationales dans les domaines social et économique. Dans la réalité, il est loin d'en être ainsi. L'ensemble du système économique et social des Nations Unies souffre de nombreux défauts bien connus : discussions prolongées et rhétoriques, décisions insuffisamment mûries ou mal conçues, actions non coordonnées, doubles emplois et prolifération des organes subsidiaires. Tous ces défauts doivent être corrigés. Sur la demande de l'Assemblée générale [résolution 3343 (XXIX)], et pour préparer la septième session extraordinaire, un groupe de 25 experts indépendants a effectué une étude sur ce problème et formulé un certain nombre de propositions en vue de réformer et de refondre l'ensemble du système, des structures, des institutions et des procédures des Nations Unies. Le Président présume qu'au moment voulu et de la manière appropriée le Conseil souhaitera étudier les meilleurs moyens d'examiner et de transmettre à l'Assemblée générale l'étude établie par les experts (E/AC.62/9).

22. Le Conseil doit toutefois veiller à ne pas laisser les questions de forme et de procédure prendre le pas sur les fonctions et les objectifs. Sur le plan international, l'échec fondamental est qu'il n'a pas été possible de mobiliser la volonté politique des Etats au service d'objectifs communs. Qu'on le veuille ou non, un nouvel ordre des choses apparaît aujourd'hui en raison de l'interdépendance des problèmes mondiaux, de la diffusion accrue de la puissance économique entre les nations, du pluralisme croissant des sociétés et des nations, d'une nouvelle conception de l'intérêt de l'humanité qui transcende les frontières nationales et du pragmatisme de la pensée contemporaine. Il n'y a qu'une seule terre, et tous les hommes doivent unir leurs

³ Résolution 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale, en date du 1er mai 1974.

efforts pour en faire un lieu où tous puissent vivre. Le même intérêt bien compris qui incite les Etats à adopter des lois et des politiques visant à éliminer les injustices à l'intérieur de leurs frontières et à promouvoir le bien-être économique, social et culturel de tous leurs citoyens doit maintenant les amener à réexaminer leurs relations réciproques. Ce qui est nécessaire, c'est un sentiment renforcé de participation à un effort commun, de façon que le monde puisse progresser d'une manière pacifique et ordonnée profitable à l'humanité tout entière. Il faut utiliser les mécanismes du Conseil économique et social pour dégager un consensus politique, mais cette tâche ne sera pas accomplie en un seul jour. Le départ a été pris et, à la présente session, le Conseil aura l'occasion d'apporter une contribution importante à ce processus. Le Président a le ferme espoir qu'il sera fait bon usage de cette occasion.

Déclaration du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

23. Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL rend hommage au Président du Conseil économique et social.

24. La cinquante-neuvième session du Conseil est particulièrement importante car elle se tient au moment où les relations économiques internationales sont en pleine évolution. Depuis 1971, des bouleversements considérables ont eu lieu dans les relations économiques et ont soumis la structure économique internationale à des pressions sans précédent; cependant, il s'est maintenant écoulé suffisamment de temps pour que l'on puisse envisager ces événements dans une perspective plus raisonnée.

25. S'il est maintenant un fait bien accepté, c'est que le développement et le bien-être de toutes les nations sont inextricablement liés et qu'il est impossible d'assurer la stabilité politique au milieu d'inégalités économiques et sociales flagrantes. Le besoin d'une action multilatérale pour résoudre les problèmes qui confrontent la communauté internationale est urgent et offre une occasion unique de créer les conditions d'une répartition plus équitable des avantages à travers le monde. Tel est le défi qui se pose au Conseil. Il sera le principal thème de la prochaine septième session extraordinaire de l'Assemblée générale qui aura pour tâche d'évaluer les obstacles et les contraintes qui s'opposent à un nouvel ordre économique international, c'est-à-dire à un système de relations économiques mondiales fondé sur l'égalité et les intérêts communs de tous les pays. Les problèmes sont réels et, plus on tarde à s'y attaquer, plus ils deviennent difficiles, voire insurmontables. Compte tenu de ces réalités, et du fait reconnu de tous, que les problèmes globaux ne peuvent être résolus que par des efforts globaux, le rôle des Nations Unies comme instrument efficace de la coopération économique mondiale devient indispensable.

26. La communauté mondiale a été secouée par des événements économiques graves. Des perturbations successives des marchés monétaires dans le monde ont été suivies par un renversement brutal et soudain du courant monétaire mondial des nations consommatrices de pétrole vers les nations exportatrices de ce produit, un bouleversement dans le contrôle des liquidités en capital et de la puissance économique sans précédent dans sa rapidité et

son ampleur. Une conséquence de cette modification brutale des rapports économiques internationaux a été la survenance d'une série de troubles de la balance des paiements qui ont pris des proportions épidémiques. Leurs conséquences ont été les plus graves sur les pays en voie de développement qui ne sont pas producteurs de pétrole, qui ne possédaient que des réserves très faibles et qui, en même temps, devaient faire face à une réduction très forte des stocks de céréales. Non seulement les disettes ont entraîné des morts et de sérieuses souffrances dans de grands groupes de population, surtout en Asie du Sud et dans le Sahel africain, mais elles ont considérablement accentué les difficultés de balance des paiements de nombreux pays en voie de développement qui ont dû brusquement importer leur énergie et leurs denrées alimentaires à des prix plus élevés.

27. La sérieuse perturbation économique qui a suivi a menacé de paralyser la volonté qu'ont les membres de la communauté internationale de s'attaquer ensemble aux problèmes mondiaux et de les régler par un effort de coopération. Cependant, la coopération internationale ne s'est pas effondrée comme on aurait pu le craindre. Des consultations ont eu lieu, des mesures de crise ont été prises et les pires conséquences ont été évitées. Mais malgré ce qui a été accompli, la communauté mondiale ne doit pas perdre de vue le fait que les solutions élaborées ne sont que des mesures temporaires et que de nombreuses conditions inquiétantes persistent et nécessitent une action internationale.

28. Des rapports inquiétants signalent que de nombreux programmes publics, non seulement sont freinés, mais en fait se détériorent faute de fonds. Dans de nombreux pays, on réduit les services de santé et on ferme des écoles. Cette situation, qui affecte en particulier les secteurs les plus vulnérables de la population et notamment les enfants, doit être un sujet particulier de préoccupation.

29. Il reste encore beaucoup à faire pour alléger les problèmes immédiats de l'alimentation. Dans certaines régions, une situation de famine persiste et la malnutrition reste chronique dans de nombreuses parties du monde. En outre, la possibilité d'un retour brutal de déficits vivriers simultanés tels qu'il s'en produisit en 1972 ne peut pas être exclue tant que de nouvelles mesures correctives n'auront pas été prises. A ce sujet, deux mesures sont urgentes : l'exécution de l'Engagement international sur la sécurité alimentaire mondiale (voir E/5587, chap. V, résolution XVII) et un effort international concerté pour aider les pays en voie de développement à relever leur production alimentaire. La Conférence mondiale de l'alimentation a adopté un bon cadre d'action (*ibid.*, chap. IV et VI). Il faut espérer qu'on ne perdra plus de temps pour passer aux mesures concrètes.

30. Les problèmes de balance des paiements des pays en voie de développement les plus gravement touchés sont une source permanente d'inquiétude. Récemment, leur situation s'est quelque peu améliorée grâce à une baisse des prix des produits alimentaires sur les marchés internationaux, mais cette baisse a été contrebalancée par des déclinés simultanés et souvent plus considérables des cours des produits qu'ils exportent. En outre, le coût de la plupart de leurs autres

importations, notamment les engrais, les machines et le matériel, n'a pas diminué, et dans certains cas il s'est même élevé. Ces pays ont bénéficié d'une assistance bienvenue provenant de nombreuses sources, telles que les pays exportateurs de pétrole et l'UNEO. Ces mesures ont certes été utiles, mais la situation fondamentale, caractérisée par les paralysantes pénuries de devises, avec leurs effets néfastes sur les programmes de développement, n'en persiste pas moins.

31. Il n'y a malheureusement guère d'indices incitant à croire que les flux d'assistance seront suffisants pour apporter une solution aux problèmes. Bien qu'ils s'accroissent encore en valeur nominale, ces flux n'ont jamais atteint l'ampleur qu'on en espérait au cours de la dernière décennie. En moyenne, l'assistance publique au développement n'a pas atteint en 1974 la moitié du chiffre de 0,7 p. 100 du PNB des pays industriels développés. Il faut que cette tendance soit inversée. Le Secrétaire général s'associe au Président du Conseil des gouverneurs du Fonds spécial des Nations Unies nouvellement créé pour demander instamment à tous les pays, notamment aux pays développés et aux pays exportateurs de pétrole, de verser au Fonds aussi rapidement que possible des contributions appropriées. Il faut en outre multiplier les efforts pour faciliter et rendre plus accessible à un plus grand nombre de pays le réaménagement du calendrier de leur dette.

32. La situation économique sérieuse qui règne dans les pays développés à économie de marché est une autre source de préoccupation. Bien que certains indices laissent penser que le creux de la vague de récession pourrait bien avoir été atteint, plusieurs problèmes restent à résoudre, y compris ceux que posent le chômage et l'insuffisance des investissements. Dans un monde qui est devenu aussi interdépendant, un fléchissement économique important et prolongé ne saurait être limité au cadre de tel ou tel pays ou groupe de pays; il affecte inévitablement les possibilités d'exportation des pays en voie de développement, entrave les plans de développement et sape les efforts de coopération internationale.

33. En fin de compte, l'élimination de ces difficultés dépend en tout premier lieu de la volonté politique des gouvernements, que rien ne saurait remplacer; elle exigera de la part des pays Membres la volonté de se consulter, de discuter entre eux et d'élaborer des modalités d'action dans un climat de respect mutuel, de préoccupation partagée et de confiance réciproque. Ces derniers mois, il y a eu quelques signes encourageants qui semblent indiquer que l'on se rend dûment compte de ce fait essentiel. Le Secrétaire général pense en particulier aux négociations qui ont abouti à la Convention ACP-CEE de Lomé⁴, aux discussions qui ont eu lieu à la réunion des pays du Commonwealth et à la déclaration des ministres des pays membres de l'OCDE concernant les relations avec les pays en voie de développement⁵. Il y a eu quelques progrès vers des solutions plus équitables aux problèmes qui se posent

dans le domaine des produits de base. Enfin, les consultations entre pays en voie de développement, y compris la réunion qui doit se tenir à Lima au mois d'août 1975, présentent également une importance cruciale pour la réalisation de ces objectifs.

34. A la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale, aucun effort ne devra être épargné pour compléter ces réalisations par des mesures concrètes, car si l'on veut réaffirmer les objectifs et l'utilité de l'Organisation des Nations Unies, il faut que la septième session extraordinaire aboutisse à des résultats concrets. Les discussions tant officielles qu'officieuses qui auront lieu au cours de la présente session du Conseil devront contribuer d'une manière appréciable à cette fin : il n'existe pas de meilleur moyen pour les Etats membres d'exprimer leur résolution de renforcer le rôle du Conseil.

35. La question de la capacité qu'a l'Organisation des Nations Unies de s'acquitter de son rôle particulier, qui est de promouvoir la coopération internationale sur les plans économique et social et d'harmoniser les actions des Etats, a été soulevée. Bien que personne ne doute que l'ONU ne soit un élément essentiel de la scène politique et économique mondiale, il faut reconnaître que, s'agissant d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques et des programmes de coopération multilatérale, ses réalisations ont été limitées. Si le remède principal à cet état de choses réside bien dans la résolution des gouvernements, il faut absolument donner une vitalité nouvelle au système des Nations Unies après trente années d'existence, de manière à lui permettre d'apporter une contribution plus importante.

36. Le Groupe d'experts qui a récemment présenté son rapport intitulé "Nouvelle structure des Nations Unies pour la coopération économique internationale" (E/AC.62/9) mérite beaucoup d'éloges pour avoir entrepris le premier examen général du cadre institutionnel des Nations Unies depuis l'adoption de la Charte. Il est essentiel que les divers organismes intergouvernementaux intéressés et, en particulier, la session extraordinaire de l'Assemblée générale, prenant en considération les conseils d'experts disponibles, entreprennent les réformes qui sont indispensables tant à l'échelon intergouvernemental qu'à celui du Secrétariat pour que le système des Nations Unies soit pleinement capable de s'occuper d'une manière globale des problèmes que pose la coopération internationale.

37. Enfin, il faut mentionner une autre question importante dont le Conseil sera saisi à la présente session lorsqu'il examinera le rapport de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme (E/5725), tenue à Mexico, à laquelle le Secrétaire général a récemment assisté. Il suffit de jeter un regard circulaire autour de la salle de réunion du Conseil pour constater tout le chemin qui reste encore à parcourir avant que les femmes n'obtiennent une participation équitable aux relations internationales et économiques. Cette participation marquera non seulement la fin d'une discrimination indéfendable, mais assurera également l'utilisation plus complète d'un réservoir de capacité humaine qui est indispensable au développement économique et social de la communauté internationale.

⁴ Convention entre la Communauté économique européenne et 46 Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, signée à Lomé le 28 février 1975.

⁵ Pour le texte, voir OCDE, communiqué de presse, PRESSE/A(75)21.

38. Le Secrétaire général est certain que tous les représentants présents s'efforceront d'assurer la réussite de cette cinquante-neuvième session du Conseil et de faciliter ainsi la tâche de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Il leur adresse à tous ses meilleurs vœux de succès pour leurs travaux.

39. Le PRÉSIDENT remercie le Secrétaire général pour sa déclaration.

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
(E/5865, E/L.1668)

40. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à se prononcer sur l'ordre du jour provisoire (E/5685), tel qu'il a été adopté par le Conseil à sa cinquante-huitième session.

L'ordre du jour provisoire est adopté.

41. Le PRÉSIDENT appelle l'attention du Conseil sur la note du Bureau (E/L.1668), qui traite de la répartition des points de l'ordre du jour et contient un projet de programme de travail. Si aucune objection n'est formulée, il considérera que le Conseil approuve l'organisation des travaux telle qu'elle figure dans ce document.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 16 h 30.

1954^e séance

Jeudi 3 juillet 1975, à 11 heures

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SR.1954

Application de l'article 73 du règlement intérieur du Conseil économique et social

1. Le PRÉSIDENT fait savoir qu'il a reçu une lettre d'un mouvement de libération nationale reconnu par l'Assemblée générale des Nations Unies lui demandant, conformément à la résolution 3237 (XXIX), en date du 22 novembre 1974, de l'Assemblée générale, de participer sans droit de vote aux débats du Conseil économique et social sur toutes les questions qui présentent un intérêt particulier pour ce mouvement.

2. Il lui semble que la requête est conforme aux dispositions de l'article 73 du règlement intérieur qui a trait à la participation des mouvements de libération nationale. En l'absence d'objections, la requête serait donc acceptée.

Il en est ainsi décidé.

3. M. FERGUSON (Etats-Unis d'Amérique) souligne que cette décision n'a pas été mise aux voix et déclare que sa délégation émet des réserves expresses à l'égard des invitations de cet ordre.

4. M. TARCICI (Yémen) estime que le Conseil vient de prendre une décision juste et équitable. Le représentant du Yémen souhaite la bienvenue, au nom de sa délégation et de celles de tous les pays arabes, à l'Organisation de libération de la Palestine.

5. Cette décision est prise en application de la résolution 3237 (XXIX) de l'Assemblée générale, en date du 22 novembre 1974, qui est intitulée "Statut d'observateur pour l'Organisation de libération de la Palestine" et qui renferme une clause selon laquelle l'Assemblée générale "considère que l'Organisation de libération de la Palestine a le droit de participer en tant qu'observateur aux sessions et aux travaux de toutes les conférences internationales

convoquées sous les auspices d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies". La résolution est donc claire et précise et l'Organisation de libération de la Palestine a déjà pu siéger en qualité d'observateur à plusieurs conférences internationales, auxquelles elle a toujours participé avec compétence, dignité et responsabilité. On peut citer notamment la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire, la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, le Congrès météorologique mondial, l'Assemblée mondiale de la santé, ainsi que la Conférence internationale du Travail. Elle a également été invitée par la CEAO à participer, en qualité d'observateur permanent, aux réunions de cette commission.

6. Les pays du monde entier, surtout les quelque 100 pays qui ont voté pour l'adoption de la résolution 3237 (XXIX) de l'Assemblée générale, sont satisfaits de cette participation. L'Organisation de libération de la Palestine jouera son rôle au Conseil avec la compétence et le sens des responsabilités dont elle a déjà témoigné dans les autres réunions et conférences.

7. M. CHANG Ping-tsien (Chine) dit que sa délégation approuve la décision du Conseil et qu'elle juge légitime d'inviter les représentants de l'Organisation de libération de la Palestine à participer aux débats. La délégation chinoise est convaincue que ces représentants apporteront une contribution utile aux travaux du Conseil.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle (E/5654, E/5665, E/5681 et Add.1 à 4, E/5682, E/5692, E/5699, E/5713)

8. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le point 3 de l'ordre du jour. Il rappelle aux membres du Conseil que le Bureau a proposé que, suivant la pratique habituelle, la discussion générale soit axée sur les points 9 (Examen et évaluation, au milieu de la Décennie, des progrès réalisés dans l'application de la Stratégie internationale du développement; Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international) et 10 (Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au développement et à la coopération économique internationale) afin que le Comité économique n'ait pas besoin d'entendre de déclarations générales sur ces deux points et puisse se concentrer sur l'examen de propositions spécifiques (E/L.1668, par. 2).

9. M. EKLUND (Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique) souligne, comme il a déjà eu l'occasion de le faire dernièrement aux réunions communes du CCPP et du CAC, l'importance de l'énergie pour le développement, question qui a fait l'objet de la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale. C'est en partie grâce à l'énergie nucléaire que les pays développés et les pays en voie de développement pourront faire face à leurs besoins en énergie, d'abord pendant les dix années à venir.

10. Mais cette évolution fait intervenir deux éléments : d'une part, l'opposition de l'opinion publique à l'utilisation des réacteurs nucléaires a parfois entravé la réalisation de projets déjà approuvés; d'autre part, l'évolution de la situation concernant l'énergie traditionnelle a fait ressortir l'intérêt de l'énergie nucléaire. Ces deux facteurs ont conduit à une réévaluation mondiale des problèmes de l'énergie, dont on peut déjà conclure que l'électricité constituera une part croissante de la production totale d'énergie et que la demande sera supérieure aux ressources classiques disponibles, même si l'on adopte des mesures d'économie ou que l'on observe un changement d'attitude vis-à-vis de la croissance énergétique.

11. L'énergie nucléaire constitue la seule solution possible, à l'heure actuelle, du point de vue technique, même s'il reste à résoudre certains problèmes dans ce domaine. Elle se développera plus ou moins rapidement dans le monde, en fonction de la récession économique, de l'opposition de l'opinion publique, ou au contraire de l'apparition de nouveaux marchés. On peut noter, à ce propos, que les pays exportateurs de pétrole eux-mêmes envisagent de se doter d'une énergie nucléaire.

12. Dans cette conjoncture, l'Agence se préoccupe essentiellement de garantir le maintien de la sécurité que présente l'énergie nucléaire et la disponibilité de la main-d'œuvre voulue pour y parvenir, tout en veillant à empêcher le détournement des matériaux nucléaires. Au moment même où ses travaux présentent un intérêt croissant et sont appelés à se développer, l'Agence se trouve placée dans une situation financière très difficile, liée notamment aux graves difficultés économiques auxquelles se heurtent plusieurs des Etats qui en sont membres.

13. Le budget ordinaire de l'Agence pour 1975 (29 675 000 dollars) est supérieur de 18,4 p. 100 à celui de 1974, mais cette augmentation s'explique presque en

totalité par l'inflation et les fluctuations monétaires. En revanche, les crédits approuvés au titre du programme d'assistance technique de l'Agence ont augmenté de façon importante. L'objectif fixé pour les contributions volontaires est passé de 3 millions de dollars, en 1974, à 4,5 millions de dollars en 1975, et le Conseil de l'Agence a recommandé de porter ce chiffre à 5,5 millions de dollars en 1976. Il est également encourageant de noter que l'objectif de 1975 sera probablement réalisé à 94 p. 100. Grâce à cette augmentation des contributions, ainsi qu'à celle du nombre des projets du PNUD exécutés par l'Agence, un certain nombre d'activités -- bourses, cours de formation et achat de matériel -- ont augmenté de 40 à 80 p. 100 depuis deux ans.

14. M. Eklund mentionne ensuite deux points qui intéressent au premier chef l'Assemblée générale et sont également susceptibles d'intéresser les membres du Conseil économique et social. Premièrement, l'Agence a participé dans toute la mesure possible, conformément à la demande du Secrétaire général, aux préparatifs de la Conférence des parties chargées de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui a eu lieu au mois de mai 1975 à Genève. Les parties au Traité ont souligné, dans la Déclaration adoptée par la Conférence, la nécessité de conclure des accords de garanties avec l'Agence. Depuis la dernière déclaration du Directeur général de l'Agence au Conseil économique et social lors de sa cinquante-septième session (1904e séance), le Conseil de l'Agence a approuvé 13 accords supplémentaires de garanties, dont 9 dans le cadre du Traité. L'Agence a également institué un groupe consultatif permanent pour l'application des garanties, qui a été favorablement accueilli par la Conférence des parties.

15. Deuxièmement, conformément aux recommandations de l'Assemblée générale et du Conseil de l'Agence, on a créé en janvier 1975, au sein du secrétariat, un service chargé de centraliser et fournir les renseignements relatifs aux utilisations pacifiques des explosions nucléaires. Lorsqu'il s'est réuni au mois de juin, le Conseil de l'AIEA a créé un groupe consultatif intergouvernemental spécial sur les explosions nucléaires à des fins pacifiques auquel tous les membres de l'Agence pourront participer et où des Etats non membres intéressés pourront être invités.

16. On peut résumer de la façon suivante l'évolution des programmes de l'Agence : dans le domaine de l'industrie nucléaire d'abord, l'Agence a fait bénéficier d'une priorité élevée les programmes relatifs à la sécurité nucléaire, aux services consultatifs en matière d'énergie nucléaire et à la formation correspondante. En vue d'aider les pays en voie de développement à se doter d'une énergie nucléaire, et compte tenu des prévisions selon lesquelles l'énergie nucléaire devrait se révéler rentable pour une trentaine de pays en voie de développement d'ici la fin des années 80, l'Agence aide ces pays à tous les stades de la planification, de la construction et de l'exploitation, sans négliger leurs besoins en main-d'œuvre qualifiée, grâce à des séminaires financés par le PNUD et à des cours de formation. Pour ce qui est de l'utilisation de l'énergie nucléaire en toute sécurité, l'AIEA a entrepris un vaste programme de protection de l'environnement dans le cadre duquel l'Agence et des experts des pays membres préparent un système généralisé de normes et de règles acceptables sur le plan

international et destinées aux organes chargés du contrôle, aux services publics et aux industriels. Ces règles de sécurité permettront peut-être de rassurer l'opinion au sujet de la production d'énergie nucléaire.

17. A plus long terme, l'Agence s'intéresse au problème essentiel que pose le traitement des déchets. On étudie notamment la possibilité de créer, au niveau régional, des systèmes chargés de traiter et d'éliminer le combustible nucléaire qui permettront peut-être de résoudre ce problème. Après un démarrage difficile, le Système international de documentation nucléaire de l'Agence bénéficie aujourd'hui du soutien des Etats membres et l'on envisage, par exemple, de publier, à partir de 1976, un bulletin de synthèse.

18. Enfin, le Directeur général de l'Agence fait savoir que l'on a déjà commencé à préparer la grande conférence internationale sur l'énergie nucléaire et sur son cycle du combustible qui doit se tenir au début de mai 1977 à Salzbourg (Autriche). On s'attachera en particulier au cycle du combustible nucléaire et à l'intérêt que présenteraient des accords internationaux, régionaux ou nationaux en vue de résoudre les problèmes que pose ce cycle, ainsi qu'à la nécessité d'en tenir compte lors de l'élaboration des programmes nucléaires au niveau national. La conférence traiterait également des questions du contrôle de la radioactivité, des aspects techniques de la sécurité nucléaire et des facteurs qui entrent en jeu lorsque les pays en voie de développement veulent se doter d'une puissance nucléaire.

19. Les responsables de l'Agence fourniront au CCPP des informations complémentaires concernant leurs travaux, notamment en coordination avec les autres institutions, lors de l'examen en profondeur que doit effectuer le Comité.

20. M. PETERSON (Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement) rappelle que, il y a un an, il formulait l'espoir qu'il y aurait à la session d'été du Conseil d'administration, en 1975 (vingtième session), une discussion à l'échelon élevé sur les propositions relatives au rôle futur du PNUD dans le développement mondial, dans le contexte des préparatifs de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Les discussions prévues ont eu lieu avec des ministres, les directeurs généraux de la planification du développement et de la coopération technique et d'autres fonctionnaires de rang élevé. Les propositions du Conseil d'administration concernant les "nouvelles dimensions" de la coopération technique (voir E/5703) ont reçu un accueil chaleureux. Les membres du Conseil d'administration ont également mis en lumière le rôle du PNUD en tant que pièce maîtresse du système de développement des Nations Unies.

21. L'Administrateur du PNUD aimerait tout d'abord rappeler le vingt-cinquième anniversaire de la naissance de la coopération technique à l'Organisation des Nations Unies. Le 1er juillet 1950 était lancé un programme élargi d'assistance technique des Nations Unies destiné à devenir le plus important effort de coopération technique multilatérale. Il importe de rendre hommage à ceux qui ont consacré une grande partie de leur vie professionnelle à l'édification de ce qui est aujourd'hui le PNUD. La première année, 6,5 millions de dollars ont été engagés dans les projets. A la fin

de 1974, les dépenses consacrées aux projets en vingt-cinq ans équivalaient à environ 2,5 milliards de dollars. Sur ces dépenses, les investissements consécutifs dépassaient 17 milliards de dollars.

22. En 1951, il y avait quelque 800 experts sur le terrain; en décembre dernier, leur nombre atteignait 120 000. Il ne s'agit pas de donner des statistiques sur le nombre d'experts employés mais plutôt de rendre hommage aux millions d'hommes et de femmes inconnus des administrations des pays en voie de développement qui ont toujours été au cœur de la lutte pour le développement et qu'on a longtemps et curieusement désignés sous l'expression anonyme de "personnel de contrepartie". Les agriculteurs, les travailleurs de la santé, les enseignants, les ingénieurs des travaux publics et tous ceux sur qui repose cette entreprise méritent de recevoir de nouveaux encouragements.

23. Le Conseil économique et social et l'Assemblée générale ont constaté que l'ensemble du système avait un besoin urgent d'être révisé. Le sort de la lutte pour le développement est fortement influencé par les systèmes et mécanismes mondiaux de puissance économique et technique, de répartition de ressources et d'établissement et de variation des prix du commerce mondial. Ces organes ont donc été incités à mettre l'accent sur la situation mondiale dans la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international adoptés en 1974¹. Jamais auparavant autant de gouvernements n'avaient été mis au défi de faire autant pour les défavorisés de ce monde. Jamais auparavant les besoins ni les droits des pauvres n'avaient été énoncés en termes si clairs non seulement du point de vue des courants d'assistance au développement mais par rapport à une refonte des systèmes économiques et des systèmes de ressources de la société. Jamais encore il n'était apparu aussi évident que cette refonte était dans l'intérêt de toute l'humanité.

24. A la vingtième session du Conseil d'administration du PNUD, le représentant du Canada a déclaré que le PNUD avait évolué, dans les limites de son mandat particulier, dans le sens de la notion générale de nouvel ordre économique international. Le PNUD est maintenant prêt à fournir toutes les ressources reçues et capable de le faire. Ces dernières années, le PNUD s'est efforcé d'améliorer ses capacités de gestion, de décentraliser la programmation et de résoudre les difficultés d'une exécution en temps utile. Les partenaires d'exécution ont également pris des mesures décisives en matière de rationalisation. Dans la perspective de la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale, le PNUD peut désormais aider les gouvernements à mettre au point et à exécuter une série de projets plus larges et plus nouveaux qui tiennent compte de l'esprit et de l'urgence du Programme d'action.

25. Sur la base de l'expérience acquise depuis vingt-cinq ans, notamment pendant le premier cycle de programmation par pays, une série de propositions sur les nouvelles dimensions de la coopération technique ont été soumises au Conseil d'administration du PNUD, qui est prêt désormais à

¹ Résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale, en date du 1er mai 1974.

relever les défis lancés aux Nations Unies dans le domaine de la coopération technique.

26. Le PNUD demande au Conseil d'approuver son désir de libérer ses exercices de planification commune avec les gouvernements de l'ensemble traditionnel d'experts étrangers, de bourses, de matériel et de personnel administratif et de permettre au processus de programmation de s'appuyer plus largement et plus hardiment sur les résultats nécessaires. Le PNUD a cherché à donner aux gouvernements et au personnel travaillant sur le terrain les pouvoirs nécessaires pour déterminer le type d'apports à faire, l'endroit et le moment auxquels ces apports doivent être faits dans les perspectives du développement. Le Conseil d'administration est conscient que le PNUD doit agir de façon décisive et selon des modes nouveaux pour appuyer la Déclaration et le Programme d'action. Les termes de souplesse, d'innovation, d'adaptabilité sont revenus fréquemment dans les déclarations.

27. Le PNUD se réjouit que la BIRD ne voie pas d'obstacle à cette souplesse nouvelle en ce qui concerne la délimitation entre l'assistance en matériel et l'assistance technique et, à son tour, le Conseil d'administration assure qu'il exercera son mandat avec discrétion. Le Fonds d'équipement des Nations Unies, dont les maigres ressources actuelles sont déjà entièrement engagées, sera élargi. Le rôle qu'il jouera est tout à fait distinct de celui d'autres institutions internationales de prêt. Les nouvelles idées ayant été favorablement accueillies au sein du Conseil d'administration, il y a lieu d'espérer que le développement mondial pourra être traité dans un esprit d'expérience et s'appuyer sur une volonté politique. La période actuelle d'initiatives nouvelles dans les efforts économiques et sociaux des Nations Unies exige de tous un sens de la rénovation et de la réorientation. Le PNUD a désormais les outils appropriés — dans la programmation et la gestion — et peut apporter la bonne solution aux justes problèmes, dans la quantité et avec la qualité de ressources nécessaires, au moment et au lieu voulus, pour reprendre la définition du Directeur général de l'OMS. Ces outils viennent à point nommé. Le PNUD est ainsi prêt à accomplir sa part de travail dans l'instauration du nouvel ordre économique international.

28. Quelles sont les grandes tâches nouvelles qu'impose l'assistance au développement ? Le Programme d'action a une portée mondiale et s'étendra sur plusieurs années. Il faut y apporter de nombreux perfectionnements et fournir des définitions détaillées. Des tâches énormes attendent le PNUD. Les gouvernements devront définir chaque tâche particulière selon le système de programmation commune au niveau national et multinational, au niveau mondial et interrégional. Quelle est la nature de ces tâches en ce qui concerne le PNUD ?

29. Le PNUD doit tout d'abord utiliser sa nouvelle souplesse pour parvenir plus directement aux points d'action directe et d'effet multiplicateur. Il convient qu'il soit prêt à prévoir et à exécuter des programmes multidisciplinaires nouveaux afin de mobiliser les couches les plus pauvres de la population pour les projets susceptibles d'améliorer rapidement leur vie.

30. Cette façon de faire comporte des risques mais, alors que des millions de gens vivent dangereusement, le PNUD ne doit-il pas être prêt à prendre des risques plus grands pour leur venir en aide ? Le Conseil d'administration a également proposé que le PNUD soit prêt à envisager de soutenir des projets comportant des risques élevés, qui peuvent aboutir à une percée technologique répondant aux besoins d'un pays, dans un laps de temps relativement bref. Si cela demande la rémunération de spécialistes locaux et le financement de la création d'institutions locales, le PNUD doit être prêt à le faire. Lorsque les travaux du PNUD atteignent les couches les plus pauvres de la population grâce à un développement rural intégré, il convient d'envisager des investissements limités dans l'implantation d'usines et d'infrastructures destinées à des projets pilotes.

31. Il faut adopter de nouvelles attitudes vis-à-vis de la coopération technique et notamment des capacités existant dans les pays en voie de développement. Derrière la notion de transfert des techniques se profile l'image d'un désert technologique vers lequel toutes les techniques doivent être transférées. Même la notion plus récente de transfert de techniques adaptées suppose souvent quelque chose qui part de l'extérieur. Le PNUD doit travailler davantage avec les gouvernements à identifier et à stimuler le développement de techniques et de capacités locales dont l'origine remonte parfois à plusieurs siècles et, avec le transfert de connaissances appropriées, construire une technologie locale. Il faut penser et agir de façon à aider le progrès technique dans le monde en voie de développement, plutôt qu'envisager purement et simplement le transfert traditionnel.

32. Une institution locale qui déclare vouloir une assistance directe pour utiliser ses propres applications techniques peut être l'un des meilleurs bastions de la souveraineté nationale sur les ressources. Mais il existe une autre forme de coopération technique beaucoup plus nouvelle, c'est celle qui consiste à poser les fondements techniques du nouvel ordre et à accélérer la maîtrise intellectuelle et technique sur les ressources. Contribueront à édifier la capacité indigène les projets concernant la négociation relative aux compétences et informations nécessaires pour traiter des investissements étrangers, l'amélioration de la capacité nationale d'évaluer et de prévoir une sage exploitation des ressources naturelles, la création dans les pays en voie de développement des compétences nécessaires pour concourir dans le commerce mondial, l'aide à la formation de spécialistes du choix et de la promotion des meilleures options d'exportation et la fourniture d'une assistance technique portant sur les points de croissance de la production et de la transformation des matières premières qui permettront de donner suite à ces options.

33. Il s'agit d'une catégorie nouvelle de travaux en ce sens que, dans chaque pays, elle contribuera au nouvel ordre économique international; mais, dans un tout autre sens, c'est un des fils de la même trame invisible de développement mondial et national. Cela est nouveau pour le PNUD en valeur quantitative seulement car le Programme est déjà engagé dans de très nombreux projets multinationaux et nationaux, avec la CNUCED notamment.

34. Dans l'ensemble du système de développement des Nations Unies, il faut encore des mécanismes perfectionnés pour pouvoir élaborer et exécuter des courants de développement vraiment intégrés, synchronisés et se renforçant mutuellement. Il s'agit là d'une tâche extrêmement complexe. On peut se demander, par exemple, si, dans le monde, on se préoccupe d'améliorer le stockage des céréales et d'éviter les gaspillages évitables quand on envisage l'introduction dans l'agriculture d'innovations qui aboutiront à une production céréalière accrue au mètre carré ? Est-ce l'habitude, quand on met en route un programme de recherche appliquée assorti d'un calendrier, afin d'obtenir des résultats concrets, de se demander si les plans et les ressources existent pour disposer du personnel et des autres infrastructures nécessaires afin que les résultats de la recherche soient rapidement appliqués ? Dans les pays qui lancent des programmes de contrôle de la fécondité, vérifie-t-on de quelle façon des projets manifestement distincts, comme les innovations en matière agricole, peuvent influencer sur les dimensions de la famille ? Dans de nombreux cas, vérifie-t-on si les services sanitaires indispensables augmentent suffisamment l'espérance de survie des enfants, de manière que les familles puissent envisager d'en avoir moins ? Ces questions ont une très grande importance dans les pays à faible revenu et, dans l'édification du nouvel ordre économique international, la complexité de ces facteurs de planification intégrée et de synchronisation est énorme.

35. Une part importante des améliorations qu'il convient d'apporter à l'intégration de la planification et des opérations est contenue dans les propositions de restructuration ajoutées à l'ordre du jour de la septième session extraordinaire. Ces dispositions concernent au premier chef le PNUD sur le point de s'engager dans un deuxième cycle de programmation avec les gouvernements. Le PNUD est prêt mais il n'est qu'une partie d'un ensemble. Des propositions tendant à créer un système plus cohérent, à grouper les objectifs d'efficacité et de souplesse dans l'intérêt des bénéficiaires et des donateurs bénéficieront certainement d'un large appui.

36. Au Conseil d'administration du PNUD, le représentant du Tchad a parlé de la révolte contre la pauvreté comme d'une révolution sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Quand une petite équipe d'hommes et de femmes des Nations Unies et des services nationaux s'est engagée, il y a vingt-cinq ans, sur la voie de la collaboration au développement multilatéral, la révolution avait déjà commencé mais on ne percevait pas clairement ses dimensions. On est conscient aujourd'hui que le travail à poursuivre représente la plus grande transformation de la condition humaine jamais envisagée. On peut être fier que le monde ait confié ces négociations et ces travaux à l'Organisation des Nations Unies. Les dispositions de la Charte des Nations Unies relatives aux buts économiques et sociaux, aux responsabilités et aux mécanismes dans le domaine économique et social se sont agrandies en résolutions qui témoignent d'une quête inlassable de justice et de dignité. Puisse le Conseil économique et social améliorer et utiliser les mécanismes économiques et sociaux du système des Nations Unies, de manière que les historiens de l'avenir disent de ces quelques mois qu'ils marquent un véritable tournant.

37. M. BOERMA (Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) parlera tout d'abord de la situation alimentaire et agricole dans le monde et des efforts accomplis par la FAO pour surmonter les principales difficultés qu'elle présente. Pour ce qui est de l'action des organismes des Nations Unies, l'événement le plus important des douze derniers mois a été la Conférence mondiale de l'alimentation², où les gouvernements ont décidé que la situation alimentaire mondiale était si grave qu'elle exigeait une intervention internationale à un niveau politique élevé. La réussite de la Conférence dépendra du résultat des mesures qui y font suite. En ce qui concerne son objectif principal — accroître la production agricole et alimentaire des pays en développement — il reste encore à voir si les gouvernements sont disposés à apporter à leur politique les modifications nécessaires. La réaction positive devant l'idée d'un fonds international pour le développement de l'agriculture est un des signes qui autorisent l'espoir. Ce fonds permettrait de grossir les courants de ressources extérieures dirigées vers les pays en développement pour élever leur taux de croissance agricole. D'autres mesures ont suivi les recommandations de la Conférence, notamment pour ce qui est des engrais et du Groupe consultatif de la production alimentaire et de l'investissement dans les pays en développement. L'aide globale dont on espère pouvoir disposer en 1975-1976 a augmenté et approche déjà l'objectif minimal fixé par la Conférence, soit 10 millions de tonnes de grains par an. Mais cet objectif est loin de correspondre aux besoins réels. Quant au Conseil mondial de l'alimentation, il lui reste à prouver qu'il peut apporter la contribution efficace qu'on attend de lui. On ne sait encore si les belles intentions dont la Conférence mondiale de l'alimentation était animée susciteront dans la situation alimentaire mondiale les changements attendus depuis si longtemps.

38. M. Boerma rappelle que si, au moment où siégeait la Conférence, la famine menaçait de vastes zones des pays les plus gravement touchés, le danger est maintenant conjuré, grâce à l'expansion de l'aide alimentaire et à des achats de produits alimentaires rendus possibles par l'aide financière extérieure et la baisse du cours des grains. Toutefois, on estime que ces mêmes pays devront faire face à un manque de produits alimentaires en 1975-1976. Leurs importations d'engrais et de pesticides vont être plus onéreuses, tandis que la baisse des produits de base affectera leurs recettes en devises : leur situation économique risque donc d'empirer.

39. Les perspectives de la production alimentaire mondiale sont plus encourageantes que l'année passée. Mais même si la production de grains augmente de 8 p. 100 par rapport à l'année passée, les stocks de grains resteront inférieurs au niveau minimal de sécurité. Ces accroissements de production auront lieu dans les pays développés, si bien que l'incertitude subsistera en ce qui concerne l'approvisionnement des pays en développement, surtout en Asie. La situation alimentaire mondiale ne fait donc que mettre en relief la nécessité d'agir rapidement, notamment en appliquant les recommandations de la Conférence. Un vaste effort de coopération sera nécessaire, non seulement pour satisfaire la demande solvable, mais, ce qui importe encore

² Pour le rapport de la Conférence, voir documents E/5587 et Add.1 à 4.

plus, pour provoquer un développement économique et social général permettant aux pauvres des pays en développement de gagner de quoi acheter les aliments dont ils ont besoin. Si l'on veut résoudre le problème alimentaire mondial, c'est ce changement qu'il faut s'efforcer de susciter.

40. Abordant le rapport du Secrétaire général sur le développement et la coopération économique internationale (E/AC.62/8) et l'examen des changements qu'il conviendrait d'apporter à la configuration générale des relations économiques internationales, M. Boerma expose quelles sont les principales contraintes qui s'imposent au secteur agricole, dont la performance médiocre dans les pays en développement est une contrainte majeure du développement économique et de la réduction du paupérisme.

41. La première contrainte est le climat. Mais si la sécheresse et les inondations ont sévi en 1972 et 1974, faisant baisser la production, ce n'est pas le mauvais temps qui est responsable des insuffisances à long terme de la production agricole des pays en voie de développement. Trop de gouvernements ont accordé à l'agriculture un rang prioritaire insuffisant, et il est inquiétant de voir que dans les pays en développement les investissements du secteur agricole sont à peu près la moitié de ce qu'ils devraient être pour que la production réponde à la demande.

42. Certaines contraintes du secteur agricole sont d'ordre technique. Dans beaucoup de pays en développement, surtout ceux où la population est dense, la faible quantité et la pauvre qualité des terres et des ressources en eau gênent l'accroissement de la production. Les coûts du défrichage et de l'amélioration des sols sont très élevés. Souvent les moyens d'irrigation sont mal utilisés. Ce qu'il faut aux pays en développement, ce sont des techniques agricoles qui augmentent la production et multiplient les emplois, non des techniques adaptées aux circonstances des pays développés, où les capitaux sont moins rares que la main-d'œuvre. Engrais, pesticides et machines agricoles sont produits dans les pays développés, si bien qu'en période de pénurie d'engrais et de pesticides, comme ce fut le cas ces dernières années, ce sont les pays en développement qui sont les derniers à être approvisionnés. De plus, les prix des engrais sur le marché mondial ont été supérieurs aux prix du marché intérieur des pays producteurs. La crise de l'énergie a compromis l'irrigation. On a négligé les possibilités offertes par les engrais organiques, et les crédits aux facteurs de production ont souvent été insuffisants.

43. D'autres restrictions du développement agricole sont d'ordre économique et social. Les institutions rurales, surtout les régimes fonciers, sont généralement périmées. Non seulement la justice sociale, mais encore l'utilisation rationnelle de la main-d'œuvre et des terres exigent qu'elles soient modifiées pour accroître la production et rendre viables les petites exploitations. Ces changements sont indispensables si l'on veut que l'agriculture de la plupart des pays en développement entrent dans l'ère moderne. A ce problème se rattache celui de la répartition des revenus. Le paupérisme rural est la principale contrainte qui gêne la suppression de la faim et de la malnutrition. Il faut donc

procéder à une redistribution des revenus en créant des emplois rémunérateurs.

44. L'accroissement de la production suppose des encouragements. Or la politique de commercialisation et la politique des prix des pays en voie de développement ont visé souvent à procurer une alimentation à bon marché aux consommateurs des villes, et n'ont pas incité assez les agriculteurs à augmenter leur production. Les systèmes de commercialisation sont généralement coûteux et incapables de répondre aux besoins d'une urbanisation rapide, ou de répercuter rapidement la demande sur les producteurs. La production dispersée et à petite échelle est l'une des principales contraintes du secteur agricole. Elle est accentuée par le manque de personnel qualifié dans les services agricoles de l'Etat et par l'insuffisance de l'infrastructure. Des organisations d'agriculteurs sont nécessaires, ainsi qu'une expansion et une réorientation des services techniques créés à l'intention des agriculteurs. Enfin, les institutions et services ruraux ont eu tendance à négliger le rôle des femmes dans le développement agricole.

45. Par ailleurs, les attitudes des pays développés sont aussi facteurs de contrainte qui commandent à leur avantage la situation du marché international, à l'exception de celui du pétrole. Pour les produits agricoles, la libéralisation du commerce a été plus lente que pour d'autres produits. Il faut que les pays développés reconnaissent que toute conception de la stabilisation des marchés mondiaux suppose qu'on considère comme essentiels les intérêts du monde en voie de développement.

46. Il y a aussi la question de l'aide au développement. On doit noter non seulement que l'assistance internationale au développement n'a pas atteint les objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, mais aussi que l'agriculture reçoit moins de 10 p. 100 de l'aide officielle au développement. A l'aide à l'agriculture se rattache la nécessité de nouveaux systèmes de constitution de stocks nécessaires à la sécurité alimentaire mondiale, où les charges seraient partagées entre tous les pays, proportionnellement à leurs moyens. A cette fin, beaucoup de pays en voie de développement auront besoin d'une aide spéciale pour construire des installations de stockage et pour financer les stocks nécessaires.

47. Il y a lieu aussi de tenir compte de la production alimentaire dans les pays développés, où généralement il n'existe pas de politique, notamment de politique de prix, visant à augmenter la production alimentaire afin qu'elle réponde à un quadruple besoin : la consommation intérieure, l'exportation, la reconstitution des stocks, l'aide alimentaire. Une baisse des prix consécutive à une éventuelle bonne récolte en 1975 pourrait décourager les agriculteurs, leur faire réduire leurs emblavures et susciter ainsi des difficultés en 1976.

48. Il faut que l'attitude à l'égard de l'aide alimentaire change, et que celle-ci cesse d'être un sous-produit de l'agriculture des pays riches, comme elle l'a été ces dernières années : abondante en période de stocks considérables et de bas prix, quand on en avait le moins besoin, réduite en période de pénurie et de hausse des prix, quand elle était le plus utile. L'objectif fixé par la Conférence mondiale de

l'alimentation (10 millions de tonnes de céréales par an) et la reconstitution du Comité intergouvernemental du PAM sous forme de Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire donnent le moyen de susciter ce changement. M. Boerma espère que tous reconnaîtront la nécessité d'une évolution des politiques et des comportements. Les pays en développement doivent reconnaître que l'aide alimentaire n'est qu'une mesure transitoire qui leur permet d'attendre l'accroissement de leur production agricole et de faire face aux situations d'urgence.

49. Le manque d'information est la dernière contrainte que mentionnera M. Boerma. C'est elle qui empêche de faire bénéficier les sociétés rurales paupérisées des mesures de développement et des programmes d'intervention alimentaire conçus à leur intention. Il est nécessaire aussi de diffuser des renseignements sur les menaces de disette alimentaire. Le manque d'information imposera une contrainte générale sur l'application d'une politique alimentaire mondiale cohérente conçue au profit des pays en voie de développement.

50. En ce qui concerne le rapport du Groupe d'experts intitulé "Nouvelle structure des Nations Unies pour la coopération économique internationale" (E/AC.62/9), M. Boerma fait observer que les opinions qui y sont exprimées s'accordent avec les siennes, car il a toujours pensé que l'ensemble du système est plus important qu'aucune de ses parties. Il attache une importance particulière à la recommandation concernant le renforcement du Conseil économique et social, notamment dans la mesure où cela suppose un appui politique accru à l'action visant les questions techniques. La FAO a de bonnes raisons d'apprécier l'appui politique qui lui est venu de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social. Il y a longtemps qu'elle a conscience des solutions techniques, économiques et sociales du problème alimentaire mondial, mais il lui a manqué la volonté politique concertée des gouvernements. Mais on peut espérer que cela va changer. Un exemple frappant est celui du Programme international d'approvisionnement en engrais, créé par le Conseil de la FAO pour répondre à une demande du Conseil économique et social. Par deux fois, la FAO avait essayé auparavant de faire conclure des accords multilatéraux sur l'approvisionnement en engrais des pays en voie de développement. Pour réussir, il a fallu que la volonté politique de la communauté internationale s'exprime par la voix du Conseil économique et social.

51. M. Boerma pense que la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale ouvrira peut-être une ère nouvelle au système des Nations Unies et, partant, aux millions de personnes au service desquelles ce système se trouve. S'il en était ainsi, M. Boerma serait fier d'avoir joué un rôle actif au cours des années qui ont mené vers cette ère nouvelle.

52. Le PRÉSIDENT rappelle que M. Boerma quitte la FAO à la fin de l'année et lui rend hommage pour le rôle important qu'il a joué dans le renforcement du concept de coopération internationale. Il est certain de bien interpréter les sentiments du Conseil en présentant ses remerciements et ses meilleurs vœux à M. Boerma.

53. M. SRIVASTAVA (Secrétaire général de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime), rappelant que l'Assemblée générale a décidé, deux années de suite, de tenir des sessions extraordinaires pour traiter de la situation économique mondiale, déclare qu'en tant que représentant d'une organisation de caractère technique, il ne saurait se prononcer sur les causes des crises ni sur les avantages et inconvénients des diverses solutions qui ont été proposées, et qu'il se bornera par conséquent à parler de certaines des activités de l'OMCI qui contribuent à l'application des résolutions que l'Assemblée générale a adoptées à sa sixième session extraordinaire et des efforts déployés pour répondre aux exigences du nouvel état de choses.

54. Il s'est produit deux événements importants à l'OMCI au cours des douze derniers mois. Premièrement, à sa cinquième session extraordinaire, l'Assemblée a adopté certains amendements à la Convention portant création de l'OMCI qui, lorsqu'ils entreront en vigueur, feront passer le nombre d'Etats représentés au Conseil de l'OMCI de 18 à 24, et permettront à tous les Etats membres de participer au Comité de la sécurité maritime. Ce faisant, l'OMCI essaie de développer et d'adapter sa structure aux besoins d'un groupe d'Etats beaucoup plus nombreux que ceux qui participaient à l'OMCI dans le passé. Par ailleurs, elle a élargi son programme d'assistance technique aux pays en voie de développement. Pour donner suite à la résolution 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale relative à l'instauration d'un nouvel ordre économique international, l'OMCI a examiné le rôle qu'elle jouait dans le secteur maritime et la contribution qu'elle pouvait apporter à l'application du Programme d'action. Elle s'est rendu compte que l'un des principaux obstacles auxquels se heurtaient les pays en voie de développement dans leur effort pour participer efficacement et équitablement aux activités maritimes et aux transports maritimes dans le monde était la pénurie d'experts dans ces domaines.

55. Après avoir étudié le moyen de répondre aux demandes d'assistance des pays en voie de développement et à la suite de négociations avec le PNUD, l'OMCI et le PNUD sont parvenus à un accord sur la façon d'améliorer et de renforcer le programme d'assistance technique de l'OMCI, et le Conseil de l'OMCI a décidé par ailleurs de renforcer également les services de soutien au Siège. Naturellement, la nomination de quelques conseillers pour les questions maritimes dans plusieurs régions du monde et au Siège ne suffit pas à résoudre un problème qui touche un nombre considérable de pays. Mais ces mesures constituent un pas en avant et permettent à l'OMCI, en association avec les Etats membres et les autres organismes du système des Nations Unies, de poser le fondement d'un programme qui ne doit cesser de se développer et de s'adapter aux besoins des pays en voie de développement.

56. Il n'existe pas de pays au monde, et encore moins parmi les pays en voie de développement, dont le développement ne soit pas tributaire, d'une façon ou d'une autre, de la bonne marche du commerce mondial. La bonne marche du commerce mondial et la capacité des pays en voie de développement de participer à ce commerce sont à leur tour tributaires de l'offre de services de transport maritime et de personnel qualifié et d'experts sans lesquels

ces services ne peuvent être assurés avec la sécurité, l'efficacité et la rentabilité voulues. Le fait pour l'OMCI de se rendre compte que ses activités dans le domaine des transports maritimes revêtent une importance capitale pour le développement économique l'encourage dans son travail et permet aux organes directeurs et aux Etats membres de saisir la raison d'être du programme de coopération technique, de comprendre pourquoi il faut l'améliorer et l'étendre.

57. Bien que les modifications apportées à la Constitution de l'OMCI et à ses méthodes de travail et le renforcement du programme d'assistance technique constituent les deux événements majeurs survenus à l'OMCI, il convient d'évoquer également d'autres aspects des activités de l'OMCI. Ainsi, elle a convoqué en 1974 deux conférences internationales, dont l'une a adopté une nouvelle convention révisant et mettant à jour les dispositions de la Convention internationale de 1960 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer et l'autre, la Convention d'Athènes relative au transport par mer des passagers et de leurs bagages. L'OMCI a convoqué pour 1975 une troisième conférence internationale sur la création d'un système maritime international à satellites dont la deuxième session doit se tenir en 1976.

58. Abordant le point 18 de l'ordre du jour du Conseil touchant les questions relatives à la mer, M. Srivastava fait observer que l'Etude du Secrétaire général sur l'utilisation de la mer (E/5650 et Corr.1) et le rapport du CAC intitulé "Les sciences de la mer et leurs applications : domaines de compétence et programmes de travail des organismes des Nations Unies" (E/5676), qui sont des documents de caractère général, contiennent des renseignements assez précis sur les activités des différentes institutions dans ce domaine et il appelle l'attention sur les travaux relatifs à la préservation du milieu marin et au transfert des techniques dans le domaine maritime. A ce sujet, il indique que, dès sa

création, l'OMCI s'est occupée de la prévention de la pollution des mers et qu'en 1973, l'Assemblée de l'OMCI a créé un comité de la protection du milieu marin dont la principale fonction consiste à administrer et coordonner tous les aspects des travaux de l'OMCI concernant la prévention de la pollution des mers par les navires et la lutte contre ce type de pollution. Non seulement le Comité examine et met au point des techniques, des procédures et des accords en vue de prévenir la pollution marine par les navires et traite des incidents qui surviennent dans ce domaine, mais il sert également de centre d'échanges de vues et de renseignements et contribue par là au transfert des connaissances techniques des pays développés vers les pays en voie de développement. Cet organe a joué et doit continuer à jouer un rôle important dans l'effort déployé par l'ONU et les institutions qui lui sont apparentées pour préserver et améliorer la qualité des mers et des océans.

59. Dans le cadre de ses activités de caractère permanent, l'OMCI coopère étroitement avec les autres organes et institutions de l'Organisation des Nations Unies. Ainsi, elle coopère avec le PNUE et a participé à la Réunion intergouvernementale sur la protection de la Méditerranée, convoquée par le PNUE au début de 1975; le PNUE a donné son accord de principe à une contribution de 60 000 dollars pour aider à organiser un colloque pour la prévention de la pollution des mers par les navires, qui se tiendra en 1976 sous les auspices de l'OMCI et du Gouvernement mexicain.

60. Informant les membres du Conseil qu'il est prêt à répondre à toute question qu'ils voudront lui poser, le Secrétaire général de l'OMCI fait observer que le rapport annuel de l'OMCI leur a déjà été distribué et que ce rapport fera l'objet d'un examen approfondi à la soixante et unième session du Conseil économique et social.

La séance est levée à 12 h 45.

1955^e séance

Jeudi 3 juillet 1975, à 15 h 20

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SR.1955

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle (*suite*) [E/5654, E/5665, E/5681 et Add.1 à 4, E/5682, E/5692, E/5699, E/5713]

1. M. BINAGHI (Organisation de l'aviation civile internationale) dit que les transports aériens, instrument indispensable du développement économique, sont sensibles aux fluctuations de l'économie mondiale. Dans ce secteur, les résultats de l'année 1974 auraient pu être meilleurs. Le trafic régulier a augmenté, mais sa croissance a été bien inférieure à la moyenne des années précédentes, bien que

dans plusieurs régions le taux d'accroissement soit resté satisfaisant. Le trafic non régulier a diminué. Les difficultés des compagnies aériennes sont dues en partie à l'accroissement des frais d'exploitation, qui a été supérieur à celui des recettes d'exploitation malgré la hausse des tarifs. Il faut ajouter à cela d'autres problèmes, plus particulièrement l'inflation dont a été atteinte l'industrie du tourisme.

2. Devant la gravité de la situation, l'Assemblée de l'OACI a décidé à sa dernière session d'examiner certains des grands problèmes à l'échelle mondiale. Le Conseil de l'OACI a été chargé de consulter les Etats contractants et les institutions régionales et mondiales compétentes sur les principaux problèmes économiques du transport aérien non encore

traités par les organes de l'OACI, et de dresser un plan pour l'étude de ces problèmes par une conférence spéciale ou une session de l'Assemblée de l'OACI. En 1974, l'OACI a continué d'encourager la solution des nombreux problèmes techniques, économiques et juridiques qui se posent à l'aviation civile, y compris les problèmes de l'environnement. Le Conseil s'est prononcé pour une réglementation plus sévère du bruit des avions, et le secrétariat a créé, dans le cadre de son programme d'action en matière d'environnement, un groupe d'étude sur les émissions des moteurs. On a terminé les travaux préalables à l'exploitation commerciale des avions supersoniques Concorde et Tupolev 144 qui doivent entrer en service en 1976.

3. L'OACI continue à s'occuper des questions de sécurité. Le nombre des accidents d'avions dans les services réguliers a diminué de 1973 à 1974. L'organisation s'est occupée aussi des mesures techniques propres à prévenir les actes de piraterie aérienne. En 1974, elle a adopté à cet effet une nouvelle annexe à la Convention relative à l'aviation civile internationale, et elle a mis à jour son manuel sur la sécurité. Les trois conventions de l'OACI visant le traitement des délits d'intervention illicite ont été ratifiées récemment par de nombreux pays. Grâce à l'intervention des Etats et à la vigilance des compagnies aériennes, le nombre des détournements d'avions et des opérations de sabotage a diminué sensiblement.

4. Se référant à la progression constante de l'assistance technique fournie par l'OACI avec l'aide financière du PNUD et des fonds en dépôt, M. Binaghi mentionne en particulier un récent projet, mené en coopération avec d'autres organisations internationales, qui vise à déterminer la contribution du transport aérien au développement économique des pays africains. Ce projet serait le premier d'une série consacrée à plusieurs régions. Dans le cadre de ses diverses activités d'assistance technique, l'OACI a travaillé en étroite collaboration, non seulement avec les institutions spécialisées, mais aussi avec des organismes régionaux de l'aviation civile.

5. Pour terminer, M. Binaghi souligne que l'OACI est tout à fait consciente de la contribution que l'aviation civile peut apporter à l'amélioration des relations humaines et économiques dans le monde et de l'importance de la coopération avec les autres institutions spécialisées et avec l'ONU. Elle attend avec confiance les résultats de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU qui doivent donner une nouvelle impulsion aux activités du système des Nations Unies tout entier.

6. M. WITTEVEEN (Directeur général du Fonds monétaire international) dit qu'en 1974 la situation économique des pays industriels a été caractérisée par une faiblesse marquée de l'activité réelle et par une forte montée des prix. En 1974 et pendant le premier semestre de 1975 la récession a été plus forte que ce qu'on prévoyait, et l'inflation s'est accélérée. D'après les prévisions du FMI une reprise de la production globale des pays industriels devrait s'amorcer pendant le second semestre de 1975 et se poursuivre pendant le premier semestre de 1976, tandis que l'inflation des prix devrait ralentir. Toutefois, en raison de l'ampleur de la récession et des incertitudes de la conjoncture économique, on s'attend que le redressement de

l'économie soit relativement lent, tout au moins au début. Il est particulièrement risqué, à l'heure actuelle, de faire des prévisions et de formuler des politiques en matière économique. Les autorités nationales ont une tâche difficile car il leur faut trouver un juste milieu : des politiques trop favorables à l'expansion de la demande risqueraient d'être à l'origine de nouvelles instabilités, et des politiques trop prudentes prolongeraient la sous-utilisation des ressources.

7. La récession économique qui est apparue en 1973 dans les pays industriels a très nettement freiné les échanges et l'activité dans le reste du monde. Il semble raisonnable de demander aux pays qui occupent une place importante dans l'économie mondiale — Etats-Unis d'Amérique, République fédérale d'Allemagne, Japon, notamment — de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que leur politique contribue à raffermir la croissance économique mais il ne serait pas raisonnable de s'attendre à ce qu'ils prennent, en plus de celles qu'ils ont déjà prises, des mesures d'expansion qui risqueraient de susciter de nouvelles pressions inflationnistes.

8. Dans le domaine des paiements internationaux, la position des pays industriels continue d'être caractérisée par des déséquilibres marqués; toutefois, la charge que représentent les déficits de compte courant a eu tendance à passer des pays industriels à d'autres pays, notamment aux pays en voie de développement non producteurs de pétrole. Dans l'ensemble, la situation et les perspectives de ce groupe de pays se sont considérablement détériorées : le déficit global de leur compte courant s'est aggravé, le volume de leurs exportations n'a que très légèrement augmenté en 1974 et diminuera sans doute en 1975, de même que le volume de leurs importations. Le financement extérieur semble devoir rester pendant quelque temps encore un problème critique pour un grand nombre de ces pays. Des problèmes particulièrement graves se posent au groupe des pays en voie de développement considérés comme les plus gravement touchés. De nombreux pays en voie de développement devront peut être envisager une diminution considérable de leurs réserves nettes pour financer le déficit de leur compte courant en 1975. Les pays qui empruntent à la limite de leurs possibilités ont un besoin pressant de capitaux prêtés à des conditions très favorables ou d'aide fournie sous forme de dons. Les pays emprunteurs devront adopter des politiques qui améliorent leur solvabilité; de leur côté, les pays exportateurs de capitaux devront faire des efforts pour encourager les apports nécessaires d'aide financière.

9. Le FMI s'est efforcé de plusieurs manières de trouver une solution à ces problèmes. Le mécanisme pétrolier qu'il a créé en 1974 pour aider les pays membres à faire face aux problèmes de balance des paiements dus à l'augmentation du prix du pétrole a fourni à 40 membres du Fonds, en 1974, une aide s'élevant à près de 2,6 milliards de DTS. Les Administrateurs du Fonds ont décidé que les mêmes facilités seraient accordées aux membres pour pallier leur déficit pétrolier en 1975 et le mécanisme, financé par des prêts des pays exportateurs de pétrole et des pays industriels, disposera en 1975 de près de 4 milliards de DTS. D'autre part, un compte spécial va être établi pour aider les pays en voie de développement les plus gravement touchés à payer les intérêts de l'utilisation du mécanisme pétrolier.

Les crédits ouverts par le FMI au titre du mécanisme pétrolier se situent en dehors des limites normales des quotes-parts qui sont généralement applicables lorsque les membres utilisent les ressources du Fonds. Ultérieurement, la distinction faite entre les déficits pétroliers et les déficits dus à d'autres raisons ne sera plus justifiée et on envisage donc de modifier cette conception après 1975. A cet égard, on attache une importance particulière à la révision des quotes-parts.

10. Le Comité du développement, créé par la Banque mondiale et par le FMI pour s'occuper des divers aspects du transfert des ressources réelles aux pays en voie de développement, a invité les Administrateurs du Fonds à accorder une priorité élevée à l'étude de la création et du financement d'un fonds d'affectation spéciale. Les Administrateurs vont aussi envisager les modifications qu'il conviendrait d'apporter aux facilités du Fonds relatives au financement compensatoire des fluctuations des recettes d'exportation et à l'aide fournie aux membres au titre de leur contribution aux stocks régulateurs internationaux.

11. Depuis quelques années, la réforme du système monétaire international est à l'ordre du jour de presque toutes les réunions des ministres et des experts des finances. En effet, il apparaît nécessaire de remplacer le système mis au point en 1944 à Bretton Woods, qui a joué un rôle très positif mais qui n'est plus bien adapté à la conjoncture. Au cours des quatre dernières années, le FMI a organisé de nombreuses réunions pour mettre au point un nouveau système, mais il n'a pas encore été possible d'arriver à un accord. Il faut beaucoup de temps pour élaborer un système applicable à un monde qui continue à évoluer rapidement, ce qui accroît l'incertitude. La situation est bien différente de ce qu'elle était il y a trente ans et la complexité accrue de l'économie internationale contemporaine rend d'autant plus difficiles les efforts de réforme monétaire. La réforme n'a pas progressé aussi rapidement qu'on l'espérait mais elle n'a pas été abandonnée; elle devrait être un processus évolutif, les objectifs convenus étant définis et mis en œuvre progressivement.

12. Pendant que les débats se poursuivaient sous la pression des événements économiques, d'importants changements sont intervenus dans les relations internationales, dont le plus important concerne le système des taux de change. Le système des parités a de toute évidence cessé de fonctionner et, à l'heure actuelle, les pays membres du FMI appliquent des régimes de change très différents. Les pays industriels laissent flotter leur monnaie individuellement ou en groupe. La plupart des pays non industriels, face à l'incertitude ainsi créée, ont décidé de bloquer leur taux de change. La majorité des pays en voie de développement ont continué à aligner leur monnaie sur la monnaie dans laquelle ils interviennent traditionnellement sur le marché des changes, système qui présente plusieurs avantages mais aussi certains inconvénients. Récemment, quelques pays ont décidé de rattacher leur monnaie aux DTS, ce qui devrait permettre de diminuer les fluctuations de prix qui sont inévitables tant que les taux de change des principales monnaies évoluent et qui sont ressenties beaucoup plus vivement si la monnaie d'un pays est rattachée à une seule devise. Le système des parités constituait une garantie

internationale dont la disparition risque d'inciter les pays à mener leur politique extérieure aux dépens des autres pays.

13. Afin de protéger la communauté internationale contre ce danger, les Administrateurs du FMI ont adopté en juin 1974 des orientations pour la gestion des taux de change flottants, d'où il ressort qu'il est généralement admis que le comportement des gouvernements dans ce domaine doit continuer à faire l'objet de consultations avec le FMI et d'une surveillance par celui-ci. Les politiques des taux de change peuvent être efficacement surveillées en fonction de ces orientations. Des variations sensibles des taux de change continuent de se produire et la tendance à moyen terme des taux de change n'a peut-être pas toujours été satisfaisante. L'application des orientations représente une tâche importante. Les difficultés et les incertitudes dues aux mesures que de nombreux pays ont prises pour financer leur déficit, et dont il est impossible de prévoir avec exactitude les conséquences à moyen terme, compliquent la tâche des autorités monétaires et du FMI lorsqu'il s'agit de juger quand et de quelle manière il convient d'agir pour influencer les taux de change.

14. D'autre part, le FMI a décidé d'adopter une nouvelle méthode d'évaluation des DTS, la valeur de cette unité étant liée à un "panier" de 16 monnaies. On dispose ainsi d'un avoir relativement stable dans un monde où les autres avoirs de réserve, qu'il s'agisse de monnaies ou d'or, risquent d'être sujets à des fluctuations de prix considérables. Le rôle des DTS en tant qu'unité de compte ne fait d'ailleurs que s'accroître en dehors du FMI, mais la place qu'ils occupent en tant qu'avoir de réserve est restée modeste. A cet égard, les réformes les plus importantes restent à faire; actuellement, on s'occupe surtout des amendements qu'il convient d'apporter aux Statuts du Fonds pour améliorer son fonctionnement. Le Comité intérimaire sur le système monétaire international a défini plus précisément, à sa réunion de janvier 1975, les sujets de ces amendements, en insistant particulièrement sur l'or et les taux de change. Des projets d'amendement ont été établis. A sa dernière réunion, le Comité intérimaire n'a pu parvenir à un accord concret sur toutes les questions dont il était saisi mais les divergences de vues ont été sensiblement réduites. En ce qui concerne l'or, l'accord s'est fait sur trois principes fondamentaux, à savoir que le rôle de l'or devrait être diminué au profit du rôle des DTS, que le prix officiel de l'or devrait être supprimé et que les paiements entre le FMI et les membres ne devraient plus obligatoirement être faits en or. Un accord de principe est également intervenu au sujet de la vente d'une partie de l'or du FMI sur le marché ou aux membres du Fonds et de l'utilisation des bénéfices de cette opération au profit des pays en voie de développement. Ces bénéfices pourraient être utilisés pour le financement du fonds d'affectation spéciale dont il a déjà été question. Toutefois, il a été convenu que le FMI devrait conserver la plus grande partie de son or, sous réserve de toute décision ultérieure qu'il pourrait prendre à ce sujet à une très forte majorité.

15. Le Comité intérimaire a également examiné les problèmes des taux de change. Un accord a pu se faire sur certains principes fondamentaux mais des divergences subsistent à propos de la question de savoir si les pays

devraient s'engager à revenir à un système de parités et dans quelle mesure ils pourraient laisser flotter leur monnaie après un mouvement sensible de retour aux parités. Les discussions se poursuivent, et le Directeur général espère que les divergences existantes seront aplanies et les problèmes techniques concernant la modification des statuts résolus au cours des mois à venir. Mais la question de la réforme monétaire n'en sera pas réglée pour autant. Le FMI continuera à s'occuper de questions importantes telles que la diminution effective du rôle de l'or et des monnaies de réserve et l'élargissement du rôle des DTS en tant qu'avoir

de réserve principal dans le contexte d'un contrôle plus efficace de l'expansion des liquidités internationales.

16. Tandis que l'économie mondiale devient de plus en plus intégrée, le système économique et social, les politiques et les intérêts des pays restent extrêmement différents; il est donc indispensable que la coopération internationale devienne plus étroite et plus efficace. La réforme monétaire est une tâche difficile mais qui justifie le maximum d'efforts et de persévérance.

La séance est levée à 16 h 10.

1956^e séance

Vendredi 4 juillet 1975, à 10 h 35

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SR.1956

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle (*suite*) [E/5654, E/5665, E/5681 et Add.1 à 4, E/5682, E/5692, E/5699, E/5713]

1. M. NESTERENKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer que la poursuite de progrès sociaux et économiques par toutes les nations impose aux Nations Unies et au Conseil un certain nombre de tâches nouvelles et importantes. Des problèmes d'ampleur mondiale tels que ceux de l'utilisation rationnelle des ressources énergétiques et de l'élimination de la menace de la famine, auxquels l'état de l'économie mondiale a donné un caractère de plus grande urgence, ne peuvent être résolus que par les efforts concertés de tous les pays, un vaste effort de coopération internationale et une exploitation judicieuse des possibilités offertes par la division internationale du travail dans l'intérêt des peuples. Des conditions favorables à une telle coopération sont aujourd'hui créées. Les tensions politiques s'atténuent et le principe de la coexistence pacifique est plus largement accepté dans les relations internationales. La situation politique en Asie s'améliore avec l'élimination d'une menace dangereuse à la paix en Indochine, tandis que la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, qui en est maintenant au stade final, fournira la base politique sur laquelle pourront se développer des relations plus étroites et mutuellement avantageuses entre les pays européens. Cette évolution politique favorise la coopération économique entre les pays indépendamment de leur structure sociale, renforçant par là la paix mondiale. Les progrès accomplis dans cette voie sont une source de grande satisfaction pour le Gouvernement de l'Union soviétique qui, avec le concours actif d'autres pays socialistes, a déployé de très grands efforts pour atteindre ces objectifs. Le Gouvernement soviétique relève également avec plaisir l'attitude de plus en plus réaliste d'un certain nombre d'autres Etats, qui a permis un rapprochement assez important dans les relations internationales.

2. Cependant, un grand nombre de problèmes politiques de caractère explosif restent encore sans solution. On s'emploie avec détermination dans certains milieux à discréditer les démarches faites en faveur de la paix et à revenir à une politique fondée sur le recours à la contrainte et au chantage. L'application d'une telle politique par le fascisme hitlérien a mené le monde au bord de la catastrophe. A l'occasion de la commémoration du trentième anniversaire de la défaite du fascisme, l'Union soviétique s'est adressée aux nations, aux peuples et aux gouvernements pour leur demander de travailler à établir une paix durable et à instaurer un climat de confiance dans l'avenir pacifique de l'humanité. Le peuple soviétique est persuadé que tous les Etats sont intéressés à écarter la menace d'une guerre mondiale nucléaire. Il est du devoir de tous les gouvernements et de l'Organisation des Nations Unies et de ses divers organes de continuer à promouvoir la détente dans les relations internationales.

3. Le problème du désarmement revêt à cet égard une importance cruciale. En dépit de la conclusion d'accords limitant certains armements, la course au renforcement du potentiel militaire se poursuit. L'Union soviétique est un ardent partisan de la diminution des budgets militaires, de la réduction des armements et du désarmement. Elle poursuivra ses efforts dans cette voie, persuadée que le moment est venu de prendre des mesures efficaces pour arrêter la course aux armements, réduire les armements, obtenir l'adhésion de tous les Etats aux accords existant en matière de désarmement et tenir une conférence mondiale sur le désarmement. Elle a déjà proposé un accord interdisant de nouveaux types d'armes de destruction massive, dont il faut empêcher la fabrication par des mesures efficaces. Il est urgent de trouver le moyen de libérer les nations du monde du fardeau que constitue la course aux armements et d'utiliser à des fins pacifiques les vastes ressources qu'elle engloutit en pure perte. L'Organisation des Nations Unies, dont les objectifs principaux sont la promotion de la paix et de la sécurité mondiales, ainsi que du progrès social et économique, a à cet égard une

responsabilité croissante; le Conseil, qui est l'un de ses organes principaux, doit insister pour que l'on réduise les armements et que l'on désarme et prendre les mesures nécessaires pour parvenir à ce but. Toutes ces tâches ont pris un caractère d'urgence non seulement pour des raisons politiques, mais aussi à cause de l'état de l'économie mondiale.

4. *L'Etude sur l'économie mondiale, 1974. — Deuxième partie* (E/5681 et Add.1 à 4) témoigne éloquemment de la crise économique profonde dans les pays dits à économie de marché; ceux-ci connaissent, en effet, une baisse de la production, une inflation galopante, un chômage croissant, des déficits budgétaires, des problèmes concernant l'énergie et les matières premières et une hausse des prix. La situation telle qu'elle se présente en 1975 n'autorise jusqu'ici aucun optimisme. Les difficultés des économies occidentales ont des effets défavorables sur le développement économique des pays du tiers monde, lesquels s'élèvent de plus en plus contre l'injuste division du travail dans le monde capitaliste et condamnent à bon droit la politique cupide suivie par les monopoles et les sociétés multinationales; ces pays exigent que l'on modifie le mécanisme de fixation des prix établi à l'époque de l'exploitation coloniale et que l'on respecte leurs droits souverains sur leurs ressources naturelles. Leurs légitimes revendications se heurtent encore à l'opposition acharnée de ceux qui s'accrochent toujours à l'ordre ancien dans les relations économiques internationales. L'Union soviétique et les autres pays socialistes appuient les pays en voie de développement dans ce conflit et insistent pour que les relations économiques internationales soient réorganisées sur une base équitable et démocratique.

5. La récente augmentation du cours mondial de certains produits a aidé quelques pays du tiers monde à améliorer leur situation économique, mais la plupart des pays en voie de développement se heurtent toujours à de graves difficultés économiques. La révolution scientifique et technique a en grande partie ignoré ces pays ou même accentué leur retard économique. L'Union soviétique partage leurs appréhensions concernant l'application de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international et la Charte des droits et devoirs économiques des Etats¹. Il faut protéger ces pays contre l'intervention des monopoles impérialistes et éliminer des relations économiques internationales la discrimination et autres manifestations néo-colonialistes. L'Union soviétique continue d'appliquer ces principes progressistes dans le développement de ses relations économiques avec les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Ses échanges avec ces pays ont presque doublé entre 1971 et 1974 pour atteindre au total 6 milliards de roubles. Au début de 1975, l'Union soviétique avait fourni une aide économique et technique pour l'exécution d'environ 900 projets de caractère économique dans ces pays. Le développement de ces relations économiques s'appuie sur l'expansion continue de l'économie soviétique elle-même. Au cours des quatre

premières années de son neuvième plan quinquennal, l'Union soviétique a accru sa production industrielle de plus d'un tiers et son revenu national de près de 30 p 100. Son commerce extérieur a également augmenté dans des proportions considérables. L'économie de l'ensemble des pays membres du CAEM a continué de se développer et leur commerce extérieur a augmenté de près de 30 p. 100 dans la seule année 1974.

6. De 1971 à 1974, les échanges de l'Union soviétique avec les pays occidentaux développés ont presque triplé, témoignant du renforcement de la base matérielle sur laquelle s'appuie sa politique de coexistence pacifique. Mais la coopération entre Etats exige la réciprocité; elle dépend de la volonté et des efforts des deux parties et ne peut être fondée que sur l'égalité des droits, la non-discrimination et la non-intervention dans les affaires du partenaire. La septième session extraordinaire de l'Assemblée générale pourra grandement contribuer à l'application de ces principes et à l'élimination des inéquités dans les relations économiques internationales. Il est de la plus haute importance de s'entendre maintenant sur des principes directeurs appropriés et des procédures pratiques pour conduire le débat.

7. L'étude envisagée des modifications de structure à apporter au système des Nations Unies dans les secteurs économique et social peut également avoir une incidence sur le problème. L'Union soviétique est l'un des Membres fondateurs de l'ONU et à ce titre elle est très désireuse d'améliorer son fonctionnement dans tous les domaines, et elle appuiera les mesures de réorganisation les plus propres à favoriser la réalisation des objectifs énoncés dans la Charte des Nations Unies et à renforcer l'efficacité et l'orientation dans un sens progressiste des activités sociales et économiques de l'Organisation. Comme dans le passé, elle souhaitera que toute modification de structure vienne renforcer le rôle de coordination du Conseil qui doit et peut contribuer à faire en sorte que les efforts de l'ensemble du système des Nations Unies soient constructifs et efficaces et conformes à l'esprit de la Charte. Il est certes tout particulièrement approprié d'insister sur le respect de la Charte en 1975, année qui marque le trentième anniversaire de l'Organisation. L'ONU et les Etats Membres ont contribué au cours des trente dernières années à conjurer le péril d'une guerre mondiale et ont adopté des décisions utiles pour lutter contre le colonialisme et le racisme et promouvoir les règles démocratiques du droit international. L'Organisation des Nations Unies aide les pays en voie de développement à accélérer leur progrès économique et social et à établir de nouvelles relations économiques équitables entre tous les pays. L'Union soviétique juge positive la contribution de l'Organisation à la solution de tous ces problèmes. Le Conseil économique et social peut et doit faire plus encore pour promouvoir la paix et la sécurité, défendre les idéaux de coexistence pacifique, renforcer la confiance entre les nations, favoriser le progrès social et économique dans le monde entier et aider à résoudre les problèmes du développement. La délégation soviétique est prête à étudier toute mesure pratique visant à réaliser ces objectifs.

¹ Résolution 3281 (XXIX) de l'Assemblée générale, en date du 12 décembre 1974.

8. M. PETRIĆ (Yougoslavie) dit qu'il s'attend que le Conseil s'emploie une fois de plus à réaliser l'accord en son

sein sur l'application de la Déclaration et du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international et de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats. Ainsi que le président Tito l'a déclaré récemment au journal *Le Monde* au cours d'une interview, l'établissement de relations économiques plus justes constitue une tâche historique, dont la réalisation exige des débats constructifs et empreints de patience, en vue de trouver des solutions acceptables pour tous, qui permettent d'instituer des relations économiques équitables sur le plan international.

9. Les événements de l'année dernière ont confirmé la délégation yougoslave dans sa conviction que les conditions propres à favoriser l'introduction des modifications demandées par l'Assemblée générale à sa sixième session extraordinaire s'amélioreraient. Jusqu'à présent toutefois, ni la Déclaration ni le Programme d'action n'ont été appliqués intégralement. En outre, au cours de diverses réunions, les mesures tendant à faire régner le nouvel ordre économique international se sont heurtées à une vive résistance, et certains des principes de base sur lesquels le nouveau système doit reposer ont même été mis en question. On a dit du présent système qu'il avait bien servi la cause du monde et qu'il suffisait de le renforcer en divers points où il était prouvé qu'il présentait des défaillances. Or, la tendance à l'action unilatérale, que ce soit sur le plan national ou sur le plan international, en particulier dans le cas du pétrole et de l'énergie, manifestée par les pays développés, ne dénote pas une volonté de dialogue constructif. On n'est pas davantage parvenu à un accord sur la réunion d'une conférence sur le pétrole, les matières premières et le développement.

10. La délégation yougoslave ne sous-estime par les difficultés rencontrées et est consciente du fait qu'elles continueront à se manifester sous différentes formes et à divers degrés. Elle estime néanmoins qu'en 1974 certaines tendances se sont fait jour, qui ont constitué, pour tous ceux qui ont adopté une position positive dans la lutte en faveur du nouveau système, un encouragement à poursuivre leurs efforts. Ainsi, un certain nombre de pays développés continuent de considérer favorablement et d'appuyer de nombreuses propositions du Programme d'action et, plus généralement, la notion de relations économiques internationales plus équitables. En outre, en dépit d'une certaine résistance, quelques grands pays industrialisés ont commencé à adopter une attitude un peu plus réaliste et se sont révélés prêts à réexaminer certains points de vue qu'ils avaient écartés dans le passé.

11. Un autre signe encourageant est le fait que les activités entreprises par l'Assemblée générale à sa sixième session extraordinaire ne se sont pas relâchées. De plus, au cours de plusieurs conférences internationales importantes qui se sont tenues sous les auspices de l'ONU, la communauté mondiale a examiné et mis sur pied des solutions à des problèmes tels que celui de l'alimentation, du développement industriel et de la population. Des initiatives ont été reprises en vue de résoudre les problèmes du pétrole, des matières premières et du développement.

12. Il ne faudrait pas sous-estimer le rôle joué par l'opinion publique. Bien que celle-ci ne relève pas des

décisions de politique générale, elle peut toutefois apporter une importante contribution aux efforts positifs des gouvernements. Un grand nombre de réunions à un niveau élevé de savants éminents, de personnalités responsables de la politique, de parlementaires, d'hommes d'affaires et d'autorités civiles en général se sont déclarées favorables à un nouveau système qui sauvegarderait les intérêts de tous les pays. Enfin, la septième session extraordinaire que tiendra bientôt l'Assemblée générale suscite l'intérêt de pays qui, d'habitude, montrent leur préférence pour d'autres réunions plus exclusives et plus restreintes pour y discuter des problèmes économiques mondiaux.

13. Les divers indices d'une attitude plus souple qui se font jour sont la conséquence des changements effectivement survenus dans le cadre de l'économie mondiale et dans les relations internationales, sur les plans économique et politique. Quelle que soit la nature que l'on puisse attribuer aux changements et aux phénomènes que connaît le monde actuellement, on ne saurait mettre en doute le fait que le système monétaire mondial s'est effondré en 1971, que le système commercial mondial est en crise et que le recours à l'arsenal traditionnel des mesures et politiques de lutte contre la récession et l'inflation ne produit plus les effets désirés. La crise n'est ni un phénomène passager ni une étape vers la réalisation d'un nouvel équilibre ou la reprise de progrès continus.

14. En conséquence, du point de vue des efforts tendant à créer un nouvel ordre économique international, il faut notamment, pour que l'ordre cherché soit réellement "nouveau", que le système soit essentiellement différent de celui sur lequel le monde reposait au cours de la période qui a suivi la guerre. Les longues années de labeur consacrées à la solution des problèmes du développement ont démontré que ce n'était pas en recherchant des palliatifs au présent système que l'on pouvait améliorer la position des pays en voie de développement; en effet les principaux éléments du système qui entrent en jeu ont eu des incidences bien plus importantes que les ajustements marginaux réalisés. Rien de ce qui pouvait porter atteinte à ces éléments n'a été accepté, tandis que l'on a assimilé le mécanisme du marché — ainsi qu'on l'appelle — à certaines lois et principes économiques "naturels" dont la modification aurait entraîné, a-t-on prétendu, un chaos à l'échelle mondiale dans tous les domaines des relations économiques. En réalité, ces règles ont été imposées pour promouvoir certains intérêts et non du fait du jeu pur et simple d'un système rationnel. Il est devenu manifeste que ce sont précisément ces règles qui doivent être changées, dans l'intérêt non seulement des pays en voie de développement mais aussi des pays développés.

15. La quatrième Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés a exposé avec une extrême clarté les causes de la stagnation économique et mis en évidence les forces qui s'opposent au progrès économique des pays en voie de développement. Elle a joué un rôle décisif en mettant sur pied l'action à entreprendre et en formulant les principes qui, en fait, ont permis de cristalliser et d'adopter les notions sur lesquelles doit reposer le nouvel ordre économique international. La Conférence a énoncé une proposition tendant à la création d'un nouvel ordre économique fondé sur l'égalité et le respect des intérêts de tous les pays. Par la suite, l'Assem-

blée générale a approuvé cette proposition et décidé de tenir une session extraordinaire en septembre 1975 sur cette question. Pour que les objectifs visés soient atteints, la coopération constructive de toutes les parties en présence est nécessaire.

16. L'année 1974 a été caractérisée par une prise de conscience croissante, surtout de la part des pays développés, de l'interdépendance des économies et des problèmes économiques mondiaux et, en conséquence, de la nécessité d'un dialogue et d'une coopération efficaces.

17. La délégation yougoslave désire souligner que le nouveau système offre des solutions non seulement pour les pays en voie de développement mais pour toute la communauté internationale, y compris les pays développés. En conséquence, il conviendra de tenir compte des intérêts légitimes de tous les pays dans les négociations à entreprendre ou déjà en cours. Les pays en voie de développement sont prêts à s'engager sur la voie d'un dialogue constructif et de négociations patientes, mais ils défendront fermement les principes qui sont vitaux pour leur indépendance et leur souveraineté et pour l'établissement de relations économiques mondiales équitables; ils résisteront à toute tentative d'ingérence, de pression ou d'intervention extérieures.

18. Les pays en voie de développement se sont appuyés sur ces considérations en préparant une liste provisoire de questions destinées à la session extraordinaire de l'Assemblée générale. Ces questions ne peuvent être interprétées ou examinées comme des sujets n'intéressant que les pays en voie de développement, car elles concernent la communauté internationale tout entière. Elles constituent, en fait, l'un des éléments clés du nouvel ordre international et sont d'une importance capitale pour tous les pays. Si de nombreuses questions essentielles énumérées dans la Déclaration et le Programme d'action ne figurent pas sur la liste, cela ne signifie pas qu'elles aient été écartées de l'ordre du jour, car ces instruments, ainsi que la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, sont le fondement de toutes les décisions et négociations.

19. La délégation yougoslave estime qu'à sa septième session extraordinaire l'Assemblée générale devra accomplir un progrès réel dans la direction d'un nouvel ordre économique; elle ne pourra le faire qu'en adoptant des décisions qui ne se bornent pas à prévoir des négociations et mesures ultérieures ou à réaliser des accords de principe. Il est nécessaire qu'elle prenne des décisions concrètes pour résoudre les divers problèmes qui se posent et il importe de donner l'assurance à tous les pays que les négociations ont vraiment commencé, ouvrant ainsi la perspective d'une rupture historique avec le passé.

20. Il est certain que, ayant fait connaître officieusement leurs propres propositions, les pays en voie de développement accueilleront favorablement les idées et suggestions présentées par tous les autres pays, conformément au mandat de la session extraordinaire tel qu'il a été approuvé à la vingt-huitième session de l'Assemblée générale [résolution 3172 (XXVIII)]. Il est évident que des négociations globales dont l'importance est capitale pour tous les pays doivent être conduites dans le cadre des Nations Unies.

21. Outre les questions de fond qu'elle doit traiter, l'Assemblée générale devra, à sa septième session extraordinaire, se préoccuper des aménagements de structure à apporter au système des Nations Unies. L'argument selon lequel certaines modifications structurelles du système pourraient exercer une influence positive sur les efforts faits en vue d'instituer un nouvel ordre économique est en partie fondé, mais la délégation yougoslave estime qu'il serait erroné d'accorder trop d'attention aux questions institutionnelles, étant donné notamment que certaines recommandations du Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies (E/AC.62/9) sont assez complexes et que leur application demandera un certain nombre d'années. En outre, ces recommandations seront certainement complétées par des propositions émanant de divers pays et groupes de pays et il conviendra d'en discuter avec soin. La délégation yougoslave estime que le Groupe d'experts a accompli une tâche de pionnier et a analysé bon nombre de questions pratiques. Elle juge positives certaines des recommandations, mais pense qu'un certain nombre d'autres doivent être examinées plus avant en raison de la portée des implications qu'elles peuvent avoir.

22. Il est certain que la question de la Stratégie internationale du développement est étroitement liée à la préparation de la session extraordinaire. M. Petrić partage la conclusion à laquelle est parvenu le CPD selon laquelle l'application de la Stratégie a été décevante et aussi l'opinion exprimée par les pays en voie de développement au sein du Comité de l'examen et de l'évaluation, qui estiment que ce qui a été réalisé est le résultat de leurs propres efforts et de conditions de marché favorables dans les pays développés plutôt que de mesures politiques fixées dans la Stratégie. Le problème ne tient pas simplement au fait que la Stratégie n'est pas appliquée mais qu'une bonne partie en est dépassée. Cependant la communauté internationale devrait, plutôt que de la rejeter, la considérer comme un instrument valable de coopération et l'adapter aux nouvelles conditions et aux nouveaux besoins afin qu'elle puisse répondre aux exigences du nouvel ordre économique international. C'est là, en fait, ce que visaient les pays en voie de développement en présentant leurs propositions pour une révision du texte de la Stratégie (E/5693, annexe IX).

23. M. Petrić souligne l'importance historique de la victoire des peuples du Viet-Nam et du Cambodge qui, après un long et rude combat, ont finalement obtenu la liberté et l'indépendance. Les peuples d'Indochine, ainsi que ceux des pays d'Afrique récemment parvenus à l'indépendance et d'autres pays qui s'acheminent vers la liberté méritent l'entier appui et l'aide totale de la communauté internationale. Ils doivent faire face à de graves difficultés économiques, et le Conseil devrait faire le maximum pour encourager la communauté internationale à accorder son aide à tous ces peuples.

24. La délégation yougoslave attache une grande importance à l'accroissement des activités des commissions régionales. Elle est certaine que la CEE poursuivra ses activités avec encore plus d'énergie grâce à l'élan donné par l'heureuse issue de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. La Commission devra se préoccuper particulièrement de l'harmonisation entre la dimension

européenne et la dimension mondiale de ses activités, en raison du rôle joué par ses membres dans les affaires économiques mondiales. La Commission doit maintenant commencer à adapter son programme de travail aux nouvelles conditions et exigences, en vue notamment des tâches générales des Nations Unies liées à l'institution du nouvel ordre.

25. En conclusion, la délégation yougoslave souligne que le rôle qui est imparti au Conseil économique et social dans la Charte des Nations Unies ainsi que les tâches qui lui sont imposées par les nouvelles conditions économiques internationales obligent celui-ci à acquérir une nouvelle dimension lui permettant de devenir une tribune où il sera possible de discuter efficacement des problèmes de coopération internationale et de contribuer ainsi de la meilleure manière possible au maintien de la paix et de la sécurité mondiales.

26. M. VINCI (Italie) dit que le message encourageant adressé au Conseil par le Président dans son discours d'ouverture (1953e séance) extrêmement complet augure bien du succès de la session. La délégation italienne appuie pleinement la déclaration du Secrétaire général (*ibid.*) relative au rôle du Conseil face à la situation économique mondiale actuelle. On ne saurait nier que la présente session a lieu à un moment où les gouvernements et la communauté internationale sont aux prises avec la situation économique la plus difficile depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

27. L'inflation mondiale, la profonde récession qui frappe la production, le commerce et les finances dans beaucoup de grands pays, des déséquilibres importants dans les paiements internationaux et des fluctuations rapides des taux de change ont créé de graves problèmes pour tous les membres de la communauté internationale. Si l'on s'attend que le taux de croissance dans les pays membres de l'OCDE soit de 3 p. 100 pendant les quatre prochains mois, contre une croissance zéro au cours de l'année passée, la récession a déjà fait 14 millions de chômeurs dans les 24 pays membres de l'OCDE, et la croissance du PNB en Europe occidentale en 1975 ne dépassera probablement pas 1 ou 2 p. 100, soit un taux encore plus faible que celui de 1974.

28. Le marasme des économies des pays industrialisés a une conséquence immédiate : il menace la plupart des pays en voie de développement d'une détérioration des termes de l'échange et d'un ralentissement de l'augmentation de leurs recettes d'exportations. Beaucoup d'entre eux pourront peut-être maintenir l'expansion de leurs importations pendant un an ou deux en utilisant les réserves de devises qu'ils ont accumulés pendant la première moitié de la décennie, mais les taux d'investissement commencent déjà à pâtir de la diminution de la demande de matières premières sur le marché international. C'est seulement s'il se produisait dans ces pays une reprise importante de l'agriculture et un nouvel essor de l'industrie, fondées essentiellement sur les marchés nationaux, qu'ils pourraient maintenir pendant cinq ans encore le taux de croissance de 6 p. 100 atteint pendant la première moitié de la décennie. De plus en plus, il est évident qu'il faut d'urgence intensifier le courant de dons et de capitaux fournis à des conditions favorables en direction des nombreux pays en voie de développement qui ont été gravement touchés par l'augmentation des prix du

pétrole et d'autres produits de base, ainsi que des articles manufacturés importés des pays développés. Etant donné, toutefois, que les pays deviennent rapidement de plus en plus interdépendants, on ne saurait trouver les moyens nécessaires que dans le cadre d'une expansion économique générale.

29. Heureusement, des tendances positives ont été enregistrées récemment dans plusieurs pays, y compris l'Italie, dont l'économie surmonte plusieurs graves déséquilibres qui ont atteint leur maximum en 1974. C'est l'occasion unique de prendre des mesures décisives et coordonnées pour favoriser une expansion soutenue, recréer un climat de confiance et indiquer l'orientation de l'action à entreprendre en vue d'une reprise. Cette action exige une volonté commune et un effort concerté. Les pays industrialisés ont sans aucun doute une responsabilité particulière à assumer, puisqu'ils représentent en fait 65 p. 100 de la production mondiale et 70 p. 100 du commerce. En mai 1975, la réunion ministérielle de l'OCDE a adopté une déclaration sur les relations avec les pays en voie de développement; cette déclaration reconnaît qu'il incombe tout spécialement aux gouvernements des pays industrialisés d'encourager l'établissement d'une nouvelle structure pour la coopération internationale, à laquelle les pays en voie de développement participeront sur un pied d'égalité.

30. La présente session du Conseil doit être la dernière étape des préparatifs de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, qui offrira à tous les pays une occasion unique d'énoncer les principales directives et de prendre les premières mesures précises en vue de la réalisation de l'objectif commun, à savoir le renforcement de la coopération et l'accélération du développement. Lors des deux sessions du Comité préparatoire et à l'occasion des consultations officieuses qui ont eu lieu avec le Groupe de contact du Groupe des Soixante-Dix-Sept, la délégation italienne a exprimé à maintes reprises son désir de contribuer pleinement à la préparation et au succès de la session extraordinaire.

31. L'Italie a examiné ce qu'elle pourrait faire pour aider les pays en voie de développement, compte tenu de ses ressources et de son expérience directe et permanente du développement et de ses problèmes. Tout en voulant éviter des promesses qu'elle ne pourrait tenir, l'Italie est consciente du fait qu'il faut d'urgence prendre d'autres mesures pour établir un monde meilleur dans lequel la répartition des richesses, fondée sur la justice et la fraternité humaine, serait plus équitable.

32. L'Italie porte naturellement son intérêt vers les pays en voie de développement. Son histoire, les millions d'Italiens qui travaillent dans beaucoup de pays en voie de développement et contribuent au progrès économique et social de ces pays, et la structure de son économie ne permettent pas de douter qu'elle est persuadée du fait que la croissance économique dans le tiers monde est un élément essentiel de sa politique et répond à ses propres objectifs. Pour l'Italie, s'associer avec les pays en voie de développement, c'est s'associer avec l'avenir.

33. La délégation italienne est tout à fait satisfaite de la démarche constructive adoptée récemment par le Groupe

des Soixante-Dix-Sept pour préparer la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Tout en étant sélective, la liste provisoire de questions présentée officiellement par ce groupe a une structure suffisamment souple pour qu'on puisse éventuellement inclure dans l'ordre du jour d'autres problèmes et cerner des questions plus précises pour lesquelles il sera particulièrement important d'aboutir à un accord. Parmi les questions qui figurent sur la liste, celle qui a retenu tout particulièrement l'attention de la délégation italienne concerne le commerce international, car c'est le domaine dans lequel le progrès doit se poursuivre. En prenant récemment des mesures pour conclure de nouveaux accords sur certains produits de base ou pour actualiser les accords en vigueur, plusieurs grands pays producteurs et consommateurs ont reconnu qu'il était essentiel de stabiliser les marchés, en stabilisant les prix et en garantissant l'offre. De nouvelles formes d'action pourront maintenant être examinées en vue de stabiliser les marchés de matières premières, notamment au stade de la production. La Communauté économique européenne a ouvert la voie à une action de ce genre, en adoptant la Convention ACP-CEE de Lomé².

34. Le transfert des ressources est une autre question qui figure sur la liste approuvée par le Groupe des Soixante-Dix-Sept. Dès le départ, le Gouvernement italien a adopté une attitude favorable quant à l'établissement d'un lien entre la création de DTS et le financement du développement et, en fait, il en a préconisé l'établissement en 1968. La question des "mécanismes automatiques" appelle des explications plus détaillées, pour que la délégation italienne puisse prendre position à ce sujet. Ces explications pourront aider à surmonter les difficultés que pose l'indexation, dont l'application sur le plan technique et l'intérêt pour les pays en voie de développement suscitent de sérieux doutes de la part de la délégation italienne. Des mesures de stabilisation plus efficaces et plus pratiques pourraient maintenant être envisagées.

35. Dans le domaine de la science et de la technique, l'Italie a déjà pris des mesures, dans le cadre des programmes d'assistance technique bilatéraux qu'elle a élaborés à l'intention d'un grand nombre de pays en voie de développement, afin de s'engager dans des formes de coopération de nature à encourager le transfert des connaissances techniques dans des conditions satisfaisantes à la fois pour les fournisseurs et les bénéficiaires. C'est déjà avec quelque succès qu'elle a mis au point des formules d'entreprises communes triangulaires, qui associent l'excédent des ressources financières disponibles dans certains pays à la technologie de pays industrialisés ou de pays en voie de développement et cela, en vue du développement des pays les plus pauvres.

36. Les problèmes agricoles et alimentaires, qui ne figurent pas sur la liste, devraient y être inscrits, étant donné notamment le rapport impressionnant présenté par le Directeur général de la FAO à la 1954e séance.

37. La délégation italienne note avec une certaine déception la lenteur des négociations relatives à la préparation de

la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, dont la courte durée rend les travaux préparatoires d'autant plus importants si on veut obtenir des résultats. La délégation italienne appuie la proposition du Président (1953e séance) tendant à ce que des dispositions soient prises pour que les délégations puissent poursuivre les consultations officielles qui ont débuté à New York et qui doivent être ouvertes à toutes les délégations intéressées. Certains points de l'ordre du jour du Comité économique devront peut-être être reportés à une date ultérieure.

38. Se référant au point 9 de l'ordre du jour (Examen et évaluation...), M. Vinci dit que la délégation italienne a été encouragée par les déclarations faites à la troisième session du Comité chargé de l'examen et de l'évaluation (voir E/5693). En dépit des insuffisances de la Stratégie internationale du développement, les pays développés comme les pays en voie de développement en reconnaissent la valeur. Les uns comme les autres ont participé de façon constructive aux travaux du Comité et plusieurs documents de séance ont été présentés concernant diverses parties de la Stratégie, mais malheureusement le Comité n'a pas pu les examiner. Si le Conseil doit axer ses travaux sur les préparatifs de la session extraordinaire de l'Assemblée générale, il faudra reporter le point 9 de l'ordre du jour. L'examen et l'évaluation de la Stratégie exigent une analyse approfondie de tous les problèmes en cause. Cet examen pourra être fait à la trentième session de l'Assemblée générale, à laquelle les participants auront l'avantage de disposer des résultats de la septième session extraordinaire.

39. De retour au Conseil après un certain temps, M. Vinci y a été frappé par une prise de conscience plus grande de l'interdépendance accrue des nations, de l'incidence de la révolution scientifique et technique sur tous les gouvernements et des problèmes mondiaux qui exigent des solutions d'ensemble. Il en a conclu que la confrontation ne peut aider personne à relever le défi qui se pose actuellement et que le seul espoir de survie de l'humanité réside dans une meilleure compréhension de ce qui unit les pays développés et les pays en voie de développement, et non de ce qui les sépare. Les uns comme les autres doivent renoncer à "l'esprit de clocher" afin d'établir un système de coopération qui leur permettra de résoudre l'ensemble de leurs problèmes. C'est un défi qui met en cause toute la communauté internationale; suivant le choix qui sera fait, ce sera la victoire ou la défaite pour tous; il est donc impératif de ne pas se tromper.

40. Se faisant le porte-parole de la Communauté économique européenne, dont l'Italie assure actuellement la présidence, M. Vinci dit que l'engagement pris par la Communauté en matière de développement et de coopération économique, qui est une des caractéristiques du Traité de Rome, s'est concrétisé par des accords importants qui se sont révélés être de grands succès pour la coopération internationale. Les conventions de Yaoundé³, d'Arusha⁴ et

³ Convention d'association entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgache associés à cette communauté, signée à Yaoundé le 29 juillet 1969.

⁴ Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la République-Unie de Tanzanie, la République de l'Ouganda et la République du Kenya, signé à Arusha le 24 septembre 1969.

² Convention entre la Communauté économique européenne et 46 Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, signée à Lomé le 28 février 1975.

de Lomé ont montré que la Communauté était déterminée à pousser plus loin son association avec les pays en voie de développement. La Convention ACP-CEE de Lomé, en particulier, a fait apparaître de nouveaux moyens de coopération économique, dont le système "Stabex" pour protéger les recettes d'exportation de 46 pays en voie de développement.

41. En outre, un nombre sans cesse croissant d'accords d'associations et de commerce, préférentiels et non préférentiels, a été conclu entre la Communauté et les pays du Bassin méditerranéen, d'Amérique latine et d'Asie.

42. La Communauté a été la première à appliquer, le 1er juillet 1971, un schéma de préférences généralisées en faveur d'un grand nombre de pays du tiers monde. Son importance pour plus de 100 pays en voie de développement est mise en évidence par les chiffres relatifs aux importations préférentielles. Les plafonds et les contingents tarifaires ouverts au titre du SGP pour les articles manufacturés et semis-finis autres que les textiles ont représenté 780 millions d'unités de compte en 1972 et sont montés à environ 2 milliards 300 millions en 1975. Pour les textiles, les chiffres sont passés de 39 000 tonnes en 1972 à 71 500 tonnes en 1975, tandis que les importations préférentielles, de produits agricoles transformés, qui représentaient 45 millions d'unités de compte en 1972, sont montées, selon les estimations, à 600 millions en 1975.

43. Ces chiffres montrent combien le schéma de préférences généralisées de la Communauté économique européenne favorise une augmentation rapide des recettes d'exportation des pays en voie de développement et l'accélération de leur développement industriel et économique. La Communauté continuera de s'efforcer de rendre les pays en voie de développement conscients des avantages qu'ils peuvent obtenir en utilisant au maximum son propre SGP. Elle envisage de prolonger l'application du système au-delà de 1980. Dans la situation économique difficile d'aujourd'hui, les neuf pays membres de la Communauté tiennent à réaffirmer qu'ils sont persuadés que les principaux problèmes du développement économique ne peuvent être résolus que grâce à une coopération constructive avec les pays en voie de développement dans le cadre de toutes les réunions internationales pertinentes, en particulier à la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale.

44. Les Etats membres de la Communauté achèvent leurs préparatifs en vue de la session extraordinaire de l'Assemblée générale de manière à atteindre certains objectifs précis. Ils ont accepté les propositions présentées par le Groupe des Soixante-Dix-Sept au Comité préparatoire comme une base utile pour les discussions qui permettront de définir les questions devant être abordées à la septième session extraordinaire, lesquelles seront, il faut l'espérer, arrêtées par consensus; l'approche sélective adoptée dans ces propositions est la seule qui peut conduire à des résultats concrets. L'esprit de compréhension mutuelle qui a inspiré, à New York, les consultations officielles entre la Communauté et le Groupe de contact du Groupe des Soixante-Dix-Sept est encourageant. La Communauté espère que les consultations se poursuivront à Genève et

permettront d'établir une base utile aux travaux de la septième session extraordinaire.

45. Pour M. FERGUSON (Etats-Unis d'Amérique), il est opportun que la cinquante-neuvième session du Conseil économique et social soit la première grande réunion des Nations Unies depuis la récente célébration du trentième anniversaire de la fondation de l'ONU. Cette circonstance fortuite souligne le fait qu'une situation mondiale saine sur le plan économique et social a une importance fondamentale pour le bien-être de l'humanité, importance que les fondateurs de l'Organisation des Nations Unies ont reconnue en définissant ainsi un des objectifs de l'Organisation : "réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire". Pour de nombreuses raisons, les délibérations des Nations Unies se sont concentrées sur les problèmes de politique et de sécurité qui, tout en étant graves, ne sont pas isolés des problèmes de la condition humaine. Le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis a dit dernièrement que la nécessité prédominante des temps présents était la préservation de la paix, mais que l'histoire avait montré que la stabilité politique internationale exigeait une stabilité économique internationale et que l'ordre ne pouvait régner si les arrangements économiques étaient constamment bouleversés par des crises ou ne répondaient pas aux aspirations des nations et des peuples en matière de progrès.

46. La présente session est aussi un lien important dans une série de conférences passées et futures consacrées à des problèmes économiques urgents, particulièrement à ceux des pays en voie de développement. Elle a eu lieu à un moment critique où certains indices permettent de penser que l'économie mondiale qui traversait une période de ralentissement et de contraction pourrait s'orienter vers une nouvelle période de croissance et d'expansion, où les pays qui ont connu les difficultés économiques les plus graves réexaminent les politiques économiques suivies de longue date et cherchent de nouvelles possibilités de coopération économique et sociale, et où il est possible de se faire une idée plus nette des insuffisances de l'économie mondiale et de ressentir vivement le besoin d'instaurer la justice économique plutôt que de condamner des actes antérieurs, réels ou imaginés.

47. Il y a à peine plus d'un an que l'Assemblée générale, à sa sixième session extraordinaire, s'est consacrée à la question primordiale de la nature et de la forme de l'interdépendance économique générale. En dépit de nombreuses questions litigieuses, cette session a montré que l'on commençait à se préoccuper de la crise économique à l'échelle du monde. La présente session du Conseil pourrait bien fournir la première occasion de déterminer les incidences de l'interdépendance du monde, en se rendant parfaitement compte que l'interdépendance est le principe directeur des travaux du Conseil.

48. Une des principales préoccupations de l'année passée a été de décider si les efforts devaient porter sur la mise au point d'un nouvel ordre économique international ou sur une réforme fondamentale de l'ordre existant. Le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis a demandé que soit mis fin à cette controverse théorique et le Gouvernement des Etats-Unis

essaie de faire comprendre que la question doit être écartée pour permettre de résoudre certaines des questions cruciales qui exigent l'attention urgente du Conseil et de l'ensemble du système des Nations Unies.

49. Les Etats-Unis reconnaissent que la Déclaration et le Programme d'action représentent des objectifs politiques admis par un grand nombre d'Etats Membres de l'ONU. Beaucoup de ces objectifs impliquent un changement radical, mais M. Ferguson espère que le respect mutuel pour des opinions divergentes fera admettre les vues de son gouvernement qui sont fondées sur les convictions et l'expérience nationales. Il n'est pas nécessaire de trancher les divergences théoriques avant de s'attaquer à ce que l'on considère généralement comme des problèmes qui doivent être abordés de toute urgence pour éviter que ne soit porté un préjudice irréparable à la condition humaine à une époque de guerre économique. C'est dans un esprit de coopération plutôt que de confrontation que le Gouvernement des Etats-Unis a cherché au sein du Conseil et ailleurs à aborder les questions qui semblent susceptibles d'être résolues.

50. La première caractéristique de l'interdépendance économique mondiale est qu'elle intéresse et affecte tous les hommes du monde entier et qu'en conséquence chacun a le droit et le devoir de participer au processus d'identification et de solution des problèmes qui doivent être résolus de toute urgence. Il n'est plus possible d'accepter qu'un seul Etat ou qu'un bloc d'Etats puisse s'arroger toute la sagesse et tout le pouvoir de diriger le système économique ou d'oublier que les jugements et les opinions peuvent tout aussi bien être justes que faux. Le Gouvernement des Etats-Unis s'associe à tous les autres gouvernements qui estiment que le véritable consensus est le seul aboutissement viable des délibérations du Conseil.

51. La prochaine septième session extraordinaire de l'Assemblée générale et ses préparatifs présentent un intérêt primordial pour la présente session du Conseil. La session extraordinaire figure à l'ordre du jour officiel du Conseil, mais fera également l'objet de consultations officieuses conformément à la recommandation formulée par le Comité préparatoire à sa deuxième session (E/5702, par. 11). La plupart des importantes décisions concernant la septième session extraordinaire restent encore à prendre, mais il semble déjà qu'il se dégage un consensus général selon lequel le Conseil devrait concentrer son attention sur un nombre limité de questions hautement prioritaires qui pourraient permettre d'aboutir à un accord sur l'ordre du jour et peut-être d'indiquer, dans leurs grandes lignes, les mesures qui pourraient être prises à la septième session extraordinaire.

52. Il pourrait être utile d'examiner le rôle que l'Assemblée générale, les institutions spécialisées et les autres organismes du système international pourraient jouer pour progresser dans la voie de véritables réalisations. L'Assemblée générale, telle qu'elle est constituée, et vu son histoire au cours des trente dernières années, ne semble pas être l'institution la plus indiquée pour trouver les remèdes nécessaires, négocier les engagements et mettre en œuvre les processus qui en résulteront. Ces tâches doivent être exécutées ailleurs et par des représentants d'un type

différent de ceux qui siègent à l'Assemblée générale. En revanche, à l'heure actuelle, à l'aube d'une ère d'interdépendance économique mondiale, seule l'Assemblée générale se rapproche de l'idée que l'on peut se faire d'un organisme représentant le monde entier. De l'avis du Gouvernement des Etats-Unis, le rôle véritable de l'Assemblée générale consiste à exprimer un large consensus sur les priorités, à donner des directives générales et à se tenir informée de l'évolution de l'économie mondiale. Personne ne peut attendre de l'Assemblée générale elle-même qu'elle négocie les arrangements sur les produits de base, la réforme commerciale ou la réforme monétaire, ou prenne les dispositions nécessaires pour assurer l'alimentation du monde. Ses responsabilités fondamentales sont claires : observer et surveiller la situation économique et sociale internationale et l'état de la coopération internationale, et attirer l'attention des Etats Membres sur les conditions qui exigent une coopération internationale pour la solution des problèmes. On peut envisager que la septième session extraordinaire s'emploie à identifier les domaines prioritaires les plus préoccupants, à élaborer des directives en vue d'une coopération internationale dans ces domaines, à suivre selon le processus normal les activités des différents organismes chargés des véritables négociations.

53. L'attitude générale du Gouvernement des Etats-Unis à l'égard de la septième session extraordinaire, que le Secrétaire d'Etat américain a exposée lors de récentes déclarations, est fondée sur un examen approfondi des politiques au plus haut niveau gouvernemental. Au moment approprié, le Gouvernement des Etats-Unis serait prêt à engager des discussions et des négociations, mais pour le moment ses efforts portent sur l'identification des politiques qui répondent aux besoins des pays en voie de développement, se prêtent à une coopération active fructueuse et auxquelles les Etats-Unis pourraient apporter une contribution réelle. Comme l'a dit le Secrétaire d'Etat, les Etats-Unis préparent des propositions concrètes détaillées et créatrices et ont l'intention, tout en assurant la protection complète des intérêts nationaux, d'examiner les questions controversées avec réalisme, imagination et compréhension, en espérant que d'autres manifesteront le même esprit.

54. Les propositions du Gouvernement des Etats-Unis concernant l'ordre du jour de la septième session extraordinaire ont été diffusées et sont en général en harmonie avec les propositions présentées par le Groupe des Soixante-Dix-Sept, bien qu'elles diffèrent sur certains points. Le Gouvernement des Etats-Unis a suggéré deux questions supplémentaires "Besoins alimentaires internationaux" et "Problèmes des pays en voie de développement les plus pauvres", qui satisfont, à son avis, aux critères à retenir en ce sens qu'elles sont hautement prioritaires et se prêtent à des mesures internationales effectives. La délégation des Etats-Unis attend avec intérêt les consultations qui auront lieu à la présente session en vue de préciser la pensée collective, mais elle tient à souligner que la question de l'ordre du jour consiste pour elle à identifier les domaines susceptibles d'être étudiés de façon approfondie par la septième session extraordinaire plutôt qu'à obtenir un accord sur le fond.

55. La formation d'une économie agricole mondiale saine exige des mesures effectives dans un certain nombre de

domaines critiques. En premier lieu, la production alimentaire mondiale doit être considérablement développée en mettant l'accent sur l'augmentation des rendements moyens dans les pays en voie de développement dont, entre-temps, les besoins devront être couverts, du moins en partie, grâce à des programmes d'aide alimentaire efficaces. Le Gouvernement des Etats-Unis appuie un système international de réserves nationales de céréales en tant que meilleur moyen d'assurer les besoins alimentaires du monde en assurant des approvisionnements adéquats. Les besoins alimentaires à long terme exigent de nouvelles mesures faisant suite aux accords préliminaires réalisés à la Conférence mondiale de l'alimentation. L'Assemblée générale devrait prendre note des résolutions de cette conférence (E/5587, deuxième partie) et des progrès réalisés dans leur mise en œuvre ainsi que du rapport du Conseil mondial de l'alimentation sur sa première session (E/5708) et devrait demander à ce dernier de la tenir périodiquement au courant de ses délibérations et de ses recommandations.

56. Les autres questions inscrites à l'ordre du jour du Conseil, qui méritent toutes d'être étudiées avec attention, répondent à une série de préoccupations économiques et sociales réelles. Les économies nationales et mondiales ont traversé une période difficile et la plupart des pays en voie de développement ont eu à faire face aux multiples problèmes de l'inflation et de la récession internationales. Pour ce qui est des Etats-Unis, la plupart des économistes, qu'ils fassent ou non partie du gouvernement, estiment que la situation s'est renversée et que l'on peut prévoir une période de reprise économique générale et une nouvelle diminution du taux d'inflation. Cette récente expérience nationale permet d'aboutir à deux principales conclusions : l'interdépendance des économies nationales et l'importance et l'efficacité de l'action concertée entre les nations pour faire face aux problèmes économiques mondiaux.

57. Se référant à la récente Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, le représentant des Etats-Unis dit que la délégation américaine a fait quelques réserves concernant certaines des résolutions examinées, mais qu'elle appuie l'objectif fondamental de la Conférence qui est de faire en sorte qu'aucune femme n'ait à subir une vie de frustrations, ou dans certains cas une existence misérable uniquement en raison de son sexe.

58. Enfin, M. Ferguson mentionne un autre anniversaire, le 199^e anniversaire de la Déclaration d'indépendance par laquelle les Etats-Unis se sont libérés du joug colonial. Comme la présente session sera la dernière à laquelle il assistera en tant que représentant au Conseil économique et social, il voudrait dire combien il a été heureux de participer aux efforts communs pour améliorer la condition des hommes.

M. Longestaey (Belgique), vice-président, prend la présidence.

59. M. RICHARD (Royaume-Uni) présente ses félicitations au représentant des Etats-Unis à l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance de son pays. Les réalisations accomplies depuis lors par les Etats-Unis d'Amérique peuvent être considérées comme la preuve des effets bénéfiques de la politique suivie par l'ancienne puissance administrante.

60. M. SHINKOV (Observateur du Conseil d'aide économique mutuelle), prenant la parole sur l'invitation du Président, rappelle que le CAEM, qui a vingt-six ans d'existence, a adopté à sa vingt-cinquième session, en 1971, un programme général pour l'extension et l'amélioration de la coopération et pour le progrès de l'intégration économique socialiste entre les pays membres du CAEM, qui a constitué une nouvelle étape vers la réalisation de ses objectifs. Les organes du CAEM se consacrent maintenant principalement aux tâches prévues dans le programme, et des progrès notables ont déjà été accomplis. L'expérience montre que les conditions essentielles du succès sont le renforcement de la planification de la coopération, une large utilisation de moyens multilatéraux pour la mise en œuvre des grands projets et l'incorporation concrète de mesures coordonnées d'intégration dans le système de planification de chaque pays membre.

61. Parmi les mesures importantes prises pour renforcer les mécanismes de coopération, on peut citer la création en 1971 d'un comité du CAEM pour la coopération dans le domaine de la planification, qui a fourni le cadre pour la coordination de projets importants tels que la construction d'une usine de fabrication de pâte à papier et de papier à Ust-Ilimsk et d'une usine d'apprêtage à Kienvai. Un comité pour la coopération scientifique et technique et un comité pour la coopération dans le domaine d'approvisionnement en matériel et équipement ont également été créés et sont très actifs.

62. Un nouveau seuil qualitatif dans la coordination des plans a été franchi grâce à l'adoption, à la vingt-neuvième session du CAEM, d'un plan reliant l'action entreprise dans le cadre du programme général aux plans économiques nationaux des pays membres. Ce plan vise les principales mesures multilatérales intégrées arrêtées par les pays pour la période quinquennale à venir en ce qui concerne la construction d'usines et la création de nouvelles capacités productives, et son coût estimatif total atteindra approximativement 9 milliards de roubles transférables. L'accroissement sensible de la production qui en résultera permettra de répondre aux besoins des pays participants en ce qui concerne différents matériaux tels que la cellulose, l'amiant, le minerai de fer, les ferro-alliages et le nickel.

63. La mise en service du grand gazoduc reliant Orenburg à la frontière occidentale de l'Union soviétique satisfera la plus grande partie des besoins en gaz des pays membres.

64. A la vingt-neuvième session du CAEM, les représentants de la Bulgarie, de Cuba, de la Hongrie, de la Pologne, de la République démocratique allemande, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de l'Union soviétique ont signé un accord général de coopération pour le développement de la production de nickel et de cobalt à Cuba.

65. Les pays membres du CAEM souhaitent vivement développer la coopération pour la production de biens ainsi que la spécialisation et la coopération internationale dans le processus de production. Depuis l'adoption du programme général, plusieurs problèmes de coordination de l'accroissement de la production de machines ont été résolus, et 20 accords ont été conclus sur la spécialisation et la coopération multilatérales, concernant près de 2 000 produits. La

coopération se renforce également dans l'industrie automobile, la fabrication de matériel pour la construction de routes, la fabrication de machines-outils, la production de matériel pour l'industrie textile, l'industrie de la radio et de l'électronique et d'autres branches de l'économie.

66. La coopération scientifique et technique joue un rôle essentiel dans la mise en œuvre du programme. Les pays membres du CAEM disposent d'un potentiel scientifique représentant un tiers des savants du monde entier. Dans les pays membres, plus de 1000 instituts de recherche et de conception collaborent sur plus de 2 000 problèmes importants.

67. Tous les pays membres ont enregistré des taux de croissance économique rapides et soutenus. Entre 1971 et 1974, le revenu national des pays membres s'est accru à un rythme allant de 20 à plus de 50 p. 100, et leur production industrielle brute a augmenté de 30 à 64 p. 100. L'accroissement global de la production industrielle correspond pour plus de 80 p. 100 à une plus grande productivité de la main-d'œuvre, ce qui traduit une assimilation régulière des progrès scientifiques et techniques par les économies des pays intéressés. Au cours de ces quatre années, le revenu par habitant a augmenté de 28 p. 100 en Bulgarie, de 21 p. 100 en Hongrie, de 24 p. 100 en République démocratique

allemande, de 10 p. 100 en Mongolie, de 46 p. 100 en Pologne, de 31 p. 100 en Roumanie, de 19 p. 100 en Union soviétique et de 22,5 p. 100 en Tchécoslovaquie.

68. Au cours des quatre années 1970-1974, on a enregistré un accroissement d'environ 81 p. 100 du volume global du commerce extérieur des pays du CAEM. Ces pays cherchent également à élargir leurs relations économiques non seulement avec d'autres pays socialistes mais aussi avec les pays capitalistes développés et les pays en voie de développement. La coopération avec la Finlande se développe de façon remarquable sur la base d'un accord signé en 1973, et un fonds spécial a été créé pour le financement de l'aide économique, scientifique et technique aux pays en développement. Le CAEM est en relations avec plus de 60 organisations économiques, scientifiques et techniques internationales dont les membres appartiennent à des pays ayant des régimes socio-économiques différents.

69. Les réalisations du CAEM depuis sa création il y a vingt-six ans, et les progrès accomplis depuis quatre ans dans la mise en œuvre du programme général, montrent que les pays membres sont en train de résoudre avec succès les problèmes qui se posent à eux.

La séance est levée à 12 h 30.

1957^e séance

Vendredi 4 juillet 1975, à 15 h 15

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SR.1957

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle (*suite*) [E/5654, E/5665, E/5681 et Add.1 à 4, E/5682, E/5692, E/5699, E/5713]

1. M. DAVIES (Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale) déclare qu'il n'a pas l'intention de répéter les renseignements contenus dans le résumé analytique du rapport annuel de l'OMM pour 1974 (E/5707), mais qu'il les mettra à jour en tenant compte des travaux du Congrès quadriennal qui vient de s'achever et mettra l'accent sur les principales questions en rapport avec la présente discussion.

2. Dans ce document, les principaux programmes de l'Organisation sont présentés sous cinq rubriques, mais le Congrès a décidé d'ajouter un sixième et nouveau programme principal, à savoir le Programme d'hydrologie et de mise en valeur des ressources en eau. Jusqu'à présent, ces activités faisaient partie d'un autre programme, mais l'importance croissante des ressources en eau dans le développement économique a conduit le Congrès à étudier cette question à un niveau plus élevé et à prendre le parti

inhabituel d'amender la Convention de l'Organisation pour lui permettre d'accepter cette responsabilité.

3. En ce qui concerne les autres programmes, le programme de la Veille météorologique mondiale, mis au point pour donner suite à une résolution de 1961 de l'Assemblée générale [résolution 1721 (XVI)] dans l'intérêt de tous les pays, progresse convenablement. L'élaboration d'un nouveau système de satellites météorologiques a atteint un stade avancé; ce système devrait fonctionner en 1977 ou 1978. il comprendra l'utilisation de satellites, non seulement des Etats-Unis d'Amérique et d'URSS comme auparavant, mais aussi du Japon et de pays d'Europe occidentale par l'intermédiaire de l'Agence spatiale européenne.

4. L'Expérience tropicale dans l'Atlantique qui a eu lieu en 1974 dans le cadre du Programme de recherches sur l'atmosphère globale a été une réussite complète et a fourni un nombre considérable de données dont on pourra immédiatement tirer profit et qui serviront de base aux recherches futures. On estime que la quarantaine de navires de haute mer destinés à la recherche scientifique et appartenant à près de 12 pays qui ont participé à cette opération ont représenté la plus grande flotte internationale

jamais constituée à des fins pacifiques. Plusieurs avions spécialement équipés et des satellites spéciaux ont été utilisés pour cette expérience, avec la participation directe de 4 000 chercheurs et techniciens de nombreux pays. Dakar était le centre des opérations; à cet égard, il convient de remercier le Président du Sénégal d'avoir contribué au succès de l'opération, ce qui est de bon augure pour l'Expérience globale prévue pour 1978 et 1979.

5. Le septième Congrès a inauguré le programme de l'OMM de modification artificielle du temps; dans ce programme, en raison des sécheresses catastrophiques qui sévissent dans le monde, la priorité sera accordée au projet d'augmentation artificielle de précipitations. Ce projet a pour but de prouver scientifiquement qu'il est possible d'accroître considérablement la pluviosité dans certaines conditions; on pense que l'élaboration et la mise en application de ce projet prendront plusieurs années. Il convient de remercier le PNUE de sa coopération dans le cadre de ce projet. Les activités de l'OMM dans l'ensemble du domaine de la modification du climat se sont considérablement accrues, toujours grâce au concours du PNUE.

6. Conformément aux décisions de la Conférence mondiale de l'alimentation, l'OMM s'efforce également de contribuer à l'accroissement de la production alimentaire en aidant les pays à appliquer la météorologie à la planification et à la production agricoles. Elle fournira également des données météorologiques à la FAO pour son système mondial d'information et d'alerte rapide sur la situation alimentaire et agricole (E/5587, résolution XVI). Une aide spéciale est apportée aux pays africains de la région du Sahel; son montant est de 13 millions de dollars environ et elle sera versée au cours des cinq prochaines années. Cette aide émane de nombreuses sources, dont le PNUD, de plusieurs pays donateurs et probablement de quelques organisations non gouvernementales. Le but de ce projet est d'améliorer les services agrométéorologiques et hydrologiques dans chacun des sept pays intéressés, et de créer un centre régional permanent qui aidera ces pays en leur fournissant des moyens et des services sur le plan de la formation et des techniques.

7. En ce qui concerne le Programme de coopération technique, M. Davies souligne qu'il faut étendre les avantages des connaissances et des techniques modernes en matière de météorologie et d'hydrologie opérationnelle aux pays en voie de développement, mais, de plus, il est indispensable que l'OMM aide ces pays à mettre sur pied les moyens et les installations qui leur permettront de contribuer à part entière aux divers programmes globaux. Il convient de noter que le Sénégal et bien d'autres pays en voie de développement d'Afrique et d'Amérique du Sud ont joué un rôle important dans l'Expérience tropicale dans l'Atlantique. Dans le cadre du Programme d'assistance volontaire de l'OMM — et de sa participation au PNUD, qu'il convient de remercier pour sa coopération — 93 pays ont reçu en 1974 une aide d'un montant total bien supérieur à 9 millions de dollars. Une grande partie du Programme de coopération technique est consacrée à l'éducation et à la formation, et cette tendance s'accroît.

8. En ce qui concerne la principale question soumise à l'examen du Conseil, l'instauration d'un nouvel ordre

économique international, l'ensemble des activités de l'OMM sont consacrées à la mise en application des connaissances météorologiques pour contribuer au développement économique et social dans tous les pays. Le problème de la coordination, qui préoccupe également les membres du Conseil, est étudié de très près par l'OMM, comme il ressort des nombreuses activités décrites dans le rapport annuel auquel elle a contribué avec d'autres institutions spécialisées et avec l'AIEA. L'OMM répondra à toute demande en vue de nouvelles activités ou de modification de l'ordre de priorité des programmes en cours que les projets relatifs au nouvel ordre économique international rendraient nécessaires.

9. M. SAÏTO (Japon) dit que la récession, l'inflation, les difficultés de balance des paiements et la pénurie d'énergie et de denrées alimentaires, d'une gravité sans précédent, continuent d'affliger la communauté mondiale, où les pays sont de plus en plus interdépendants et les problèmes de plus en plus étroitement liés entre eux. La situation est particulièrement grave pour les pays les plus défavorisés.

10. Il est indispensable, dans ces conditions, que chaque nation prenne en considération les intérêts des autres lorsqu'elle formule ses politiques, et qu'elle soit consciente des dangers que présente pour l'équilibre économique la formation de blocs économiques. Seul un développement d'ensemble de l'économie mondiale permettra aux pays en voie de développement de recevoir une part plus grande et plus équitable des richesses mondiales, car on ne pourra véritablement parler de coopération que lorsque tout le monde sera gagnant et qu'il n'y aura pas de perdant.

11. Le Gouvernement japonais est sensible au vœu premier des pays en voie de développement de parvenir à un développement économique et social plus rapide; les discussions stériles et les sentiments de rivalité doivent laisser la place à des négociations sur des problèmes précis. Les mesures prises doivent être celles qui conduiront vraiment aux résultats attendus à long terme; sinon elles ne profiteront à personne. Le Japon coopérera à la solution de ces problèmes d'une manière conforme aux principes sur lesquels repose son système économique, et cette optique déterminera son attitude fondamentale à l'égard des propositions qui seront examinées à la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Pendant l'actuelle session du Conseil tout devra être mis en œuvre pour avancer au maximum dans la préparation de la session extraordinaire, si l'on veut que celle-ci aboutisse à des résultats.

12. En ce qui concerne les problèmes relatifs aux produits de base, il faudrait étudier des mesures propres à éliminer les fortes fluctuations de prix sans modifier les structures de base du marché qui ont permis l'expansion de l'économie mondiale jusqu'au degré actuel. Des investissements suffisants sont également nécessaires pour que se poursuive l'expansion de la production de produits de base, afin que les besoins de croissance à long terme de l'économie mondiale puissent être satisfaits. Il faut étudier sérieusement à cet égard la situation des pays en voie de développement, dont certains sont tributaires des recettes qu'ils tirent de leurs exportations de tel ou tel produit, tandis que d'autres sont importateurs de ces mêmes produits.

13. Le Gouvernement japonais se réjouit de la poursuite de négociations commerciales multilatérales au sein du GATT et estime que, précisément en raison des difficultés économiques actuelles et du danger où l'on se trouve de voir les pays recourir à différents systèmes protectionnistes, le moment est venu de s'efforcer de promouvoir une plus grande liberté des échanges pour stimuler la croissance de toute l'économie mondiale. Le commerce du Japon avec les pays en voie de développement, qui représente environ 40 p. 100 de son commerce extérieur total, se développe rapidement. Le Japon fera de son mieux pour que le commerce international soit encore plus avantageux pour les pays en voie de développement, conformément à la Déclaration de Tokyo de 1973¹.

14. Faisant le point au sujet de la première moitié de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, M. Saito pense que la Stratégie internationale du développement demeure un instrument valable. Mais il est certain que les résultats obtenus dans le domaine agricole ont été peu satisfaisants, de même que l'incapacité des pays développés de fournir une aide accrue aux pays en voie de développement. Le Japon souhaite que l'on puisse trouver des correctifs pour le reste de la Décennie.

15. Compte tenu de la situation alimentaire mondiale, il est absolument nécessaire d'accroître la production alimentaire, tant dans les pays développés que dans les pays en voie de développement. Le Gouvernement japonais a l'intention de développer le plus possible sa coopération avec les pays en voie de développement dans ce domaine. Il reconnaît toutefois qu'il sera nécessaire de continuer à leur fournir une aide alimentaire pendant quelque temps encore. Il est prêt à apporter une contribution financière au Système mondial d'information et d'alerte rapide sur la situation alimentaire et agricole, et espère que les autres pays feront de même. Il a également l'intention de coopérer à l'Engagement international sur la sécurité alimentaire mondiale (E/5587, résolution XVII).

16. Il faudrait accroître de façon substantielle les courants de capitaux, tant publics que privés, si l'on veut que les pays en voie de développement réalisent des taux de croissance suffisants pendant la seconde moitié de l'actuelle Décennie du développement. Les transferts de ressources financières du Japon vers les pays en voie de développement sont tombés à 0,65 p. 100 du PNB en 1974 après avoir atteint 1,44 p. 100 du PNB en 1973. L'aide officielle du Gouvernement japonais, toutefois, a augmenté de 11,4 p. 100 l'an dernier et la baisse enregistrée dans les transferts totaux de capitaux est due, en fait, au fléchissement sensible des transferts de capitaux privés, imputables aux difficultés économiques tant au Japon que dans les pays bénéficiaires. Cette situation montre bien que, dans un monde où tous les pays sont interdépendants, il importe d'assurer à chaque pays une économie prospère, si l'on veut réaliser des programmes de développement viables dans les pays en voie de développement.

17. Bien que les pays développés traversent des difficultés, ils doivent faire plus d'efforts pour accroître leur

aide au développement. Les récentes recommandations de la Banque mondiale, y compris celles qui tendent à la création d'un nouveau mécanisme de prêt qui portera le nom de "troisième guichet", sont encourageantes à cet égard.

18. Le fossé creusé entre les différents pays en voie de développement, les solutions fondées sur le résultat global de ces pays n'ont aucune valeur pour ceux — les plus pauvres déjà —, qui sont les plus durement frappés par l'instabilité actuelle de l'économie mondiale. Dans le cadre des opérations d'urgence visant à assurer à ces pays un volume minimum d'importations essentielles, le Japon leur a fourni une aide d'urgence équivalant à 105 millions de dollars et a versé une contribution de 6,5 millions de dollars au Compte spécial du Secrétaire général pour l'aide sous forme de denrées alimentaires et d'engrais. La prochaine étape doit consister à relever le niveau économique de ces pays. Le système des Nations Unies, qui ne peut pas résoudre les problèmes de tous les pays du monde, doit donner la priorité à l'aide aux pays les plus durement touchés. Tous les pays qui sont en mesure de fournir une aide — quel que soit leur système économique ou le stade de leur développement — doivent participer à cet effort.

19. Etant donné que les problèmes économiques et sociaux actuels sont des problèmes mondiaux étroitement liés entre eux, le Gouvernement japonais préconise une réforme structurale du système des Nations Unies qui ferait du Conseil le centre d'élaboration des politiques et de coordination des activités économiques et sociales. Il étudie donc de très près le rapport du Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies (E/AC.62/9). Il est essentiel, à cet égard, de respecter les jugements émis par les institutions spécialisées et les autres organismes multilatéraux concernant leurs secteurs respectifs, dans le cadre des directives de politique générale de l'Assemblée. Toutes les modifications institutionnelles présentent des inconvénients en même temps que des avantages; il vaut donc mieux les limiter aux domaines où elles sont vraiment nécessaires. Il convient en premier lieu de supprimer les doubles emplois, puis de concentrer les efforts dans les domaines où il existe un urgent besoin de réformes, et où l'on a quelque certitude d'aboutir à des résultats. Le but à atteindre est d'arriver à un système durable, et c'est un processus de longue haleine, fait d'essais et d'erreurs, plutôt qu'un bouleversement accompli une fois pour toutes.

20. Il importe de décentraliser les activités du système des Nations Unies en donnant aux commissions régionales un rôle plus important dans la mise en application des politiques et l'exécution des projets. Il faut encourager l'initiative individuelle des commissions régionales sans perdre de vue la nécessité d'éviter tout chevauchement des projets, et en tenant dûment compte des incidences financières et des besoins réels des régions intéressées. Ainsi, par exemple, depuis l'approbation par le Conseil, l'année dernière, de la décision du Conseil d'administration du PNUD de renforcer la coopération entre le PNUD et les commissions régionales, la CESAP est devenue une institution chargée de l'exécution au stade préparatoire du projet relatif au Centre asiatique de la machine agricole. Une coopération étroite entre les différents organes des

¹ Publiée à l'issue de la réunion ministérielle du GATT; pour le texte voir GATT, document MIN(73)1.

Nations Unies améliorerait l'efficacité des activités de l'ensemble du système des Nations Unies.

21. M. CHANG Hsien-wu (Chine) déclare qu'au cours de l'année écoulée la situation internationale a connu des modifications considérables qui se traduisent par des avantages pour les peuples de tous les pays. Le peuple du Cambodge et celui du Viet-Nam du Sud ont remporté de grandes victoires historiques. Le peuple du Mozambique et celui de l'Angola ont également remporté des victoires sur le colonialisme. Aujourd'hui, le tiers monde joue un rôle de plus en plus grand dans les affaires internationales et personne ne peut s'opposer à la tendance historique qui veut que les pays recherchent l'indépendance, que les nations aspirent à la libération et que les peuples appellent la révolution. Dans l'intervalle, les superpuissances accroissent leurs prétentions à l'hégémonie. Les peuples du monde ne doivent pas oublier que l'impérialisme est à l'origine de la guerre et que le danger d'une nouvelle guerre mondiale s'accroît, ce qui exige qu'ils fassent preuve d'une plus grande vigilance encore.

22. Une des caractéristiques des événements internationaux au cours de l'année écoulée réside en ce que les pays du tiers monde ont étendu au domaine économique leur combat contre le colonialisme, l'impérialisme et l'hégémonie. Ils ont pris des mesures énergiques pour mettre en œuvre la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international adoptés par l'Assemblée générale lors de sa sixième session extraordinaire et ont mené un combat pour supprimer l'ordre ancien et instaurer un ordre nouveau. De plus en plus de pays prennent des mesures pour sauvegarder la souveraineté nationale, protéger leurs ressources naturelles, nationaliser les secteurs économiques usurpés par l'impérialisme, prendre en main les sociétés transnationales et créer de nouvelles associations de pays producteurs de matières premières et de nouvelles organisations régionales.

23. Les grands efforts déployés par les pays du tiers monde depuis la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale ont contribué à l'adoption de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats; par ailleurs, des événements comme la Conférence des pays en voie de développement sur les matières premières qui s'est tenue à Dakar, la Conférence au sommet des pays producteurs de pétrole, l'adoption de la Convention ACP-CEE de Lomé, signée par les pays de la Communauté économique européenne et par plus de 40 pays en voie de développement, et la deuxième Conférence générale de l'ONUDI à Lima sont tous autant de témoignages des progrès accomplis vers la reconnaissance de la nécessité d'établir un ordre économique international plus équitable et de renforcer les liens entre les pays du tiers et du deuxième monde, sur la base d'une véritable égalité. On peut constater en conséquence que les principes et directives définis par l'Assemblée générale à sa sixième session extraordinaire sont justes et que leur mise en œuvre demande de la part des pays du tiers monde des efforts communs et un esprit d'union.

24. Il est indispensable toutefois que les pays du tiers monde se protègent contre les manœuvres tentées par les deux superpuissances. L'une de ces superpuissances parle d'"interdépendance" et de "dialogue", mais en fait, elle a

recours aux affrontements afin de maintenir l'ordre économique international ancien. Elle utilise même divers moyens de contrainte dans une tentative de division du tiers monde. L'autre superpuissance, qui se prétend l'"alliée des pays en voie de développement", agit de façon plus insidieuse encore. Tout en prétendant soutenir le tiers monde, elle prêche hypocritement l'"intégration économique internationale" en vue d'étendre sa domination et de soumettre un nombre encore plus grand de pays au joug néo-colonialiste qu'elle impose à son actuelle "famille", ainsi qu'on l'appelle. Sous le couvert du "désarmement" et de la "détente", elle intensifie ses préparatifs militaires et poursuit ses tentatives d'expansion, en compétition avec l'autre superpuissance. Beaucoup de pays du tiers monde ont découvert les intentions véritables et les ruses des superpuissances. La Chine est fermement convaincue que les peuples du tiers monde, grâce à une vigilance redoublée et à une solidarité accrue, surmonteront tous les obstacles de ce genre et sortiront victorieux de leur lutte.

25. La Chine appuie vigoureusement la proposition des pays du tiers monde tendant à ce que l'on se fonde pour préparer la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la Déclaration et le Programme d'action, adoptés à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée, ainsi que sur la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, adoptée par l'Assemblée à sa vingt-neuvième session. La septième session extraordinaire devrait avoir pour objectif la mise en œuvre des dispositions de ces documents. La Chine appuie la proposition du Groupe des Soixante-Dix-Sept sur les régions et les questions à examiner lors de la septième session extraordinaire. Il importe d'affirmer que tout Etat a le droit d'exercer en permanence sa souveraineté sur ses ressources naturelles et les activités économiques menées sur son territoire, y compris le droit de contrôler les activités des sociétés transnationales et, le cas échéant, de nationaliser celles-ci, de constituer des associations de producteurs de produits de base, d'établir un lien entre les prix de leurs exportations et ceux de leurs importations et de participer sur un pied d'égalité à la solution des problèmes économiques mondiaux. Il importe également de réformer le système monétaire international. Ce sont là des impératifs inséparables les uns des autres, qui reflètent la volonté du tiers monde de combattre le colonialisme et la domination, de modifier les relations actuellement inéquitables et d'instaurer un nouvel ordre économique international. C'est dans cet esprit, qui inspire la Déclaration et le Programme d'action, que la délégation chinoise souhaite voir l'Assemblée générale progresser au cours de sa septième session extraordinaire sur la base des décisions de la sixième session extraordinaire.

26. La Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement a été élaborée il y a cinq ans, alors que la Chine ne pouvait pas participer aux débats. Il est clair maintenant que cette stratégie n'a pas pleinement exprimé les besoins qui découlent de la situation internationale ni les désirs des pays du tiers monde. La Chine appuie la proposition du Groupe des Soixante-Dix-Sept tendant à la révision, à l'amplification et à l'amélioration de la Stratégie, conformément à la Déclaration et au Programme d'action (E/5693, annexe IX) et elle appuie les justes principes et les propositions raisonnables énoncés par le Groupe des

Soixante-Dix-Sept pour l'examen et l'évaluation au milieu de la Décennie.

27. M. CLARK (Banque internationale pour la reconstruction et le développement) fait observer que les Nations Unies se trouvent cette année à un carrefour au moment où elles jettent les bases d'un nouvel ordre économique international. Les résultats des délibérations au Conseil et à la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale détermineront non seulement la voie sur laquelle l'Organisation des Nations Unies s'engagera pour aider ses membres les plus pauvres à surmonter leurs immenses difficultés mais aussi sa capacité à contribuer à l'amélioration des perspectives économiques pour toutes les nations. Les avis que donnera le Conseil à l'Assemblée sur les priorités à adopter devront constituer un plan stratégique pour permettre aux Nations Unies de lutter contre la pauvreté dans le monde.

28. Parmi les questions méritant l'attention, celle de l'alimentation revêt une importance primordiale, étant essentielle à la survie comme au développement. L'impulsion donnée par la Conférence mondiale de l'alimentation ne doit pas se perdre. Il est vraisemblable que la situation alimentaire de nombreux pays se détériorera à court terme, quelles que soient les décisions prises en matière d'investissements; elle se détériorera aussi à plus long terme si les décisions appropriées ne sont pas prises très vite dans les domaines de la politique et des investissements. La BIRD a accru le soutien financier qu'elle accorde aux projets visant à améliorer la production alimentaire des pays en voie de développement et a pris une part active à l'institution du Groupe consultatif de la production alimentaire et de l'investissement dans les pays en voie de développement. Elle a parrainé la création du Groupe consultatif de la recherche agricole internationale et en est un membre donateur; elle envisage également de travailler en commun avec le Fonds international de développement agricole qui reçoit maintenant un soutien financier important, provenant même pour une part de pays en voie de développement.

29. La production alimentaire des seules régions tempérées ne suffirait pas à nourrir tous les peuples du monde. Mais même si ces régions avaient assez d'excédents, de nombreux pays seraient encore trop pauvres pour financer les importations nécessaires et leur distribution. C'est pourquoi la lutte contre la pauvreté du monde rural est l'un des objectifs centraux de la BIRD et a déjà été amorcée, comme le montre le rapport pour le dernier exercice financier.

30. Bien que les pays en voie de développement aient fait porter leurs efforts sur les investissements dans le domaine de l'éducation, l'analphabétisme n'a pas régressé. Si ces pays n'agissent pas rapidement, aidés par la communauté internationale, pour augmenter et réorienter leurs activités en matière d'éducation conformément aux besoins de leur développement, leurs peuples ne pourront toujours pas, à la fin du siècle, éviter une vie de pauvreté et d'ignorance. La Banque se préoccupe d'aider ces peuples à devenir des agents actifs et efficaces du développement de leur pays.

31. La santé et la nutrition constituent l'un des principaux éléments à prendre en considération. La maladie, la malnutrition, la pauvreté et un taux élevé de natalité sont des facteurs qui se conjuguent et se renforcent les uns les autres. On commence seulement à évaluer leur coût en termes de gaspillage, de moindre efficacité et de productivité réduite; le redressement de cette situation passe moins par des dépenses que par la mise sur pied de programmes et de services appropriés qui mettraient l'accent non sur les seules mesures curatives mais aussi sur l'action préventive et des mesures concernant le milieu, telles que l'approvisionnement de tous, à faible coût, en eau pure. Dans les projets qu'elle finance, la Banque accorde beaucoup plus d'attention à ces aspects et fait appel à l'expérience et aux conseils de l'OMS.

32. La Banque a maintes fois souligné, en public et en privé, qu'il était non seulement possible mais indispensable d'accroître les transferts de ressources des pays développés vers les pays en voie de développement, si l'on veut que ces derniers aient un espoir de résoudre les problèmes fondamentaux auxquels ils sont confrontés. Les récentes études de la Banque montrent que dans la plupart des pays en voie de développement les progrès économiques ont été freinés par les tendances des prix et du commerce au cours des deux dernières années. Compte tenu de ces éléments défavorables et de l'objectif d'un taux de croissance de 6 p. 100 fixé par l'Assemblée générale pour la deuxième Décennie du développement, la Banque estime, se fondant sur des données concernant environ 40 pays en voie de développement, qu'il faudrait que l'apport extérieur de capitaux atteigne au moins 50 milliards de dollars par an au cours des cinq prochaines années, au lieu des 29 milliards dont on disposera vraisemblablement selon les plans actuels. Il est donc urgent que les pays avancés sur le plan économique et ceux qui disposent de larges excédents financiers parviennent à un nouveau consensus et s'engagent à atteindre de nouveaux objectifs en matière de transferts de capitaux. Ils pourraient notamment s'entendre sur un objectif pour corriger le déséquilibre entre les besoins des pays en aide concédée à des conditions favorables et ce qu'ils reçoivent réellement; il serait possible par exemple d'attribuer une part importante de l'aide bilatérale fournie à des conditions très avantageuses — ou la totalité de cette aide — aux pays les plus pauvres, en fonction de leur population. L'examen de la situation dans ces pays qui ont un revenu annuel par habitant inférieur à 200 dollars montre que pour augmenter leur taux de croissance de 4 à 6 p. 100, il suffirait de 2,4 milliards de dollars par an — ou même moins — de ressources extérieures supplémentaires accordées à des taux très avantageux. M. Clark suggère donc que les gouvernements qui sont en mesure de fournir cette aide donnent une priorité immédiate à la réalisation de cet objectif limité.

33. Onze pays industrialisés ou exportateurs de pétrole ont déjà offert de contribuer au futur fonds de subvention des intérêts "troisième guichet" — au moyen duquel on espère fournir 1 milliard de dollars par an au taux avantageux de 4,5 p. 100, en plus des autres opérations de la Banque. Etant donné que les fonds disponibles sont limités, les critères d'éligibilité favoriseront les pays en voie de développement dont le revenu annuel par habitant est inférieur à 375 dollars.

34. La Banque a prévu de prêter environ 40 milliards de dollars entre 1976 et 1980, ce qui représente une augmentation de 58 p. 100 par rapport à la période quinquennale précédente et de 153 p. 100 par rapport à la période antérieure.

35. La cinquième reconstitution des ressources de l'AID commencera sous peu; la quatrième reconstitution avait permis à l'Association d'engager 4,5 milliards de dollars jusqu'au 30 juin 1977, date à laquelle les ressources disponibles seraient toutes engagées. Les gouvernements doivent donc agir à temps pour que la reconstitution réponde aux besoins sans précédents des pays les plus pauvres.

36. Depuis sa fondation, la Banque a joué son rôle dans l'action menée par la communauté internationale pour substituer à l'exploitation économique de jadis un système d'assistance mutuelle dans lequel les plus riches aident les plus pauvres. La demande actuelle d'un nouvel ordre économique international fait clairement ressortir les tâches

qui incombent à tous les membres de cette communauté pour faire face aux besoins de la majorité de l'humanité qui augmentent sans cesse.

37. M. NAVON (Observateur d'Israël), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit qu'à la suite d'un attentat commis le matin même à Jérusalem par des membres de l'Organisation de libération de la Palestine, d'innocents civils ont perdu la vie. Le jour précédent, M. Arafat avait dit dans une interview que l'Organisation de libération de la Palestine irait plus loin encore dans ses actions. L'acte de violence qui vient d'être perpétré parle de lui-même, et on peut dire que ce fut un sombre jour pour les Nations Unies lorsque le Conseil, en autorisant les membres de l'Organisation de libération de la Palestine à siéger en qualité d'observateurs, a non seulement failli à l'observation de ses objectifs proclamés de promotion de la paix, du progrès et de la coopération, mais encore implicitement approuvé les crimes commis par l'organisation en question.

La séance est levée à 16 h 45.

1958^e séance

Lundi 7 juillet 1975, à 10 h 40

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SR.1958

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle (*suite*) [E/5654, E/5665, E/5681 et Add.1 à 4, E/5682, E/5692, E/5699, E/5713]

1. M. M'BOW (Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) dit qu'il est parfaitement conscient du rôle qui revient au Conseil de coordonner les activités du système des Nations Unies dans le domaine économique et social — rôle particulièrement important à une période où chacun sent que quelque chose doit changer dans les rapports entre les nations si l'on veut éviter les tensions génératrices de conflits et supprimer les inégalités de moins en moins tolérables qui affligent le monde. A cet égard, on ne saurait trop insister sur l'importance des problèmes économiques et sociaux dans l'évolution du monde vers un ordre plus juste et plus fraternel. C'est au Conseil qu'il appartient de faire des propositions relatives à l'amélioration de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et à la préparation de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, à la lumière de l'analyse critique des cinq premières années de la deuxième Décennie et de l'évolution des difficultés de politique générale auxquelles se heurte l'application du Programme d'action concernant le nouvel ordre économique international. Comme les autres institutions spécialisées, l'UNESCO attache une

importance particulière au rapport du Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies (E/AC.62/9), car l'instauration de la justice et le renforcement de la paix dépendent tout autant de la volonté des Etats Membres de faire appel aux institutions du système que de l'aptitude de celles-ci à assumer avec efficacité les responsabilités qui leur incombent.

2. On trouvera des informations sur les mesures prises par l'UNESCO en application de la Déclaration et du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international dans le rapport sur les principales activités de l'UNESCO en 1974 (E/5680), dans la partie pertinente du rapport du Secrétaire général (E/5629) et dans la deuxième partie du rapport annuel du CAC pour 1974-1975 (E/5675).

3. En ce qui concerne l'insertion des programmes de l'UNESCO dans l'effort collectif du système des Nations Unies dans le sens exigé par l'instauration d'un nouvel ordre économique international, le rôle incombant à l'organisation pourrait sembler à première vue marginal — sauf en matière de science et de technologie — s'il suffisait, pour instaurer un nouvel ordre économique international, de transformer les pratiques régissant actuellement les rapports économiques entre pays insuffisamment développés et pays industrialisés. Or, le développement ne se limite pas aux seuls échanges commerciaux, il n'est pas non plus synonyme de simple croissance; il doit permettre aux peuples de vivre mieux, dans la plénitude de leur être. Les références

au progrès économique, social et culturel que l'on trouve dans la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, tout comme l'importance accordée aux problèmes de l'analphabétisme, à l'éducation, à la formation et au niveau culturel des populations par la Déclaration et le Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels (voir E/5696, chap. IV)¹, montrent bien que le développement doit être envisagé en tenant compte de la situation et des besoins multiples des peuples, donc selon une approche globale. L'UNESCO estime que son rôle consiste d'une part à contribuer à la mise en place de bases scientifiques et technologiques qui permettent à chaque pays d'utiliser ses ressources naturelles, d'autre part, à faire de l'éducation et de la communication des instruments qui donneront aux populations la possibilité de prendre en main leur propre développement et enfin à permettre à celles-ci d'approfondir leurs valeurs culturelles de façon à provoquer des changements conformes à leurs aspirations.

4. L'importance de la recherche et du développement expérimental dans la transformation des économies modernes est évidente quand on sait que près de 90 p. 100 du potentiel de recherche scientifique et technique du monde se trouvent concentrés dans les pays industrialisés. Les habitants des autres pays continuent de vivre dans le dénuement et parfois sous la menace de la famine parce qu'ils ne bénéficient pas encore d'un développement endogène de la science et de la technique, condition indispensable à l'implantation de l'industrie et à la modernisation de l'agriculture. A long terme, la solution au problème crucial du transfert de la science et de la technologie et de l'élaboration de technologies appropriées à chaque peuple passe par une autonomie scientifique et technique qui doit permettre à chaque pays de participer au progrès général des connaissances, d'identifier les problèmes d'ordre scientifique et technique qui contrarient son développement et les zones où la science et la technologie permettraient des progrès substantiels, d'élaborer des techniques appropriées à ses conditions et à ses ressources, de choisir et d'adapter les connaissances et les procédés dont l'acquisition par transfert paraît justifiée dans le cadre de la politique scientifique et technologique nationale, et de développer les mécanismes nationaux destinés à stimuler la circulation de l'information scientifique et technologique et le transfert des connaissances ainsi que leur liaison avec des mécanismes régionaux et internationaux correspondants.

5. C'est pourquoi l'UNESCO accorde un haut degré de priorité à l'édification de l'infrastructure scientifique et technique des pays en voie de développement, sur la base de politiques scientifiques et technologiques authentiquement nationales. Elle développe aussi son action par la voie de l'éducation générale et spécialisée ainsi que par la diffusion de l'information. Le développement d'un système mondial d'information scientifique et technique articulé sur des sous-systèmes régionaux et des centres nationaux compatibles avec des systèmes parallèles créés dans des domaines voisins est déjà une des tâches prioritaires de l'UNESCO dans le cadre du programme UNISIST.

6. En matière d'éducation et d'information, M. M'Bow attire l'attention du Conseil sur la lutte contre la pauvreté qu'il considère comme un aspect majeur du nouvel ordre économique international. L'éducation et la communication doivent contribuer à donner aux populations le savoir et le savoir-faire leur permettant de mieux lutter contre la maladie, la malnutrition et les mauvaises conditions de vie et doivent leur permettre en même temps de prendre pleinement conscience de leur condition et d'acquérir la volonté et les moyens de participer au changement de la société. C'est dire l'importance qu'attache l'UNESCO à l'insertion des systèmes éducatifs dans les réalités économiques, sociales et culturelles de chaque pays, afin que le développement serve non une minorité mais la masse profonde des peuples. Il s'agit de faire de l'éducation un instrument privilégié du changement et un processus permanent tant pour les enfants que pour les adultes. Bien que tout enseignement ne passe pas nécessairement par la maîtrise de l'écriture et de la lecture, il n'en reste pas moins que l'analphabétisme empêche des millions d'êtres humains d'accéder aux sources de connaissances de leur choix et d'exercer pleinement certains de leurs droits. Les projections de l'UNESCO selon lesquelles le nombre des analphabètes dans le monde s'élèvera, en 1980, à 820 millions, la plupart dans les pays en voie de développement, montrent l'ampleur du problème. Bien que ses moyens soient dérisoires, l'UNESCO s'efforce de mettre à la disposition de la communauté internationale, comme de chacun des Etats membres, l'expérience qu'elle a accumulée depuis trente ans, tant dans la méthodologie que dans l'organisation de campagnes massives d'élimination de l'analphabétisme. Mais si les concours extérieurs sont indispensables, la victoire sur l'analphabétisme ne peut procéder que de la volonté politique du gouvernement de chaque pays. Des exemples existent qui témoignent que chaque fois qu'un gouvernement s'est attaqué au problème parce qu'il constituait un préalable à d'autres transformations sociales, les résultats ont été positifs.

7. Quel que soit l'aspect de l'action en faveur du développement que l'on envisage, le facteur le plus important réside dans une prise de conscience des problèmes à résoudre et dans la volonté des gouvernements et des peuples. La conscience de l'identité culturelle, liée à une mobilisation sociale, est un facteur primordial d'indépendance et de développement national. C'est en approfondissant sa culture nationale, en mettant en évidence ses valeurs propres, que chaque pays pourra protéger sa personnalité contre les risques de nivellement tout en apportant sa contribution au progrès général de l'humanité. Seules des populations éclairées capables de dominer leurs problèmes et rendues à l'authenticité de leurs cultures dans ce qu'elles comportent d'enracinement à soi, en même temps que d'ouverture aux autres, pourront déterminer les voies de leur développement et dialoguer avec autrui sur un pied d'égalité. Voilà pourquoi, dans l'esprit de l'UNESCO, l'éducation, la science, la culture et l'information sont et doivent demeurer liées et sont au cœur du développement, dans son processus comme dans sa finalité, et pourquoi aussi l'UNESCO est investie de responsabilités particulières pour la protection du droit à l'éducation, à l'information et à la culture, dont l'extension à tous les hommes constitue aussi l'un des grands objectifs d'un nouvel ordre économique international.

¹ Adoptés par la deuxième Conférence générale de l'ONUDI, le 26 mars 1975.

8. Abordant ensuite certains problèmes généraux relatifs au nouvel ordre économique international ainsi qu'à la restructuration du système des Nations Unies, M. M'Bow souligne qu'ils doivent être conçus comme une entreprise globale. Il y a eu jusqu'à présent tendance à envisager séparément des questions telles que la population, l'alimentation, les ressources naturelles, la science et la technologie, la culture, la santé, la situation de la femme, l'environnement, les droits de l'homme ou les problèmes monétaires et commerciaux; c'est au contraire en prenant en considération les interactions de ces problèmes dans une perspective mondiale que l'on pourra faire passer dans les faits les principes d'équité et de respect mutuel qui sont à la base du nouvel ordre international.

9. Cependant, on peut se demander si le système des Nations Unies, avec ses compétences et ses moyens actuels, est en mesure de s'acquitter des tâches qui seraient nécessaires à l'instauration du nouvel ordre international. Les rapports économiques et politiques internationaux reposent sur des structures de pouvoir dont l'efficacité peut être mise en doute quand il s'agit d'établir un système de relations qui puisse assurer le bien-être croissant de tous les peuples. Pourtant, il semble bien que c'est dans le cadre du système actuel, mais en en corrigeant les anachronismes, qu'il importe de chercher les voies par lesquelles pourrait être donné effet aux résolutions de l'Assemblée générale. Certes, il convient d'utiliser au mieux les ressources actuellement disponibles mais force est de constater que celles-ci sont notoirement insuffisantes. Les Nations Unies devraient prolonger leur politique de pré-investissements par une politique d'investissements sélective qui tienne compte d'un ordre de priorité dans le cadre mondial et qui devrait être régulatrice, c'est-à-dire tendre à établir un correctif aux flux d'investissements dirigés vers les pays ou les régions où l'on escompte les rendements les plus élevés et les plus rapides.

10. Pour répondre aux aspirations de la communauté internationale, ou bien les organismes de financement actuels doivent recevoir une dimension et une orientation nouvelles, ou bien il faut envisager la création, au sein du système des Nations Unies, d'un fonds spécialement destiné à recueillir, gérer et utiliser, en coopération avec les institutions spécialisées, les ressources indispensables à cette vaste entreprise. Pour associer les efforts en faveur des pays du tiers monde et ceux qui visent à atténuer les effets de la récession et de la crise économique mondiale dans les pays industrialisés, c'est vers ce nouveau fonds que devraient converger les ressources et notamment celles que permettrait de dégager une réduction des armements. L'instauration d'un nouvel ordre économique international ne peut réussir que si elle est associée à une stratégie de pacification planétaire fondée sur le respect de la souveraineté de chaque peuple et sur la renonciation définitive à l'immixtion, sous quelque forme que ce soit, dans les affaires intérieures des nations. Le fonds pourrait, dans ce contexte, se fixer comme objectif d'associer la reconversion d'une économie de guerre en économie de paix au développement des activités relatives au nouvel ordre économique international. Il pourrait être aussi financé par d'autres moyens, par exemple, ainsi que la France l'a suggéré, par un engagement des pays développés d'affecter à un programme à moyen terme d'aide au développement une partie

substantielle de la plus-value sur l'or restituée par le FMI à ses membres, ou par l'utilisation des profits de l'exploitation des ressources minérales, notamment de celles du fond des océans et de leur sous-sol.

11. Pour que le système des Nations Unies puisse faire face aux exigences du nouvel ordre international, des modifications de structure seront nécessaires. Il faudrait accroître la représentativité des États dans les organes directeurs des institutions des Nations Unies, afin de renforcer la légitimité de ceux-ci au moment où ils assumeraient les vastes et délicates fonctions rendues nécessaires par l'édification d'un nouvel ordre. Il y aurait lieu également d'améliorer la coordination entre les institutions, afin d'augmenter leur efficacité et leur autorité sur les relations économiques dans la communauté internationale.

12. D'après M. M'Bow, les Nations Unies devraient assumer trois fonctions nouvelles : il s'agirait, tout d'abord, d'effectuer des études exhaustives sur la situation actuelle, sans limitations d'aucune sorte, afin de mettre en évidence la nature des problèmes de tous ordres qui se posent aux pays en voie de développement, compte tenu tant des facteurs intérieurs que des facteurs extérieurs, et aussi des études de prospective pour préciser les options fondamentales qui s'offrent à la communauté internationale, qui pourraient servir à guider l'orientation des flux de ressources. La deuxième fonction serait de faciliter la concertation entre États ou groupe d'États sur certains aspects du Programme d'action, tels que les flux économiques et financiers, les flux scientifiques et techniques, les flux d'informations et l'obtention des ressources nécessaires. Enfin, les Nations Unies devraient établir des plans à long terme par des méthodes plus élaborées que la définition d'objectifs quantitatifs globaux tels qu'ils figurent dans la Stratégie internationale du développement.

13. M. M'Bow a déjà eu l'occasion, lors des réunions communes du CCPP et du CAC, de faire connaître son opinion au sujet du rapport du Groupe d'experts intitulé "Nouvelle structure des Nations Unies pour la coopération économique internationale." Tout en rendant hommage au travail si fructueux des experts, il regrette toutefois que, ainsi qu'il est indiqué dans la préface à ce document, les membres du groupe n'aient pas eu le temps de procéder à quelques consultations avec les chefs de secrétariat ou les représentants des différentes institutions, ce qui aurait certainement permis de mieux élucider certains problèmes.

14. Et pourtant, pour que l'Assemblée générale puisse jouer pleinement le rôle directeur qui lui revient dans l'ensemble du système, il est essentiel que les institutions spécialisées soient à même de participer, dans les domaines de leur compétence, à la préparation des sessions extraordinaires de l'Assemblée consacrées aux grands problèmes mondiaux et à la mise en œuvre de leurs décisions. Mais si, comme semble le penser le Secrétaire général de l'ONU, ces grands problèmes continuaient à être discutés dans le cadre de conférences *ad hoc*, les institutions spécialisées devraient jouer un rôle principal dans leur préparation comme dans leur déroulement. Quant au Conseil économique et social, pour qu'il puisse assumer le rôle essentiel qui lui incombe, à savoir définir des politiques globales et des priorités et coordonner les activités des

institutions spécialisées, celles-ci devraient pouvoir, comme il ressort d'ailleurs du paragraphe 52 du rapport, participer pleinement à l'élaboration de ses décisions. Or, il semble que le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies ait parfois tendance à s'interposer entre le Conseil et les institutions spécialisées, si bien que ces dernières ont trop souvent le sentiment d'être cantonnées dans un rôle subordonné, voire d'être de simples spectateurs. Il faudrait par ailleurs que soit abordé le problème des ressources mises à la disposition de ces institutions. Trop fréquemment, en effet, le Conseil et l'Assemblée générale adoptent des résolutions qui assignent des tâches précises aux institutions sans se préoccuper de savoir comment trouver les moyens nécessaires à leur exécution.

15. D'un autre côté, le libellé du paragraphe 150 du rapport, dans lequel le Groupe d'experts suggère que les projets opérationnels pourraient être confiés non seulement aux institutions spécialisées, mais encore à divers autres organismes, afin de réaliser le maximum d'économies, laisse M. M'Bow perplexe. Tout d'abord, il ne connaît pas d'exemples dans la sphère d'activité de son organisation où les coûts aient été moindres quand il était fait appel à des institutions privées. D'autre part, le problème de la qualité et celui des garanties politiques se pose. Sans contester la nécessité de repenser les méthodes appliquées dans l'action opérationnelle pour rompre avec le paternalisme, M. M'Bow ne pense pas que c'est en ignorant les institutions spécialisées compétentes que l'on pourra réellement servir les intérêts des Etats Membres.

16. En ce qui concerne la science et la technique, qui occupent une place de choix dans les domaines de compétence de plusieurs institutions spécialisées, et surtout de l'UNESCO, M. M'Bow convient qu'il est souhaitable d'harmoniser les actions. Le Conseil exécutif de l'UNESCO s'est déclaré favorable à l'élaboration d'une "politique des Nations Unies harmonisée et progressivement intégrée... dans le domaine de la science et de la technique", affirmant en outre que "le domaine de la science et de la technologie devrait être choisi comme une des zones de programme où seront entreprises, à titre d'expérience, des activités de planification commune interorganisations". Le Conseil exécutif a par ailleurs invité le Directeur général à attacher une importance particulière à la nécessité, pour le secrétariat de l'UNESCO, conformément à la responsabilité constitutionnelle de l'organisation dans ce domaine, de demeurer étroitement associé à la préparation et à l'élaboration des activités et des programmes relatifs à la science et à la technique dans l'ensemble du système des Nations Unies, particulièrement dans le cadre de l'instauration d'un nouvel ordre économique international. L'action de l'UNESCO dans ce domaine ne pourrait être pleinement efficace sans une coopération étroite non seulement avec les autres organisations du système des Nations Unies, mais aussi avec la communauté scientifique mondiale avec laquelle l'UNESCO n'a d'ailleurs jamais cessé d'avoir des relations suivies. En ce qui concerne la question plus spécifique de la coordination inter-institutions, l'UNESCO invite depuis très longtemps les autres organisations du système à participer non seulement à la réalisation mais même à l'élaboration de certains de ses programmes, où les aspects pluri-disciplinaires sont particulièrement importants. On trouvera des exemples de cette coordination dans

le rapport du CAC sur les sciences de la mer et leurs applications (E/5676). L'orateur ne peut donc qu'exprimer son étonnement à l'idée de la création de nouvelles institutions en matière de science et de technologie, et voit mal pourquoi le Secrétaire général devrait être assisté d'un conseiller dans le domaine des sciences et non dans d'autres domaines spécialisés comme la santé, l'éducation, l'industrie ou l'agriculture. Ce rôle de conseiller du Secrétaire général revient aux institutions spécialisées compétentes et, pour ce qui est de la science en général, à l'UNESCO. Si le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et le Conseil économique et social éprouvent le besoin de solliciter l'avis d'hommes de science, ils pourraient s'adresser aux institutions techniquement compétentes plutôt que recourir à des groupes de spécialistes réunis sur une base *ad hoc*. L'UNESCO est en tout cas tout à fait en mesure de fournir, éventuellement en collaboration avec d'autres institutions spécialisées, les avis dont le Conseil aurait besoin en matière scientifique. La viabilité du système des Nations Unies dépend de l'aptitude des sous-systèmes qui le constituent à agir ensemble, chacun apportant sa contribution à l'œuvre commune, en fonction de ses compétences particulières. L'harmonisation et la coordination sont, au niveau politique, de la compétence du Conseil; elles relèvent, au niveau technique, du CAC. Mais ce sont les Etats Membres qui, par les délégations qu'ils envoient dans les instances délibérantes des différentes institutions, sont responsables en définitive de l'orientation et du contenu du programme de chaque institution. Peut-être serait-il souhaitable que chaque Etat Membre de l'ONU s'efforce d'harmoniser les points de vue de ses différentes délégations pour parvenir à une plus grande cohérence et à une meilleure utilisation des ressources.

17. Il y a trente ans naissait l'ONU, au terme d'une guerre meurtrière qui avait ravagé tant de pays, fait des millions de victimes, détruit d'immenses ressources et qui avait démontré, entre autres, que l'on pouvait s'opposer à la force brutale et que la volonté des peuples importait plus que tout dans la marche de l'histoire. L'idée de fonder les relations internationales sur la tolérance, la compréhension mutuelle et la coopération s'est imposée et, avec la création de l'Organisation des Nations Unies, naissait l'espoir de voir s'établir un monde de paix et de justice où seraient reconnus les droits de chacun et où les fruits du progrès profiteraient à tous. Trente ans après, le bilan est, à bien des égards, éminemment positif. La guerre a pu être évitée et de grands progrès ont été accomplis dans tous les domaines de la vie. Des nations longtemps dominées ont pu accéder à l'indépendance, démontrant une fois de plus qu'aucune force ne peut endiguer la volonté des peuples. Mais la reconnaissance du droit de l'humanité à la liberté n'a pu être obtenue qu'au prix de grandes souffrances. Il existe, aujourd'hui encore, trop de misères accumulées dans un grand nombre de pays, de violences gratuites, d'atteintes aux droits humains, même dans les sociétés qui se disent les plus policées.

18. M. M'Bow se demande s'il ne faudra pas d'autres morts, d'autres ruines pour que les peuples encore asservis retrouvent enfin la liberté. S'il ne faudra pas d'autres luttes cruelles pour que tous ceux qui souffrent encore des préjugés raciaux, de l'*apartheid* ou qui sont confinés dans la marginalité recouvrent leur dignité d'homme. S'il ne faudra

pas d'autres tensions plus vives encore, d'autres affrontements plus meurtriers pour que l'humanité débarrassée de tout esprit de domination ou d'exploitation entame enfin sa marche vers le bien-être pour tous, dans la liberté et dans la justice. Il faut espérer que le monde saura trouver la voie de la sagesse pour porter remède aux injustices et se montrer réellement déterminé à mettre fin aux graves disparités qui existent entre les zones de prospérité et d'abondance, voire de gaspillage, et les zones de pauvreté et de misère. C'est seulement à cette condition que le monde connaîtra enfin une ère de paix, fondée sur une appréciation mutuelle et une réelle solidarité entre les peuples et les nations. Pour répondre aux aspirations des peuples, la communauté internationale et toutes les communautés nationales se doivent d'élever à un niveau sans précédent leur capacité à réfléchir sur elles-mêmes, et elles doivent tirer de cette réflexion une claire compréhension des conditions de leur changement ainsi que la volonté de prendre les décisions nécessaires. C'est cette vision qui, définie sous la forme de stratégies et de programmes, permettra à une société mondiale transformée de progresser. Ce sont les succès et aussi les échecs mêmes de cette entreprise qui nourriront une réflexion plus poussée, grâce à laquelle l'humanité verra enfin s'ouvrir devant elle une ère où elle pourra consciemment construire son histoire.

19. M. ÅLGÅRD (Norvège) dit que son gouvernement estime qu'à la présente session, qui revêt une importance particulière, les délégations devraient renoncer aux déclarations de caractère général et indiquer clairement de quelle manière concrète elles ont l'intention de contribuer au succès de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, et quels changements elles estiment qu'il faudrait apporter à la Stratégie internationale du développement pour en faire un instrument efficace dans l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Les consultations officieuses se prêteraient mieux que les grandes séances plénières formelles à ce genre de travail. La délégation norvégienne pense donc que les délégations devraient dès maintenant s'attaquer au travail concret et constructif qui attend le Conseil depuis que lui a été confié le rôle principal dans les préparatifs de l'événement le plus important de l'année en matière de coopération économique internationale et de développement, à savoir la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale.

20. Cette session extraordinaire doit être préparée avec soin si l'on veut que les décisions puissent y faire l'objet d'un large consensus, encore que — comme on a pu le dire à une réunion officieuse du Comité préparatoire — les meilleurs préparatifs soient inutiles s'il n'y a pas derrière une volonté politique. Compte tenu des travaux qui ont déjà été accomplis, de nouvelles déclarations d'intention seraient superflues. Les gouvernements qui souhaitent expliquer leur position sur tel ou tel point de principe ont eu amplement l'occasion de le faire. Le moment est maintenant venu de mettre à l'épreuve la volonté politique des délégations et de voir si des résultats concrets pourront être obtenus sur le nombre limité de questions hautement prioritaires qu'il a été convenu de soumettre à l'Assemblée générale à sa session extraordinaire.

21. Le Gouvernement norvégien a participé activement aux travaux préparatoires et aux consultations officieuses et

pense aussi qu'il y a place pour un certain optimisme prudent. Néanmoins, il y aura incontestablement des négociations nombreuses et serrées à mener si l'on espère parvenir à des résultats susceptibles de contribuer à changer fondamentalement les relations entre pays riches et pays pauvres. Même dans ce monde où les pays sont de plus en plus interdépendants, les intérêts nationaux demeurent, intérêts pour lesquels les gouvernements sont immédiatement responsables vis-à-vis de leurs peuples. La tâche du Conseil est d'éviter que ces intérêts nationaux ne soient interprétés de façon trop étroite, et d'aider à promouvoir une meilleure compréhension des intérêts bien compris de chaque Etat, dans une communauté mondiale qui verra disparaître progressivement les causes de rivalité à mesure que s'instaurera un processus conduisant à une plus grande égalité et une meilleure justice sociale.

22. Le Gouvernement norvégien approuve pleinement les principes de base du nouvel ordre économique international. Ces principes sont à la base de la politique gouvernementale de la Norvège, qui est axée sur un développement maximal de l'égalité des chances pour tous les citoyens. Ceci explique que la Norvège n'ait aucune difficulté à s'associer et à participer activement aux initiatives, plans d'action et programmes qui se fondent sur la demande justifiée des pays en voie de développement d'obtenir une redistribution des richesses existantes et une part accrue de la croissance économique. Le Gouvernement norvégien s'est toujours senti lié par les objectifs de la Stratégie internationale du développement, qui fournit les lignes directrices générales pour les politiques globales en matière de coopération économique internationale pour le développement. La Stratégie a été la première tentative sérieuse faite par la communauté internationale pour aborder les problèmes multiples du développement de façon systématique et globale. Le fait que le processus de développement ait été reconnu comme étant la responsabilité commune de toutes les nations — riches et pauvres — est particulièrement encourageant, et la délégation norvégienne regrette profondément qu'au moment où, à mi-chemin, on fait le point et on évalue la Stratégie, on s'aperçoive que les espérances initiales étaient trop élevées. En ce qui concerne l'aide publique au développement, la situation actuelle est plus mauvaise qu'elle ne l'était au début de la Décennie. Qui plus est, le CPD, à sa onzième session, a pu conclure que les mesures de politique commerciale réclamées dans la Stratégie n'avaient pas encore été mises en application (E/5671, par. 97). La délégation norvégienne est d'accord avec le Président qui déclarait, à la fin de la cinquante-huitième session du Conseil (1952e séance), que le monde devait mettre de l'ordre dans ses priorités.

23. Le Gouvernement norvégien tend à considérer les décisions prises à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale comme une réaction aux insuffisances de la Stratégie internationale du développement. Cependant, il ne pense pas que la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, ou la Charte des droits et devoirs économiques des Etats rendent la Stratégie superflue. Bien au contraire, le Gouvernement norvégien partage le point de vue du CPD, selon lequel ces décisions n'ont fait que rendre le problème plus urgent (E/5671, par. 12). La Stratégie a un

rôle important à jouer dans l'instauration du nouvel ordre économique international, et il appartient désormais au Conseil de revoir la Stratégie à la lumière des décisions récentes, sans lui laisser perdre son caractère opérationnel. Le projet préparé par le Groupe des Soixante-Dix-Sept (E/5693, annexe IV) constituerait une base excellente à une telle révision.

24. Le Gouvernement norvégien attache une importance particulière à l'accent mis, dans la Stratégie internationale du développement, sur les aspects sociaux du développement. Dans un pays comme la Norvège, qui croit à une conception égalitaire de la société, il serait impossible d'obtenir l'appui du public pour un effort de développement qui ne viserait pas à éliminer doublement l'injustice sociale, tant entre les nations qu'au sein de celles-ci. L'instauration d'un nouvel ordre économique international devrait donc s'accompagner d'efforts pour créer de nouveaux ordres économiques nationaux tendant à promouvoir la justice sociale aussi bien dans les pays en voie de développement que dans les pays développés.

25. Le Gouvernement norvégien a soumis récemment au Parlement un rapport sur ses relations économiques avec les pays en voie de développement. Bien que la Norvège soit très attachée à la réalisation de l'objectif de la Stratégie en matière d'aide publique au développement, le Gouvernement norvégien reconnaît que le problème est plus vaste, comme le reflète le plus récent Programme d'action. Il se rend parfaitement compte que la volonté politique fluctuante des pays développés est une base bien fragile pour réaliser le transfert de ressources dont les pays en voie de développement ont besoin pour mettre en application leur programme de développement. Il est donc nécessaire de trouver un système de transfert des ressources plus automatique.

26. Le Gouvernement norvégien n'a eu aucune difficulté à accepter, pour la septième session extraordinaire, un ordre du jour se fondant sur la liste provisoire de questions présentée officieusement par le Groupe des Soixante-Dix-Sept. La délégation norvégienne a participé aux consultations sur la base de cette liste et serait prête à le refaire. Dans le rapport qui a été présenté au Parlement norvégien, toutes les questions de fond énumérées étaient reprises. La délégation norvégienne se joindra très volontiers aux autres délégations pour tenter d'aboutir à des décisions recueillant un large consensus à la session extraordinaire. Il n'y a pas de temps à perdre. Si le Conseil n'arrive pas à jeter les bases sur lesquelles ce large consensus pourrait se faire, c'est une occasion unique qui risque d'être perdue. On aboutira — au mieux — à l'adoption de résolutions vis-à-vis desquelles des parties importantes ne se sentiront pas engagées ou — au pire — à des affrontements ouverts qui ne profiteront à personne. M. Ålgård espère donc très sincèrement qu'un nombre suffisant de délégations auront comme lui-même conscience de l'urgence de la situation pour permettre au Conseil de franchir une étape décisive à la présente session.

27. Au prime abord, le Gouvernement norvégien a vu dans le rapport du Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies un grand projet qui permettrait de renforcer le rôle des Nations Unies dans le domaine économique et social. Plusieurs propositions

précises qui y figurent correspondent aux idées du Gouvernement norvégien, notamment celles qui visent à renforcer le rôle du Conseil. Ce rapport est étudié attentivement par le Gouvernement norvégien qui estime, lui aussi, que l'on aurait tort de manquer cette occasion de réviser la structure de l'ONU de façon à en renforcer l'efficacité et à aboutir à un système mieux armé pour servir les Etats Membres. En dernier ressort, toutefois, tout dépendra des résultats concrets qui pourront être obtenus sur le fond. Les questions politiques brûlantes qui se posent à l'heure actuelle demandent une action politique; elles ne pourront pas être résolues par des réformes de structure.

28. Il faudrait que le Conseil prépare le terrain de façon que la septième session extraordinaire soit une large rencontre d'idées. Il devrait s'employer à définir les objectifs fondamentaux dans les différents domaines énumérés par le Groupe des Soixante-Dix-Sept, et laisser à des organes subsidiaires plus spécialisés le soin de trouver les moyens et méthodes à employer pour mettre en pratique ces politiques. L'heure n'est plus aux déclarations de principe: ce qu'il faut entreprendre maintenant, c'est le long et laborieux processus qui permettra d'intégrer, dans la vie de tous les jours des hommes de la rue du monde entier, ces déclarations de principe, programme d'action, stratégies et chartes qui incarnent la promesse d'un ordre économique international nouveau et meilleur.

29. M. HASHMI (Observateur de l'Inde), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit que les déclarations faites devant le Conseil ont fait ressortir la justesse de certaines prémisses fondamentales sur lesquelles il est essentiel de parvenir à un accord. La délégation de l'Inde estime que pour examiner et évaluer la Stratégie internationale du développement et préparer la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, il y a indiscutablement quatre éléments qu'il ne faut pas perdre de vue: l'interdépendance des nations, la responsabilité collective, la démocratisation internationale du processus de prise des décisions et l'adoption d'une formule intégrée pour résoudre les divers problèmes.

30. La crise économique a une fois de plus mis en évidence l'interdépendance du monde moderne, dans lequel les décisions prises par un Etat ont nécessairement des répercussions sur les autres. Le corollaire de cette interdépendance est la responsabilité collective de tous les Etats, mais cette responsabilité doit s'exercer conformément au principe de l'égalité souveraine de tous les Etats, car les décisions ne sauraient être viables sans l'accord volontaire de tous les Etats, fondé sur une égalité parfaite. Les événements récents ont aussi montré que des mesures partielles en temps de crise étaient insuffisantes et leurs effets éphémères. Il importe donc d'envisager les problèmes, qu'ils aient ou non atteint un point critique, sous un angle global, pour que les solutions apportées dans un domaine ne soient pas contrariées par des faits imprévus dans un autre.

31. L'Organisation des Nations Unies est sans aucun doute l'instance la mieux à même de tenir compte, comme il convient, des quatre éléments visés plus haut, car elle a un caractère démocratique et universel. C'est seulement dans le cadre de cette organisation que les Etats voudront bien renoncer à leurs intérêts étroits et à court terme au profit

d'une vue plus générale et des intérêts à long terme du monde entier.

32. On a beaucoup parlé de la nécessité d'accorder les structures mondiales à l'évolution des besoins et à la prise de conscience actuelle. On a notamment avancé l'idée que les Etats qui avaient récemment acquis des réserves devaient s'en séparer, pour que le monde puisse être reconstruit sur de nouvelles bases. Certains estiment aussi que la protection de l'environnement a en soi une importance telle que le développement des nations les plus pauvres peut être remis à plus tard, et d'autres encore ont également des propositions à faire pour surmonter les difficultés. M. Hashmi propose de rappeler certains éléments fondamentaux de la vie moderne pour débarrasser le débat sur la transformation des structures mondiales d'une pléthore de solutions inutiles ou inopportunes.

33. Le premier fait saillant de la situation économique mondiale est que 70 à 80 p. 100 du commerce mondial sont encore assurés par 16 grands pays industrialisés membres de l'OCDE; la plus grande partie de ce commerce s'effectue entre ces pays eux-mêmes, lesquels achètent néanmoins aux pays en voie de développement certains produits de base peu coûteux, irremplaçables ou exotiques; mais, sauf pour le pétrole, les quantités qu'ils achètent sont plus que compensées par leurs exportations vers les pays en voie de développement. En second lieu, près de 95 p. 100 des capitaux privés dirigés vers les pays en voie de développement viennent aussi de ces 16 pays et représentent une source de revenu appréciable pour leurs investisseurs. Troisièmement, pour des raisons historiques et techniques, les exportations des pays en voie de développement dépendent des marchés des pays développés; l'accès à ces marchés a donc une importance capitale pour le commerce extérieur des pays en voie de développement. Quatrièmement, à la fin de 1974, sur une réserve globale totale de 181 milliards de DTS, 115 milliards étaient entre les mains des pays développés. On a récemment montré que ce n'est pas tant l'augmentation du prix du pétrole que le fait que 97 p. 100 de ces réserves soient allés à 27 pays développés et 3 p. 100 seulement à 99 pays en voie de développement qui a alimenté l'inflation mondiale la plus grave de l'histoire de l'humanité. Cinquièmement, malgré leurs réserves nouvellement acquises, tous les pays membres de l'OPEP sont encore des pays en voie de développement, si l'on considère des critères tels que le revenu par habitant, la part des articles manufacturés dans le PNB, les importations nettes de produits agricoles, la vulnérabilité des structures importations/exportations et les taux d'alphabétisme. Ces pays ont donc besoin des liquidités qu'ils viennent d'acquérir, au prix d'une diminution de leurs ressources naturelles pour assurer leur propre développement. Ce qui rend un pays riche, ce n'est pas simplement la possession de liquidités, mais toute une infrastructure de biens et de services économiques, industriels et techniques.

34. La transformation des structures économiques mondiales incombe essentiellement à ceux qui les contrôlent plutôt qu'à ceux qui manquent, sur le plan économique ou technique, des moyens nécessaires pour améliorer la situation. Il conviendra de tenir compte de ces faits lors de l'examen et de l'évaluation de la Stratégie internationale du développement à mi-chemin de la Décennie; la proposition

préliminaire, présentée par le Groupe des Soixante-Dix-Sept au Comité de l'examen et de l'évaluation (E/5693, annexe IX), a été élaborée en ce sens. On avait espéré que le respect des objectifs et du calendrier prévus par la Stratégie, première entreprise lancée conjointement à l'échelle mondiale par les pays riches et les pays pauvres, serait automatique, mais un grand nombre des objectifs qui avaient été arrêtés de plein gré n'ont pas été atteints, parce que les pays développés ont choisi de ne pas en tenir compte. La délégation indienne au Conseil et à la trentième session de l'Assemblée générale s'emploiera à ce que soit regagné le terrain perdu et renouvelé l'engagement pris d'atteindre les objectifs fixés.

35. Le texte de la Déclaration et du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international et celui de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats ont été taxés de radicaux : ils le sont sans aucun doute en ce sens qu'ils remettent en question les fondements traditionnels des structures mondiales jusqu'à aujourd'hui. La situation actuelle appelle une action énergique. Ce que les pays en voie de développement demandent, c'est non une redistribution des richesses qui existent, mais simplement le droit à une part de l'expansion future. Les événements récents ont montré qu'il était impossible d'ignorer que les structures actuelles n'étaient plus viables. Il convient de donner, à la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, un grand élan au processus qui a démarré avec la sixième.

36. Ceux qui étudient l'histoire de l'économie sont conscients des luttes que les travailleurs des pays industrialisés de l'Ouest ont eu à mener pour obtenir le droit de s'organiser eux-mêmes et d'obtenir une part des fruits de la croissance économique. La négociation collective, la sécurité sociale, l'indemnisation du chômage et le salaire garanti ont été tenus pour des machinations en vue de saboter le capitalisme. On a récemment constaté, toutefois, qu'ils ne menaçaient pas nécessairement le bien-être de ceux dont la position dans la hiérarchie était mise en cause. Les économies des pays industrialisés de l'Ouest ne sont devenues florissantes qu'au fur et à mesure que se développait la base de production et de consommation des participants. Un système fondé sur la justice sociale apporte la prospérité à tous et ne revient pas simplement à priver l'élite de ses privilèges.

37. Le moment est venu de conclure à l'échelle du monde un pacte qui assurerait aux nations les plus pauvres et aux classes les plus défavorisées de chaque société la possibilité de mener une vie digne de l'être humain. C'est là ce que signifie véritablement libérer l'homme du besoin. La délégation indienne est disposée à contribuer à la réalisation de cet objectif. L'Assemblée générale, à sa septième session extraordinaire, doit déclarer clairement et sans équivoque que, dans l'ensemble, la nouvelle structure mérite d'être mise en place et qu'il y a la volonté politique d'agir à cette fin. Les négociations de caractère technique menées dans d'autres instances seront vaines en l'absence de progrès tangibles et rapides vers la concrétisation de cette volonté politique et la mise au point, dans ses grandes lignes, de ce pacte mondial. Aucun problème n'est insoluble, si la volonté de le résoudre existe. S'il y a accord sur les faits et si les leçons sont tirées de l'histoire, la septième session

extraordinaire sera sans aucun doute un succès. Son échec aggraverait les problèmes et mettrait en question la crédibilité des Nations Unies. La délégation indienne espère travailler avec toutes les autres délégations dans un esprit de sincérité et d'objectivité.

38. M. HJORTH-NIELSEN (Danemark) dit que la délégation danoise approuve la description que le représentant de l'Italie (1956e séance) a donnée de l'esprit dans lequel la Communauté économique européenne aborde la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale en vue de contribuer à l'instauration d'un ordre économique international plus juste. Le Secrétaire général a déclaré à juste titre dans son rapport sur le développement et la coopération internationale au Comité préparatoire (E/AC.62/8) que les perspectives de la coopération internationale pour le développement dépendent non seulement de la manière dont la Stratégie internationale du développement et le Programme d'action seront appliqués, mais également de l'ampleur et de l'intensité des problèmes qui préoccupent les pays les plus avancés (*ibid.*, par. 21). Ceux qui pensaient que la présente récession serait dure et longue ont malheureusement vu se concrétiser leurs appréhensions. Le brusque déclin des activités économiques entraînera certainement une baisse du PNB réel dans la plupart des pays industrialisés occidentaux en 1975, et les perspectives de croissance pour 1976 sont modestes comparées aux tendances de l'après-guerre dans la plus grande partie du monde.

39. Cette évolution a eu de lourdes conséquences pour les petits pays industrialisés comme le Danemark qui, après une longue période où le plein emploi était presque réalisé, connaît maintenant son taux de chômage le plus élevé depuis la fin de la seconde guerre mondiale — taux qu'il ne pourra tolérer que pendant une courte période de réajustement et avec la plus grande réticence sur le plan politique. En même temps, la forte hausse des prix à l'importation, notamment dans le secteur de l'énergie, a créé des difficultés pour contenir le déficit de la balance des paiements, qu'il ne sera possible de maintenir que pendant une période limitée et seulement en recourant à des emprunts importants qui alourdisent considérablement le service de la dette. Tout cela a entraîné une réduction inévitable des dépenses budgétaires, notamment dans le secteur de l'enseignement et des services sociaux.

40. Malgré ces contraintes sévères qui pèsent sur son économie, le Danemark a accru son aide publique au développement en 1974 pour la porter à 0,54 p. 100 du PNB, et il se propose d'atteindre d'ici la fin de la décennie l'objectif de 0,7 p. 100 fixé dans la Stratégie internationale du développement. Le Danemark a décidé d'accroître son assistance non seulement pour atteindre l'objectif convenu mais également parce qu'il estime que l'assistance au développement est une forme de coopération internationale qui, pendant longtemps, restera le principal instrument d'aide aux pays en voie de développement les moins avancés et les plus durement éprouvés.

41. La délégation danoise est entièrement d'accord avec le Secrétaire général pour penser que la Stratégie internationale du développement n'a pas permis d'atteindre les deux objectifs quantitatifs clés qui ont été fixés, l'un sur le

plan international, l'autre sur le plan intérieur (*ibid.*, par. 12). L'échec sur le plan international, à savoir l'insuffisance de l'aide publique au développement, qui, au milieu de la Décennie, n'atteint même pas la moitié de l'objectif de 0,7 p. 100 du PNB fixé dans la Stratégie, préoccupe beaucoup le Gouvernement danois.

42. Le fait que l'on ait pu, marginalement, dépasser l'objectif global de 8 p. 100 par an pour la croissance industrielle est d'autant plus important que, comme le déclare à juste titre le CPD dans son rapport (E/5671), c'est en grande partie par l'industrialisation que les sociétés traditionnelles acquièrent les moyens d'élargir, de diversifier et de moderniser leur économie de manière à offrir à leur population des possibilités accrues d'emploi et lui fournir certains biens indispensables, et d'augmenter leurs échanges, favorisant ainsi une meilleure division internationale du travail (*ibid.*, par. 89). Les progrès faits par un certain nombre de pays en voie de développement pendant la première moitié de la Décennie ont jeté les bases d'une percée dans le processus d'industrialisation. Si certains pays en voie de développement ont dépassé l'objectif quantitatif en ce qui concerne l'industrialisation, la production globale, l'expansion des échanges et l'épargne intérieure, d'autres n'ont pas réussi à le faire. Pendant la seconde moitié de la Décennie, il faudrait concentrer davantage l'attention sur les problèmes des 24 pays qui représentent 45 p. 100 de la population des pays en voie de développement et dont le taux de croissance annuel est resté inférieur à 2 p. 100.

43. C'est le secteur agricole qui présente le tableau le plus décevant, la production agricole totale n'ayant augmenté que de 2 p. 100 par an — taux inférieur à celui de l'accroissement de la population. Il semble que l'on se soit éloigné de l'objectif consistant à atteindre une autosuffisance substantielle en matière de production alimentaire, dont l'accroissement n'a été que de la moitié de l'objectif de 4 p. 100 fixé dans la Stratégie, et dont la baisse réelle par habitant a grandement contribué à créer la crise alimentaire mondiale. La création de possibilités d'emploi dans l'agriculture n'a pas suivi le rythme de l'augmentation annuelle globale de la population active dans les pays en voie de développement et le problème du chômage s'est ainsi aggravé. Le fait que l'on n'ait pu atteindre l'objectif fixé pour la production agricole est grave étant donné ses répercussions économiques et sociales sérieuses.

44. Même si l'on a probablement accompli au cours des cinq dernières années davantage qu'une vue réaliste des choses ne permettait de l'espérer au moment où a été adoptée la Stratégie internationale du développement, il faudra cependant pendant la seconde moitié de la Décennie consacrer des efforts particuliers et accorder un traitement prioritaire à des secteurs tels que le développement rural, la production alimentaire, les questions touchant la population, le transfert des ressources et l'assistance aux pays les moins favorisés. La délégation danoise pense que la Stratégie doit être mise à jour compte tenu de l'expérience acquise, mais elle est persuadée que celle-ci a fait ses preuves et que ses principaux objectifs se sont avérés primordiaux et réalistes pour la coopération pour le développement. Par conséquent, lors des futures discussions sur la révision de la Stratégie, il faudra réfléchir sérieu-

sement à la nécessité de maintenir l'accord général sur la Stratégie.

45. Le fait que l'on n'ait pas pu s'entendre à la deuxième session du Comité préparatoire sur un ordre du jour pour la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale est moins dû à un désaccord fondamental sur la portée des débats qu'à un manque général de préparation et à un désir de ne rien préjuger. La délégation danoise attend avec intérêt les discussions officielles et officieuses qui auront lieu au Conseil sur la liste provisoire présentée officiellement par le Groupe des Soixante-Dix-Sept. Pendant la présente session du Conseil, il faudra poursuivre activement les négociations et, chaque fois que cela sera possible, établir des projets de résolution et d'autres textes en vue de la septième session extraordinaire, si l'on veut parvenir à un degré d'accord suffisant pour pouvoir adopter un certain nombre de décisions spécifiques par consensus à la session extraordinaire. C'est seulement en faisant preuve d'unité que l'on pourra démontrer que l'ONU est capable de s'occuper des grandes questions économiques. Le Conseil peut nourrir de raisonnables espoirs de réussite s'il suit les conseils du Président (1953e séance) quant aux objectifs modestes, réalisables et précis qui devraient être fixés pour la session extraordinaire, à savoir définir les éléments de négociation, s'entendre sur les principes et décider des instances dans lesquelles se dérouleront lesdites négociations.

46. En examinant les questions traitées dans la liste présentée par le Groupe des Soixante-Dix-Sept, le Conseil devra également examiner le rapport du Groupe d'experts

pour l'étude de la structure du système des Nations Unies, dont le Gouvernement danois a retiré une première impression généralement favorable. Ce dernier est partisan d'une concentration des travaux des organismes des Nations Unies et juge constructives les propositions visant à améliorer la façon dont sont traitées les questions économiques. Les propositions du Groupe d'experts concernant les méthodes de travail du Conseil et de ses organes subsidiaires méritent également d'être étudiées de près. L'Assemblée générale, à sa septième session extraordinaire, devrait se donner comme tâche prioritaire d'établir un mécanisme pour poursuivre l'étude des propositions, en vue de procéder à la réorganisation proposée au cours d'une période de transition, comme l'ont recommandé les experts. Il est également souhaitable que des décisions soient prises sur certaines des recommandations à la septième session extraordinaire.

47. Les recommandations du Groupe d'experts peuvent être mises en pratique indépendamment des progrès qui seront réalisés dans le domaine économique et dans d'autres domaines, mais les avantages attendus de toute modification des structures dépendront en grande partie de l'accord plus ou moins large qui se fera sur les questions de fond. Dans son rapport, le Groupe d'experts fait observer très justement que la condition préalable au fonctionnement de toute structure institutionnelle est que les Etats Membres acceptent de renoncer à certains intérêts immédiats en faveur des avantages qu'apportera à long terme un ordre économique international viable.

La séance est levée à 12 h 10.

1959^e séance

Lundi 7 juillet 1975, à 15 h 15

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SR.1959

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle (*suite*) [E/5654, E/5665, E/5681 et Add.1 à 4, E/5682, E/5692, E/5699, E/5713]

1. M. DUMAS (France) dit que la situation actuelle de l'économie mondiale aurait paru invraisemblable il y a seulement cinq ans. Bon nombre de pays connaissent la stagnation ou la récession, le chômage augmente et l'inflation pour les pays membres de l'OCDE est passée de 3,9 p. 100 en moyenne pendant la période 1962-1972 à 13,4 p. 100 en 1974. Ces tendances ont des effets désastreux pour les pays en voie de développement qui sont en outre affectés par les fortes variations des prix des produits de base. D'autres anomalies sont le flottement des monnaies et la constitution de vastes réserves de devises par certains pays producteurs de matières premières.

2. Les causes de cette situation sont plus variées et plus complexes qu'on ne le croit généralement; il y a six ans, la délégation française attirait déjà l'attention sur le fait que les postulats de base des lois économiques n'étaient plus qu'approximativement vérifiés au-delà d'un certain seuil de PIB par habitant et qu'il fallait s'attendre à des perturbations économiques dans les pays où ce seuil était franchi. L'insécurité et le désordre caractérisent maintenant la situation économique internationale et menacent de perpétuer les maux que la communauté internationale s'efforce de combattre : pauvreté, inégalité et injustice. Dans ces conditions, il est urgent que la communauté internationale oublie ses divergences et fasse un effort concerté pour reprendre le contrôle des événements. La France, pour sa part, a manifesté clairement qu'elle adhère à un ordre économique plus juste et plus efficace. Elle souhaite poursuivre le dialogue avec les pays en voie de développement dans un effort réaliste et sincère de coopération et elle croit que les pays pourraient collectivement maîtriser le

changement et diriger le progrès. Pareille tâche exige du temps, de la méthode et des moyens.

3. Deux conditions sont essentielles à l'efficacité des travaux du Conseil, à savoir la conscience de la dimension mondiale des problèmes et l'effort international renouvelé que requiert leur solution. La notion d'interdépendance économique n'est pas nouvelle, mais on en a pris moins clairement conscience en période de croissance généralisée. A l'heure actuelle, la stagnation relative des pays développés entraîne non seulement l'amenuisement des débouchés pour les pays en voie de développement, mais aussi une réduction du montant de l'aide publique qu'ils reçoivent. L'usage que certains pays producteurs de matières premières font de leur souveraineté sur leurs ressources naturelles peut entraîner d'importantes perturbations dans l'économie des pays consommateurs. L'inflation s'amplifie et se propage rapidement. L'extension du chômage dans les pays développés conduit à limiter le courant de main-d'œuvre en provenance des pays en voie de développement et, dans certains cas, des travailleurs immigrés ont été contraints de retourner dans leur pays sans espoir d'y trouver un emploi. La solution aux problèmes économiques et sociaux de chaque pays doit donc être recherchée dans une perspective mondiale; l'interdépendance constatée pourrait aussi vigoureusement propager demain la prospérité retrouvée qu'aujourd'hui des difficultés.

4. Avant même la crise actuelle, des préoccupations nouvelles à dimension universelle, comme la préservation de l'environnement et l'exploitation des océans, avaient fait leur apparition. On ne peut plus aujourd'hui rejeter la notion de "bien commun" que le Président de la République française avait déjà évoquée à la troisième session de la CNUCED et les gouvernements doivent non seulement tenir compte des conséquences extérieures de leurs décisions intérieures mais aussi aborder tous ensemble les problèmes qui naissent d'une interdépendance croissante dans le monde.

5. Quatre points sont à relever en matière de coopération internationale. En premier lieu, il faut explorer toutes les possibilités; M. Dumas pense à ce sujet à la Convention ACP-CEE de Lomé et aux propositions faites par le Président de la République française concernant certains problèmes urgents. En deuxième lieu, il faut engager, en même temps qu'une discussion de portée générale, les négociations sur des points précis; la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale devrait donc faire porter ses efforts sur les questions à propos desquelles on peut espérer arriver rapidement à un accord. En troisième lieu, il faut éviter toutes références au passé, qu'elles reflètent une nostalgie conservatrice ou un esprit de revanche. En quatrième lieu, il ne peut y avoir de vrai dialogue si les partenaires n'ont pas conscience des sacrifices qu'ils doivent consentir et des avantages qu'ils peuvent obtenir. Mais il faut bien admettre que la rigidité et la complexité des économies nationales excluent les variations brutales; la France, par exemple, ne peut accepter de sacrifices notablement supérieurs à un moment où elle connaît un ralentissement de sa croissance et un taux de chômage élevé.

6. Avec sagesse, le Comité préparatoire a limité à cinq le nombre de points à inscrire à l'ordre du jour provisoire de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, mais le champ couvert demeure d'une grande ampleur. Comme cette session sera brève, l'Assemblée ne peut envisager de mettre en place un contrôle bureaucratique de la production et des échanges, mais elle doit rechercher un large consensus autour de quelques grands principes.

7. Pour ce qui est des matières premières et du commerce, M. Dumas n'est évidemment pas en mesure de prévoir quels seront les résultats des consultations engagées entre les partenaires de la Communauté économique européenne. La France n'a toutefois cessé de proposer que les produits de base soient soustraits au jeu exclusif des lois du marché. A ce sujet, une approche globale revêt de l'importance; mais il est également souhaitable de progresser dans la négociation, produit par produit, en prenant en considération les caractéristiques propres du marché de chacun d'eux. Le récent Accord international sur l'étain, auquel la France a participé très activement, illustre heureusement ce point de vue.

8. La question de l'industrialisation est une de celles qui se prêtent maintenant à l'adoption de solutions concertées. Si la Déclaration et le Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels (voir E/5696, chap. IV) n'ont pas fait l'objet d'un consensus parce que ces textes contenaient certaines formules concernant les nationalisations, l'indexation et les associations de producteurs que certains pays ne pouvaient accepter, il a été généralement admis qu'il fallait favoriser l'instauration d'un nouvel ordre économique international propre à accroître la part des pays en voie de développement dans la production industrielle mondiale. A cette fin, le principe d'un redéploiement des capacités productives dans le monde a été reconnu, ainsi qu'en corollaire l'idée que les pays développés doivent coopérer avec les pays en voie de développement pour implanter chez ces derniers de nouvelles capacités industrielles, notamment pour la transformation des matières premières. La libéralisation des échanges et l'aide traditionnelle ne suffisent pas aux pays dépourvus du minimum d'infrastructures pour qu'ils accroissent leur potentiel industriel. La délégation française est donc déterminée à participer à la mise au point de textes à soumettre à la session extraordinaire, qui définirait les modalités d'une politique lucide d'implantation industrielle.

9. Le transfert des techniques est étroitement lié à l'industrialisation. La longue expérience de la France dans ce domaine a montré la nécessité de promouvoir la formation de techniciens, d'ingénieurs et de chercheurs dans les pays bénéficiaires, faute de quoi les transferts de technologie seraient sans utilité.

10. La position de la France sur la réforme du système monétaire international et le transfert des ressources en faveur des pays en voie de développement est bien connue. Le Gouvernement français s'efforcera d'éliminer les causes des incertitudes actuelles et de protéger les nations les plus pauvres et les plus vulnérables. Tous les Etats capables de le faire devraient s'efforcer d'atteindre au plus vite les objectifs énoncés dans la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies

pour le développement quant au volume de l'aide. Le Gouvernement français n'écarte pas certaines méthodes automatiques de transfert telles que le lien à établir entre la création de DTS et le financement du développement.

11. Pour ce qui est de l'examen et de l'évaluation à mi-parcours de la Stratégie internationale du développement, il serait évidemment illogique de mettre au point une stratégie révisée avant de savoir quelles seront les résolutions adoptées en ce qui concerne le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Cette révision ne sera donc possible qu'à la trentième session de l'Assemblée générale. L'utilité de cette révision, et l'utilité même de la Stratégie, ont été mises en doute par certaines délégations qui estiment que les résultats assez favorables enregistrés depuis le début de la Décennie tiennent surtout à la prospérité exceptionnelle des pays développés au cours de cette période. La délégation française ne partage pas ce point de vue. On oublie trop vite que la Stratégie a fourni un cadre pour coordonner l'action du système des Nations Unies et pour évaluer les résultats obtenus dans le domaine économique, de même que dans le domaine social, auquel on n'a pas accordé une attention suffisante. C'est justement parce que la prospérité des pays développés n'a plus de répercussions aussi favorables sur les pays en voie de développement qu'il faut réviser la Stratégie. La France, qui a participé à la rédaction de propositions pour le texte révisé, espère que ces propositions feront l'objet d'un examen approfondi.

12. La délégation française avait demandé que soient établies, pour la présente session du Conseil, deux annexes destinées à rappeler le modèle économétrique sous-jacent à la Stratégie et à présenter le nouveau modèle correspondant à la Stratégie révisée. Le fait que ces annexes n'ont pas été présentées et le manque de données relatives aux 21 derniers mois agités qui viennent de s'écouler montrent l'insuffisance des moyens dont dispose le Conseil pour mener à bien ses travaux. L'autorité du Conseil dépend évidemment du renforcement des moyens mis à sa disposition. La "réactivation" du Conseil est l'un des thèmes majeurs du rapport du Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies (E/AC.62/9). Le Groupe a estimé à juste titre que l'Assemblée générale devait réaffirmer le rôle central du Conseil en ce qui concerne la formulation et la mise en œuvre d'une politique globale et la détermination de priorités pour l'ensemble du système (*ibid.*, par. 44). Après avoir été étudiées par chacun des gouvernements, les suggestions du groupe devraient être examinées selon une procédure de discussion intergouvernementale dont la mise en place incombe à la session extraordinaire.

13. Tous les efforts déployés ne serviront cependant à rien sans volonté politique de la part des pays eux-mêmes. Les gouvernements doivent mobiliser l'opinion publique à cette fin en utilisant les différents documents adoptés par les organismes des Nations Unies au cours des derniers mois. La nécessité se fait jour d'un nouveau civisme collectif fondé sur la recherche opiniâtre du progrès et de la justice et sur le respect des principes énoncés en commun et des engagements librement négociés. C'est seulement ainsi que seront jetées les bases d'une économie mondiale harmo-

nieuse et équitable qui permettra à tous les peuples de se développer librement.

14. M. MARTÍNEZ RAMÍREZ (Venezuela) fait observer que la session actuelle se tient alors que la communauté internationale a mis en route un mécanisme destiné à trouver des solutions aux problèmes mondiaux. Il n'y a que deux possibilités : ou l'on essaie de redonner du lustre au vieil ordre économique, dont l'insuffisance est prouvée, ou l'on établit un nouvel ordre qui permettra à tous les pays de développer leur économie et d'assurer un niveau de vie décent à leurs habitants. Si les pays industrialisés ont émis certaines réserves à cet égard, la majorité des participants à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale a néanmoins choisi la deuxième solution. On s'avance d'un pas encore mal assuré vers le bien-être collectif et l'on admet de plus en plus que l'interdépendance et la coopération active sont à la base du développement harmonieux et soutenu qui devrait être l'apanage de l'humanité tout entière. Les pays industrialisés, d'abord réticents à reconnaître les besoins des pays en voie de développement, cherchent maintenant des points d'accord et des domaines de coopération.

15. La septième session extraordinaire de l'Assemblée générale se réunira sous peu pour examiner le problème de la coopération économique internationale et du développement. L'ONU reste le lieu privilégié de la discussion de ces questions, et il revient au Conseil, en tant que principal organe économique du système des Nations Unies, de diriger, coordonner et stimuler les efforts faits par la communauté internationale en vue d'instaurer le nouvel ordre. Les pays en voie de développement ont montré qu'ils étaient prêts à négocier des accords acceptables par tous pour résoudre l'actuelle crise économique mondiale et ils attendent une attitude identique de la part des pays développés.

16. Les pays en voie de développement sont conscients du fait que le problème des matières premières ne peut être résolu par des démarches unilatérales, mais seulement par un effort collectif. Il convient d'adopter un plan mondial couvrant toutes les matières premières, et non pas simplement certaines d'entre elles, plan qui doit englober tous les aspects -- la production, la commercialisation et les prix. Il ne peut être question de traiter séparément de chaque produit. La délégation vénézuélienne soutient donc vigoureusement le programme intégré pour les produits de base actuellement examiné par la CNUCED (voir TD/B/530, par. 36 à 52).

17. Les pays en voie de développement se préoccupent beaucoup de l'application de la Stratégie internationale du développement. L'optimisme dont ils avaient fait preuve à la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale, pensant que la Stratégie fournirait une solution définitive au problème du sous-développement, a été déçu. Le manque de volonté politique traditionnel de la part des pays qui auraient pu et qui auraient dû appliquer la Stratégie a contribué à maintenir en place un système dans lequel la prospérité de la minorité est assurée au détriment de celle de la majorité. Cette attitude est la cause de la crise actuelle, qui a fait se détériorer encore la situation des pays en voie de développement. Cependant, une occasion

majeure s'offre maintenant à la communauté internationale de parvenir à de nouveaux accords dans le cadre du nouvel ordre économique. Si la volonté politique nécessaire existe, cet ordre peut être instauré d'ici à la fin de la décennie.

18. La délégation vénézuélienne espère que l'on ne devra pas constater, lors de l'actuelle session du Conseil, l'absence d'accord sur des objectifs satisfaisants, comme cela s'est produit à la sixième session extraordinaire du Conseil du commerce et du développement et à la troisième session du Comité de l'examen et de l'évaluation. L'adoption de la Charte des droits et devoirs économiques des États a montré qu'il existe une connaissance croissante de la nature des problèmes mondiaux. La Déclaration et le Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels adoptés à la deuxième Conférence générale de l'ONUDI constituent une autre étape positive. La Conférence a en effet décidé que l'ONUDI devrait devenir une institution spécialisée, malgré l'opposition regrettable de certains pays développés.

19. La "crise de l'énergie" a au moins eu l'avantage d'attirer l'attention sur des facteurs qui ont contribué à miner le développement. Elle a montré le gaspillage intolérable de certaines ressources naturelles et les distorsions imposées par l'ancien système à l'économie mondiale. Le problème de l'énergie n'a été qu'un maillon dans la chaîne des crises qui ont entraîné l'effondrement du système d'échanges et de paiements institué après la seconde guerre mondiale. Dans cette nouvelle situation, les pays producteurs de pétrole ont commencé à renforcer la coopération entre pays en voie de développement et à établir une nouvelle communauté d'intérêt. Ils ont agi ainsi parce qu'ils appartiennent avant tout au tiers monde et sont conscients de leurs intérêts communs, mais ils ne peuvent se charger des responsabilités des pays développés. Un dialogue franc et constructif au sein du système des Nations Unies comme à l'extérieur serait donc profitable à tous. Le chaos économique actuel impose des changements radicaux qui, du fait de l'interdépendance croissante des pays, sont de deux types : il convient en premier lieu de formuler une politique réaliste adaptée aux besoins d'une économie en expansion et en second lieu d'instituer une structure institutionnelle qui fournisse les moyens d'atteindre les nouveaux objectifs. A la septième session extraordinaire, il ne faudra pas perdre de temps à réexaminer les principes ayant déjà fait l'objet d'accords; tous les efforts devront, au contraire, tendre à concrétiser les engagements déjà pris et à progresser ainsi vers l'instauration du nouvel ordre économique.

20. L'une des questions qui préoccupent le plus à la fois les pays développés et les pays en voie de développement est celle des sociétés transnationales. Etant donné leur influence sur l'économie mondiale, il est essentiel de créer un mécanisme, tel qu'un code de conduite, qui réglemente leurs activités. Afin d'accroître l'efficacité du Centre d'information et de recherche sur les sociétés transnationales, il faudrait établir un réseau d'organismes régionaux qui rendraient compte de l'expérience des pays dans lesquels ces sociétés opèrent. Les commissions régionales pourraient être chargées de cette tâche.

21. M. BLANCHARD (Directeur général du Bureau international du Travail) souligne que l'instauration d'un ordre économique et social nouveau est maintenant au centre du débat. Au cours des quatre premières années de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, des progrès spectaculaires ont été réalisés en ce qui concerne la croissance du PIB, de la production industrielle, du commerce international et de l'épargne, mais les objectifs fixés en matière d'assistance aux pays en voie de développement et de croissance de la production agricole n'ont pas été atteints. De nouveaux problèmes ont surgi, liés à la diminution redoutée du volume du commerce international et à l'évolution des termes de l'échange, tandis que l'intensification de l'inflation et du chômage dans les pays développés à économie de marché a nui à la capacité de ces pays de fournir aux pays en voie de développement l'assistance nécessaire et diminué leur faculté d'absorption des biens produits par les pays du tiers monde. Des mesures énergiques s'imposent donc dans divers domaines, notamment le développement du commerce international, le transfert des ressources réelles, l'accroissement de la production agricole, le rétablissement d'un système monétaire satisfaisant et l'amélioration de la santé et de la nutrition. L'OIT continuera à s'associer à l'effort collectif pour mener ces tâches à bien, avec la conviction de pouvoir apporter une contribution plus originale et effective du fait de sa structure tripartite.

22. Les aspects sociaux de la situation actuelle, en particulier en matière d'emploi et de distribution des revenus, sont ceux qui causent le plus de préoccupations. Ainsi, dans les pays en voie de développement, on évalue à quelque 30 millions le nombre des chômeurs, chiffre auquel s'ajoute le nombre beaucoup plus élevé de travailleurs sous-employés; 250 millions de travailleurs gagnaient moins de 150 dollars par an, aux taux de 1970, et 40 millions de jeunes se présentent chaque année sur le marché de l'emploi. Ces données alarmantes trahissent une grande pauvreté, qui porte en elle le germe de graves désordres politiques susceptibles de détruire le tissu social. Le progrès économique doit en conséquence viser à assurer à l'ensemble de la population des conditions de vie dignes. Les résultats obtenus sur la base de l'ancienne conception du développement, qui mettait l'accent sur la croissance du PNB et postulait que l'ensemble de la population bénéficierait de cette croissance, se sont avérés décevants. Les raisons de cet échec apparaissent de plus en plus nettement : le progrès économique s'est concentré dans le secteur moderne de la production, qui lui-même se limite aux villes et implique une haute productivité de la main-d'œuvre et une forte intensité de capital. Le nombre des emplois créés dans ce secteur s'est trouvé limité, tandis que la masse de la population est restée essentiellement rurale ou concentrée à la périphérie des villes. La Stratégie internationale du développement est donc en défaut lorsqu'elle recommande qu'une proportion croissante de la population active soit absorbée dans des activités de type moderne. On prend maintenant conscience du fait que le secteur moderne, quoique essentiel, ne suffit pas à résoudre le problème de l'emploi et de la pauvreté. Il est indispensable de vouer une égale attention à l'emploi des populations rurales comme des populations urbaines qui vivent précairement de petits métiers improductifs en marge du secteur moderne. Toute révision de la Stratégie devrait

prévoir un accroissement équilibré des emplois productifs dans le secteur moderne mais aussi dans le secteur rural, ainsi que dans le secteur urbain inorganisé, et devrait formuler des objectifs pour l'élévation des revenus par habitant dans les couches les plus défavorisées de la population, en vue d'éliminer les cas d'extrême pauvreté.

23. Déjà, lors de la première opération d'examen et d'évaluation de la Stratégie, en 1973, on a dû reconnaître que le processus de croissance avait maintenu et même souvent accentué les inégalités dans la répartition du revenu. Dans de nombreux pays, moins de 20 p. 100 de la population se voit adjuger 75 p. 100 du PNB et tout accroissement de celui-ci ne fait en conséquence qu'accentuer les écarts existant entre riches et pauvres. Il conviendrait de renverser cette tendance en accordant une part supérieure de la croissance du PNB au revenu des tranches les plus pauvres et les plus nombreuses de la population.

24. Le problème de la juste répartition de la croissance de la production se pose désormais également entre les nations comme il se pose entre les individus. Le Programme mondial de l'emploi reste l'un des principaux instruments de l'OIT dans la lutte contre la pauvreté, le chômage et l'inégalité des revenus. La conférence mondiale tripartite sur l'emploi, la répartition du revenu, le progrès social et la division internationale du travail devrait marquer une étape nouvelle et peut-être décisive de cette lutte. Cette conférence traitera des politiques nationales de l'emploi sous tous leurs aspects, afin d'apprécier ce qui a été fait depuis la mise en application du Programme mondial de l'emploi, en 1969. En outre, elle abordera d'autres questions de portée internationale : les migrations internationales de main-d'œuvre, qui constituent un important facteur du processus de développement mais présentent certains aspects négatifs; le problème du choix ou de l'adaptation des technologies, qui conditionne la création d'industries nouvelles susceptibles de favoriser la création d'emplois; le rôle des entreprises multinationales, qui exercent incontestablement une influence sur la situation de l'emploi et sur la répartition des revenus dans les pays en voie de développement, et enfin la situation de l'emploi dans les pays industrialisés en corrélation avec l'accroissement de la capacité de production des pays en voie de développement. Cette conférence pourra contribuer dans une large mesure à la solution du problème posé par la persistance du fléau du chômage et du sous-emploi. Les organisations du système des Nations Unies ont assuré l'OIT de leur concours dans la préparation de la conférence et de leur participation aux débats, et le CAC a établi un groupe technique intersecrétariats chargé de coordonner leurs contributions.

25. Cette réunion, toutefois, ne freinera pas l'action de l'OIT dans d'autres domaines qui touchent à l'amélioration des conditions de travail, à l'hygiène et à la sécurité industrielle, à la durée du travail, à la participation des travailleurs et aux relations professionnelles. La Conférence internationale du Travail a décidé, à la session qui vient de s'achever, de lancer un programme international pour l'amélioration des conditions de travail et de son environnement. En effet, il est ressorti des débats que l'amélioration des conditions de travail et de l'environnement fortifie le développement de l'emploi.

26. La communauté internationale doit disposer d'un instrument adéquat pour formuler et mettre en œuvre une politique de développement sur le plan collectif. D'excellentes propositions ont été émises à ce sujet dans le rapport du Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies. Leur mise en application appellera une approche pragmatique plutôt que la recherche de la perfection. Les réformes avancées par les experts paraissent de nature à renforcer l'ensemble du système, à simplifier le fonctionnement des organes subsidiaires du Conseil et à permettre à celui-ci de mieux faire face à la tâche qui lui revient, grâce à la spécialisation des discussions, qui devraient permettre aux institutions internationales d'apporter un concours plus constant et plus concret à l'œuvre du Conseil. Pour sa part, l'OIT est prête à collaborer avec les nouvelles structures évoquées par les experts et à détacher quelques-uns de ses meilleurs agents pour participer aux travaux du groupe central de planification envisagé. De même, elle s'associera aux mesures proposées en matière de programmation et de préparation des budgets.

27. M. Blanchard a deux observations à faire concernant les audacieuses propositions des experts relatives aux activités opérationnelles. La première consiste à souligner la nécessité de ne pas séparer la recherche et les normes internationales, d'une part, de la coopération technique, d'autre part. La seconde remarque a trait à la proposition quelque peu imprécise des experts tendant à assigner aux institutions internationales essentiellement une responsabilité en matière de formulation des politiques et des orientations, en laissant à d'autres le soin d'assumer les responsabilités opérationnelles. On risquerait en effet de cette manière à aboutir à la centralisation, à un moment où, plus que jamais, s'imposent une claire division du travail entre tous les éléments du système des Nations Unies et une grande souplesse dans les programmes. Division du travail ne signifie pas conservatisme, et souplesse dans l'exécution ne signifie pas laxisme. L'efficacité du nouveau système dépendra de la mesure dans laquelle on parviendra à une définition précise des tâches prioritaires à accomplir et de la répartition des responsabilités. Il est donc souhaitable que les délibérations du Conseil sur l'instauration d'un nouvel ordre économique international conduisent les nations à prendre entre elles les engagements nécessaires à la réalisation des objectifs de progrès économique et de justice.

28. M. WAKWAYA (Ethiopie) dit que la présente session du Conseil fournit l'occasion d'examiner et d'évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Stratégie internationale du développement, de cerner les problèmes dont l'Assemblée générale pourrait débattre à sa septième session extraordinaire et de faire le point de la situation économique et sociale dans le monde, en particulier dans les pays en voie de développement.

29. Le problème le plus grave qui se pose actuellement à la communauté internationale est la nécessité de promouvoir le développement. Les disparités économiques et sociales deviennent critiques et exigent qu'on y apporte d'urgence des solutions. Depuis longtemps, le monde en voie de développement demande que l'on se préoccupe de ce problème, mais la réponse s'est malheureusement fait attendre. Bien que la communauté internationale ait tenté,

avec les deux premières Décennies des Nations Unies pour le développement, d'entreprendre un programme concerté en vue d'accélérer le progrès économique et social des pays en voie de développement de façon coordonnée, il n'en est rien sorti de concret.

30. Au lieu de s'attaquer en bloc aux problèmes réels, la communauté internationale, en particulier telle qu'elle est représentée à l'ONU, semble s'être transformée en machine à débiter des slogans, espérant peut-être que la majorité dans sa simplicité et son ignorance s'en contenterait. Les plans d'action foisonnent, on en promet toujours de nouveaux, mais les disparités demeurent, sans espoir de solution. Des résolutions spéciales ont été adoptées en quantité sur les problèmes des pays en voie de développement les moins avancés avec des résultats décevants : on n'a guère fait que créer des groupes d'étude.

31. C'est en partie pour ces raisons que les résultats des pays les moins avancés sont décevants par rapport aux objectifs de la Stratégie internationale du développement. La croissance du PNB réel par habitant n'a pas dépassé 0,6 p. 100 pendant les quatre premières années de la deuxième Décennie, alors que l'objectif de la Stratégie était de 3,5 p. 100. Le taux de croissance effectif de l'agriculture et de la production alimentaire pendant les quatre premières années a été inférieur à 1 p. 100 par an : on est loin de l'objectif de 4 p. 100. A première vue, les statistiques globales pour le début de la deuxième Décennie du développement peuvent donner l'impression que les pays en voie de développement en groupe ont atteint un certain nombre des objectifs de la Stratégie encore que tout le monde ne soit pas d'accord sur ce point. Cependant, les pays les moins avancés ont en fait échoué dans leurs efforts pour atteindre les objectifs minimaux dans presque tous les secteurs.

32. Les pays les moins avancés sont financièrement faibles, leurs réserves en devises sont soumises à de fortes contraintes, et leurs perspectives en matière d'exportation très mauvaises. Pendant les quatre premières années de la deuxième Décennie du développement, la situation de leur commerce extérieur s'est détériorée, en particulier en 1974. Les perspectives pour 1975 et 1976 laissent présager une aggravation de leur déficit, à cause de la baisse des cours des produits de base qu'ils exportent et de la hausse des prix des produits alimentaires, des articles manufacturés et du pétrole qu'ils importent. Même en ce qui concerne l'assistance financière et technique, les pays les moins avancés n'ont pas été avantagés par rapport aux autres.

33. La situation de l'agriculture et de l'alimentation est particulièrement préoccupante. L'Ethiopie, qui est l'un des pays les moins avancés, a enregistré une baisse de sa production alimentaire à cause de la sécheresse qui a frappé 11 de ses 14 provinces. Dans une certaine mesure, elle a pu supporter les effets de la sécheresse grâce à une aide internationale généreuse, mais elle ne pourra pas le faire indéfiniment. C'est en partie pour redresser cette situation que le Gouvernement éthiopien attache une grande importance à la production alimentaire nationale. Il considère que la communauté internationale devrait en priorité aider les pays les moins avancés à produire de quoi satisfaire leurs propres besoins alimentaires, leur permettant ainsi de ne

plus devoir compter sur des secours aléatoires. Ces pays ont assez de ressources naturelles pour arriver à se suffire à eux-mêmes en matière de production alimentaire. Le Gouvernement éthiopien constate donc avec satisfaction que la Conférence mondiale de l'alimentation, dans sa résolution XIII (voir E/5587, chap. V) et l'Assemblée générale dans sa résolution 3348 (XXIX), ont reconnu la nécessité d'accroître le courant international des capitaux destinés à financer les investissements agricoles dans les pays en voie de développement. Il espère que le Fonds international de développement agricole envisagé sera créé rapidement et doté des ressources nécessaires pour répondre aux besoins des pays en voie de développement. Il espère aussi que le Groupe de travail *ad hoc* chargé d'étudier la création du fonds prendra en considération les besoins particuliers des pays les moins avancés.

34. La Conférence mondiale de l'alimentation est convenue de la nécessité de mettre en place un système de sécurité alimentaire mondiale. Après la récente sécheresse, le Gouvernement éthiopien a commencé à constituer, avec l'aide de la FAO, du PAM et d'autres donateurs, son propre système de sécurité. Toutefois, cette opération exige une mise de fonds considérable et le Gouvernement éthiopien attend donc avec optimisme l'aide généreuse de la communauté internationale.

35. Décrivant ensuite l'action menée par l'Ethiopie pour atteindre les objectifs de la Stratégie internationale du développement, M. Wakwaya dit que le gouvernement militaire provisoire a entrepris de transformer la situation économique et sociale intolérable qui existait sous le régime précédent. Il s'emploie actuellement, conformément à l'engagement solennel contenu dans la Stratégie, à supprimer tous les obstacles qui s'opposent au développement économique et social du pays. Pour lutter contre un chômage aux proportions inquiétantes et réaliser une répartition plus équitable du revenu et des richesses, le gouvernement a adopté des mesures de grande portée fondées sur le principe que le bien commun passe avant la poursuite du profit individuel. Son principal objectif est d'éliminer la pauvreté en développant les forces de production et en empêchant l'exploitation. Les ressources qui sont essentielles au développement économique ou qui permettent de fournir des services indispensables à la communauté doivent devenir la propriété de l'Etat ou être placées sous son contrôle.

36. L'agriculture, qui emploie environ 85 p. 100 de la main-d'œuvre éthiopienne et représente plus de 50 p. 100 du PIB du pays, est en grande partie une agriculture de subsistance. La productivité est extrêmement faible à cause de l'emploi encore général de techniques traditionnelles, des conditions semi-désertiques, de l'érosion des sols et de l'effet négatif qu'ont eu dans le passé l'insécurité de la propriété foncière et le système désavantageux de partage des récoltes entre les fermiers et les propriétaires. Cela s'est traduit par des pénuries alimentaires graves, la famine et la quasi-famine dans la plus grande partie du pays. Le Gouvernement éthiopien a maintenant aboli le régime foncier féodal, y substituant un régime qui permet au paysan de profiter pleinement des fruits de son travail.

37. La loi sur la réforme agraire, aux termes de laquelle toutes les terres agricoles du pays sont des biens publics et ne peuvent être ni vendues ni transmises par héritage, permet néanmoins aux agriculteurs de cultiver jusqu'à 10 hectares par famille. Des associations d'agriculteurs se constituent actuellement pour faciliter la mise en œuvre de la réforme et développer le sens coopératif. Les cultivateurs ont bien accueilli la réforme, et les résultats obtenus, individuellement et en groupe, sont encourageants. Les cultivateurs qui n'ont pas d'instruments aratoires ni de bêtes bénéficient de l'assistance des associations récemment constituées. Près de 47 000 jeunes ont été mobilisés dans les écoles et les universités de tout le pays pour enseigner aux cultivateurs de nouvelles formes de pensée et d'action. Ce faisant, ils acquièrent une expérience pratique du mode de vie et du travail de leurs compatriotes. Ainsi s'opère une transformation sans précédent de la structure sociale de la nation.

38. En vue de moderniser le mécanisme administratif, on a désigné un petit groupe d'administrateurs pour remplacer les anciens dirigeants conservateurs. Ces administrateurs sont chargés d'organiser la communauté des agriculteurs, de mettre en œuvre la réforme agraire et d'assurer le passage harmonieux du féodalisme au socialisme.

39. Une autre évolution importante est la reconnaissance de la dignité du travail. De nouvelles conceptions ont été adoptées en vertu desquelles les travailleurs pourront participer aux prises de décisions dans leurs entreprises. Pour la première fois dans l'histoire, l'Ethiopie a célébré la Fête du travail le 1er mai.

40. S'efforçant d'assurer l'égalité entre hommes et femmes dans le développement du pays, le Gouvernement éthiopien a encouragé les femmes à participer à la réforme agraire et aux activités connexes, et à s'intégrer pleinement à la vie sociale et politique de la nation. L'Année internationale de la femme a été célébrée dans toute l'Ethiopie.

41. Le Gouvernement éthiopien est en train d'élaborer un nouveau système éducatif adapté aux conditions particulières du pays sur les plans culturel, social, économique et politique. Avant d'être appliqué, le nouveau programme d'éducation sera étudié par des représentants des organismes compétents et des associations de parents d'élèves.

42. Le gouvernement a pris le contrôle de toutes les banques, compagnies d'assurance et entreprises commerciales, pour mettre fin à la ponction qu'elles opéraient sur l'économie du pays. Il espère consacrer les ressources ainsi libérées au développement économique et social.

43. L'un des graves problèmes hérités du régime précédent est le chômage d'un grand nombre de personnes, en particulier de cadres, au moment où le pays connaît une pénurie de main-d'œuvre qualifiée et semi-qualifiée. Le gouvernement militaire provisoire a lancé un programme national de travaux publics pour résorber ce chômage.

44. Ces exemples montrent combien les autorités éthiopiennes sont attachées à un progrès économique et social

équitable, conforme aux objectifs de la deuxième Décennie pour le développement.

45. Le but ultime des nouvelles politiques économiques et sociales est l'autonomie, objectif difficile mais non impossible à atteindre. Malgré ce que font dire aux moyens d'information internationaux des adversaires du régime à l'intérieur et à l'extérieur de l'Ethiopie, jamais un tel optimisme n'a régné dans le pays. Pour des raisons évidentes, soit qu'ils aient perdu leurs privilèges, soit qu'au nom de l'humanité ou du libéralisme ils défendent des causes perdues, certains éléments, en particulier certains moyens d'information internationaux, fabriquent de toutes pièces des histoires ou montent en épingle des événements insignifiants, cherchant à tromper l'opinion publique et à saper les profondes transformations sociales qui s'effectuent actuellement en Ethiopie.

46. Passant à l'un des points les plus importants de l'ordre du jour du Conseil, à savoir la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, le représentant de l'Ethiopie note que le Comité préparatoire de la session extraordinaire semble, d'après son rapport (E/5702), se heurter à des difficultés. Près de neuf mois après l'adoption de la Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, on ne s'est toujours pas mis d'accord sur un ordre du jour. Malgré l'adoption de déclarations par consensus et l'approbation d'un programme d'action concerté, la délégation éthiopienne a le sentiment qu'il existe encore de profondes divergences d'intention. Il ne faut pas que la septième session extraordinaire soit seulement une rencontre internationale s'ajoutant à tant d'autres et produisant pour tout résultat une nouvelle série de déclarations et de résolutions. Ce qu'il faut, ce sont des décisions concrètes visant à répondre aux besoins des deux tiers de l'humanité qui meurent de faim. Le représentant de l'Ethiopie espère donc que la session actuelle du Conseil déploiera de grands efforts pour résoudre les difficultés du Comité préparatoire.

47. Un point essentiel de l'ordre du jour de la session extraordinaire sera certainement le rapport du Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies, document d'autant plus digne d'éloges que le temps dont disposait le Groupe d'experts était limité. Le Gouvernement éthiopien l'étudiera favorablement et en détail, et donnera son avis à la session extraordinaire. Il espère que le Conseil et le Comité préparatoire ne prendront pas de positions qui rendraient difficile, voire impossible, tout débat sur ce document à la session extraordinaire. Il serait bon de procéder à un échange de vues préliminaire, mais il faudrait se garder des conclusions définitives.

48. Enfin, M. Wakwaya tient à réaffirmer que son gouvernement croit fermement à la coopération économique collective entre partenaires égaux. Au cours de l'année écoulée, l'Ethiopie a été un des principaux pays à bénéficier des secours de la communauté internationale. En exprimant ses remerciements pour l'assistance fournie aux victimes de la sécheresse en Ethiopie, le représentant de l'Ethiopie demande que l'aide humanitaire se poursuive jusqu'à ce que la situation se soit redressée.

La séance est levée à 17 heures.

1960^e séance

Mardi 8 juillet 1975, à 10 h 40

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SF.1960

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle (*suite*) [E/5654, E/5665, E/5681 et Add.1 à 4, E/5682, E/5692, E/5699, E/5713]

1. Le baron von WECHMAR (République fédérale d'Allemagne) dit qu'en décidant, à sa vingt-huitième session, de tenir une session extraordinaire consacrée au développement et à la coopération économique internationale, l'Assemblée générale a traduit clairement la volonté politique de tous les Etats Membres d'accorder une attention particulière aux problèmes du développement. Depuis que cette décision a été adoptée, les événements ont accentué encore l'urgence de ces problèmes qui entre-temps a été de nouveau soulignée dans un certain nombre de grandes conférences, telles la Conférence mondiale de la population, la Conférence mondiale de l'alimentation et la deuxième Conférence générale de l'ONUDI, toutes réunions auxquelles la République fédérale d'Allemagne a participé activement.

2. L'évolution de la situation depuis la vingt-huitième session de l'Assemblée générale incite à penser que la septième session extraordinaire ne doit pas être une réunion coupée du reste, isolée, mais au contraire s'insérer dans un processus continu. Il ne faut pas la considérer comme l'aboutissement d'une phase de l'évolution économique mondiale, il ne faut pas non plus en attendre des décisions spectaculaires; il faut y voir l'occasion de faire le point de ce qui a été réalisé jusqu'à présent et de décider comment on peut donner une suite constructive à ces premiers résultats. Comme le Président du Conseil économique et social (1953^{ème} séance), le représentant de la République fédérale d'Allemagne estime que le dialogue avec les pays en voie de développement devrait se donner des objectifs modérés, réalisables et clairement définis.

3. Les documents établis pour la discussion générale du Conseil et pour la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale contiennent tous la même analyse d'un certain nombre de facteurs importants de l'évolution économique mondiale et formulent tous les mêmes propositions d'aménagement. Il faut relever en premier lieu que si, entre 1971 et 1974, les pays en voie de développement ont bel et bien atteint l'objectif fixé par la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, l'écart qui sépare divers groupes de pays et divers secteurs économiques est si grand que le résultat moyen qui a été enregistré, soit une croissance annuelle de 6 p. 100, n'est guère satisfaisant. Un sixième des pays en voie de développement, représentant 15 p. 100 environ de la population

totale de ces pays, ont enregistré un taux de croissance annuel de 8 p. 100, tandis que 30 p. 100 de ces pays, représentant 50 p. 100 environ de la population totale de ces pays, n'ont enregistré qu'une croissance faible, voire nulle. Et si la production industrielle dans les pays en voie de développement a atteint le taux de croissance moyen de 8 p. 100 projeté par la Stratégie, la croissance de la production agricole n'a pas dépassé 2 p. 100.

4. Deuxièmement, mise à part l'inégalité qui apparaît entre tel et tel autre pays en voie de développement, les différences de revenus se sont accusées plutôt qu'atténuées.

5. Troisièmement, la documentation souligne à juste titre que, depuis la fin de 1973, la situation économique évolue de façon préoccupante dans les pays industrialisés, où la hausse des prix et la récession économique ont pour effet que les pays en voie de développement doivent payer plus cher les produits manufacturés qu'ils importent tandis que la demande de leurs produits d'exportation se contracte.

6. Enfin, l'accroissement de la demande de la part des pays industrialisés dépendra pour beaucoup, à l'avenir, de l'assurance que ces pays auront de pouvoir compter sur un approvisionnement stable en matières premières.

7. Le Secrétaire général a raison de dire dans son rapport sur le développement et la coopération économique internationale (E/AC.62/8, par. 152) qu'il faut donner la priorité absolue aux problèmes des approvisionnements en produits alimentaires et de la sécurité alimentaire mondiale, qu'il faut inverser les tendances récessionnistes dans les pays industrialisés, équilibrer la balance des paiements des pays en voie de développement importateurs de pétrole, s'inquiéter du recyclage des pétrodollars et s'attacher à réduire le taux d'inflation dans le monde. Il convient d'accorder une attention particulière aux problèmes qui se posent dans le secteur agricole, puisque l'insuffisance de l'offre de produits alimentaires entrave le développement dans d'autres secteurs. Le Secrétaire général a également raison de dire qu'à long terme les tâches les plus importantes consistent à faciliter la diversification dans les pays en voie de développement au moyen de politiques appropriées en matière de commerce et d'aide; à garantir aux exportateurs de produits primaires un revenu suffisant; à développer les échanges commerciaux, les investissements et la coopération entre les pays en voie de développement eux-mêmes. Ces mesures devraient en définitive réduire l'écart entre pays riches et pays pauvres et assurer aux pays en voie de développement une plus grande part de la croissance économique future, à condition que l'économie mondiale puisse intensifier la production de biens et services de telle sorte qu'il y ait bien une croissance économique à l'avenir : cela dépendra de la possibilité qu'auront ou non les pays industrialisés d'amé-

liorer leurs performances économiques. Comme le dit très justement le Secrétaire général au paragraphe 34 du même rapport, le rétablissement d'une tendance plus stable et plus soutenue à la croissance dans les pays développés à économie de marché présente pour les pays en voie de développement une urgence extrême.

8. D'après les résultats obtenus dans son pays et dans le commerce mondial, le représentant de la République fédérale d'Allemagne estime que l'économie de marché, consacrant la liberté des transactions sur les biens et les capitaux entre tous les pays intéressés, constitue le meilleur moyen de progresser et que tout retour au bilatéralisme ou au protectionnisme ferait obstacle à l'amélioration de la division du travail que réclament les pays en voie de développement. La libre circulation des produits profite aux pays en voie de développement comme aux pays développés à économie de marché : la République fédérale d'Allemagne développe constamment ses échanges avec les pays en voie de développement et la balance de ces échanges est de plus en plus favorable à ces pays. Le représentant de la République fédérale d'Allemagne est persuadé qu'il aurait été impossible d'obtenir de tels résultats dans le cadre d'une réglementation systématique du marché.

9. La République fédérale ne souhaite nullement en rester à l'économie de marché fondée sur le "laissez-faire" caractéristique du dix-neuvième siècle; à son avis, le commerce international se développera le mieux dans des conditions de concurrence équitable, reposant sur le principe de l'offre et de la demande, sous réserve de garantir le système contre toute manipulation et de prendre des mesures pour renforcer la position des pays en voie de développement en tant que partenaires commerciaux sur le marché mondial. Une concurrence équitable, toutefois, ne peut servir les intérêts de tous que si la circulation des biens et des produits correspond bien aux véritables conditions de pénurie relative sur les marchés mondiaux. Il n'empêche que quoi que l'on fasse pour garantir la concurrence équitable et améliorer la participation des pays en voie de développement au commerce international, ceux qui ne sont pas en mesure d'exporter assez de produits de base ou d'articles manufacturés seront encore tributaires pendant très longtemps du transfert direct de ressources réelles. La République fédérale d'Allemagne, pour sa part, est disposée à donner à ces pays une assistance croissante.

10. Le Gouvernement de la République fédérale donne une priorité élevée à la politique de développement qui, pour lui, est un élément fondamental de sa politique en faveur de la paix. Il a récemment réaffirmé sa volonté de travailler sur un pied d'égalité avec les pays du tiers monde et a adopté une politique en 25 points qui vise notamment à axer la coopération bilatérale sur le groupe des pays les plus gravement touchés; à favoriser de plus en plus le secteur agricole dans les pays du tiers monde; à mettre au point de nouvelles formes de coopération, par exemple un type de coopération triangulaire suivant lequel des pays développés et des pays en voie de développement s'associeraient pour fournir des ressources financières, transférer des techniques et fournir des biens d'équipement à d'autres pays en voie de développement; à accélérer et simplifier la procédure de planification, d'examen et d'exécution de

projets en coopération avec les autorités des pays en voie de développement; et à graduer davantage les conditions auxquelles il accorde une assistance financière.

11. Il est évident que la République fédérale d'Allemagne préfère agir concrètement au lieu de continuer à participer à des débats futiles sur la question de savoir s'il convient d'instaurer un nouvel ordre économique international ou d'améliorer l'ordre existant. Elle est prête à appuyer les pays en voie de développement qui souhaitent légitimement s'industrialiser davantage, et à créer dans ces pays des industries de transformation de matières premières. Les pays en voie de développement devraient avoir plus largement accès aux marchés et il faudrait stimuler l'importation de produits transformés en provenance de ces pays en réduisant ou éliminant les barrières tarifaires ou non tarifaires. La République fédérale a toujours préconisé, au sein de la Communauté économique européenne, l'adoption de préférences généralisées, sans engagement de réciprocité, au profit du tiers monde. Elle continuera à insister auprès des pays membres de la Communauté pour qu'ils accordent aux pays en voie de développement de nouvelles concessions commerciales, sous la forme de préférences douanières et en abaissant les obstacles non tarifaires. La République fédérale étudie actuellement certaines mesures précises et les modalités d'une assistance à différents pays, pour atténuer les effets des baisses brutales des recettes d'exportation de matières premières et formulera des suggestions dès que les entretiens à ce sujet seront achevés.

12. Toutefois, certaines analyses faites dans le cadre de ces discussions montrent que le transfert de ressources sur la base de prix artificiellement élevés des matières premières les plus importantes servirait surtout les intérêts de certains pays industrialisés et d'un petit nombre de pays en voie de développement déjà assez avancés tout en imposant une charge financière aux pays qui souffrent d'une pénurie de matières premières. Or, parmi ces derniers, figurent les pays en voie de développement les plus pauvres et les plus fortement peuplés, qui sont importateurs nets de matières premières.

13. En ce qui concerne le transfert des techniques, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne souhaite encourager la révision de la législation internationale en matière de brevets, à laquelle l'OMPI a déjà commencé à se consacrer. L'Allemagne fédérale participe activement à ces travaux, mais il importe d'éviter de nuire aux intérêts du secteur privé, qui représente une source essentielle de transfert de techniques au profit des pays en voie de développement. Il est important de créer un climat favorable aux investissements tant pour ce qui est d'intensifier le transfert des techniques que pour assurer le transfert voulu de capitaux privés.

14. En dernier lieu, il faudrait que se développe et s'intensifie la coopération économique entre les pays en voie de développement eux-mêmes, notamment sur le plan régional.

15. Le représentant de la République fédérale d'Allemagne espère avoir montré que son pays ne se contente pas de parler de politique de développement mais prend des mesures concrètes, en assumant de ce fait une charge

financière considérable, pour permettre aux pays en voie de développement de produire eux-mêmes des ressources qui leur permettront de pousser plus loin leur développement. En continuant d'appliquer cette politique, la République fédérale espère contribuer de façon constructive aux résultats de la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale. La communauté internationale s'est engagée dans une vaste expérience de coopération en vue d'une grande tâche commune, qui est de construire un ordre économique mondial meilleur et plus équilibré. Il faut ne ménager aucun effort pour que la septième session extraordinaire marque une date, non pas dans l'histoire de l'affrontement, mais dans l'histoire de la coopération.

16. M. KAZI (Pakistan) dit qu'en ces temps de trouble et d'incertitude économiques, où l'inflation et la récession se conjuguent pour faire des projets et des plans de développement une pure fiction et où les violentes fluctuations des prix ont gravement atteint les termes de l'échange de la plupart des pays en voie de développement et aggravé leurs problèmes de paiements, la plupart de ces pays ne sont pas en mesure d'atteindre les objectifs de croissance qu'ils se sont fixés, et certains doivent même lutter pour leur survie économique. Aucune statistique ne peut montrer la dure réalité des souffrances humaines, mais on peut se faire une idée des problèmes auxquels se heurtent les pays les plus pauvres si l'on considère que, tandis que la détérioration moyenne des termes de l'échange de tous les pays en voie de développement non producteurs de pétrole est estimée à 6 p.100 pour 1974, au Pakistan elle atteint 20 p.100 et a alourdi de 900 millions de dollars le déficit de la balance des paiements. Le revenu par habitant de plus de la moitié de la population des pays en voie de développement a baissé en 1974 et d'après une étude de la BIRD on ne peut attendre pour les pays à faible revenu aucun relèvement sensible d'ici à la fin de la décennie sans une action internationale coordonnée sur plusieurs fronts.

17. On ne sait pas très bien quelles sont les causes réelles des difficultés économiques du monde ni à qui imputer la responsabilité des problèmes actuels. Or, la solution des problèmes des pays les plus touchés, parmi lesquels le Pakistan, ne peut pas attendre que l'on se soit mis d'accord sur l'interprétation des leçons de l'histoire ou sur la promesse incertaine d'un avenir brillant. Ces pays sont les premières victimes de la situation actuelle et ils doivent faire face à une tâche urgente et impérieuse : nourrir des populations qui ont faim et juguler le malaise social et l'anarchie économique.

18. Il est évident que les problèmes économiques du monde ne pourront pas être résolus si l'on ne met bientôt à exécution un ensemble de mesures concernant le commerce, la coopération pour le développement et le système monétaire international, en vue d'augmenter la production mondiale, notamment dans les pays en voie de développement. L'expansion économique de ces pays améliorerait leurs conditions de vie tout en créant des débouchés plus larges pour les biens et services des pays développés, ainsi qu'en témoigne l'expansion rapide des échanges entre ces derniers et les pays producteurs de pétrole. Une stratégie mondiale du développement devrait organiser un transfert efficace et suffisant de ressources réelles vers les pays en voie de développement, accroître leurs recettes extérieures

en améliorant le volume et les termes de leurs échanges, et accélérer l'industrialisation en facilitant l'accès aux techniques à des conditions équitables et raisonnables. Ce ne sont pas là des revendications excessives si l'on veut assurer le bien-être des populations dans le monde entier et faire en sorte qu'une vie de dignité ne soit plus l'apanage d'une minorité privilégiée. C'est d'ailleurs le but visé par la Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international et par la Charte des droits et devoirs économiques des Etats.

19. Le système actuel des relations économiques internationales a été conçu après la seconde guerre mondiale pour remplacer un système d'avant guerre dépassé, mais il ne convient plus dans la situation d'aujourd'hui, caractérisée par des mutations économiques rapides. Il est urgent de créer un nouveau système de relations économiques adapté aux besoins et aux aspirations du monde.

20. On ne peut guère blâmer les pays en voie de développement de s'impatiser de la lenteur et des maigres résultats des discussions sur la transformation du système économique. Le Pakistan a cependant toujours préconisé la coopération en vue d'établir un ordre économique nouveau et plus équitable. Il apprécie les efforts sincères qui sont faits, en prévision de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, pour s'entendre sur des terrains précis où l'on pourrait progresser par le dialogue et le consensus, et il espère qu'on se mettra d'accord sur des mesures pratiques. Si la session extraordinaire ne donne pas de résultats concrets, le climat de la coopération internationale sera encore détérioré et le monde se retrouvera en proie aux tensions et aux conflits. Le Conseil, en tant qu'organe directeur central du système des Nations Unies, a un rôle important à jouer en édifiant un cadre d'action convenu et en négociant les compromis nécessaires.

21. Dans l'immédiat, il s'agit de réaliser un accord sur les problèmes qui appellent une solution urgente et qui se prêtent à une intervention rapide. Il est essentiel, tandis que des pourparlers s'engagent sur les grands problèmes à long terme, de décider d'urgence des mesures à prendre pour adoucir le sort des pays qui ont été le plus durement touchés par la crise. M. Kazi espère qu'on pourra s'entendre rapidement sur les mesures suivantes : créer à la BIRD un nouveau mécanisme de financement intermédiaire appelé le "troisième guichet", pour fournir une aide complémentaire d'au moins 1 milliard de dollars par an; mettre au point les dispositions financières préalables à l'établissement du mécanisme pétrolier du FMI pour 1975; créer d'ici à janvier 1976 un fonds fiduciaire spécial qui sera géré par le FMI, pour soutenir la balance des paiements des pays en voie de développement à faible revenu; prendre sans tarder des mesures pour la cinquième opération de reconstitution des ressources de l'IDA; obtenir des pays membres du CAD l'engagement d'atteindre d'ici à 1980 l'objectif d'aide publique au développement de 0,7 p.100 du PNB et d'accroître progressivement leur contribution pour se rapprocher de cet objectif dans la période intérimaire; améliorer la qualité de l'aide aux pays les plus touchés et alléger la charge de leur dette. La délégation pakistanaise souscrit entièrement à la conclusion de la BIRD selon laquelle il faut mettre à la disposition des pays en voie de développement à faible revenu un complément de ressources d'environ

2 milliards de dollars par an pour qu'ils puissent atteindre un taux de croissance raisonnable.

22. Outre ces mesures immédiates, il faut donner une orientation et une nouvelle impulsion aux négociations en cours sur la réforme du système monétaire mondial, d'autant qu'il est nécessaire de mettre un terme aux brusques fluctuations des monnaies, d'instaurer un mécanisme efficace de transfert de ressources financières aux pays en voie de développement et de leur permettre de participer plus efficacement à la gestion des mécanismes monétaires internationaux.

23. Les pays en voie de développement ne pourront pas se doter d'une économie indépendante s'ils n'opèrent des changements radicaux dans leurs relations commerciales avec les pays développés. En particulier il faudrait se mettre d'accord sur les mesures suivantes : adoption de directives pour les négociations sur les produits de base en vue d'assurer des prix justes et rémunérateurs, des marchés stables pour les producteurs et un approvisionnement garanti pour les consommateurs; mesures d'ensemble visant à stabiliser les recettes d'exportation des pays en voie de développement, reconnaissance du principe de l'équilibre entre les prix à l'exportation et les prix à l'importation pour ces pays et d'une compensation pour les fluctuations de leur balance commerciale, mesures pour améliorer le système de financement compensatoire du FMI; accord des pays de l'OCDE sur l'amélioration et l'élargissement du SGP d'ici au début de 1976; adoption d'un programme échelonné de suppression des obstacles tarifaires et non tarifaires à l'importation des produits des pays en voie de développement non inclus dans le SGP. M. Kazi se félicite que certains pays développés aient soutenu les dispositions relatives à l'industrie de la Déclaration de Lima concernant le développement et la coopération industrielle (E/5696, chap. IV) et il espère que ce soutien se traduira bientôt par des mesures concrètes pour favoriser l'industrialisation des pays en voie de développement, conformément aux dispositions et aux objectifs de la Déclaration.

24. L'alimentation est un autre domaine important dont il convient de s'occuper. La délégation pakistanaise souhaite que soit créé rapidement le Fonds international de développement agricole et appliqué l'Engagement international sur la sécurité alimentaire mondiale qui ont été décidés à la Conférence mondiale de l'alimentation (voir E/5587, chap. V). L'accroissement rapide de la production agricole dans les pays en voie de développement est en effet la seule solution durable aux problèmes alimentaires dans le monde.

25. Le monde est confronté à de nombreux problèmes économiques graves qui ne pourront être résolus que par la coopération internationale. La crédibilité et la viabilité de l'ONU et de ses organes dépendent de leur aptitude à traiter ces problèmes rapidement et efficacement. Pour ce faire, il faudra concilier les intérêts des Etats souverains en formulant des programmes d'action qui soient dans l'intérêt des Etats et dans celui du monde tout entier. La communauté internationale se trouve au seuil d'une ère de négociations longues et dures qui ne réussiront que si tous les intéressés font preuve de prévoyance, de tolérance et de compréhension. Pour sa part, le Pakistan entend contribuer pleinement à la tâche ardue qui s'annonce.

26. M. RICHARD (Royaume-Uni) dit qu'il se bornera à présenter des observations sur la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale, et cela pour trois raisons : c'est le plus urgent des points à l'étude; en outre, toute discussion au sein du Conseil des autres points de l'ordre du jour semble ramener inévitablement à l'examen des objectifs de la septième session extraordinaire; enfin, il importe de décider de quelle manière la session extraordinaire peut s'intégrer dans le débat international continu sur les questions économiques et ce que l'on peut raisonnablement en attendre. On pense peut-être que le succès ou l'échec de tout le dialogue sur l'économie mondiale dépendra de la septième session extraordinaire. M. Richard ne partage pas ce point de vue, et ne pense pas non plus que la session extraordinaire doive être considérée comme concluante, car la transformation des relations économiques mondiales n'est pas l'affaire de quelques semaines, mais un processus graduel visant à concilier par une discussion rationnelle des intérêts économiques opposés. Les politiques du système économique mondial se sont modifiées et il s'agit maintenant de transformer ces changements politiques en une action sur le plan économique.

27. Jusqu'à présent les travaux préparatoires de la septième session extraordinaire ont été marqués par peu de progrès d'ordre pratique ou fondamental mais cette absence de progrès est peut-être plus apparente que réelle. La décision de convoquer cette session a été prise en 1973; depuis lors, un bon nombre d'importantes conférences traitant de différents aspects des relations économiques et monétaires mondiales ont eu lieu, et des progrès plus ou moins importants ont été réalisés dans différents domaines. La délégation britannique est heureuse de pouvoir accepter, comme base de discussion, les propositions présentées au cours de consultations officielles par le Groupe des Soixante-Dix-Sept, au sujet de l'ordre du jour de la session extraordinaire, bien qu'elle n'eût pas nécessairement choisi exactement les mêmes sujets comme étant ceux dont l'examen s'impose en 1975.

28. Certains représentants des pays en voie de développement sont encore d'avis qu'une preuve concrète de la volonté politique du monde industrialisé d'aboutir à un accord constructif sur les points de l'ordre du jour proposés est une condition préalable essentielle du succès de la septième session extraordinaire. Cette volonté politique est manifeste dans la Déclaration sur les relations avec les pays en voie de développement adoptée par les ministres des pays membres de l'OCDE à leur réunion de mai 1975¹, ainsi que dans le communiqué final de cette réunion. Dans cette déclaration, les pays membres de l'OCDE proclament leur détermination d'intensifier leurs efforts pour coopérer avec les pays en voie de développement et de faire de réels progrès vers une structure plus équilibrée et plus équitable des relations économiques internationales. Pour ce qui est du Royaume-Uni, le Premier Ministre, dans l'allocution qu'il a prononcée à la réunion de 1975 des chefs de gouvernement du Commonwealth, a préconisé une nouvelle conception des relations économiques internationales fondée sur le besoin fondamental d'un accroissement des richesses qui seraient partagées plus équitablement.

¹ Pour le texte voir OCDE, communiqué de presse, PRESSE/A(75)21.

29. La liste des questions à examiner à la septième session extraordinaire que les pays en voie de développement ont préparée donne à penser que c'est dans ces domaines qu'il faut donner de toute urgence une nouvelle impulsion à la coopération internationale. Cependant, des changements apparaissent déjà. Par exemple, les échanges internationaux fournissent la plus grande partie des recettes en devises dont les pays en voie de développement ont besoin pour financer leur progrès économique. Le Royaume-Uni a été l'un des pionniers du SGP et il est fier du système considérablement amélioré qui a été récemment mis en œuvre par la Communauté économique européenne. La Convention ACP-CEE de Lomé, conclue en février 1975 entre la Communauté et 46 pays en voie de développement, a fourni à ces pays des possibilités d'échanges accrues et, grâce à son système "Stabex", elle a fortement contribué à la stabilisation des recettes d'exportation provenant des matières premières, ce qui est une innovation importante. L'heureuse conclusion du nouvel accord international sur l'étain, qui a montré que le meilleur moyen de résoudre les problèmes entre les pays producteurs et consommateurs était l'action internationale coopérative, peut ouvrir la voie à de futures négociations sur d'autres points essentiels.

30. En préparant la septième session extraordinaire, le Gouvernement du Royaume-Uni a abouti à la conclusion que le commerce des produits de base était l'une des questions qui demandait tout particulièrement à être examinée à nouveau sur le plan international; il a donc entrepris une nouvelle étude de ce problème dont les résultats ont permis au Premier Ministre du Royaume-Uni de présenter à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth un certain nombre de propositions visant à mettre de l'ordre dans le commerce des produits de base, compte tenu plus particulièrement des besoins des pays plus pauvres. Ces propositions ont été examinées à nouveau par le Groupe d'experts constitué par la réunion du Commonwealth, la Communauté économique européenne et l'OCDE. Il est regrettable qu'il n'y ait eu que peu de réactions aux propositions et à l'étude qui l'accompagnait, lesquelles ont été communiquées à toutes les délégations à New York à la fin d'avril 1975. La délégation britannique espère qu'à sa septième session spéciale l'Assemblée générale décidera de prendre certaines mesures positives en vue de poursuivre une discussion approfondie et des négociations dans les organes appropriés.

31. Les autres questions que les pays en voie de développement proposent d'inscrire à l'ordre du jour de la septième session extraordinaire font déjà l'objet de discussions suivies et importantes dans d'autres instances; la question du transfert des ressources est examinée par le Comité du développement du FMI et de la BIRD; une conférence sur l'industrialisation s'est tenue à Lima²; la CNUCED a commencé ses travaux sur l'élaboration d'un code de conduite acceptable concernant le transfert des techniques et on a proposé de convoquer une grande conférence sur l'application de la science et de la technique au développement; enfin, le Conseil est saisi d'un rapport (E/AC.62/9) riche en idées nouvelles, établi par un groupe d'experts

chargé d'étudier les réformes de structure des secteurs sociaux et économiques du système des Nations Unies — processus qui demandera inévitablement un certain temps.

32. M. Richard ne prétend pas que ces activités aient en elles-mêmes diminué la gravité des problèmes économiques mondiaux. Au contraire, les problèmes des pays en voie de développement, particulièrement de ceux qui n'ont pas de matières premières de grande valeur, sont plus sérieux que jamais et les répercussions de la récession croissante et de l'inflation accélérée dont souffre le monde industrialisé accroissent les difficultés des pays en voie de développement. En raison de cette situation, le climat de la septième session extraordinaire sera différent de celui qui avait été envisagé lorsque cette session a été proposée. Tous les pays se rendent mieux compte de la complexité et de la difficulté des questions qui seront traitées à cette session. Les textes récemment adoptés, comme la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, la Charte des droits et devoirs économiques des Etats et la Déclaration et le Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industrielle ont fait apparaître les divergences qui existent entre les conceptions et les intérêts des pays industrialisés et des pays en voie de développement sur certaines questions fondamentales, mais les réunions au cours desquelles ces documents ont été élaborés ont également révélé que l'on prenait en général conscience de la communauté des intérêts et des objectifs. Les pays industrialisés ont sensiblement modifié leur façon de voir dans un temps relativement court. Ils ont accepté l'obligation morale de participer à une transformation profonde de la situation économique mondiale. La délégation britannique espère que le dialogue se poursuivra pendant la septième session extraordinaire et au-delà, et estime que tous les pays devraient se laisser guider par les objectifs modérés que le Président a proposés au Conseil dans sa déclaration liminaire (1953e séance), à savoir définir les éléments et les secteurs sur lesquels les négociations pourraient être engagées, convenir des principes qui régiront les négociations dans chacun de ces secteurs et décider dans quelles instances, existantes ou à créer, seront menées les négociations concrètes.

33. La nature et la substance du dialogue sont plus importantes que l'organe dans lequel il s'engagera immédiatement. L'importance de la septième session extraordinaire ne vient pas de la possibilité d'obtenir des résultats sensationnels, mais du fait qu'elle fournira à toute la communauté internationale l'occasion d'examiner à fond les problèmes et de décider ensuite du cadre dans lequel les négociations détaillées auront lieu par la suite. Le représentant du Royaume-Uni espère qu'on ne demandera pas aux pays développés de prendre des mesures dont ceux qui les proposent doivent bien comprendre qu'elles sont peu réalistes et inacceptables ainsi que politiquement inutiles. Le Royaume-Uni a prouvé sa volonté politique de changement et a le droit de demander, en échange, une certaine compréhension de la part du Groupe des Soixante-Dix-Sept. On ne peut le forcer et on ne le forcera pas à adopter des positions qu'il ne croit pas pouvoir honnêtement accepter. Si la septième session extraordinaire fournit à la communauté internationale l'occasion de démontrer sa volonté politique commune d'aboutir à un changement rationnel et

² Deuxième Conférence générale de l'ONUDI, du 12 au 25 mars 1975.

si elle donne l'impulsion nécessaire pour engager des discussions détaillées dans les organes appropriés, elle aura, de l'avis de la délégation britannique, largement atteint ses buts et objectifs.

34. M. LONGERSTAEY (Belgique) rappelle que, dans son intervention au Conseil en 1974 (1907^e séance), sa délégation avait noté la montée des déséquilibres menaçant la communauté internationale et l'incertitude touchant les mesures correctives à adopter. *L'Etude sur l'économie mondiale, 1974* (E/5665 et E/5681 et Add.1 à 4), confirme la tendance générale qui apparaissait alors.

35. L'année 1975 étant celle de l'examen et de l'évaluation à mi-parcours de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, il est normal de considérer toute la période 1971-1974. Il ressort clairement de *L'Etude* que la période se divise en deux étapes distinctes : une première phase allant de 1971 au début de 1974, caractérisée par une vigoureuse expansion économique, et une deuxième phase marquée par le ralentissement de l'activité économique, en particulier dans les pays développés à économie de marché, ayant eu des répercussions sur l'ensemble de l'économie mondiale.

36. *L'Etude sur l'économie mondiale* fournit des données statistiques sur la récession de 1974. Il faut avant tout noter que cette crise a eu des répercussions sur les relations entre les différents groupes économiques. La stagnation de l'économie dans les pays développés à économie de marché a provoqué un ralentissement dans les pays en voie de développement, en particulier chez ceux qui se sont spécialisés dans l'exportation de produits manufacturés. La même tendance se manifeste en ce qui concerne le volume des exportations des pays en voie de développement vers les pays développés à économie de marché. Tous les indices montrent qu'il existe une interdépendance des économies, que ce soit entre les groupes ou à l'intérieur des groupes. Autre remarque générale : il existe une grande disparité de résultats entre les différents pays en voie de développement eux-mêmes. Bien que les chiffres révèlent que l'écart entre le PIB par habitant des pays développés et celui des pays en voie de développement s'est légèrement réduit et que les termes de l'échange des pays en voie de développement ont connu une amélioration moyenne importante pendant la période 1971-1974, les résultats varient fortement d'un pays ou groupe de pays à l'autre.

37. Ces considérations devraient non seulement inciter à la modestie quant à la possibilité de prévoir ou d'orienter le cours des événements, mais aussi amener à persévérer et à redoubler d'efforts pour atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie internationale du développement.

38. Pour ce qui est des objectifs quantitatifs de la Stratégie, les résultats d'ensemble sont source de satisfaction dans les cas où ils ont été suffisants, et de réflexion concernant les mesures correctives à apporter là où les résultats ont été décevants ou franchement négatifs.

39. Sur l'ensemble de la période, les pays en développement ont obtenu des résultats prometteurs dans le domaine des échanges, ce qui leur a permis d'atteindre, en ce qui concerne l'épargne intérieure, l'objectif fixé dans la

Stratégie internationale du développement. Dans le secteur industriel, le taux d'accroissement de la production a dépassé l'objectif, mais les résultats varient selon les secteurs et les régions. Les réalisations les plus satisfaisantes ont été généralement associées à la réussite sur les marchés d'exportation, ce qui témoigne, une fois de plus, de l'interdépendance des économies. Il semble toutefois que, si le secteur industriel a apporté une contribution substantielle à l'accroissement du PIB, son apport en ce qui concerne la création d'emplois a été beaucoup plus mince. Le problème de la création d'un maximum d'emplois par le biais des investissements reste plus urgent que jamais. On contribuerait à une meilleure planification du développement en recherchant quels sont les types d'industrie le plus propices à la création d'emplois.

40. Malheureusement, les résultats enregistrés ne sont pas aussi encourageants dans l'agriculture que dans le domaine des échanges et de l'industrie. Au cours de la période 1971-1974, le développement agricole n'a pas même atteint la moitié de l'objectif fixé dans la Stratégie internationale du développement. La production agricole mondiale est restée à peu près au même niveau en 1974 qu'en 1973, et les réserves n'ont pas encore été reconstituées. Le niveau alimentaire moyen semble avoir baissé par rapport à l'année 1971. La gravité de la situation appelle une action internationale concertée visant à accroître la production agricole des pays en voie de développement. Il faut intégrer la population rurale sans emploi dans le circuit économique agricole, orientation susceptible d'entraîner des modifications du régime foncier. Des réformes introduites à la fois dans l'ordre économique et l'ordre social pourraient se révéler fructueuses.

41. Parmi les nombreuses autres mesures à mettre en œuvre pour augmenter la production agricole, le représentant de la Belgique se bornera à évoquer le problème des engrais et celui de la formation. En ce qui concerne les engrais, la politique à entreprendre devrait être fondée sur la recherche d'un équilibre entre l'offre et la demande; la Belgique appuiera les mesures prises dans ce sens. Quant aux connaissances techniques et à la formation, ce sont des facteurs fondamentaux du développement agricole. La recherche dans ce domaine n'aurait que des effets limités si elle ne débouchait pas sur une vulgarisation touchant le travailleur de la terre et tenant compte des conditions locales. Cette vulgarisation devrait être intégrée à l'enseignement dans les zones rurales, de façon à se répandre dans le milieu familial par l'intermédiaire de l'enfant.

42. Le commerce a joué un rôle important pendant la période 1971-1974, et les pays en voie de développement ont bénéficié de la hausse généralisée des prix sur les marchés internationaux des produits de base. Mais des éléments qui sont facteurs de progrès dans certaines circonstances peuvent devenir facteurs de régression dans d'autres. Il importe donc d'engager une politique de stabilisation dans les relations commerciales, afin d'assurer des débouchés et des recettes suffisantes aux pays producteurs, ce qui leur fournirait une base solide pour planifier leur développement.

43. Une autre base de ce développement doit s'appuyer sur les secteurs industriel et agricole, qui constituent des

domaines non pas distincts mais complémentaires nécessitant un développement simultané. La population des pays en voie de développement est surtout rurale, et un accroissement de son pouvoir d'achat constituera un stimulant considérable pour la production industrielle. Ces secteurs doivent tous les deux être générateurs d'emploi; pour éliminer le paradoxe que constitue la faible contribution du développement industriel à la création d'emplois, il faut rechercher un meilleur ajustement entre les besoins de main-d'œuvre du secteur manufacturier et de l'économie rurale, qui sont complémentaires à cet égard. Ceci est particulièrement vrai dans les cas où l'industrie ne peut absorber une main-d'œuvre venant d'un secteur agricole de plus en plus modernisé. Il existe également un rapport entre la dimension d'un pays et sa participation aux échanges. Souvent, le volume des ventes sur le marché intérieur n'est pas suffisant pour faire baisser les coûts de production et les prix à la consommation. C'est pourquoi les pays en développement devraient chercher à constituer des marchés dont la taille corresponde aux capacités de production optimales. Un plan de développement tenant pleinement compte des relations entre les secteurs agricole et industriel et inscrit dans un cadre régional ou sous-régional constituerait un stimulant puissant à la multiplication des échanges et permettrait aux pays en développement de se tailler une meilleure place sur les marchés mondiaux.

44. Au cours des 15 dernières années, la Belgique a atteint et souvent dépassé l'objectif de 1 p. 100 du PNB fixé par la Stratégie internationale du développement en ce qui concerne le transfert net de ressources aux pays en voie de développement. Le Gouvernement belge poursuit ses efforts pour porter l'aide publique nette à 0,7 p. 100 du PNB. Il faut se rendre compte que l'évolution des pourcentages ne reflète pas l'évolution en chiffres absolus en raison des augmentations très sensibles du PNB. C'est ainsi qu'en 1972 un accroissement de 5 points de l'aide publique par rapport au PNB correspondait à une hausse de près de 22 p. 100 par rapport au budget d'aide de l'année précédente, ce qui dépassait nettement le taux d'inflation de l'époque.

45. Malgré les difficultés économiques qu'elle rencontre comme les autres pays développés à économie de marché, la Belgique a l'intention d'accroître son assistance financière et technique aux pays défavorisés, pour autant que les bases de son économie ne soient pas affectées par des tentatives visant à remettre en question une expérience de développement économique dont tous les pays ont jusqu'à présent bénéficié.

46. Calculé d'après les critères du CAD de l'OCDE, l'effort belge pour 1975 s'élèvera à 0,62 p. 100 du PNB, soit environ 2 p. 100 du budget de l'Etat, ce qui témoigne de la volonté du Gouvernement belge d'aligner l'aide publique sur l'accroissement du PNB. A cet égard, M. Longerstaey souligne que la Belgique met de plus en plus l'accent sur l'aide multilatérale. L'aide multilatérale belge passera d'environ 25 p. 100 en 1974 à plus de 35 p. 100 en 1975.

47. Une innovation importante caractérisera la contribution belge au développement, à savoir le financement de

projets en association avec des organisations non gouvernementales, qui déploient une grande activité pour l'exécution de nombreux petits projets bénéficiant aux secteurs les plus déshérités de la population.

48. Puisque les résultats escomptés ont été obtenus dans les secteurs du commerce et de l'industrialisation mais non dans l'agriculture et le transfert des ressources, il faudrait se préoccuper en priorité de ces deux derniers secteurs et envisager de prendre des mesures, à l'échelon national et international, afin que les objectifs fixés par la Stratégie soient réalisés avant la fin de la décennie.

49. La délégation belge est disposée à accepter la liste provisoire des domaines et questions concrètes établie par le Groupe des Soixante-Dix-Sept comme base de discussion pour élaborer l'ordre du jour de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, et elle attache une importance particulière au commerce international, qui est le premier point figurant sur cette liste. Dans ce domaine, la Belgique est favorable à une approche dynamique du problème des matières premières, afin de répondre aux besoins de développement des pays en voie de développement et à ceux des pays consommateurs, industrialisés ou sous-développés. A cette fin, il serait utile d'établir une liste de produits de base intéressant les pays en voie de développement et au sujet desquels il serait souhaitable de conclure des accords internationaux. Ces accords permettraient de fixer des prix rémunérateurs et équitables garantissant à long terme une expansion équilibrée de la production et de la consommation. La Belgique souhaite vivement que des négociations dans ce sens soient entamées d'urgence dans le cadre d'un programme considéré comme un tout. Au surplus, dans les cas où des mesures commerciales ne suffiraient pas, le Gouvernement belge est disposé à envisager la mise en place de mécanismes internationaux pour la stabilisation des recettes d'exportation des pays en voie de développement. Le problème alimentaire est lui aussi de première importance, et il est indispensable de prévoir des arrangements spéciaux pour assurer la sécurité alimentaire mondiale. Ces deux dernières mesures seraient bénéfiques pour les pays en voie de développement les plus pauvres. Il serait également nécessaire de veiller à assurer un transfert adéquat des ressources réelles vers ces pays.

50. En conclusion, le représentant de la Belgique souligne que ce programme ambitieux nécessite non seulement la volonté politique des Etats mais aussi une réforme en profondeur de la structure du système économique des Nations Unies. Le rapport du Groupe d'experts sur cette question constituera sans nul doute une source précieuse d'inspiration pour l'Assemblée générale à sa septième session extraordinaire.

51. M. van LENNEP (Secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques) dit que, grâce à la combinaison sans précédent des difficultés qui sont apparues au cours des 18 derniers mois, les pays de l'OCDE ont réussi à réagir de façon concertée dans cinq secteurs essentiels.

52. Dans le domaine commercial, pour parer au risque de mesures protectionnistes de la part des pays ayant une balance des paiements fortement déficitaire, ils ont adopté

le texte d'un engagement³ dans lequel ils se sont déclarés décidés à ne pas appliquer de nouvelles restrictions dans le domaine du commerce et des autres transactions de compte courant et à ne pas stimuler artificiellement les exportations courantes et invisibles. Cet engagement a été renouvelé pour un an à dater de mai 1975.

53. En avril 1975, pour compléter l'action des mécanismes financiers existants et fournir une police d'assurance aux pays qui doivent supporter la charge cumulative du financement de déficits importants et continus, les pays de l'OCDE ont signé un accord portant création d'un fonds de soutien financier. Ce fonds n'affectera en rien les possibilités d'emprunt des pays qui ne font pas partie de l'OCDE; son objectif est de réorienter les courants de capitaux à l'intérieur de la zone de l'OCDE.

54. Dans le domaine de l'énergie, les pays de l'OCDE se sont efforcés dans l'immédiat, par des mesures de coopération qui se sont traduites par la création de l'Agence internationale de l'énergie de l'OCDE, de préserver les ressources existantes et d'exploiter de nouvelles ressources.

55. Ils ont estimé d'autre part qu'il ne fallait pas que les difficultés actuelles en matière de balance des paiements entraînent une diminution des courants d'aide aux pays en voie de développement, et cet objectif a été officiellement approuvé.

56. Enfin, ils se sont efforcés de mettre au point une stratégie commune pour lutter contre l'inflation. Il est devenu nécessaire de prendre des mesures anti-inflationnistes énergiques non seulement pour des raisons de politique intérieure mais aussi dans l'intérêt de l'économie mondiale. La montée de plus en plus rapide des coûts et des prix sur le plan international, sous la poussée des prix extérieurs des facteurs essentiels de la production et des biens d'équipement, a provoqué des tensions dans les relations économiques internationales, compromettant le libre mouvement des échanges et des paiements et menaçant la stabilité politique et sociale. Les pays de l'OCDE ont accepté de maintenir leur économie à un régime bien inférieur à leur potentiel de production afin de lutter contre l'inflation. Ils avaient pleinement conscience des risques que ces mesures représentaient pour leur économie et des effets qu'elles pouvaient avoir sur les pays en voie de développement, s'agissant notamment des problèmes de la balance des paiements, mais ils n'avaient pas le choix.

57. Ces mesures ont permis d'éviter, dans l'ensemble, des restrictions commerciales; il n'y a pas eu de crise monétaire et les institutions financières internationales ne se sont pas effondrées, le volume de l'aide a été préservé et la lutte contre l'inflation et la récession commence à porter des fruits.

58. Néanmoins, la situation actuelle laisse encore à désirer. La récession a été plus marquée que prévu et le taux d'inflation est encore élevé dans un grand nombre de pays.

Les problèmes de la balance des paiements des pays en voie de développement et d'un certain nombre de petits pays de l'OCDE deviennent graves.

59. Il faut tirer de la situation un certain nombre de leçons pour l'avenir. En premier lieu, tant pour la période d'expansion de 1972-1973 que pour le ralentissement de 1974-1975, les prévisions établies à l'échelon national et international n'ont pas tenu suffisamment compte des effets multiplicateurs qui résultent de la synchronisation des cycles nationaux. Cela explique en partie les erreurs graves qui ont été commises, s'agissant de savoir à quel moment appliquer une politique anticyclique et quelle portée lui donner. Les pays ont trop tardé à prendre des mesures pour empêcher l'expansion excessive de 1973 et, par la suite, quand la hausse du prix du pétrole est venue s'ajouter à d'autres facteurs de déflation, ils ont sous-estimé l'ampleur et la persistance du mouvement de récession.

60. Deuxièmement, la façon dont l'économie des pays de l'OCDE a réagi aux secousses venant de l'extérieur et aux mesures de politique intérieure a fait apparaître des faiblesses structurales — rigidités du marché du travail et du marché des produits et mauvaise répartition des ressources, découlant en partie de l'inflation rampante des années précédentes — ainsi que des facteurs psychologiques, sociaux et politiques. Tous ces facteurs ont aggravé les conséquences des pressions inflationnistes et déflationnistes et réduit l'efficacité des politiques qui visaient à les combattre.

61. Troisièmement, une expansion continue et non inflationniste exigerait des changements importants de la politique intérieure des pays industriels et une harmonisation plus poussée des politiques de tous les pays. Il faut réévaluer les perspectives d'une croissance économique continue dans le contexte d'une évolution structurale à moyen et à long terme, compte tenu des contraintes dues à l'inflation. Il faudrait se demander comment l'on pourrait améliorer les instruments de politique économique et les utiliser de manière plus souple pour pouvoir réagir plus complètement et plus rapidement à l'évolution de la situation. Ce processus de réévaluation fondamentale est actuellement en cours au sein de l'OCDE.

62. L'OCDE prévoit qu'une reprise de l'économie va s'amorcer dans un avenir proche. Les pays de l'OCDE dans leur ensemble devraient atteindre un taux annuel de croissance de 4 p. 100 environ pendant le premier semestre de 1976. L'évolution de la situation dépendra pour beaucoup de la confiance manifestée par le secteur privé. Le chômage ne commencera à diminuer qu'en 1976.

63. L'inflation demeure un problème grave et le redressement de l'économie s'amorcera à un moment où le taux d'inflation de certains pays sera encore très élevé. Les écarts existant entre les taux d'inflation sont une source importante d'instabilité monétaire internationale et ont tendance à s'ajouter les uns aux autres. M. van Lennep formule l'espoir que les premiers indices de la reprise de la demande et de la décélération de l'inflation ne seront pas annulés par de nouvelles tendances économiques défavorables qui se manifesteraient hors de la zone de l'OCDE.

³ Déclaration adoptée par les gouvernements des pays membres de l'OCDE le 30 mai 1974. Pour le texte de cette déclaration, voir OCDE, communiqué de presse du 30 mai 1974.

64. L'une des responsabilités essentielles des pays de l'OCDE consistera à assurer l'expansion soutenue et non inflationniste de leur économie et, par conséquent, de l'économie mondiale, mais il ne faut pas oublier qu'ils s'attaquent à cette tâche dans des conditions très différentes de celles qui ont existé dans le passé.

65. S'agissant de réaliser une expansion soutenue et non inflationniste, l'évolution de la situation sur le marché de l'énergie et sur le marché des produits de base jouera évidemment un rôle important, à la fois en tant que cause et en tant qu'effet. De l'avis de M. van Lennep, les intérêts des producteurs et ceux des consommateurs sont fondamentalement convergents et cela doit se traduire par des arrangements concrets garantissant des approvisionnements suffisants à des prix plus stables, qui stimuleraient les investissements, la production et la préservation des ressources.

66. Les pays de l'OCDE reconnaissent que, pendant les dix à vingt années qui viennent, l'économie mondiale devra s'adapter au fait que le coût relatif de l'énergie sera nettement plus élevé qu'il ne l'a été jusqu'en 1973. Les producteurs et les consommateurs de pétrole ont tous intérêt à ce que cette transition se fasse avec le minimum de heurts et, en particulier, sans modifications brusques des prix et de la consommation. Les pays de l'OCDE ont fait savoir qu'ils étaient prêts à engager un dialogue constructif avec les producteurs de pétrole.

67. En ce qui concerne les matières premières industrielles, les producteurs et les consommateurs, quel que soit le niveau de leur développement économique, ont également intérêt à éviter des bouleversements tels que ceux qui se sont produits ces dernières années. La faiblesse actuelle de la demande a des conséquences graves pour les producteurs et risque d'entraîner à l'avenir une diminution des approvisionnements, créant ainsi, dans quelques années, de nouveaux goulots d'étranglement qui relanceront l'inflation dans l'économie mondiale. Il faut que les producteurs et les consommateurs concluent des arrangements concrets en vue de réduire l'instabilité des marchés et les fluctuations des recettes d'exportation, de garantir un niveau d'investissement suffisant, d'améliorer et d'élargir les débouchés et la transformation des produits de base dans le pays d'origine. Les pays de l'OCDE ont créé un groupe de haut niveau sur les produits de base, chargé d'étudier les mesures concrètes à prendre en ce qui concerne les matières premières industrielles et les produits alimentaires de base dont l'exportation présente un intérêt particulier pour les pays en voie de développement.

68. Il ne faut pas oublier que la pénurie d'approvisionnements de produits alimentaires de base a été l'un des principaux facteurs de la forte hausse des prix des produits alimentaires en 1972-1973 et a très vivement atteint certains des pays en voie de développement les plus pauvres. Les pays consommateurs et les pays producteurs doivent prendre les mesures nécessaires pour éviter que cet état de choses ne se reproduise. A cette fin, il faudrait exploiter au mieux l'amélioration actuelle de la production, de manière à constituer des stocks et à conserver les stimulants d'un effort continu de production.

69. Le problème particulier des relations économiques entre les pays de l'OCDE et les pays en voie de développement a été l'une des préoccupations principales des ministres de l'OCDE lors de la réunion du Conseil des ministres qui s'est tenue à la fin de mai 1975 et de la réunion du CAD qui a eu lieu en juillet 1975. Les ministres ont adopté une déclaration sur les relations avec les pays en voie de développement, par laquelle les pays membres se déclarent décidés à étudier des politiques ayant pour but de renforcer la position des pays en voie de développement dans l'économie mondiale, à examiner les problèmes pertinents en insistant particulièrement sur la production alimentaire, l'énergie, les produits de base et l'aide au développement pour les pays les plus gravement touchés, et à poursuivre le dialogue avec les pays en voie de développement dans tous les organes appropriés. La Déclaration a été placée dans la perspective dynamique d'une participation accrue des pays en voie de développement aux avantages découlant d'une amélioration et d'une expansion de l'économie mondiale et des progrès dans la voie de l'établissement d'une structure plus équilibrée et plus équitable des relations économiques internationales.

70. L'OCDE entreprend une étude complète des relations économiques avec les pays en voie de développement, qui a pour objet d'aider les gouvernements des pays membres à mettre au point une série d'approches constructives diverses pouvant être adoptées dans les cas où les perspectives de progrès paraissent les plus encourageantes. On s'accorde généralement à reconnaître qu'il est particulièrement nécessaire de prendre rapidement des mesures constructives pour répondre aux besoins des pays à faibles revenus qui ont absolument besoin d'aide pour assurer leur développement à long terme. Les membres du CAD concentrent toujours davantage leur aide sur les pays à faibles revenus, comme en témoigne l'importance qu'ils accordent au développement agricole. La plupart des pays membres du CAD s'efforcent de doubler leur assistance à cette fin. En outre, plusieurs initiatives nouvelles en vue de fournir de l'aide aux pays en voie de développement, telles que le Fonds fiduciaire spécial qui sera géré par le FMI et le Fonds international de développement agricole sont actuellement à l'étude et on peut espérer qu'elles se concrétiseront bientôt. La Banque mondiale a déjà pris les premières mesures en vue de la création de ce que l'on appelle le "troisième guichet".

71. On reconnaît généralement qu'il est nécessaire d'accélérer le processus d'évolution des structures économiques tant dans les pays développés que dans les pays en voie de développement afin d'offrir davantage de possibilités au commerce des pays en voie de développement dans le cadre d'une expansion de l'économie mondiale. Des problèmes d'une complexité sans précédent se posent aux gouvernements, qui doivent examiner ensemble leurs systèmes de valeurs et de prise de décisions et s'efforcer d'élaborer des politiques constructives, et concertées en vue d'un développement mondial équilibré. M. van Lennep donne au Conseil l'assurance que l'OCDE fera tout son possible pour apporter sa contribution à cet effort.

1961^e séance

Mardi 8 juillet 1975, à 15 h 10

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SR.1961

En l'absence du Président, M. E. Longestaey (Belgique), vice-président, prend la présidence.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle (suite) [E/5654, E/5665, E/5681 et Add.1 à 4, E/5682, E/5692, E/5699, E/5713]

1. M. MWANGAGUHUNGA (Ouganda) tient, à l'occasion du trentième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, à réaffirmer l'attachement de son pays aux objectifs de la Charte des Nations Unies. Jusqu'ici, l'ONU a essentiellement mis l'accent sur les problèmes de politique et de sécurité, mais la communauté internationale ne doit pas perdre de vue que la stabilité politique ne s'instaurera que lorsque des conditions économiques et sociales plus justes auront été mises en place. La présente session du Conseil s'est ouverte dans le contexte d'une grave crise économique mondiale; différentes solutions à cette crise ont été suggérées, mais c'est la volonté politique de les mettre en œuvre à l'échelle mondiale qui semble faire défaut. Il faut espérer que le Conseil parviendra à un consensus politique sur ce problème, en évitant les affrontements stériles et en faisant preuve d'un esprit de compromis; toutefois, quand les plus forts se refusent aux concessions, les faibles sont contraints de recourir aux procédures démocratiques normales. L'histoire et les événements récents ont montré que l'harmonie des relations économiques internationales ne dépend pas d'une "sélection naturelle", mais de la faculté de s'adapter à des circonstances changeantes.

2. La nécessité d'aboutir à un consensus est particulièrement évidente à propos de deux grandes questions dont le Conseil est saisi : d'une part les travaux préparatoires de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, et d'autre part l'examen et l'évaluation, au milieu de la Décennie, des progrès réalisés dans l'application de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (points 10 et 9 de l'ordre du jour). En ce qui concerne le premier point, le Groupe des Soixante-Dix-Sept a dressé et présenté au cours d'entretiens officieux une liste provisoire des domaines et questions concrètes à envisager dans le cadre des préparatifs de la session extraordinaire. D'ici là, plusieurs réunions importantes auront lieu, notamment la conférence au sommet de l'OUA, où la position africaine pourra être précisée. La délégation ougandaise est prête à participer à des consultations officielles ou officieuses afin de réaliser ce consensus nécessaire au succès de la septième session extraordinaire. A sa sixième session extraordinaire, l'Assemblée générale a adopté la Déclaration et le Pro-

gramme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international qui, avec la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, doit constituer la base du nouvel ordre économique; à sa septième session extraordinaire, elle devra rechercher quels obstacles et quelles difficultés s'opposent à l'instauration de ce nouvel ordre économique. Il y a lieu de noter à ce propos que certaines prises de position ou déclarations récentes, ainsi que la Convention ACP-CEE de Lomé et les travaux de la réunion des chefs de gouvernements des pays du Commonwealth à Kingston, Jamaïque, semblent marquer une évolution encourageante dans les idées.

3. La délégation ougandaise est prête à entrer en consultation sur le point 9 de l'ordre du jour à propos duquel le Groupe des Soixante-Dix-Sept a déjà présenté une proposition préliminaire (E/5693, annexe IX) qui pourrait constituer la base d'un dialogue avec les autres groupes en vue d'en arriver à un consensus. La première moitié de la Décennie a été plutôt décevante pour de nombreux pays en voie de développement : à sa sixième session extraordinaire, le Conseil du commerce et du développement a confirmé que pendant cette période la situation de la plupart d'entre eux ne s'était guère améliorée, et s'était même dans certains cas détériorée.

4. Le CPD est arrivé aux mêmes conclusions à sa onzième session, en avril 1975, et il a jugé qu'aucun pays figurant actuellement sur la liste des pays les moins avancés ne devait en être retiré avant la fin de la Décennie (E/5671, par. 130); M. Mwangaguhunga rappelle, à ce propos, que certains avaient suggéré de rayer l'Ouganda de cette liste alors que l'Ouganda, pays sans littoral, est l'un de ceux qui ont le plus souffert de la crise actuelle. En 1974, son PIB a diminué de 2 p. 100 en valeur réelle et quoique sa production industrielle ait représenté 9,3 p. 100 du PIB — contre seulement 7,8 p. 100 l'année précédente — la production industrielle réelle a diminué en raison notamment de difficultés d'approvisionnement en pièces détachées. A ce propos, le représentant de l'Ouganda tient à remercier l'ONUDI et le PNUD qui se sont efforcés d'aider son pays, contrairement à d'autres organismes internationaux qui ont fait preuve d'une certaine mauvaise volonté, du fait peut-être de pressions exercées par ceux qui n'apprécient pas la politique d'indépendance économique de l'Ouganda, qui tend à faire reconnaître le droit souverain des Etats sur leurs ressources naturelles et leur pouvoir de décision sur leur avenir économique.

5. Il est surprenant qu'au lieu de négocier pour résoudre les différends bilatéraux certains aient recours à des procédures incompatibles avec la Charte des droits et devoirs économiques des Etats : c'est ainsi que l'Ouganda, pourtant durement touché par la crise économique, a bien

failli ne pas être inscrit sur la liste des pays bénéficiaires de l'aide d'urgence. Heureusement, le sens des réalités a prévalu, et M. Mwangaguhunga remercie le Secrétaire général de l'ONU de l'aide d'urgence qui a été apportée à l'Ouganda, en espérant que son pays pourra encore en bénéficier à l'avenir. Il faudra d'ailleurs que la question des pays les moins avancés et des pays sans littoral soit étudiée avec attention, tant à la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale que lors de l'examen et de l'évaluation de l'application de la Stratégie internationale du développement.

6. On a dit que la crise actuelle pouvait se comparer à celle des années 1930 : ce n'est qu'au prix de profondes réformes politiques et sociologiques que l'on peut espérer résoudre des problèmes d'une telle envergure, d'où l'intérêt du rapport sur la nouvelle structure des Nations Unies pour la coopération économique internationale (E/AC.62/9). Les changements qui y sont proposés et ceux que des gouvernements y apporteront seraient de nature à insuffler au Conseil une volonté politique plus forte; lors de la cinquante-septième session la délégation ougandaise (1907^e séance) avait d'ailleurs déjà insisté sur la nécessité pour le Conseil d'accroître son efficacité, et avait même avancé l'idée que celui-ci pourrait siéger de façon permanente.

7. M. KEGEL (République démocratique allemande) déclare que le développement de relations économiques internationales égalitaires, l'accès à l'indépendance économique des pays en voie de développement, l'abolition de toute forme de colonialisme et de néo-colonialisme sont des problèmes dont la solution est de la plus grande urgence; de ce point de vue, les événements récents sont alarmants. Le système économique capitaliste traverse sa crise la plus profonde depuis la fin de la seconde guerre mondiale, et l'on peut déduire de l'*Etude sur l'économie mondiale, 1974. - Deuxième partie* (E/5681 et Add.1 à 4), que cette crise n'a pas encore atteint son paroxysme. Cette crise, dont les causes se situent dans le système capitaliste même, entraîne une grande insécurité dans les relations économiques internationales et porte préjudice à la plupart des pays du monde. L'observateur de l'Inde a souligné les effets négatifs de ces perturbations sur le progrès socio-économique des pays en voie de développement (1958^e séance) et il a su en désigner les responsables.

8. Le rôle néfaste des monopoles transnationaux dans les relations économiques internationales et dans l'exploitation des pays en voie de développement est particulièrement net; ces monopoles ont dressé de nombreux obstacles au développement indépendant et harmonieux de ces pays, et sont les grands bénéficiaires de la crise économique actuelle. En effet, selon une enquête de la First National City Bank, les profits de 853 de ces sociétés se sont considérablement accrus entre 1973 et la fin de 1974. D'autre part, la plupart des pays en voie de développement connaissent de graves difficultés de balance commerciale et de balance des paiements, et cela parce que ces monopoles soustraient à ces pays d'importantes ressources financières par divers moyens : rapatriement des bénéfices, paiements d'intérêts, échange de marchandises de valeurs non équivalentes, etc. Cette spoliation dépasse de loin ce que les Etats capitalistes appellent l'aide financière au développement.

9. C'est pourquoi la République démocratique allemande est favorable à toute mesure efficace visant à combattre les effets négatifs de la crise et la détérioration de la balance commerciale des pays en voie de développement; ce sont d'abord les responsables et les bénéficiaires de la crise qui doivent réparer les dommages subis par les pays en voie de développement.

10. La réforme de l'ordre économique international n'est pas une question purement académique : il s'agit bel et bien d'instaurer des relations véritablement fondées sur l'égalité, le respect de la souveraineté, la non-ingérence et la coexistence pacifique et il importe, pour l'avenir de la coopération économique internationale, de prendre nettement position sur ce point.

11. La République démocratique allemande appuie la lutte des pays en voie de développement contre des forces préjudiciables au développement. Sur la base solide de la coopération économique dans le cadre du CAEM, elle a conclu avec plus de 60 Etats des accords de coopération, elle a diversifié ses échanges commerciaux avec les pays en voie de développement, favorisé la mise en valeur de leurs ressources et resserré ses relations scientifiques et techniques avec eux.

12. De l'avis de la délégation de la République démocratique allemande, pour améliorer les relations économiques internationales, il faut accentuer le processus de détente, cesser la course aux armements et accélérer le désarmement, donner suite aux décisions prises par l'Assemblée générale à sa sixième session extraordinaire et appliquer la Charte des droits et devoirs économiques des Etats. Les dépenses militaires représentent des sommes considérables soustraites à l'assistance économique, scientifique et technique aux pays en voie de développement. A cet égard, M. Kegel rappelle que la résolution 3093 (XXVIII) de l'Assemblée générale préconise une réduction de 10 p. 100 des dépenses militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité.

13. A propos des préparatifs de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, le représentant de la République démocratique allemande fait observer que la coopération économique internationale n'est possible que sur de solides bases politiques. Cette session devrait servir entre autres choses à analyser l'application des décisions adoptées à la sixième session extraordinaire et des principes énoncés dans la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, à déterminer les obstacles qui s'y opposent et à proposer des solutions. C'est dans cet esprit qu'à la deuxième session du Comité préparatoire la République démocratique allemande a présenté des propositions sur les sujets suivants : préalables politiques pour le développement économique et l'application des décisions de l'Assemblée générale et des dispositions de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats; transformations socio-économiques et nouvel ordre économique international; rôle du secteur étatique et des masses populaires dans le progrès socio-économique des pays en voie de développement; non-discrimination, égalité et avantages mutuels dans les relations économiques internationales, notamment dans le commerce.

14. En ce qui concerne la réorganisation du système des Nations Unies, le Gouvernement de la République démocratique allemande étudie les propositions énoncées dans le rapport concernant la nouvelle structure des Nations Unies pour la coopération économique internationale. La délégation de la République démocratique allemande, comme d'autres délégations, est d'avis que les propositions de réorganisation en vue d'une mise en œuvre plus efficace des principes et des buts de la Charte des Nations Unies pourront être approuvées. Mais ces propositions touchent des problèmes très complexes et nécessitent un examen approfondi.

15. Le climat de détente actuel est propice à la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, malgré certains éléments favorables à la guerre froide. Le succès de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe devrait contribuer à améliorer la détente. Il appartient au Conseil économique et social de contribuer pour sa part à l'application des principes de la coexistence pacifique. Le Conseil doit aussi contribuer par des propositions constructives à l'application des décisions de l'Assemblée générale de l'ONU concernant le désarmement et la limitation des armements.

16. M. JARAMILLO (Colombie) dit que, cinq ans après l'adoption de la Stratégie internationale du développement, la plupart des pays développés n'ont encore rien fait pour la mettre à exécution, alors que les problèmes du tiers monde ne font que s'aggraver : ralentissement de la croissance du PIB, baisse de la production alimentaire, insuffisance de la production et des exportations de produits agricoles.

17. En ce qui concerne plus particulièrement le commerce extérieur des pays en voie de développement, la situation laisse également à désirer : on ne s'est pas mis d'accord sur les principes d'une politique des prix et de l'accès des produits de base aux marchés; un seul accord international a été conclu, sur le cacao; les schémas de préférences généralisées des pays développés n'apportent guère d'avantages aux pays en voie de développement, notamment à ceux de l'Amérique latine, par suite de l'exclusion des produits agricoles et de divers produits manufacturés et de l'application de restrictions non tarifaires.

18. Il importe donc d'examiner, au cours de la présente session, la documentation transmise au Conseil par le Comité de l'examen et de l'évaluation dans son rapport sur sa troisième session (E/5693), en particulier la proposition préliminaire du Groupe des Soixante-Dix-Sept figurant à l'annexe IX à ce rapport et qui prévoit une révision de la Stratégie internationale du développement en fonction du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international et de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats.

19. Sur le Programme d'action, il serait prématuré de faire des observations, mais la délégation colombienne note avec satisfaction les préparatifs faits par le secrétariat et par les organes techniques spécialisés pour s'adapter aux nouvelles tâches que leur impose le Programme d'action.

20. En ce qui concerne la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, la délégation colombienne, qui fait

partie du Comité préparatoire, déplore vivement que les divers groupes n'aient pas pu se mettre d'accord, ne serait-ce que sur l'ordre du jour de la session.

21. La délégation colombienne remercie le secrétariat de la documentation utile qu'il a établie, notamment du rapport du Groupe d'experts sur les réformes de structure du système des Nations Unies et du rapport du Secrétaire général sur le développement et la coopération économique internationale (E/AC.62/8) qui traite notamment des changements à introduire dans les relations économiques internationales pour l'application du Programme d'action; ce dernier rapport dresse un tableau complet de la conjoncture économique mondiale et il sera très utile à la délégation colombienne pour arrêter sa position à la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale.

22. M. NIKOLOV (Bulgarie) constate que la cinquante-neuvième session du Conseil s'inscrit dans le contexte d'une crise aiguë qui continue de secouer les pays à économie de marché. Ces bouleversements ont des répercussions néfastes sur la coopération économique internationale, sur l'économie d'un grand nombre de pays en voie de développement et sur la réalisation des objectifs de la Stratégie internationale du développement. De nombreux pays en voie de développement restent dans un état de dépendance vis-à-vis des anciennes puissances coloniales. Les monopoles et les sociétés multinationales s'emploient à rejeter les difficultés imputables à la crise et à l'inflation sur les peuples des pays en voie de développement. Il faudrait pourtant que s'instaure enfin une véritable coopération économique fondée sur les principes du respect de la souveraineté des Etats, de la non-ingérence dans leurs affaires intérieures, de l'égalité de leurs droits, de l'avantage mutuel et de la non-discrimination. Tous ces principes sont inscrits dans la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, instrument capital de la décolonisation économique, dont l'application scrupuleuse permettrait aux pays en voie de développement de se forger une économie nationale indépendante et de participer plus activement à la division internationale du travail.

23. Pour sa part, la Bulgarie intensifie systématiquement la coopération économique avec les pays de la communauté socialiste et tout particulièrement avec l'Union soviétique, conformément au programme d'intégration économique socialiste adopté par le CAEM. Ce type d'intégration économique volontaire ne réclame pas la création d'organes supranationaux. Par ailleurs, la Bulgarie développe ses relations économiques avec les pays à économie de marché et avec les pays en voie de développement. Avec ces derniers, la Bulgarie s'emploie à élargir constamment ses relations économiques, commerciales et culturelles. Elle cherche tout particulièrement à concourir à l'industrialisation de ces pays par la création d'industries de transformation, à la diversification de leur économie, à la formation professionnelle de cadres nationaux et à la consolidation des positions du secteur public, principal levier de l'industrialisation dans ces pays.

24. La délégation bulgare espère que l'Assemblée générale, à sa septième session extraordinaire, donnera une impulsion nouvelle à la coopération économique internationale. Les modifications de structure qui pourraient

être apportées aux organes de l'ONU chargés des affaires économiques et sociales devraient avoir pour objet de renforcer la fonction de coordination du Conseil économique et social, d'accroître l'efficacité opérationnelle et d'éviter les chevauchements d'activités.

25. M. Nikolov tient à faire observer que pour réaliser, au moyen de cette véritable coopération économique, un développement accéléré, il convient de tout mettre en œuvre pour rendre irréversible la détente sur le plan international et pour restructurer les relations internationales en matière politique, économique, commerciale, etc., sur la base du principe de la coexistence pacifique entre les Etats dotés de systèmes économiques et sociaux différents. Il importe, en particulier, de faire aboutir les négociations de Genève et de Vienne sur les grands problèmes du désarmement, et la Bulgarie appuie l'initiative soviétique en faveur de la conclusion d'un accord entre les grandes puissances qui interdirait de créer de nouvelles armes de destruction massive. Il convient aussi d'intensifier les efforts tentés pour faire appliquer la résolution 3093 (XXVIII) de l'Assemblée générale demandant aux membres permanents du Conseil de sécurité de réduire de 10 p. 100 leur budget militaire et d'affecter une partie des fonds ainsi libérés à l'aide aux pays en voie de développement.

26. M. KHANE (Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel) dit que d'importantes mesures ont déjà été prises, au cours de l'année écoulée, en vue d'instaurer un nouvel ordre économique international. Pour sa part, l'ONUDI y a apporté sa contribution à l'occasion de sa deuxième Conférence générale, tenue à Lima en mars 1975. Constatant que la part des pays en voie de développement dans la production industrielle mondiale était encore extraordinairement faible, les participants à la Conférence ont fixé comme objectif que cette part devait être portée à 25 p. 100 au moins du total de la production industrielle mondiale d'ici à l'an 2000. Cela imposera à la communauté internationale tout entière de procéder à des réaménagements et à des améliorations et exigera aussi des pays en voie de développement qu'ils portent leur taux annuel de croissance industrielle à un niveau largement supérieur à celui de 8 p. 100 qui est recommandé dans la Stratégie internationale du développement. Sur le plan national, la réalisation de cet objectif réclame un nouvel effort d'investissements et, dans de nombreux domaines, elle imposera des tâches énormes, d'autant que les capacités technologiques des pays en voie de développement sont encore très limitées. Il faudra aussi que ces pays prennent garde de ne pas négliger les aspects humains de l'industrialisation et se prémunissent contre la désintégration de leur système de valeurs et de leur identité culturelle. La création d'activités industrielles nouvelles ne doit pas obéir exclusivement aux statistiques de la production ou à l'économétrie, car l'industrialisation n'est véritablement positive que si les avantages qu'elle procure sont assimilés par la population et équitablement répartis.

27. La Déclaration et le Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industrielle (E/5696, chap. IV) non seulement définissent les problèmes et fixent des objectifs, mais aussi indiquent des solutions et les moyens d'atteindre les objectifs. Les auteurs de ces instru-

ments accordent, en particulier, beaucoup d'attention aux industries fondées sur des activités agricoles ou liées à ces activités, supprimant ainsi la séparation radicale qui, par tradition, existait entre l'industrie et l'agriculture. Il est désormais reconnu qu'agriculture et industrie sont nécessairement complémentaires et que les liens sont extrêmement étroits entre les divers secteurs de la production.

28. Entre les organisations du système des Nations Unies, aussi, les liens sont étroits. Entreprendre des recherches et des activités dans le secteur industriel impose de coordonner étroitement ces activités avec beaucoup d'autres qui relèvent d'organisations différentes. La Conférence de Lima a donc demandé à l'ONUDI de resserrer ses liens avec les autres organisations du système pour favoriser le développement industriel, et un premier échange de vues à ce sujet a eu lieu récemment à Genève entre les chefs de secrétariat des organisations intéressées. Le Directeur exécutif de l'ONUDI est convaincu que cette forme de coopération s'intensifiera et permettra de concevoir le développement industriel selon un mode d'approche intégré et multi-sectoriel.

29. La Déclaration de Lima, par ailleurs, précise bien quelles sont les priorités en matière d'industrialisation : les pays en voie de développement doivent accorder une attention particulière au développement d'industries de base telles que la sidérurgie, l'industrie chimique, l'industrie pétrochimique et les constructions mécaniques, afin de consolider leur indépendance économique tout en réalisant une forme efficace de remplacement des importations et en accroissant leur part dans les échanges mondiaux.

30. A l'échelon régional et à l'échelon global, c'est la coopération entre pays en voie de développement et pays industrialisés qui, pour les auteurs de la Déclaration de Lima, est le principe fondamental à mettre en pratique, en particulier sous forme de consultations destinées à faciliter le redéploiement de certaines capacités de production à partir des pays industrialisés et la création d'industries nouvelles dans les pays en voie de développement. Ces consultations devraient aboutir à des accords non seulement entre pays, mais aussi d'entreprise à entreprise.

31. Par ailleurs, il faut entendre le redéploiement des capacités de production comme s'étendant à la redistribution de la technologie, du savoir-faire, de l'équipement, du capital et d'autres facteurs essentiels de production. Cela dit, de telles consultations ne seront fructueuses que si les parties mesurent bien la portée des problèmes et sont fermement décidées à coopérer les unes avec les autres. Au cours des quelques dernières années, on a pu voir de nombreux exemples de redéploiement de certaines capacités de production industrielles d'un pays industrialisé à l'autre, quel qu'en soit le régime socio-économique, en vertu d'accords conclus soit entre les entreprises, soit entre les pays. En généralisant cette forme de restructuration industrielle et en instaurant une nouvelle division du travail, on renforcerait certainement l'interdépendance dans le monde. Pour sa part, l'ONUDI, tout en conservant à son action un caractère de catalyseur, facilitera ces consultations de diverses façons. Des études préliminaires faites par l'Organisation indiquent que certaines entreprises industrielles sont d'ores et déjà disposées à coopérer les unes avec les autres. Sur le plan régional, on organisera également des

consultations qui renforceront la coopération entre les pays en voie de développement eux-mêmes, et, à ce niveau, l'ONUDI et les commissions régionales devront collaborer aussi étroitement que possible.

32. Dans la Déclaration de Lima, la deuxième Conférence générale de l'ONUDI demande aussi le renforcement de l'ONUDI elle-même, et recommande qu'elle soit transformée en institution spécialisée. Le Comité économique du Conseil est saisi d'un projet d'acte constitutif (E/5711) que l'Assemblée générale étudiera à sa septième session extra-

ordinaire. La Conférence générale réclame aussi avec insistance la création d'un fonds pour le développement industriel qui permettrait à l'ONUDI de répondre rapidement aux besoins des pays en voie de développement. Le Directeur exécutif de l'ONUDI espère que sur tous ces points, importants pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international, les travaux du Conseil seront concluants.

La séance est levée à 17 heures.

1962^e séance

Mercredi 9 juillet 1975, à 10 h 40

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SR.1962

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle (*suite*) [E/5654, E/5665, E/5681 et Add.1 à 4, E/5682, E/5692, E/5699, E/5713]

1. M. ŠMÍD (Tchécoslovaquie) fait observer que la cinquante-neuvième session du Conseil coïncide avec le trentième anniversaire de la libération de la Tchécoslovaquie de l'occupation nazie et de la victoire sur le fascisme à la fin de la seconde guerre mondiale. Cette victoire a marqué le début d'une ère nouvelle dans l'histoire de la Tchécoslovaquie, au cours de laquelle son peuple a progressivement édifié une société socialiste. Le triomphe des révolutions socialistes dans un grand nombre de pays d'Europe et d'Asie a abouti à la création du système socialiste mondial. Après trente ans de dur labeur, le bilan des pays socialistes est bon. La large coopération qu'ils ont instaurée entre eux et l'aide qu'ils se sont mutuellement accordée leur ont permis de rétablir une économie ravagée par la guerre, d'édifier une industrie moderne, de développer une agriculture collective extrêmement productive et d'assurer l'essor sans précédent de la culture et du niveau de vie de leurs travailleurs. La production industrielle des pays socialistes représente aujourd'hui plus du tiers de la production industrielle mondiale, dont le volume a été plus que multiplié par neuf en vingt-cinq ans. Avec le développement dynamique de leurs économies nationales, la science et la culture dans les pays socialistes progressent encore et le niveau de vie et la sécurité sociale ne cessent de s'améliorer.

2. A la suite de la création, en 1949, du CAEM, la première organisation internationale d'Etats à décider de mettre fin au système économique capitaliste, ses membres sont progressivement parvenus à s'assurer une croissance économique stable, rapide, qui ignore la récession, grâce aux efforts et à l'initiative des masses de travailleurs libérés de toute exploitation, grâce à une gestion avisée et planifiée

de l'économie et grâce à la coopération des Etats membres. Mais, si son programme est orienté vers le socialisme, le CAEM ne veut nullement être un groupe économique fermé au reste du monde. Il conçoit la division socialiste du travail dans le contexte plus large de la division internationale du travail. Il s'agit là d'une communauté ouverte, prête à coopérer, sur un pied d'égalité et selon le principe de l'avantage mutuel, avec tous ceux qu'une telle coopération intéresse sincèrement.

3. De profonds changements sont en train de transformer tout l'ancien système des relations internationales, et les principes démocratiques sont de mieux en mieux respectés, essentiellement le principe de la coexistence pacifique entre Etats dotés de systèmes sociaux différents. Le Gouvernement tchécoslovaque appuie sans réserve les efforts visant à généraliser la détente, à renforcer la paix et la sécurité internationales et à développer la coopération entre tous les Etats, quel que soit leur système social.

4. Ces efforts accrus en vue de réaliser la détente sur le plan international et d'assurer dans le monde une paix et une sécurité durables ont permis de réunir la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale sur l'initiative des pays en voie de développement. Les résultats enregistrés à cette session devraient concourir à la création d'un nouvel ordre économique international, mettre fin aux injustices historiques dans les relations économiques internationales et garantir aux pays en voie de développement de pouvoir participer sur un pied d'égalité à la division internationale du travail. Les principes inscrits dans la Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international — égalité souveraine des Etats, participation, sur une base d'égalité, de tous les pays au règlement des problèmes économiques mondiaux, droit pour chaque pays d'adopter le système économique et social qu'il veut et d'exercer une souveraineté permanente sur ses ressources naturelles, y compris le droit de nationaliser et le droit de réglementer les activités des monopoles transnationaux —, tous ces principes sont des conditions préalables à l'amélioration

ration du sort des pays en voie de développement. Le Gouvernement tchécoslovaque est par ailleurs heureux qu'ait été adoptée la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, qui est la suite logique de la Déclaration en question et qui constitue un instrument important dont l'application peut concourir très nettement à la reprise de l'économie mondiale.

5. Quand la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement a été lancée en 1970, la Tchécoslovaquie et les autres Etats socialistes ont déclaré ensemble qu'ils souscrivaient sans réserve aux objectifs de la Décennie, laquelle devait pouvoir apporter un concours important au développement économique et social général. Ces pays espéraient que l'on chercherait à assurer aux pays en voie de développement la possibilité de participer dans des conditions d'égalité à la division internationale du travail de façon à faciliter pour eux un développement autonome. Mais, en dépit des mesures prises par l'ONU et les institutions spécialisées pour intensifier le développement dans ces pays, il n'a pas été réalisé de progrès sensible et il a fallu reconnaître que la mise en œuvre de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie a été jusqu'à présent peu satisfaisante. Si la part des pays en voie de développement dans la production mondiale a augmenté grâce aux excédents de leur produit national global, cela n'a pas suffi à rétrécir le fossé entre le revenu moyen des pays en voie de développement et celui des pays développés. La mise en œuvre de la Stratégie a souffert de la politique néo-colonialiste des Etats impérialistes, des machinations économiques des pays capitalistes avancés, de l'influence destructrice des monopoles supranationaux, de la crise monétaire qui secoue le monde capitaliste, de l'inflation, des conflits et de la course aux armements. Il faut espérer que l'application de la Déclaration et du Programme d'action ainsi que de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats permettra d'éliminer un bon nombre de ces facteurs. Tous les Etats qui veulent sincèrement le développement accéléré des pays en voie de développement devraient s'attacher à assurer l'application de ces instruments.

6. A la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, la délégation tchécoslovaque défendra les principes de la coopération économique internationale entre tous les pays, quel que soit leur régime social, coopération fondée sur une détente accrue sur le plan international et la sauvegarde de la paix et de la sécurité. La Tchécoslovaquie continuera à appuyer les principes de l'égalité, de l'avantage mutuel et de la non-discrimination dans les relations commerciales et à rejeter le recours à l'agression et aux pressions économiques dans les relations entre Etats comme étant incompatible avec les dispositions de la Charte des Nations Unies. A son avis, il est inadmissible de transmettre à d'autres Etats ou groupes d'Etats des difficultés économiques dont peuvent souffrir certains Etats ou groupes d'Etats. Il faut mettre un terme à toute discrimination dans les relations entre Etats dotés de systèmes sociaux différents et entre les Etats capitalistes avancés et les pays en voie de développement. Lorsqu'on envisage comment instaurer un nouvel ordre économique international et intensifier le développement des pays en voie de développement, il faut comprendre que le désarmement et la réduction des budgets militaires libéreraient des ressources financières,

techniques et scientifiques énormes au profit de la solution des problèmes les plus urgents en matière de développement.

7. L'attitude que la Tchécoslovaquie adopte à l'égard des pays en voie de développement correspond à l'orientation générale de sa politique étrangère. Elle a établi systématiquement avec un certain nombre de ces pays une coopération économique, commerciale, scientifique et technique très large et à long terme, qui est à l'avantage mutuel de toutes les parties et qui repose sur des accords intergouvernementaux. L'assistance que la Tchécoslovaquie assure aux pays en voie de développement est rattachée aux intérêts nationaux de ces pays et à leurs programmes de développement, et vise essentiellement au développement de la production, lequel devrait aider ces pays à se libérer de l'obligation où ils sont de recourir à certaines importations et à maîtriser les moyens de production modernes. Pour leur donner des possibilités accrues d'exporter, la Tchécoslovaquie, en 1972, a accordé des préférences douanières pour la plupart des produits qu'elle importe des pays en voie de développement. La valeur des importations tchécoslovaques en provenance de ces pays est passée de 2,8 milliards de couronnes tchécoslovaques en 1970 à 3,7 milliards en 1974, et la valeur de ses exportations à destination de ces pays pendant la même période est passée de 3,7 milliards à 4,1 milliards de couronnes tchécoslovaques. La Tchécoslovaquie leur a non seulement fourni du matériel de production, mais aussi assuré une large assistance technique, sous forme notamment de compétence scientifique et technique, de brevets et licences d'exploitation, et de moyens de formation professionnelle et scientifique.

8. Le Gouvernement tchécoslovaque est disposé à développer davantage encore la coopération économique avec tous les pays, indépendamment de leur système social. Il n'épargnera aucun effort pour favoriser dans les délais les plus brefs l'instauration du nouvel ordre économique international, parce que c'est un moyen d'accélérer le développement des pays en voie de développement, de réduire les inégalités existant en matière de niveau économique, et d'aider les pays en voie de développement à participer pleinement, activement et sur un pied d'égalité à la division internationale du travail. Pour la délégation tchécoslovaque, un bon nombre de conditions indispensables à la réalisation de ces objectifs sont déjà en place.

9. M. KAUFMANN (Pays-Bas) dit que l'élément déterminant pour l'issue de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale sera la présence ou l'absence de la volonté politique nécessaire pour donner forme et contenu à un nouvel ensemble de relations internationales équitables favorables à un développement économique et social rationnel à l'échelle mondiale. Les événements qui se sont produits depuis la sixième session extraordinaire ont montré que ces nouvelles relations économiques internationales ne peuvent pas s'instaurer du jour au lendemain. La septième session extraordinaire s'inscrira dans un processus continu.

10. Plusieurs événements et déclarations officielles récents font bien augurer de la septième session extraordinaire. La Convention de Lomé entre la Communauté économique

européenne et 46 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique en voie de développement a marqué le début d'un nouveau type de relations, et la récente Conférence du Commonwealth indique une tendance semblable. Les gouvernements des Etats membres de l'OCDE ont récemment entrepris de revoir leurs relations économiques avec les pays en voie de développement, en particulier en ce qui concerne les problèmes de produits de base, dans un esprit nouveau et constructif. Plusieurs gouvernements se sont dits prêts à travailler pour obtenir des résultats positifs. Il semble que pays développés et pays en voie de développement prennent de plus en plus conscience de la nécessité d'engager une action politique d'un genre nouveau pour s'attaquer aux problèmes essentiels du développement mondial.

11. Ce changement de climat s'est reflété dans les entretiens officiels qui ont eu lieu pour préparer la septième session extraordinaire. De toutes parts se manifeste une volonté réelle et toujours plus grande d'éviter les affrontements et un optimisme prudent paraît justifié à condition que les bonnes intentions et la compréhension si généralement proclamées puissent se traduire par un effort sincère pour prendre des mesures concrètes.

12. Le Gouvernement néerlandais, conscient qu'il faut mobiliser cette volonté politique pour que la septième session extraordinaire réussisse, a organisé récemment un colloque sur le nouvel ordre économique international, à l'issue duquel le Ministre néerlandais de la coopération pour le développement a souligné quatre éléments mis en relief au cours du débat et d'importance essentielle pour l'instauration d'un nouvel ordre économique : premièrement, il faut reconnaître que les relations internationales et les rapports de puissance économique se sont modifiés; deuxièmement, il est nécessaire de dégager de nouveaux concepts politiques, tels que la définition de critères mondiaux de revenu minimal et de besoins minimaux de l'homme, dans la perspective d'une politique mondiale des revenus; troisièmement, il faut agir en menant des négociations concrètes visant à fournir des ressources additionnelles aux pays les plus pauvres; enfin, il faudrait disposer de mécanismes de décision appropriés au niveau national, régional et mondial.

13. Ces idées sont très proches de celles du Président (1953e séance), qui a souligné que le nouvel ordre économique international devait être fondé sur l'équité, la justice et une répartition équitable, et sur l'idée qu'à l'avenir la croissance de l'économie mondiale devrait être délibérément orientée vers l'élimination de la pauvreté, de la maladie et de l'ignorance, vers le développement des secteurs qui en ont besoin et la lutte contre le gaspillage et le mauvais emploi des ressources de la terre.

14. Un trait novateur du colloque est qu'on y a discuté de nouveaux modes de vie engendrant une modification des schémas de production et de consommation, modification nécessaire pour les pays développés comme pour le progrès des pays les plus pauvres. Bien qu'elle soit difficile à définir et encore plus difficile à intégrer dans les politiques nationales et internationales, la question des nouveaux styles de vie ne doit pas être exclue des débats sur un nouveau système économique international, car elle touche aux aspects distributifs essentiels et aux objectifs mêmes du développement mondial.

15. On devrait pouvoir se mettre d'accord sur un ordre du jour pour la septième session extraordinaire en fondant la liste provisoire soumise par le Groupe des Soixante-Dix-Sept au cours d'entretiens officiels et les suggestions concernant l'inscription de questions supplémentaires soumises par d'autres délégations. Bien qu'une vaste gamme de problèmes doive être abordée à cette session, il semble que l'on admette généralement qu'il faudra rechercher des décisions politiques sur un petit nombre de points précis. Ces décisions devraient être incorporées en une résolution globale avec un ensemble cohérent de recommandations d'action et porter sur des aspects nouveaux dans un certain nombre de domaines tels que les produits de base, le commerce, le transfert des ressources et les besoins d'urgence, l'industrie et l'investissement, l'alimentation et l'agriculture, la science et la technique et la réforme de structure du système des Nations Unies. En examinant toutes ces questions, l'Assemblée générale devrait tenir dûment compte des dimensions sociales et distributives du développement. L'examen et l'évaluation à mi-parcours de la Stratégie internationale du développement, qui reste le texte politique fondamental, sont étroitement liés aux discussions qui se dérouleront à la session extraordinaire. Les décisions qui seront adoptées devront indiquer clairement quels organes du système des Nations Unies seront chargés d'y donner suite, en fixant des délais précis.

16. Le Gouvernement néerlandais tient beaucoup à ce que des solutions adéquates soient trouvées aux problèmes du commerce des produits de base. Les propositions du Secrétaire général de la CNUCED concernant une approche intégrée aux problèmes des produits de base (TD/B/530, par. 36 à 52) sont constructives. Il est peu probable qu'en les développant on voie surgir une contradiction fondamentale entre l'approche intégrée et l'approche par produit, puisque pour chacun d'eux il faudra adopter des dispositions spécialement adaptées à ses caractéristiques propres. L'objectif général devrait être d'assurer des prix stables, rémunérateurs et équitables en vue d'augmenter les recettes en devises que les pays en voie de développement tirent de l'exportation de leurs produits primaires, selon les termes du paragraphe 24 de la Stratégie internationale du développement.

17. Les négociations sur les produits de base devraient de préférence se poursuivre conjointement avec les négociations commerciales multilatérales du GATT, qui portent également sur certains produits de base. Ainsi, on obtiendrait une série d'accords garantissant le plus d'avantages possible aux pays participants.

18. Les négociations du GATT, qui devraient être l'occasion de réaffirmer la nécessité de réserver un traitement particulier aux pays en voie de développement, ainsi qu'il est prévu dans la Déclaration de Tokyo¹, sont extrêmement importantes. Il faudrait s'attacher spécialement à améliorer le SGP, en particulier dans le domaine des produits agricoles transformés.

¹ Publiée à l'issue de la Réunion ministérielle du GATT, en septembre 1973. Pour le texte de la déclaration, voir GATT, document MIN(73)1.

19. Compte tenu des incidences que peuvent avoir à l'échelle mondiale les divers systèmes d'indexation du prix des produits de base, il reste encore à déterminer si les inconvénients des systèmes d'indexation directe ne l'emportent pas sur les avantages, étant donné qu'un grand nombre des pays les moins avancés, qui importent des matières premières sans en exporter beaucoup risquent d'enregistrer, par le jeu de cette forme d'indexation, un déficit de leur balance commerciale. Il faut donc étudier soigneusement le rapport coût-avantage. Les systèmes d'indexation indirecte n'auraient peut-être pas ce même inconvénient, et on pourrait peut-être utilement examiner les possibilités offertes par l'indexation indirecte en même temps que la promotion des négociations sur les produits de base.

20. En ce qui concerne le transfert des ressources aux pays en voie de développement, il faut une fois de plus insister sur la réalisation de l'objectif de 0,7 p. 100 que fixe la Stratégie internationale du développement en matière d'aide publique au développement. Il faut chercher particulièrement à orienter l'aide au développement vers les pays les plus pauvres et les secteurs les plus déshérités de la population des pays en voie de développement. Etant donné les résultats décevants obtenus pendant la première moitié de la deuxième Décennie pour le développement avec l'établissement d'objectifs en matière d'aide, il faudrait peut-être étudier des moyens réalistes de mettre en place des mécanismes automatiques de transfert des ressources. Il faudrait que le plus grand nombre possible de pays contributeurs s'emploient à rendre opérationnelles les nouvelles facilités de financement de la Banque mondiale et du FMI, et à les renforcer. M. Kaufmann espère que les nouveaux fonds spéciaux deviendront opérationnels dès que possible. Il serait peut-être utile d'examiner la nécessité de prendre des mesures pour promouvoir les investissements privés étrangers en fonction des besoins des pays en voie de développement et compte tenu du rôle des sociétés transnationales et de la souveraineté permanente des Etats sur leurs ressources naturelles. En particulier, l'Assemblée générale pourrait, à sa septième session extraordinaire, prier les organisations compétentes du système des Nations Unies d'étudier la possibilité d'instaurer un système de garanties multilatérales de l'investissement.

21. La délégation néerlandaise est favorablement impressionnée par les résultats obtenus par le système des Nations Unies en ce qui concerne le transfert des ressources. Les nouvelles dimensions de la coopération technique, approuvées par le Conseil d'administration du PNUD à sa vingtième session, montrent que le PNUD (voir E/5703, par. 54) peut s'adapter aux besoins actuels. Le Fonds d'équipement des Nations Unies illustre bien cette faculté d'adaptation. Comme les ressources du Fonds vont aux groupes de population les plus pauvres, le Gouvernement néerlandais a décidé de lui verser une contribution supplémentaire de 2 millions de dollars pour 1975.

22. La délégation néerlandaise estime que l'Assemblée générale devra à sa prochaine session extraordinaire examiner sérieusement la question des mesures de politique générale à prendre pour répondre aux besoins immédiats des pays en voie de développement, et des incidences institutionnelles de ces mesures sur le système des Nations Unies.

23. Elle estime aussi que l'Assemblée générale devrait à cette session prendre des décisions de principe sur les questions de réforme structurelle — la réaffirmation et la revitalisation du rôle du Conseil, le renforcement du Secrétariat de l'ONU et la cohésion entre tous les éléments du système des Nations Unies, ainsi que le renforcement du CAC — sur la base du rapport du Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies (E/AC.62/9). Les réunions communes tenues récemment entre le CAC et le CCPP constituent un progrès vers un dialogue fructueux entre le Conseil et les chefs de secrétariat des institutions. Il faudrait à l'avenir que les membres du Conseil soient représentés au plus haut niveau possible pour montrer l'importance du rôle que jouent le Conseil et le CAC dans le mécanisme d'élaboration des politiques du système. Il serait peut-être intéressant d'étudier comment le Conseil et l'Assemblée générale pourraient se mettre d'accord d'une manière ou d'une autre pour que certains problèmes très délicats, touchant directement aux politiques économiques des gouvernements soient examinés au cours de négociations visant à obtenir un véritable consensus. En revanche, pour les questions secondaires on pourrait prévoir une procédure analogue à la procédure actuelle, par laquelle la minorité s'incline devant les décisions prises au cours d'un vote, par un processus démocratique. L'Assemblée générale devrait également à cette session extraordinaire prendre une décision quant au mécanisme intergouvernemental qui sera chargé de préparer les mesures à prendre pour appliquer toute décision de principe adoptée sur la réforme des structures. La délégation néerlandaise est disposée à participer à des consultations officieuses pour étudier la possibilité de prendre ces décisions de principe.

24. Le Gouvernement néerlandais appuie fermement les recommandations de la Conférence mondiale de l'alimentation (E/5587, chap V), notamment celles de créer le Conseil mondial de l'alimentation et un fonds international de développement agricole. Etant donné que la première session du Conseil mondial de l'alimentation n'a pas donné de résultats satisfaisants, et que le Fonds international de développement agricole n'est toujours pas opérationnel, l'Assemblée générale, à sa session extraordinaire, devra à nouveau insister pour que les recommandations de la Conférence soient appliquées. En ce qui concerne l'agriculture, le Conseil de la FAO a récemment approuvé le principe de tenir une Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural et de demander aux autres organismes compétents des Nations Unies de se joindre à lui pour convoquer cette conférence. C'est là un événement très important, au même titre que la décision de convoquer une conférence mondiale tripartite sur l'emploi, la répartition du revenu, le progrès social et la division internationale du travail, en juin 1976, sous les auspices de l'OIT.

25. M. Kaufmann espère que le Conseil s'occupera activement, au cours de discussions officielles et officieuses, de préparer la session extraordinaire, de façon que les deux semaines pendant lesquelles elle durera soient utilisées au mieux.

26. Comme le Président du Conseil a déjà eu l'occasion de le dire (1935e séance), l'ONU a été créée pour servir l'humanité dans ses efforts, non pas simplement pour survivre, mais pour instaurer un ordre fondé sur la justice et

la raison. Dans cet esprit, 1975 pourrait être l'année des décisions et du changement, et du changement compris non comme la perte des uns et le gain des autres, mais comme l'expression du sentiment renouvelé de participer à une entreprise commune, dans la poursuite de laquelle le monde pourrait progresser de façon pacifique, ordonnée et profitable à tous.

27. M. PETRESCOU (Roumanie) dit que le Conseil se réunit dans une période caractérisée par de grands efforts et d'importants succès des peuples du monde pour bâtir leur propre avenir. Il salue les récentes victoires des peuples de l'Indochine et de l'Afrique dans leur marche vers l'indépendance, victoires qui auront assurément des effets positifs sur le climat politique international. Cette période est caractérisée aussi par de graves problèmes économiques tels que la nécessité urgente d'éliminer le sous-développement et de trouver des solutions aux problèmes des matières premières, de l'énergie, de la pénurie aiguë de produits alimentaires, de l'inflation persistante, de la nécessité d'une réforme monétaire et de l'environnement. La sombre situation de l'économie est en contraste évident avec les conquêtes de la science et de la technique, car le monde dispose d'un vaste potentiel économique et humain capable d'assurer le bien-être et le développement harmonieux de toutes les nations.

28. Comme le déclarait récemment le Président de la Roumanie, la crise économique et les problèmes complexes du moment ne pourront pas être surmontés avec les normes et principes anciens qui gouvernaient les rapports entre les Etats et qui ont conduit à la division du monde entre pauvres et riches. Les relations entre tous les Etats devront être établies sur des bases nouvelles de totale égalité et d'équité.

29. Le monde doit être fondé sur le dialogue et sur la coopération active entre tous les peuples et il est nécessaire de faire un effort plus résolu pour appliquer la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, les recommandations de la Conférence mondiale de la population, de la Conférence mondiale de l'alimentation et de la deuxième Conférence générale de l'ONUDI, et pour aménager la Stratégie internationale du développement à la lumière de ces documents. Tout dépend de la volonté politique des Etats de s'engager fermement dans cette voie, qui est celle du progrès et de la paix.

30. L'établissement de rapports équitables entre les prix des matières premières, des produits agricoles et des produits industriels donnerait une impulsion au développement de l'économie mondiale, il contribuerait à éliminer les sources d'iniquité dans les relations entre Etats et à surmonter la crise des matières premières et de l'énergie. Les prix doivent être fondés sur des normes économiques qui tiennent compte tant de la valeur d'usage des produits que de la valeur déterminée par le travail nécessaire à leur production. L'absence de principes et critères objectifs pour déterminer les prix et leurs fluctuations selon les conditions arbitraires du marché ont des répercussions néfastes sur le développement économique et social des Etats et aggravent l'instabilité économique dans le monde. En outre, il est

nécessaire d'assurer l'accès de tous les pays aux matières premières, aux sources d'énergie et à la technique moderne. M. Petrescou espère que l'adoption du programme intégré pour les produits de base proposé par le Secrétaire général de la CNUCED résoudra beaucoup de ces problèmes.

31. Des mesures décidées par la communauté internationale tout entière sont essentielles pour éliminer la sous-nutrition et la famine qui sévissent encore dans de vastes régions. Ces mesures devraient viser les objectifs suivants : accélération de la croissance de la production agricole, mise en valeur des terres et des ressources insuffisamment exploitées, particulièrement dans les pays en voie de développement, irrigation, amélioration de l'approvisionnement en eau, réforme agraire, production de nouvelles variétés de graines, nouvelles races d'animaux acclimatées aux conditions régnant dans les régions en voie de développement, production dans ces régions de machines agricoles, d'engrais et autres produits chimiques nécessaires à l'agriculture, et formation de main-d'œuvre spécialisée.

32. Des mesures urgentes sont nécessaires pour organiser le système monétaire international dans un sens favorable au mouvement normal et sans entrave des échanges et des paiements internationaux. Le nouveau système monétaire doit assurer l'établissement d'un rapport équitable entre les monnaies nationales à un cours réel, basé sur les lois économiques et sur des valeurs objectives acceptées par tous les pays participants. Ce système serait un bon facteur de stabilité monétaire dans le monde, à l'abri des fluctuations, des distorsions, des déséquilibres et des crises.

33. Les négociations commerciales multilatérales ouvertes par le GATT en février 1975 devraient contribuer aussi à la réalisation de certains des objectifs de la Déclaration et du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Cependant, bien que les négociations soient engagées sur tous les fronts et qu'elles aient été soigneusement préparées pendant plusieurs années, les progrès enregistrés sont assez faibles. En particulier, on ne voit pas bien quels avantages nouveaux les pays en voie de développement en tireraient, quelle sera l'amélioration des possibilités offertes à ces pays de participer à l'expansion du commerce mondial et quels seront les moyens de leur assurer un traitement commercial spécial et plus favorable. Les négociations du GATT doivent donc constituer un domaine prioritaire en vue d'atteindre le plus rapidement possible les objectifs de la Déclaration de Tokyo des ministres de l'OCDE et ceux de la Déclaration et du Programme d'action.

34. La délégation roumaine continue à croire que l'accélération de la croissance économique des pays en voie de développement, et par conséquent la liquidation de leur sous-développement, dépend au premier chef de leurs efforts propres pour mettre en valeur leurs ressources matérielles et humaines au service de leurs aspirations et intérêts essentiels. Mais, dans le monde d'aujourd'hui où tous les éléments sont interdépendants, ces efforts ne suffiront pas pour permettre aux pays en voie de développement d'atteindre leurs objectifs de progrès économique si les pays développés ne viennent pas à leur aide en leur fournissant plus de ressources financières à des conditions avantageuses, en leur facilitant l'accès aux conquêtes de la

science et de la technique modernes et en leur accordant un traitement préférentiel dans tous les domaines. Dans cet ordre d'idées, la coopération économique, technique et scientifique et des échanges commerciaux équitables doivent être considérés comme une nécessité normale et non comme un don.

35. Il faudrait se pencher avec attention sur le vaste potentiel de coopération qui existe entre les pays en voie de développement eux-mêmes. La Roumanie attribue à la collaboration avec les autres pays en voie de développement de tous les continents un rôle actif dans la promotion du progrès économique et social. Les visites échangées récemment par le Président de la Roumanie et par les chefs d'Etat de plusieurs de ces pays ont ouvert des perspectives favorables pour l'élargissement de cette coopération dans tous les domaines.

36. Face aux problèmes complexes de l'heure, les organisations du système des Nations Unies doivent redoubler d'efforts pour promouvoir la coopération internationale et améliorer leurs structures et méthodes de travail. La Roumanie a toujours attaché une attention particulière à l'accroissement du rôle et de l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies et elle accueille avec satisfaction le rapport du Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies. En ce qui concerne l'avenir du Conseil et son rôle dans l'instauration d'un nouvel ordre économique international, il faudra réorganiser et adapter ses activités et ses procédures de travail pour qu'il soit en mesure de permettre à la communauté internationale de faire face promptement et efficacement aux situations d'urgence, de prévoir les situations difficiles qui pourraient apparaître sur le plan mondial et dont le règlement exigerait une coopération internationale, et de contribuer à l'édification d'une sécurité politique et économique véritable pour tous les Etats. Il faudrait examiner avec soin la possibilité que le Conseil reste en session en permanence, tout en consacrant des réunions spéciales aux problèmes urgents et importants, qu'il se réunisse dans les différents pays Membres de l'ONU à tour de rôle, qu'il assure des formes de participation directe à ses travaux pour tous ses membres et qu'il adopte ses décisions par consensus. Enfin, et cette observation vaut pour le Conseil et pour tous les autres organismes de l'ONU, il faut garder toujours présent à l'esprit le fait que, dans le monde d'aujourd'hui, caractérisé par une interdépendance croissante, les grands problèmes économiques et politiques ne pourront pas être résolus dans un cadre étroit et limité à la participation de quelques Etats ou de représentants de certains groupes d'Etats. La solution de ces problèmes exige un dialogue continu et une coopération active de tous les Etats intéressés, sur un pied d'égalité, quels que soient leur grandeur, leur niveau de développement, leur système social et politique ou leur appartenance géographique, et compte tenu des intérêts légitimes de chaque pays. L'universalité et la démocratisation des relations internationales constituent en fait deux processus objectifs qui sont liés. A cet égard, les pays petits et moyens peuvent et doivent jouer un rôle plus actif dans le règlement des problèmes économiques et politiques majeurs du monde moderne.

37. Les vues de la Roumanie concernant la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale ont été

présentées à la deuxième session du Comité préparatoire dans un document de séance. Par ailleurs, le Gouvernement roumain appuie pleinement les propositions concernant l'ordre du jour provisoire présentées par le Groupe des Soixante-Dix-Sept au cours d'entretiens officiels. Il est d'une importance capitale en effet qu'à la septième session extraordinaire on fasse des progrès réels sur la voie d'une collaboration efficace entre tous les Etats, en vue de l'adoption de mesures visant à résoudre les grands problèmes du développement et de la coopération dans un esprit de justice et d'équité.

38. Pour sa part, la délégation roumaine collaborera avec toutes les délégations dans les tâches importantes dont le Conseil doit s'acquitter à la présente session.

39. M. FARTASH (Iran) dit que la délégation iranienne partage les vues exprimées par le Président lors de la séance d'ouverture de la session (1953e séance). Au stade actuel, il se propose uniquement d'énoncer la position de la délégation iranienne sur un certain nombre de points d'une importance fondamentale pour son pays, compte tenu des nouveaux impératifs qui se sont dégagés, en matière de développement, de la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale.

40. Au cours des quelques dernières années, des changements profonds se sont produits dans le rapport des forces dans tous les domaines de l'activité économique internationale. Le tiers monde est devenu un facteur puissant, de plus en plus influent, tandis que l'on prend davantage conscience de la réalité que constitue l'interdépendance de toutes les nations, développées et en voie de développement. On ne saurait par conséquent dissocier plus longtemps les intérêts des pays développés de ceux des pays en voie de développement et le tiers monde doit participer à part entière aux décisions concernant la communauté internationale.

41. L'élément le plus marquant de la nouvelle ère dans les relations économiques internationales réside peut-être dans le fait que l'on a compris que les jours sont révolus où l'exploitation massive des ressources énergétiques bon marché des pays en voie de développement a permis aux pays industrialisés de jouir d'une croissance et d'une prospérité ininterrompues et pratiquement illimitées pendant que ces ressources s'épuisaient rapidement et que les pays en voie de développement ne pouvaient pas mettre à profit leurs propres richesses. Simultanément, on prend de plus en plus conscience du fait qu'il faut mettre un terme à la surconsommation et au gaspillage, cause inévitable de pollution et de danger pour l'environnement, et que l'exploitation et l'utilisation des ressources naturelles non renouvelables doivent procéder de considérations rationnelles. Tel est le contexte dans lequel M. Fartash envisage les nouveaux impératifs en matière de développement.

42. La délégation iranienne croit toujours, certes, dans les objectifs de la Stratégie internationale du développement, mais elle estime que la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international ainsi que la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, qui complètent et renforcent la Stratégie, reflètent plus exactement les nouvelles exigences

du tiers monde devant le déséquilibre économique qui continue d'exister entre pays développés et pays en voie de développement. On pourrait décrire la mise en œuvre de la Stratégie, en son état actuel, comme l'histoire peu brillante d'une non-exécution. Pour ne donner qu'un exemple, l'aide publique au développement fournie par les pays à économie de marché développés aux pays en voie de développement, loin d'atteindre l'objectif de 0,7 p. 100, est tombée de 0,33 p. 100 en 1970 à 0,29 p. 100 en 1973, de sorte que l'un des objectifs les plus importants énoncés dans la Stratégie n'a pas été atteint.

43. La sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale a offert une occasion rare de réviser les concepts du développement et de la coopération économique internationale et de redéfinir les objectifs et les fonctions du système des Nations Unies de façon qu'ils répondent pleinement aux exigences du nouvel ordre économique. Dans ce contexte, le Conseil a été invité à coordonner les activités de toutes les organisations, institutions et organes subsidiaires du système des Nations Unies afin d'assurer la mise en œuvre du Programme d'action. Cela continue d'être l'une des tâches les plus importantes du Conseil. Des faits nouveaux d'importance se sont produits entre la présente session du Conseil et celles qui l'ont précédée. La Conférence mondiale de la population, la Conférence mondiale de l'alimentation, la Conférence de pays en voie de développement sur les matières premières tenue à Dakar, la Conférence des souverains et chefs d'Etat des pays membres de l'OPEP et la deuxième Conférence générale de l'ONUDI ont apporté des contributions importantes à la cause du développement et donné un caractère plus urgent encore à la mise en œuvre du Programme d'action. Elles ont insisté sur la nécessité d'agir promptement et de façon concrète pour traiter les problèmes de plus en plus difficiles qui se posent à la communauté internationale. Au nombre des tâches les plus urgentes figurent la revalorisation et la stabilisation à des niveaux équitables et rémunérateurs des prix des matières premières ainsi que d'autres produits de base exportés par les pays en voie de développement, l'élaboration et la mise en œuvre urgente d'un programme alimentaire efficace ayant pour objet d'accroître la production vivrière et agricole dans les pays en voie de développement grâce à des subventions et à l'aide des pays développés, en particulier des grands producteurs et exportateurs de produits alimentaires, l'accélération des processus du développement et l'industrialisation des pays en voie de développement grâce au transfert des techniques modernes, une protection adéquate contre la dépréciation de la valeur des réserves extérieures des pays en voie de développement, la réduction du taux d'inflation, la transformation des structures du commerce mondial et du système monétaire, ainsi que la promotion d'une nouvelle division internationale du travail. L'inflation et la dévaluation de la monnaie préoccupent particulièrement l'Iran puisqu'elles réduisent considérablement la valeur des rajustements de prix. On ne saurait tolérer que cette situation continue sans que rien ne soit fait pour y mettre un frein.

44. Il ne faudrait épargner aucun effort pour assurer le succès de la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale. L'expérience a montré qu'il n'est pas possible d'aborder un trop grand nombre de problèmes en un temps trop court; les efforts devraient donc porter essentiellement

sur un petit nombre de problèmes parmi les plus urgents. La liste provisoire de points à inclure dans l'ordre du jour proposée par le Groupe des Soixante-Dix-Sept offre une bonne base de discussion. L'Iran a participé activement aux travaux préparatoires de la session extraordinaire et continuera de le faire.

45. Pour ce qui est de la nécessité de modifier la structure du système des Nations Unies de façon qu'il prenne pleinement en considération les problèmes des pays en voie de développement et les exigences du nouvel ordre économique, M. Fartash souscrit à l'orientation générale esquissée dans le rapport du Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies et appuie nombre de ses recommandations. Il partage les vues exprimées par le représentant de la Norvège (1958^e séance), à savoir qu'en dernière instance tout dépend de l'importance des résultats obtenus sur le fond et que les questions politiques brûlantes de l'époque appellent des mesures politiques et ne peuvent être résolues par une réforme des structures.

46. L'Assemblée générale a, lors de sa sixième session extraordinaire, abouti à une conclusion, d'une importance politique considérable, qui devrait être une source d'inspiration, lors des futures discussions sur les problèmes économiques mondiaux. Le temps n'est plus où un petit nombre de pays dominaient la vie économique internationale pour servir leurs propres intérêts, sans égard pour les besoins en matière de développement du tiers monde. Pour que des relations économiques soient équitables et viables, il importe que tous les pays participent pleinement et réellement à l'élaboration et à l'application de toutes les décisions concernant la communauté internationale. Ceci veut dire qu'il faut renoncer, dans la recherche de solutions constructives aux problèmes économiques mondiaux, aux vieilles idées et qu'il faudrait que les pays développés et les pays en voie de développement unissent leurs efforts sur la base de la coopération et de la compréhension. La délégation iranienne n'a jamais conçu le nouvel ordre économique comme un dogme révolutionnaire à imposer aux pays industrialisés; il s'agit plutôt d'un processus révolutionnaire qui mettra peut-être des années à se matérialiser et alors seulement au moyen d'efforts communs et de coopération.

47. Il ne faudrait pas oublier, dans cette recherche commune, que si les pays en voie de développement sont responsables au premier chef de leur propre développement, des obligations et des responsabilités particulières incombent aux pays développés.

48. M. PHAN VAN PHI (Observateur de la Communauté économique européenne), prenant la parole sur l'invitation du Président, fait observer que les divers déséquilibres économiques qui se sont manifestés au cours du second semestre de 1973, se sont accentués au cours de l'année passée, dans un climat permanent de récession généralisée. En dehors des divers problèmes de structure affectant la plupart des secteurs de l'économie, l'évolution économique générale a été surtout marquée par un accroissement parallèle du taux d'inflation et du chômage. La Communauté s'est toujours efforcée de chercher des solutions à ces problèmes dans le cadre de la libéralisation des échanges et

de l'intensification de la coopération économique internationale; ces efforts se sont traduits par un accroissement important des importations de la Communauté en 1974, par rapport à 1973. Bien qu'une part importante de cet accroissement soit due à la hausse généralisée des prix, une augmentation de près de 100 p. 100 des importations en provenance des pays en voie de développement mérite d'être soulignée, d'autant plus que le courant d'importations en provenance des autres pays ne s'est développé qu'à un rythme beaucoup plus lent. Comme l'accroissement des importations n'est pas allé de pair avec un développement aussi rapide des exportations, le déficit de la balance commerciale de la Communauté, qui était d'environ 3 milliards d'unités de compte européennes en 1973, est passé à près de 16 milliards d'unités en 1974 et, pour ce qui est des pays en voie de développement, il a atteint près de 25 milliards d'unités de compte. En termes pratiques, ce déficit se traduit par un transfert net de ressources réelles de la Communauté vers ses partenaires commerciaux.

49. Lors de la session du Conseil des ministres de l'OCDE, tenue en mai 1975, la Communauté a souscrit au renouvellement de la Déclaration de mai 1974² dans laquelle les gouvernements des pays membres de l'OCDE ont marqué leur détermination de ne pas recourir à de nouvelles restrictions aux échanges, en réponse aux difficultés nées de la crise économique internationale. De l'avis de la Communauté, la crise qui a provoqué ou aggravé les déséquilibres des balances de paiements, ralenti la croissance et encouragé les poussées inflationnistes et la montée du chômage, ne peut être combattue que par des actions concertées sur le plan international et portant sur tous les aspects de cette crise, afin d'éviter un recours à des mesures d'autarcie de caractère protectionniste.

50. Pour ce qui est des efforts à poursuivre en vue d'une libéralisation plus grande du commerce international, M. Phan Van Phi dit que la Communauté se félicite de ce que les négociations commerciales multilatérales dans le cadre du GATT au sujet desquelles elle avait déjà défini sa conception d'ensemble en 1973 soient maintenant engagées. Pour la Communauté, les négociations — dans lesquelles les pays en voie de développement sont des partenaires de plein droit et dont l'objectif est ambitieux, puisqu'il s'agit non seulement de chercher de nouveaux marchés, mais de garantir l'accès aux sources d'approvisionnement — ne constituent pas une fin en soi. Elles doivent se situer dans un cadre global d'action internationale visant à surmonter la crise actuelle de l'économie internationale.

51. En matière de coopération économique internationale, la Communauté a continué de développer ses activités tant au niveau mondial que régional et bilatéral. Ses travaux ont été axés sur un approfondissement des politiques déjà menées par la Communauté à l'égard de l'ensemble des pays en voie de développement, la coordination et l'harmonisation à l'échelle de la Communauté des politiques nationales et communautaires de coopération en vue du développement et la mise au point de nouvelles politiques de coopération de la Communauté, et notam-

ment la création d'instruments supplémentaires de coopération financière et technique dans le cadre de la Communauté.

52. En 1974, des ajustements ont été apportés au schéma de préférences généralisées en raison de l'élargissement de la Communauté. Ces ajustements traduisent des responsabilités accrues envers les pays du tiers monde et ils sont ainsi une garantie de l'intention de la Communauté de donner un contenu concret à la "déclaration commune d'intention" concernant le développement des relations commerciales avec les pays en voie de développement d'Asie. Pour 1975, la Communauté a apporté d'autres ajustements à son schéma pour les produits agricoles transformés ainsi que les produits semi-finis et manufacturés, et elle a sensiblement réduit le nombre des produits soumis à des contingents; elle a enfin pris des mesures pour équilibrer de façon objective les avantages préférentiels entre les pays bénéficiaires. En outre, elle a élargi la notion de "produits originaires" en faveur des pays membres du Marché commun de l'Amérique centrale, de ceux du Pacte andin et de ceux de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

53. En mars 1975, la Communauté a encore une fois marqué sa volonté d'augmenter les recettes d'exportation des pays en voie de développement, de favoriser leur industrialisation et d'accélérer le rythme de leur croissance économique: elle a décidé de prolonger l'application du schéma de préférences généralisées au-delà de la première période de dix ans, soit après 1980.

54. Les événements enregistrés récemment sur les marchés internationaux de matières premières ont amené la Communauté à faire d'urgence le point de sa politique dans ce domaine, pour essayer de trouver une réponse appropriée aux problèmes nés de ces événements, qui présentent une importance vitale pour les pays en voie de développement. La Communauté examine aussi les propositions du Secrétaire général de la CNUCED, relatives à l'établissement d'un programme glob. ' intégré concernant les produits de base. Elle a déclaré qu'elle était prête à négocier des accords internationaux — prévoyant, en cas de besoin, la constitution de stocks — pour le blé, le maïs, le riz et le sucre; elle a déjà formulé des propositions concrètes concernant un schéma d'accord sur les céréales dans le cadre des négociations commerciales multilatérales menées sous les auspices du GATT.

55. Au niveau mondial, la Communauté a intensifié ses efforts pour aider les nombreux pays en voie de développement qui souffrent de la pénurie aiguë de produits alimentaires et elle a augmenté son aide, dont la valeur est passée de 121 millions d'unités de compte en 1973 à 212 millions d'unités en 1974; cet accroissement, qui reflète en partie l'augmentation du prix des produits alimentaires, est aussi une expression de la réaction humanitaire de la Communauté face aux catastrophes naturelles qui ont frappé notamment les pays du Sahel. En mars 1975, la Communauté a élaboré un programme d'aide alimentaire pour la période 1974/75, conformément aux engagements qu'elle a souscrits dans le cadre de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971.

² Pour le texte de la déclaration, voir le communiqué de presse OCDE du 30 mai 1974.

56. Pour réduire les effets de la crise sur les économies des pays les plus gravement touchés, la Communauté a déjà, avant la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, proposé une action internationale. Lorsqu'une opération d'urgence a été décidée lors de cette session, elle s'est engagée à y contribuer pour un sixième du montant total, jusqu'à concurrence de 500 millions de dollars; cette contribution a été versée ultérieurement en deux tranches. De plus, l'aide alimentaire aux pays les plus gravement touchés, pour la période allant du milieu de 1974 au milieu de 1975, a été augmentée, et les Etats membres de la Communauté ont aussi apporté des contributions, à titre bilatéral, pour l'opération d'urgence.

57. En ce qui concerne l'harmonisation des politiques nationales et communautaires de coopération au développement, les Etats membres de la Communauté se sont mis d'accord sur les conditions financières de l'aide, sur une série de principes communs visant à améliorer ces conditions au profit des 25 pays en voie de développement les moins avancés, sur l'adaptation de ces conditions aux circonstances particulières de chaque pays bénéficiaire et sur d'autres mesures à prendre pour harmoniser ces conditions au niveau des différents pays en voie de développement. Ce faisant, ils se sont efforcés d'apporter une contribution à la solution du problème de plus en plus aigu de l'endettement extérieur des pays en voie de développement.

58. Sur le plan régional, la Convention de Lomé, qu'on peut qualifier d'historique, conclue récemment entre la Communauté et 46 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, a été signée à un moment particulièrement difficile pour l'Europe, qui traverse la crise économique la plus grave qu'elle ait connue depuis la seconde guerre mondiale. Aussi est-il remarquable qu'elle ait réussi à démontrer malgré tout son ouverture sur le monde extérieur. Pour les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, la Convention souligne l'importance que ces pays attachent à une coopération étroite avec la Communauté. Jamais sans doute un groupe aussi nombreux de pays industrialisés et de pays en voie de développement n'a essayé de définir, en parfaite égalité et dans un laps de temps aussi court, les conditions de leur coopération et jamais il n'est apparu avec tant d'évidence que les concepts de "donneurs d'aide" et de "bénéficiaires d'aide" appartiennent au passé. M. Phan Van Phi relève avec satisfaction que le Secrétaire général de l'ONU a reconnu que la Convention de Lomé, bien que limitée dans sa portée, intéressait un certain nombre des pays les plus pauvres et énonçait pour les produits de base quelques-uns des principes les plus importants qui aient été proposés depuis la première session de la CNUCED. La Convention de Lomé se caractérise par des modifications radicales dans les conceptions de la coopération entre pays industrialisés et pays en voie de développement. Elle porte sur quatre domaines : coopération commerciale, stabilisation des recettes d'exportation, coopération industrielle et coopération financière et technique et deux de ces domaines sont entièrement nouveaux. Dans le domaine commercial, la Convention est fondée sur le principe du libre accès des produits des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique aux marchés de la Communauté. Le système de stabilisation des recettes d'exportation représente une innovation importante dans les relations économiques internationales en ce sens que si l'on

met à part le système de financement compensatoire du FMI, c'est la première fois que des pays industrialisés et des pays en voie de développement exportateurs de produits de base s'entendent pour mettre sur pied un système destiné à garantir à ces derniers un certain niveau de recettes d'exportation. Les dispositions relatives à la coopération industrielle sont une autre innovation et portent sur différents secteurs. Pour ce qui est de la coopération financière, la Convention a introduit des réformes importantes dans la gestion et l'administration de l'aide, tandis que de nouvelles orientations ont été adoptées pour répondre aux exigences nouvelles du développement. La Communauté disposera d'une somme totale de 3 milliards 390 millions d'unités de compte, ce qui multiplie par 3,7 la somme dont elle disposait dans le cadre de la deuxième Convention de Yaoundé³.

59. A la Conférence au sommet de Paris, en 1972, la Communauté a déjà souligné l'importance qu'elle attache à la politique d'association ainsi qu'à la mise en œuvre de ses engagements avec les pays du Bassin méditerranéen, avec lesquels des accords sont conclus ou sont à conclure. La Communauté a également conclu ou est en train de négocier des accords bilatéraux avec plusieurs pays en voie de développement d'Amérique latine et d'Asie.

60. Ces diverses décisions et actions montrent clairement que la Communauté économique européenne a la volonté, en cette période de difficultés économiques, de trouver des solutions dans la perspective d'un élargissement et d'un approfondissement de la coopération économique internationale et de relations commerciales de plus en plus libres et ouvertes.

61. M. CAMARA (Guinée) déclare que les dernières victoires des forces anticolonialistes dans plusieurs parties du monde marquent le commencement d'une nouvelle ère de l'histoire mondiale. La crise que connaît le monde actuellement n'est pas une simple crise de l'énergie, elle touche l'ensemble du système économique et politique qui a, jusqu'ici, régi les rapports entre les pays. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les grandes puissances économiques ont pris une série de mesures ostensiblement destinées à réduire l'écart qui les sépare du tiers monde sur le plan du développement économique. Pourtant, malgré leurs bonnes intentions, les résultats obtenus ont été exactement le contraire de ce qui avait été escompté, comme l'ont confirmé les divers experts en économie et en statistiques qui ont étudié cette question. L'explication est simplement que l'aide au développement telle qu'elle est appliquée aujourd'hui n'est qu'une forme plus subtile de l'exploitation, par les pays capitalistes nantis, des pays du tiers monde. Aussi, à l'heure où l'on parle d'un nouvel ordre économique équitable, il ne faut pas perdre de vue qu'il convient avant tout de s'attaquer à l'exploitation réelle et de plus en plus accentuée des pays en voie de développement par les puissances capitalistes industrialisées. L'écart entre les deux groupes ne sera pas réduit par une simple croissance dans quelques secteurs de l'économie des pays en voie de développement. Comme l'a déclaré le président Sékou Touré en 1974, ce n'est pas une évolution qu'il faut

³ Convention d'association entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgache associés à cette communauté, signée à Yaoundé le 29 juillet 1969.

mais une révolution. S'il est essentiel de restructurer les institutions internationales selon les grandes lignes définies par la quatrième Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés à Alger et codifiées à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, le véritable problème demeure celui du développement et de l'émancipation des pays du tiers monde, et celui de la coopération internationale fondée sur des principes équitables. L'indépendance reconquise par les peuples du tiers monde implique une responsabilité nationale et internationale et exige que ces peuples soient présents partout où l'on planifie le bien-être de l'humanité. La réalisation de ces nobles objectifs par des hommes conscients dépend de l'élimination de l'injustice, de l'exploitation, de l'oppression et de toutes les formes de dépendance. Il n'y a aucun mal à ce que certains pays soient plus riches que d'autres ou possèdent davantage de matières premières; ce qui constitue un crime, c'est que des peuples doués de raison ne parviennent pas à harmoniser leurs rapports en fonction des intérêts de chacun d'eux et de leurs aspirations communes à la liberté et à la justice.

62. Les fournisseurs et les consommateurs de matières premières ou d'articles manufacturés doivent cesser d'entretenir des rapports d'exploitation et doivent s'efforcer d'harmoniser leurs propres intérêts. Dans la période actuelle de changement, il existe une nouvelle interdépendance entre les peuples, et leurs rapports doivent se fonder sur la justice et le respect des intérêts légitimes de chacun. Malheureusement, partout dans le monde, des peuples sont encore sous le joug du colonialisme, précisément parce qu'ils possèdent les ressources que l'impérialisme entend continuer à exploiter indéfiniment dans son intérêt exclusif. Bien que la plupart des pays du tiers monde aient reconquis leur souveraineté, les relations économiques créées par le système colonial subsistent encore et paralysent les peuples intéressés. L'impérialisme colonialiste s'est transformé en impérialisme néo-colonialiste, gardant ainsi son essence inhumaine, adaptée seulement, de façon subtile, à chaque situation. Il existe donc une contradiction fondamentale entre les aspirations des pays du tiers monde au développement économique et à la souveraineté, et la volonté d'asservissement qui anime encore l'impérialisme. L'ancien ordre colonial ne disparaîtra pas progressivement et naturellement; au contraire, sa capacité d'exploitation et son caractère inhumain empireront. Aussi, si l'on veut parler de développement dans le cadre de l'évaluation de la première Décennie des Nations Unies pour le développement et de la première moitié de la deuxième Décennie du développement, il ne faut pas perdre de vue que le monde n'est pas réellement économiquement développé si une moitié de l'humanité doit sa richesse aux privations de l'autre moitié.

63. Les décisions prises à la Conférence mondiale de l'alimentation représentent un défi et une mise à l'épreuve pour le système politique et économique mondial, et la création d'un conseil mondial de l'alimentation doit marquer une étape dans l'histoire de l'action internationale entreprise pour lutter contre la famine, la misère et la malnutrition. Malheureusement, les résultats que l'on attendait de la première session de ce conseil sont loin d'être concrétisés, car il a manqué à la plupart des pays nantis la volonté politique de faire en sorte que les gouvernements atteignent l'objectif visé, à savoir enrayer, en dix ans, la

famine et la malnutrition. Le Directeur général de la FAO a attiré l'attention du Conseil (1954e séance) sur les graves difficultés auxquelles la communauté internationale est confrontée et sur le besoin urgent d'un effort général pour parvenir au développement économique et social. Il est indispensable que les décisions prises par la Conférence mondiale de l'alimentation visant, par exemple, à la création d'un fonds international pour le développement agricole passent de la théorie à la pratique, des vœux pieux aux réalisations concrètes. Les gouvernements du monde entier doivent être mobilisés pour donner une dimension nouvelle à la coopération internationale, pour créer les ressources nécessaires au développement des pays du tiers monde et pour atténuer la récession économique mondiale. La communauté internationale dispose de moyens et de capacités techniques pour y parvenir et pour assurer des bases économiques viables qui permettront aux pays en voie de développement de résoudre leurs difficultés actuelles résultant du sous-développement économique, technique et technologique. Comme l'a déclaré le Directeur général de l'UNESCO (1958e séance), le transfert des sciences et des techniques vers les secteurs du monde les plus défavorisés est un problème crucial qui se pose à la communauté internationale. Si les pays économiquement sous-développés se voient refuser les bases matérielles du développement, aucune générosité consistant à leur "donner" une part infime des richesses prélevées sur ce qui leur appartient en fait ne pourra leur assurer un véritable développement. Ce sont les peuples eux-mêmes qui doivent pouvoir exploiter leurs propres ressources.

64. Bien que la libération économique des nations indépendantes qui subissent encore l'exploitation économique à travers l'inégalité du système des échanges soit un problème crucial, il ne faut pas oublier que d'autres nations sont encore opprimées par la domination coloniale. Les Nations Unies ne doivent pas accepter tacitement la domination raciste et fasciste qui s'exerce sur les peuples du Zimbabwe, de Namibie et d'Afrique du Sud. Les nations qui fournissent des armements modernes à ces régimes d'oppression barbare, violant ainsi les résolutions des Nations Unies, font preuve d'hypocrisie dans leurs déclarations d'amitié à l'égard des peuples africains; mais tôt ou tard, il faudra expier. Tant que tous les peuples ne seront pas libres, les efforts des Nations Unies seront vains car les principes de la Charte sont bafoués par les Etats eux-mêmes qui les ont rédigés. Les peuples africains sont las d'entendre de pieuses déclarations, ce qu'ils veulent, c'est le respect scrupuleux du contenu de ces déclarations et la reconnaissance de leur détermination à lutter sans répit pour le droit d'être maîtres de leur destin et de leurs ressources.

65. Les temps ont considérablement changé depuis la fondation de l'Organisation des Nations Unies; désormais, l'ONU doit être profondément restructurée, ses principes doivent aller dans le sens du droit des peuples et des nations — grandes et petites — à protéger leurs intérêts. Aussi, la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale devra tenir compte des changements qui sont intervenus dernièrement et des évaluations faites par le Groupe d'experts créé à cet effet. La justice économique demeure l'un des principaux facteurs de la paix et de la coopération internationale et doit occuper la première place parmi les questions inscrites à son ordre du jour.

La séance est levée à 12 h 45.

1963^e séance

Mercredi 9 juillet 1975, à 15 h 15

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SR.1963

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle (*suite*) [E/5654, E/5665, E/5681 et Add.1 à 4, E/5682, E/5692, E/5699, E/5713]

1. M. CORRÊA DA COSTA (Brésil) rappelle qu'à sa présente session le Conseil économique et social est chargé de faire progresser et si possible d'achever les préparatifs de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, en même temps qu'il doit s'efforcer d'adapter la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement au nouvel ordre économique international. Depuis que le premier examen biennal de la Stratégie a été effectué, il y a deux ans, on a assisté à un réalignement important des forces, le monde en voie de développement apparaissant comme un facteur nouveau et puissant sur la scène économique internationale. Cette évolution, qui a trouvé son expression dans la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, constitue à la fois un défi et un motif d'espérer pour le Conseil; celui-ci devrait pouvoir accélérer le rythme du développement et donner un sens véritable à l'interdépendance des pays développés et des pays en voie de développement, et à la solidarité des pays en voie de développement entre eux.

2. Les deux caractéristiques dominantes de la situation économique mondiale en 1974, à savoir la baisse des cours de la plupart des produits de base et la combinaison de la récession et de l'inflation dans les pays développés à économie de marché, ont eu un effet cumulatif négatif sur les perspectives de développement des pays en voie de développement. Les résultats obtenus par l'ensemble de ces pays pendant les cinq premières années de la Décennie sont cependant raisonnablement bons si l'on considère leur croissance globale, encore qu'il existe des disparités importantes entre les pays et entre les secteurs. Par ailleurs, il est décevant, du point de vue de la coopération internationale, de constater que les pays développés ont tendance à se replier sur eux-mêmes et à adopter des politiques moins favorables aux pays en voie de développement, dans les domaines du commerce et du financement du développement notamment. Certains pays développés ont invoqué le déséquilibre de leur balance des paiements et la récession pour justifier des mesures qui ont porté préjudice à l'économie des pays en voie de développement : dans certains cas, au lieu de bénéficier d'un traitement préférentiel, ceux-ci ont, en fait, été victimes de discrimination. Les efforts faits par les pays en voie de développement pour diversifier leur production et s'industrialiser ont été fréquemment contrecarrés par les politiques des pays déve-

loppés. On a aussi noté, malgré les efforts de certains pays développés, un fléchissement très net du transfert des ressources réelles.

3. Au milieu de la Décennie, il devient évident que la communauté internationale doit prendre d'urgence, vis-à-vis de la cause du développement, de nouveaux engagements précis tendant à instaurer le nouvel ordre économique international. A cette fin, il faut également renforcer la Stratégie internationale du développement. Il faut aussi que les pays fassent preuve de solidarité et qu'ils prennent des initiatives nouvelles, en particulier dans les domaines du commerce et du transfert des techniques et des ressources. Nul ne conteste que la responsabilité essentielle du développement incombe aux pays en voie de développement eux-mêmes. Nul ne conteste non plus que les perspectives de développement de ces pays ont été continuellement contrariées par des conditions extérieures défavorables. Ils se sont rendus compte que les doctrines du laissez-faire et des "forces du marché" ne s'appliquent que lorsque les exportations et les intérêts économiques des pays industrialisés sont en cause. Il est bon de rappeler que la Stratégie est censée être un plan structuré tendant à ce que le maximum de facteurs extérieurs vienne appuyer les efforts de développement. A l'égard des pays en voie de développement, les pays développés ont été prodiges de conseils surtout. Les progrès de la coopération internationale en vue du développement ne sont guère perceptibles. Qui plus est, on voit apparaître des tendances à la régression, qui exigent des mesures correctives immédiates dans divers secteurs. Il est indispensable que les pays en voie de développement, qui supportent les conséquences négatives de l'interdépendance actuelle fondée sur la subordination, jouent le rôle qui leur revient de droit dans le cadre d'un ensemble nouveau et dynamique de relations fondées sur l'équité. Ces pays, qui représentent la grande majorité de la population mondiale, doivent exercer leur droit de participer pleinement et efficacement à l'élaboration de l'avenir des relations économiques internationales.

4. La mise à jour de la Stratégie internationale du développement et les préparatifs de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale sont, pour le Conseil économique et social, deux tâches étroitement liées. Le Conseil doit apporter une contribution positive et concrète à l'instauration du nouvel ordre économique international.

5. M. AKSOY (Turquie) déclare que l'évolution de la situation économique mondiale et l'écart persistant entre les pays développés et les pays en voie de développement sont des motifs de préoccupation générale. Il est vrai que tous les pays ressentent les effets de l'inflation mondiale et que les efforts des pays en voie de développement sont réduits à néant par l'instabilité des taux de change, la baisse

des prix des produits de base et la détérioration rapide de leur balance des paiements. Toutefois, le ton de la discussion générale au Conseil est moins pessimiste qu'il y a un an. Sans avoir trouvé une solution aux problèmes qui se posent, les pays ont au moins pris conscience de leurs intérêts communs, de la réalité de l'interdépendance et de l'inutilité des affrontements. Les dimensions de la crise actuelle dépassent les pays pris individuellement et exigent une action concertée et harmonieuse de la part de la communauté internationale. Celle-ci a su mettre au point des formes de coopération et des mécanismes de consultation nouveaux et adopter des mesures d'urgence, ce qui a permis d'éviter les conséquences les plus redoutées de la crise. Ainsi, l'Assemblée générale, en adoptant à sa sixième session extraordinaire la Déclaration et le Programme d'action, a jeté les bases des relations économiques internationales futures, qui devront être fondées sur l'équité et la justice. Le cadre général de la coopération internationale étant ainsi institué, il appartient maintenant aux pays de manifester la volonté politique nécessaire pour intensifier cette coopération et aider les pays en voie de développement. C'est dans cette optique que la communauté internationale doit préparer la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, au cours de laquelle elle devra s'efforcer de définir les questions sur lesquelles des négociations pourraient s'engager, et de déterminer selon quelles règles et dans quels organes les négociations seront menées.

6. La Stratégie internationale du développement constitue une première tentative d'approche globale du développement et traduit une prise de conscience des responsabilités de la communauté internationale. A mi-parcours, on constate que les progrès ont été insuffisants, en raison notamment de la crise économique mondiale. La révision de la Stratégie doit être l'une des principales préoccupations de l'Assemblée générale à sa trentième session. Les besoins de la communauté internationale se sont considérablement accrus au cours des trente dernières années et, pour répondre à ces besoins, il faut trouver des moyens adéquats de s'adapter aux conditions nouvelles. Ce qui importe, c'est d'éviter les activités qui font double emploi et d'améliorer la coordination, de rationaliser les activités du système des Nations Unies et d'en tirer le meilleur parti possible.

7. M. SAKALA (Zambie) déclare que l'instauration du nouvel ordre économique international exige un maximum d'efforts collectifs. Le chaos économique et l'instabilité qui règnent actuellement ne peuvent pas assurer la sécurité de l'humanité. Il est donc indispensable que la communauté internationale s'unisse pour créer un système international efficace qui permette d'harmoniser l'exploitation des ressources naturelles du monde dans l'intérêt de tous.

8. Se référant aux observations du Directeur général de la FAO concernant les contraintes qui entravent le développement du secteur agricole dans les pays en voie de développement (1954e séance), M. Sakala souligne que le Gouvernement zambien attache une importance extrême au secteur agricole, qui a reçu la priorité la plus élevée dans le deuxième Plan national. Comme le Directeur général de la FAO, il pense que ces contraintes peuvent être surmontées si les gouvernements font preuve de la volonté politique nécessaire.

9. En ce qui concerne la coopération et le développement dans les domaines commercial, financier, technique et industriel, la délégation de la Zambie fait siennes les vues exprimées dans la Convention ACP-CEE de Lomé. Cette convention peut certainement encore être améliorée mais c'est un pas dans la bonne direction et le représentant de la Zambie formule l'espoir qu'elle sera efficacement mise en œuvre. Pour ce qui est de la coopération technique, la Zambie estime, comme d'autres pays, qu'un simple transfert des techniques aux pays en voie de développement n'est pas suffisant; la formation de ressortissants des pays en voie de développement peut jouer un grand rôle.

10. S'agissant du commerce, la Zambie se préoccupe de la situation créée par les fluctuations importantes des cours de certains produits, du cuivre notamment, et souhaite demander à la communauté internationale, dans sa recherche d'un nouvel ordre économique international, de prendre des mesures qui stabiliseraient les prix de ces produits. En ce qui concerne la coopération industrielle, la Zambie juge encourageante la Déclaration et le Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels (E/5696, chap. IV), qui met l'accent sur l'industrialisation des pays en voie de développement, qui est à son avis le meilleur moyen d'assurer la justice économique et sociale pour ces pays.

11. La Zambie, qui apprécie l'assistance spéciale dont elle a bénéficié, s'inquiète d'apprendre que les fonds nécessaires au financement des activités de l'équipe consultative des Nations-Unies pour le développement en Zambie sont épuisés. En outre, en tant que pays sans littoral, elle connaîtra toujours certains problèmes et certaines difficultés et aura donc encore besoin de l'aide de la communauté mondiale. Elle espère, par ailleurs, que les pays qui viennent d'accéder à l'indépendance bénéficieront d'une assistance analogue à celle qui lui a été octroyée.

12. M. SADI (Jordanie) dit que deux questions viennent en priorité dans la discussion générale : la préparation de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale et l'examen, au milieu de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, des résultats de la Stratégie internationale du développement.

13. En ce qui concerne la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, M. Sadi est d'avis de limiter l'ordre du jour aux questions les plus importantes et les plus urgentes, car l'Assemblée générale ne saurait en quelques jours résoudre tous les problèmes du développement. Des négociations pourraient s'engager à ce sujet au Conseil économique et social. Une des questions à traiter sera celle des changements de structure à apporter au système des Nations Unies pour le rendre plus efficace. A cet égard, le rapport du Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies (E/AC.62/9) est extrêmement utile, de même que les récentes réunions communes du CCPP et du CAC qui ont permis de connaître l'opinion des institutions spécialisées sur ce rapport.

14. L'examen et l'évaluation, au milieu de la Décennie, des résultats de la Stratégie internationale du développement devront servir à réviser la Stratégie en fonction de la Déclaration et du Programme d'action concernant l'instau-

ration d'un nouvel ordre économique international. La bonne application de la Stratégie dépend pour beaucoup de la volonté politique des Etats, condition essentielle d'une coopération véritable, et d'une action résolue en faveur de la paix et de la libération des ressources consacrées actuellement aux dépenses militaires.

15. Les préparatifs de la septième session extraordinaire, la Déclaration et le Programme d'action, et l'évaluation des progrès réalisés dans l'application de la Stratégie sont tous subordonnés à une énorme contrainte : la course aux armements. Ainsi, l'instabilité permanente qui règne au Moyen-Orient risque de provoquer une nouvelle crise internationale et constitue une menace pour l'économie des pays de la région et même du monde entier. Il convient de faire pression collectivement sur l'Etat du Moyen-Orient responsable, par son intransigeance, de cette instabilité, pour l'amener à modifier ses positions.

16. Beaucoup d'autres contraintes freinent le développement, comme l'ont fait ressortir les chefs de secrétariat des institutions spécialisées : population, enseignement, alimentation, conditions de travail, conditions sanitaires et même conditions météorologiques. De tous ces facteurs, l'explosion démographique est l'un des plus dangereux et, comme il a été suggéré, la solution de ce problème passe par l'amélioration de la condition féminine; en outre, des femmes libérées et instruites pourraient contribuer davantage au développement économique de leur pays et par conséquent, du monde. Cette suggestion mérite un examen attentif.

17. La Jordanie est convaincue que les intérêts des nations du monde sont interdépendants et M. Sadi note avec satisfaction que cette conviction est partagée par de nombreuses délégations qui ont pris part au débat.

18. M. COREA (Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) rappelle qu'à la septième session du Conseil (1908e séance), il s'était efforcé de définir quels étaient les domaines où des mesures s'imposaient particulièrement afin d'accélérer l'instauration d'un nouvel ordre économique. Depuis lors, la CNUCED s'est employée de son mieux à concrétiser et mettre en œuvre, dans les domaines qui la concernent, les politiques énoncées par l'Assemblée générale et par le Conseil du commerce et du développement.

19. A sa sixième session extraordinaire, l'Assemblée générale a demandé qu'un programme global intégré pour les produits de base soit préparé [résolution 3202 (S-VI), sect. I,3]; le secrétariat de la CNUCED a donc présenté les grandes lignes d'une proposition dans ce sens au Conseil du commerce et du développement à sa quatorzième session, puis, sur mandat de ce dernier, il a mis au point un plan en cinq points : création de stocks internationaux d'un certain nombre de produits de base, création d'un fonds commun pour financer cette opération, mise au point d'un système d'engagements multilatéraux à moyen et à long termes, révision et renforcement du système de financement compensatoire, et nouvel effort dans le domaine de la transformation des produits de base. La Commission des produits de base de la CNUCED, ayant examiné ce programme, a décidé qu'il devrait constituer le fondement des activités de

la CNUCED dans ce domaine; elle a souligné qu'il ne s'agissait pas simplement de procéder à de nouvelles recherches théoriques, mais que des consultations et négociations intergouvernementales concrètes devaient être engagées; dans ce but, la Commission a décidé de se réunir deux fois encore avant la fin de 1975.

20. Par ailleurs, le secrétariat de la CNUCED vient de publier un document¹ concernant la création d'un fonds qui servirait à appuyer les activités de stabilisation et de renforcement des prix de 10 produits de base; à cette fin, il faudrait disposer de quelque 3 milliards de dollars dans un avenir proche, et il est suggéré que le fonds soit alimenté par les exportateurs et les importateurs de produits de base, par certains pays producteurs de pétrole et par des organismes de financement multilatéraux. Le Secrétaire général de la CNUCED espère que l'on parviendra rapidement à un résultat dans ce domaine, et, au plus tard, lors de la quatrième session de la CNUCED qui se tiendra à Nairobi en mai 1976.

21. Pour ce qui est du commerce des articles manufacturés, la CNUCED s'est efforcée de tenir compte des implications commerciales des nouveaux objectifs fixés en matière d'industrialisation à la deuxième Conférence générale de l'ONUDI qui s'est tenue à Lima. Le secrétariat de la CNUCED a tout récemment soumis à sa commission des articles manufacturés un document où sont définies les nouvelles dimensions et orientations nécessaires, dans une optique plus large que celle de l'accès aux marchés ou de la libéralisation du commerce; de nouveaux domaines de coopération entre la CNUCED et l'ONUDI peuvent, par exemple, être envisagés.

22. Dans le secteur du transfert des techniques, la CNUCED a pris une initiative importante en élaborant un projet de code de conduite et elle a créé un comité intergouvernemental permanent sur le transfert des techniques; en outre, elle étudie actuellement la possibilité de réviser le système des brevets.

23. Le Programme d'action adopté à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale met l'accent sur la coopération entre pays en voie de développement : un document de base sur cette question sera sous peu présenté au Conseil du commerce et du développement, et le secrétariat de la CNUCED s'efforce de poser le problème dans une perspective plus vaste que celle d'arrangements strictement régionaux, et de déterminer le rôle que pourraient jouer dans ce domaine de nouveaux instruments et de nouvelles modalités tels que systèmes commerciaux préférentiels, arrangements multilatéraux en matière de paiements et courants de ressources financières entre les pays en voie de développement eux-mêmes.

24. A sa sixième session extraordinaire, l'Assemblée générale a également insisté sur les décisions et nouvelles initiatives à prendre en matière monétaire et financière : le secrétariat de la CNUCED est convaincu qu'il faut sortir de l'impasse actuelle en entreprenant une profonde réforme du système monétaire, et il présentera au Conseil du commerce

¹ TD/B/C.1/184 et Add.1.

et du développement, à sa prochaine session, des réflexions sur divers aspects de cette question. Le problème de la dette extérieure est devenu critique pour plusieurs pays, et un groupe d'experts gouvernementaux réunis sous les auspices de la CNUCED a proposé à l'unanimité directives et arrangements institutionnels nouveaux pour faire face à la situation.

25. Parmi les événements positifs intervenus depuis un an, on peut citer l'adoption par l'Assemblée générale de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, et le fait que 30 pays ont signé la Convention relative à un code de conduite des conférences maritimes; par ailleurs, les négociations de la Conférence des Nations Unies sur l'étain concernant un nouvel Accord international sur l'étain viennent d'être couronnées de succès, et la renégociation de l'Accord international sur le cacao doit être entamée avant la fin de 1975. Enfin, un nouvel organe intergouvernemental chargé d'étudier les problèmes des pays en voie de développement les moins avancés siège actuellement.

26. Tout cela n'est cependant qu'un début; les efforts du secrétariat s'orientent maintenant vers la quatrième session de la Conférence, qui devrait permettre d'accomplir un pas décisif dans les relations économiques internationales: en effet, cette session aura lieu à la suite de la septième session extraordinaire et de la trentième session de l'Assemblée générale, et elle devrait donner l'occasion de mettre en œuvre concrètement les directives politiques qui auront été énoncées par l'Assemblée générale. L'ordre du jour de la session sera examiné à la réunion du Conseil du commerce et du développement au moins d'août 1975 et il faut espérer que le résultat de cet examen sera utile à l'Assemblée en ce qui concerne les domaines que la session extraordinaire aura elle-même à étudier. La quatrième session de la Conférence devrait à certains égards différer des précédentes, et, en particulier, trois grandes innovations sont prévues: tout d'abord, la session sera plus courte, ce qui devrait permettre aux pays d'être représentés à un niveau élevé pendant une plus longue durée que ce n'était le cas lors des précédentes conférences; deuxièmement, l'ordre du jour sera plus sélectif, et la Conférence pourra se concentrer sur certains problèmes clés qui appellent des décisions; enfin, il est prévu que le Conseil du commerce et du développement se réunira en session extraordinaire avant la Conférence, pour des négociations préliminaires: cela permettra un premier échange de vues, suivi d'un délai de réflexion qui permettra aux gouvernements d'arrêter leurs positions et de déterminer leurs réactions en temps utile.

27. A l'occasion de son dixième anniversaire, l'an dernier, la CNUCED a fait le bilan de son activité: beaucoup s'accordent à voir en elle un lieu de rencontre utile et une source d'idées et d'initiatives nouvelles dans les domaines du commerce et du développement, mais il faudrait aussi qu'elle devienne un instrument plus efficace pour négocier des accords et prendre des décisions concrètes. Les événements actuels rendent cette évolution encore plus nécessaire, et le fait que l'Assemblée générale se penche de plus en plus attentivement sur les problèmes économiques et sociaux devrait la favoriser. La CNUCED devra s'attacher à traduire en décisions concrètes, grâce à des négociations intensives, les politiques arrêtées par l'Assemblée générale et

le Conseil économique et social; la CNUCED s'est déjà employée à le faire mais son rôle en la matière devra s'intensifier.

28. La détermination du rôle futur de la CNUCED ne peut être dissociée des réformes à apporter à l'ensemble du système des Nations Unies. M. Corea rappelle ses commentaires sur la question lors des réunions communes du CCPP et du CAC (E/5704, par. 25). Les propositions faites au sujet de la CNUCED dans le rapport du Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies ne sont pas exemptes de certaines ambiguïtés: par exemple, indépendamment de la question très générale des avantages qu'offre une structure centralisée, on peut se demander comment la fusion de la CNUCED avec un nouveau centre pourrait être conciliée avec sa transformation ultérieure en une vaste organisation internationale du commerce. M. Corea attire l'attention sur ce qui lui semble défectueux dans la notion de période de transition de deux ans, dite "police d'assurance", pendant laquelle un nouveau centre serait mis à l'épreuve, la CNUCED conservant ses structures actuelles. Il est difficile d'imaginer comment le nouveau centre pourrait justifier son rôle si la CNUCED restait inchangée, c'est-à-dire traitait des problèmes centraux du commerce et du développement, ou, dans l'alternative, comment la CNUCED pourrait assumer son rôle actuel si des problèmes centraux étaient confiés à un autre organisme. Ces questions appellent un examen approfondi; il espère donc que les décisions qui seront finalement prises refléteront la compréhension et la prise de conscience de leur signification.

29. La crise actuelle a beaucoup aggravé les difficultés de la plupart des pays en voie de développement; les prix des matières premières ont continué à baisser et jusqu'ici rien n'indique que les prix des articles manufacturés exportés par les pays développés diminuent, bien au contraire. Certains pays sont maintenant dans une situation critique, et s'il est vrai que des signes d'amélioration apparaissent maintenant dans les pays industrialisés, la nécessité de réformes profondes n'en est pas moins plus urgente que jamais.

30. Le docteur MAHLER (Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé) dit que le développement est un processus d'ensemble qui exige un effort total de la part des organismes des Nations Unies et des Etats membres. Le monde se trouve dans une période critique où l'on ne peut plus se permettre une dispersion des efforts, ni méconnaître l'importance des problèmes sociaux.

31. Dans le domaine de la santé, seule une fraction de la population reçoit des soins suffisants parce que le transfert de techniques aux pays en voie de développement se fait selon des modalités inadaptées à la situation de ces pays et parce que les services sanitaires sont trop souvent isolés des autres activités. Il est indispensable que la protection sanitaire soit rattachée aux autres facteurs du développement communautaire, d'autant que les populations pauvres sont le plus souvent celles des zones rurales, et que l'amélioration de la situation sanitaire est intimement liée au bien-être matériel et social.

32. C'est pourquoi l'OMS s'est assigné comme tâche principale d'aider les pays à accélérer leur développement social pour atténuer la pauvreté dans les zones rurales au cours des deux décennies à venir. Par le passé, ses travaux étaient axés sur les services de santé proprement dits. L'expérience a prouvé que ces services n'ont guère été utiles aux populations rurales. L'action menée sur le plan sanitaire et communautaire doit donc s'intégrer dans une action économique et sociale d'ensemble et, à cet égard, le Conseil économique et social pourrait jouer un rôle d'orientation. Il faut en effet qu'un organe domine les problèmes et donne des directives aux institutions spécialisées, aux autres organes au sein du système des Nations Unies et aux Etats membres. Ce rôle revient au Conseil. Pour sa part, l'OMS peut resserrer ses liens avec ses Etats membres et les aider à élaborer des programmes nationaux sur lesquels s'appuieraient les programmes internationaux, étant entendu que, dans le domaine de la santé aussi, la responsabilité du développement incombe au premier chef aux Etats eux-mêmes. La nouvelle formule de coopération technique intitulée "programmation sanitaire par pays" permettra à l'OMS de s'acquitter de sa tâche. Sur le plan national, il faudrait maintenir un dialogue permanent à l'échelon le plus haut entre les planificateurs de la santé et les planificateurs chargés d'étudier d'autres facteurs sociaux et économiques.

33. La vingt-huitième session de l'Assemblée mondiale de la santé a souligné de nouveau qu'il fallait intégrer les programmes de développement de la santé dans une action sociale et économique et qu'il était nécessaire de réaménager les programmes de l'OMS en faisant participer davantage les comités régionaux à la formulation et à l'exécution des programmes, en développant les activités régionales et nationales et en renforçant la collaboration avec les pays. A cette fin, l'Assemblée a décidé de faire une place beaucoup plus grande à la coopération technique dans les activités de l'OMS pour que les pays en voie de développement puissent mieux bénéficier du programme et du budget de l'Organisation et ainsi faire face à leurs besoins sanitaires nationaux. Ce faisant, elle était guidée, de même que le Conseil exécutif de l'OMS, par la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, et elle a pris ses décisions en pensant à la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU.

34. L'OMS est apte et disposée à s'engager dans tous les domaines d'activité et à travailler avec toutes les institutions qui peuvent influencer la santé directement ou indirectement. Elle juge essentiel d'intensifier son dialogue avec le Conseil économique et social et avec l'Assemblée générale de l'ONU, et elle est résolue à poursuivre ses efforts de coopération avec les autres institutions des Nations Unies. Parallèlement aux mesures internes qu'elle est en train de prendre pour mieux servir ses Etats membres, elle est prête à participer à tout réaménagement de la structure des Nations Unies qui serait orienté vers les objectifs collectifs de tout le système.

35. M. HOLUB (Fédération syndicale mondiale), prenant la parole sur l'invitation du Président, rappelle que, depuis sa création en 1945, la FSM est tenue d'examiner en permanence la politique économique et sociale inter-

naionale. Elle constate, en 1975, que les pays à économie de marché, qu'ils soient industrialisés ou en voie de développement, continuent de vivre une grave crise économique, qui s'accompagne d'une spéculation sans précédent, provoque des tensions entre pays capitalistes industrialisés et pays en voie de développement, exacerbe les antagonismes entre les pays capitalistes eux-mêmes, et surtout, engendre une grave crise sociale. Pour les travailleurs, l'une des manifestations de la crise les plus lourdes de conséquences tient à l'inflation et au chômage qui ont atteint ces derniers temps un niveau préoccupant. La FSM est convaincue que, pour lutter efficacement contre l'inflation, il faut absolument prendre des mesures de caractère anti-monopoliste pour préserver l'emploi, mettre un terme aux bénéfices abusifs des trusts et infléchir la politique économique des Etats à économie de marché dans un sens démocratique. Il sera certainement impossible de défendre efficacement les intérêts des travailleurs sans s'attaquer aux monopoles et, en tout premier lieu, aux sociétés transnationales.

36. La crise du système capitaliste touche de façon particulièrement brutale les pays en voie de développement, dont un grand nombre sont aux prises avec un chômage généralisé : selon des études du BIT, on compte dans les pays en voie de développement, considérés ensemble, 300 millions de chômeurs. Si les pays socialistes, qui jouissent d'une grande stabilité et dont l'économie progresse constamment, garantissent aux matières premières des pays en voie de développement des prix stables, leur achètent de plus en plus de produits manufacturés et semi-finis, et leur fournissent des biens d'équipement, cette aide ne suffit pas. La misère qui sévit dans les pays en voie de développement est en bonne partie imputable au capital financier, aux sociétés transnationales et aux gouvernements des puissances impérialistes. L'"aide" que ceux-ci apportent aux pays en voie de développement se révèle plus fructueuse pour ceux qui la fournissent que pour ceux qui la reçoivent.

37. La FSM, qui appuie sans réserve les exigences légitimes formulées par les pays en voie de développement dans divers instruments récents adoptés par l'Assemblée générale à sa sixième session extraordinaire et à sa vingt-neuvième session, par l'ONUDI à sa deuxième Conférence générale tenue à Lima, et par la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme qui vient de se tenir à Mexico, estime qu'il faut désormais s'employer à réaliser le nouvel ordre économique international proclamé par les Nations Unies. C'est pourquoi la FSM, comme la Confédération internationale des syndicats libres de la Confédération mondiale du travail, lutte pour être associée, avec les diverses organisations syndicales régionales autonomes, aux activités de la Commission des sociétés transnationales et du Centre d'information et de recherche sur les sociétés transnationales car, à leur avis, c'est l'action néfaste de ces sociétés et l'attitude passive des gouvernements des pays capitalistes qui bloquent tout effort tendant à instaurer le nouvel ordre économique international.

38. Il n'en demeure pas moins que les problèmes des pays en voie de développement ne recevront pas vraiment de solution tant que les structures économiques et sociales de ces pays ne seront pas radicalement transformées. C'est

pourquoi la FSM insiste pour que ces pays réalisent des réformes agraires démocratiques et orientent leur industrialisation vers l'élargissement du marché intérieur et l'élévation du niveau de vie de la population; c'est pourquoi elle souligne la nécessité de reconnaître à ces Etats le droit de nationaliser les entreprises appartenant au capital étranger.

39. Par ailleurs, la FSM, convaincue que la paix reste la condition indispensable à tout progrès, appuie systématiquement tous les efforts visant à rendre irréversible la détente qui s'instaure sur le plan international et à réaliser progressivement un désarmement général.

La séance est levée à 17 h 5.

1964^e séance

Jeudi 10 juillet 1975, à 10 h 50

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SR.1964

En l'absence du Président, M. D. O. Mills (Jamaïque), vice-président, prend la présidence.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle (suite) [E/5654, E/5665, E/5681 et Add.1 à 4, E/5682, E/5692, E/5699, E/5713]

1. M. THAJEB (Indonésie) dit que la cinquante-neuvième session du Conseil économique et social vient à un moment des plus importants pour l'évolution des relations économiques et sociales entre les pays, car c'est en effet le moment d'évaluer les résultats, à mi-parcours, de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, de faire le bilan des activités des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies, et d'analyser les résultats de plusieurs réunions et conférences importantes telles que la Conférence mondiale de l'alimentation et la deuxième Conférence générale de l'ONUDI. Le Conseil doit prolonger ces activités par des décisions qu'il prendra dans le cadre de la Déclaration et du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international qui ont été adoptés à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale et qui seront étudiés de nouveau à la septième session extraordinaire.

2. Tandis que les tendances économiques actuelles ont révélé la nécessité de modifier l'ordre économique international pour l'adapter aux besoins et aux réalités du monde actuel, l'intensité des fluctuations économiques des deux dernières années, qui ont engendré notamment l'instabilité des structures du commerce international, la détérioration des termes de l'échange pour les pays en développement et une inflation généralisée, a aussi montré qu'il fallait établir un nouveau système de relations économiques internationales qui tienne pleinement compte des intérêts de tous les pays, et notamment des pays en développement. Les espoirs que ces pays avaient mis dans la deuxième Décennie pour le développement ont été déçus et, loin de diminuer, l'écart entre les niveaux de vie des pays développés et des pays en voie de développement s'est accentué.

3. Dans l'ensemble la délégation indonésienne est satisfaite de l'analyse faite, dans le rapport sur sa onzième session (E/5671), par le CPD du développement en ce qui concerne les politiques commerciales, mais elle n'en approuve pas toutes les vues. Elle est favorable à l'établissement d'un programme intégré pour les produits de base, dont l'un des aspects serait l'adoption de dispositions visant à établir un équilibre satisfaisant entre les principaux produits d'exportation et d'importation des pays en développement, y compris les services. Il conviendrait aussi de chercher à stabiliser le pouvoir d'achat des recettes d'exportation de ces pays. La Convention ACP-CEE de Lomé peut être considérée comme une étape sur cette voie mais, de l'avis de la délégation indonésienne, elle serait plus utile si son application pouvait être généralisée et étendue à tous les pays en développement. La délégation indonésienne espère donc qu'un accord de ce genre pourra être prochainement mis au point pour les pays d'Asie. Elle se félicite aussi des efforts très encourageants déployés par le Royaume-Uni dans le domaine du commerce des produits de base. Par ailleurs, vu les progrès très limités accomplis dans ce domaine, il convient de prendre de nouvelles mesures pour faciliter l'accès des produits des pays en voie de développement sur les marchés des pays développés de manière à encourager le processus de diversification de la production.

4. S'agissant du courant des ressources financières, la délégation indonésienne estime qu'il faut prendre des mesures pour empêcher que ce courant de ressources, et en particulier l'aide publique au développement, ne soit tributaire des fluctuations que subit l'économie des pays développés. En outre, il convient d'envisager la possibilité d'appliquer des mesures en vue de favoriser le crédit à l'exportation en ce qui concerne les biens d'équipement destinés aux pays en voie de développement et d'octroyer des prêts à long terme, à des conditions favorables, adaptés à l'économie des pays bénéficiaires.

5. Pendant la troisième session de la CNUCED, la délégation indonésienne a déclaré qu'elle était favorable -- et elle l'est toujours -- à l'établissement d'un lien entre les DTS et le financement du développement, mais il devrait s'agir d'une forme supplémentaire de financement du développement qui viendrait s'ajouter à celles qui existent déjà. Par ailleurs, comme les pays en voie de développement

ont besoin d'un volume accru de capitaux pour atteindre l'objectif énoncé dans la Déclaration et le Programme d'action, il est absolument indispensable que les pays développés augmentent leur aide, dont le montant demeure encore bien inférieur à l'objectif de 1 p. 100 du PNB fixé dans la Stratégie internationale du développement.

6. Tous les pays reconnaissent qu'il est urgent d'établir un programme élargi de coopération économique et financière à l'intention d'un grand nombre de pays du tiers monde. A cet égard, dans la déclaration solennelle qu'ils ont adoptée à la conférence au sommet tenue à Alger au début de cette année, les pays membres de l'OPEP sont convenus de fournir une aide accrue aux pays du tiers monde et, en fait, ils ont déjà apporté une aide importante à ces pays, à titre bilatéral et multilatéral. Enfin, en ce qui concerne l'aide, la délégation indonésienne pense, comme plusieurs autres délégations, qu'il convient de créer un mécanisme automatique de transfert des ressources aux pays en voie de développement.

7. A propos du transfert des techniques, M. Thajeb dit que la question n'a pas reçu une place suffisante dans la Stratégie et qu'il faut par conséquent prendre d'autres mesures dans le cadre de la Déclaration et du Programme d'action et notamment élaborer un code international de conduite pour le transfert des techniques et réviser le système international des brevets.

8. La délégation indonésienne espère qu'à la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, il sera possible de parvenir à un accord, si possible par consensus, sur plusieurs des questions de coopération économique internationale, d'importance capitale pour tous les pays en voie de développement, qui font l'objet de la liste présentée au cours d'entretiens officieux par le Groupe des Soixante-Dix-Sept.

9. Enfin, M. Thajeb tient à insister sur l'importance que le Gouvernement indonésien attache au renforcement des activités des commissions régionales et il espère que la CESAP intensifiera encore ses efforts pendant la deuxième moitié de la deuxième Décennie pour le développement. Dans le cadre de la tâche qui leur incombe en vue de l'instauration du nouvel ordre économique international, M. Thajeb estime que les organismes des Nations Unies, et notamment les commissions régionales, devraient s'intéresser davantage aux efforts de développement des groupements sous-régionaux et intensifier leur coopération avec eux pour que la Stratégie internationale du développement puisse être appliquée efficacement et que les pays d'Asie puissent apporter leur contribution à l'instauration de ce nouvel ordre.

10. M. BARCELÓ (Mexique) dit que, dans son discours d'ouverture (1953e séance), le Président a souligné l'importance des tâches qui incombent au Conseil et a cité notamment parmi les instruments dont la communauté internationale dispose pour s'engager vers l'instauration d'un nouvel ordre économique international, la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, qui contribuera non seulement au bien-être international et à la coopération pacifique entre toutes les nations, mais aussi à la réalisation

de l'objectif final des pays du tiers monde, à savoir le développement économique et social.

11. Il importe que les travaux du Conseil économique et social correspondent aux préoccupations des pays et soient axés sur les graves problèmes mondiaux pour la solution desquels on constate que la coopération diminue de plus en plus et que des obstacles nouveaux ou plus grands surgissent, surtout quand il s'agit du sous-développement, du colonialisme, etc. On comprend que les peuples aillent jusqu'à exiger dans certains cas que le Conseil ouvre la voie à la solution des problèmes et que les pays du tiers monde, qui sont de plus en plus nombreux et déterminés à trouver leur propre voie, se rapprochent les uns des autres.

12. C'est ainsi que, dans le cadre du processus de décolonisation, des peuples victorieux dans leur lutte, comme ceux du Viet-Nam et du Cambodge, sont accueillis avec joie par les pays du tiers monde, et notamment par le Mexique qui, après avoir surmonté beaucoup de vicissitudes, se dirige vers un avenir de plus en plus juste et vers une plus grande indépendance. Sur la voie de l'autodétermination et de la recherche d'un nouvel ordre économique international, le Gouvernement mexicain, soucieux d'établir des relations profitables à tous dans le cadre international, s'emploie essentiellement à élever le niveau de vie de sa population; mais les progrès économiques du Mexique sont le résultat du travail assidu et déterminé du peuple et du Gouvernement mexicains, qui ont obtenu bien peu de la coopération étrangère.

13. Exposant la situation économique du Mexique, M. Barceló explique que, malgré des conditions extrêmement difficiles en 1974, le taux de croissance du PNB a pu atteindre 6,5 p. 100; pour obtenir ce résultat, le Gouvernement mexicain a procédé à des investissements dans différents secteurs, notamment l'agriculture et les exportations, et il a associé cet effort à un plan de lutte contre l'inflation dont les effets, qui ont été parfois spectaculaires — augmentation de 15 p. 100 de l'activité pétrolière et de 11 p. 100 de l'activité minière —, n'ont cependant pas suffi à éliminer des problèmes très aigus tels que la lenteur du rythme d'expansion de la production agricole. Cette insuffisance de la production agricole est d'autant plus grave que la population augmente de plus de 3,5 p. 100 par an.

14. Parmi les problèmes de structure qui sont dus, pour certains, à l'activité des entreprises transnationales, M. Barceló signale notamment le déficit croissant de la balance des paiements, les dépenses relatives à l'acquisition de techniques étrangères et l'insuffisance de capitaux.

15. Enfin, à propos de la situation intérieure du Mexique, M. Barceló parle des mesures prises dans le domaine de la planification pour favoriser les comités régionaux de développement, du système national de sécurité sociale dont le Gouvernement mexicain vient d'étendre l'application aux agriculteurs, et du service national de l'emploi qui est chargé de faire des études et des recherches pour améliorer les conditions de vie des travailleurs et trouver une solution au problème du chômage.

16. Dans ce contexte, les problèmes internationaux ont affaibli les efforts déployés à l'échelon national pour

améliorer les conditions de vie de la population mexicaine; il faut donc qu'une grande interdépendance s'établisse entre les pays qui, comme le Mexique, sont déterminés à mettre tout en œuvre pour instaurer le nouvel ordre économique international préconisé par la Charte des droits et devoirs économiques des Etats. Enfin, le représentant du Mexique évoque la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme qui vient de se terminer à Mexico et dont le rapport (E/5725) sera soumis au Conseil au titre du point 5 de l'ordre du jour.

17. L'importance de la session en cours du Conseil économique et social tient au fait qu'elle se situe au milieu de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et juste avant la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, et que la communauté internationale est en ce moment à la recherche de formules d'accord véritable pour instaurer le nouvel ordre économique international. En prévision de la session extraordinaire de l'Assemblée générale, les pays en développement ont sélectionné certains domaines qui, par leur caractère urgent, méritent d'être examinés en priorité, et qui posent des problèmes difficiles : la régulation des marchés des produits de base, l'indexation et l'accès aux marchés des articles manufacturés et semi-finis exportés par les pays en voie de développement. Il s'agit de questions sur lesquelles des progrès sensibles peuvent être faits si la communauté internationale fait preuve de volonté politique. C'est également le cas pour la question du transfert des ressources réelles pour le financement du développement des pays du tiers monde, qui est particulièrement urgente étant donné que l'aide publique au développement non seulement n'a pas atteint l'objectif fixé dans la Stratégie internationale du développement, mais encore a diminué en termes réels.

18. La délégation mexicaine tient à souligner le fait que rien ne sert d'adopter des instruments internationaux si la volonté politique d'exécuter les engagements contractés fait défaut. Le Gouvernement mexicain pense que la coopération économique doit désormais entrer dans le domaine des obligations et ne peut reposer seulement sur la bonne volonté; c'est du reste dans cet esprit qu'a été élaboré et adopté le texte qui est maintenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, instrument qui exprime les aspirations multiples du tiers monde à la recherche d'un ordre plus juste dans les relations économiques internationales. Si toutes les dispositions de cette charte sont appliquées, les pays en voie de développement auront parcouru une grande partie du chemin que les mènera à l'autonomie économique, politique et sociale.

19. Tel est l'esprit dans lequel le Mexique aborde la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, et il espère qu'au cours de la présente session du Conseil les importantes consultations prévues pour préparer cette session se dérouleront et permettront de bien défricher le terrain. Le Mexique lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle renonce aux égoïsmes mesquins et s'emploie à combler l'écart qui sépare les riches des pauvres, faute de quoi la cause du développement marquera un recul qui n'avantagera personne.

20. M. DAVIS (Australie) note que c'est sur les pays les plus pauvres que les effets de l'inflation et de la récession se font le plus sentir. Pendant les quatre premières années de la Décennie en cours, les pays en voie de développement, considérés dans leur ensemble, ont enregistré un taux de croissance d'environ 6 p. 100, mais ce taux n'a pas été uniforme : un petit groupe de pays ont retiré beaucoup de leurs exportations, alors qu'à l'autre extrémité de l'échelle un quart des pays en voie de développement, représentant 45 p. 100 de la population totale de ces pays, n'ont enregistré aucun accroissement de leur revenu par habitant. Aujourd'hui, on relève des signes de reprise dans les pays industrialisés. Il faut espérer que cela va se confirmer, mais il faut aussi veiller à ce que le mal ne s'étende pas à d'autres pays.

21. Après la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth qui a eu lieu à la Jamaïque en mai 1975, le Premier Ministre de l'Australie a déclaré que le défi le plus difficile pour l'humanité était d'établir un ordre économique international nouveau et équitable. A ce propos, M. Davis rappelle qu'environ 460 millions de personnes souffrent de malnutrition et que, dans les pays en voie de développement, 250 millions de travailleurs gagnent sensiblement moins de 150 dollars par an.

22. La septième session extraordinaire de l'Assemblée générale devrait fournir l'occasion d'examiner un nombre limité de questions exigeant une action urgente et à propos desquelles les divergences peuvent être surmontées. Cependant, il faut aussi négocier sur des questions plus difficiles. L'Australie, pour sa part, a montré sa détermination d'œuvrer pour atteindre des objectifs réalistes en participant récemment à des activités telles que les études de la CNUCED sur un programme intégré pour les produits de base, l'élaboration d'un code de conduite pour le transfert des techniques et d'un code de conduite pour les sociétés transnationales, et les activités consécutives à la Conférence mondiale de l'alimentation. Parmi les questions à examiner à la septième session extraordinaire, la délégation australienne a déjà suggéré celles concernant le commerce international et les denrées alimentaires; elle est prête à participer à des échanges de vues sur ces questions et sur les autres questions mentionnées dans le document présenté officieusement par le Groupe des Soixante-Dix-Sept.

23. En ce qui concerne le commerce international des produits de base, l'Australie ne prend position en faveur d'aucune solution particulière. Dans le passé, elle a été en faveur d'accords de produits chaque fois que cela a été possible; elle a participé aux accords concernant le blé, le sucre, le café, le cacao, les produits laitiers et l'étain. Plutôt que des associations de pays producteurs, elle préférerait des arrangements réunissant producteurs et consommateurs; si cela n'est pas possible, des associations de producteurs pourraient être une solution avantageuse, à condition que les producteurs ne cherchent pas à exploiter les consommateurs. A la suite de la Conférence mondiale de l'alimentation, le Gouvernement australien, qui avait approuvé l'objectif annuel de 10 millions de tonnes pour l'aide alimentaire, a décidé d'augmenter sa propre contribution de 50 p. 100. Il s'est aussi prononcé pour un système international de réserves nationales de céréales et s'est déclaré disposé à contribuer au Fonds international de

développement agricole. Les questions alimentaires doivent particulièrement retenir l'attention de la septième session extraordinaire; M. Davis rappelle à ce sujet le point de vue de la FAO selon lequel, pour assurer la sécurité alimentaire du monde, il faut que les pays en développement augmentent leur production alimentaire d'au moins 3,7 p. 100 par an, simplement pour faire face à l'augmentation de la demande.

24. La délégation australienne estime aussi que le rapport intitulé "Nouvelle structure des Nations Unies pour la coopération économique internationale" (E/AC.62/9) peut aider à accroître l'efficacité de l'ONU, et en particulier du Conseil économique et social, dans ce domaine.

25. En conclusion, M. Davis réaffirme l'appui du Gouvernement australien à la Déclaration et au Programme d'action adoptés à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, ainsi qu'à la Charte des droits et devoirs économiques des Etats.

26. M. HAMID ABDEL GHANI (Egypte) note que la réouverture du canal de Suez, fermé il y a exactement huit ans, constitue pour l'Egypte l'événement économique le plus important de l'année. Comme l'a proclamé le président Sadate, le canal favorise le commerce et les échanges entre les nations et les peuples et établit un lien entre des civilisations et des continents différents. Mais la communauté internationale ne doit ménager aucun effort pour assurer à cette région stratégique la tranquillité dont elle a besoin, sur la base des droits des peuples et des nations et du respect des droits souverains des Etats.

27. L'Egypte réaménage la zone du canal de Suez, ravagée par de longues années de guerre. Elle se félicite de l'aide bilatérale et multilatérale qui lui est fournie en vue de rouvrir le canal, de l'agrandir, de reconstruire les villes qui le bordent et de mettre en valeur ses rives. Le PNUD a accepté de participer au financement d'une étude de faisabilité relative à l'établissement d'une zone franche régionale dans le secteur du canal. Plusieurs autres institutions spécialisées pourront participer à ces activités.

28. En outre, une législation nouvelle a été promulguée en matière d'investissement en vue d'encourager les investissements étrangers, et notamment arabes, dans des projets intégrés à la planification économique du pays. Conformément à sa politique économique générale, l'Egypte a créé divers comités bilatéraux mixtes avec plusieurs pays afin de consolider la coopération économique, sociale et culturelle. Nombreuses sont les décisions prises par la Ligue des Etats arabes et l'OUA sur les nouvelles dimensions de la coopération entre les Etats africains. Le dialogue euro-arabe, engagé en décembre 1973, illustre les nouvelles relations établies entre les pays arabes et la Communauté économique européenne, relations qui sont fondées sur la notion d'interdépendance entre les nations.

29. Se référant à la question des préparatifs de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, dont la responsabilité incombe essentiellement au Conseil économique et social, le représentant de l'Egypte note qu'il ne suffit pas que le Conseil rassemble les divers points de vue et s'efforce de les concilier et d'énoncer une fois de plus les

principes proclamés dans la Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international et dans la Charte des droits et devoirs économiques des Etats. Il lui faut surtout aider l'Assemblée générale à trouver des moyens concrets de mettre ces principes en œuvre. Pour cela, il faut tout d'abord se mettre d'accord sur un ordre du jour précis pour la session extraordinaire, en se concentrant sur les aspects essentiels du développement et de la coopération internationale; à savoir le commerce international et le transfert des ressources réelles destinées au développement et à l'industrialisation. Il faut ensuite surmonter les divergences entre nations appartenant à des groupes géographiques différents de manière à créer une atmosphère propice au renforcement de la coopération réciproque. Un important pas en avant pourrait être fait si les pays développés acceptaient de s'engager à entamer des négociations dans des domaines convenus afin d'établir des relations valables.

30. S'agissant des conclusions formulées par le Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies afin de permettre à l'Organisation des Nations Unies de s'occuper des problèmes de la coopération économique internationale à l'échelle mondiale, le représentant de l'Egypte — qui a été membre du Groupe d'experts — passe en revue les quatre grands concepts qui se dégagent des nombreuses recommandations contenues dans le rapport établi des experts. Premièrement, il doit exister un mécanisme de négociation pour traiter des questions économiques au sein des organes appropriés des Nations Unies, notamment le Conseil économique et social; c'est déjà ce qui se passe à la CNUCED. Deuxièmement, les organes appropriés de l'ONU doivent continuer de débattre de ces questions et les Etats qui sont membres de ces organes doivent continuer de voter et de prendre des décisions ou d'adopter des recommandations à ce sujet; en d'autres termes, il doit y avoir une première instance chargée d'examiner les questions économiques, d'en débattre et d'attirer l'attention du public sur elles, et une deuxième instance chargée des négociations visant à trouver des solutions acceptables pour toutes les parties concernées. Troisièmement, il doit y avoir à la fois un élément de "centralisation" au stade de l'élaboration de la politique et des directives générales, et un élément de "décentralisation" au stade de la réalisation; en d'autres termes, il faut disposer d'un organisme central chargé d'élaborer la politique et de formuler, en ce qui concerne les questions économiques et sociales, des directives à appliquer par tous les éléments du système des Nations Unies, chacun de ces éléments ayant par la suite toute latitude pour exécuter, sur la base de son expérience et de ses compétences, les activités qui lui seraient confiées; de la sorte, il y aurait rationalisation des activités économiques et sociales, ce qui permettrait de mobiliser toutes les ressources des divers éléments, programmes et organismes des Nations Unies de façon économique et efficace. Enfin, il faut consolider le Conseil économique et social, ou plutôt mettre l'accent sur son rôle en tant que principal organe des Nations Unies chargé des questions économiques et sociales. Il est vrai qu'à l'heure actuelle le Conseil est plus représentatif des Membres de l'ONU et que celle-ci s'intéresse beaucoup aux questions économiques et sociales, mais il n'en a pas toujours été ainsi, et c'est pourquoi la CNUCED et l'ONUDI ont été créées. Ces quatre concepts rencontrent l'agrément de la

délégation égyptienne, qui est disposée à examiner toutes propositions sur la question.

31. Pour conclure, le représentant de l'Égypte formule l'espoir que le Conseil économique et social constituera, à ce stade crucial de la coopération internationale, une instance adéquate pour promouvoir les relations économiques internationales, une instance où les pays en voie de développement et les pays développés pourront commencer à œuvrer en vue de l'instauration du nouvel ordre économique international.

32. M. WATANAKUN (Thaïlande) note que, au milieu de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, certains des problèmes qui existaient déjà il y a quinze ans, au seuil de la première Décennie, ne sont pas encore résolus; toutefois, la situation est aujourd'hui aggravée par une pénurie alimentaire aiguë, un accroissement rapide de la population, le chômage massif et la hausse des prix des combustibles, des engrais et des pesticides.

33. En ce qui concerne la situation sur le plan régional, la Thaïlande, pays hôte de la CESAP, pense que de nombreux problèmes de développement peuvent être résolus de manière plus efficace grâce à la coopération régionale. Elle se réjouit des décisions qui ont été prises à la trente et unième session de la CESAP en vue de réorienter les travaux de la Commission de manière plus conforme à la Déclaration et au Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international et aux besoins particuliers de la région.

34. La délégation thaïlandaise pense aussi qu'une nouvelle décentralisation des activités de l'ONU, conformément à la résolution 1896 (LVII) du Conseil relative à la coopération régionale, peut renforcer la capacité des commissions régionales à exécuter les projets qui leur sont confiés. Elle partage aussi l'avis de la délégation indonésienne selon lequel une plus grande coopération entre les membres de l'ASEAN, les organismes des Nations Unies, les autres groupements régionaux et les gouvernements permettrait aux pays de la région de mieux contribuer à l'instauration du nouvel ordre économique international. Elle note avec satisfaction la coopération croissante établie entre la Communauté économique européenne et les pays de l'ASEAN.

35. Le commerce mondial continue d'être marqué par une détérioration des termes de l'échange pour les pays en voie de développement, qui ont besoin de débouchés plus vastes sur les marchés des pays développés. Pour cela, ces derniers devraient libéraliser progressivement les obstacles tarifaires et non tarifaires auxquels se heurtent les exportations des pays en voie de développement et, à ce propos, la Thaïlande attend des négociations commerciales multilatérales en cours des résultats fructueux pour le commerce des pays en voie de développement.

36. En ce qui concerne l'industrialisation, la Thaïlande réaffirme son appui à la Déclaration et au Plan d'action concernant le développement et la coopération industriels adoptés à Lima par la deuxième Conférence générale de l'ONUDI (voir E/5696, chap. IV). A son avis, les possibilités d'élargir les domaines d'accord sur cette question devraient

être explorées à la trentième session de l'Assemblée générale. L'industrialisation, en effet, est un élément dynamique dans le processus de croissance et représente une source d'emplois des plus précieuses pour de nombreux pays en voie de développement où le chômage sévit. L'ONUDI et la CESAP ont du reste décidé de créer une division commune de l'industrie afin d'accroître l'assistance pour accélérer l'industrialisation de la région.

37. Des progrès ont été enregistrés dans le domaine du transfert des techniques par la Commission du transfert des techniques de la CNUCED et le Comité de la science et de la technique au service du développement du Conseil économique et social. Le but à atteindre doit être l'acheminement sans obstacles des techniques à destination des pays en voie de développement et l'élaboration d'un code de conduite international. Pour le transfert des ressources réelles, la Thaïlande partage l'avis de la Banque mondiale, qui préconise un courant plus important d'aide publique au développement, et elle approuve la proposition de la Banque tendant à créer un mécanisme de financement intermédiaire appelé le "troisième guichet" par lequel des prêts seraient accordés à des conditions avantageuses aux pays en voie de développement qui ne remplissent pas les conditions voulues pour bénéficier d'un prêt de l'IDA.

38. Mais c'est la situation alimentaire mondiale qui retient surtout l'attention de la délégation thaïlandaise. Depuis la tenue de la Conférence mondiale de l'alimentation en 1974, diverses mesures ont été prises et des résultats obtenus, comme l'a exposé le Directeur général de la FAO à une séance précédente (1954e séance). Si l'on peut penser que le danger d'une crise alimentaire est momentanément écarté, il n'a pas pour autant disparu; c'est d'ailleurs un problème "multidimensionnel". Pour la plupart des pays en voie de développement, l'agriculture est le principal secteur de l'économie, et aussi le plus pauvre. Le problème alimentaire est le problème du sous-développement lui-même. Pour résoudre le problème alimentaire, il faut le situer dans le contexte du développement socio-économique général visant à assurer aux populations du tiers monde un niveau de vie décent. Il faut, par conséquent, que les pays développés et en voie de développement, ainsi que les organisations internationales, agissent sur plusieurs fronts. Les pays développés doivent faire en sorte que l'aide alimentaire fasse partie intégrante de la politique alimentaire mondiale, qu'elle ne soit pas un sous-produit de leurs performances agricoles et n'agisse pas au détriment d'autres pays en voie de développement producteurs et exportateurs de produits alimentaires. Si l'on veut que le nouveau système de stocks destiné à assurer l'alimentation mondiale devienne une réalité, il faut que les pays développés assument leurs responsabilités, c'est-à-dire mettent en place les installations d'entreposage nécessaires et financent les stocks.

39. De plus, un élan devra être donné à la production alimentaire des pays en voie de développement, et la création d'un fonds international de développement agricole est une initiative à encourager et à poursuivre aussitôt que possible. Les pays en voie de développement ont en général le potentiel voulu pour accroître leur production alimentaire, mais il leur manque des capitaux, des techniques, des engrais, des pesticides et des machines que seule

l'assistance peut leur procurer. De plus, certaines pratiques de quelques pays développés sont néfastes au commerce des pays en voie de développement et freine l'essor de la production agricole. La Thaïlande, pays agricole, s'efforce d'utiliser au mieux les excédents limités dont elle dispose pour prêter assistance aux pays voisins et à d'autres pays en voie de développement, dans le cadre d'échanges commerciaux ou d'une aide humanitaire. Elle a aussi régulièrement fait des contributions en nature et en espèces au PAM et au FISE, et le Gouvernement thaïlandais veut jouer un rôle constructif dans les efforts visant à éliminer la faim et la malnutrition.

40. Quant à l'examen et à l'évaluation de la réalisation des objectifs de la Stratégie internationale du développement, on sait que ces objectifs n'ont pas été atteints en ce qui concerne la production agricole et le transfert de ressources réelles. Ce fait, s'ajoutant à la persistance de la crise économique depuis le début de la décennie, a entravé les efforts des pays en voie de développement aux prises tant avec l'inflation et la récession qu'avec d'autres facteurs d'ordre économique et social générateurs de chaos. Il est maintenant reconnu que le système actuel de relations économiques internationales n'est plus approprié et que la communauté mondiale est à la recherche d'un nouvel ordre économique plus équitable dans lequel les pays en voie de développement auront leur mot à dire. A l'approche de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, des signes encourageants se manifestent du côté des pays développés, comme on a pu le constater à la deuxième Conférence générale de l'ONUDI et au cours des négociations commerciales multilatérales. Les pays développés et en voie de développement poursuivent leur dialogue sur la forme et le fond à donner à cette session extraordinaire pour en assurer la réussite; à ce propos, la délégation thaïlandaise appuie les orientations indiquées par le Président dans sa déclaration liminaire.

41. Enfin, le rapport du Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies est un document important et fera l'objet d'un examen attentif de la part du Gouvernement thaïlandais.

M. Akhund (Pakistan) prend la présidence.

42. Le prince SADRUDDIN AGA KHAN (Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) évoque certaines tâches accomplies dans le cadre des bons offices du Haut-Commissariat, c'est-à-dire en dehors des activités ordinaires décrites dans son rapport annuel (E/5688 et Corr.1 et Add.1).

43. En août 1974, le Secrétaire général a demandé au Haut-Commissaire de coordonner l'assistance humanitaire de l'ONU à Chypre. Depuis, le HCR s'efforce de répondre aux besoins essentiels d'un nombre de personnes qui représente le tiers de la population de l'île. A la suite d'un appel lancé en septembre 1974, 24 millions de dollars d'assistance ont été fournis à Chypre, bilatéralement et multilatéralement, dont 12 millions par l'intermédiaire du HCR. A la suite d'un deuxième appel lancé en janvier 1975, une assistance supplémentaire d'environ 9 millions de dollars a été fournie, dont près de 7 millions par l'intermédiaire du HCR. A l'heure actuelle, les demandes d'assistance sont orientées plutôt vers l'autosuffisance économique que

vers les secours d'urgence. Le Secrétaire général a demandé au Haut-Commissaire de continuer de coordonner l'assistance des Nations Unies jusqu'au printemps de l'année en cours.

44. En Afrique, le HCR a fait des efforts considérables pour assurer le retour des réfugiés et des personnes déplacées de Guinée-Bissau, du Mozambique et de l'Angola. En Guinée-Bissau, le gouvernement installé en octobre 1974 a demandé au HCR d'assurer le retour des réfugiés et des personnes déplacées par la lutte de libération. Un programme coûtant environ 4 millions de dollars a été établi pour réinstaller environ 150 000 réfugiés (transports, distribution de nourriture, d'ustensibles de ménage, de semences et d'instruments aratoires, fourniture de médicaments, construction de dispensaires, etc.). Les gouvernements ont répondu à l'appel que le Haut-Commissaire leur a lancé, en versant d'importantes contributions et, en avril 1975, le PAM a approuvé une contribution en denrées alimentaires d'une valeur de 1 million de dollars. Pour exécuter son programme en Guinée-Bissau, le HCR a envoyé un chargé de mission à Bissau et deux fonctionnaires supplémentaires à son bureau régional du Sénégal; l'exécution de ce programme se poursuit de manière satisfaisante.

45. Le HCR a versé une allocation initiale pour le rapatriement des réfugiés du Mozambique et, à la suite du séjour d'une mission interorganisations des Nations Unies en février 1975, un programme d'assistance d'environ 7 millions de dollars a été élaboré à cette fin. En avril 1975, un appel a été lancé à la communauté internationale pour qu'elle verse des contributions; sa réaction a été généreuse, mais d'autres contributions seraient encore nécessaires. Le programme exécuté au Mozambique est comparable techniquement à celui de la Guinée-Bissau, et il progresse également de manière satisfaisante.

46. En Angola, bien que des discussions initiales aient eu lieu, les circonstances n'ont pas été favorables à l'élaboration et à l'exécution de projets d'assistance. Un administrateur de programmes du Haut-Commissariat a été envoyé en Angola en mars 1975. Le Haut-Commissaire exprime l'espoir que l'évolution de la situation permettra de réaliser dans ce pays le travail humanitaire envisagé.

47. En Indochine, le HCR a adopté un budget initial de 12 millions de dollars; l'exécution du programme a progressé de manière satisfaisante au Nord Viet-Nam et au Laos; au Viet-Nam du Sud, l'évolution dramatique de la situation ces derniers mois a rendu une réévaluation nécessaire. Dans toute la région, le rôle du HCR consiste à faciliter le retour des personnes déplacées, à fournir une assistance dans le domaine de l'agriculture et à satisfaire certains besoins essentiels (médicaments, vêtements, aliments, etc.). Au Laos, le HCR a financé le retour dans la zone du Pathet Lao d'environ 33 000 personnes déplacées, et ce mouvement reprendra à la fin de la saison des pluies. En République démocratique du Viet-Nam, le Haut-Commissariat finance des projets fondés sur le principe de l'autosuffisance, pour lesquels la contribution de contrepartie du pays bénéficiaire est beaucoup plus élevée que son propre apport. Au Viet-Nam du Sud, un programme de secours d'urgence est mis en œuvre, et, à la demande du Secrétaire général, une opération de secours d'urgence

FISE/HCR a été entreprise, tandis que sir Robert Jackson, secrétaire général adjoint, a été prié de coordonner l'ensemble des efforts au Siège de l'ONU. En réponse à l'appel lancé à la communauté internationale, 25 millions de dollars de contributions ont été versés dont 13 millions par l'intermédiaire du HCR. Progressivement les secours d'urgence diminuent en importance pour faire place au programme ordinaire du Haut-Commissariat.

48. En Indochine, le HCR s'occupe également des réfugiés qui se trouvent en dehors de leur pays d'origine. Plus de 185 000 Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens ont peut-être quitté leur pays pour se rendre dans divers pays d'Asie, aux États-Unis et même en Europe. Des fonctionnaires du HCR ont été envoyés en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines et à Singapour pour s'occuper de cette question; les bureaux locaux de Thaïlande et du Laos s'en occupent également. Le Gouvernement du Viet-Nam du Sud a demandé au Haut-Commissariat de faciliter le rapatriement volontaire des Vietnamiens réfugiés à l'étranger; des efforts de réinstallation sont aussi entrepris. Le Haut-Commissaire espère que les gouvernements se montreront compréhensifs et que les pays d'asile accepteront, s'il le faut, d'intégrer les groupes de réfugiés. Le Haut-Commissariat reste à la disposition des gouvernements pour résoudre tous ces problèmes. Enfin, le Haut-Commissaire déclare que le HCR dépend plus que jamais de la bonne volonté des gouvernements pour résoudre les problèmes très divers relatifs aux réfugiés.

49. M. CASTRÉN (Observateur de la Finlande), prenant la parole sur l'invitation du Président, rappelle que la Finlande a souscrit au consensus qui a abouti à l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Elle a aussi voté en faveur de la Charte des droits et devoirs économiques des États adoptée à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale. Sa position est donc suffisamment claire en ce qui

concerne les principes généraux de la coopération internationale dans le domaine économique et social. Elle se prépare actuellement à participer à la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale et étudie à cet effet le projet d'ordre du jour présenté officiellement par le Groupe des Soixante-Dix-Sept, qui constitue, à son avis, un bon point de départ pour une étude plus détaillée des questions à examiner lors de cette session.

50. La délégation finlandaise attire particulièrement l'attention sur ce que l'on appelle un mode d'approche intégré en ce qui concerne le développement. Pendant les années 60, la croissance économique a été le seul critère de mesure du développement. Au début des années 70, les aspects sociaux ont retenu davantage l'attention. Il faudrait à présent, de l'avis du Gouvernement finlandais, que l'Assemblée générale confirme, à sa septième session extraordinaire, que le développement doit être un processus mondial auquel participeront activement non seulement toutes les nations, mais aussi toutes les couches de la population, et ce indépendamment de sexe, de la race, de l'emploi ou de la situation sociale. Si l'Assemblée générale clôt sa septième session extraordinaire sur un appel visant à mettre fin aux injustices économiques à l'échelon international, elle doit demander tout aussi fermement qu'il soit mis fin aux injustices économiques au niveau national, dans les pays développés tout comme dans les pays en voie de développement. A ce propos, la délégation finlandaise appuie sans réserve la déclaration faite par le représentant de la Norvège (1958e séance).

51. La délégation finlandaise espère sincèrement que l'accent sera constamment mis sur la dimension sociale du développement, dimension qui est étroitement liée à toutes les questions soulevées dans le projet d'ordre du jour précité, présenté par le Groupe des Soixante-Dix-Sept.

La séance est levée à 13 h 5.

1965^e séance

Jeu­di 10 juillet 1975, à 15 h 10

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SR.1965

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle (*suite*) [E/5654, E/5665, E/5681 et Add.1 à 4, E/5682, E/5692, E/5699, E/5713]

1. M. ASHTAL (Yémen démocratique) dit que depuis la cinquante-septième session du Conseil économique et social, des dizaines de millions de personnes, au Viet-Nam, au Cambodge, au Mozambique et au Cap-Vert, ont accédé à l'indépendance après de longues années de lutte armée contre les forces colonialistes et impérialistes. Le Conseil et tous les autres organes des Nations Unies intéressés sont

invités à accorder toute l'aide possible à ces nations nouvellement indépendantes afin qu'elles puissent asseoir leur reconstruction économique sur des bases plus solides. Le Yémen démocratique souhaite aussi la bienvenue à l'Organisation de libération de la Palestine, autre mouvement décidé à conquérir l'indépendance nationale.

2. Jusqu'à la cinquante-septième session encore, l'idée même d'un réaménagement des relations économiques internationales était rejetée par certains pays développés. Il semble que l'on ait fait quelques progrès depuis lors puisque certains pays développés, avec un degré variable de conviction, font maintenant moins de réserves quant à l'instauration du nouvel ordre économique international, ce que le

Groupe des Soixante-Dix-Sept estime être un point de départ approprié pour la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Mais il reste à savoir si le nouvel ordre économique signifie la même chose pour les pays en voie de développement et les pays développés.

3. Tout en se félicitant de la coopération économique internationale fondée sur l'équité et la justice, la délégation du Yémen démocratique est encore plus intéressée par des accords concrets sur le commerce ou d'autres questions économiques que par une entente verbale sur une nouvelle terminologie. Or, tout ce qui s'est fait jusqu'ici se résume à l'expression par les pays développés de leur intention d'étudier la question des relations économiques internationales dans le cadre du nouvel ordre, alors que les pays en voie de développement espèrent de tout cœur un signe montrant que les pays développés sont prêts à renoncer à leurs intérêts égoïstes et étroits et à rechercher la stabilité économique internationale et la paix.

4. Les pays en voie de développement ne sont guère impressionnés par les rapports concernant les effets néfastes de la prétendue récession sur les masses laborieuses des pays développés. Ils pensent que l'on a beaucoup exagéré le récent ralentissement de l'économie dans les pays capitalistes, sans se soucier de la situation de centaines de millions de personnes dans les pays en voie de développement qui, depuis des années, ne connaissent rien d'autre que la récession et la pauvreté. Il n'est pas besoin d'aligner des statistiques comparatives pour décrire leur condition, car des chiffres abstraits ne peuvent rendre compte de la dimension humaine de leur misère et de leur dénuement. On ne peut pas davantage prétendre que l'écart croissant entre pays riches et pays pauvres pourra être comblé par une prétendue aide versée au compte goutte, aide qui d'ailleurs est souvent liée à des considérations politiques et ne représente qu'une fraction des confortables profits réalisés par les sociétés transnationales travaillant dans les pays bénéficiaires.

5. Dans les pays en voie de développement, l'auto-suffisance doit précéder l'interdépendance économique, car celle-ci, en l'absence de rapports économiques équitables, ne peut être qu'une forme déguisée de néo-colonialisme. On ne peut pas considérer qu'une association est saine lorsqu'elle favorise le plus fort. En revanche, le nouvel ordre économique international sauvegarde les droits de chacun dans la justice et la liberté. Certaines délégations insistent pour que les membres du Conseil abordent des questions de détail précises et laissent de côté les déclarations générales; mais les pays en voie de développement considèrent le Conseil comme l'organe supérieur chargé d'élaborer des principes généraux et de formuler des accords de portée générale. On ne peut demander aux pays de négocier sur des questions techniques, alors que le besoin le plus urgent est de s'accorder sur les problèmes fondamentaux. Si tous les pays pouvaient s'entendre pour fonder les préparatifs de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la liste provisoire de questions proposée officieusement par le Groupe des Soixante-Dix-Sept, et s'ils renonçaient à leurs réserves oiseuses, un grand pas serait franchi sur le chemin de la coopération.

6. En ce qui concerne l'évolution de la situation dans la région dont fait partie le Yémen démocratique, il ne faut pas oublier qu'il existe en Asie occidentale une énorme disparité entre des pays jouissant du plus haut revenu par habitant du monde et d'autres qui vivent dans une abjecte pauvreté. Les représentants des pays développés voudraient essayer de convaincre le monde que les pays producteurs de pétrole de la région de la CEAO devraient recycler leurs liquidités par l'intermédiaire des banques des pays occidentaux et en les investissant dans diverses opérations, mais les pays de la région soutiennent, eux, que charité bien ordonnée commence par soi-même et que tous les fonds excédentaires doivent être investis dans des projets de développement au profit du tiers monde, notamment dans les pays qui sont les plus touchés par l'augmentation du prix des denrées alimentaires et des autres matières premières. C'est la CEAO qui est la mieux équipée pour acheminer l'aide au développement des pays les plus riches vers les pays les plus pauvres de cette région, où le revenu par habitant le plus élevé est d'environ 10 000 dollars et le plus faible de moins de 100 dollars.

7. En ce qui concerne la restructuration du système des Nations Unies en vue de la coopération économique internationale, la délégation du Yémen démocratique apprécie le rapport utile du Groupe d'experts sur ce sujet (E/AC.62/9), qu'elle voudrait étudier plus à loisir. Elle espère cependant que ce rapport ne détournera pas l'attention du Conseil du point principal, qui est l'instauration du nouvel ordre économique.

8. M. KACIMAIWAI (Fidji) dit que le succès relatif de toute initiative de l'Organisation des Nations Unies dépend de l'appui concret apporté par les Etats Membres. La Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement ne fait pas exception à cette règle et nécessite constamment un contrôle et une réévaluation minutieux, ainsi qu'une coordination vigilante; dans des circonstances économiques extraordinaires, elle peut même nécessiter un remaniement politique et économique approprié, notamment de la part des pays qui donnent le ton à l'économie mondiale et en déterminent la croissance et le progrès. En fait, pour qu'elle puisse porter ses fruits, la Stratégie exige de toutes les nations une volonté politique délibérée et, de la part des organes des Nations Unies qui y coopèrent, le sentiment réel d'être motivés.

9. Les pays en voie de développement ont fondé de grandes espérances sur la Stratégie internationale du développement, qui constitue pour des millions de pauvres du monde entier une bonne base institutionnelle qui leur permettrait de satisfaire leurs aspirations; la constatation de son échec au moment de l'examen biennal, alors que le premier Programme de coopération économique internationale¹ avait obtenu un succès relatif, a donc fait naître un profond sentiment de frustration et de déception dans les pays en voie de développement. C'est en partie cette déception qui a amené ces pays à appuyer la convocation de la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale en

¹ Résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1961.

1974. On peut dire de la Déclaration et du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international qui ont été adoptés à cette session qu'ils sont la Stratégie internationale du développement sous une forme réévaluée, mise à jour et replacée dans une dimension nouvelle fondée sur le souci de réaliser une meilleure répartition des ressources mondiales et sur la justice sociale.

10. Les pays en voie de développement voient dans le nouvel ordre économique un nouveau programme de relations internationales dans les domaines économique et social, reposant sur le principe de l'association d'Etats souverains, transcendant les limites nationales et régionales, les idéologies et les systèmes politiques et économiques. La fréquence avec laquelle les pays du tiers monde et certains pays industrialisés ont rappelé la nécessité d'une reconnaissance de cette nouvelle structure est l'indice d'une préoccupation croissante : en effet, c'est dans ces nouvelles relations que les pays en voie de développement voient, dans une large mesure, leur salut économique et social.

11. Dans le premier paragraphe de son préambule, la Stratégie internationale du développement reflète les nobles idéaux de promotion de la justice sociale et économique consacrés dans la Charte des Nations Unies; la Stratégie, adoptée par consensus en 1970, est un juste hommage rendu à la prévoyance et à la largeur de vues du Président des Etats-Unis d'Amérique, qui en avait le premier proposé l'idée en 1961. Cependant, il existe une tendance à négliger les idées et les philosophies novatrices et à les laisser dormir dans les archives nationales. Il ne faut pas permettre qu'il en aille de même avec la Stratégie et les principes du nouvel ordre économique : s'il est besoin de les réexaminer et de les modifier, cela doit être fait, pour le bien des millions de pauvres du monde entier.

12. Il faut faire résolument face aux gigantesques problèmes que posent les temps modernes si l'on veut stabiliser l'économie mondiale et apporter l'espoir à des millions de personnes dont la vie n'est en grande partie que frustration. Ces deux dernières années, des bouleversements politiques et économiques sans précédent se sont produits, des guerres et des conflits ont éclaté dans diverses parties du monde, alors que la paix et une harmonie persistante sont essentielles au maintien de la croissance économique et de la stabilité; il faut espérer que les cinq dernières années d'application de la Stratégie et le début de l'instauration du nouvel ordre économique seront marqués par la paix et par la coopération, et la sécurité internationales.

13. Dans ce contexte de conflits, l'inflation, provoquée par une demande croissante à laquelle ne correspond aucune augmentation des approvisionnements, exacerbée par la pénurie de produits de base essentiels, a fait naître des incertitudes quant à la valeur des principales devises qui, de ce fait, ont dû, dans un grand nombre de cas, être dévaluées ou réévaluées — sans aucune coordination — dans l'espoir de faire régner une certaine stabilité. Etant donné l'étroite interdépendance des économies nationales et régionales, ces mesures ne sauraient être considérées que comme des palliatifs temporaires et, dans certains pays développés, l'inflation a atteint 20 p. 100, entraînant une hausse des prix des matières premières qui donne aux pays

du tiers monde un faux sentiment de sécurité, de croissance et de prospérité économiques. Les travailleurs demandent des augmentations de salaire toujours plus élevées pour compenser une inflation croissante, les producteurs augmentent leurs prix pour faire face aux demandes de salaires plus élevés, ce qui vient clore le cercle vicieux créé par le jeu inflationniste des salaires et des prix; par ailleurs, les contre-mesures prises sur le plan national pour réduire la production n'ont fait que provoquer une tendance à la récession et un chômage mondial. L'inflation et la récession ont eu des effets particulièrement graves sur les pays pauvres, surtout sur les pays maintenant appelés "les plus sérieusement touchés" qui, en 1974, sont arrivés au bord de la faillite économique.

14. Il est généralement admis non seulement que les économies nationales sont interdépendantes, mais aussi que la croissance continue de l'économie mondiale est étroitement liée à celle des nations les plus prospères. Le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique a déclaré récemment que lorsque la récession sévit aux Etats-Unis, elle s'étend à d'autres pays, et que, lorsque l'économie des Etats-Unis ne progresse pas, l'économie mondiale tend à marquer le pas. De même, le rôle de plus en plus important que jouent les économies des pays de la Communauté économique européenne considérés dans leur ensemble entraîne une tendance à l'expansion dans de nombreux pays en voie de développement, car en dépit de la décolonisation rapide, un grand nombre d'anciens territoires coloniaux continuent de dépendre dans une très large mesure des marchés traditionnels des anciennes puissances coloniales. Ainsi, bien que toutes les économies soient interdépendantes, certaines sont plus dépendantes que d'autres de celles d'autres pays; c'est l'une des raisons pour lesquelles les pays en voie de développement ont cherché à effectuer leur rétablissement économique avec l'aide des pays développés et, par voie de conséquence, par la mise en œuvre de la Stratégie et l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

15. Du point de vue politique, les mesures nationales visant à contenir les dépenses pour juguler l'inflation, en particulier dans le secteur des salaires, sont souvent difficiles à appliquer ou socialement injustes. Les nombreuses mesures de lutte contre la récession adoptées au cours de la période 1974-1975 risquent de provoquer un chômage généralisé; certains pays sont même allés jusqu'à pratiquer des coupes sombres dans des programmes sociaux existant depuis longtemps pour essayer de préserver leur économie. Pour les pays traditionnellement pauvres, ces mesures ne font qu'aggraver la situation désastreuse de leurs populations déjà démunies. A Fidji, les salaires ont augmenté quatre ou cinq fois plus que les prix à la consommation depuis mai 1974, ce qui fait peser une menace sur la modeste économie du pays; cette tendance existe probablement dans d'autres pays dont l'économie est plus puissante. Le fait que les prix du pétrole ont quadruplé a eu une incidence sans précédent sur les économies nationales et sur le niveau de la production mondiale. En outre, l'augmentation prévue de plus de 700 p. 100 du prix des engrais compromet sérieusement l'expansion du secteur agricole, surtout du fait que dans les pays en voie de développement 50 p. 100 seulement des objectifs de la Stratégie en matière de développement agricole ont été

atteints. Ce phénomène est d'autant plus alarmant que la population rurale de ces pays représente environ 70 p. 100 de leur population totale. Cette envolée des prix des engrais provoque une aggravation de la pauvreté des masses, des privations accrues et la misère sociale parmi les populations rurales du monde entier; elle entraîne une augmentation des frais généraux et compromet le redressement d'une situation marquée par l'inflation et la récession.

16. Bien que l'inflation ait exercé des effets directs sur la balance des paiements, dans les pays développés aussi bien que dans les pays en développement, il est évident que les pays dont l'économie est puissante et viable se trouvent mieux placés pour prendre des initiatives en vue d'accélérer le redressement de leur balance des paiements. Parmi les pays en voie de développement, ceux qui ne produisent pas de pétrole sont les plus touchés: le FMI a indiqué récemment que le déficit courant de ces pays considérés dans leur ensemble était passé de 9 milliards de dollars en 1973 à 27 milliards de dollars en 1974, et qu'il atteindrait vraisemblablement 36 milliards de dollars en 1975. Les sources de financement extérieures poseront donc pendant un certain temps encore un grave problème à ces pays; au mieux, certains d'entre eux devront envisager de réduire dans une large mesure leur position nette de réserve pour pouvoir financer le déficit comptable courant qui apparaîtra vraisemblablement en 1975. Pour ces pays, les avantages acquis au cours des cinq dernières années seront réduits à néant par les effets des récents bouleversements économiques. La Stratégie internationale du développement vise à améliorer les termes de l'échange et à développer l'industrie des pays en voie de développement afin d'asseoir leur économie sur des bases plus larges; or, il y a eu une diminution en termes réels des ressources transférées: les pays développés n'ont réalisé que dans la proportion de 45 p. 100 l'objectif de 0,7 p. 100 de leur PNB qui avait été fixé. Or la création d'économies viables, qui était l'un des buts fondamentaux de la Stratégie, est impossible sans une amélioration considérable des termes de l'échange des pays en voie de développement. Un apport accru de ressources est nécessaire pour permettre à ces pays d'empêcher que leur économie ne se dégrade davantage, et les pays développés devraient donc être disposés à prendre des engagements fermes pour respecter les objectifs fixés dans la Stratégie. A cet égard, la création d'un mécanisme de prêt à des conditions favorables contribuerait à améliorer la situation économique des pays en voie de développement; il en va de même du nouveau mécanisme envisagé en commun par les pays de l'OPEP et le FMI.

17. En tout état de cause, la réalisation du développement économique et social incombe au premier chef à chaque gouvernement, auquel revient le soin de déterminer les priorités, de mettre en œuvre les programmes de développement, d'effectuer les réformes nécessaires en matière d'infrastructure et d'influencer les attitudes nationales de manière à les orienter vers une acceptation des innovations. Les pays en voie de développement doivent s'efforcer de favoriser une coopération plus poussée au déroulement du processus global de développement. On a beaucoup parlé de la nécessité de renforcer la coopération entre les pays en voie de développement et les pays développés, mais il ne s'ensuit pas que les premiers doivent se contenter d'être de simples bénéficiaires d'une aide économique. Il doivent

aussi améliorer les termes de l'échange, promouvoir entre eux des programmes d'assistance technique et financière et développer un esprit de coopération plus actif; la notion d'interdépendance économique ne doit pas être uniquement considérée comme correspondant à une dichotomie économique entre pays développés et pays en voie de développement. Les initiatives prises en vue de son instauration doivent être renforcées, surtout dans la situation d'urgence actuelle. De plus, les mesures prises à cet effet constitueraient pour les pays développés qui sont en mesure de fournir une assistance un motif d'encouragement et une motivation.

18. La délégation de Fidji appuie les principes directeurs proposés par le Président dans sa déclaration liminaire (1953e séance). Elle estime que la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale ne devrait pas être convoquée dans le but de formuler encore une autre déclaration, puisque la Stratégie internationale du développement et la Déclaration et le Programme d'action, auxquels s'ajoute la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, fournissent une base de travail constructive parfaitement adéquate. La tâche la plus importante de la septième session extraordinaire devrait consister à mettre au point un mécanisme de négociation approprié, qui serait suivi par un dialogue constructif. L'esprit de la Convention ACP-CEE de Lomé, conclue entre la Communauté économique européenne et 46 pays en voie de développement d'Afrique, des Antilles et du Pacifique, pourrait en principe être également celui du système des Nations Unies pour le développement: en vertu de la Convention de Lomé, on a créé un programme pour la stabilisation des recettes d'exportation des pays en voie de développement intéressés (Stabex) qui, bien que ne s'appliquant qu'à certains produits de base, pourrait être le précurseur d'un programme global destiné à assurer la stabilité du commerce des pays en voie de développement.

19. La délégation de Fidji estime que, sur le plan pratique, les délégations au Conseil seraient mal avisées de s'appesantir indûment sur les injustices du passé. Les déséquilibres économiques et sociaux de l'ancien ordre économique sont évidents, mais la volonté non moins évidente de changer cet ordre doit être à la base de toute coopération et de toute action commune. En blâmant constamment les autres pays, on ne fait que durcir la volonté politique de certains pays ou groupes de pays.

20. La liste provisoire des sujets proposée par le Groupe des Soixante-Dix-Sept pour la septième session extraordinaire fournit un cadre de discussion adéquat, et celle-ci devrait être également étendue à des domaines dans lesquels il existe des aspirations communes; les négociations devraient aussi porter, d'une manière aussi constructive que possible, sur les points de divergence. Ce n'est en effet que par une action concertée que l'on parviendra à faire reconnaître formellement le nouvel ordre économique international, qui apportera le premier rayon d'espoir aux millions de personnes qui n'ont jamais connu que la misère.

21. M. DUGERSUREN (Mongolie) dit qu'il est encourageant de constater que, trente ans après la fin de la seconde guerre mondiale, la communauté mondiale assiste au développement de la détente, fondée sur les principes de

la coexistence pacifique. La paix et la sécurité internationales seront renforcées par le succès de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et par les victoires remportées par les peuples vietnamien, cambodgien et laotien sur l'agression néo-colonialiste, et l'affrontement fera place à la recherche concertée de solutions négociées à de nombreux problèmes essentiels. Les partisans de la "guerre froide" s'efforcent cependant de compliquer la situation internationale et de renverser cette tendance favorable. Il est essentiel de mettre fin à la course aux armements si l'on veut préserver la paix et la sécurité internationales. Des efforts énergiques et soutenus doivent être faits pour que tous les Etats, en particulier ceux qui détiennent des armes nucléaires, participent aux négociations en vue du désarmement.

22. De plus en plus, on comprend qu'il faut traduire les occasions favorables qu'offre l'amélioration du climat politique international en mesures pratiques visant à promouvoir le développement social et économique et la coopération internationale, qui sont les véritables avantages que la communauté internationale peut tirer de la coexistence pacifique. La situation économique actuelle dans le monde reflète des tendances irrégulières et contradictoires. Les pays développés à économie de marché sont frappés par la récession, l'inflation, la crise de l'énergie et la crise monétaire. Malgré les améliorations considérables réalisées dans quelques cas isolés, la situation générale de l'économie des pays en voie de développement est loin d'être satisfaisante. Selon *l'Etude sur l'économie mondiale, 1974. – Deuxième partie* (E/5681 et Add.1 à 4), le taux d'accroissement de la production agricole et industrielle a baissé dans ces pays entre 1973 et 1974. En conséquence, les objectifs à mi-parcours de la Stratégie internationale du développement ne sont toujours pas atteints. En outre, la crise des pays développés à économie de marché a des conséquences défavorables sur le développement social et économique des pays en voie de développement. Alors que la récession et l'inflation risquent d'influer défavorablement sur le courant des ressources en direction des pays en voie de développement, elles ne changent rien à la nécessité fondamentale de réformer les pratiques et méthodes dépassées qui caractérisent le commerce international et toutes les relations économiques. Comme il est dit dans la Déclaration et le Plan d'action concernant le développement et la coopération industriels adoptés à Alger par la deuxième réunion ministérielle du Groupe des Soixante-Dix-Sept en février 1975, l'agression étrangère, la domination coloniale et la discrimination raciale continuent d'être les principaux obstacles au progrès des pays en voie de développement.

23. Un autre facteur négatif pour la situation économique de nombreux pays en voie de développement est la présence de sociétés transnationales dont les activités, si elles ne sont pas contrôlées, menacent le développement politique, social et économique normal. La délégation mongole soutient fermement les justes revendications et aspirations des pays en voie de développement concernant la souveraineté permanente sur les ressources naturelles et l'instauration d'un nouvel ordre économique international fondé sur l'égalité, la justice et l'intérêt mutuel, telles qu'elles s'expriment dans la Déclaration adoptée par l'Assemblée

générale et dans la Charte des droits et devoirs économiques des Etats.

24. L'économie des pays socialistes se développe rapidement, et ces pays deviennent un facteur dynamique dans la vie économique internationale : alors qu'ils ne comptent que 9,4 p. 100 de la population mondiale, ils représentent plus du tiers de la production industrielle du monde. Ils se montrent constamment partisans de la transformation fondamentale des relations économiques internationales sur la base des principes énoncés dans la Déclaration. La coopération avec les pays en voie de développement et l'assistance qu'ils leur fournissent ont été décrites dans la déclaration prononcée récemment par le représentant du CAEM (1956e séance).

25. La Mongolie est sur le point de célébrer le cinquante-quatrième anniversaire de la Révolution populaire, qui l'a engagée sur la voie du développement socialiste indépendant et démocratique. Grâce à des transformations économiques et sociales profondes, à l'assistance de l'Union soviétique et d'autres pays socialistes et à son appartenance au CAEM, la Mongolie est devenue un pays agro-industriel dont l'économie est en pleine expansion. Cette coopération et cette assistance ont été essentielles pour combler l'écart entre le développement de la Mongolie et des autres membres du CAEM. Le Programme général pour l'extension et l'amélioration de la coopération et pour le progrès de l'intégration économique socialiste entre les pays membres du CAEM prévoit des mesures particulières pour accélérer le développement de la Mongolie grâce à un nombre croissant de projets bilatéraux et multilatéraux. Le taux de croissance moyen du PNB de la Mongolie est actuellement proche de 7 p. 100, celui de son revenu national est de 5,5 p. 100 et celui de sa production industrielle de 9,6 p. 100.

26. Le succès de la session actuelle du Conseil économique et social pourra se mesurer aux progrès qu'elle permettra de faire dans la préparation de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, qui portera essentiellement sur l'application des principes et objectifs de la Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international et de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, et qui marquera ainsi une étape sur la voie de la décolonisation économique.

27. La complexité des questions que soulève la transformation radicale des relations économiques internationales héritées du passé ne doit pas être invoquée comme excuse pour remettre à plus tard la solution des problèmes urgents qui se posent. L'interdépendance de la communauté internationale, qui a été soulignée par plusieurs représentants, n'est pas un phénomène nouveau : il ne s'agit, en effet, que de la coopération entre Etats, sur la base de l'égalité souveraine, de la non-ingérence, de la non-discrimination et de l'intérêt mutuel.

28. Le Gouvernement mongol étudiera soigneusement le rapport du Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies et il approuvera les modifications susceptibles d'accroître réellement l'efficacité du Conseil et d'autres organes des Nations Unies dans le domaine économique et social. Cependant, il ne faut pas faire de la réorganisation une fin en soi, en négligeant la

solution de problèmes fondamentaux. Aucun changement apporté à la structure de l'ONU ne devrait être contraire aux objectifs et aux principes de la Charte des Nations Unies.

M. Longerstaey (Belgique), vice-président, prend la présidence.

29. M. SCHWARTZ-GIRÓN (Espagne) transmet les regrets du chef de sa délégation qui ne peut assister à la séance.

30. L'économie mondiale est malade et il est impossible de prévoir quand et comment elle se rétablira. Etant donné les problèmes persistants de la faim et du sous-développement, rien n'incite à l'optimisme pour le court ou le moyen terme. De plus, les bouleversements causés par la hausse soudaine des prix du pétrole n'ont fait que souligner que la crise n'est pas seulement conjoncturelle et qu'elle est due aux défauts qui caractérisent la structure de l'économie mondiale. Il faut en particulier revoir les mécanismes du marché, compte tenu de l'interdépendance économique dont il est constamment question et qui signifie que la croissance de quelques pays entraîne une accélération de la croissance du plus grand nombre. Les difficultés auxquelles se heurtent les pays sont communes à tous; seule diffère l'évaluation qui en est faite, compte tenu de la situation intérieure de chacun.

31. Pendant les six mois à venir, une tendance plus encourageante devrait se dessiner sous l'inspiration du Conseil et de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, qui se prolongera par la trentième session de l'Assemblée générale. L'Espagne est l'un des pays signataires de la déclaration adoptée par l'OCDE le 28 mai 1975 sur les relations avec les pays en voie de développement. La délégation espagnole fera de son mieux pour apporter une contribution positive aux travaux de la session extraordinaire. Comme le Président, elle pense que la session actuelle du Conseil doit jeter les bases du succès de la session extraordinaire.

32. S'agissant du rapport du Groupe d'experts concernant la nouvelle structure des Nations Unies pour la coopération économique internationale, sur lequel le Gouvernement espagnol réserve sa position, M. Scharitz-Girón dit que si, comme le Groupe d'experts l'a suggéré, le Conseil doit être réactivé et rester en session en permanence, sa composition doit être universelle. Si l'on supprime certains comités et commissions subsidiaires, on réduira encore le nombre des pays qui peuvent exprimer leur point de vue au Conseil, et si une session ministérielle se tient chaque année pour examiner les questions les plus importantes, il sera encore plus injuste que certains pays n'y soient pas admis. Certes, le principe de l'universalité n'est pas facile à appliquer dans la pratique, mais c'est là un des inconvénients de la démocratie parlementaire : il ne peut y avoir de démocratie parlementaire sans universalité.

33. L'Espagne termine son mandat au Conseil et, en même temps qu'elle s'est développée, elle a joué un rôle de plus en plus grand dans les activités du Conseil. Le Gouvernement espagnol est particulièrement satisfait de sa participation aux activités économiques et sociales de

l'ONU, et ce pour quatre raisons : premièrement, l'Espagne a annoncé au cours de l'année écoulée qu'elle était finalement en mesure de renoncer à l'aide fournie par le PNUD au titre du système des chiffres indicatifs de planification et qu'elle pouvait devenir un donneur net, montrant ainsi sa conviction que l'aide du PNUD doit servir à accélérer le développement des pays les plus pauvres; deuxièmement, l'Espagne a joué un rôle actif dans le transfert de la science et de la technique aux pays en voie de développement et elle espère qu'une conférence internationale ou une session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la science et la technique se tiendra d'ici la fin de la décennie; troisièmement, l'Espagne a participé aux recherches sur les activités des sociétés transnationales, mettant au service de tous sa vaste expérience en la matière; enfin, le Gouvernement espagnol se félicite qu'un nouvel organisme des Nations Unies, l'Organisation mondiale du tourisme, vienne d'établir son siège en Espagne. L'Espagne est l'un des premiers pays pour l'industrie du tourisme et elle a acquis dans ce domaine une immense expérience qu'elle entend mettre à la disposition des pays souhaitant développer leur industrie touristique.

34. M. TOBAR (Equateur) dit que la session en cours du Conseil est particulièrement importante car elle constitue le point culminant du processus d'évaluation, au milieu de la Décennie, de la Stratégie internationale du développement, et l'étape préparatoire de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Elle donne l'occasion de faire le bilan des succès et des échecs du passé et d'établir les fondements d'une nouvelle stratégie pour l'avenir.

35. Tous les pays sont plus ou moins affectés par les bouleversements économiques mondiaux et leurs difficultés ne pourront être surmontées dans le cadre du système actuel. C'est pourquoi la seule solution consiste à fournir un effort déterminé de coopération internationale afin de transformer les structures actuelles en tenant compte de la nouvelle conception des obligations imposées par l'interdépendance internationale. Jusqu'à présent, aucun accord n'a été conclu entre ceux qui préconisent obstinément le maintien du système actuel et ceux qui sont partisans d'une nouvelle orientation.

36. L'ONU constitue le meilleur instrument dont les hommes disposent pour se comprendre. Les travaux qu'elle a effectués en faveur de la paix mondiale et de la libération des peuples colonisés pendant ses trente années d'existence permettent de penser qu'elle pourra jouer un rôle aussi efficace pour le redressement économique et social des pays du tiers monde. La condition essentielle, toutefois, demeure la volonté politique des pays développés; si cette volonté d'établir les fondements d'un nouvel ordre économique international n'existe pas, toute forme de négociation à l'intérieur ou à l'extérieur du système des Nations Unies sera dépourvue de sens.

37. Les principes généraux du nouvel ordre ont reçu l'appui de nombreux pays développés. Il faut espérer que des négociations amicales et un dialogue constructif permettront aux Etats qui émettent encore certaines réserves de réviser leur position et d'approuver la restructuration de la Stratégie internationale du développement sur la base des principes contenus dans le Programme d'action et dans la

Charte des droits et devoirs économiques des Etats approuvés par l'Assemblée générale. Les études établies par la CNUCED et par les commissions régionales justifient pleinement les revendications du Groupe des Soixante-Dix-Sept. Il ne fait pas de doute que l'échec de la Stratégie provient en grande partie de l'existence d'un système commercial qui favorise exclusivement les pays développés.

38. C'est pourquoi une solution globale a été proposée pour tous les problèmes de production, de commercialisation et de prix des produits de base. L'expérience acquise en ce qui concerne les accords internationaux de produits prouve qu'un système de cette nature ne suffit pas à assurer une commercialisation appropriée. La coopération entre les pays en voie de développement eux-mêmes est essentielle si l'on veut créer de nouvelles associations de producteurs et renforcer celles qui existent déjà. La seule solution au problème des prix réside dans l'indexation, dans l'introduction sur la scène internationale d'une des mesures régulatrices utilisées par les pays développés sur leurs propres marchés. Pour les produits qui peuvent être stockés, il est indispensable de créer des stocks régulateurs; pour les denrées périssables, il faut adopter un système qui permette aux pays producteurs d'accéder aux marchés dans des conditions équitables. Le SGP n'a pas encore été étendu à tous les pays, et il est regrettable que l'une des grandes puissances ait essayé de l'utiliser pour exercer des pressions politiques. Le problème de l'énergie a été déformé par les porte-parole des entreprises transnationales qui ont tenté de le présenter comme la cause unique de la crise économique, alors qu'en réalité la cause réelle provient des déséquilibres dont souffrent les systèmes commerciaux et monétaires imposés par le monde industrialisé.

39. Il est temps de mettre fin aux déclarations théoriques et d'entamer des négociations concrètes. La délégation équatorienne espère que tous les Membres de l'ONU admettront la nécessité d'adopter des politiques et des méthodes nouvelles et prendront l'engagement formel de mettre en œuvre le mécanisme nécessaire à l'instauration du nouvel ordre économique international. La liste provisoire des questions présentée par le Groupe des Soixante-Dix-Sept, qui constitue la base minimale sur laquelle les négociations doivent être entamées, doit être adoptée.

40. M. MILLS (Jamaïque) note que, comme il ressort de la discussion générale, les participants sont essentiellement préoccupés par la prochaine septième session extraordinaire de l'Assemblée générale. La présente session du Conseil donne l'occasion d'évaluer le sens réel des progrès prudents qui ont été accomplis au cours des derniers mois par les délégations qui cherchaient à créer un climat approprié et à mettre l'accent sur un certain nombre de questions pouvant faire l'objet d'une négociation. Il est indéniable que le changement remarquable qui est intervenu dans le climat peut être attribué à la détermination de toutes les délégations de travailler en parfaite harmonie. Un deuxième progrès remarquable a été l'apparition au premier plan de la question du nouvel ordre économique; ceci est dû essentiellement à l'obstination dont ont fait preuve les pays en voie de développement. Du fait que cette obstination semble avoir indisposé certains pays développés, M. Mills tient à souligner que les pays en voie de développement n'ont rien fait de plus que ce que d'autres groupes de population ont

déjà fait face à tant de négligence et de désavantages. L'histoire des pays développés et des pays en voie de développement est remplie d'exemples de pressions de cette nature, et il est injuste de considérer que les actions des pays en voie de développement sont inhabituelles, injustifiées ou immodérées. Elles ne sont qu'une mesure des difficultés que ces pays ont dû affronter pour faire accepter leur idée principale, à savoir qu'ils ne pourront avoir d'avenir acceptable sans une transformation radicale du système économique international.

41. Les négociations sur des questions de fond doivent maintenant être entamées. Ceci nécessite un changement de style et d'orientation de la part de tous les pays, développés et en voie de développement, et il convient avant tout de se demander si cet objectif est atteint ou le sera avant la septième session extraordinaire.

42. Parmi les facteurs qui ont contribué aux progrès déjà réalisés, il y a l'attitude positive et favorable d'un certain nombre de pays développés; à cela s'ajoutent les derniers événements économiques et politiques qui ont donné l'impression générale que le monde doit s'orienter dans une direction différente si l'on veut accomplir des progrès durables et instaurer un système de coopération internationale viable. Ainsi, un réexamen progressif des hypothèses, des attitudes fondamentales et des convictions commence à s'effectuer. Il est manifeste que certains pays développés sont fermement décidés à progresser sur des bases constructives, alors que d'autres ne semblent pas avoir véritablement changé d'attitude. Même ceux-ci, cependant, sont préoccupés par ces problèmes et conscients du fait que les convictions et les systèmes anciens sont sérieusement remis en question, phénomène qui est devenu plus sérieux en raison des divergences d'opinions qui existent à l'intérieur même de ces pays. Il faut donc tirer profit de ce nouveau climat.

43. La conception des changements préconisés par les pays en voie de développement dans le domaine des relations économiques internationales est loin d'être entièrement comprise. La délégation de la Jamaïque prie instamment les pays développés de continuer à examiner et à reconsidérer la situation et d'admettre que le système économique actuel repose sur la subordination des aspirations légitimes des peuples aux intérêts des sociétés les plus puissantes et les plus avancées sur le plan technologique. Si l'on ne change pas fondamentalement les principes qui régissent le système actuel et le mécanisme qui le fait fonctionner, il n'y a aucun espoir de transformer sérieusement les perspectives des peuples qui se trouvent de l'autre côté du système. Les pays en voie de développement doivent également faire preuve d'une plus grande compréhension et faire en sorte que les considérations du passé ne soient pas un obstacle à leur évolution.

44. On dit parfois que les propositions du tiers monde ont un fondement "théologique", mais c'est également le cas des doctrines des pays industrialisés, qui reposent sur le "laissez-faire" et les "forces du marché". Le représentant de la Jamaïque prie instamment les pays développés d'avoir confiance en l'avenir, d'abandonner leurs craintes et de ne plus considérer que si les pays en voie de développement

obtiennent des avantages importants, ce ne peut être qu'au détriment des pays développés.

45. On a beaucoup parlé de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale. La délégation de la Jamaïque accueille favorablement l'amélioration du climat général, mais elle a le sentiment qu'il serait faux de sous-estimer le degré et la nature des améliorations qu'il convient d'apporter au système économique international et aux relations économiques si l'on veut que la situation des pays en voie de développement s'améliore sensiblement. La délégation de la Jamaïque espère que grâce à ce nouveau climat les questions particulièrement controversées seront abordées d'une façon plus directe et plus approfondie. Faute de temps, les résultats de la session extraordinaire seront nécessairement limités, mais la délégation de la Jamaïque est convaincue que cette session marquera une étape décisive dans les relations internationales, car le problème n'est pas seulement celui de la situation des pays en voie de développement, mais celui de l'avenir du monde.

46. M. Mills espère que le rapport du Groupe d'experts concernant la nouvelle structure des Nations Unies pour la coopération économique internationale, auquel il a eu l'honneur de contribuer, recevra un accueil favorable.

M. Akhund (Pakistan) reprend la présidence.

47. M. FASLA (Algérie) fait observer que la présente session revêt une importance particulière, car elle permet de juger des dispositions des uns et des autres à œuvrer pour le succès de la coopération économique internationale.

48. La crise qui affecte les relations économiques internationales est d'autant plus grave qu'elle compromet le développement des pays en voie de développement. Depuis quelques décennies le monde industrialisé est assuré d'une stabilité constante dans sa croissance économique grâce aux profits considérables tirés de l'exploitation des ressources naturelles des pays en voie de développement. Cependant, le monde développé n'a accordé qu'une attention marginale à la situation des pays pauvres et n'a pas eu la volonté pratique de rechercher des solutions viables et permanentes aux problèmes du développement. Les solutions préconisées ont eu un caractère provisoire, et non pas fondamental. Au lieu de guérir le mal, on a simplement cherché à le calmer de temps à autre.

49. Le système monétaire, que les pays développés dominent et contrôlent pour protéger leurs intérêts personnels et nationaux, a été perturbé par les décisions unilatérales prises en 1971; ces décisions ont accéléré la crise qui devait affecter en premier lieu les pays riches.

50. Les sociétés transnationales, qui peuvent jouer un rôle important dans la promotion de la coopération internationale, ont souvent fait preuve, en dehors de tout contrôle, de cupidité et n'ont pas hésité à s'ingérer dans les affaires intérieures des pays d'implantation et à violer leur souveraineté afin de s'assurer des profits considérables.

51. La délégation algérienne est cependant tournée vers l'avenir; elle espère que celui-ci sera plein de promesses et mettra l'accent sur la dignité humaine et sur le droit à une

vie décente, sans famine ni misère, sans analphabétisme ni maladies. Pour y parvenir, la communauté internationale devra accepter de mettre le développement au centre de ses préoccupations et de prendre des mesures efficaces en ce sens.

52. La crise de l'économie mondiale a peut-être été salutaire dans la mesure où elle a permis à tous les pays, grands et petits, de prendre conscience de l'interdépendance de leurs économies. Il faudra garder cette interdépendance constamment présente à l'esprit et elle devra guider les membres du Conseil dans la recherche de solutions aux problèmes actuels. Le monde d'aujourd'hui n'offre pas plusieurs choix : les nations sont condamnées à la coopération ou à la confrontation. Autant la coopération peut être bénéfique et garantir la paix, autant la confrontation risque d'être violente avec son cortège de souffrances et de malheurs.

53. La septième session extraordinaire de l'Assemblée générale devrait être le prolongement logique de la sixième session extraordinaire, et elle devrait apporter une contribution substantielle à l'établissement du nouvel ordre économique international dont les principes et directions ont été clairement définis dans la Déclaration et dans le Programme d'action, et plus tard dans la Charte des droits et devoirs économiques des Etats.

54. Le monde ne peut pas se développer harmonieusement sans une certaine planification ou une certaine régulation des relations économiques internationales, et sans un certain nombre de projets à grande échelle pour le développement. La délégation algérienne considère ce problème d'une manière pragmatique, et il lui est difficile d'accepter les affirmations selon lesquelles la liberté totale de l'entreprise dans son sens le plus large et la loi du marché dans sa manifestation la plus classique constituent une garantie de succès dans le domaine économique. Il est impossible d'accepter ce point de vue alors que la plupart des pays développés parlent au niveau national de planification indicative, de programmes, de contrôle, etc., lorsque l'on sait que les sociétés transnationales, qui avec les banques constituent l'instrument le plus perfectionné du libéralisme économique, disposent des meilleurs bureaux de planification pour établir des projections pour le partage des marchés et la fixation des prix des matières premières qu'elles exportent ou importent et des produits manufacturés qu'elles produisent ou exportent. Ce point de vue est inacceptable lorsqu'on sait qu'un pays ou quelques pays contrôlent complètement le système monétaire, peuvent agir à leur gré sur la monnaie et augmenter ou diminuer son pouvoir d'achat en fonction de leurs intérêts exclusifs.

55. La sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale a suscité un grand intérêt aussi bien dans les pays développés que dans les pays en voie de développement, particulièrement dans les milieux intellectuels et universitaires. Des séminaires, des colloques et des réunions sur le nouvel ordre économique international ont été organisés dans toutes les parties du monde. M. Fasla croit que les pays développés, avec les ressources importantes dont ils disposent, peuvent convaincre leur opinion publique que les sacrifices qui peuvent parfois lui être demandés servent

en fait ses intérêts, car tôt ou tard ils garantiront la stabilité économique mondiale.

56. La lutte contre le sous-développement est essentiellement une tâche nationale, mais les efforts des pays pauvres seront vains s'ils ne s'appuient pas pendant un certain temps sur une assistance étrangère et internationale. La coopération entre pays est un élément essentiel du nouvel ordre économique. Les pays neutres membres de l'OPEP font partie intégrante du tiers monde, dont ils partagent les aspirations et avec lequel ils coopèrent dans un esprit de solidarité. Beaucoup de choses sans fondement ont été dites au sujet des ressources financières fabuleuses des pays de l'OPEP, alors que les banques centrales des pays riches recèlent des ressources financières énormes, et que personne ne parle des avoirs gigantesques des sociétés transnationales.

57. La délégation algérienne se réjouit qu'un certain nombre d'orateurs aient souligné la nécessité du dialogue, car le dialogue a toujours été un des éléments fondamentaux de la politique nationale de son gouvernement. Néanmoins, pour donner des résultats, le dialogue doit être fondé sur une réelle volonté politique de coopérer pour améliorer le sort de l'humanité, pour corriger les injustices héritées du passé et pour substituer aux rapports de domination économique des rapports de coopération. Le dialogue doit aller au-delà des déclarations d'intentions, et conduire à l'action. Pour éviter toute équivoque, M. Fasla tient à préciser que des principes fondamentaux comme celui de la souveraineté nationale des Etats sur leurs ressources naturelles ne sont pas négociables. La Stratégie internationale du développement doit être adaptée aux exigences des situations nouvelles à un moment où la souveraineté nationale sur les ressources naturelles est de plus en plus reconnue.

58. La délégation algérienne appuie sans réserve les idées exposées par le Groupe des Soixante-Dix-Sept concernant l'ordre du jour de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale et la révision de la Stratégie internationale du développement [E/5693, annexe IX], particulièrement en ce qui concerne la nécessité d'éviter le gaspillage et les doubles emplois dans les efforts déployés par les Nations Unies pour promouvoir les relations internationales et une planification appropriée. Elle souscrit aussi à l'idée de conférer à l'ONUDI le statut d'institution spécialisée des Nations Unies.

59. M. MARTÍNEZ (Argentine) dit que l'une des questions qui a suscité le plus grand intérêt au cours de la présente session du Conseil est l'examen à mi-parcours de la Stratégie internationale du développement.

60. Des circonstances qui échappent parfois au contrôle des pays et des peuples ont provoqué des changements profonds sur la scène internationale et dans la polarisation du pouvoir mondial. L'un des facteurs qu'il faut avoir présent à l'esprit lors de l'examen et de l'évaluation de la Stratégie internationale du développement est la nouvelle attitude adoptée par les pays en voie de développement, particulièrement au cours des deux dernières années. Le mécontentement exprimé en 1973 par les pays en voie de développement subsiste toujours, mais ces pays ont décidé

de réduire les zones de confrontation et de concentrer leurs efforts sur des points spécifiques qui offrent des possibilités de coopération internationale avec le monde industrialisé. C'est par exemple le désir de réaliser un véritable consensus en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique international qui a amené les pays non alignés à préconiser la convocation de la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale.

61. Les quinze années qui se sont écoulées depuis l'adoption du premier Programme de coopération économique internationale ont été marquées par bon nombre de déceptions. Les pays en voie de développement ont commencé à se rendre compte que le processus de développement était lent, hérissé d'obstacles et qu'il se heurtait à tout moment non seulement aux "réalités" mais aussi aux attitudes politiques de certains pays qui essaient d'éluder les responsabilités que l'interdépendance impose à tous les pays. Les pays qui ont pratiqué dans le passé des politiques incompatibles avec les objectifs de la Stratégie internationale du développement sont généralement ceux qui refusent maintenant d'accepter les principes du nouvel ordre économique international et qui n'attachent que peu d'importance à la coopération en vue du développement dans leur politique nationale. La délégation argentine continue cependant à penser que la principale force du nouvel ordre vient de ce qu'il fait du développement un facteur clé dans la politique étrangère de tous les pays de la communauté internationale.

62. La délégation argentine estime que l'examen et l'évaluation, à mi-parcours, de la Stratégie internationale du développement devrait fournir l'occasion d'adapter cette stratégie, en tant qu'instrument mondial, aux besoins et aux directives énoncés dans la Déclaration et le Programme d'action adoptés à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, ainsi qu'aux objectifs plus précis définis par la communauté internationale à de récentes conférences.

63. Une autre question importante sur laquelle les pays en voie de développement se sont mis d'accord est celle de l'énergie et de certains autres produits de base, question qui est encore en cours de négociation entre les pays en voie de développement et les grands pays industriels. Le meilleur moyen de donner effet à cet accord serait de le soumettre à une analyse et à une discussion dans le cadre du système des Nations Unies. A titre de mesure préliminaire, il faudrait faire figurer une référence expresse à cette question dans le texte révisé de la Stratégie internationale du développement.

64. Pour ce qui est du renforcement de la coopération internationale dans le domaine du développement industriel, M. Martínez note avec une satisfaction particulière qu'il y a un consensus de plus en plus large quant à la nécessité de faire de sérieux efforts pour accroître la part des pays en voie de développement dans la production industrielle mondiale, cela étant considéré comme un moyen essentiel de contribuer à leur développement économique et social. Conformément à ce nouvel esprit, exprimé dans la Déclaration et le Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels, toute adaptation de l'ONUDI aux nouveaux objectifs, tant sur le plan bud-

gétaire que sur le plan de l'organisation, doit être acceptée sans réserve par la communauté internationale pour que cette organisation devienne plus efficace et puisse faire bénéficier de son assistance tous les pays en voie de développement.

65. Il faut établir une distinction très nette entre l'examen et l'évaluation de la Stratégie internationale du développement, en tant qu'élément du nouvel ordre économique, et les prochaines mesures que la Communauté internationale devra prendre pour aboutir à des accords effectifs et à des résultats tangibles dans leur mise en œuvre. Le représentant de l'Argentine se réfère en particulier à la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale : le choix prudent et la concentration des questions pour cette session sont le meilleur moyen de parvenir à des résultats concrets, mais il ne faut pas oublier que les mesures à prendre sont destinées à assurer la réalisation des objectifs quantitatifs et qualitatifs énoncés dans la Stratégie internationale du développement.

66. De l'avis de M. Martínez, la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale sera un véritable test pour déterminer dans quelle mesure les délibérations de la présente session du Conseil ont été écoutées et interprétées. Les efforts déployés à cette session par les pays développés et par les pays en voie de développement aideront à mettre en marche le nouvel ordre économique international. Le représentant de l'Argentine espère que cette importante réunion n'aboutira pas à des documents qui, comme cela se produit souvent, contiennent de nombreuses réserves ou clauses échappatoires.

67. Les pays en voie de développement ont préféré choisir des sujets qui permettront de concentrer les efforts sur l'adoption d'un petit nombre de mesures liées entre elles. Il est toutefois possible que l'Assemblée générale ait à inclure dans ses décisions des questions qui sont examinées dans des instances qui n'appartiennent pas au système des Nations Unies. M. Martínez pense, en particulier, aux négociations commerciales multilatérales engagées par le GATT et aux travaux du Comité intérimaire du Conseil des gouverneurs du FMI sur le système monétaire international. Il ne faudrait pas tarder à définir une large base politique qui permettrait d'appliquer les principes concernant le traitement différentiel et la participation équitable des pays en voie de développement dans les décisions internationales, commerciales, financières et monétaires, adoptées au cours des deux dernières années.

68. Il n'y a pas eu de réponse concrète aux propositions faites par les pays en voie de développement en vue de l'établissement d'un programme d'ensemble prévoyant la réduction et l'élimination progressive des obstacles tarifaires et non tarifaires qui empêchent l'accès de leurs exportations aux marchés des pays développés. Le SGP, qui a été à un certain moment considéré comme un pas en avant, est maintenant menacé par l'apparition de systèmes discriminatoires de préférences verticales. En outre, les avantages que pouvait offrir le SGP ont été limités par les retards apportés à sa mise en œuvre par les grands pays industriels ou par le refus de ces pays d'inclure dans le système des produits intéressant les pays en voie de développement, en

particulier des produits agricoles ou des produits qui ont déjà fait l'objet d'un traitement assez poussé.

69. L'Assemblée générale devra également incorporer dans ses décisions des prévisions raisonnables pour l'avenir. La délégation argentine espère qu'il sera possible de conclure des accords qui permettront de réaliser de nouveaux progrès dans des réunions comme la quatrième session de la CNUCED, qui se tiendra en mai 1976. La concertation des actions menées à l'échelle mondiale dans le domaine de la coopération internationale pour le développement exige de nouveaux efforts de la part de tous les pays, développés et en voie de développement, et les résultats de cette coopération dépendront de la volonté politique de tous.

70. Parmi les questions inscrites à l'ordre du jour du Conseil il y a le rapport de la Commission des sociétés transnationales sur sa première session (E/5655 et rectificatif), qui montre que le programme de travail de la Commission est loin d'être épuisé. L'établissement d'un code de conduite concernant les sociétés transnationales doit naturellement jouir d'une priorité absolue; la délégation argentine tient à souligner ce point qui devrait, à son avis, s'inscrire dans tout nouvel ordre économique international.

71. A la cinquante-septième session du Conseil (1910^e séance), la délégation argentine a attiré l'attention sur la nécessité d'une définition exhaustive du principe de la souveraineté entière, permanente et inaliénable des Etats sur leurs ressources naturelles. Elle a également parlé des travaux à effectuer par le Comité des ressources naturelles, compte tenu de l'existence d'un plan d'action global pour tous les programmes du système des Nations Unies relatifs aux ressources naturelles. A sa quatrième session, le Comité a effectué un travail important, qui lui a permis de présenter quatre projets de résolution pour adoption par le Conseil (E/5663, chap. Ier). La délégation argentine pense que ces textes méritent d'être adoptés à l'unanimité. Etant donné que l'Argentine a offert d'accueillir la Conférence des Nations Unies sur l'eau qui doit se tenir en mars 1977, M. Martínez n'attirera l'attention que sur le projet de résolution II, qui a trait aux préparatifs de la Conférence et aux termes duquel le Conseil autoriserait le Comité des ressources naturelles à jouer le rôle de comité préparatoire de la Conférence.

72. Le Conseil est également saisi du rapport du Conseil d'administration du PNUE sur sa troisième session (E/5710), qui décrit les progrès faits par cet organisme. Le PNUE a tenu compte de la Déclaration et du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international et de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats et devra de plus en plus adapter ses activités aux besoins réels des pays en voie de développement et aux exigences d'une exploitation harmonieuse de leurs ressources naturelles qui préserve la qualité de la vie pour les générations futures.

73. En conclusion, M. Martínez espère que la Charte des droits et devoirs économiques des Etats servira de guide dans les relations entre les Etats, entre les Etats et les organisations internationales et entre les organisations, pour

ce qui est des principes fondamentaux à appliquer pour réaliser le nouvel ordre auquel aspire la communauté internationale.

74. Mme PSIMENOS de METZ NOBLAT (Chambre de commerce internationale), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit qu'elle veut souligner, au nom du Secrétaire général de la CCI, l'importance que celle-ci attache aux relations bilatérales et multilatérales avec le système des Nations Unies.

75. Au cours des douze derniers mois, de nombreux pays importants se sont trouvés en récession, partiellement en raison de la forte hausse des prix du pétrole, mais aujourd'hui certains signes, notamment aux Etats-Unis d'Amérique, permettent d'espérer qu'il y aura en 1976 un retournement conjoncturel. Toutefois, la situation ne justifie aucun relâchement.

76. Tout d'abord, il est à craindre qu'une hyperréaction à la crise actuelle ne conduise à la reprise de l'inflation et à une série de hauts et de bas prononcés dans l'activité économique. L'incertitude économique pourrait mettre un terme à l'élévation des niveaux de vie que tous les peuples en sont venus à attendre, et conduire à l'instabilité politique et sociale. Compte tenu de l'interdépendance croissante des nations, principe qui guide toutes les actions de la CCI, et de l'interaction des facteurs cycliques, les politiques gouvernementales sont insuffisantes sans la collaboration des milieux d'affaires.

77. Deuxièmement, tout nouvel accroissement des dépenses politiques, joint à la participation croissante du gouvernement dans l'économie nationale, pourrait bien entraver l'efficacité de la répartition globale des ressources dans l'économie d'un pays.

78. Troisièmement, bien que le taux d'inflation diminue, il reste trop élevé dans la plupart des pays. La force d'une politique gouvernementale réside dans sa capacité à maintenir la stabilité des prix avec des niveaux satisfaisants de croissance et d'emploi. On ne peut obtenir de rapports harmonieux sur le marché du travail que par une politique de consultation et de collaboration des gouvernements avec les milieux d'affaires et les syndicats. L'inflation réclame également des mesures urgentes dans le domaine des relations monétaires internationales, car l'instabilité des taux de change et les fluctuations du prix des importations qui en résultent font qu'il est difficile de parvenir à la stabilité des prix intérieurs.

79. Quatrièmement, la politique financière des gouvernements doit encourager les investissements. Plus faible sera la marge bénéficiaire, moins importants seront les fonds qui pourront être utilisés pour les investissements, ce qui, dans une économie de marché, ne peut que constituer un frein à la croissance.

80. Cinquièmement, il est essentiel d'établir un climat de confiance croissante entre les gouvernements et les milieux d'affaires. Cela implique une action concertée de toutes les parties qui peuvent influencer la situation économique, et en premier lieu des pouvoirs publics, des organismes intergouvernementaux et des milieux d'affaires.

81. L'un des principaux domaines où cette approche coopérative devra être adoptée d'urgence est celui des ressources mondiales. Il faut que s'ouvre un dialogue entre les gouvernements des pays producteurs de pétrole et ceux des pays consommateurs, et que des contacts s'établissent entre les milieux d'affaires de ces pays, ce que la CCI s'efforce de favoriser. Des procédures souples doivent être mises au point pour utiliser partout où cela est possible les capacités de l'entreprise privée et pour combiner ses ressources avec celles du secteur public si l'on veut mettre en œuvre avec le maximum de rapidité, d'efficacité et d'économie, les programmes énergétiques qui sont jugés nécessaires par les pouvoirs publics mais qui ne répondent pas au critère de rentabilité.

82. C'est simplifier les choses à l'excès que de lier les discussions consacrées aux produits de base agricoles et aux matières premières industrielles aux problèmes des pays en voie de développement. En pratique, les intérêts des pays en voie de développement et ceux des pays développés coïncident souvent, et il en sera de plus en plus ainsi à mesure que l'industrialisation progressera au plan mondial. Les pays développés et les pays en voie de développement doivent donc examiner ensemble les problèmes que posent la production et le commerce des produits de base, en tenant compte du fait que la prospérité mondiale ne sera pas accrue par des restrictions apportées à la production et qu'une approche globale des problèmes relatifs aux produits de base risque très vite de faire perdre de vue les réalités. La CCI présentera des propositions pratiques pour résoudre ces problèmes à la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale.

83. Un autre domaine nécessitant une coopération internationale est celui des investissements étrangers dans la production tant industrielle qu'agricole, notamment dans les pays en voie de développement. L'activité économique internationale est le résultat des efforts accomplis par des partenaires représentant des intérêts différents. Bien que des conflits d'intérêts puissent surgir entre investisseurs étrangers et pays d'accueil, la CCI estime que la solution la plus équitable doit s'appuyer sur les principes énoncés dans les directives élaborées par la CCI pour les investissements internationaux et adoptées par tous les milieux d'affaires dans les pays développés et les pays en voie de développement membres de la CCI. Les mesures de nationalisation et d'expropriation ne peuvent que décourager le développement des ressources mondiales et retarder ainsi le processus d'industrialisation.

84. Les efforts conjugués des gouvernements, des autorités intergouvernementales et des milieux d'affaires internationaux en faveur de l'expansion et de la libéralisation du commerce international sont un facteur essentiel de la croissance des pays riches comme des pays pauvres. Si l'on veut mettre fin au déclin des échanges mondiaux, il faut absolument que les négociations menées par le GATT parviennent à réduire les actuelles barrières tarifaires et non tarifaires aux échanges d'articles manufacturés et de produits agricoles. Le succès de ces négociations dépend de l'obtention d'une plus grande stabilité des taux de change grâce à un système de fluctuations contrôlées, du retour à l'équilibre de la balance des paiements des pays industrialisés et de l'extension des concessions de nature

commerciale aux pays peu développés sur une base non réciproque.

85. En conclusion, les vues de la CCI quant à l'avenir sont les suivantes : en premier lieu, tout concept de "laissez faire" est à rejeter; en deuxième lieu, les problèmes avec lesquels le monde moderne est aux prises ont des causes profondes d'ordre social et politique et ne se prêtent pas à des solutions purement économiques; en troisième lieu, une coopération internationale qui s'appuie sur le respect mutuel et la confiance est nécessaire dans l'intérêt du développement économique et social de toutes les régions du monde. Etant donné que les milieux d'affaires assument des responsabilités accrues dans le cadre de ce développement, la CCI espère que les gouvernements et les organisations intergouvernementales feront preuve d'une plus large compréhension à l'égard de la contribution que l'entreprise privée peut apporter à ce développement.

86. M. AGUIRIANO (Confédération internationale des syndicats libres), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit que les problèmes mondiaux actuels comme la récession, l'inflation, la pénurie de produits alimentaires, le chômage, l'accroissement rapide de la population, la détérioration de l'environnement et l'épuisement des ressources naturelles, affectent toujours beaucoup plus les pays pauvres que les pays riches. Ces problèmes ne peuvent être résolus que par des changements fondamentaux et profonds dans la structure de l'économie mondiale. Le mouvement syndical international libre a donc accueilli avec satisfaction l'adoption par les Nations Unies du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

87. S'il est vrai que le système économique international fondé sur la libéralisation du commerce et des monnaies, qui a été établi après la seconde guerre mondiale, a contribué à relever les niveaux de vie dans le monde, il a, du fait de son caractère capitaliste et de sa politique de laissez-faire, entraîné une répartition inégale de l'accroissement de la richesse mondiale, contribué à créer les conditions permettant aux sociétés multinationales de se développer et de prospérer et abouti à la création d'une économie mondiale fortement unifiée pour laquelle il n'existe aucun moyen effectif de gestion.

88. La CISL reviendra sur la question du fossé qui sépare les pays riches des pays pauvres et sur le contrôle des sociétés multinationales lors de l'examen des points pertinents de l'ordre du jour. Pour ce qui est de la nécessité d'une gestion plus efficace de l'économie mondiale qui, vu l'existence simultanée de la dépression et de l'inflation, est évidente pour tous, les pays industrialisés ont laissé leur économie se développer pendant la période d'expansion 1972-1973, qui a préparé la voie à la crise économique actuelle, sans tenir compte des effets généraux, exerçant ainsi sur les ressources mondiales des pressions sans précédent. En l'absence de toute politique mondiale cohérente concernant les matières premières, des pénuries sont apparues, et les prix sont montés en flèche du fait des agissements des spéculateurs.

89. Lorsque les prix du pétrole ont augmenté à la fin de 1973, il y a eu des signes évidents que la phase d'expansion

des pays industrialisés avait atteint son plus haut point. A cette époque, la CISL a fermement soutenu que l'augmentation des prix du pétrole aurait un effet déflationniste sur la demande et que des mesures de relance étaient nécessaires. Elle a conseillé que les pays importateurs de pétrole couvrent le déficit de leur balance des paiements dû au pétrole grâce à des emprunts ou à des opérations de recyclage négociés sur le plan international, des mesures spéciales étant prises pour les pays en voie de développement; elle a dit aussi que les effets inflationnistes de l'augmentation du prix du pétrole devaient être neutralisés en faisant baisser d'autres prix au moyen de subventions ou d'exonérations d'impôts indirects. Malheureusement, beaucoup de gouvernements ont agi sans bien réfléchir aux effets que leur action pourrait avoir sur d'autres pays et, en définitive, sur leur propre pays. En raison de l'inaction des grands pays ou des mesures peu judicieuses qu'ils ont prises, la situation s'est aggravée pour tous. La baisse de 10 p. 100 de la croissance du commerce mondial enregistrée entre 1973 et 1974 a été sans précédent au cours de la période d'après-guerre. Outre le chômage et la réduction des heures de travail qui ont durement touché les pays industrialisés, le retour de travailleurs immigrés dans leur pays a augmenté le grand nombre des chômeurs dans les pays en voie de développement. Il ne peut y avoir aucune justification possible pour un système économique qui a abouti, d'après les chiffres de l'OIT, à l'existence de 300 millions de chômeurs dans l'ensemble du monde. C'est l'un des arguments les plus convaincants en faveur de l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

90. Lorsque les syndicalistes demandent aux gouvernements de prendre des mesures pour réduire le chômage et relancer l'économie, on leur répond souvent qu'aucune mesure n'est nécessaire parce que la reprise est imminente et que toute mesure de relance aggraverait les problèmes inflationnistes. La reprise du commerce mondial ne pourra toutefois se produire que lorsque les grandes économies mondiales auront repris leur expansion. La situation de millions de personnes continuera à se détériorer aussi longtemps que les gouvernements qui sont dans la situation la plus favorable ne prendront pas les mesures de relance nécessaires pour assurer la reprise économique et n'engageront pas une action plus fondamentale encore pour instaurer un nouvel ordre économique international. Les mesures purement financières prises pour stimuler les investissements resteront sans effet tant que l'utilisation de la capacité de production demeurera faible. L'important est donc tout d'abord d'améliorer les services publics et d'apporter les modifications structurelles nécessaires pour réduire les goulots d'étranglement qui ont freiné la croissance dans beaucoup d'économies en 1973-1974 et qui risquent d'empêcher toute reprise. L'objectif principal doit être de réduire le chômage plutôt que de se contenter d'accroître la production. La CISL est consternée de ce que certains gouvernements acceptent d'envisager des taux de chômage élevés pendant plusieurs années. Elle comprend que certains gouvernements craignent que des mesures de relance n'aggravent l'inflation. Mais bien que ce soit les travailleurs qui supportent les inconvénients de l'inflation, la CISL refuse d'admettre que le chômage soit nécessaire pour la combattre.

91. Les prix mondiaux ont augmenté pour différentes raisons et les gouvernements doivent mettre au point des

stratégies permettant de s'attaquer à toutes ces causes. Bien que les prix des matières premières et de certains produits alimentaires aient baissé considérablement, une nouvelle explosion des prix est possible. Pour combattre cette inflation due à l'insuffisance des approvisionnements, la CISL pense qu'il serait à long terme dans l'intérêt de tous les pays de conclure des accords sur les produits.

92. Les pays doivent aussi appliquer des politiques plus raisonnables en ce qui concerne la gestion de la demande. Au lieu d'essayer d'appliquer les politiques fiscales et monétaires traditionnelles pour stabiliser leur économie, les gouvernements devraient créer un niveau de demande généralement compatible avec le plein emploi des personnes et des capitaux. En fait, les politiques de gestion de la demande, qui jouent un rôle de premier plan et contrôlent l'économie, devraient être remplacées par des politiques de gestion de l'offre, telles que des politiques actives relatives au marché du travail, des mesures pour améliorer la productivité particulièrement dans les secteurs où elle est faible, des politiques intéressant la concurrence et la consommation, qui seraient utilisées de façon continue pour apporter plus de souplesse et réduire les goulets d'étranglement générateurs d'inflation. Les économies qui appliquent une politique de laissez-faire laissent aux hommes d'affaires la possibilité d'augmenter les prix en vue d'obtenir le bénéfice maximal et de financer l'expansion future, mais considèrent la libre concurrence comme une garantie. La libre concurrence est toutefois rare aujour-

d'hui. Il faut donc trouver de nouvelles garanties pour le consommateur. La CISL estime qu'il faut renforcer la législation sur les monopoles et les pratiques restrictives mais qu'il est aussi nécessaire d'instituer des contrôles directs sur les prix et que la coordination internationale de ces contrôles est indispensable à une époque où il existe des compagnies multinationales.

93. La CISL refuse absolument d'admettre que les coûts salariaux soient le seul facteur d'inflation. Les gouvernements doivent s'attaquer à toutes les causes de l'inflation en vue de créer une situation dans laquelle les travailleurs ne seront pas forcés de compter sur de fortes hausses des salaires pour se protéger de l'inflation et de la baisse des niveaux de vie.

94. La difficulté qu'il y a à créer la confiance nécessaire entre les syndicats, les employeurs et le gouvernement en vue de faire face aux problèmes économiques tels que l'inflation est encore plus grande lorsqu'on permet délibérément au chômage de s'accroître; mais dans une démocratie il n'existe pas d'autre solution viable que celle qui consiste à établir une telle confiance. Les politiques de blocage des salaires ne s'attaquent pas aux causes réelles de l'inflation et sont appelées à être très rapidement inopérantes et, de plus, elles rendent impossible l'établissement de cette confiance.

La séance est levée à 18 heures.

1966^e séance

Vendredi 11 juillet 1975, à 10 h 45

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SR.1966

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

Coopération régionale (E/5608/Rev.1, E/5608/Add.1, E/5619, E/5651, E/5656, E/5657 et Corr.2, E/5658, E/5700, E/L.1665)

1. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le point 4 de l'ordre du jour au titre duquel le Conseil étudiera les travaux des commissions régionales et la question des efforts des Nations Unies pour la promotion et le développement des exportations.

2. M. STANOVNIK (Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe), présentant au Conseil le rapport annuel de la Commission (E/5651), dit qu'il mettra surtout l'accent sur ce qu'implique, pour le reste du monde, le développement économique des pays de la région de la CEE, et qu'il traitera aussi de la contribution que la coopération régionale au sein de la CEE pourrait apporter à l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Les débats que la Commission a consacrés à cette question sont analysés aux paragraphes 44, 170 et 173 à 178 du rapport de la CEE. Quant au consensus qui s'en est dégagé,

le Président de la Commission l'a résumé en disant qu'il faudrait, en essayant de résoudre les problèmes régionaux, tenir compte de plus en plus des conséquences qu'a l'action régionale pour le reste du monde, de même que ce qui se passe dans le monde retentit profondément sur la situation de la région. C'est en effet l'interdépendance des régions et les liens existant entre divers problèmes qui sont le trait dominant de l'évolution économique récente dans la région de la CEE et dans le monde.

3. M. Stanovnik rappelle les caractéristiques de l'évolution économique des pays de la CEE au cours des cinq derniers semestres. Le taux de croissance des pays occidentaux à économie de marché, qui était de 6 p. 100 en 1973, a été nul en 1974 et négatif en 1975. C'est naturellement par le commerce international que se transmettent surtout les mouvements de croissance ou de dépression.

4. Or, si on examine la croissance en volume du commerce international de la CEE, on constate qu'elle est tombée de 13 p. 100 en 1973, à 4,5 p. 100 en 1974, et qu'au premier semestre de 1975 elle a fait place à la décroissance. Cette évolution a été différente pour les

exportations et pour les importations : en 1974 les premières ont progressé de 7 p. 100, alors que les secondes ont cessé de croître. Si l'on considère les pays en voie de développement, producteurs de pétrole compris, on s'aperçoit que cette année-là leurs exportations sont restées stationnaires mais que leurs importations ont augmenté de 22 p. 100, ce qui montre comment ont été utilisées les capacités accumulées depuis 1973, mais aussi comment la demande de ces pays a pu encore stimuler et accroître encore au premier semestre de 1974 les exportations d'un certain nombre de pays industrialisés.

5. Toutefois pour avoir une idée complète de l'évolution du commerce, il faut considérer le mouvement des prix. La croissance de 1973 s'est accompagnée d'une accélération de l'inflation dans les pays occidentaux industrialisés de la région de la CEE, suivie d'une accélération de la hausse des prix du commerce international et, plus particulièrement, des prix des produits primaires. C'est ainsi qu'entre le milieu de 1972 et le milieu de 1974 les prix à l'exportation des produits primaires ont augmenté de 130 p. 100, ceux des produits manufacturés de 28 p. 100 seulement. Puis, entre le milieu de 1974 et le milieu de 1975, si les prix des produits primaires, y compris ceux du pétrole, sont restés stationnaires, ou même, comme les produits destinés à l'industrie, ont baissé de 36 p. 100, les prix des articles manufacturés ont augmenté de 30 p. 100.

6. Le mouvement des prix du commerce international a entraîné de profonds changements dans la balance des paiements et dans la balance commerciale. Le déficit de la balance commerciale des pays industrialisés de la région de la CEE, assez peu important en 1973, s'est transformé en 1974 en un déficit de 30 milliards de dollars. Le déficit de la balance des paiements des pays en voie de développement non producteurs de pétrole est passé de 12,5 milliards de dollars en 1973 à 29 milliards de dollars en 1974 et, selon le GATT, il est probable qu'il sera de 37 à 42 milliards de dollars en 1975.

7. Il faut analyser ces chiffres par rapport à la capacité de production. Les pays occidentaux industrialisés de la région de la CEE ont 700 millions d'habitants et un PNB annuel de 2 000 milliards de dollars. Les pays en développement non producteurs de pétrole ont 1 milliard 700 millions d'habitants, et un PNB de 300 milliards de dollars seulement. Le même déficit de 30 milliards de dollars dans la balance des paiements représente par conséquent 1,5 p. 100 du PNB des premiers, mais 10 p. 100 de celui des seconds. Si donc le déficit de la balance des paiements est le plus grave problème économique qui se pose aux pays de la région de la CEE depuis la seconde guerre mondiale, on voit combien plus grave est le problème pour les pays dont la capacité de production est très inférieure. Cette récapitulation des événements et des tendances montre non seulement la réalité de l'interdépendance, mais encore que si la prospérité ne vient qu'à terme, la récession et la dépression, elles, se répandent instantanément.

8. A ces problèmes, il n'est qu'un remède : la croissance. Elle permettra d'absorber le chômage qui, dans les pays occidentaux de la région de la CEE, atteint 15 millions de personnes. Elle permettra de résorber l'inflation, déjà ramenée de 13 à 10 p. 100, mais au prix d'une croissance

négative. C'est seulement en produisant qu'on pourra absorber les excédents de liquidités de l'économie. Seule la croissance permettra de rétablir l'équilibre des balances des paiements. Sinon, on emprunte à moyen ou à long terme pour satisfaire la consommation à court terme, ce qui est repousser le problème, non le résoudre. Réduire les importations ne le résout pas non plus, car c'est ralentir la croissance et accroître le chômage. La solution c'est d'augmenter la production et la productivité. Augmenter la production veut dire augmenter les exportations, et c'est alors que se manifeste l'interdépendance, car la croissance des pays en voie de développement conditionne les exportations des pays développés. Les problèmes de la région et les problèmes mondiaux ne peuvent donc se résoudre que par une croissance mondiale. L'enseignement de cette évolution de la prospérité et de la dépression, c'est que la croissance doit se partager. Et c'est seulement en restructurant la croissance qu'on la rendra universelle et qu'elle pourra se partager.

9. Interdépendance et interrelations se manifestent aussi dans le domaine de la population. Dans la région de la CEE, l'accroissement démographique n'est plus que de 1 p. 100 et il sera nul en l'an 2000. La population de la région, qui représentait 30 p. 100 de la population mondiale en 1950, n'en représente plus que 26 p. 100 et n'en représentera plus que 19 p. 100 en l'an 2000. Par ailleurs, la région n'a pas beaucoup de ressources naturelles. Sa croissance future ne peut donc pas être une répétition de ce qu'elle a été : il faudra repenser la structure de la croissance des pays de la CEE pour qu'elle se diffuse et se décentralise, et exerce de ce fait un effet social et culturel sur sa périphérie. Suivant les lois de la démographie, on peut donc s'attendre à une diminution du taux d'accroissement de la population; la diffusion et le partage de la croissance peuvent contribuer par conséquent à résoudre le problème de l'expansion démographique.

10. C'est dans ce climat économique que se développent les travaux de coopération économique de la CEE. La situation politique de la région est heureusement favorable à la coopération économique, et le sera plus encore après la conclusion de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Si l'on songe aux effets que cette coopération peut avoir sur les intérêts économiques des autres régions, il faut mettre en balance les effets de détournement de trafic et les effets générateurs d'échanges.

11. Dans la mesure où les exportations des pays socialistes d'Europe orientale concurrencent directement les exportations des pays en voie de développement, l'accroissement de la coopération économique pourrait entraîner un détournement de trafic. Toutefois, l'avenir du commerce intra-européen n'est pas dans la structure classique des échanges, c'est-à-dire produits primaires ou semi-finis contre produits finis. A la spécialisation traditionnelle par branches devrait se substituer, dans la région de la CEE, une spécialisation par produit, qui permettrait de profiter au maximum, sur le plan du commerce international, des résultats scientifiques et techniques. Si les pays de la région se spécialisent dans le commerce où leurs excellentes techniques leur confèrent l'avantage, il n'y a à peu près aucun danger de détournement de trafic au détriment des autres pays. Il est essentiel que la CEE applique sa stratégie de coopération

économique de telle manière que la promotion de la coopération interne ne lèse pas les intérêts des pays tiers. En ce qui concerne les effets générateurs d'échanges, il n'est pas douteux qu'un renforcement de la coopération économique dans la région de la CEE suscitera une croissance plus vigoureuse tant dans l'Est que dans l'Ouest de la région, et donc un accroissement des importations en provenance du tiers monde.

12. Passant aux dernières réalisations de la CEE, M. Stanovnik cite les plus marquantes. En matière de commerce, les mesures de promotion des exportations, notamment la simplification des procédures, ont donné lieu à des progrès remarquables. Dans le domaine de la technologie, un séminaire sur l'organisation et la gestion de la recherche internationale concertée a été une réussite et un séminaire sur la gestion du transfert des techniques dans le cadre de la coopération industrielle doit s'ouvrir prochainement. Les délégations des pays comprennent de plus en plus de techniciens, si bien que les réunions ont un caractère de moins en moins théorique et de plus en plus pratique. Diverses réunions consacrées aux innovations en matière de technologies énergétiques ont eu lieu (gazéification et liquéfaction du charbon, emploi de l'acier dans la construction automobile, aspects techniques et économiques de l'industrie des engrais) ou sont en préparation (utilisation du charbon à faible puissance calorifique).

13. En ce qui concerne l'environnement, le Séminaire sur les aspects écologiques de la planification du développement économique a permis d'établir un dialogue entre écologistes et économistes. Les grandes questions d'environnement se réduisent donc de plus en plus à des problèmes pratiques posés aux économistes. Au cours de l'année écoulée on s'est beaucoup intéressé aux problèmes de la pollution thermique par les centrales électriques et aux techniques de production sans déchets et de recyclage des déchets. L'influence des transports sur la planification des établissements humains sera traitée à un séminaire qui aura lieu à Washington.

14. La planification à long terme a fait elle aussi des progrès remarquables. Le secrétariat de la CEE a publié une étude sur les mesures qui ont été ou pourraient être prises pour économiser davantage l'énergie et rendre plus efficaces son extraction, sa conversion, son transport et son utilisation¹. Cette étude montre qu'on peut utiliser l'énergie deux fois plus efficacement dans la région de la CEE. Mais même si l'efficacité augmentait seulement de 50 p. 100, les pays membres pourraient économiser soixante-dix ans de consommation de charbon et dix ans de consommation de pétrole et de gaz naturel. En outre, on a travaillé sur un système de modèle de projections économiques à long terme et des projections sectorielles ont été élaborées.

15. L'échange de connaissances économiques et techniques entre les pays les plus développés du monde dont la CEE est l'instrument (400 journées de réunions, 35 000 pages de documentation) est pour les pays en voie de développement une source utile d'assistance technique dont ils devraient pouvoir disposer pleinement s'ils le souhaitent.

16. M. Stanovnik envisage l'avenir avec confiance et optimisme. Il est probable que la coopération économique s'intensifiera plus qu'elle ne s'étendra. Les travaux de la CEE se fondent sur la non-convergence des systèmes économiques et sociaux des pays membres. Rien ne changera dans ce domaine, mais il se créera plus de liens. La coopération et la spécialisation industrielles prendront beaucoup plus d'importance dans les travaux de la CEE. Le domaine technique offre de grandes possibilités à la recherche en commun et au partage des réalisations techniques. L'infrastructure et les transports aussi offrent de grandes possibilités, et on travaille en particulier sur un projet de liaison routière nord-sud. En matière d'environnement, surveillance et normalisation revêtiront en maint domaine une très grande importance. Enfin la volonté politique dont la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe est l'expression devrait faciliter entre pays à systèmes économiques et sociaux différents des échanges portant sur les politiques à appliquer à l'économie et à la planification. Ces échanges permettraient aux gouvernements de voir où se trouvent les possibilités de coopération. Mais la coopération économique dans la région de la CEE n'aura de sens que si elle est conduite de manière que la structure de la croissance de la région vise à adapter celle-ci au nouveau rôle qu'elle doit jouer dans l'économie mondiale. Cette adaptation interne aux circonstances mondiales en évolution est donc la contribution que la CEE doit apporter à la coopération et au nouvel ordre économique.

17. M. MARAMIS (Secrétaire exécutif de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique) présente au Conseil le rapport annuel de la Commission (E/5656) et déclare qu'on est arrivé à un tournant décisif de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Les efforts de développement des pays de la région de la CESAP subissent particulièrement les contrecoups de la conjoncture internationale : pénurie alimentaire mondiale, inflation généralisée, récession dans les pays industrialisés, instabilité du système monétaire international, crise de l'énergie, tendance au protectionnisme. Tout cela est clairement souligné dans l'Etude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique en 1974 – Résumé (E/5699) qui comporte l'examen et l'évaluation au milieu de la Décennie de la Stratégie internationale du développement dans la région de la CESAP.

18. Les pays en voie de développement de l'Asie et du Pacifique ont beaucoup souffert de l'inflation et, plus récemment, de la récession dans les pays développés avec lesquels ils entretiennent des liens d'interdépendance. Même si, à court terme, certains ont profité de la hausse rapide des prix des matières premières, un plus grand nombre ont souffert de la hausse concomitante des prix à l'importation, ainsi que de la stagnation dans les pays développés. En même temps, l'effondrement du système monétaire international et les difficultés rencontrées par tous les pays pour établir un nouvel ordre économique et monétaire ont atteint la région directement et aussi parce que les possibilités d'assistance offertes par les pays développés se sont trouvées restreintes.

19. La pénurie alimentaire mondiale et le fort enchérissement des principales sources d'énergie ont été des éléments connexes, mais distincts, de la situation écono-

¹ CEE, document E/FCE/883 et Add.1.

mique générale dans la région. Les pays à faibles revenus, où la consommation alimentaire d'une partie importante de la population était déjà minimale, ont été les plus gravement touchés par la pénurie alimentaire, qui restreint l'aide disponible, augmente le prix des importations de produits alimentaires, et réduit les ressources nationales. Simultanément la crise de l'énergie a freiné les programmes de développement, favorisé l'inflation et déséquilibré encore plus la balance des paiements de la plupart des pays d'Asie et du Pacifique, quelle que soit leur situation économique.

20. Les auteurs de l'examen et de l'évaluation au milieu de la Décennie et au niveau régional soulignent également la nécessité urgente de réorienter les Stratégies de développement vers l'autosuffisance et les objectifs sociaux de la croissance économique. La Commission a déjà insisté, à plusieurs reprises, sur ces éléments primordiaux de la planification du développement et sur le fait que l'effort de développement doit tendre essentiellement à aider concrètement les gouvernements des pays membres à atteindre ces objectifs.

21. Le développement vise, en définitive, à améliorer les conditions de vie de toutes les catégories de la population en faisant disparaître les inégalités de la répartition des revenus et en empêchant la pauvreté de masse de progresser. Le changement du nom de la Commission et du titre de son étude annuelle montre bien l'intérêt que porte la CESAP à la conception unifiée du développement. Il s'agit, à la longue, de modifier de façon décisive les stratégies et, en particulier, de "planifier pour les masses", d'où la nécessité d'une réorganisation complète dans tous les domaines, en faveur des catégories les plus pauvres, de la décentralisation, et de participation de la population. Il faut notamment mobiliser pour le développement, dans les années à venir, les ressources humaines et en particulier les femmes et les jeunes.

22. Les résultats obtenus par les pays en voie de développement d'Asie et du Pacifique sont plus ou moins bons. Certains de ces pays ont atteint, ou presque, les objectifs de la deuxième Décennie du développement, mais ils dépendent encore, pour l'essentiel, de leurs exportations. Ceux dont la croissance a été lente et qui sont les plus peuplés, ont toutefois fait quelques progrès en matière de développement social, notamment concernant la santé et l'éducation, mais ces progrès sont très insuffisants eu égard à la progression rapide des besoins. En règle générale, le ralentissement de la croissance constaté en 1974 risque de s'accroître en 1975 et la pauvreté, le chômage et le sous-emploi devraient rester des problèmes graves dans plusieurs pays assez peuplés de la région. La cessation des hostilités en Indochine est pourtant un fait encourageant et la Commission est prête à aider les pays de cette région.

23. Dans le secteur agricole, l'objectif de croissance de 4 p. 100 n'a été atteint presque nulle part, à la fois en raison de la pénurie des facteurs de production importés et de l'instabilité du climat. La CESAP a donc donné priorité à la mise en œuvre rapide d'un programme pragmatique et multidisciplinaire : il s'agit, dans l'immédiat, de se procurer les facteurs de production nécessaires, si possible sur place, et d'améliorer le niveau de vie et les conditions de logement des ruraux. Il faut également faire participer davantage les

petits exploitants aux décisions et l'étude que fera la CESAP en 1975 sera donc orientée vers leurs problèmes : développement et transfert des techniques d'exploitation agricole, commercialisation des facteurs de production et des produits, mobilisation des ressources financières, réformes foncière et institutionnelle. On n'a pas négligé pour autant les problèmes de la nutrition, qui se posent à une grande partie de la population rurale; on étudie les méthodes d'utilisation et de traitement des engrais organiques et on encourage la coopération régionale dans la production, la distribution et l'utilisation des engrais chimiques. La Commission a lancé notamment un grand projet de production de bio-gaz et établi un Fonds asiatique pour le commerce du riz qui est un petit commencement vers la stabilisation des ressources alimentaires dans la région. Elle considère tout aussi urgent d'augmenter la production de céréales secondaires et de légumineuses, jusqu'à présent négligées; le Comité du développement agricole nouvellement créé va examiner en détail ce qui a déjà été fait et ce qui est à faire, sur le plan national, afin de poursuivre les activités dans le domaine du développement agricole.

24. On s'efforce parallèlement de renforcer le secteur rural en encourageant les programmes de protection sociale et d'organisation communautaire, en améliorant les services correspondants et en faisant participer activement les femmes et les jeunes au développement. Il est clair qu'il faut, pour cela, adopter une méthode qui associera plusieurs disciplines, telles que l'éducation, la santé, l'industrie, l'agriculture, etc.

25. La plupart des pays en voie de développement d'Asie et du Pacifique ont poursuivi leur politique d'industrialisation, mais la production industrielle a plafonné parfois en raison du manque de matières premières agricoles et de ressources énergétiques, de l'enchérissement des produits importés, des lacunes de l'infrastructure et des obstacles extérieurs à l'exportation des produits manufacturés. Ceux de ces pays qui sont exportateurs ont accru leur production, mais cette croissance est freinée par la hausse des prix à l'importation, notamment les prix des carburants, et par les tendances à la récession dans les pays développés, en même temps que la forte hausse des prix des matières premières touchait à son terme. En vue de la deuxième Conférence générale de l'ONUDI qui s'est tenue à Lima en mars 1975, la Commission a adopté à sa trente et unième session, avec des réserves de certains pays, la Déclaration des ministres de l'industrie des pays en voie de développement de la région de l'Asie et du Pacifique qui reflétait le désir de ces pays de porter leur part de la production industrielle de 2,7 p. 100 à 10 p. 100 environ d'ici la fin du siècle. Les principaux éléments de la stratégie préconisée dans cette déclaration sont repris dans les conclusions de la Conférence de Lima (voir E/5696) et le secrétariat de la CESAP s'emploie à modifier, selon les directives de la Commission, son programme de travail pour l'y conformer.

26. La CESAP s'efforce, pour pallier la pénurie de matières premières et résoudre les problèmes de l'énergie, d'élaborer des stratégies et des mesures communes en vue de mettre en valeur, retenir et conserver les ressources naturelles et de remédier à la sous-utilisation actuelle des capacités industrielles. Elle veille également à ce que les

sociétés multinationales ou transnationales continuent d'avoir une action positive dans l'œuvre nationale des pays en voie de développement. Il lui faut étudier encore les moyens de réinvestir les ressources financières de certains pays, notamment les pays exportateurs de pétrole, dans les pays en voie de développement, et formuler à cet effet des programmes et des projets concrets.

27. Le développement des agro-industries continue de retenir l'intérêt et la Commission encourage les possibilités de coopération régionale dans ce domaine. Une réunion de planificateurs et de chefs d'entreprise a été organisée récemment pour voir comment donner effet à l'enquête sur l'industrialisation en Asie.

28. La Commission s'intéresse aussi depuis quelque temps au transfert des techniques indispensables pour promouvoir l'autosuffisance des pays en voie de développement. L'élaboration de politiques et de programmes dans ce sens est en bonne voie et la Commission a souligné, dans sa résolution 159 (XXXI), la nécessité d'établir un centre régional de transfert des techniques. Un groupe d'experts régionaux a été réuni pour étudier la faisabilité de cette proposition et rédiger un rapport qui va être examiné par la Commission à sa prochaine session. Parallèlement, de grands progrès ont été faits à la suite des recommandations d'une mission préparatoire vers la création du Centre asiatique de la machine agricole.

29. La question de l'énergie et des matières premières est très importante pour les pays en voie de développement. Ceux-ci ont souffert plus ou moins de la crise de l'énergie suivant leurs besoins en pétrole et leur aptitude à adapter leur économie aux fluctuations des prix. Un programme de travail intégré prévoit donc toute une série d'activités, à court et à long terme, en vue d'aider les pays en voie de développement à résoudre ces problèmes. Dans les années à venir, il faudra identifier et mettre au point des sources d'énergie nouvelles, tout en exploitant et en produisant diverses formes d'énergie locales. Dans l'immédiat, un projet de mise en valeur de certaines sources non classiques d'énergie, comportant notamment des travaux sur la technologie et l'utilisation des bio-gaz, va être mis en œuvre en priorité. Un autre, qui vise à encourager la coopération régionale et sous-régionale dans la mise en valeur des matières premières, a été établi.

30. Les résultats obtenus par plusieurs pays en voie de développement d'Asie et du Pacifique dans le commerce extérieur, surtout dans les exportations de produits manufacturés, sont plus prometteurs. Néanmoins, les exportations de produits agricoles, qui restent le poste le plus important, paraissent fléchir. La Commission se félicite de la constitution récente de l'Union asiatique de compensation et des progrès réalisés par le Groupe des négociations commerciales. Il va falloir accentuer, avant la quatrième session de la CNUCED, l'effort entrepris pour faire participer davantage les pays de la région aux négociations commerciales multinationales dans le cadre du GATT.

31. Tout cela suppose une stratégie démographique efficace, et la Commission va étudier attentivement le rapport de la Consultation régionale postérieure à la Conférence mondiale de la population. Le programme prévu pour

1975-1977 vise à incorporer dans l'œuvre de développement l'élaboration et l'exécution de politiques et de programmes démographiques. On va s'efforcer en outre, dans les années à venir, d'élever le niveau d'emploi en favorisant les secteurs à forte intensité de travail, en accroissant la consommation de produits locaux et en réorientant le système d'éducation.

32. L'examen et l'évaluation des résultats à mi-parcours de la deuxième Décennie pour le développement portent également sur les problèmes des pays enclavés et des pays insulaires de la région et s'accompagnent d'un programme de travail concernant ces pays. On a retenu pour eux aussi un projet prioritaire de promotion commerciale.

33. Les progrès réalisés dans les transports et les communications ont été inégaux, notamment dans le transport maritime. La Commission a décidé en principe de créer un organe pour s'occuper des transports maritimes et des ports. En attendant sa décision définitive, on redouble d'efforts pour mettre en œuvre un programme de travail global dans ce domaine, d'après les recommandations d'un groupe d'experts créé à la fin de 1974, tout en assurant la fourniture des données statistiques pertinentes.

34. On a entrepris en cours d'année un examen d'ensemble des instituts régionaux de formation aidés par le PNUD, y compris l'Institut asiatique pour le développement et la planification économiques, l'Institut asiatique de statistique, le Centre asiatique d'administration du développement et le nouveau Centre asiatique de formation et de recherche en matière de protection sociale et de développement social. Par sa résolution 158 (XXXI), la Commission a adopté des recommandations et des propositions en vue de mieux intégrer les activités de ces établissements et d'utiliser plus efficacement leurs ressources; d'autre part elle a décidé que l'Institut asiatique pour le développement et la planification économiques s'appellerait désormais Institut asiatique de développement.

35. Pour encourager le développement social, y compris les établissements humains, la CESAP s'est intéressée en particulier, dans le cadre de l'Année internationale de la femme, à l'intégration des femmes dans les activités de développement et elle a adopté un plan d'action régional à cet effet [résolution 157 (XXXI)]. Elle s'est beaucoup intéressée aussi au rôle de plus en plus important du logement du point de vue de l'industrie et de l'environnement humain et a organisé, en juin 1975, à Téhéran, en collaboration avec le secrétariat d'Habitat et la CEAQ, une conférence préparatoire régionale sur les établissements humains, en vue de la Conférence-exposition des Nations Unies sur les établissements humains en 1976.

36. Les efforts de coopération interrégionale restent marginaux, malgré tout l'intérêt qu'il y aurait à échanger des informations, des données d'expérience et des compétences. Il faudrait envisager des moyens concrets d'intensifier cette coopération, en s'associant par exemple aux initiatives du PNUD tendant à favoriser la coopération technique entre pays en voie de développement conformément à la résolution 3251 (XXIX) de l'Assemblée générale.

37. La CESAP s'intéresse tout autant à la coopération interinstitutions et se félicite que diverses institutions et organes coopèrent à ses activités. Elle espère que la coordination et la coopération globales interinstitutions se renforceront dans les années à venir et remercie surtout le PNUD de son appui constant.

38. En 1975, la Commission a adopté un programme de travail qui vise à faire face aux tâches prioritaires et aux problèmes majeurs de la région et elle a mis au point un projet détaillé de rationalisation de ses structures. Elle a précisé ainsi, dans la Déclaration de New Delhi [résolution 154 (XXXI)], sa contribution à l'instauration du nouvel ordre économique international et à la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale.

39. La CESAP compte disposer des ressources nécessaires pour exécuter ses programmes, qu'elle devra adapter, de temps à autre, en fonction de la conjoncture. C'est pourquoi son secrétariat met au point un système de mesure des progrès et de contrôle des programmes. C'est sa manière d'atteindre les objectifs inscrits dans les résolutions 1896 (LVII) et 1911 (LVII) du Conseil économique et social.

40. Le succès de tous ces efforts dépendra beaucoup, néanmoins, de l'assistance financière et technique des pays et des institutions qui peuvent en fournir une. Il faudrait aussi que les commissions régionales soient chargées non seulement de concevoir et de formuler les politiques nécessaires, mais également d'élaborer et d'exécuter des projets. M. Maramis rappelle à ce propos que le Conseil économique et social, par sa résolution 1896 (LVII), a prié le Secrétaire général, en consultation avec l'Administrateur du PNUD, de faire le nécessaire pour déléguer les fonctions d'organisation chargée de l'exécution aux commissions régionales pour des projets régionaux, sous-régionaux et interrégionaux financés par le PNUD. A leur dernière réunion, les secrétaires exécutifs des commissions régionales ont exprimé l'avis que ces fonctions devraient être déléguées dès que possible aux commissions (voir E/5700, par. 39) afin que celles-ci puissent participer plus efficacement à l'effort de développement, surtout dans la situation critique actuelle de l'économie mondiale.

41. A sa trente et unième session, à New Delhi, la Commission a témoigné une fois de plus de la sagesse et de la résolution collectives des peuples d'Asie et du Pacifique vis-à-vis de leur avenir dans une conjoncture particulièrement difficile. M. Maramis demande donc au Conseil d'examiner et d'approuver le rapport de la CESAP sur les travaux de sa trente et unième session.

42. M. IGLESIAS (Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine) présente au Conseil le rapport annuel de la CEPAL (E/5608/Rev.1 et Add.1) et rappelle qu'à sa seizième session, en mai 1975, la CEPAL a prêté toute son attention à certains problèmes critiques dont s'occupe notamment le Conseil économique et social. Les gouvernements membres ont procédé à un examen approfondi de la conjoncture internationale et de la situation en Amérique latine dans le cadre de l'évaluation régionale de la Stratégie internationale du développement. La résolution 347 (XVI) adoptée à cette occasion par la

Commission (Evaluation de Chaguaramas) devrait beaucoup faciliter les travaux du Conseil économique et social. La CEPAL a étudié l'établissement d'un réseau régional de sécurité pour résoudre les problèmes de la balance des paiements, et a décidé de créer un comité du développement et de coopération dans les Caraïbes, qui s'ajoute au Comité déjà constitué pour l'Amérique centrale, et destiné à encourager la coopération entre les pays insulaires de cette région. La Commission a mis en lumière, en outre, de nouveaux domaines d'activités sur lesquels le secrétariat de la CEPAL doit fixer son attention : activités transnationales, diverses questions relatives aux techniques, problèmes de population. A ce sujet, M. Iglesias fait observer que bien des activités du secrétariat de la CEPAL et des gouvernements membres ont été inspirées par des résolutions du Conseil économique et social et par les préoccupations éprouvées à l'échelon mondial.

43. Pendant la période à l'examen, la CEPAL a organisé un certain nombre de réunions, dont la deuxième Réunion latino-américaine sur la population, à Mexico, la réunion sur la science, la technique et le développement en Amérique latine et la Conférence latino-américaine de l'industrialisation.

44. Se référant aux idées essentielles qui ont motivé la CEPAL au cours des derniers mois et sur lesquelles se fondent les positions que les gouvernements exposent au Conseil économique et social, M. Iglesias souligne que l'un des problèmes de la région tient aux profondes transformations de tous genres dont elle a été l'objet. En effet, les membres de la CEPAL ont rappelé à la seizième session que le produit brut de l'Amérique latine s'élevait à 220 millions de dollars, soit l'équivalent du produit brut de l'Europe en 1950, et qu'il avait quadruplé, en prix constants, depuis cette année-là. Si le rythme actuel de croissance se maintenait, en 1985, l'Amérique latine devrait avoir le même produit brut que l'Europe en 1960. Le taux d'investissement aussi est très élevé en Amérique latine et les pays de la région ont fait un effort sans précédent pour exporter de nouveaux produits. L'Amérique latine dispose d'un énorme potentiel qu'elle découvre un peu chaque jour et elle a réalisé des réformes institutionnelles considérables. De plus, une nouvelle société y naît, bien plus consciente de ses problèmes mais aussi bien plus tributaire des relations internationales et du comportement de l'économie mondiale.

45. M. Iglesias fait observer que les chiffres qu'il a cités cachent de grandes différences entre les pays : dans certains, le taux de croissance est de 10 à 12 p. 100, dans d'autres, il est nul. Par ailleurs, les gouvernements sont les premiers à reconnaître que les problèmes sociaux (répartition des revenus, misère des masses, croissance bénéficiant à certains secteurs seulement de la société) ne sont pas encore résolus. Mais M. Iglesias ne doute pas que l'Amérique latine, riche de ressources humaines et naturelles et d'expérience, en viendra à bout.

46. Un autre problème tient au fait que la croissance dépend plus que jamais de la conjoncture internationale. On a constaté dans les pays les plus dynamiques de la région que pour faire progresser de 1 p. 100 le taux de croissance il fallait accroître les importations de 1,2 à 1,9 p. 100, d'où la

nécessité d'absorber un certain volume de biens d'équipement et de matières premières. L'Amérique latine a bénéficié d'une conjoncture favorable (pour les prix) à ses exportations – classiques et nouvelles – au cours des dernières années. Mais les perspectives sont malgré tout peu encourageantes en ce qui concerne la balance des paiements, dont le déficit global s'est élevé, en 1973, à 600 millions de dollars. Si les tendances actuelles devaient persister en 1975, le déficit global de la balance commerciale pourrait atteindre 12 ou 13 milliards de dollars. En fait, la conjoncture internationale rend très instable la situation économique de l'Amérique latine, qui a le choix entre deux solutions : réduire son taux de croissance, ce qui aurait des répercussions sociales et politiques dans tous les pays, ou risquer un endettement considérable qui pèserait sur l'équilibre budgétaire international. Que peut faire alors l'Amérique latine ? Les pays de la région savent très bien qu'ils sont entrés dans une phase nouvelle des relations économiques internationales, et les idées politiques se sont décantées. A l'échelon international, l'Amérique latine, qui a une solide tradition de coopération, doit participer à l'établissement du nouvel ordre économique international. A l'échelon régional, si la crise internationale a un quelconque avantage, c'est celui d'obliger les Etats à constater leurs faiblesses, à y réfléchir et à imaginer de nouvelles formes de coopération régionale grâce auxquelles on puisse mettre à profit cet ensemble de ressources humaines et naturelles, l'expérience industrielle acquise, et même les ressources financières que possèdent certains pays et dont ils peuvent faire bénéficier la région.

47. Les pays membres de la CEPAL doivent pratiquer une politique d'ouverture économique. Certains secteurs de l'économie progressent beaucoup moins vite que les autres (production de biens d'équipement, de produits semi-manufacturés, de produits chimiques) et ce serait une politique illogique et aveugle d'opter pour l'isolement.

48. A l'échelon national, il ne faut pas généraliser, car chaque pays a ses caractéristiques propres, mais il est certain que les Etats sont entrés dans une période où ils découvrent un marché intérieur et se rendent compte de la nécessité de faire participer la population à la consommation et à la production. Le point faible de l'Amérique latine reste l'agriculture, très attardée par rapport aux autres secteurs de l'économie. Le développement agricole est un défi lancé aux pays d'Amérique latine tant sur le plan de l'économie que sur celui de la justice sociale.

49. Sans doute tous ces problèmes ne peuvent-ils pas être résolus du jour au lendemain et entravent-ils la croissance. Les pays d'Amérique latine savent qu'ils devront procéder à des rajustements internes et peut-être diminuer leur taux de croissance; un retour en arrière brutal est désormais impossible et c'est pourquoi les pays ont pris conscience de la nécessité de relancer l'idée que l'Amérique latine, comme le reste du monde, est un facteur non pas passif dans la conjoncture internationale, mais actif et que les pays de la région ne sont pas de simples bénéficiaires d'une aide conventionnelle, mais sont un facteur de stimulation de la conjoncture internationale, du point de vue du pouvoir d'achat par exemple. Par ailleurs, comme les problèmes du reste du monde en développement, ceux de l'Amérique latine exigent des solutions qui leur soient propres.

50. La CEPAL et ses membres savent que tous les pays sont interdépendants et les problèmes mondiaux. Mais il ne s'agit pas seulement d'interdépendance économique; l'interdépendance est politique aussi et elle se maintiendrait difficilement dans un climat de paix et de sécurité si le monde en développement n'arrivait pas à résoudre ses problèmes essentiels dans une optique universelle. La septième session extraordinaire de l'Assemblée générale jouera un grand rôle à cet égard et aidera les Etats à s'armer de la volonté politique nécessaire au progrès. Il ne sera pas possible non plus d'établir un nouvel ordre économique international tant que les relations internationales ne se seront pas transformées : comment répartir les avantages du traitement des produits de base ? Comment permettre au monde en développement de faire entendre sa voix dans les instances internationales, par exemple ? Dans cette grande tâche, les commissions régionales ont un rôle immense à jouer.

51. M. ADEDEJI (Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique) présente au Conseil le rapport annuel de la Commission (E/5657 et Corr.2) et rappelle que la troisième réunion de la Conférence des ministres des pays membres de la CEA (douzième session de la Commission), tenue à Nairobi du 24 au 28 février 1975, a été consacrée à l'examen des mesures qui pourraient assurer la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international²; à cette occasion, a été adopté le plan à moyen terme des activités de la Commission pour la période 1976-1979. Outre le rapport annuel de la Commission le Conseil est saisi à cet égard d'un résumé de l'étude des conditions économiques en Afrique en 1974 (E/5682).

52. La situation économique et sociale en Afrique se caractérise par une régression générale de l'activité économique, de fortes hausses des prix, une inflation aiguë, de lourds déficits de la balance des paiements, la contraction des courants de financement extérieur, la stagnation de la production agricole, la pénurie de produits de base, un chômage croissant et des tensions sociales. D'après des estimations préliminaires concernant la période 1970-1974 le taux de croissance global moyen des pays africains a été de 5 p. 100, un peu moins que les 6 p. 100 envisagés dans la Stratégie internationale du développement. Dans 27 p. 100 seulement des pays membres de la CEA ce taux a été supérieur à 6 p. 100; dans 22 p. 100 des pays membres il s'est situé entre 4 et 6 p. 100 et dans 51 p. 100 des pays membres (22 pays) il a été inférieur à 4 p. 100. Quatre de ces derniers pays ont même enregistré une croissance négative. Cette situation s'explique principalement par la faible croissance de la production agricole (à peine 0,5 p. 100 par an à coûts des facteurs constants, entre 1970 et 1974, contre 4 p. 100 prévus dans la Stratégie) qui, par habitant, a même diminué de 1,2 p. 100 par an.

53. Pendant l'année écoulée, la Commission s'est attachée à encourager la coopération multinationale et le commerce de produits agricoles entre les pays, afin d'augmenter la production et les revenus agricoles, et à évaluer les relations

² Résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale, en date du 1er mai 1974.

qui pourraient exister entre les pays côtiers et les pays sans littoral et entre les petits et les grands pays. Elle a également poursuivi ses activités touchant l'organisation de services agricoles et le développement de l'élevage.

54. A la suite de la sécheresse dans le Sahel, la CEA a réorienté son programme d'expansion de l'élevage en Afrique occidentale vers l'éradication de la trypanosomiose et de la mouche tsé-tsé afin de compléter l'action entreprise dans le même domaine par le Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel. Elle a terminé aussi une étude des possibilités d'accord entre pays producteurs et pays consommateurs de viande et de produits carnés, et participé à la création du Centre international pour l'élevage en Afrique.

55. Dans le domaine alimentaire, les pays africains ont décidé d'établir, sous les auspices de l'OUA, un comité ministériel africain de l'alimentation qui exercera, au niveau régional, les fonctions qu'exerce le Conseil mondial de l'alimentation, au niveau mondial. En préparant la Conférence des Nations Unies sur la désertification et en menant diverses activités dans le domaine de l'agriculture, de l'eau, du transport et du développement social en Afrique occidentale et orientale, la CEA participe à l'action nationale et internationale engagée pour résoudre le problème de la sécheresse. Le Groupe consultatif CEA/FAO des industries forestières a été renforcé et le Groupe consultatif CEA/FAO de l'agriculture et des industries alimentaires a été créé avec l'appui financier du PNUD.

56. Dans le secteur social, les pays africains n'ont pas encore atteint les objectifs minimaux fixés dans leurs plans nationaux et dans la Stratégie internationale du développement. En 1974, l'Afrique comptait 400 millions d'habitants et devrait en avoir le double à la fin du siècle. Comme on prévoyait que le taux de natalité tomberait de 47 à 38 p. 100 et le taux de mortalité de 21 à 13 p. 100, les pays africains devraient avoir de plus en plus de difficultés, si l'on n'augmentait pas radicalement la production globale et l'emploi, à assurer les services minimaux indispensables dans le domaine de l'éducation et de la santé.

57. Entre 1970 et 1972, la moitié seulement des personnes entrant sur le marché du travail ont trouvé des emplois lucratifs, le reste étant sans emploi ou sous-employés. La progression du taux de scolarisation étant de 10,1 p. 100 dans l'enseignement primaire, de 9,5 p. 100 dans l'enseignement secondaire et de 15 p. 100 dans l'enseignement postsecondaire, les jeunes sortant des écoles sont de plus en plus nombreux à grossir les rangs des chômeurs dans les zones urbaines, et la main d'œuvre migrante non qualifiée et sous-employée s'accroît dans les régions rurales. Dans le domaine de la santé, malgré l'insuffisance des ressources, des progrès ont été faits : en 1972, il y avait un médecin pour 17 000 personnes et un lit d'hôpital pour 710 personnes, contre un médecin pour 20 000 personnes et un lit pour 720 personnes en 1968.

58. Dans le secteur social, la CEA a encouragé divers projets de développement rural, y compris des projets de réinstallation, et organisé des cours de formation itinérants de brève durée : pour l'Année internationale de la femme, elle a fait des études sur la formation préprofessionnelle et

professionnelle des femmes et des jeunes filles et aidé le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires de l'ONU à organiser un séminaire régional pour l'Afrique sur l'intégration de la femme dans le processus de développement, compte tenu, en particulier, des facteurs démographiques. Au secrétariat même de la CEA, il a été créé un centre panafricain de formation et de recherche pour la femme.

59. En juin 1974, la Commission a organisé une réunion régionale sur l'habitat en prévision de la Conférence-exposition des Nations Unies sur les établissements humains qui doit se tenir à Vancouver en 1976. A la demande des Etats membres, elle a notamment planifié le transfert à Dodoma de la capitale de la République-Unie de Tanzanie, examiné les possibilités d'élaborer un plan de construction de logements bon marché à Juba, au Soudan méridional, envisagé de créer en Sierra Leone une société de financement de logements, etc.

60. Conformément aux décisions adoptées par la deuxième Conférence des ministres africains de l'industrie en décembre 1973, la Commission a étudié l'évolution des rapports de prix des produits de base et des articles manufacturés. Elle a organisé en septembre 1974 la première réunion du Comité des progrès de l'industrialisation en Afrique. Des contacts ont été maintenus avec les investisseurs en puissance et les activités consécutives à certains projets industriels ont été poursuivies. Conformément à la Déclaration et au Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels (voir E/5696, chap. IV), la Conférence des ministres africains de l'industrie et son comité des progrès de l'industrialisation continueront à œuvrer pour l'harmonisation du programme de développement industriel, à élaborer des programmes d'exportations nouvelles et d'industries multinationales et à mettre au point les mesures nécessaires à une nouvelle répartition des services de production, à la mobilisation et à l'attribution des ressources financières et techniques indispensables au développement industriel en Afrique.

61. Dans le domaine du commerce, le secrétariat de la CEA a participé à la création de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest et à l'organisation de la première réunion à Rabat, en mars 1975, de l'Association des organisations africaines de promotion commerciale. Il a poursuivi l'analyse du commerce des pays africains avec les pays développés à économie de marché, pour préparer les négociations commerciales multilatérales et internationales. Il a apporté son concours aux pays africains dans leurs négociations avec la Communauté économique européenne et leur fournira l'aide dont ils ont besoin pour la mise en œuvre de la Convention ACP-CEE de Lomé³. Le secrétariat a, par ailleurs, en prévision de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, entrepris des travaux sur les prix des produits de base dont l'exportation intéresse les pays africains.

³ Convention de Lomé entre la Communauté économique européenne et 46 Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, signée à Lomé le 28 février 1975.

62. Bien qu'un quart des ressources quantifiées des pays africains proviennent du commerce, l'Afrique n'occupe dans le commerce mondial qu'un rang modeste soit, pour la période 1970-1973, 4,2 p. 100 seulement des exportations mondiales (encore, plus de la moitié de ces exportations provenaient-elles des six pays africains exportateurs de pétrole). Elle subit les contrecoups de tous les événements qui se produisent dans les pays développés à économie de marché, lesquels, de 1970 à 1972, lui ont livré 73 p. 100 des produits manufacturés qu'elle importe et ont absorbé 80 p. 100 de ses exportations.

63. Le problème le plus grave pour les pays africains est celui de la fluctuation désordonnée des prix à l'exportation et de la hausse constante des prix à l'importation. Les prix des produits importés par l'Afrique ont augmenté de 4 p. 100 en 1971, de 8,7 p. 100 en 1972, de 23 p. 100 en 1973 et de 38,8 p. 100 en 1974. Les prix des produits exportés par elle, à l'exception du pétrole, bas en 1971 et 1972, ont monté en flèche en 1973 et 1974. Les termes de l'échange se sont donc fortement dégradés, mais plus ou moins suivant les pays. Pour les pays exportateurs de pétrole, l'amélioration a été constante entre 1971 et 1974. Pour les autres, les termes de l'échange ont été inférieurs à ceux de 1970 pendant la période 1971-1972 et supérieurs pendant la période 1973-1974. Ce progrès représente un transfert net de ressources d'environ 1 milliard 890 millions de dollars (soit 28 p. 100 de la valeur des exportations totales de 1972), alors que le courant net d'aide en provenance des pays membres du CAD et des institutions multilatérales s'est élevé, en 1972, à 1 milliard 410 millions de dollars. Pour l'ensemble de l'Afrique, pays exportateurs de pétrole compris, l'amélioration des termes de l'échange équivaut à un transfert net de ressources d'environ 3 milliards 620 millions de dollars entre 1972 et 1973, pour un courant net d'aide au développement de 2 milliards 200 millions de dollars en 1972. Le renversement de la tendance depuis le milieu de l'année 1974 aurait entraîné pour les pays non exportateurs de pétrole une perte de recettes d'environ 3 milliards de dollars.

64. C'est pourquoi le nouvel ordre économique international intéresse directement, et à deux titres, les pays africains, qui attendent avec impatience la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Il faudra tout d'abord modifier le schéma classique de la division internationale du travail, de manière que l'Afrique puisse améliorer sa position dans le commerce mondial grâce à l'établissement de relations équitables avec les pays industrialisés. Il faudra certainement établir un juste rapport entre les prix des exportations africaines traditionnelles et les prix des articles manufacturés importés des pays industrialisés, augmenter les exportations africaines vers les pays industrialisés et les restructurer de telle sorte que les produits transformés et manufacturés y occupent une plus grande place. Il faudra aussi accélérer l'intégration régionale.

65. Un deuxième point intéresse l'Afrique : le réaménagement nécessaire des institutions, principes et pratiques du système financier international. Il semble que le financement institutionnel extérieur doive continuer à soutenir la capacité d'importation des pays africains et qu'il faille innover pour augmenter le courant des capitaux vers les

pays bénéficiaires, à des conditions qui permettent à ceux-ci de réduire leur déficit commercial sans accroître exagérément leur endettement. A cet égard, il faudrait donner effet à de nombreuses propositions, comme celle qui concerne l'établissement d'un lien entre les allocations de DTS et le courant d'assistance financière additionnelle aux pays en développement. Mais il ne faut pas oublier que le nouvel ordre économique international doit être complété par un nouvel ordre économique national.

66. Dans sa résolution 256 (XII) de la Commission, la Conférence des ministres a demandé au Secrétaire exécutif de la CEA de prendre immédiatement des mesures pour lancer des programmes d'action portant sur l'exploration et la mise en valeur des ressources naturelles, la création et le renforcement d'associations africaines de producteurs de matières premières, la création de centres de promotion et de coopération dans l'industrie, la science et la technique, les transports et communications, ainsi que sur la lutte contre la sécheresse, la canalisation et la mobilisation des ressources financières existantes en vue d'accélérer le développement économique et social des pays, et sur le renforcement de l'intégration économique et la promotion de la coopération économique et technique entre pays en développement.

67. Pour préparer la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, le secrétariat de la CEA a commencé des études sur la production, l'établissement des prix et la commercialisation de quatre produits : l'huile de palme, les phosphates, la potasse et le minerai de fer, afin de voir comment les pays pourraient tirer meilleur profit de la production. Il a préparé aussi des documents de fond à l'intention des pays africains qui assisteront à cette session.

68. Pour aider les pays africains à exercer pleinement leur souveraineté sur leurs ressources naturelles, le secrétariat de la CEA a pris des mesures concrètes au niveau intergouvernemental en vue de créer des organes s'occupant de la prospection et de la mise en valeur des ressources naturelles et de la formation de la main-d'œuvre nécessaire. L'accord créant le Centre commun de services spécialisés dans le domaine des levés et des cartes, est entré en vigueur en mars 1975, et celui portant création du Centre de mise en valeur des ressources minérales en Afrique orientale a été ouvert à la signature. En mai 1975, le secrétariat de la CEA a organisé la première réunion du Comité technique de mise en valeur du bassin du lac Tanganyika.

69. Pendant la période considérée, l'exploitation des énergies nouvelles a retenu particulièrement l'attention et on a préparé la réunion du Groupe de travail sur l'énergie géothermique et solaire. Une mission interinstitutions s'est rendue dans les pays du Sahel en mai 1975. Le secrétariat a terminé la première phase du projet d'étude générale des ressources naturelles et humaines de la région Liptako-Gourma, et commencé l'étude des projets d'infrastructure qui relieront cette zone enclavée aux autres régions d'Afrique de l'Ouest. En juillet 1974, le secrétaire de la CEA a organisé la deuxième réunion du Comité intergouvernemental d'experts pour le développement de la science et de la technique en Afrique et convoqué une réunion des institutions donatrices s'occupant du Plan

régional africain d'application de la science et de la technique au développement.

70. Dans le secteur des transports et communications, la Commission a pris les premières mesures en vue de la création d'une association des administrations portuaires de l'Afrique orientale. Une mission PNUD/CEA/CNUCED/OMCI sur les besoins de formation dans le domaine maritime a été organisée et un service consultatif sur le transport maritime va être créé au secrétariat. L'étude sur le fret aérien et la création d'un système de courtage du fret aérien s'est poursuivie. La deuxième session de l'Assemblée générale de l'Union des chemins de fer africains a précisé l'organisation du secrétariat de l'Union. Les deux sous-comités pour le réseau de l'axe routier ouest-africain s'occupant des liaisons Dakar-Ndjamena et Nouakchott-Lagos ont été chargés de coordonner la planification, la coordination et l'amélioration des itinéraires. En ce qui concerne la route transsaharienne, des études financées par le PNUD et des travaux de construction ont déjà commencé sous la direction du Comité de coordination routier transsaharien. Quant à la route transafricaine Lagos-Mombasa, le secrétariat de la CEA a élaboré un plan quinquennal d'études et de travaux.

71. A l'achèvement de l'étude de préinvestissement relative au réseau panafricain de télécommunications, le Comité de coordination pour la mise en place du réseau a mobilisé environ 80 p. 100 des capitaux nécessaires, estimés, en avril 1974, à 140 millions de dollars. Il a examiné aussi la création d'une union africaine de télécommunications. La restructuration et le développement vers les pays sans littoral des réseaux de transports et de communications africains faciliteraient les échanges commerciaux et renforceraient la coopération des pays et l'intégration de leur économie. L'Association des banques centrales africaines s'est efforcée de promouvoir la coopération dans le domaine des paiements et de la monnaie entre les Etats membres de la Commission, et le secrétariat de la CEA a préparé un projet d'instrument juridique en vue de la création d'un centre africain d'études monétaires sous l'égide de l'Association.

72. En ce qui concerne les pays qui accèdent à l'indépendance, les besoins les plus urgents concernent la reconstruction économique et sociale de la Guinée-Bissau et du Mozambique, qui ont moins de ressources naturelles que l'Angola. L'orientation de la production agricole vers l'exportation, la construction de raffineries de pétrole et de chantiers navals avaient fait de la Guinée-Bissau un sous-produit de la présence militaire portugaise. Le Mozambique dépendait surtout des recettes invisibles en provenance d'Afrique du Sud, du Malawi, de Rhodésie du Sud et de Zambie. Son budget était alimenté pour moitié par les droits de transit et par les gains des 80 000 Mozambiquais travaillant en Afrique du Sud. Quinze pour cent de ses recettes en devises provenaient de services invisibles à la Rhodésie du Sud. Si le Mozambique décidait d'appliquer les sanctions économiques prévues par l'ONU, il devrait renoncer aux recettes qu'il tire des invisibles et du commerce et la communauté internationale devrait lui venir en aide. L'Angola a la chance d'avoir du pétrole. Il produit aussi du café, du bois, du sucre, des diamants et du fer et devrait tirer de tout cela d'importantes recettes quand la situation politique

y sera stabilisée. Dans les trois pays, l'exode des Portugais qualifiés et le retour de ressortissants appauvris qui avaient fui la guerre de l'indépendance ont provoqué le ralentissement de l'activité économique. Une nombreuse main-d'œuvre sera donc nécessaire pour relancer celle-ci.

73. La Zambie, limitrophe de l'Angola, du Mozambique et de la Rhodésie du Sud, est devenue un otage économique dans la lutte politique en Rhodésie du Sud. A la fin de 1974, la fermeture de la frontière rhodésienne lui avait coûté plus de 150 millions de dollars. Les ports de Dar es-Salam et de Mombasa ont été engorgés. Le Malawi a consacré une partie de ses faibles ressources au financement d'un tronçon de route et de voie ferrée pour traiter le tonnage accru de marchandises zambiennes.

74. En conclusion, l'Afrique, qui est très fortement tributaire des exportations de matières premières, insiste sur l'instauration d'un nouvel ordre économique international qui stabilise les recettes d'exportation à court terme et, à plus long terme, assure des prix justes et rémunérateurs aux producteurs de matières premières. Les efforts de la CNUCED pour unifier le système de stocks internationaux de produits de base et de la Communauté économique européenne pour créer un système de financement compensatoire afin de stabiliser les recettes d'exportation l'intéressent aussi beaucoup. L'Afrique est d'avis qu'un projet de stabilisation intégré des produits de base, quel qu'il soit, devrait inclure un système d'indexation. A la grave dégradation des termes de l'échange et de la balance des paiements s'ajoutent les difficultés que créent l'inflation, la récession, le chômage croissant, la stagnation de l'agriculture, la famine et la malnutrition et, d'une façon générale, les espoirs déçus. Les gouvernements des pays d'Afrique ont besoin d'un supplément d'aide internationale considérable. Le Secrétaire général de l'ONU a justement insisté, à l'ouverture de la session (1953^e séance), sur la nécessité d'une action multilatérale d'urgence pour résoudre les problèmes de la communauté internationale et sur la chance unique qui se présente de créer les conditions d'une répartition plus équitable des avantages dans le monde entier.

75. M. MINAI (Secrétaire général de la Coopération régionale pour le développement), prenant la parole sur l'invitation du Président, se félicite de pouvoir s'adresser pour la première fois au Conseil économique et social, au nom de la CRD. La CRD a été fondée en 1964 par l'Iran, le Pakistan et la Turquie pour renforcer la collaboration économique entre les trois pays et promouvoir leur développement grâce à l'élargissement de la base économique (un marché de 100 millions de consommateurs), à l'utilisation efficace des facteurs de production, à une position renforcée dans les négociations avec les autres pays et à la capacité d'entreprendre des projets communs. La CRD ne procède pas d'une nécessité politique; elle est le fruit d'un désir authentique de créer un mécanisme de coopération réel dans les domaines économique, social et culturel. Les contacts entre les représentants des trois gouvernements membres sont établis à trois niveaux: un conseil des ministres des affaires étrangères des trois Etats se réunit annuellement pour prendre des décisions; un conseil régional de planification, composé des responsables de la planification des trois pays et siégeant annuellement avant

les ministres, étudie les plans de développement et fait les recommandations voulues au Conseil des ministres; six comités d'experts (commerce, industrie, affaires culturelles et information, coopération technique, transports et communications et industrie pétrochimique) travaillent au secrétariat de la CRD à Téhéran qui coordonne toutes les activités de l'organisation, sous l'autorité d'un secrétaire général nommé pour trois ans par roulement entre les pays.

76. Si, en onze années d'existence, la CRD n'a pas suscité des transformations révolutionnaires, elle n'en constitue pas moins un début de coopération dans différents secteurs : dans le domaine du commerce, des négociations sont en cours en vue de conclure des accords préférentiels; dans celui de l'industrie, un certain nombre d'entreprises communes fonctionnent à Karachi, à Téhéran et à Istanbul et une étude va être entreprise en vue de préciser le champ de la coopération; dans le domaine de la coopération technique, des centaines d'étudiants et de stagiaires circulent entre les pays membres et étudient dans les universités et les instituts des trois Etats qui coopèrent aussi dans le domaine

de l'énergie nucléaire; les échanges culturels se sont développés; en ce qui concerne les transports et les communications, l'organisation a joué un rôle très actif : une autoroute et une voie ferrée vont bientôt relier Karachi à Téhéran et Ankara et les tarifs postaux entre les trois pays vont être unifiés.

77. La CRD s'intéresse beaucoup à l'action engagée par l'ONU et par les autres instances internationales dans le domaine du développement économique. L'instauration d'un nouvel ordre économique international n'est pas qu'une gageure, c'est aussi une chance offerte à tous. C'est pourquoi la CRD suivra avec la plus grande attention les débats du Conseil économique et social et ceux de l'Assemblée générale à sa septième session extraordinaire et à sa trentième session. Il n'est pas douteux que les initiatives prises par les organismes des Nations Unies seconderont son effort de bien-être économique et social des peuples dont elle a la charge.

La séance est levée à 13 h 15.

1967^e séance

Lundi 14 juillet 1975, à 10 h 40

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SR.1967

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

Coopération régionale (*suite*) [E/5608/Rev.1, E/5608/Add.1, E/5619, E/5651, E/5656, E/5657 et Corr.2, E/5658, E/5700, E/5721, E/L.1665]

1. M. AL-ATTAR (Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Asie occidentale), présentant le rapport de la Commission sur sa deuxième session (E/5658), dit que le monde traverse actuellement une période de transformation fondamentale, entraînant une restructuration de l'ordre économique international. La forme que prendra ce nouvel ordre économique n'est pas évidente, mais il est d'une importance capitale que cet ordre économique soit acceptable pour tous.

2. Le fossé grandissant entre le niveau de vie des pays développés et celui des pays en voie de développement, la croissance à un rythme rapide de la population, la pénurie des ressources alimentaires, la dégradation de l'environnement, les déficits de balance des paiements et l'inégale répartition des ressources sont autant de problèmes intéressant directement l'humanité et qui n'ont pas encore été résolus. La situation est d'autant plus complexe que le rapport des forces dans le monde est actuellement remis en cause : les pays en voie de développement cherchent à jouer un rôle efficace et à participer effectivement à tous les efforts entrepris en vue d'établir et d'appliquer un nouvel ordre économique. Ce rôle n'est réalisable que si pays développés et pays en voie de développement s'y adaptent,

et plus tôt cette adaptation sera réalisée, plus facile sera le passage à ce nouvel ordre économique. Les pays en voie de développement ont le plus à souffrir des incertitudes qui affectent actuellement l'économie mondiale; c'est à eux — surtout aux moins avancés d'entre eux — que se posent avec le plus d'acuité les problèmes mondiaux concernant le commerce, la stabilité monétaire, la balance des paiements, l'inflation, la pénurie de denrées alimentaires et les pressions récessionnistes, même si certains pays en voie de développement, particulièrement les pays exportateurs de pétrole, connaissent une amélioration de leur situation économique générale.

3. La première révision et évaluation biennale des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale ont permis de mettre en lumière les principaux problèmes économiques et les préoccupations majeures des pays en voie de développement. La Déclaration et le Programme d'action concernant l'établissement d'un nouvel ordre économique international adoptés à la sixième session extraordinaire ont défini les principes qui procureront, à l'échelle internationale, une division du travail juste et équitable. Si le Programme d'action inclut les mesures à appliquer aux différents domaines qui présentent des problèmes, il ne préconise aucune mesure concrète pour l'exécution d'un tel programme, exception faite du Programme spécial appelé à procurer des secours urgents et une assistance aux pays en

voie de développement les plus affectés par la crise économique et de l'établissement d'un fonds spécial créé à cet effet. La mise en place du Programme d'action ne dépendra pas seulement de la formulation de mesures concrètes, mais surtout de l'esprit de coopération que manifesteront les pays développés, or les réserves exprimées par certains de ces pays pourraient réduire les chances de succès du Programme. La septième session extraordinaire de l'Assemblée générale offrira à la communauté internationale l'occasion de faire preuve de son sens de la coopération et de son degré de responsabilité.

4. Les perspectives de la région de la CEAO ont été brutalement transformées par la guerre d'octobre 1973 et par les développements qui ont affectés l'industrie pétrolière. Le changement survenu dans l'équilibre des forces, qui s'est traduit par un transfert de pouvoir des compagnies pétrolières internationales aux pays producteurs en matière de fixation des prix et le renforcement du contrôle par ces pays de l'exploitation des ressources pétrolières et des opérations annexes ont abouti à accroître considérablement les revenus actuels et futurs que ces pays tirent du pétrole et ont beaucoup amélioré les perspectives de croissance de la région et le rôle qu'elle est appelée à jouer dans les relations économiques internationales. L'augmentation de la production totale de la région a dépassé la moyenne annuelle de 6 p. 100, objectif fixé en valeur réelle dans la Stratégie internationale du développement, mais les bénéfices tirés de cette capacité accrue de production n'ont pas été uniformément répartis. De larges inégalités subsistent entre les différents pays et au sein même de ces pays. Les pressions inflationnistes plus intenses et la croissance rapide de la population nécessitent d'urgentes mesures pour mettre au point une nouvelle forme de distribution des revenus. Les perspectives d'une accumulation considérable de fonds dans la région poussent les pays producteurs de pétrole, dans leurs préoccupations de développement, à donner la priorité à la recherche de nouvelles sources d'investissement, à la fois à l'extérieur et dans le pays, et aux problèmes de la répartition et de la distribution géographique de leurs placements à l'étranger. La richesse toute nouvelle de la région pourrait en conséquence contribuer à la réalisation d'une plus étroite coopération entre ses Etats membres et avec les pays en voie de développement ailleurs dans le monde. Les pays exportateurs de pétrole de la région ont fourni des prêts et une assistance sous forme d'accords bilatéraux et multilatéraux, y compris une importante contribution à l'assistance officielle fournie par l'OPEP qui, à la fin de septembre 1974, se montait à 8,6 milliards de dollars, sans compter une contribution de 3,1 milliards à la section pétrolière du FMI et un prêt de plus de 1 milliard de dollars à la BIRD.

5. Les pays exportateurs de pétrole de la région ont par ailleurs accordé une assistance directe à d'autres pays en voie de développement victimes de catastrophes naturelles. Le Fonds du Koweït, le Fonds d'Abou Dhabi et le Fonds arabe ont augmenté substantiellement leur capital de façon à étendre leurs prêts à tous les pays en voie de développement. De nouvelles institutions ont été créées en Arabie Saoudite et en Irak dans le même but. En outre, les pays exportateurs de pétrole ont largement contribué au capital de la Banque islamique de développement, récemment créée avec un capital autorisé de 2,4 milliards de dollars, et ont

accru leurs contributions à la Banque arabe pour le développement industriel et agricole en Afrique, avec un capital de 231 millions de dollars. Ils ont également accru leurs contributions aux institutions spécialisées des Nations Unies, et l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis ont versé respectivement 30 et 10 millions de dollars au Compte spécial des Nations Unies pour les secours d'urgence. A l'intérieur de la région elle-même, les pays non exportateurs de pétrole ont reçu une aide financière sous forme de subventions ou de prêts destinés à accélérer leur développement économique. La plupart des pays producteurs de pétrole ont fourni une assistance beaucoup plus élevée, en pourcentage du PNB, que celle fournie par les pays industrialisés.

6. L'agriculture reste d'une importance vitale pour l'économie de la région, bien qu'elle ait connu durant les dix dernières années, un déclin continu. Elle représente en moyenne 20 p. 100 ou plus du revenu total des pays non exportateurs de pétrole, elle s'avère le plus important utilisateur de main-d'œuvre et la source principale de subsistance dans la majorité des pays et représente une part importante des exportations régionales. La crise alimentaire mondiale n'a pas épargné la région et, en gonflant le coût des importations de produits alimentaires, elle a contribué à accentuer les pressions inflationnistes internes. Durant la période 1961-1973, la production agricole a augmenté à un taux annuel moyen de 2,3 p. 100 alors que, durant la même période, l'accroissement de la demande de produits alimentaires s'établissait à un taux annuel de 4 à 5 p. 100, et que l'accroissement de la production ne compensait pas l'accroissement de la population. La région est à présent le plus gros importateur, par habitant, de produits alimentaires dans le monde en voie de développement. Les pays de la région ont attribué le rang de priorité le plus élevé à une meilleure utilisation de leurs ressources agricoles. D'importants projets d'irrigation sont en cours de réalisation en Syrie, en Irak, en Jordanie, en Arabie Saoudite et dans d'autres pays, ce qui permettra d'accroître considérablement les surfaces de culture. D'autres projets sont actuellement à l'étude ou même en voie de réalisation pour développer l'élevage du bétail et de la volaille et accroître ainsi la production protéique de la région. L'industrie — il s'agit en général d'industries légères comme les industries alimentaires et textiles — occupe encore une place modeste dans tous les pays de la région; on constate une sous-utilisation de la capacité de production et une faible proportion de produits manufacturés dans l'ensemble des exportations.

7. L'afflux considérable de fonds dans les pays de la région qui sont exportateurs de pétrole, l'accroissement de la demande interne de biens industriels et la demande internationale potentiellement plus élevée ouvrent de meilleures perspectives d'industrialisation pour la région. En 1974, la production industrielle a augmenté et de nouveaux projets sont en voie de réalisation dans le domaine des engrais, de la pétrochimie, des textiles et de la conserverie. Plusieurs pays de la région, particulièrement la Syrie, l'Irak, l'Arabie Saoudite, le Koweït, la Jordanie et d'autres pays ont conclu des accords avec des pays industrialisés en vue d'établir de nouveaux projets industriels. On s'attend que les investissements dans des projets industriels continueront à croître.

8. Le commerce extérieur joue un rôle important dans les économies de la région. La production et l'exportation de pétrole sont la plus grande source de revenus pour les pays exportateurs de pétrole, où les exportations constituent le principal moyen d'obtenir des devises et la source première de recettes publiques et sont par conséquent les déterminants principaux du niveau des importations et des dépenses du secteur public. Pour les pays non producteurs de pétrole, c'est l'exportation de biens et de services qui l'emporte. Des structures économiques peu diversifiées et des bases de production limitées rendent les pays de la région fortement tributaires de l'importation de biens d'équipement, d'articles manufacturés, de denrées alimentaires et de matières premières. Tous les pays ont à faire face à de fortes pressions inflationnistes. Les prix à la consommation, qui s'étaient montrés d'une relative stabilité pendant près d'une décennie, ont commencé à augmenter depuis 1968. En 1974, la plupart des gouvernements de la région ont pris des mesures en vue d'atténuer l'impact social et économique de l'inflation sur les couches de population à bas revenu : augmentation des salaires, réduction directe des prix, rationnement, subventions gouvernementales pour certains produits alimentaires.

9. L'homogénéité relative de la population de la région facilite les mouvements de main-d'œuvre intrarégionaux, ce qui concourt de façon positive à la coopération régionale. Même si les pays de la région connaissent des taux de croissance de la population particulièrement élevés, cela ne représente pas encore un problème sérieux pour la plupart d'entre eux. Les migrations intrarégionales s'expliquent aisément par les hauts niveaux de revenu des Etats du Golfe. Les taux actuels de croissance de la population de tous les pays de la région doivent amener un doublement de population dans les vingt-cinq ans à venir; dans les Etats du Golfe, si le niveau actuel d'immigration se poursuit, ce doublement se fera en dix ans environ. Des consultations régionales ont eu lieu à Doha (Qatar) à la fin de mars 1975, à la suite de la Conférence mondiale de la population.

10. Les pays de la région ont réalisé des progrès notables dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la sécurité sociale et dans la participation des femmes et de la jeunesse aux activités. Les systèmes d'éducation ont connu une expansion rapide, dont témoigne notamment l'augmentation des effectifs scolaires à tous les niveaux d'enseignement, le nombre accru d'enseignants, le plus large éventail de types d'enseignement, l'accès plus facile à l'éducation et la création d'une planification de l'enseignement.

11. Les taux de mortalité sont en baisse et l'espérance de vie augmente; en même temps, la lutte contre les maladies contagieuses est devenue plus efficace. Les crédits budgétaires alloués au secteur de la santé ont continué de s'accroître et la plupart des pays de la région, dans le cadre de leur développement national, ont adopté une planification systématique des programmes de santé. Les services sociaux se sont rapidement développés pour répondre aux besoins matériels de la population et, en particulier, aux besoins plus spécifiques des groupes marginaux. Les services sociaux sont progressivement incorporés aux plans nationaux. Le statut de la femme et son rôle dans le processus du développement ont, eux aussi, connu une importante

évolution à la suite des réformes politiques et législatives et du fait de l'octroi de grandes facilités d'éducation aux filles ainsi que de l'accélération des progrès réalisés dans les domaines de l'industrialisation et de l'urbanisation.

12. Toutefois, il subsiste encore de nombreux problèmes aigus qui exigent une solution immédiate, à côté de problèmes tels que ceux de l'inflation et de la dépendance croissante des pays à l'égard des importations de denrées alimentaires. Parce qu'ils doivent faire fond sur la production de biens primaires, qui est leur principale activité en même temps que leur principale source de devises, les pays membres de la CEAQ se trouvent exposés aux fluctuations des prix, aux variations de la demande et à la concurrence des produits de substitution fabriqués dans les pays industrialisés. Les problèmes ainsi posés sont encore aggravés par le faible niveau des échanges commerciaux intrarégionaux.

13. La région s'est développée de façon inégale; en effet, il existe des différences non seulement d'un pays à l'autre et à l'intérieur des pays, mais le degré de croissance de ces derniers a été plus ou moins élevé suivant les principaux secteurs d'activité. Les événements récents ont accru la dépendance de la région à l'égard de la production et de l'exportation de pétrole. Malgré les avantages indéniables dont elle bénéficie, le risque qu'entraîne pour elle sa forte dépendance à l'égard des ressources pétrolières est bien plus grand que toute dépendance analogue à l'égard d'autres ressources, étant donné que le pétrole est une matière première épuisable et d'une importance stratégique pour l'économie mondiale. Cependant, dans plusieurs pays, les services continuent à dominer nettement la structure de la production. Si cette forte prédominance des services n'a pas empêché le rapide développement de certains pays de la région, il n'en reste pas moins qu'une diversification au profit des activités industrielles s'impose de façon impérative.

14. L'inégalité frappante des niveaux de développement économique et social des pays de la région constitue un autre problème majeur. On peut identifier à cet égard trois groupes de pays : tout d'abord les producteurs de pétrole, dont le revenu par habitant est élevé et les ressources financières importantes, mais qui souffrent d'une pénurie de main-d'œuvre qualifiée et où le développement social est en retard. Les pays du deuxième groupe, qui ne sont pas producteurs de pétrole, ont un faible revenu par habitant, manquent de capitaux, mais leurs structures sociales et économiques sont mieux équilibrées. Le troisième groupe se compose de pays dont la situation, tant dans le domaine économique que social, n'est pas satisfaisante. Le Yémen par exemple est considéré comme l'un des 25 pays en voie de développement les moins développés et, à certains égards, on pourrait aussi ranger le Yémen démocratique parmi les nations devant bénéficier des mesures spéciales conçues pour aider cette catégorie de pays. Si l'on considère le revenu par habitant comme un indicateur du niveau de vie, les disparités qui existent entre les pays de la région sont alarmantes. Au début des années 70, ce revenu était inférieur à 100 dollars au Yémen et a atteint approximativement le même chiffre d'environ 100 dollars au Yémen démocratique, alors que, au Koweït et au Qatar, il dépassait 3 500 dollars, les revenus des autres pays de la région se

situant entre ces deux valeurs extrêmes. En 1974, tandis que dans les pays les moins avancés il avait à peine changé, dans certains des pays les plus riches le revenu par habitant atteignait 8 500 dollars, voire un chiffre supérieur.

15. La disparité grandissante dans le développement économique et social des pays de la région de la CEAO constitue pour eux un défi à relever. Heureusement, cette région possède les ressources financières nécessaires pour déclencher une action concertée en vue de combler le fossé existant actuellement. La plupart des pays de la CEAO sont en retard dans le domaine social et, lorsque, pour maints d'entre eux, les buts économiques ont été atteints ou dépassés, de nombreux objectifs tels que le plein emploi, une plus grande égalité des revenus et un développement équilibré n'ont été que partiellement réalisés. De très grands progrès ont été accomplis dans les domaines de la santé, de l'éducation et des services sociaux, mais ils ont, au mieux, peu profité aux masses rurales et aux classes urbaines pauvres. Le développement économique lui-même a accentué les différences entre les secteurs à technologie avancée et les secteurs retardataires. Des composantes du développement, par exemple l'accroissement sensible de la population, la rapide urbanisation et les migrations ont également accentué les disparités et les inégalités.

16. Il est évident que la région a besoin d'une politique de la population dans le cadre des plans de développement. La population de la région continuera à s'accroître rapidement et les conséquences de cette croissance pour l'éducation, l'emploi et l'alimentation n'ont pas été sérieusement envisagées. Il conviendrait donc que les gouvernements placent au premier plan de leurs préoccupations, dans les années à venir, la recherche d'un équilibre dynamique et satisfaisant entre une population en expansion, sa capacité de production et les ressources disponibles.

17. Dans le domaine de l'éducation, il reste encore beaucoup à faire, en particulier pour restructurer l'enseignement secondaire et supérieur de façon qu'il réponde mieux aux besoins de main-d'œuvre en fonction de l'ordre de priorité du développement et pour réduire la déperdition des effectifs scolaires dans le système d'enseignement. Une attention toute spéciale devrait être accordée à l'amélioration des taux d'alphabétisme, qui est relativement peu onéreuse. Il est indispensable de réorienter la structure de l'enseignement en vue d'éliminer le chômage de ceux qui ont reçu une formation et, en même temps, former un nombre suffisant d'étudiants dans les domaines où le besoin de main-d'œuvre se fait sentir. Il faudra aussi accorder plus d'attention à l'enseignement professionnel et technique ainsi qu'à l'enseignement moderne, dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie, pour corriger les déséquilibres existants.

18. Le domaine de la santé est marqué par un certain nombre d'insuffisances. Presque tous les pays de la région ont en effet à déplorer une mauvaise répartition des services médicaux et la médecine reste encore beaucoup plus curative que préventive. La malnutrition sévit encore largement. Enfin, bien que le personnel médical ait été étoffé, le nombre de médecins par millier d'habitants reste encore faible dans toute la région.

19. Il est évident que, dans le domaine du développement social, une action plus énergique s'impose. Les pays doivent intégrer dans leurs plans de développement des objectifs sociaux concrets qui se traduiront en projets spécifiques à mettre en application au cours de la période couverte par ces plans. Une plus grande coordination est nécessaire entre les institutions privées et les institutions publiques et entre les différents services officiels qui fournissent des prestations sociales, pour éviter tout chevauchement de fonctions et combler tous les retards accumulés dans le domaine social.

20. La concentration croissante des activités de développement dans certaines régions et dans certaines villes a soulevé des problèmes qui risquent d'avoir des répercussions négatives sur les possibilités de développement des pays de la région. Dans tous ceux-ci, le taux de croissance urbaine augmente et va de 11 p. 100 au Yémen à 80 p. 100 dans certains Etats du Golfe. En de nombreuses circonstances, l'enthousiasme des responsables de la politique pour accélérer le processus du développement les a conduits à négliger les dommages coûteux et souvent irrémediables que ce développement pouvait causer à l'environnement. Les responsables des décisions devraient toujours avoir une claire vision des conséquences de leurs décisions pour l'environnement. Le rythme de la construction de logements appropriés dans les grandes villes suit de moins en moins celui de l'accroissement de la population, et les services publics tels que ceux de l'approvisionnement en eau, des transports et des télécommunications ne suffisent pas à répondre aux besoins. Des programmes de planification des établissements humains se heurtent à des difficultés administratives et autres. L'organisation des communautés rurales n'a été entreprise et réalisée que dans quelques zones de la région de la CEAO. La fourniture de services, les mesures de réforme agraire et la répartition des zones de peuplement doivent également être étudiées et intégrées dans les plans d'aménagement rural. D'une manière générale, les efforts tendant à réduire l'écart existant entre le monde rural et le monde urbain ne devraient pas être limités au seul développement de l'agriculture. Les réserves de pétrole de la région représentent plus de 55 p. 100 des réserves mondiales actuellement estimées. Les larges excédents financiers des pays producteurs de pétrole de la région procurent à ces derniers des devises qui leur permettent non seulement d'intensifier leurs propres efforts de développement mais aussi de contribuer de façon positive au développement de la région et même à celui des pays en voie de développement de toutes les autres parties du monde.

21. Des pays de la région sont également pourvus de précieuses ressources naturelles autres que le pétrole, qui contribuent à leur développement : on peut citer à titre d'exemple à cet égard les phosphates syriens et jordaniens. D'autres ressources naturelles telles que la potasse, le cuivre et le minerai de fer, ont été découvertes, mais ne sont pas encore exploitées. Il devient urgent d'inventorier et d'identifier plus systématiquement ces ressources, en particulier les ressources minières et les réserves d'eaux souterraines. Un autre domaine qu'il est possible de développer avec succès est celui de la production agricole, notamment les cultures, l'élevage et la pêche. L'utilisation de techniques

modernes, de semences sélectionnées et d'engrais bien choisis contribuera à accroître la production agricole.

22. Une plus grande partie des ressources financières de la région devrait être concentrée sur l'élaboration de nouveaux projets industriels. Etant donné que, dans la région, le marché de chaque pays est restreint et que le principal objectif de l'industrialisation sera, pendant quelque temps, de parvenir à remplacer les importations, il y a tout avantage à développer une meilleure coopération et une coordination plus poussée entre les pays membres, afin d'éviter les coûteux chevauchements de projets industriels.

23. La main-d'œuvre est un facteur important qui peut concourir au développement de la région. En effet, les ressources humaines sont non seulement essentielles au développement économique mais leur amélioration est l'un des objectifs finals de ce processus. La région a la chance de pouvoir développer ses ressources sans souffrir de pressions dues à une population excessivement nombreuse. Il faudra élargir et améliorer les services existants en matière d'éducation et de santé ainsi que dans d'autres domaines sociaux. En outre, du fait que les deux tiers des habitants de la région sont âgés de moins de 25 ans, des programmes sont nécessaires pour faire participer ces jeunes aux activités de développement. Enfin, il faudra donner aux femmes plus de possibilités de venir grossir les effectifs de main-d'œuvre.

24. Une attention spéciale devrait être accordée à la main-d'œuvre hautement qualifiée de la région, à laquelle il faudrait offrir des conditions de travail plus attrayantes et des stimulants plus convaincants pour mettre fin à l'exode des élites; cette main-d'œuvre est en effet nécessaire aux gouvernements pour réformer l'administration et combler les graves lacunes existantes. D'autre part, la majorité des pays de la région ont reconnu dans leurs plans de développement la nécessité d'entreprendre des réformes administratives.

25. La science et la technique sont des composantes importantes du développement. Dans de nombreux pays, on a créé des instituts de recherche scientifique qui jouent un rôle actif dans la planification et l'exécution de recherches relatives au développement. Dans la région de la CEAO, ce ne sont pas les contraintes financières qui font obstacle à la mise en place d'une infrastructure scientifique et technologique, mais la pénurie de main-d'œuvre locale hautement qualifiée dans les différents domaines de la science et de la technique. Or, le rythme et la qualité du développement de la région dépendent de l'utilisation efficace des ressources humaines, naturelles et financières de celle-ci. La coopération entre les pays membres influera sur le développement, particulièrement dans les domaines de l'industrialisation, des flux intrarégionaux de main-d'œuvre et de capitaux, de l'utilisation des ressources en eau et du tourisme.

26. Les principaux objectifs de la région de la CEAO sont de mettre au point un programme cohérent, multidisciplinaire et orienté vers l'action, permettant d'aborder de manière intégrée les problèmes de développement de cette région, de choisir avec soin des programmes et des projets qui se renforcent mutuellement et aient une influence maximale sur le développement de la région, et de faire en

sorte que les activités spécifiques produisent des résultats concrets directement en rapport avec les composantes du programme ainsi qu'avec le programme lui-même, considéré dans son ensemble. Le Programme de travail de la CEAO pour 1975 est concentré sur certains domaines prioritaires tels que les ressources en eau, le déficit alimentaire, l'industrie de la pétrochimie et des engrais, la main-d'œuvre, le tourisme, les finances publiques et l'administration, les ressources naturelles, la population et les transports, les communications et l'électricité. Le plan à moyen terme pour la période 1976-1979 et, en particulier, le programme biennal pour 1976-1977, s'appliquent essentiellement aux mêmes domaines de priorité. Cependant, l'intérêt croissant que présente une vision globale des problèmes de développement et la nécessité d'accroître encore plus la coopération régionale ont incité la CEAO à compléter son programme de travail par l'addition de nouveaux et importants domaines de priorité tels que la planification et les politiques de développement, le commerce intra et interrégional, les établissements humains, la science et la technique et les différentes dimensions sociales que revêtent les efforts de développement.

27. Par les efforts continus qu'elle a déployés pour encourager la coopération et l'intégration économiques, la Commission a joué le rôle d'un catalyseur en prenant des initiatives permettant d'aboutir à des accords de travail entre elle-même et plusieurs organismes régionaux ainsi qu'avec les organisations et institutions du système des Nations Unies. Des accords de principe réglant les grandes lignes d'un programme de coopération entre la CEAO et la Ligue des Etats arabes, le Fonds arabe de développement et l'Organisation arabe du travail, ont été conclus. Des discussions sont en cours pour définir une coopération avec le Conseil et l'unité économique arabe et le Centre de développement industriel pour les Etats arabes.

28. Les pays membres de la CEAO estiment que l'on doit attribuer un rôle plus important aux commissions régionales sur le plan opérationnel, à la fois concernant la définition des politiques et l'exécution des projets. Du fait que les commissions régionales connaissent mieux les objectifs et les besoins de leur région, elles sont en mesure d'empêcher la généralisation de normes qui ne conviennent pas à certains pays ou à certaines régions. C'est pourquoi ces pays sont d'avis que le Conseil économique et social, ainsi que l'Assemblée générale, adoptent des mesures destinées à renforcer le rôle des commissions régionales dans le domaine des activités opérationnelles.

29. M. KANNAWAT (Thaïlande) dit que, en tant que pays hôte de la CESAP et membre participant activement à ses travaux, la Thaïlande attache une importance particulière à la coopération régionale, qui est un important facteur d'efficacité et d'accélération du développement économique et social. M. Kannawat se réjouit des progrès considérables dont fait état le rapport annuel de la CESAP (E/5656) dans divers domaines. Il reste toutefois beaucoup à faire dans les secteurs prioritaires définis dans la Déclaration de Colombo de 1974¹, notamment l'agriculture. Le

¹ CEAO, résolution 140 (XXX) du 5 avril 1974; pour le texte de la résolution, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-septième session, Supplément No 5*, troisième partie.

taux de croissance négatif de la production agricole pour la région dans son ensemble, signalé au paragraphe 92 du rapport de la CESAP, doit être considéré comme inquiétant étant donné la rapide augmentation de la population de la région, qui a souffert de la hausse des prix des combustibles, des engrais et des pesticides ainsi que de conditions climatiques instables. La délégation thaïlandaise donne son appui au FNUAP, estime que ses programmes doivent être améliorés et renforcés et qu'il devrait mettre à la disposition de la CESAP des ressources financières plus importantes pour la mise en œuvre effective des projets régionaux en matière de population. Elle estime également que la CESAP doit intensifier ses efforts pour aider les pays à développer leur production alimentaire.

30. La délégation thaïlandaise a voté pour les sept résolutions adoptées par la CESAP à sa trente et unième session en vue d'être soumises au Conseil. La résolution 156 (XXXI), qui demande la création d'un Centre asiatique de la machine agricole est particulièrement opportune, car la plupart des pays en voie de développement de la région sont tributaires de l'agriculture pour leur subsistance et pour leurs recettes en devises. Le Gouvernement thaïlandais est également favorable à la proposition formulée dans la résolution 158 (XXXI) de créer un Centre asiatique de formation et de recherche en matière de protection sociale et de développement social, et a versé une contribution de 10 000 dollars à ce projet. La Déclaration de New Delhi qui figure dans la résolution 154 (XXXI) concernant la contribution de la région à l'instauration d'un nouvel ordre économique international exprime la détermination des pays membres de la CESAP de revoir leur conception du développement en fonction des derniers événements, de développer la coopération et la compréhension mutuelle et de contribuer "à l'instauration rapide d'un nouvel ordre économique international ainsi qu'à une nouvelle stratégie de développement en orientant spécialement l'attention sur la masse du peuple et sur l'amélioration de la qualité de sa vie et des conditions de son existence grâce à la croissance dans la justice sociale".

31. La délégation thaïlandaise a voté pour la résolution 1896 (LVII) du Conseil sur la coopération régionale, dans laquelle il prie le Secrétaire général de prendre, en consultation avec l'Administrateur du PNUD, les dispositions nécessaires pour que les fonctions appropriées d'une organisation chargée de l'exécution de projets puissent être déléguées aux commissions régionales pour des projets régionaux, sous-régionaux et interrégionaux; M. Kannawat espère que cette résolution sera mise en application sans plus attendre.

32. La délégation thaïlandaise relève avec plaisir dans le rapport du Secrétaire général sur les efforts des Nations Unies pour la promotion et le développement des exportations (E/5619), que des efforts sont faits pour promouvoir les exportations des pays en voie de développement au moyen d'une assistance technique fournie par divers organismes des Nations Unies, notamment les commissions régionales. Elle est persuadée qu'une coordination plus étroite entre ces organismes permettra d'accroître encore l'efficacité du programme de promotion des exportations.

33. M. BOYESEN (Norvège) dit qu'à la treizième session de la CEE, en avril 1975, les délégations se sont accordées à penser que le moment n'était pas opportun pour s'écarter des pratiques bien établies, d'autant plus que la Conférence sur la coopération et la sécurité en Europe n'était pas terminée. On espère que la troisième phase des travaux de la Conférence, qui doit commencer prochainement, constituera un encouragement et un stimulant précieux pour la CEE. Bien que celle-ci n'ait pas répondu à tous les espoirs qu'elle avait inspirés lors de sa création, elle a toutefois réussi, même pendant la période la plus difficile de la guerre froide, à rester un important lieu de rencontre pour les hauts fonctionnaires et les experts de l'Est et de l'Ouest. Depuis lors, la Commission a atteint et maintenu un niveau élevé d'analyse des problèmes économiques et sociaux.

34. Le représentant de la Norvège estime le moment venu de franchir une étape considérable et de donner une orientation plus concrète aux travaux de la CEE. Les structures et le personnel existent et la nécessité d'une plus grande coopération entre l'Est et l'Ouest, en Europe, n'est que trop évidente.

35. Il est aussi apparu clairement, à la session d'avril de la CEE, que les problèmes économiques régionaux sont de plus en plus inséparables de ceux qui se posent dans d'autres régions du monde. Le besoin se fait sentir, lorsqu'on cherche à régler les questions régionales, de se préoccuper davantage des conséquences pour le reste du monde. Dans l'ensemble, les pays membres de la CEE sont les plus prospères du monde et, en se tournant davantage vers l'extérieur tout en résolvant leurs problèmes régionaux, ils peuvent contribuer d'une manière efficace à la redistribution et au développement des capacités de production mondiale qui seront nécessaires dans un monde économique plus juste.

36. M. MARTOHADINEGORD (Indonésie) dit que sa délégation s'est toujours beaucoup intéressée à l'examen des rapports des commissions régionales. Ce point de l'ordre du jour revêt plus d'importance dans le contexte de la situation économique et politique actuelle et dans la perspective de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Les commissions régionales servent de centre de coordination des efforts de tous les organismes des Nations Unies qui œuvrent à la coopération pour le développement, car ce sont elles qui sont le plus au courant et le plus en contact avec les problèmes qui se posent aux pays de leurs régions respectives.

37. La délégation indonésienne estime que la CESAP a réagi comme il convient à l'appel lancé en faveur de mesures politiques permettant de répondre aux besoins immédiats des pays en voie de développement de la région, mesures énoncées dans la Déclaration de Colombo et réaffirmées par la Commission à la session qu'elle a tenue au début de l'année, et au cours de laquelle elle a réussi à renforcer son rôle et l'organisation de ses conférences, notamment le programme de travail intégré dans le cadre global du système des Nations Unies.

38. Etant donné la nouvelle tendance des activités de la CESAP, le Secrétaire exécutif a appelé l'attention (1966e séance), à juste titre, sur l'urgente nécessité pour les Nations

Unies de fournir un appui financier et technique adéquat à la Commission. Il a parlé notamment de la récente réunion qu'ont tenue les secrétaires exécutifs des commissions régionales, au cours de laquelle il a été convenu qu'il fallait déléguer aux commissions régionales, le plus tôt possible, les fonctions d'organisation chargée de l'exécution, pour les projets régionaux, sous-régionaux et interrégionaux (voir E/5700, par. 8). La délégation indonésienne a noté avec satisfaction que des fonds seraient prochainement alloués aux commissions pour couvrir leurs frais généraux.

39. Le futur programme d'activités de la CESAP dans le domaine de la population est d'une importance vitale. Etant donné l'effectif de la population de cette région, le nombre et l'ampleur des programmes en cours dans le domaine de la population et le montant total des dépenses nationales d'investissement dans ces activités, il est indispensable que la région reçoive un appui financier accru de la part du FNUAP.

40. Est tout aussi important l'appui effectif que les Nations Unies peuvent fournir pour aider les pays en voie de développement de la région de la CESAP à mettre en œuvre rapidement les programmes intégrés et complets que la Commission a déjà adoptés dans les domaines de l'alimentation, de l'agriculture, des matières premières, des produits de base et de l'industrie.

41. Le gouvernement indonésien est convaincu que la coopération sous-régionale est un élément important du développement économique et social aux niveaux national, régional et mondial. Il estime que l'ensemble des organismes des Nations Unies doit épauler les initiatives du genre de celles qui sont prises par l'ASEAN. Cela est d'ailleurs conforme à la Déclaration et au Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international : c'est aux pays en voie de développement eux-mêmes qu'incombe au premier chef la responsabilité du développement, et l'interdépendance croissante ainsi que l'action collective de toutes les nations sont la manifestation d'une réalité inéluctable et prometteuse.

42. M. CHANG Hsien-wu (Chine) dit que depuis la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale le tiers monde a encore amplifié sa lutte contre le colonialisme, l'impérialisme et l'hégémonie économique. Un aspect de cette lutte est le renforcement continu de la coopération régionale entre pays en voie de développement sur la base de l'autonomie économique, afin que ces pays se soutiennent mutuellement et coopèrent dans des efforts communs pour protéger leur souveraineté nationale et leurs économies en développement. Les pays en voie de développement doivent consolider leur indépendance politique et lutter pour leur émancipation économique parce qu'ils souffrent des séquelles de l'oppression et de l'esclavage prolongés du colonialisme et de l'impérialisme ainsi que du pillage et de l'exploitation plus récents de l'impérialisme, du néo-colonialisme et des superpuissances.

43. Heureusement, ces pays ont de grandes possibilités de développement de leurs économies nationales, et ils pourront certainement supprimer progressivement leur pauvreté et leur retard pour parvenir à la prospérité, à condition qu'ils s'efforcent sans relâche de parvenir à l'indépendance

économique. Le renforcement de la coopération mutuelle entre pays en voie de développement ne les empêche pas d'entretenir des relations économiques et commerciales sur un pied d'égalité avec le monde développé. A mesure qu'ils progressent, les pays en voie de développement doivent surmonter les obstacles que créent les superpuissances dans leur lutte pour l'hégémonie mondiale. Bien qu'elles parlent de détente, les deux superpuissances s'orientent toujours vers une nouvelle guerre mondiale. M. Chang Hsien-wu est cependant convaincu que les pays en voie de développement ont assez d'expérience pour deviner leurs machinations et pour leur résister.

44. La délégation chinoise se réjouit que, dans leurs rapports annuels, certaines des commissions régionales se soient référées à la Déclaration et au Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Dans la Déclaration de New Delhi, adoptée à la trente et unième session de la CESAP, il est souligné que les graves problèmes qui se posent aux pays en voie de développement résultent de la domination coloniale et du néo-colonialisme. Les pays en voie de développement de l'Asie et du Pacifique sont aussi invités à renforcer leur coopération et à promouvoir leur indépendance économique. Dans la résolution 256 (XII) qu'elle a adoptée à sa troisième réunion, la Conférence ministérielle de la CEA (douzième session) demande l'élimination de toutes les formes de contraintes qui empêchent les pays africains d'exercer leur souveraineté sur leurs ressources naturelles, et le renforcement de la coopération économique entre ces pays. A sa seizième session, la CEPAL a adopté l'Evaluation de Chaguaramas [résolution 347 (XVI)] et d'autres résolutions où l'on trouve des propositions concernant la création d'un service régional pour surveiller les sociétés transnationales opérant dans la région appuyer et renforcer les associations existantes de producteurs de matières premières et accroître la coopération technique et l'assistance mutuelle entre pays en voie de développement. Ce sont là des manifestations du vif désir qu'ont les pays en voie de développement de persévérer dans leur lutte contre l'impérialisme et l'hégémonie, de consolider leur indépendance politique et de parvenir à l'indépendance économique.

45. La délégation chinoise se réjouit que l'Organisation de libération de la Palestine, qui poursuit sa juste lutte contre le sionisme, ait été unanimement acceptée comme observateur permanent auprès de la CEA, à la deuxième session de cette commission.

46. La septième session extraordinaire de l'Assemblée générale construira sur ce qui a été décidé à la sixième session extraordinaire et continuera à œuvrer pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international. La délégation chinoise espère que les commissions régionales prendront des initiatives en fonction de la situation actuelle dans leurs régions respectives, et feront de grands efforts pour contribuer à l'instauration de ce nouvel ordre. La réunion des secrétaires exécutifs des commissions devrait servir à passer en revue les progrès accomplis dans cette direction, et contribuer à promouvoir le nouvel ordre économique.

47. M. GONZALES DAVISON (Guatemala) déclare que sa délégation regrette que les diverses déclarations faites

devant le Conseil n'aient reflété aucun désir général de résoudre le problème urgent de la réforme monétaire internationale. Elle regrette également que les pays développés n'aient pas manifesté d'intérêt pour les questions du commerce international, en particulier pour la garantie des prix des matières premières qui constituent la base des économies des pays en voie de développement. Son propre pays se heurte à de sérieuses difficultés du fait de la chute des prix mondiaux du café, du coton, de la viande et du sucre.

48. Il est indispensable que de grands changements se produisent au cours des années qui viennent à un rythme plus rapide que dans le passé. L'attitude négative adoptée par les pays riches contraint à réévaluer les phénomènes sociaux et économiques afin qu'un système plus souple puisse être conçu pour assurer des résultats positifs dans le domaine de la coopération internationale.

49. Dans le cadre de l'établissement d'un nouvel ordre économique international, il est essentiel d'introduire des idées nouvelles dans la Stratégie internationale du développement. Depuis la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, la nécessité d'établir un nouvel ordre économique international s'est manifestée nettement de plusieurs manières; pour l'instant, on ne discerne aucun moyen de surmonter les irrégularités du système économique international. La coopération régionale devient une nécessité urgente, parce que les efforts doivent être coordonnés. La délégation guatémaltèque estime que la situation économique internationale doit être évaluée comme un processus continu dans lequel l'assistance des pays aussi bien développés qu'en voie de développement est nécessaire pour surmonter la crise actuelle, qui a eu des effets extrêmement graves sur des pays en voie de développement comme le Guatemala. Les pays développés comme les pays en voie de développement doivent participer activement à l'instauration du nouvel ordre économique international pour éviter les conflits qui ont surgi dans le passé et qui ont empêché des relations plus équitables et plus rationnelles entre les Etats.

50. La délégation guatémaltèque estime qu'avec un nouveau système d'évaluation et une nouvelle méthodologie, les objectifs de la Stratégie internationale du développement devraient être élargis de manière qu'ils expriment les besoins manifestes des pays en voie de développement et que la Stratégie atteigne le but pour lequel elle a été conçue. Un nouveau concept de travail et d'action est nécessaire à l'ONU, et les échecs du passé devraient servir à montrer le chemin à suivre pour parvenir à des réalisations concrètes à l'avenir.

51. Mme AUGUSTE (Trinité-et-Tobago) dit que, pendant l'année examinée, la CEPAL a concentré ses activités sur l'examen et l'évaluation au milieu de la Décennie, à l'échelon régional, de la Stratégie internationale du développement, ce qui a abouti à l'adoption de l'Evaluation de Chaguaramas. L'examen à l'échelon régional a permis aux pays de la région d'envisager la situation économique internationale du point de vue latino-américain. Il a aussi permis aux pays et à la région de se livrer à un exercice d'introspection, ce qui est également important. La délégation de la Trinité-et-Tobago estime que les instruments

adoptés par la CEPAL à sa seizième session représentent un équilibre judicieux entre les propositions d'action à l'échelon international et les mesures de coopération et d'action commune à prendre à l'intérieur de la région même.

52. La Trinité-et-Tobago a participé activement à l'étude et à la formulation des conclusions et des recommandations de la réunion préparatoire d'experts gouvernementaux et de la session ultérieure de la CEPAL. La délégation de la Trinité-et-Tobago attache une importance particulière à la résolution 348 (XVI) de la CEPAL, qui invite le secrétariat de la Commission à donner la priorité absolue à l'un des problèmes les plus urgents et les plus critiques qui se posent aux pays de la région, à savoir la situation actuelle de leur balance des paiements. Le Secrétaire exécutif de la CEPAL a suggéré la création d'un mécanisme de sécurité financière pour les pays latino-américains et la délégation de la Trinité-et-Tobago espère recevoir dans un avenir proche les conclusions et les recommandations du groupe d'experts qui doit se réunir pour étudier cette proposition ainsi que les autres solutions qui pourraient être apportées aux problèmes de balance des paiements de la région latino-américaine.

53. La délégation de la Trinité-et-Tobago a présenté à la seizième session de la CEPAL une proposition tendant à la création d'un centre latino-américain pour la surveillance des sociétés transnationales qui exercent leur activité dans la région, centre qui utiliserait les installations de la CEPAL. Mme Auguste espère que cette initiative portera ses fruits à la présente session du Conseil et que des services communs du Centre d'information et de recherche des Nations Unies sur les sociétés transnationales seront créés au sein des commissions régionales. La délégation de la Trinité-et-Tobago estime qu'il est indispensable que les opérations et les activités des sociétés transnationales dans le monde en voie de développement soient surveillées dans les régions mêmes où ces sociétés fonctionnent.

54. Il convient également d'étudier en priorité le niveau technologique des pays en voie de développement, le transfert des techniques par les pays développés et les conditions du transfert ainsi que la mise au point de techniques autochtones adaptées à chaque pays.

55. La délégation de la Trinité-et-Tobago est favorable à la création, au sein de la CEPAL, d'un comité du développement et de la coopération dans les Caraïbes, qui constituerait un moyen important de renforcer les activités de la Commission, s'agissant des besoins et des problèmes particuliers de la zone des Antilles, ainsi qu'un moyen de préserver l'identité historique et culturelle des pays antillais. Mme Auguste exprime l'espoir que le nouveau comité se réunira prochainement.

56. Comme l'ensemble du système des Nations Unies, la CEPAL a décidé à l'unanimité de réexaminer sa structure. Le Secrétaire exécutif a été chargé d'effectuer une étude des procédures suivies par la CEPAL et de présenter ses conclusions dans le délai d'un an. La délégation de la Trinité-et-Tobago note avec intérêt que dans le rapport du Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies (E/AC.62/9), l'un des problèmes iden-

tifiés, dans la section consacrée aux structures régionales, est celui de la composition de certaines commissions régionales. Les membres de la CEPAL ont étudié ce problème de près pendant la seizième session.

57. M. ZVEZDIN (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer que, bien que l'on ait eu récemment tendance à convoquer des réunions internationales spéciales pour examiner divers problèmes à l'échelle mondiale, l'importance des commissions régionales a continué à croître, en partie parce que ces commissions sont un lien entre les politiques économiques nationales et la politique économique globale. Elles sont un rouage essentiel de l'ensemble des organes économiques des Nations Unies et il convient d'encourager leur contribution au développement économique, commercial, scientifique et technique, car il s'agit d'un facteur essentiel du renforcement de la paix internationale et de la sécurité collective; les progrès effectués dans ce domaine créeront à leur tour des conditions de plus en plus favorables aux activités des commissions.

58. La délégation soviétique félicite les secrétaires exécutifs des résultats positifs obtenus dans le courant de l'année écoulée. Comme l'a fait remarquer le Secrétaire exécutif de la CEE (1966e séance), la période considérée a été caractérisée par une nouvelle diminution de la tension, par un renforcement de la compréhension mutuelle et par un élargissement de la coopération entre les pays membres de la CEE qui profite à tous. La réussite de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, qui doit terminer ses travaux dans un avenir proche, contribuera non seulement au renforcement de la paix mondiale, mais aussi à l'élargissement de la coopération économique, scientifique et technique. Pour contribuer à la réalisation de ces objectifs, le Secrétaire exécutif a été invité, à la trentième session de la Commission, à établir, en consultation avec les gouvernements des pays membres, des propositions en vue d'adapter les activités de la Commission aux exigences de la situation nouvelle et d'accroître son efficacité.

59. Le rapport annuel de la Commission (E/5651) indique qu'elle a accompli un travail utile et considérable dans les quatre domaines prioritaires et qu'elle a aussi accordé une attention particulière à des domaines tels que la politique énergétique, les industries mécaniques et les transports. Mais le plus grand succès de la CEE est sa contribution au développement de la coopération économique entre les pays de la région ayant des systèmes socio-économiques différents. La délégation soviétique pense, comme le Secrétaire exécutif, qu'après l'heureuse issue de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, l'essentiel de l'activité de la Commission est de continuer à contribuer au développement de la coopération entre l'Est et l'Ouest. Il faut exploiter à fond les possibilités qui apparaissent pour de nouvelles formes de coopération économique, scientifique et technique, qui supposent la conclusion d'accords à long terme sur des projets industriels communs, par exemple les grands projets européens dans le domaine des ressources énergétiques, de l'utilisation des matières premières et des transports, préconisés à plusieurs reprises par l'URSS. Le potentiel économique et les ressources naturelles de l'Europe créent des conditions favorables à la coopération sur une base régionale et sous-régionale.

60. L'ampleur des activités de la Commission aurait surchargé le secrétariat si les pays membres ne lui avaient pas fourni une assistance qui indique qu'ils reconnaissent l'importance et la valeur des travaux de la Commission. Le représentant de l'Union soviétique pense que les autres commissions régionales pourraient utilement suivre cet exemple.

61. Passant à la question des points faibles du travail de la Commission, le représentant de l'Union soviétique appelle l'attention sur la résolution 1 (XXX) par laquelle la Commission a adopté plusieurs recommandations tendant à améliorer ses méthodes de travail et à parvenir à une concentration et à une intégration plus poussées de ses programmes.

62. La Commission, lorsqu'elle a débattu à sa trentième session les résolutions adoptées par le Conseil économique et social et par l'Assemblée générale au sujet de ses activités, a appuyé dans l'ensemble les suggestions du Secrétaire exécutif tendant à renforcer les liens de la CEE avec les autres commissions régionales au moyen d'échanges de documents, d'une recherche commune sur des problèmes d'intérêt mutuel et d'une participation plus poussée d'experts des pays en voie de développement aux activités de la CEE². Le représentant de l'Union soviétique note avec satisfaction que le Secrétaire exécutif a indiqué que des progrès ont déjà été accomplis dans ce sens. En outre, on pourrait inviter le Secrétaire exécutif à faciliter l'accès aux nombreuses données scientifiques, techniques et économiques contenues dans les documents de la Commission en envoyant un certain nombre d'exemplaires de certains documents aux secrétariats de toutes les autres commissions régionales.

63. Les rapports des autres commissions régionales et les déclarations de leurs secrétaires exécutifs respectifs montrent que le problème que pose la compréhension des causes véritables des difficultés économiques et sociales de ces régions est abordé de manière réaliste. La délégation soviétique constate avec satisfaction que, lors de la discussion générale concernant le point 3 de l'ordre du jour, il y a eu accord presque unanime au sujet de la crise actuelle de l'économie capitaliste. Des pays réclament une restructuration des relations économiques internationales selon des principes équitables et démocratiques, l'application des décisions progressistes prises par l'Assemblée générale à sa sixième session extraordinaire ainsi que l'application de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats.

64. Les commissions régionales ont accompli des progrès considérables au cours de l'année écoulée dans des domaines importants tels que l'agriculture, l'industrie, le commerce, les ressources naturelles et la science et la technique. Le représentant de l'Union soviétique constate avec satisfaction que le rapport de la CEPAL (E/5608/Rev.1) indique que des efforts sont faits pour qu'il y ait adaptation à la nouvelle situation politique et économique et que les pays sont généralement prêts à tirer un enseignement de l'expérience d'autres pays ayant un système économique et social différent. La coopération qui

² CEE, document E/FCE/875, par. 53.

se manifeste entre les pays de cette région au sujet des mesures visant à limiter les activités des sociétés transnationales témoigne de l'efficacité d'une attitude coordonnée à l'égard des problèmes économiques et sociaux.

65. La délégation soviétique accueille également avec satisfaction les mesures prises dans les régions de la CEA et de la CESAP pour intégrer les femmes et les jeunes au développement. Elle considère comme une mesure positive la création, dans le cadre des commissions, d'un certain nombre d'institutions et de centres de documentation et de formation régionaux.

66. M. Zvezdin a été heureux d'entendre le Secrétaire exécutif de la CESAP (1966e séance) annoncer que la priorité serait donnée à plusieurs aspects importants de l'industrialisation. On a attaché par le passé beaucoup d'importance au développement agricole; mais il n'en a pas été de même en ce qui concerne l'industrialisation, bien qu'il soit généralement admis que l'implantation d'industries nationales est une condition nécessaire au développement stable et équilibré de l'économie. Le rôle de ce facteur est particulièrement évident à un moment où la flambée des prix des produits industriels cause d'énormes difficultés aux pays importateurs d'Asie.

67. Si les problèmes auxquels elles doivent faire face sont variés, les commissions régionales ont un même objectif : contribuer au développement rapide des pays de la région afin d'éliminer la pauvreté et de donner à toutes les classes de la population la possibilité d'une vie meilleure. L'expérience des deux premières décennies des Nations Unies pour le développement a montré que, dans l'ensemble, les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine n'ont pas pu atteindre les objectifs qu'ils s'étaient fixés. L'explication de leur échec réside dans le fait qu'ils n'ont pas prêté suffisamment d'attention à des facteurs tels que le besoin de réformes sociales et économiques progressistes, le développement des principales branches de l'économie en tant que sources d'accumulation de capitaux internes, le renforcement des secteurs étatisés et coopératifs de l'économie, l'extension de la partie planifiée de l'économie, l'adoption d'une législation budgétaire et fiscale visant à accroître les recettes fiscales, et le contrôle strict des capitaux étrangers.

68. Les représentants de l'Union soviétique parlent de ces questions avec conviction, éclairés par la vaste expérience de leur pays. Ils n'entendent nullement imposer leur expérience aux autres, mais ils en sont fiers à juste titre car les pays socialistes sont les seuls à avoir des taux de croissance économique stables et élevés, à être à l'abri de toutes les crises et à avoir supprimé des fléaux sociaux comme le chômage et la pauvreté.

69. La délégation soviétique est convaincue que, pour permettre aux pays en voie de développement de rattraper leur retard économique, il faut commencer par adopter tout un ensemble de mesures socio-économiques à la mise en œuvre desquelles les commissions régionales devraient donner la priorité absolue.

70. Ces derniers temps, les commissions régionales et le CAEM ont quelque peu développé leur coopération, et

plusieurs de ces commissions, notamment la CEE et la CESAP, ont accordé au CAEM le statut d'observateur. Le renforcement de cette coopération servirait sans aucun doute les intérêts des deux parties.

71. Les commissions régionales ont depuis longtemps fait la preuve de leur utilité, et leurs activités méritent certainement d'être renforcées et élargies. Cependant, un point particulier continue de causer une certaine inquiétude. Les participants aux sessions des commissions régionales pourraient retirer des déclarations qui y sont faites l'impression que tout va bien. Et pourtant, on peut se demander dans quelle mesure les activités dans les commissions elles-mêmes ont un effet réel sur les pays membres pour lesquels elles sont entreprises, et dans quelle mesure ces pays, en particulier les pays en voie de développement, profitent véritablement de l'expérience des commissions régionales : il semble que la situation en ce qui concerne l'application pratique des travaux des commissions n'est pas encore entièrement satisfaisante.

72. Néanmoins, l'Union soviétique entend continuer à appuyer toutes les initiatives utiles des commissions régionales, à développer sa coopération avec elles et à leur faire partager son expérience de la construction socio-économique.

73. M. TARCICI (Yémen) dit que les déclarations des secrétaires exécutifs et les rapports des commissions régionales ont pour dénominateurs communs la référence à l'interdépendance économique inéluctable et de plus en plus apparente du monde, et aussi à l'inégalité des revenus dans les différentes régions. La prospérité particulière de tel ou tel pays ou de telle ou telle région a inévitablement des effets à long terme sur d'autres pays et régions, tout comme l'appauvrissement d'un pays ou d'une région a nécessairement des répercussions sur les autres. L'interdépendance économique et la répartition inégale des richesses, avec la menace qu'elles représentent pour la stabilité et le progrès internationaux, ont été bien expliquées à la séance précédente par le Secrétaire exécutif de la CEE et la délégation yéménite espère que la déclaration du Secrétaire exécutif recevra la place qu'elle mérite dans le rapport du Conseil économique et social.

74. La délégation yéménite a bien entendu pris connaissance avec beaucoup d'intérêt de la déclaration du Secrétaire exécutif de la CEA et du rapport de cette commission. Bien qu'elle ait fait son entrée tardivement, la CEA s'efforce d'étudier et de résoudre les problèmes complexes de la région. Deux des six chapitres du rapport de la Commission méritent une attention particulière. Le chapitre III contient les résolutions adoptées par la Commission sur les problèmes les plus urgents de la région. Le chapitre IV montre comment la CEA a déterminé les problèmes prioritaires de la région. La Commission n'a pas perdu de vue le déséquilibre entre les différents pays de la région dans le domaine économique et social : cette considération et le souci du développement futur ont inspiré le choix des domaines prioritaires mentionnés dans le rapport, à savoir l'agriculture, les ressources naturelles, les transports et le tourisme, la planification du développement, l'industrie, le développement social et les établissements humains et la population.

75. La délégation yéménite est heureuse de constater que la Commission et son secrétaire exécutif ont fait une place particulièrement importante à l'eau et à l'agriculture. M. Tarcici espère que la CEAO entreprendra des projets pilotes dans ces deux domaines. Le dessalement de l'eau de mer et le recyclage des eaux usées dans les villes grandes et petites notamment pourraient donner lieu à des projets pilotes, qui pourraient être exécutés en collaboration avec la FAO, l'UNESCO et le PNUE.

76. M. Tarcici considère que deux points devraient être soulignés davantage dans les prochains rapports. Le premier a trait à l'énergie. Le rapport considère le pétrole essentiellement en tant que source d'énergie, le plaçant parmi les ressources énergétiques de la région, ce qui correspond bien entendu à la réalité actuelle. Or, le pétrole est avant tout un produit de base, peut-être le plus précieux de tous, parce qu'il n'est pas renouvelable. C'est le seul qui puisse être transformé en plus de 5 000 produits secondaires allant des médicaments aux matériaux de construction de toutes sortes. Il n'est certainement pas bon de continuer à l'utiliser comme combustible, à un prix inférieur à celui de l'eau minérale. M. Tarcici considère qu'il est du devoir de la CEAO d'étudier d'urgence les moyens de remplacer, du moins partiellement, le pétrole par une autre source d'énergie, afin de le réserver pour la fabrication des milliers de produits de l'industrie pétrochimique. La délégation yéménite est heureuse de constater que la CEAO a l'intention d'examiner de façon rationnelle l'énergie en générale. M. Tarcici espère que la Commission, qui s'occupe de l'une des régions du monde non seulement les plus riches en pétrole mais aussi les plus ensoleillées, soumettra un rapport sur les possibilités de substituer l'énergie solaire à l'énergie produite par le pétrole. La CEAO devrait entreprendre des plans à long terme pour l'utilisation de

l'énergie solaire en collaboration avec des pays comme l'Union soviétique, la France et les Etats-Unis d'Amérique. Ainsi, laissant les pays faiblement ensoleillés construire des centrales utilisant l'énergie nucléaire qui est dangereuse, les pays de la CEAO pourraient utiliser l'énergie solaire, qui est salubre et inépuisable. Si les pays de la région continuent à imiter les pays peu ensoleillés en installant des centrales nucléaires, ils se retrouveront à la fin du siècle tributaires des pays développés, qui seront les seuls fournisseurs des combustibles nécessaires aux centrales nucléaires. Les pays de la CEAO devraient faire tendre tous leurs efforts vers l'exploitation de l'énergie solaire de façon à se passer de pétrole d'ici à l'an 2000, de façon que ce qui restera de ce précieux produit puisse être utilisé par l'industrie pétrochimique.

77. Le second point est qu'il existe une disparité énorme entre les pays de la région en ce qui concerne l'industrie pétrochimique. Certains pays sont sous-peuplés et ont un revenu très élevé par habitant, tandis que d'autres sont surpeuplés, avec un revenu très faible par habitant. Peut-être faudrait-il planifier la répartition de l'industrie pétrochimique dans la région de façon à réserver la grande industrie de raffinage aux pays producteurs et à laisser les industries des dérivés du pétrole aux pays non producteurs et surpeuplés.

78. En conclusion, M. Tarcici remercie le Secrétaire exécutif de la CEAO d'avoir, par les efforts inlassables qu'il a faits en faveur de la région, placé la CEAO sur un pied d'égalité avec les autres commissions régionales qui sont nées avant elle.

La séance est levée à 13 heures.

1968^e séance

Lundi 14 juillet 1975, à 15 h 20

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SR.1968

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

Coopération régionale (*suite*) [E/5608/Rev.1, E/5608/Add.1, E/5619, E/5651, E/5656, E/5657 et Corr.2, E/5658, E/5700, E/5721, E/L.1665]

1. M. LALOVIC (Yougoslavie) dit que la coopération régionale se développe et que par conséquent le rôle des commissions régionales devient de plus en plus important. Cette coopération s'insère dans un courant plus large qui va dans le sens de l'intégration, et peut faire beaucoup pour accélérer le développement. Il est particulièrement encourageant de constater que les commissions régionales prennent une part plus active aux projets régionaux dans des domaines comme les transports, les communications, l'agriculture et les ressources hydrauliques. Ainsi, l'initiative de la CESAP visant à créer un conseil d'administration

intergouvernemental unique pour les instituts régionaux et à prendre les mesures nécessaires pour leur servir d'agent d'exécution est particulièrement heureuse. La CEA a lancé quatre projets concernant la construction d'un réseau routier africain. L'enthousiasme croissant des membres de la CEAO à l'égard des entreprises communes pourrait déboucher à terme sur une très large coopération dans la région. La CEPAL, comme les autres commissions régionales, a fait un très bon travail en ce qui concerne l'examen et l'évaluation, au niveau régional, de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

2. Le processus graduel de détente que l'on peut observer dans la région de l'Europe ne pourra avoir des résultats durables que s'il s'étend à d'autres régions et si les principes de l'égalité souveraine et de non-ingérence dans les affaires

intérieures des autres Etats deviennent la règle de comportement de tous les pays. La phase finale de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe devrait venir confirmer que des efforts seront faits dans ce sens. Le travail de la CEE constitue une importante contribution au processus de la détente. Véritable miroir de la situation des relations politiques en Europe, la CEE est avant tout un lieu de rencontre pour la coopération entre pays à systèmes économiques et sociaux différents. Ces différences ne sont pas un obstacle à une coopération mutuellement avantageuse qui est, en vérité, la seule voie possible.

3. La Yougoslavie relève avec satisfaction que les problèmes spéciaux des pays les moins développés d'Europe ont été pris en considération dans les programmes de travail à court terme et à long terme de la CEE. Le Comité pour le développement du commerce doit notamment entreprendre une étude sur la migration temporaire intra-européenne de la main-d'œuvre et ses répercussions sur le commerce, les investissements et la coopération industrielle.

4. Préoccupée qu'elle était par les problèmes de la région européenne, la CEE a quelque peu négligé les activités générales de l'Organisation des Nations Unies. La Commission, qui comprend parmi ses membres des pays comptant parmi les plus développés du monde et dont la puissance économique a une influence décisive sur l'ensemble des relations économiques internationales, a le devoir de suivre l'évolution de la situation mondiale et d'apporter une contribution appropriée aux activités qui se déroulent à ce niveau. Ainsi, en particulier quand la coopération en Europe a des répercussions sur la situation des pays en voie de développement et sur la coopération avec eux, il faudrait que tous les membres de la CEE se soucient des problèmes de ces pays, conformément à la volonté générale d'établir un nouvel ordre économique international. La CEE peut contribuer à la coopération mondiale de bien des façons. Pour commencer, on pourrait encourager les commissions régionales à se communiquer réciproquement leurs études et mettre en commun leur expérience. Les pays en voie de développement pourraient être représentés à diverses réunions spécialisées et à divers séminaires et voyages d'étude de la CEE, et les pays européens pourraient les faire profiter de leur expérience en matière de coopération industrielle. Le secrétariat de la CEE pourrait entreprendre des études visant à indiquer aux pays développés et aux pays en voie de développement les domaines dans lesquels leurs économies deviennent de plus en plus interdépendantes et où une coopération à long terme pourrait être mutuellement profitable. La décision d'organiser dorénavant les réunions des secrétariats exécutifs au siège des différentes commissions régionales à tour de rôle devrait contribuer à leur faire prendre mieux conscience des problèmes des autres régions. Dans ce monde d'interdépendance, les problèmes ne peuvent être résolus que par des efforts communs et par un engagement suffisant de tous les pays.

5. M. HERRERA (Equateur), remarquant que le rapport annuel de la CEPAL (E/5608/Rev.1) contient plusieurs sections relatives aux problèmes de l'énergie, insiste sur la nécessité d'établir une coopération étroite entre la CEPAL et l'Organisation latino-américaine de l'énergie récemment créée à Quito. Les travaux de la Commission des sociétés transnationales sont intéressants mais elle devrait peut-être

aussi étudier les effets néfastes des activités de certaines autres compagnies étrangères qui exercent sur le marché une domination tout aussi préjudiciable, sinon plus, notamment par leurs pratiques commerciales restrictives.

6. L'Equateur appuie vivement l'action de la CEPAL, qui reconnaît la nécessité — déjà soulignée dans sa résolution 347 (XVI) dite "Evaluation de Chaguaramas" — d'un développement économique et social combiné. Il existe toutefois un sujet d'inquiétude, c'est la situation des pays les moins développés d'Amérique latine. Un nouvel ordre économique international qui ne favoriserait pas le développement harmonieux de tous les pays, y compris les moins avancés d'entre eux, serait préjudiciable à l'intégration et au progrès économique et social. Jusqu'ici, on a très peu tenu compte de la situation des 14 pays les moins développés d'Amérique latine qui, à eux tous, ne totalisent que 9 p. 100 du PIB de la région, ne produisent qu'une gamme limitée de produits et ont un très faible niveau d'exportations. Il faut espérer que dans les futures études de la CEPAL il sera pleinement tenu compte de ces pays.

7. On a peut-être surestimé l'effet de l'augmentation du coût du pétrole sur la balance des paiements des pays d'Amérique latine. La CEPAL devrait aussi étudier les augmentations spéculatives et injustifiées des prix des autres produits de base et des intrants agricoles et industriels importés par les pays d'Amérique latine en provenance de pays industrialisés.

8. Le programme de services consultatifs aux pays d'Amérique latine en liaison avec les négociations commerciales multilatérales a mal fonctionné ces derniers temps, puisque pendant toute l'année dernière les pays n'ont pu en obtenir l'aide dont ils avaient besoin. Maintenant que l'on a réglé certains problèmes administratifs, il faut espérer que le programme pourra se poursuivre, car les pays intéressés par les négociations le jugent extrêmement utile. Les séminaires que l'on prévoit d'organiser sur cette question devraient être suffisamment longs pour permettre aux participants d'en tirer pleinement profit.

9. En matière de politique commerciale, la délégation équatorienne aimerait que la CEPAL fasse une étude préliminaire de la Convention ACP-CEE de Lomé qui, en tant qu'instrument d'intégration commerciale verticale intéressant 55 pays, risque de ne pas être très favorable aux intérêts de l'Amérique latine.

10. En ce qui concerne la Stratégie internationale du développement, la délégation équatorienne appuie les efforts faits par la CEPAL pour revivifier et développer les associations de producteurs, ce qui est un moyen très légitime de promouvoir le nouvel ordre économique international. La délégation équatorienne appuie les résolutions de la Conférence des pays en voie de développement sur les matières premières qui s'est tenue à Dakar et dont les répercussions seront certainement étudiées par la CEPAL. A cet égard, M. Herrera se reporte au paragraphe 82 de l'Evaluation de Chaguaramas, dans lequel les pays d'Amérique latine rejettent violemment toute mesure impliquant une emprise ouverte ou déguisée sur leur politique commerciale. Ces pays sont opposés, en conséquence, à la loi de 1974 des Etats-Unis sur le commerce extérieur (*Trade Act*),

qui tend à réserver le bénéfice du SGP aux pays qui ne sont pas membres d'associations de producteurs et qui acceptent certaines règles concernant l'expropriation ou la nationalisation des intérêts étrangers. Des Etats souverains devraient être libres de décider de ces questions par eux-mêmes.

11. L'instabilité monétaire et les obstacles tarifaires et non tarifaires sont parmi les principales causes de la modification de la structure des courants commerciaux. Le flottement des monnaies et l'augmentation des coûts en Europe ont fait monter les prix des importations payées par les pays d'Amérique latine sans qu'il y ait en contrepartie accroissement du prix de leurs exportations. La CEPAL pourrait peut-être examiner ce problème afin de protéger les intérêts de ces pays jusqu'au moment où l'on pourra revenir à des parités fixes et à une plus grande stabilité.

12. M. BARCELÓ (Mexique) félicite les commissions régionales, et notamment la CEPAL, d'avoir accru l'efficacité de leurs travaux au cours des quelques dernières années et d'avoir mis l'accent sur des programmes pratiques. Il est certain que leurs activités doivent désormais englober les aspects économiques et les aspects sociaux du développement; elles doivent s'appuyer non seulement sur la Stratégie internationale du développement, mais aussi sur d'autres documents importants tels que la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international adoptés à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, et la Charte des droits et devoirs économiques des Etats. Pour s'acquitter de ces nouvelles fonctions, les commissions régionales ont besoin de moyens plus importants, mais il suffirait pour cela de procéder à une nouvelle répartition des crédits disponibles, sans augmenter les contributions des Etats membres. Il serait bon d'étudier également la possibilité que la CEPAL s'appelle désormais "Commission économique et sociale pour l'Amérique latine".

13. Le Mexique soutient les efforts de la CEPAL en vue de réaliser un nouvel ordre économique international débarrassé de toute trace de colonialisme ou de néo-colonialisme. La Commission a notamment créé des comités d'experts de niveau élevé dans divers domaines et elle recueille des renseignements utiles sur les sociétés transnationales. Toutefois, ses activités ne doivent pas se limiter à des questions purement régionales. Une coopération doit s'instaurer entre tous les pays possédant une certaine influence en Amérique latine, afin d'établir un dialogue franc entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement.

14. M. MUNGAI (Kenya) déclare que sa délégation apprécie les travaux réalisés par les diverses commissions régionales et leur participation aux activités qui ont précédé ou suivi des manifestations telles que la Conférence mondiale de l'alimentation, la Conférence mondiale de la population et la deuxième Conférence générale de l'ONUDI.

15. L'élément dominant de la situation économique en Afrique est la sécheresse qui sévit dans la majeure partie de ce continent. Un certain nombre de pays ont été frappés par d'importants bouleversements de leur vie économique,

par la mort de milliers de personnes et par la destruction des récoltes et du bétail. Par une cruelle ironie, alors que la grande majorité des peuples du monde luttent pour transformer l'ordre économique international actuel, une grande partie de la population africaine est plus préoccupée de lutter pour survivre, tout simplement.

16. La délégation du Kenya est reconnaissante des efforts faits par la CEA pour formuler et mettre en application des plans et des programmes visant à transformer les pays africains victimes de la sécheresse. Elle est particulièrement satisfaite que l'accent soit mis sur les programmes à long terme dont l'objectif est de rétablir l'équilibre écologique dans les régions sinistrées et d'enrayer la progression du désert du Sahara vers le Sud. La délégation kényenne rend hommage aux efforts des membres de la communauté internationale qui sont venus en aide aux Etats de la région soudano-sahélienne et, en même temps, elle appuie sans réserve l'appel lancé à la troisième Réunion de la Conférence des ministres de la CEA (douzième session) dans la résolution 264 (XII), par laquelle la Conférence prie instamment la communauté internationale de rechercher une solution radicale au problème de la sécheresse afin de l'éliminer définitivement.

17. La délégation du Kenya apprécie les efforts déployés par la CEA dans divers secteurs : agriculture, éducation, établissements humains, développement industriel, population, science et technique. Elle est particulièrement impressionnée par l'activité de la Commission dans le domaine des communications, notamment par le lancement de quatre projets de construction de routes en Afrique. Compte tenu de l'apport essentiel des communications au développement du commerce à l'intérieur de l'Afrique et au développement en général, les progrès réalisés sont particulièrement encourageants.

18. La délégation kényenne prie instamment la CEA d'accroître ses efforts pour réaliser des projets de nature à faciliter la coopération économique, financière et technique entre les pays africains. Il est particulièrement nécessaire de prendre des mesures pour que toutes les matières premières produites en Afrique soient transformées sur ce continent, ce qui est indispensable à un développement rapide. En moyenne, le prix payé aux producteurs africains pour les matières premières non transformées ne représente que 10 p. 100 environ de ce que le consommateur paie pour le produit final transformé dans un pays industrialisé. Tant que la plupart des matières premières africaines seront transformées hors d'Afrique, les efforts visant à améliorer l'ordre économique international n'auront guère de sens, du moins en ce qui concerne l'Africain moyen.

19. La délégation du Kenya a été encouragée par ce qui a déjà été fait à cet égard, mais elle a le sentiment qu'il reste encore beaucoup à faire. Elle accueille donc favorablement les instructions très détaillées contenues dans la résolution 256 (XII), par laquelle la Conférence des ministres prie le Secrétaire exécutif de prendre des mesures immédiates pour mettre au point des programmes pratiques afin que les objectifs énoncés dans les résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale soient réalisés. La délégation kényenne souhaite vivement savoir quelles mesures la Commission a prises à cet égard, en particulier dans le

domaine de l'industrialisation et de la coopération économique aux niveaux régional et sous-régional.

20. La délégation du Kenya appuie sans réserve le projet de résolution qui figure au paragraphe 513 du rapport annuel de la CEA (E/5657, vol. I), et par laquelle le Conseil est prié d'entériner le plan à moyen terme de la CEA pour la période 1976-1979. Ce plan s'inspire de la Stratégie internationale du développement et de la stratégie de l'Afrique pour le développement durant les années 70; il tient compte également de la nécessité d'adapter le programme de travail de la CEA au Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Le paragraphe 4 du projet de résolution a pour objet de modifier le mandat de la CEA afin de permettre aux représentants des mouvements de libération nationale reconnus par l'OUA de participer aux activités de la Commission. Les pays africains accordent une importance primordiale à la contribution des mouvements de libération, non seulement à l'émancipation politique des peuples qui souffrent encore du colonialisme et de la domination raciale, mais aussi à leur libération de la misère et de la dégradation économique. Le projet de résolution a été approuvé à l'unanimité par la Conférence des ministres de la CEA et M. Mungai espère que le Conseil n'aura aucune difficulté à l'adopter aussi à l'unanimité.

21. Mme TURNBULL (Australie) dit que les commissions régionales contribuent pour beaucoup à promouvoir la coopération et la compréhension au niveau régional, et que la croissance régulière de leurs activités opérationnelles témoigne de la valeur concrète que leurs membres attachent à leurs travaux. Pour être efficace, le développement économique et social doit se faire à l'échelle mondiale, et les secrétaires exécutifs des commissions régionales ont noté qu'il était indispensable, à cette fin, d'améliorer la répartition actuelle de la capacité de production mondiale entre pays développés et pays en voie de développement. Les diverses commissions ont donc eu raison de tenir compte, dans leurs débats, de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale qui va se réunir. Le Gouvernement australien est partisan de rechercher une solution mondiale aux problèmes des produits de base, qui englobent des questions d'accès aux marchés, d'approvisionnement, de prix et de stabilité, et il estime que la proposition de la CNUCED d'adopter une méthode d'approche intégrée pour faire face aux problèmes des produits de base est une initiative intéressante (TD/B/530, par. 36 à 52).

22. Le Gouvernement australien partage l'avis des commissions régionales selon lequel la communauté internationale doit tendre vers une conception plus unifiée du développement, où la croissance économique s'accompagnerait de la justice sociale. Il appuie sans réserve l'appel lancé par la CESAP dans la Déclaration de New Delhi [résolution 154 (XXXI)] aux pays membres de la Commission pour qu'ils intensifient leurs efforts en vue d'augmenter la production vivrière, afin de se suffire à eux-mêmes. Comme elle l'a montré à la suite de la Conférence mondiale de l'alimentation, l'Australie est disposée à fournir toute l'assistance possible aux pays en voie de développement dans sa région ou ailleurs, pour qu'ils atteignent cet objectif.

23. Le Gouvernement australien reconnaît que les bienfaits du développement peuvent être battus en brèche par l'absence de politique démographique, et c'est pourquoi il a relevé sa contribution financière au FNUAP et à la Fédération internationale pour la planification familiale. Il a également contribué à divers projets de recherche démographique et, à la demande d'un Etat de la région d'Asie et du Pacifique, a octroyé 2 millions de dollars pour un projet bilatéral dans le domaine de la population.

24. Se référant au rapport annuel de la CESAP (E/5656), la représentante de l'Australie dit que son gouvernement accueille avec satisfaction la rationalisation du calendrier des conférences de la Commission, et pense que le nouveau système fonctionne bien. L'Australie pense aussi qu'il est bon de concentrer les activités de la Commission sur des secteurs prioritaires, et d'accorder une plus grande attention à la région du Pacifique sud dans le programme de travail. Le Gouvernement australien estime que la création du Comité consultatif des représentants permanents a été d'un grand secours pour la Commission.

25. Le Gouvernement australien estime que les commissions régionales ont joué un rôle utile pour promouvoir la coopération entre les pays situés dans leur région, et tient à exprimer ses sincères remerciements à la CEAO et à la CEA d'avoir octroyé à l'Australie le statut d'observateur à leurs sessions de 1975, qui se sont tenues à Beyrouth et à Nairobi.

26. M. KANAZAWA (Japon) dit qu'à mesure que l'ONU devient plus universelle, une plus grande attention est consacrée aux politiques générales, si bien que l'on a tendance à oublier les problèmes concrets d'une région particulière ou d'un groupe particulier de pays. Le Secrétaire exécutif de la CESAP a souligné très justement que l'expansion économique a été modeste dans les pays de la région dont l'économie a un taux de croissance généralement lent, et s'est ralentie dans les pays dont l'économie, axée sur les exportations, a un taux d'expansion généralement rapide. Les problèmes de la pauvreté, du chômage et du sous-emploi sont restés aigus dans plusieurs pays de la région. La délégation japonaise pense que ces problèmes peuvent être résolus si l'on tient compte des caractéristiques de la région et des changements qui s'y produisent.

27. Les commissions régionales doivent se pencher davantage sur les questions d'ordre pratique. Même pour les questions comme la population, l'énergie, l'alimentation, l'habitat et l'eau, qui doivent être abordées à l'échelle mondiale, elles doivent s'intéresser aux aspects qui concernent leur région, et leurs activités ne doivent pas faire double emploi avec les conférences mondiales; en fait, elles contribueraient ainsi davantage aux activités entreprises à l'échelle mondiale. La CESAP a déjà fait des progrès encourageants dans cette direction.

28. Pour les raisons qui précèdent, la délégation japonaise recommande que l'on confie aux commissions régionales un plus grand rôle dans l'application des politiques et dans l'exécution des projets, et qu'il y ait davantage d'éléments régionaux dans la planification et la prise de décisions des organes centraux. En résumé, elle pense que la décen-

tralisation régionale des activités des organismes des Nations Unies est importante.

29. M. DURÁN (Observateur du Chili), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit qu'à sa seizième session la CEPAL a adopté quelques résolutions importantes et a contribué de manière non négligeable à l'évaluation de la Stratégie internationale du développement. Bien que la situation économique et commerciale de la région se soit améliorée, ces progrès restent limités et il y a toujours une disparité entre les taux de croissance des pays d'Amérique latine, la répartition des revenus n'est pas satisfaisante et la dépendance des pays de la région à l'égard des marchés internationaux reste excessive. L'Amérique latine continue à avoir besoin de la coopération internationale dans tous les domaines. Toutes les décisions importantes adoptées par la communauté internationale, notamment la Déclaration et le Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels, la Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, et la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, doivent être pleinement appliquées à l'Amérique latine. Il importe également d'opérer rapidement une réforme du système monétaire international, dans laquelle les DTS seront utilisés pour accorder une assistance additionnelle au développement et où la priorité ira aux problèmes posés par un endettement excessif.

30. La délégation chilienne a noté avec plaisir que le secrétariat de la CEPAL a été réorganisé de manière à mieux lui permettre de s'acquitter de ses nouvelles tâches; elle a également noté avec satisfaction les nouvelles dispositions prises pour les réunions des secrétaires exécutifs.

31. M. QUÉGUINER (Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime) dit que l'OMCI s'intéresse beaucoup aux travaux des commissions régionales. Avec l'aide du PNUD, elle a commencé à nommer des conseillers régionaux dans les diverses régions. Cela permettra de renforcer les liens qui existent déjà entre l'OMCI et les commissions régionales et aidera l'OMCI à s'attaquer d'une manière plus coordonnée aux problèmes de transports maritimes qui se posent dans les régions. Une mission commune CEA/OIT/OMCI/CNUCED vient de se rendre dans plusieurs pays d'Afrique afin de cerner leurs problèmes et d'y trouver des solutions intégrées. Il a été proposé qu'après l'entrée en fonctions des conseillers régionaux de l'OMCI pour l'Amérique latine, l'Asie occidentale, et l'Asie et le Pacifique, des dispositions complémentaires soient prises pour assurer leur coopération avec les commissions régionales intéressées.

La séance est levée à 16 h 30.

1969^e séance

Mardi 15 juillet 1975, à 10 h 45

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SR.1969

Hommage à la mémoire de M. Cordier, ancien secrétaire général adjoint de l'Organisation des Nations Unies

1. Le PRÉSIDENT exprime à la délégation des Etats-Unis d'Amérique les vives condoléances du Conseil économique et social à l'occasion du décès, survenu il y a deux jours à New York, de M. Cordier et la prie de transmettre ces condoléances à son gouvernement ainsi qu'à la famille de M. Cordier.

2. M. FERGUSON (Etats-Unis d'Amérique) remercie le Président et les membres du Conseil économique et social de l'hommage qu'ils viennent de rendre à la mémoire de M. Cordier, dont la mort endeuille le monde entier.

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

Coopération régionale (*suite*) [E/5608/Rev.1, E/5608/Add.1, E/5619, E/5651, E/5656, E/5657 et Corr.2, E/5658, E/5700, E/5721, E/5722, E/5723, E/L.1665]

3. M. ŽIŽKA (Tchécoslovaquie) déclare que, d'après l'expérience acquise par la Tchécoslovaquie à la CEE, la

délégation tchécoslovaque voit dans les commissions régionales de l'Organisation des Nations Unies un instrument important pour favoriser et développer la coopération entre les pays.

4. Elle a écouté avec intérêt les déclarations des secrétaires exécutifs des commissions régionales (1966e et 1967e séances) et examiné tous les documents présentés au titre du point 4 de l'ordre du jour. Elle a noté que les commissions régionales ont obtenu de nombreux résultats positifs qui ont permis de développer la coopération multilatérale et de favoriser le développement économique et social des pays, en particulier des pays en voie de développement.

5. En ce qui concerne plus précisément les activités de la CEE, la délégation tchécoslovaque est d'accord, en général, avec les observations du Secrétaire exécutif de la Commission en ce qui concerne les quatre activités prioritaires (commerce, coopération scientifique et technique, projection et planification à long terme et environnement), ainsi qu'en ce qui concerne les autres activités principales.

6. A sa trentième session, il y a deux mois, la Commission a examiné les travaux de l'année passée et a approuvé son

prochain programme de travail. Le Président de la Commission a rappelé, à cette occasion, que l'on fêtait le trentième anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale et de l'effondrement du fascisme et il a souligné qu'aucune coopération internationale n'était possible si l'on ne renforçait pas la paix et la sécurité. Grâce aux efforts de l'URSS et des autres pays socialistes, la tension internationale diminue et la coopération internationale entre les pays dotés de systèmes différents se développe. On peut se féliciter particulièrement de la réussite sans précédent que constitue la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et les pays socialistes espèrent, quant à eux, que les résultats de cette conférence créeront des conditions favorables à la coopération internationale, notamment dans le cadre de la Commission économique pour l'Europe, comme l'a indiqué le Secrétaire exécutif de la Commission.

7. Le renforcement de la paix et le développement de la coopération entre les Etats membres de la Commission auront aussi des répercussions importantes dans les autres régions : en effet, les autres commissions régionales peuvent utilement tirer parti de l'expérience acquise, et la délégation tchécoslovaque est favorable, quant à elle, à la proposition du Secrétaire exécutif de la Commission, qui vise à resserrer les liens avec les autres commissions régionales en vue de réaliser le nouvel ordre économique international, grâce à des échanges de documents, de données d'expérience et de services d'experts, à des recherches communes, etc.

8. Certaines délégations ont évoqué la crise économique qui touche la région de la CEE et le monde entier, et qui se manifeste par des inégalités en matière de balance des paiements, par l'extension du chômage et par des pressions inflationnistes, notamment. Cela est vrai pour les économies capitalistes, mais pas pour les pays socialistes qui appliquent avec succès, dans le cadre du CAEM, un programme complet d'intégration économique.

9. La délégation tchécoslovaque pense que la CEE doit rester, dans l'avenir, un instrument de coopération mutuelle entre les pays dotés de systèmes économiques et sociaux différents. Les activités de la Commission seront appelées à s'intensifier, notamment dans les quatre domaines prioritaires évoqués, mais aussi dans des domaines nouveaux, en fonction des résultats de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

10. La délégation tchécoslovaque est convaincue que l'on parviendra, dans le cadre de la Commission, à développer la coopération, à surmonter les obstacles et à résoudre certains problèmes, notamment en ce qui concerne les échanges commerciaux Est-Ouest. Il est certain que la CEE et les autres commissions régionales contribueront de façon importante, dans le système des Nations Unies, à favoriser la coopération entre tous les pays et leur développement.

11. M. HAMID ABDEL GHANI (Egypte) fait savoir que sa délégation est prête à appuyer les recommandations soumises au Conseil par les cinq commissions régionales, sur la base de leurs rapports annuels, en ce qui concerne les activités des commissions qui intéressent non seulement le développement de chaque pays, mais en particulier la coopération régionale et internationale.

12. La délégation égyptienne est également favorable aux mesures visant à renforcer le rôle des commissions régionales par une décentralisation opérationnelle et administrative. A sa cinquante-septième session, le Conseil économique et social a recommandé au Secrétaire général, en consultation avec l'Administrateur du PNUD, de prendre les mesures voulues pour confier aux commissions le rôle d'organisations chargées de l'exécution pour des projets de caractère régional [résolution 1895 (LVII)]. Mais, de l'avis de la délégation égyptienne, il faudrait que cette décentralisation s'effectue selon certains critères et certains principes, en veillant à la réalisation effective du PNUD dans son ensemble. Quant à la décentralisation administrative, surtout dans le domaine du personnel, le Conseil pourrait demander à la Commission de la fonction publique internationale d'étudier les possibilités, notamment en ce qui concerne le recrutement local du personnel de niveau élevé.

13. Cette autonomie opérationnelle et administrative doit permettre de renforcer, dans une certaine mesure, les commissions régionales. Il n'en reste pas moins que les activités de ces commissions doivent se rattacher aux activités globales du système des Nations Unies en vue de l'établissement du nouvel ordre économique international. Les secrétaires exécutifs sont d'ailleurs bien conscients de l'importance de cet élément et ils ont souligné, dans le rapport sur leurs réunions de 1975 (E/5700), qu'il fallait davantage avoir recours au système des Nations Unies pour réaliser le nouvel ordre économique, en particulier par le truchement des commissions régionales, qui peuvent servir de lien entre les politiques économiques nationales et globales.

14. Le Conseil économique et social doit fournir, dans ce domaine, des directives générales aux commissions régionales en matière de collecte des informations, d'analyse, d'évaluation et d'élaboration des politiques régionales, soit à la session actuelle, soit à la prochaine.

15. Par ailleurs, il faudrait développer les activités des commissions régionales en matière d'information, afin de familiariser les individus et les milieux influents avec les principes du nouvel ordre économique international et de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats. On peut se demander, en effet, si les hommes politiques, les responsables de l'information, voire les enseignants, sont suffisamment au fait de ces problèmes pour pouvoir les porter à la connaissance de l'opinion. Il reste beaucoup à faire dans ce domaine et les commissions régionales pourraient jouer un rôle utile, à condition de disposer des moyens et des ressources voulus. La délégation égyptienne propose donc aux secrétaires exécutifs d'inscrire ce problème à l'ordre du jour de l'une de leurs réunions à venir et de tenir le Conseil économique et social informé.

16. En ce qui concerne la CEA, à laquelle appartient l'Egypte, la délégation égyptienne rappelle qu'elle est favorable aux résolutions adoptées par la Commission à la troisième réunion de la Conférence des ministres (douzième session de la Commission), notamment aux résolutions 254 (XII) et 255 (XII) qui visent à amender le règlement intérieur et le mandat de la Commission afin de pouvoir inviter les mouvements de libération nationale reconnus par l'OUA à participer aux débats. Ces deux résolutions

s'inscrivent d'ailleurs dans le cadre du mouvement de libération africaine auquel on assiste depuis une vingtaine d'années.

17. Neuf pays africains seulement participaient à la première réunion de la Commission et six d'entre eux n'étaient indépendants que depuis très peu de temps. Aujourd'hui, le Mozambique, l'Angola et les îles du Cap-Vert ont accédé à l'indépendance et la Commission groupe 42 Etats africains souverains, tandis qu'un petit nombre de pays luttent encore pour leur libération. C'est dans un sentiment de responsabilité internationale envers ces peuples que la délégation égyptienne est favorable à l'invitation des mouvements de libération nationale par la Commission, en attendant qu'ils accèdent à l'indépendance et puissent participer de plein droit aux travaux de la Commission.

18. Nul doute que le Conseil économique et social accueillera favorablement la résolution 12 (II) adoptée à l'unanimité par la CEA en vue d'accorder à l'Organisation de libération de la Palestine le statut d'observateur permanent auprès de la Commission. On peut également se féliciter de la résolution 253 (XII) concernant l'inclusion de l'arabe parmi les langues de travail de la Commission, dont huit membres ont l'arabe pour langue officielle.

19. La CEA devrait orienter ses activités vers l'instauration du nouvel ordre économique international. La résolution 256 (XII) de la CEA prévoit les mesures à prendre en vue d'élaborer des programmes orientés vers l'action dans des domaines tels que ceux des ressources naturelles, de l'industrialisation et du transfert des techniques. Ces programmes visent des objectifs conformes aux principes énoncés et aux mesures d'exécution envisagées dans la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

20. D'autres commissions régionales ont adopté des résolutions analogues demandant des mesures de mise en œuvre de programmes qui contribueront à l'instauration du nouvel ordre économique international. L'Egypte appuie toutes ces résolutions.

21. A propos de la sécheresse qui a frappé certains pays de façon tragique, le représentant de l'Egypte souligne qu'à une époque de progrès technique et de prévisions économiques et de planification allant jusqu'à l'an 2000 et au-delà, le destin de l'homme ne peut être abandonné entièrement aux caprices de la nature. Les problèmes de la désertification, par exemple, devraient être traités avec les moyens de la technique moderne. La délégation égyptienne prend note avec satisfaction de la résolution 280 (XII) de la CEA relative au centre de télédétection pour l'Afrique. Le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique s'est déclaré satisfait de cette résolution et prêt à aider à la mise en place du centre de télédétection. Il est en effet conscient que les techniques de télédétection des ressources terrestres permettront vraisemblablement à l'avenir de révolutionner l'économie des pays si on les applique à l'agriculture, à la foresterie, à la pêche, aux ressources en eau et à la découverte des ressources terrestres. Le représentant de l'Egypte exprime donc l'espoir que, lors de l'examen par le Conseil du prochain

rapport de la CEA, ce centre fonctionnera pour le plus grand bien du continent africain.

22. La délégation égyptienne accueille aussi avec satisfaction la résolution 281 (XII) sur la radio-télévision par satellite qui pourrait être utilisée dans le domaine de l'éducation et du développement. Elle pense que le Secrétaire exécutif, qui était prié de prendre les mesures nécessaires pour la mise en place de ce système, tirera profit des mesures déjà adoptées par l'Inde pour la création d'un tel système.

23. On parle tout naturellement aujourd'hui de l'espace extra-atmosphérique; une grande expérience va être tentée dans l'espace entre cosmonautes des Etats-Unis d'Amérique et cosmonautes de l'Union soviétique. L'Egypte félicite ces deux pays de cette grande entreprise et espère que leur coopération dans ce domaine sera profitable à l'humanité tout entière.

24. Pour terminer, le représentant de l'Egypte parle de la plus jeune des commissions régionales, la CEA. Son secrétaire exécutif a fait un compte rendu éloquent de ses activités et exposé la situation économique et sociale de la région. L'Egypte n'a pas assisté à la deuxième session de cette commission, mais elle a lu son rapport (E/5658) avec la plus grande attention et elle approuve son programme de travail qui englobe une gamme d'activités intéressant les Etats membres de la Commission et l'ensemble de la région. Le Gouvernement égyptien est prêt à aider à l'exécution de ce programme en fournissant une assistance technique. Si l'Egypte suit avec autant d'intérêt les travaux de cette commission, c'est qu'elle se trouve plus ou moins située dans la région du Sinaï. Par ailleurs, la plupart des pays membres de cette commission ont accueilli un grand nombre d'Egyptiens ayant une formation très complète. Beaucoup de ces Egyptiens devraient participer à la mise en œuvre du programme de travail de la Commission et aider, plus généralement, au développement des pays arabes.

25. M. EHSASSI (Iran) dit combien la délégation iranienne a apprécié les exposés très instructifs des secrétaires exécutifs des commissions régionales, qui devraient contribuer à une meilleure compréhension des problèmes des pays développés et des pays en voie de développement de chaque région. Il note avec satisfaction que, pour la première fois, le Conseil économique et social a donné au Secrétaire général de la CRD la possibilité de prendre la parole devant lui sur les activités de cette organisation et les efforts de développement entrepris conjointement par l'Iran, le Pakistan et la Turquie.

26. En ce qui concerne plus particulièrement le rapport annuel de la CESAP (E/5656), le représentant de l'Iran partage l'avis selon lequel la trente et unième session de la CESAP devrait être considérée comme une occasion excellente d'apporter une contribution régionale concrète à l'instauration du nouvel ordre économique international; ses décisions et résolutions représentent l'apport de la région à la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale et cet apport est substantiel. La trente et unième session de la CESAP a abouti à l'adoption d'importantes résolutions et décisions dans le domaine de la planification du développement, du transfert des techniques, des trans-

ports maritimes et des ports, de la mécanisation agricole et du rôle des femmes dans le développement. La délégation iranienne attache une importance particulière à la résolution 157 (XXXI) relative au plan d'action régional pour le renforcement du rôle des femmes dans le développement. Elle pense que la participation active des femmes aux efforts de développement est devenue une nécessité impérieuse; sur le plan national, l'Iran a pris d'importantes mesures en vue d'accélérer l'intégration des femmes au développement économique et social. La délégation iranienne appuie les efforts du Secrétaire exécutif qui visent à assurer la mise en œuvre du plan d'action et la prochaine création d'un centre d'information et de recherche pour la promotion du rôle des femmes dans le développement. Le Gouvernement iranien contribuera aux premières dépenses, à concurrence de 500 000 dollars.

27. Le Gouvernement iranien appuie aussi le programme de travail et l'ordre de priorité pour 1975-1977 dans le domaine de l'alimentation, de l'énergie, des matières premières, du transfert des techniques, etc. La délégation iranienne partage l'espoir exprimé par la Commission que la CESAP sera prochainement désignée comme institution chargée de l'exécution des projets régionaux.

28. L'organisation de la Conférence préparatoire régionale sur les établissements humains, en juin 1975 à Téhéran, qui a fourni l'occasion d'échanger utilement des vues sur les problèmes particuliers que rencontrent les pays en voie de développement dans le domaine de l'environnement et la création récente de l'Union asiatique de compensation ont contribué à promouvoir la coopération régionale dans le domaine du milieu humain et des problèmes commerciaux et monétaires.

29. Enfin, la délégation iranienne se félicite de la décision prise par les secrétaires exécutifs de se réunir par roulement au siège des différentes commissions régionales afin de se consulter et d'échanger des vues (E/5700, par. 9), et elle espère que cela favorisera un renforcement de la coopération interrégionale.

30. M. MAHMOUD (Pakistan) félicite les secrétaires exécutifs des cinq commissions régionales de la qualité de leurs rapports annuels et, plus particulièrement, le Secrétaire exécutif de la CESAP sous la conduite duquel la Commission a utilement travaillé.

31. Il ressort des rapports à l'examen que la situation économique internationale doit être considérée plus qu'auparavant comme un tout. L'interdépendance de l'économie mondiale exige une coopération. Les commissions régionales ont un rôle important à jouer à cet égard car, en favorisant la coopération et la compréhension régionales, elles peuvent servir de pont entre les politiques économiques nationales et mondiales. Les rapports montrent aussi de quelle façon le bien-être et le développement d'une région dépendent et même bénéficient du développement et du bien-être d'autres régions et comment le développement et la planification au niveau régional peuvent contribuer au développement des pays de la région.

32. Comme le représentant de l'Iran, le représentant du Pakistan note avec satisfaction que la CRD participe pour la

première fois à une session du Conseil économique et social. Cette organisation a été créée afin de promouvoir la collaboration entre les pays de la sous-région dans le domaine du développement économique et, bien qu'on n'ait pas enregistré de résultats spectaculaires à ce sujet, on observe un début de coopération dans le domaine du commerce, de l'industrie et des techniques. Le Pakistan est fermement convaincu qu'une organisation sous-régionale comme celle-ci peut jouer un rôle important dans le développement économique des pays, pour autant qu'on identifie les problèmes économiques et politiques fondamentaux. La coopération régionale a de nombreuses facettes. Partant du niveau sous-régional, elle s'élève jusqu'aux niveaux régional, interrégional et international. Cette organisation est une sorte de pont entre la CESAP, la CEAQ et la CEE.

33. A sa trente et unième session, la CESAP a étudié en détail la question de l'examen et de l'évaluation, à mi-chemin de la Décennie, des progrès réalisés dans l'application, au niveau de la région, de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Elle a noté avec inquiétude que la détérioration de la situation internationale continuait d'influer profondément et défavorablement sur les pays en voie de développement de la région. Les pénuries alimentaires, la hausse des prix des produits et des facteurs de production indispensables, l'inflation généralisée accompagnée de récession dans de nombreux pays développés à économie de marché, l'instabilité du système monétaire international, la situation dans le domaine de l'énergie, la chute des prix des matières premières, le danger d'un regain de protectionnisme commercial, tous ces facteurs se sont opposés au développement. Les progrès accomplis par les pays en voie de développement membres de la CESAP dans la réalisation des objectifs de la Stratégie continuent d'être inégaux et, dans l'ensemble, peu satisfaisants.

34. La délégation pakistanaise approuve le programme de travail intégré et orienté vers l'action et l'ordre de priorité établi pour 1975-1977 qui font l'objet du chapitre IV du rapport de la CESAP. Les cinq domaines prioritaires — alimentation, énergie, matières premières, ressources financières extérieures et transfert des techniques — méritent à juste titre une attention particulière.

35. La délégation pakistanaise a pris connaissance avec beaucoup d'intérêt du rapport du Secrétaire général sur les efforts des Nations Unies pour la promotion et le développement des exportations (E/5619). Il est encourageant de constater que des progrès notables ont été accomplis dans la coordination des efforts de promotion et de développement des exportations entre les diverses institutions des Nations Unies. Pour un pays en voie de développement comme le Pakistan, la promotion des exportations revêt une grande importance car elle est étroitement liée au développement économique. Le domaine de la promotion et du développement des exportations exige donc des efforts concertés de la part du système des Nations Unies dans l'octroi d'une aide aux pays en voie de développement.

36. M. VINUESA SALTO (Espagne) déclare que le Gouvernement espagnol attache une grande importance aux travaux de la CEE, d'autant plus qu'avec la troisième phase

de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe la Commission pourrait être chargée de nouvelles tâches capitales.

37. Au sujet du rapport annuel de la Commission (E/5651), la délégation espagnole tient à signaler les difficultés que présente pour certains pays de moindre développement la complexité croissante des travaux accomplis par la Commission et ses nombreux organes subsidiaires. Le volume de leur documentation est tel qu'un ministère n'y suffit pas. Pour accélérer ses relations avec les administrations nationales, la Commission procède souvent par contact direct avec les organes compétents, ce qui pose de nombreux problèmes de coordination entre départements ministériels. La délégation espagnole estime que le système des contacts directs devrait être réduit au minimum pour que s'améliore la coordination à l'échelon national, condition indispensable pour éviter les doubles emplois, et concentrer les travaux dans les domaines prioritaires.

38. La délégation espagnole insiste aussi sur la nécessité de coordonner les activités le plus possible, tant au sein de la CEE qu'avec les autres organisations internationales. En outre, c'est avec satisfaction qu'elle verrait la CEE se préoccuper de problèmes économiques intrarégionaux qui ne dépendent pas des relations Est-Ouest. L'aggravation de la situation économique dans la région de la CEE a conduit bien des pays à adopter des politiques restrictives à la suite de la crise du pétrole, tant pour juguler l'inflation que pour limiter les déficits de balance des paiements. En ce qui concerne l'Espagne, l'application de ces politiques s'est traduite par une diminution des exportations et du nombre des entrées de touristes et par la cessation des sorties d'émigrants. Le Gouvernement espagnol voudrait que la CEE se préoccupe plus directement de ces problèmes.

39. Enfin, la délégation espagnole trouve intéressante l'initiative prise par la CEPAL au cours de sa seizième session, et qui consiste à établir une relation fonctionnelle entre les commissions régionales et le nouveau Centre d'information et de recherche sur les sociétés transnationales de l'ONU. Elle aimerait que cette question soit abordée prochainement.

40. M. KACIMAIWAI (Fidji) dit que la délégation de Fidji apprécie la qualité des travaux accomplis par les commissions régionales au cours d'une année difficile et rend un particulier hommage au Secrétaire exécutif de la CESAP.

41. Etant donné le nombre d'habitants de la région de la CESAP par rapport aux ressources dont elle dispose, les plus grands efforts sont nécessaires si l'on veut que tous aient accès au fruit du développement économique et social. C'est pourquoi plus que dans aucune autre région, il importe de rationaliser constamment la relation entre développement économique et social et activités concernant la population. La délégation de Fidji prend donc plaisir à voir que dans son rapport annuel (E/5656) la CESAP indique qu'elle accorde une constante attention aux questions de population. Le triple objectif défini au paragraphe 174 du rapport cadre avec le plus urgent des impératifs de développement de la région, qui est d'adapter sa stratégie démographique au rythme général de ses progrès écono-

miques et sociaux. C'est pourquoi la délégation de Fidji pense qu'on devrait affecter à la région de la CESAP une part plus importante des ressources financières du FNUAP.

42. La délégation de Fidji estime que la résolution 157 (XXXI) de la CESAP (Plan d'action régional pour le renforcement du rôle de la femme dans le développement) est conforme à la nécessité de rationaliser encore les activités en matière de population et elle en approuve l'adoption.

43. L'étendue de la région de la CESAP et la dispersion des pays insulaires y confèrent une importance extrême aux moyens de transport. Aussi la délégation de Fidji approuve-t-elle l'importance accordée à ce problème au paragraphe 327 du rapport de la CESAP, et appuie-t-elle la résolution 160 (XXXI) intitulée "Dispositions concernant le transport maritime et les ports", tout particulièrement les subdivisions *a* et *b* du deuxième alinéa du préambule. La création d'un organe unique pour le transport maritime et les ports, telle qu'elle est envisagée au paragraphe 1 du dispositif, renforcera la coordination régionale dans ce domaine essentiel.

44. La délégation de Fidji approuve également la résolution 154 (XXXI) intitulée "Déclaration de New Delhi : contribution de la région à l'instauration d'un nouvel ordre économique international". Elle appuie également la résolution 156 (XXXI) intitulée "Etablissement du Centre asiatique de la machine agricole", car elle considère que, dans une région où une grande partie de la population vit de l'agriculture, tout effort visant à améliorer la productivité et la production agricoles est essentiel au développement de la région, et que la création du centre en question constitue un pas dans la bonne direction.

45. La délégation de Fidji appuie aussi la résolution 159 (XXXI) de la CESAP sur le Centre régional de transfert des techniques. La création d'un tel centre correspond en effet aux besoins de la région où, comme pour tous les pays en voie de développement, le transfert des techniques revêt une grande importance tout en exigeant une certaine sélectivité. Elle appuie de même les autres résolutions ainsi que le programme intégré de travail.

46. La délégation de Fidji note avec satisfaction que le nouveau nom de la Commission comporte la mention du Pacifique. C'est en effet l'indice qu'on reconnaît l'importance que prend le Pacifique sud dans le développement de l'ensemble de la région de la CESAP. Elle se plaît aussi à relever, au paragraphe 57 du rapport, que la coopération s'accroît entre la CESAP et le Bureau de coopération économique du Pacifique sud.

47. Les catastrophes naturelles qui frappent constamment la région prélèvent un lourd tribut sur ses ressources et affectent ses efforts de développement. Aux îles Fidji, Tonga et Samoa, les dévastations causées par les cyclones tropicaux étouffent les motivations qu'exige le développement. La délégation de Fidji voudrait que dans les diverses parties de la région comme sur le plan interrégional les secours en cas de catastrophes fassent l'objet d'une plus grande coordination.

48. La délégation de Fidji se joint aux autres délégations de la région qui ont demandé que le PNUD alloue des fonds aux commissions régionales pour couvrir leurs frais généraux d'organisations chargées de l'exécution de projets du PNUD. Elle apprécie la qualité des travaux accomplis par les commissions régionales au cours de l'année écoulée et espère qu'à l'avenir elles feront preuve du même dévouement.

49. M. LONGERSTAEY (Belgique) déclare que la délégation belge attache beaucoup d'intérêt aux travaux de la CEE, dont la trentième session, en avril 1975, a été essentiellement une session de réflexion. En effet, la transformation des courants et des structures économiques a amené les pays membres à examiner plus attentivement les tâches de la Commission et à s'interroger sur l'avenir de la coopération régionale. En outre, l'ombre d'une éventuelle reprise de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe a continué de se projeter sur les débats. Il ne sera possible de donner une réponse aux questions soulevées par le Secrétaire exécutif dans son rapport sur les activités futures de la Commission qu'à partir de l'année prochaine, lorsque les gouvernements auront étudié les incidences de la Conférence sur les travaux de la Commission.

50. Le débat général sur les activités futures de la CEE a permis de mieux évaluer la place de la région européenne dans l'économie mondiale. Le Secrétaire exécutif a souligné, à juste titre, l'interdépendance fondamentale des problèmes contemporains et rappelé que le caractère régional de la Commission ne l'isole pas des problèmes mondiaux. C'est pourquoi la délégation belge a appuyé la proposition du Secrétaire exécutif visant à améliorer les échanges d'informations et de données d'expérience entre les commissions régionales.

51. La Belgique souscrit aux propositions qui ont pour but d'améliorer et de rationaliser les méthodes de travail actuelles en concentrant les activités des divers organes sur les problèmes essentiels, en coordonnant les aspects communs et en intégrant le tout dans un ensemble cohérent pour aboutir à une plus grande efficacité. Elle estime, en effet, qu'en matière d'intégration et de coordination des programmes de travail des organes subsidiaires l'application de ces propositions marquera un progrès incontestable.

52. En ce qui concerne le document sur les économies d'énergie¹, la délégation belge appuie la décision qui charge le Secrétaire exécutif de convoquer une réunion d'experts. La tâche de ces derniers se limitera à étudier le document en vue de faire des recommandations sur les travaux que la Commission pourrait entreprendre pour économiser l'énergie ou améliorer l'efficacité de son emploi dans la région.

53. La Belgique attache beaucoup d'importance au développement des échanges Est-Ouest, et c'est pourquoi elle accorde tant d'intérêt aux séminaires consacrés à cette

question. Le séminaire le plus récent, qui a eu lieu à Genève du 13 au 18 mai 1975, a porté essentiellement sur la promotion du commerce Est-Ouest par la commercialisation des licences. On y a également abordé les questions du savoir-faire, des brevets, des marques de fabrique et du crédit-bail.

54. La Belgique a porté beaucoup d'intérêt à l'enquête que le Secrétaire exécutif a faite en 1973 sur les activités des organismes nationaux de promotion des exportations dans les pays de la CEE les moins développés, ainsi qu'aux consultations entreprises avec ces pays pour cerner les problèmes méritant d'être approfondis. Elle approuve les initiatives prises par la Commission pour favoriser indirectement la promotion des échanges.

55. Si donc, en 1975/76, la CEE poursuit ses activités dans les mêmes domaines que par le passé, elle s'emploiera à les rendre plus efficaces par une meilleure coordination et une plus grande intégration. En outre, elle a l'intention, dès la prochaine session, de concevoir une nouvelle collaboration interrégionale, en tenant compte des résultats de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

56. L'importance que la Belgique attache aux travaux de la CEE ne l'empêche nullement de saluer les entreprises compétentes et courageuses des autres commissions régionales dont les efforts, malgré les difficultés, font progresser leurs membres sur la voie du développement économique. C'est dans cet esprit qu'elle peut accepter, à quelques nuances près, le rapport sur les réunions des secrétaires exécutifs des commissions régionales. Elle apprécie, par ailleurs, les efforts accomplis par les Nations Unies pour promouvoir le développement des exportations dans le cadre des commissions régionales et de certaines organisations mondiales comme le Centre CNUCED/GATT du commerce international, l'ONUDI ou la FAO (voir E/5619). Elle s'associe à ces efforts par des projets et des activités de formation.

57. M. CORDOVA MOYANO (Argentine) rend hommage aux secrétaires exécutifs des commissions régionales pour leurs rapports qui offrent un panorama complet des travaux des commissions régionales et une première évaluation de leurs résultats.

58. Pour pouvoir contribuer à la solution des problèmes du monde actuel, il faut d'abord appliquer son attention aux problèmes de sa propre région. Aussi l'exposé du Secrétaire exécutif de la CEPAL présente-t-il un intérêt particulier pour l'Argentine. C'est, en effet, dans le cadre de l'Amérique latine que s'exercent en premier lieu les activités de coopération de ce pays. L'intensification des efforts d'intégration et l'accroissement de la coopération entre pays en développement revêt une importance fondamentale pour les diverses régions, et, à cet égard, la CEPAL offre un excellent cadre pour examiner les problèmes particuliers, mener à bien les études nécessaires, exécuter les projets qui apporteront aux problèmes un commencement de solution.

59. La délégation argentine pense qu'au-delà de la rénovation des structures du système des Nations Unies il existe des éléments permanents comme la collaboration entre commissions régionales et le rôle qu'elles doivent jouer en

¹ "Etude sur les mesures prises, ou qui pourraient être prises, en vue d'assurer plus d'économie et d'efficacité dans l'extraction, la transformation, le transport et l'utilisation de l'énergie dans la région de la CEE" (E/ECE/883 et Add.1).

coopération avec les autres organismes des Nations Unies. Un monde interdépendant exige une conception intégrée des problèmes et l'Argentine estime qu'il faut développer la collaboration pour qu'elle réponde aux nécessités nouvelles.

60. La délégation argentine est convaincue de l'importance que revêtent les évaluations de la Stratégie internationale pour le développement auxquelles on a procédé à l'échelon régional. L'Evaluation de Chaguaramas adoptée par la CEPAL [résolution 347 (XVI)] constitue pour l'Amérique latine une forme de participation à l'étude et à la solution des problèmes concernant les pays du monde entier.

61. M. TANK (Etats-Unis d'Amérique) estime que les rapports des commissions régionales et leurs activités au cours de l'année considérée illustrent le rôle de la coopération régionale dans la promotion des objectifs de développement économique dans toutes les régions du monde. Le Gouvernement des Etats-Unis attache une importance particulière à la résolution 1896 (LVII) du Conseil économique et social concernant la décentralisation des activités opérationnelles en faveur des commissions régionales et espère qu'il sera donné suite à la recommandation des secrétaires exécutifs d'effectuer rapidement et systématiquement le transfert des fonctions d'organisations chargées de l'exécution de projets (E/5700, par. 39) pour qu'elles participent davantage à la planification et à la coordination de l'assistance du PNUD dans le cas des projets régionaux et interrégionaux.

62. Bien que les Etats-Unis d'Amérique soient membres de trois seulement des commissions régionales, le Gouvernement des Etats-Unis a suivi de près les activités de chacune d'elles. Ainsi, les Etats-Unis d'Amérique sont représentés à la CEA par un observateur, mais ils n'appuient pas moins ses activités en matière de développement de l'élevage, de commerce des produits agricoles et de formation de la main-d'œuvre et ils ont versé 1 million de dollars pour financer les équipes de conseillers en développement pour l'Afrique orientale.

63. La délégation des Etats-Unis relève que les secrétaires exécutifs indiquent dans leurs rapports que la situation économique défavorable qui dure depuis deux ans a profondément touché chacune de leurs régions. L'inflation, une balance commerciale déficitaire, le coût de l'énergie et les bouleversements monétaires ont entraîné partout une augmentation du chômage, une stagnation économique et un malaise social. Les rapports des secrétaires exécutifs mettent en lumière plus que jamais l'interdépendance des pays de toutes les régions; ainsi, le déclin économique de la région européenne a eu de graves conséquences pour les pays en voie de développement. La baisse de la demande de matières premières conjuguée avec la hausse du prix du pétrole a eu pour résultat des déficits commerciaux sans précédent dans les pays en voie de développement. La récession s'étend rapidement à l'économie mondiale mais la prospérité se diffuse lentement. C'est à juste titre que le Secrétaire exécutif de la CEE a conseillé aux gouvernements de résoudre leurs problèmes en adoptant des mesures propres à encourager la croissance.

64. La reprise de la croissance et de l'expansion dans les pays industrialisés constitue en effet un facteur clef dans l'amélioration de la situation économique des pays en voie de développement. La coopération entre les pays de la région européenne devrait offrir de nouvelles possibilités pour le commerce et autres activités économiques qui auront des répercussions sur les pays en voie de développement. Sans négliger l'importance de l'interdépendance économique, on a prêté de plus en plus d'attention à la nécessité pour les pays en voie de développement d'arriver à l'autosuffisance, et le Secrétaire exécutif de la CESAP a appelé l'attention sur cet aspect de la Stratégie internationale du développement et sur les objectifs sociaux de la croissance économique. C'est ainsi qu'il a fait observer que les problèmes à plus long terme de sa région exigeaient des changements fondamentaux dans les stratégies de développement. Par ailleurs, la délégation des Etats-Unis espère que les activités en matière de population menées dans cette région seront stimulées par la Conférence mondiale de la population et elle appuie le programme de travail de la CESAP pour les deux prochaines années.

65. Enfin, la délégation des Etats-Unis espère que les possibilités de coopération interrégionale seront étudiées encore plus à fond et elle se félicite de l'intensification de la coopération interorganisations dans les différentes régions. Dans l'ensemble, elle est satisfaite des programmes de travail des commissions régionales et des activités envisagées pour l'avenir; elle se prononce donc pour l'adoption des rapports des commissions.

66. M. DUGERSUREN (Mongolie) fait observer que la Mongolie attache une grande importance aux commissions régionales qui représentent le Conseil économique et social sur le terrain et peuvent jouer un rôle utile dans la promotion d'une plus vaste coopération, d'une compréhension mutuelle, de la confiance et de relations pacifiques entre les Etats. Le processus de détente internationale ouvre de nouveaux horizons aux commissions régionales dans la mesure où elles peuvent encourager le développement socio-économique et la coopération sous-régionale et régionale. La Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, la fin de la guerre en Indochine et le processus de décolonisation en Afrique stimulent la coopération régionale dans de nombreux domaines. Un climat de paix et une coopération politique et économique et autre vont de pair et se complètent et, si les commissions régionales ne se contentent pas de jouer le rôle de spectateurs passifs, elles contribueront à l'application des dispositions de la Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international et de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats.

67. Rappelant que la Mongolie est membre de la CESAP, M. Dugersuren relève l'intérêt de la trente et unième session de la Commission qui a examiné la situation économique des pays de la région à la lumière des buts et des objectifs de la Stratégie internationale du développement et de la Déclaration déjà mentionnée, et qui a formulé le programme de travail et les priorités pour 1975-1977. La délégation mongole estime que l'une des caractéristiques louables de la Commission est qu'elle met de plus en plus l'accent sur une optique intégrée des questions de développement et elle se félicite des consultations organisées par le

Secrétaire exécutif avec les gouvernements des pays membres de la Commission car elles permettent de formuler des programmes mieux à même de répondre aux réalités, aux besoins et aux demandes des pays de la région.

68. La délégation mongole voit également d'un œil favorable la réorganisation de l'appareil de conférences au sein de la CESAP et tient à souligner que l'augmentation de l'efficacité de la Commission et de ses organes subsidiaires constitue la question clef à cet égard. Il s'agit en effet, pour la Commission, de se concentrer sur les problèmes vraiment cruciaux qui présentent un intérêt à long terme et d'éviter les doubles emplois, les chevauchements et la dispersion des ressources.

69. Quant aux activités futures, la Commission devrait prêter de plus en plus d'attention aux mesures propres à remédier aux difficultés rencontrées par l'économie des pays d'Indochine dévastés par la guerre. Bien que l'effort des populations intéressées doive jouer un rôle décisif, une sorte de mobilisation régionale devrait sans aucun doute exercer une influence sensible sur l'économie de ces pays.

70. Pour plusieurs raisons dues au passé politique, économique, social et géographique différent des pays de la région, tous les pays n'ont pas eu la possibilité de participer activement aux travaux de la Commission et de tirer parti des divers types de projets régionaux. C'est pourquoi la délégation mongole estime que la CESAP devrait s'efforcer d'assouplir son programme de travail de façon que tous les pays de la région puissent, sur un pied d'égalité, bénéficier de l'effort de coopération déployé à l'échelon régional.

71. Enfin, la délégation de fonctions d'exécution à la Commission devrait lui permettre d'améliorer son efficacité et sa capacité de promouvoir le progrès socio-économique et la coopération régionale.

72. Selon M. FERNAND-LAURENT (France), l'idée de l'interdépendance des problèmes économiques mondiaux et l'effort de coopération qu'elle exige, dans une conjoncture changeante et instable, domine les débats de la présente session du Conseil économique et social. C'est pourquoi l'exercice d'examen et d'évaluation à mi-parcours de la Stratégie internationale du développement, conjugué avec les préparatifs de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, doit permettre de situer les problèmes dans une perspective réaliste dynamique et de faciliter l'établissement progressif d'un nouvel ordre économique international. C'est en gardant présent à l'esprit cet aspect essentiel de la mission des commissions régionales que la délégation française tient à formuler quelques observations sur leurs activités.

73. En ce qui concerne la CESAP, dont les pays membres représentent la moitié de la population mondiale, M. Fernand-Laurent déclare qu'elle a manifesté le souci de préparer l'avenir en intégrant avec pragmatisme les leçons du passé et les réalisations du présent. Dès 1951, la Commission, à sa septième session, tenue à Lahore, avait su régler l'épineux problème de la participation aux travaux de

la Commission de certains membres extérieurs à la région², participation qui prend plus que jamais sa valeur dans le contexte actuel de l'économie mondiale. Parmi les grands projets de la Commission, celui du Comité pour la coordination des études sur le bassin inférieur du Mékong mérite, aux yeux du Gouvernement français, une mention particulière. Alors que plusieurs de ses membres entrent dans la phase de reconstruction de leur économie, ses travaux devraient prendre toute leur valeur comme élément de la politique de développement axée sur la recherche d'une plus grande autonomie.

74. Pour faire face à sa tâche, la Commission doit pouvoir utiliser, outre ses moyens propres, le concours qu'elle reçoit des Nations Unies et des institutions spécialisées et, à cet égard, la délégation française se félicite de la réorganisation de l'appareil de conférences de la Commission et de la décision de créer un conseil d'administration intergouvernemental unique pour les quatre instituts régionaux. La délégation française approuve l'adoption d'un programme de travail intégré et orienté vers l'action pour la période 1975-1977, particulièrement dans les domaines prioritaires que sont l'alimentation, l'énergie, les matières premières, les ressources financières externes et le transfert des techniques. Elle souhaite que soit renforcée l'application de la résolution 1896 (LVII) par laquelle le Conseil économique et social a prié le Secrétaire général de prendre, en consultation avec l'Administrateur du PNUD, les dispositions nécessaires pour déléguer aux commissions régionales les fonctions d'exécution des projets régionaux, sous-régionaux et interrégionaux financés par le PNUD. De même, les institutions spécialisées et le FNUAP devraient faire un effort particulier pour mettre un maximum de moyens à la disposition de la Commission.

75. Se tournant vers les activités de la CEPAL, le représentant de la France est heureux de constater que les qualités d'homme d'action du Secrétaire exécutif ont eu sur la marche des travaux de la Commission un effet stimulant. Au cours des années 60, le Gouvernement français a suivi avec attention les efforts de M. Raúl Prebisch en vue de l'élaboration d'une doctrine latino-américaine du développement et de la formation des instruments humains de cette politique de promotion solidaire, tels que l'Institut latino-américain de planification économique et sociale et le Centre latino-américain de démographie. Il faut maintenant porter au crédit de son successeur, M. Iglesias, le développement des relations interrégionales, notamment entre les Antilles et le continent. C'est dans un esprit de confiance en l'avenir que la délégation française accueille dans l'ensemble avec satisfaction les résultats de la trente et unième session de la Commission et s'associe à l'adoption de l'Evaluation de Chaguaramas.

76. Pour ce qui est de la CEA, M. Fernand-Laurent pense que l'exposé du Secrétaire exécutif a bien montré les obstacles que rencontre dans son développement ce continent aux prises avec certains aspects structurels de la pauvreté et qui subit, de plus, les effets de catastrophes

² Voir à ce sujet le rapport annuel de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient : *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Supplément No 3*.

naturelles telles que la sécheresse prolongée et la désertification. Consciente de la gravité de cette situation, la France s'est efforcée d'apporter son concours aux Etats africains éprouvés et leur consacre la plus grande partie de son aide bilatérale. Cette aide est axée principalement sur le développement de l'agriculture, et a été particulièrement substantielle en ce qui concerne la lutte contre les conséquences de la sécheresse dans le Sahel et le développement de l'infrastructure routière, d'une importance vitale pour le désenclavement des Etats sans littoral et la promotion du commerce interrégional.

77. Passant à la CEAO, le représentant de la France a fait observer que le contraste est grand entre la description de la pauvreté africaine et le tableau d'une région affectée par un afflux soudain de ressources financières. Ainsi, d'un côté, des revenus nationaux parmi les plus bas du monde, certains atteignant à peine 100 dollars par an et par habitant; de l'autre, le plus élevé jamais atteint, le record étant de plus de 8 500 dollars par personne. Mais ce brusque surcroît de moyens monétaires pose presque autant de problèmes qu'il en résout, accentue le déséquilibre interne et externe et contribue, par un excès de liquidités, aux tensions qui affectent le système monétaire mondial. Cependant, comme dans le cas des pays pauvres, l'économie des pays de la région demeure vulnérable par manque de diversification des productions et à cause de l'incertitude financière. Cet état de fait illustre l'interdépendance qui caractérise plus que jamais l'économie mondiale. L'exposé du Secrétaire exécutif a montré que cette jeune commission peut contribuer à réorienter rationnellement les flux financiers vers les secteurs sous-développés de la région et vers les pays les plus déshérités du reste du monde.

78. Quant à la CEE, son secrétaire exécutif a montré combien les Etats membres de la région étaient, malgré la diversité de leurs approches, conscients de leur responsabilité collective vis-à-vis des autres régions du monde et spécialement des pays en voie de développement. Il a exprimé la confiance des pays de la région que la coopération industrielle, commerciale et technique entre les pays membres de la région servira au bien commun de l'ensemble du monde. Depuis son origine, la Commission a

pour vocation particulière de stimuler les échanges entre pays à systèmes économiques et sociaux différents et la délégation française est convaincue qu'elle restera fidèle à cette vocation. De plus, elle sera sans doute encouragée à approfondir et à multiplier ces échanges par la volonté politique des gouvernements qui s'exprimera dans les déclarations finales de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

79. Le représentant de la France est convaincu que les activités de la CEE convergeront avec les efforts des autres commissions régionales pour donner des suites pratiques aux grandes orientations qui ont fait l'objet d'un consensus lors des récentes conférences mondiales sur l'alimentation et sur l'industrialisation et aux orientations qui seront arrêtées lors de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale.

80. En conclusion, il est évident que les Etats doivent se montrer de plus en plus solidaires pour faire face aux graves dangers qui menacent l'économie mondiale, et les commissions régionales forment un réseau à travers lequel cette solidarité peut et doit trouver une expression privilégiée. Pour cela, les commissions ne doivent pas interpréter trop étroitement leur mandat et doivent éviter de se replier sur elles-mêmes. Il est donc souhaitable que les commissions renforcent leurs liens et multiplient leurs échanges d'informations et leurs travaux menés en commun. A cet égard, la décision des secrétaires exécutifs de tenir alternativement au siège de chaque commission régionale l'une de leurs deux réunions annuelles semble un pas dans la bonne direction. Par ailleurs, le Siège de l'ONU, la CNUCED, le PNUD et les institutions spécialisées doivent faire preuve d'une volonté de décentralisation et, en contrepartie, les commissions doivent tenir compte des décisions prises à l'échelon mondial par les Nations Unies et éviter d'aller au-delà des mesures prises par l'organe central compétent. Comme l'action des commissions régionales doit être subordonnée à une certaine vision d'ensemble, c'est, de l'avis de la délégation française, au Conseil économique et social qu'il appartient d'assurer ce rôle de direction doctrinale.

La séance est levée à 12 h 45.

1970^e séance

Mardi 15 juillet 1975, à 15 h 10

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SR.1970

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

Coopération régionale (*suite*) [E/5608/Rev.1, E/5608/Add.1, E/5619, E/5651, E/5656, E/5657 et Corr.2, E/5658, E/5700, E/5721, E/5722 et Corr.1, E/5723, E/L.1665]

1. Pour M. DIETZE (République démocratique allemande), il ressort des rapports des commissions régionales

et des déclarations faites par leurs secrétaires exécutifs que grâce aux progrès de la détente, les conditions dans lesquelles œuvrent ces commissions se sont améliorées. Toutefois, il reste beaucoup à faire et les commissions régionales devraient davantage s'employer à promouvoir la limitation des armements et le désarmement, car la politique des monopoles d'armement aggrave la crise, elle absorbe d'énormes ressources et freine le développement de relations économiques harmonieuses. Ainsi, M. Dietze est

convaincu que le prochain aboutissement de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe constituera un pas décisif vers la paix, et qu'il s'ensuivra un essor des activités de la CEE.

2. La République démocratique allemande attache beaucoup d'importance aux activités de coopération menées dans le cadre de la CEE, dont la trentième session a été très fructueuse. Un rang de priorité élevé a été attribué à certains travaux — dans les domaines du commerce, de la coopération scientifique et technique, des projections et de la planification à long terme et de la protection de l'environnement — qui sont effectivement de nature à favoriser la coexistence pacifique entre pays à systèmes sociaux différents. C'est le cas, notamment, des projets relatifs à la rationalisation de l'utilisation de l'énergie et des matières premières, ou à l'unification des réseaux électriques d'Europe orientale et occidentale. Dans cet ordre d'idées, il faut aussi mentionner l'étude du Secrétaire exécutif sur les mesures à prendre pour économiser l'énergie¹ qui contient nombre de suggestions propres à favoriser la coopération scientifique et technique au sein de la CEE. Enfin, l'élaboration de perspectives économiques à long terme pour la région de la CEE est une tâche très importante.

3. La délégation de la République démocratique allemande estime que l'efficacité de la CEE serait nettement améliorée si l'activité de ses organes subsidiaires était mieux coordonnée, par exemple en matière de coopération scientifique ou de protection de l'environnement : la mise en œuvre des résolutions 1 (XXX) et 2 (XXX) de la CEE y contribuerait.

4. Les secrétaires exécutifs ont souligné les effets néfastes de la crise qui sévit dans les pays capitalistes sur la coopération régionale : la République démocratique allemande partage cette préoccupation et estime qu'il est grand temps de lever les nombreux obstacles au commerce Est-Ouest, grâce notamment à l'application du principe de la nation la plus favorisée. A propos de la crise économique, il faut remarquer que la production industrielle des pays membres du CAEM représente actuellement plus de 33 p. 100 de la production industrielle mondiale, et que ces pays n'ont à souffrir ni de la récession de cette production, ni de l'inflation, ni de la spéculation, ni du chômage.

5. La coopération entre les commissions régionales et le développement de leurs relations avec d'autres organismes des Nations Unies sont indispensables à l'instauration d'un système économique plus juste; c'est pourquoi la République démocratique allemande appuie les propositions présentées par le Secrétaire exécutif de la CEE dans son rapport sur les activités futures de la Commission², en vue de développer ce type de coopération. L'expérience acquise par la CEE devrait profiter aux autres commissions, des études conjointes pourraient être entreprises sur des sujets d'intérêt commun, et davantage d'experts de pays en voie

de développement pourraient participer aux projets de la CEE.

6. La coopération régionale entre pays en voie de développement ne peut qu'accélérer leur progrès économique et social, et il faut rappeler que les décisions prises par l'Assemblée générale à sa sixième session extraordinaire tendent à favoriser cette coopération régionale. Pour sa part, la République démocratique allemande a participé en tant qu'observateur aux sessions de plusieurs commissions régionales, et elle souhaite collaborer de plus en plus étroitement avec celles-ci dans un esprit de coopération et sur un pied d'égalité.

7. M. ASHTAL (Yémen démocratique) estime que l'on a tendance à négliger la coopération régionale au profit des relations entre pays en voie de développement et pays développés, qui perpétuent les relations déséquilibrées qui existaient naguère entre colonies et métropoles. Les commissions régionales sont les organismes les mieux qualifiés pour s'occuper des problèmes régionaux; ce sont les pays membres eux-mêmes qui en orientent la politique, qui choisissent les projets selon les possibilités et les besoins réels de la région. Ces commissions devraient être un point de convergence essentiel pour l'action de l'ONU et même pour l'aide des gouvernements.

8. Comme l'a souligné le Secrétaire exécutif de la CEAO (1967e séance), la région de l'Asie occidentale est à certains égards très disparate, et les pays qui en font partie sont à des niveaux de développement très différents; c'est une raison supplémentaire pour que ces pays accordent à la coopération régionale une place hautement prioritaire, et pour qu'ils favorisent les projets devant bénéficier aux populations elles-mêmes.

9. Les pays de la CEAO dont le revenu par habitant est élevé ont tendance à aider leurs voisins dans le domaine des services essentiellement (éducation, santé); cette aide est naturellement la bienvenue, mais les projets de nature à favoriser l'accumulation de capital dans les pays bénéficiaires devraient occuper une place plus importante. On peut d'ailleurs distinguer deux catégories d'aide : celle qui vise à faire face aux besoins les plus élémentaires, l'assistance humanitaire en cas de catastrophe par exemple, et celle qui a pour objectif le développement, le progrès économique et social; aucun de ces deux types d'assistance ne doit être négligé au niveau de la coopération régionale.

10. Pour conclure, M. Ashtal souligne que la stabilité économique et politique ne doit pas être évaluée uniquement en fonction de l'état de l'économie des pays développés, mais bien plus en fonction de la croissance économique de tous les pays, petits ou grands. Dans cette optique, la coopération régionale est la pierre angulaire de la coopération internationale, et devrait même être le fondement du nouvel ordre économique international.

11. M. KAUFMANN (Pays-Bas) félicite les secrétaires exécutifs et les secrétariats des commissions régionales de leur excellent travail.

12. Il rappelle les décisions prises par le Conseil à sa cinquante-septième session concernant la décentralisation et

¹ "Etude du Secrétaire exécutif sur les mesures prises, ou qui pourraient être prises, en vue d'assurer plus d'économie et d'efficacité dans l'extraction, la transformation, le transport et l'utilisation de l'énergie dans la région de la CEE" (E/ECE/883 et Add.1).

² CEE, document E/ECE/875.

la délégation de fonctions aux commissions régionales [résolution 1896 (LVII)] et il souscrit au désir exprimé par les secrétaires exécutifs, au paragraphe 39 du rapport sur leurs réunions (E/5700), concernant le transfert rapide des fonctions d'organisation chargée de l'exécution des projets du PNUD et la délégation totale des pouvoirs. Il estime que les secrétaires exécutifs devraient participer aux travaux du Comité consultatif pour la coopération économique et le développement dont la création a été recommandée par le Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies (voir E/AC.62/9, par. 77). La nouvelle orientation des activités donnera plus de travail aux commissions régionales et se répercutera sur la structure de la coopération régionale. C'est pourquoi le Gouvernement néerlandais a l'intention d'accroître en 1976 sa contribution extra-budgétaire aux activités de certaines commissions. La délégation néerlandaise attend avec intérêt le rapport du Corps commun d'inspection sur les structures régionales ainsi que les observations du CAC, qui seront présentés pour examen l'année suivante.

13. M. Kaufmann constate, d'après le rapport du Secrétaire général intitulé "Efforts des Nations Unies pour la promotion et le développement des exportations" (E/5619), l'importance croissante d'une bonne coopération entre les commissions régionales et le Centre CNUCED/GATT du commerce international. La délégation néerlandaise tient à souligner l'utilité de la contribution du PNUD aux activités de formation à la promotion des exportations. Pour leur part, les Pays-Bas ont fourni une contribution appréciable aux projets de promotion des exportations exécutés par la CESAP, la CEA et la CEPAL.

14. Examinant tour à tour les activités des différentes commissions régionales, le représentant des Pays-Bas se félicite d'abord de ce que son pays a obtenu le statut consultatif auprès de la CEAO.

15. A propos des activités de la CEE, il apprécie toute l'action menée en faveur des relations entre l'Est et l'Ouest qui, pour des raisons évidentes, sont au centre des préoccupations de la CEE, mais il estime qu'il ne faut pas pour autant négliger la contribution que la Commission pourrait apporter à la solution des problèmes mondiaux.

16. Passant à la CESAP, le représentant des Pays-Bas indique que son pays approuve le nouveau programme de travail et l'ordre de priorité élaborés après la trentième session de la Commission (E/5656, chap. IV) et entérinés à sa trente et unième session. Les recommandations de la mission chargée de procéder à un examen des structures des instituts régionaux de formation ont fait l'objet d'un débat à la dernière session de la CESAP; celles de ces recommandations qui ont été adoptées sont de nature à resserrer la coopération entre plusieurs institutions dans le domaine économique et social [voir CESAP, résolution 158 (XXXI)]. La délégation néerlandaise accepte les deux recommandations de la Commission [résolutions 156 (XXXI) et 159 (XXXI)] qui visent la création de deux nouvelles institutions, l'une pour les machines agricoles, l'autre pour le transfert des techniques, étant entendu qu'il faudra instaurer une coordination entre ces institutions de la CESAP et d'autres organisations intérieures et extérieures à la région.

17. Dans la région des Amériques, le Gouvernement néerlandais entretient d'excellentes relations avec la CEPAL et il espère que le Surinam, territoire autonome du Royaume des Pays-Bas qui doit accéder à l'indépendance dans l'année, établira avec la CEPAL des relations aussi fructueuses.

18. En Afrique, la situation est dominée par la grave sécheresse qui frappe une grande partie du continent. La CEA peut jouer un rôle important dans l'établissement et l'exécution de projets visant à remédier à cet état de choses, surtout à l'échelon sous-régional.

19. Dans l'ensemble, il convient de saluer la compétence et le dynamisme avec lesquels les secrétaires exécutifs des commissions régionales ont rempli leur mandat. Le Gouvernement néerlandais se félicite d'entretenir de bonnes relations avec les diverses commissions régionales, qui à son avis peuvent contribuer pour beaucoup à l'instauration d'un ordre économique et social plus juste dans le monde.

20. M. SADI (Jordanie) dit que les rapports et les exposés des secrétaires exécutifs des commissions régionales confirment pleinement les liens d'interdépendance qui existent entre les économies des différentes régions du monde, et il se félicite de l'étroite coopération qui s'est instaurée entre les commissions régionales d'une part, la CNUCED, l'ONUDI et le PNUE d'autre part.

21. La délégation jordanienne est particulièrement intéressée par le rapport de la CEAO. La situation de la région est caractérisée par deux facteurs importants : les répercussions de la guerre de 1973 et les nouvelles ressources acquises par les pays exportateurs de pétrole. Ces pays ont fourni un gros apport d'aide publique bilatérale et multilatérale, qui, en pourcentage, est supérieur à celui des pays industrialisés, mais leur aide aurait été plus grande encore si la tension au Moyen-Orient ne les obligeait pas à consacrer des crédits importants à leur défense nationale.

22. La Jordanie apprécie particulièrement le rôle de la CEAO sur le plan de la coordination et de la coopération, car elle est en faveur d'une collaboration, voire d'une intégration économique, dans la région.

23. Dans ses plans de développement économique, le Gouvernement jordanien a fait un gros effort de modernisation agricole et industrielle, sans négliger les aspects sociaux d'un développement bien conçu. Il s'efforce en particulier de mettre en valeur la vallée du Jourdain et de freiner l'exode rural. Ses plans et sa stratégie économiques sont conformes aux directives de la CEAO et la Jordanie est heureuse de coopérer avec la Commission et avec ses divers pays membres.

24. M. KASSOV (Bulgarie) évoque la contribution de la CEE à l'amélioration des rapports entre l'Est et l'Ouest. Considérant que les résultats de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe vont renforcer la coexistence pacifique sur ce continent, la délégation bulgare est d'avis qu'à sa trente et unième session la Commission devrait étudier son programme de travail et celui de ses organes subsidiaires à la lumière des résultats de la Conférence.

25. Pour ce qui est de l'avenir des travaux de la CEE, il importe avant tout d'éliminer les derniers anachronismes dans les échanges Est-Ouest, d'appliquer le principe de la nation la plus favorisée, et d'insister sur la coopération industrielle selon une division internationale du travail rationnelle. La CEE devrait orienter ses travaux vers l'étude de projets régionaux et sous-régionaux, notamment dans les domaines de l'agriculture, de l'environnement et des transports. La délégation bulgare approuve l'intention du Secrétaire exécutif de resserrer la coopération entre la CEE et les autres commissions régionales. La Bulgarie apprécie à leur juste valeur les travaux de la CEE et elle continuera à y participer aussi activement que par le passé.

26. M. DINU (Roumanie) constate avec satisfaction que les pays membres et les secrétariats des commissions régionales s'emploient à développer une coopération fructueuse sur le plan régional. Les commissions cherchent aussi à concourir à l'instauration d'un nouvel ordre économique international; ainsi, la CESAP a adopté la Déclaration de New Delhi sur la contribution régionale à l'instauration de ce nouvel ordre économique [résolution 154 (XXXI)]. Les autres commissions devraient suivre cet exemple.

27. S'arrêtant plus particulièrement sur l'activité de la CEE, le représentant de la Roumanie dit que les pays membres de cette commission n'ont pas épuisé toutes les possibilités de coopération qu'elle leur offre. A son avis, il conviendrait de renforcer le rôle et l'efficacité de la CEE suivant quatre orientations principales :

28. En premier lieu, la CEE devrait avoir constamment comme objectif principal de favoriser le développement économique de tous les Etats membres. A cette fin, la Commission devrait s'adapter plus rapidement et avec plus de souplesse aux besoins économiques qui existent ou qui apparaissent dans la région, y compris ceux des pays en voie de développement de cette région.

29. Deuxièmement, la CEE devrait promouvoir des mesures concrètes propres à résoudre les problèmes d'actualité qui revêtent une importance croissante pour les pays membres, particulièrement dans le domaine de l'énergie et des matières premières, du commerce européen, de la science et de la technologie, de la coopération industrielle et de l'environnement.

30. Troisièmement, il conviendrait d'améliorer les méthodes de travail et les procédures de la Commission et de ses organes subsidiaires, à condition, bien entendu, que les modalités de fonctionnement de la Commission respectent étroitement la souveraineté, l'indépendance et l'égalité de tous les pays membres.

31. Enfin, la CEE devrait promouvoir le progrès économique dans le monde en stimulant la coopération des pays européens avec tous les autres pays. Comme l'a souligné le Secrétaire général dans le message qu'il a adressé à la Commission lors de sa dernière session, les problèmes propres à la région européenne ne doivent pas être considérés isolément. La place qu'occupent les pays européens dans les relations économiques internationales, ainsi que leur potentiel économique, scientifique et technique font que la valeur des activités de la CEE dépasse le cadre

du continent européen. La CEE devrait donc établir quelles sont les préoccupations qui sont communes aux pays européens et aux autres pays du monde afin de faciliter une coopération fructueuse pour tous. Pour sa part, la Roumanie ne manquera pas de travailler, dans cet esprit, avec les autres pays membres, à renforcer l'efficacité de la CEE.

32. M. KOCH (République fédérale d'Allemagne) se déclare convaincu que les commissions régionales peuvent concourir de manière décisive au développement de la région qui est de leur ressort. Mais, en la matière, il reste encore beaucoup à faire, par exemple dans le domaine de la promotion et du développement des exportations. M. Koch regrette que la CNUCED n'ait pas fait rapport sur ce type d'activité et que les résultats de l'étude entreprise par le Groupe consultatif commun du Centre CNUCED/GATT du commerce international, étude demandée par le Conseil à sa cinquante-cinquième session [résolution 1819 (LV)], ne doivent être communiqués au Conseil du commerce et du développement qu'à sa quinzième session. Il faut espérer que le Conseil sera saisi, à la reprise de sa cinquante-neuvième session, d'une documentation enfin complète sur cette question.

33. Au paragraphe 10 de son rapport sur les efforts des Nations Unies pour la promotion et le développement des exportations, le Secrétaire général dit qu'il est encourageant de noter que les organisations et institutions intéressées se rendent compte qu'il faut renoncer aux querelles de compétences et adopter une attitude plus constructive en faisant des concessions. Or, aucune difficulté de ce genre n'est signalée dans le rapport. Il faudrait savoir s'il y en a vraiment, car le Conseil, qui a pour mission de coordonner les travaux des organismes des Nations Unies, pourrait alors donner les directives nécessaires.

34. Au paragraphe 58 du même rapport, il est indiqué que le Centre CNUCED/GATT du commerce international a accordé la priorité aux demandes d'assistance émanant de groupes de pays en voie de développement désireux de promouvoir leurs échanges commerciaux mutuels. Rappelant que les échanges entre pays en voie de développement et pays industrialisés sont quatre fois plus importants que les échanges entre les pays en voie de développement eux-mêmes, M. Koch appuie très fermement cette orientation des activités du Centre.

35. M. YILDIRIM (Turquie) rappelle que la Turquie, convaincue de l'importance de la coopération régionale et sub-régionale, a toujours participé activement aux activités de la CEE et de la CRD. Par ailleurs, de par sa situation géographique, la Turquie s'intéresse de près aux activités de la CEAO et de la CESAP. Du reste, comme l'a fait observer le représentant du Pakistan (1969e séance), la CRD est en quelque sorte un pont entre la CEE, la CEAO et la CESAP.

36. M. Yildirim tient à féliciter le Secrétaire exécutif de la CEE d'avoir su donner à la coopération économique en Europe trois orientations indispensables : coopération entre pays dotés de systèmes économiques différents; coopération entre pays ayant atteint différents niveaux de développement économique; coopération entre les différentes régions du monde.

37. M. STANOVNIK (Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe) remercie les membres du Conseil de l'appui qu'ils donnent à la CEE. Il tiendra dûment compte des observations faites à propos du renforcement de la coordination au sein même de la Commission, et de l'attention à accorder aux besoins des pays les moins privilégiés de la région européenne.

38. Dans l'ensemble, les membres du Conseil souhaitent que l'action de la CEE s'insère de plus en plus nettement dans une conception globale : le Secrétaire exécutif et la Commission sont convaincus du bien-fondé de cette conception.

39. M. MARAMIS (Secrétaire exécutif de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique) sait gré aux membres du Conseil de l'appui qu'ils donnent à l'action de la Commission dans sa région, et en particulier à son nouveau programme de travail intégré. M. Maramis assure les membres du Conseil que la CESAP, conformément à leurs vœux, s'efforce de coordonner ses activités avec celles qui sont entreprises sur le plan global.

40. M. IGLESIAS (Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine) remercie, lui aussi, les membres du Conseil d'encourager les cinq commissions régionales à poursuivre leurs actions dans la voie tracée. Manifestement, les membres du Conseil sont unanimes à penser que la crise économique mondiale actuelle représente pour l'Organisation des Nations Unies une épreuve sans précédent, et que l'instauration d'un nouvel ordre économique international et l'application de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats constituent des tâches d'une ampleur également sans précédent, qui ne doivent pas pour autant faire reculer l'Organisation. Manifestement aussi, les Etats membres attachent désormais beaucoup d'importance à l'idée de régionalisme, ce qui impose aux commissions régionales de renforcer leur action.

41. M. ADEDEJI (Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique) se déclare encouragé par les

observations des membres du Conseil et les assure qu'il s'emploiera à accroître l'efficacité de la CEA. Sans doute faut-il bien voir que la solution des problèmes qui se posent en Afrique ne dépend pas seulement d'efforts à tenter sur le plan national et régional. Par ailleurs, M. Adedeji compte également intensifier la coopération entre la CEA et les autres commissions régionales.

42. M. AL-ATTAR (Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Asie occidentale) remercie les Etats membres qui ont encouragé la CEAO à poursuivre son action dans la voie qu'elle s'est tracée.

43. Le représentant du Yémen (1967e séance) a évoqué la nécessité pour la CEAO d'étudier les applications possibles de l'énergie solaire dans la région. La Commission va s'employer à réunir toute l'information technique nécessaire, en s'adressant au Centre pour les ressources naturelles, l'énergie et les transports et à l'UNESCO, par exemple.

44. Le représentant du Yémen a aussi demandé qu'en Asie occidentale l'effort d'industrialisation ne demeure pas concentré dans certains pays seulement. La Commission partage ce même souci, comme en témoigne son programme de travail pour 1976.

45. Comme l'a dit le représentant de l'Egypte (1969e séance), il faut que les commissions régionales fassent un très gros effort d'information pour faire apprécier au grand public l'action de l'ONU, du Conseil, de ses organes subsidiaires et des institutions spécialisées en matière économique. La CEAO entend participer à ce travail d'information.

46. M. Al-Attar est heureux que les Etats membres semblent convaincus de l'utilité de la décentralisation des fonctions : il est, pour sa part, persuadé que les commissions régionales n'obtiendront des résultats positifs qu'au prix de cette décentralisation.

La séance est levée à 16 h 35.

1971^e séance

Mardi 22 juillet 1975, à 15 h 40

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SR.1971

POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR

Assistance économique, financière et technique au Gouvernement de la Guinée-Bissau et aux territoires encore sous domination portugaise (A/10105 et Add.1, A/10106 et Add.1)

1. M. BURNS (Directeur du Bureau de la coopération technique) dit que le point 8 de l'ordre du jour concerne l'aide fournie, d'une part, au Gouvernement de la Guinée-Bissau, et d'autre part aux territoires qui, au moment de la

vingt-neuvième session de l'Assemblée générale, étaient encore sous la domination portugaise : Angola, îles du Cap-Vert, Mozambique, Sao Tomé et Príncipe. En application des résolutions pertinentes adoptées par l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session [résolutions 3339 (XXIX) et 3340 (XXIX)], le Secrétaire général a rédigé deux rapports concernant l'aide de l'ONU et des institutions spécialisées à la Guinée-Bissau (A/10105 et Add.1) et aux territoires sous domination portugaise (A/10106 et Add.1). Il n'a pas reçu assez de renseignements pour rendre compte des mesures prises par les gouvernements en

application des résolutions en question. Il reste encore beaucoup à faire pour soutenir l'effort de reconstruction et de développement des Etats qui viennent ou qui sont sur le point d'accéder à l'indépendance, et M. Burns prie instamment les pays qui ne l'ont pas encore fait de fournir des renseignements sur leurs activités d'assistance car l'inventaire des mesures prises par les Etats Membres servira de point de départ aux délibérations de la trentième session de l'Assemblée générale.

2. M. BARREIROS MARTINS (Observateur du Portugal), prenant la parole sur l'invitation du Président, se propose de donner des indications sur le concours et l'aide du Gouvernement portugais aux Etats de Guinée-Bissau, du Mozambique, du Cap-Vert, de São Tomé et Príncipe et au territoire de Timor.

3. Avec la Guinée-Bissau, le Portugal a conclu plusieurs accords entraînant notamment l'octroi d'un prêt; avant même la conclusion de l'accord, des équipes médicales et du personnel enseignant avaient été envoyés en Guinée-Bissau.

4. Pour ce qui est du Mozambique, le Portugal a fourni plus de 100 millions de dollars au Gouvernement de transition, entre septembre 1974 et juin 1975, à quoi s'ajoutent le montant des emprunts contractés sous la responsabilité du Gouvernement portugais, une contribution pour le barrage de Cabora Bassa, des subsides visant à résoudre les problèmes de la décolonisation, et la prise en charge des postes du budget relatifs aux engagements contractés envers le Portugal par l'Etat du Mozambique. Avant l'accession du Mozambique à l'indépendance, en juin 1975, le Portugal avait signé avec le Gouvernement de transition plusieurs accords d'ordre général ou particulier.

5. Pour ce qui est du Cap-Vert, la charge financière assumée par le Portugal s'est élevée, en 1974, à plus de 35 millions de dollars, dont un secours d'urgence de près de 19 millions de dollars et des engagements de plus de 6 millions de dollars au titre du quatrième Plan de développement. Les deux Etats ont signé un accord général de coopération et d'amitié et un accord scientifique et technique.

6. Pour São Tomé et Príncipe, l'aide portugaise s'élève à plus de 5 millions de dollars pour 1974 et à plus de 3 millions de dollars pour 1975; il est probable d'ailleurs que cette dernière somme sera encore relevée. Le jour de l'accession à l'indépendance, les deux Etats ont également conclu un accord de coopération et d'amitié et un accord de coopération scientifique et technique.

7. L'aide économique du Gouvernement portugais en faveur du territoire de Timor a été portée à plus de 12,5 millions de dollars en 1974. Pour le premier semestre de 1975, l'apport s'élève à près de 7 millions de dollars d'après des estimations qui seront peut-être dépassées dans les faits.

8. Telle est la contribution du Portugal en faveur des Etats de la Guinée-Bissau, du Mozambique, du Cap-Vert, de São Tomé et Príncipe, et du territoire de Timor. Elle représente un effort énorme pour le Portugal qui, étant donné l'ampleur des besoins, apprécierait vivement toute contribution économique, financière et technique que l'ONU et les institutions apparentées pourraient envisager.

9. M. SAKALA (Zambie) dit que la phase de reconstruction et de consolidation nationale des anciens territoires portugais devenus indépendants sera pleine de difficultés. Il faut donc que la communauté internationale apporte une aide d'urgence dans le respect de la souveraineté des nouveaux Etats, d'autant plus que certains d'entre eux assumeront peut-être des responsabilités internationales à l'égard de territoires se trouvant encore sous la domination de régimes racistes. Pour sa part, la Zambie continuera à aider de son mieux les anciens territoires portugais et leurs peuples, comme elle le faisait déjà pendant leur lutte de libération. C'est ainsi qu'elle s'emploie à assurer le retour de milliers de réfugiés dans leurs foyers.

10. La Zambie, convaincue que l'accession de ces territoires à l'indépendance ouvre des possibilités de coopération fructueuse dans de nombreux domaines, demande instamment à tous les Etats Membres qui en ont les moyens, aux organismes des Nations Unies et aux autres organisations internationales, de donner à ces territoires toute l'aide nécessaire pour qu'ils puissent se développer conformément au programme qu'ils ont établi.

11. M. KASTOFT (Danemark) rappelle que le Danemark a aidé les mouvements de libération nationale dans les territoires sous domination portugaise et qu'il apporte son aide aux nouveaux Etats.

12. En 1974/75, le Danemark a aidé financièrement la Guinée-Bissau, par l'intermédiaire du HCR, pour le relogement des réfugiés qui se trouvent encore au Sénégal et en Gambie. Il fournira une contribution complémentaire, en nature ou dans le cadre de projets, par l'intermédiaire des organismes des Nations Unies.

13. Au Mozambique, le Gouvernement danois a aidé financièrement le FRELIMO (Front de libération du Mozambique), directement ou par l'intermédiaire du HCR et du Conseil œcuménique des Eglises. Pour l'exercice 1975/76, il se propose de verser près de 2 millions de dollars au titre de l'aide bilatérale et il a fait une contribution au HCR pour un projet de relogement.

14. En Angola, le Danemark a envoyé en 1974/75 près de 800 000 dollars au MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola), directement, et une contribution en nature par l'intermédiaire du Conseil œcuménique des Eglises. Par l'intermédiaire de l'OUA, il a aidé les mouvements de libération de l'Angola et du Mozambique. En 1975/76, il fera une contribution de plus de 1 million de dollars à l'Angola après son accession à l'indépendance.

15. Toute cette aide est minime par rapport aux besoins. M. Kastoft est donc heureux d'apprendre que le Portugal a l'intention d'aider ses anciens territoires et il espère que d'autres pays feront de même. Il se félicite que le Conseil d'administration du PNUD ait décidé, à sa vingtième session, de fournir une assistance à l'Angola, à la Guinée-Bissau et au Mozambique, au titre de son programme ordinaire (voir E/5703, par. 187).

16. M. MICHEEL (République démocratique allemande) dit que son pays a toujours soutenu les mouvements de libération des peuples africains sous domination portugaise

et qu'il entretient aujourd'hui des relations amicales avec les nouveaux Etats souverains. Outre l'aide officielle de l'Etat, la population de la République démocratique allemande contribue bénévolement à un fonds de solidarité. Du personnel enseignant et des cadres médicaux ont été envoyés en Afrique, tandis que des étudiants et ouvriers africains délégués par les mouvements de libération étaient accueillis en République démocratique allemande pour y parfaire leur formation. Ainsi, la République démocratique allemande a conclu avec la jeune République de Guinée-Bissau un accord prévoyant l'envoi de consultants et d'experts en Guinée-Bissau et la formation professionnelle de Guinéens en République démocratique allemande.

17. La solidarité avec la Guinée s'étend aussi à la population des îles du Cap-Vert, notamment sous forme d'envoi de vivres et de médicaments.

18. Pendant plus de dix ans, la République démocratique allemande a soutenu le FRELIMO, par la formation de cadres, l'envoi de personnel enseignant et de matériel scolaire la prise en charge du traitement médical des combattants et l'envoi de dons. Enfin, le jour de l'accession à l'indépendance, en 1975, les deux républiques ont convenu d'établir des relations diplomatiques.

19. La République démocratique allemande continuera à apporter son concours aux anciens territoires portugais, tant par une aide bilatérale qu'en s'efforçant de faire appliquer les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

20. M. da COSTA (Brésil) rappelle que, depuis toujours, le Brésil manifeste activement sa sympathie aux jeunes nations qui accèdent à l'indépendance mais se sent d'autant plus proche d'elles quand il s'agit de pays avec lesquels le Brésil partage tout un patrimoine. En février 1975, le Gouvernement brésilien a envoyé en Guinée-Bissau 18 tonnes de denrées alimentaires et de produits pharmaceutiques. Sur le plan de la coopération technique, le Brésil participe à la mise en place d'un système de télécommunications en Guinée-Bissau et a également offert à ce pays des bourses d'études. Le Brésil a aussi décidé de donner un appui à l'exécution de projets présentés par les îles du Cap-Vert et par l'Angola. Quand les anciennes colonies portugaises ont eu besoin de secours d'urgence, le Brésil a envoyé 150 tonnes de produits alimentaires aux îles du Cap-Vert et 16 tonnes de produits alimentaires et de produits pharmaceutiques en Angola. Le Brésil va également verser une contribution financière au HCR pour faciliter le rapatriement de certains résidents du Mozambique.

21. M. NGALLI-MARSALA (Congo) dit que l'assistance économique, financière et technique que l'ONU et ses institutions spécialisées ont accordée promptement à la Guinée-Bissau et aux territoires encore sous domination portugaise est très encourageante. Les jeunes Etats africains sont donc fondés à mettre de nouveaux espoirs dans l'ONU qui aura finalement été leur alliée historique tout au long des luttes de libération qu'ils ont livrées. Le représentant du Congo a confiance que l'ONU ne trahira pas ces espoirs et saura déclencher un véritable processus de solidarité internationale.

22. M. CISSE (Mali) reconnaît lui aussi à l'ONU le mérite d'avoir mesuré, dès 1974, les difficultés auxquelles allaient se heurter la Guinée-Bissau et les territoires qui étaient encore sous domination portugaise et d'avoir engagé rapidement une action concrète en leur faveur. L'Angola mis à part, tous ces territoires sont aujourd'hui indépendants, mais se heurtent encore à de multiples difficultés. Le représentant du Mali espère que la communauté internationale leur accordera une aide encore plus grande.

23. M. FASLA (Algérie) tient à remercier les gouvernements et les peuples de tous les pays qui ont déjà donné suite aux résolutions de l'Assemblée générale concernant l'aide à la Guinée-Bissau et aux territoires sous domination portugaise. De son côté, l'ONU se doit de dépasser le stade de l'évaluation pour accorder à ces pays une aide concrète beaucoup plus importante encore, en mettant à contribution aussi bien les pays riches que les pays en voie de développement qui ont la possibilité de fournir une assistance économique et technique. Pour sa part, l'Algérie a déjà signé plusieurs accords de coopération économique et technique avec la Guinée-Bissau et avec les îles du Cap-Vert. Plusieurs boursiers originaires d'autres territoires portugais font actuellement des études en Algérie.

24. Le représentant de l'Algérie tient à rendre hommage aux autorités portugaises qui, malgré de nombreuses difficultés, s'efforcent d'aider leurs anciennes colonies à accéder à l'indépendance dans la paix et de les soutenir dans leur effort d'édification nationale.

25. Le comte YORK (République fédérale d'Allemagne) signale que, dès 1974, la République fédérale a lancé un grand programme en Guinée-Bissau en collaboration avec le FISE. Dès que ce pays a accédé à l'indépendance, la République fédérale d'Allemagne lui a accordé des dons et elle a pris avec son gouvernement des contacts bilatéraux pour voir quelle forme pourrait prendre une coopération accrue en vue du développement du pays. Elle en a fait de même avec le Gouvernement des îles du Cap-Vert et elle est toute disposée à étudier les moyens d'établir une coopération du même ordre avec les autres territoires sous domination portugaise si ceux-ci le souhaitent.

26. M. DINU (Roumanie) rappelle que la Roumanie appuie fermement les efforts tentés par les peuples libérés du joug colonial pour consolider leur indépendance, comme en témoignent de nombreuses rencontres entre les dirigeants roumains et les dirigeants des mouvements de libération nationale. L'ONU se doit d'aider ces jeunes pays dans leur tâche de reconstruction et de développement économique et social, et la délégation roumaine a noté avec satisfaction que le Conseil d'administration du PNUD a décidé d'approuver un chiffre indicatif de planification pour la Guinée-Bissau pour la période 1977-1981. Mais les organismes des Nations Unies devraient accorder à ces pays comme aux peuples qui sont encore sous domination coloniale un appui plus substantiel encore, sous forme d'assistance économique, technique, sanitaire, culturelle, et sous forme aussi de programmes de formation de cadres.

27. M. PETRONE (Italie) signale que les autorités italiennes, pour donner suite aux résolutions 3339 (XXIX) et 3340 (XXIX) de l'Assemblée générale, ont déjà informé le

Secrétaire général qu'elles souhaitent établir des liens de coopération économique et technique avec la Guinée-Bissau et qu'à cet effet des contacts sont envisagés. Les autorités italiennes envisagent également de mettre en place une coopération économique et technique avec le Mozambique et l'Angola.

28. M. FALL (Fonds des Nations Unies pour l'enfance) dit que l'assistance fournie par le FISE, depuis déjà plusieurs années, à la Guinée-Bissau et aux territoires sous domination portugaise atteint le chiffre de 2 millions de dollars. En établissant ses programmes d'aide à ces pays et territoires, le FISE collabore étroitement non seulement avec les organismes compétents des Nations Unies mais aussi avec l'OUA et avec les programmes d'aide bilatérale. Par suite de l'évolution politique dans ces pays, il devrait être possible d'élaborer des programmes plus nombreux et de les exécuter dans des conditions plus favorables. Ces pays ont d'autant plus besoin d'assistance que la plupart d'entre eux sont au nombre des pays en voie de développement les moins avancés, que certains, comme les îles du Cap-Vert, ont récemment été frappés par une sécheresse catastrophique et que la guerre a bloqué leur développement. La situation de ces pays appelle donc en priorité des opérations d'urgence, des opérations de reconstruction et des opérations de développement. Le Conseil d'administration du FISE n'a pas manqué, en 1975, d'apporter l'attention requise aux programmes à exécuter dans ces pays et il est certain que la communauté internationale devrait faire preuve, en leur faveur, d'une générosité accrue.

29. M. BOURGOIS (Programme des Nations Unies pour le développement) rappelle que le Conseil d'administration du PNUD a examiné à ses trois dernières sessions les mesures à prendre en faveur des pays et des peuples coloniaux, y compris de la Guinée-Bissau et des autres pays et territoires portugais. Les décisions prises par le Conseil d'administration lors de sa vingtième session, en juin 1975, tendent à accroître l'aide que le PNUD peut fournir à ces pays et territoires, grâce à une programmation adaptée à leurs besoins particuliers.

30. Par ailleurs, la nomination d'un représentant résident du PNUD en Guinée-Bissau permet d'organiser l'assistance fournie par les Nations Unies comme un ensemble intégré. En outre, les procédures du PNUD s'appliquent en l'occurrence avec toute la souplesse voulue, dans l'esprit même des "dimensions nouvelles" de la coopération technique que le Conseil d'administration du PNUD a récemment approuvées (voir E/5703, par. 54).

31. M. MACKENZIE (Royaume-Uni) signale les mesures que son gouvernement a déjà prises pour apporter une assistance économique, financière et technique à la Guinée-Bissau et aux territoires encore sous domination portugaise : le Royaume-Uni a versé une contribution de 200 000 livres au profit du programme exécuté en Guinée-Bissau par le HCR, et fourni des moyens de transport. Par ailleurs, il se propose d'envoyer une mission en Guinée-Bissau pour étudier des projets de développement agricole qui pourraient bénéficier par la suite d'une aide bilatérale. En tout état de cause, le Royaume-Uni participera à l'action de diverses instances internationales dont il est membre, telles que la Communauté économique européenne, qui accorde

déjà une aide alimentaire à la Guinée-Bissau. La Communauté est aussi en mesure d'accorder une aide de ce genre aux îles du Cap-Vert. En ce qui concerne São Tomé et Príncipe, le Royaume-Uni estime que l'assistance à fournir sera plus fructueuse si elle émane des organisations multilatérales compétentes.

32. Dans le cas du Mozambique, le Gouvernement du Royaume-Uni, répondant à l'appel lancé par le Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, a fourni en février 1975 les services d'un transporteur aérien. Il a également versé une contribution de 300 000 livres au HCR au profit du Mozambique, et a fait don d'un certain nombre d'ambulances à ce pays quand il a accédé à l'indépendance. Le Royaume-Uni a déjà engagé avec le Mozambique des pourparlers en vue d'établir ultérieurement une coopération bilatérale. M. Mackenzie espère qu'il sera possible de mettre au point, sous l'égide des Nations Unies, un programme d'assistance internationale au profit du Mozambique, auquel le Royaume-Uni serait disposé à prêter un concours généreux. Un programme de ce genre aiderait le Mozambique indépendant à appliquer des sanctions contre le régime illégal de Rhodésie.

33. M. KEITA (Guinée) dit que les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine sont toujours les victimes d'un système d'exploitation inique qui les maintient dans un état révoltant de sous-développement et de sujétion. Des Etats qui, par ailleurs, se disent prêts à aider ces pays à sortir de leur sous-développement fournissent les armes qui servent à massacrer des populations innocentes. Le problème essentiel est celui de l'application des résolutions concernant l'octroi de l'indépendance à tous les peuples. Tant qu'une portion du continent africain sera occupée, aucun pays africain ne se sentira libre. Après avoir subi des siècles de domination coloniale, les territoires considérés ont un besoin urgent d'aide pour asseoir leur indépendance politique durement acquise et parvenir ensuite à l'indépendance économique. Il faut que les organismes des Nations Unies comme les Etats redoublent d'efforts. Au nom des peuples opprimés, le représentant de la Guinée lance un appel à la communauté internationale, à laquelle il appartient de venir en aide aux Etats nouvellement indépendants. Il prend note avec satisfaction de la déclaration faite par le représentant du PNUD à propos de l'assouplissement des procédures au profit des territoires qui ont particulièrement besoin d'aide.

34. M. DUMAS (France) souligne que la France, toujours attentive aux exigences de la coopération internationale et désireuse de fournir une aide aux territoires considérés, a essayé de traduire ses sentiments par des actes. La coopération avec le Mozambique, dont l'indépendance est très récente, en est au stade de la préprogrammation, mais avec la Guinée-Bissau il existe déjà une coopération appréciable dans plusieurs domaines et, en ce qui concerne l'Angola, l'étude de divers projets est à un stade avancé. Evoquant divers exemples de coopération, le représentant de la France indique que sa délégation apprécie les actions entreprises pour fournir l'assistance nécessaire aux nouveaux Etats.

35. M. MUDHO (Kenya) insiste sur la nécessité de fournir d'urgence une assistance économique, financière et tech-

nique à la Guinée-Bissau et aux territoires qui sont encore sous domination portugaise, afin que ces pays puissent devenir des Etats-nations viables. Il remercie les gouvernements qui fournissent une assistance à ces territoires, en application des deux résolutions adoptées par l'Assemblée générale à ce sujet. Le Kenya a toujours fourni et continuera à fournir, dans la limite de ses ressources humaines et autres, toute l'aide financière et matérielle possible aux peuples et aux territoires qui sont encore sous la domination coloniale ou qui viennent d'accéder à l'indépendance.

36. M. ZHUKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que l'Union soviétique a toujours appuyé les mouvements de libération nationale et les a aidés de diverses manières. Le Gouvernement soviétique a été l'un des premiers à reconnaître la Guinée-Bissau, à laquelle il fournit une aide économique en vertu de divers accords de coopération. D'autre part, l'Union soviétique a établi récemment des relations diplomatiques avec le Mozambique et va lui fournir une aide, surtout dans le domaine de la formation.

37. Le PRÉSIDENT propose au Conseil de prendre note des rapports du Secrétaire général sur l'assistance économique, financière et technique au Gouvernement de la Guinée-Bissau (A/10105 et Add.1) et sur l'assistance économique, financière et technique aux territoires encore sous domination portugaise (A/10106 et Add.1) et de les transmettre à l'Assemblée générale à sa trentième session.

Il en est ainsi décidé.

38. Le PRÉSIDENT déclare que le Conseil en a terminé avec l'examen du point 8 de l'ordre du jour.

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

Coopération régionale (*suite*) [E/5608/Rev.1, E/5608/Add.1, E/5619, E/5651, E/5656, E/5657 et Corr.2, E/5658, E/5700, E/5721, E/5722 et Corr.1, E/5723, E/5728, E/L.1665, E/L.1670]

39. M. MARTÍNEZ (Argentine) demande que l'examen du projet de résolution sur la coopération régionale présenté par l'Algérie, l'Egypte, l'Ethiopie, l'Indonésie, le Mexique, la Roumanie, la Thaïlande et la Yougoslavie (E/L.1670) soit renvoyé au lendemain pour que les consultations officielles en vue d'élaborer un texte susceptible d'être adopté par consensus puissent se poursuivre; cela permettrait également aux délégations de recevoir des instructions de leurs gouvernements.

Il en est ainsi décidé.

40. M. Van LAETHEM (Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales) estime que l'activité des commissions régionales est une forme d'activité des Nations Unies qui mérite spécialement l'attention et le soutien du Conseil. Les débats du Conseil à ce sujet, auxquels les délégations ont largement participé, ont d'ailleurs été très constructifs. Les commissions régionales sont fort différentes les unes des autres à plusieurs égards mais certains traits communs les caractérisent. Elles sont dirigées par des

éléments de qualité qui font preuve de beaucoup de dynamisme et de dévouement, et dans certaines d'entre elles, des équipes de collaborateurs se sont peu à peu constituées et travaillent dans un climat de coopération et d'amitié. Enfin, étant en contact étroit avec les réalités économiques régionales et avec les responsables économiques de la région, chaque commission a des possibilités de connaissance et d'approche des problèmes dont l'ONU peut et doit tirer de larges profits. Les commissions régionales constituent, en fait, des relais techniques et géographiques qui sont devenus indispensables. Il serait bon, par conséquent, que les gouvernements renforcent par du personnel de qualité, le cas échéant détaché de leurs administrations, celles des commissions qui sont encore trop faibles pour réaliser ce qu'elles ont à faire ou qui ont besoin de se développer. Les chances de ces commissions de s'imposer et de jouer un rôle croissant reposeront très largement sur les talents qu'elles pourront mettre à la disposition des gouvernements de la région et sur l'audience et l'autorité que, grâce à leur personnel qualifié, elles acquerront progressivement auprès des dirigeants nationaux. Des exigences accrues sur le plan financier peuvent découler de ce qui précède; il conviendra que les organes financiers compétents des Nations Unies les gardent présentes à l'esprit.

41. Il faut d'autre part que les commissions régionales aient des occasions de s'affirmer. C'est là essentiellement mais non exclusivement la responsabilité du Secrétariat de l'ONU qui pourrait associer ces commissions plus étroitement, lorsque la chose est possible, à la conception de la politique globale, solliciter leurs suggestions ou leurs initiatives pour la formulation et l'exécution de projets de caractère régional ou sous-régional, développer les relations directes entre les commissions et rechercher les zones de coopération propices à leur action en commun, enfin leur confier des pouvoirs opérationnels croissants dans des domaines d'assistance technique autrefois traités exclusivement depuis le Siège. Le Secrétaire général adjoint s'attachera personnellement à promouvoir ces diverses formes d'action des commissions régionales. Le succès des efforts entrepris dépendra pour une grande part du soutien des gouvernements qui devront, dans certains cas, résister à la tentation de court-circuiter ces organes régionaux, ce qui leur arrive en arguant du fait, d'ailleurs exact, qu'ils sont encore parfois insuffisamment compétents dans certains domaines. Les gouvernements devraient veiller à ce que certaines attitudes de leurs services nationaux soient harmonisées avec les vœux et recommandations formulés au plan international en faveur de l'accroissement des responsabilités des commissions régionales. Dans cette phase de mutation, il peut être utile que les délégations s'appliquent tout spécialement à encourager cet effort d'harmonisation. Cela permettra d'accélérer dans les faits une évolution nécessaire et sur le principe de laquelle les esprits semblent maintenant s'être nettement accordés.

42. Le PRÉSIDENT propose au Conseil de prendre note du rapport de la CEE pour la période du 30 avril 1974 au 24 avril 1975 (E/5651), des opinions exprimées pendant les débats de la Commission ainsi que des résolutions et autres décisions adoptées par la Commission à sa trentième session et qui font l'objet de la quatrième partie de ce rapport, et d'approuver également le programme de travail et l'ordre de

priorités qui figurent dans les cinquième et sixième parties du rapport.

Il en est ainsi décidé.

43. Le PRÉSIDENT propose au Conseil de prendre note du rapport de la CESAP pour la période du 7 avril 1974 au 7 mars 1975 (E/5656) ainsi que des recommandations et résolutions figurant dans les chapitres II et III de ce rapport, d'approuver le programme de travail et l'ordre de priorités figurant au chapitre IV du rapport et de modifier le libellé du paragraphe 2 du mandat de la Commission afin de lire "Australie" au lieu de "Australie continentale".

Il en est ainsi décidé.

44. Le PRÉSIDENT propose au Conseil de prendre note du rapport de la CEPAL pour la période du 10 mars 1974 au 6 mai 1975 (E/5608/Rev.1) ainsi que des résolutions figurant dans la troisième partie de ce rapport; d'approuver le programme de travail et l'ordre de priorités figurant dans la cinquième partie du rapport; et de prendre note du rapport du Comité plénier de la CEPAL sur sa neuvième session extraordinaire (E/5608/Add.1) ainsi que des résolutions figurant dans la deuxième partie de ce rapport.

Il en est ainsi décidé.

45. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à adopter le projet de résolution recommandé par le Conseil des ministres de la CEA, qui figure dans la partie IV du rapport annuel de la CEA (E/5657 et Corr.2).

Il en est ainsi décidé.

46. Le PRÉSIDENT propose au Conseil de prendre note du rapport de la CEAO sur sa deuxième session (E/5658) ainsi que des résolutions figurant dans ce rapport et d'approuver le programme de travail et l'ordre de priorités faisant l'objet du chapitre IV de ce rapport.

Il en est ainsi décidé.

47. Le PRÉSIDENT propose au Conseil de prendre note du rapport annuel sur les réunions des secrétaires exécutifs des commissions régionales (E/5700).

Il en est ainsi décidé.

48. Le PRÉSIDENT propose au Conseil de prendre note du rapport du Secrétaire général sur les efforts des Nations Unies pour la promotion et le développement des exportations (E/5619) ainsi que d'un extrait du rapport du Conseil du commerce et du développement sur la deuxième partie de sa quatorzième session (E/L.1665).

Il en est ainsi décidé.

49. Le PRÉSIDENT fait observer que, conformément à la résolution 1819 (LV) du Conseil, le Conseil aurait dû être saisi d'un rapport du Groupe consultatif commun du Centre CNUCED/GATT du commerce international mais que ce rapport ne lui a pas été communiqué. Il propose au Conseil de prier le Secrétaire général de lui présenter à sa soixante et unième session le rapport susmentionné ainsi que les observations et suggestions du Conseil du commerce et du développement à ce sujet.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 17 h 25.

1972^e séance

Mercredi 23 juillet 1975, à 10 h 45

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SR.1972

POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR

Assistance économique à la Zambie (E/L.1671, E/L.1672)

1. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le point 6 de l'ordre du jour. Le Conseil est saisi du projet de résolution sur l'assistance à la Zambie (E/L.1671), et d'un exposé présenté par le Secrétaire général des incidences budgétaires de ce projet (E/L.1672).

2. Sir Robert JACKSON (Secrétaire général adjoint, Coordonnateur de l'assistance des Nations Unies à la Zambie) dit que, depuis son dernier rapport oral au Conseil, il y a presque un an (1913^e séance), de grands changements politiques se sont produits en Afrique australe, et qu'à coup sûr il s'en produira d'autres. Pendant cette période, la grande majorité des pays du monde ont été aux prises avec une inflation grave et des récessions majeures. La Zambie

n'y a pas échappé et a dû, en outre, supporter la charge exceptionnelle que représente le coût du nouvel itinéraire de ses exportations et de ses importations.

3. Voilà près de dix ans que le régime de Rhodésie du Sud a proclamé unilatéralement l'indépendance; au cours des années qui ont suivi, la Zambie, en fermant sa frontière méridionale, a consenti d'immenses sacrifices pour appliquer la politique de sanctions contre ce régime décidée par l'Organisation des Nations Unies. C'est une des tâches de sir Robert Jackson de faire savoir à tous les Etats Membres combien cette attitude a coûté à la Zambie, non seulement financièrement, mais aussi par ses incidences sur le développement national et la vie du peuple zambien.

4. Sir Robert Jackson arrive droit de Lusaka et est donc en mesure de faire le point de la situation sur le champ. Dans le rapport oral présenté au Conseil deux ans aupa-

ravant, le coût financier pour la Zambie était réparti entre trois éléments : le coût direct en capital, les emprunts supplémentaires nécessaires pour couvrir la part du coût en capital non couverte par des dons, et les dépenses renouvelables. Au dernier examen, il a été possible non seulement d'analyser l'opération jusqu'au 30 juin 1975, mais aussi d'établir des projections raisonnables jusqu'à la fin de 1975. Le coût direct en capital pour les trois exercices 1973, 1974 et 1975 est estimé à 41,9 millions de kwachas* — environ 64 millions de dollars — soit une augmentation de 7,3 millions de kwachas par rapport à l'estimation de 1974. Les emprunts supplémentaires sont estimés coûter à la Zambie 4,13 millions de kwachas, soit environ 6,3 millions de dollars, sans changement par rapport à l'estimation antérieure. Les dépenses renouvelables restent la charge la plus lourde pour la Zambie; au 30 juin 1975, ces dépenses (y compris le coût des emprunts supplémentaires) s'élevaient à 136,5 millions de kwachas et on prévoit qu'il faudra y ajouter 26 millions de kwachas pour les six mois à venir. Au total, on peut raisonnablement estimer à 204,4 millions de kwachas — 315 millions de dollars — jusqu'à la fin de 1975 le coût pour le peuple zambien de la fermeture de la frontière méridionale. Ce chiffre est supérieur de 25,4 millions de kwachas à celui qui était projeté il y a un an, ce qui montre bien à quel point la hausse des prix de l'énergie et l'inflation ont pesé sur le coût de tous les transports et alourdi encore la charge pesant sur les ressources financières de la Zambie.

5. En ce qui concerne les prix des importations et des exportations, la situation est aujourd'hui plus grave encore que l'année précédente : le coût des importations en général a augmenté presque en proportion directe du taux d'inflation dans les pays exportateurs. Le coût du pétrole et des lubrifiants est évidemment un problème en soi; non seulement les prix en Zambie ont plus que triplé depuis la fermeture de la frontière méridionale, mais aussi ils ont eu un effet complémentaire direct sur l'économie du pays du fait de la hausse très forte du coût du transport extérieur. La forte baisse des cours du cuivre est relativement encore plus importante pour la Zambie que la hausse du coût des importations. Il y a un an, les cours dépassaient 3 300 dollars la tonne; il y a quelques jours, ils atteignaient à peine plus de 1 200 dollars la tonne.

6. Le Secrétaire général se félicite des appels innombrables lancés aux gouvernements des Etats Membres pour qu'ils aident les pays victimes de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme ou les pays les plus durement atteints par l'évolution récente de l'économie mondiale, et des appels lancés pour bien d'autres causes internationales dignes d'intérêt, mais il tient à faire observer une fois de plus que la Zambie n'entre dans aucune de ces catégories. La Zambie est un cas particulier : celui d'un Etat Membre qui ne demande pas tant une assistance financière que de voir les autres Etats Membres prendre à leur charge une partie du coût de l'application de la politique des sanctions contre la Rhodésie du Sud qu'ils se sont eux-mêmes engagés à appuyer. La fermeture de la frontière méridionale aura coûté à la Zambie, d'ici à la fin de l'année, plus de 300 millions de dollars; en comparaison, quelques Etats Mem-

bres, assez peu nombreux, ont versé des contributions s'élevant à 68, 5 millions de dollars. La Zambie continue de supporter une part tout à fait disproportionnée du coût de l'exécution d'une des décisions les plus importantes qu'ait prise l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général a fait tout ce qui dépendait de lui pour mobiliser l'assistance pour la Zambie, et poursuivra son action en ce sens.

7. L'ensemble des organismes des Nations Unies ont continué à accorder à la Zambie une large coopération. Actuellement, plus de 100 fonctionnaires venant d'à peu près toutes les institutions spécialisées sont au service du Gouvernement à divers titres; l'action d'un grand nombre d'entre eux vise directement ou indirectement à résoudre les problèmes découlant de la fermeture de la frontière méridionale. L'Administrateur du PNUD a dispensé la Zambie, pour la troisième année consécutive, de sa contribution statutaire aux dépenses du programme, ce qui, à ce jour, représente pour le Gouvernement zambien une économie de près d'un million de dollars, et lui-même et ses collaborateurs ont continué d'apporter un concours indispensable. Le Secrétaire général en sait gré à l'Administrateur du PNUD et à ses collaborateurs, comme aussi aux chefs de secrétariat des institutions spécialisées et aux fonctionnaires de ces institutions qui aident la Zambie.

8. Trois points particuliers sont à noter : premièrement, les organisations chargées de l'exécution examinent attentivement les études relatives au port de Dar es-Salaam et aux transports maritimes de l'Afrique orientale; on espère que ces études déboucheront finalement sur des décisions qui pourraient être intéressantes pour la Zambie. En second lieu, la BIRD, avec le concours du PNUD et de la FAO, a fait une étude de l'agriculture, secteur capital de l'économie zambienne. Enfin, une mission de la Banque mondiale s'est rendue dernièrement en Zambie pour faire une étude de l'économie du pays, et on pense que son rapport sera publié vers la fin de l'année.

9. Que la frontière méridionale de la Zambie soit fermée ou non, les communications entre ce pays sans littoral, l'océan Indien et l'océan Atlantique sont vitales pour sa sécurité nationale et son développement futur. Dès les premiers jours de l'indépendance de la Zambie, le Président et le Gouvernement se sont montrés pleinement conscients de l'importance de ce facteur fondamental et, au cours des dix dernières années, l'infrastructure a été considérablement renforcée.

10. De grands efforts ont été faits pour agrandir et améliorer les installations offertes par les ports de Dar es-Salaam, Lobito et Nacala. L'entretien de la grande route du Nord, artère essentielle, a été assuré, et le Gouvernement zambien a ouvert des crédits budgétaires additionnels pour financer le coût de ces travaux. Le parc de camions de la Zambie sera renforcé sous peu, et vers la fin de l'année, certains véhicules seront affectés à d'autres travaux importants à mesure que les chemins de fer assureront le transport d'un volume croissant d'exportations et d'importations. Le projet ferroviaire TAZARA, dont l'exécution a été entreprise par les gouvernements de la République populaire de Chine, de la Zambie et de la Tanzanie, sera achevé près de deux ans avant la date prévue. La pose des

* 1 kwacha = 1,54 dollar des Etats-Unis.

voies a pris fin le 7 juin 1975; on a annoncé que le chemin de fer sera inauguré officiellement le 24 octobre 1975 et que, par la suite, il atteindra progressivement sa pleine capacité d'exploitation. La liaison orientale entre la Zambie et l'océan Indien sera alors nettement renforcée. D'importantes améliorations ont été apportées au chemin de fer de Benguela ces dernières années, et d'autres travaux d'aménagement sont prévus pour l'avenir. Le chemin de fer a reçu un complément de locomotives et de matériel roulant, et toutes ces améliorations contribueront sans aucun doute à renforcer la liaison occidentale entre la Zambie et l'océan Atlantique. Les chemins de fer zambiens ont également reçu un complément d'équipement en locomotives et en matériel roulant spécialisé, et la formation du personnel local se poursuit de manière satisfaisante.

11. L'infrastructure actuelle est suffisante pour assurer le transport des exportations et des importations de la Zambie, et sa capacité sera sensiblement augmentée à l'avenir. Le Gouvernement zambien et les gouvernements des autres pays intéressés ont toujours été conscients des problèmes que pose l'exploitation de certains ports, l'entretien des grandes routes et la gestion de différents parcs de camions. Depuis la fermeture de la frontière, on a réussi, grâce à une vigilance constante, à des initiatives politiques et à la coopération technique, à maintenir au niveau voulu le mouvement des importations et exportations essentielles de la Zambie. Cependant, pour diverses raisons, parmi lesquelles certaines échappent au contrôle de la Zambie, il est devenu évident qu'il faudra absolument exercer une surveillance très attentive sur l'infrastructure globale, au moins jusqu'à la fin de 1976. Le Gouvernement zambien a donc décidé de prolonger le mandat de son secrétariat du plan d'urgence. Comme conséquence naturelle de cette décision, il souhaite que le programme actuel d'assistance des Nations Unies se poursuive pendant toute l'année 1976, et exprime l'espoir que le Conseil approuvera cette demande à l'occasion de l'examen périodique de la question de l'assistance économique à la Zambie, conformément à la résolution 329 (1973) du Conseil de sécurité.

12. Sir Robert Jackson rappelle au Conseil que certains des pays voisins de la Zambie continuent à éprouver des difficultés financières depuis qu'il a fallu acheminer les importations et les exportations de la Zambie par de nouveaux itinéraires. Le Secrétaire général exprime l'espoir que les Etats membres conscients des besoins des pays en cause s'efforceront d'accroître l'assistance qu'ils fournissent actuellement.

13. On peut dégager de ce qui précède cinq conclusions principales. Premièrement, plus que jamais encore, la Zambie doit supporter une part disproportionnée de la charge que représente l'application de la décision des Nations Unies d'imposer des sanctions au régime de Rhodésie du Sud. Cette charge n'est pas seulement financière; elle constitue aussi un obstacle important au développement national de la Zambie. Deuxièmement, les Etats Membres ont l'obligation manifeste de ne pas se contenter de partager cette charge, et de donner suite à la résolution 1832 (LVI) du Conseil économique et social. Troisièmement, bien que l'infrastructure d'ensemble, qui est d'une importance vitale pour la Zambie, ait été sensiblement améliorée, de graves obstacles — dont un bon

nombre échappent au contrôle de la Zambie — continuent à entraver le bon fonctionnement de cette infrastructure. Quatrièmement, en raison de la situation actuelle et des perspectives d'avenir, le Gouvernement zambien a décidé de prolonger le mandat de son secrétariat du plan d'urgence. Cinquièmement, comme conséquence de cette décision, le Gouvernement zambien souhaite que le Programme d'assistance des Nations Unies se poursuive pendant toute l'année 1976.

14. Les événements des douze derniers mois n'ont démontré que trop clairement à quel point était justifiée la mise en garde de sir Robert Jackson dans sa déclaration précédente; il avait indiqué en effet qu'il serait très dangereux de supposer qu'à l'avenir on pourrait plus facilement mener à bien cette opération. La Zambie a, en fait, plus besoin d'assistance de la part des Etats Membres et des organismes des Nations Unies qu'en mars 1973, à l'époque où le Conseil de sécurité a adopté sa résolution 329 (1973). Le Secrétaire général espère que tous les Etats Membres vont faire tout ce qui est en leur pouvoir pour coopérer avec la Zambie et pour aider à protéger la sécurité économique de ce pays dans les mois difficiles à venir.

15. M. SAKALA (Zambie) dit que le rapport oral du Coordonnateur de l'assistance des Nations Unies à la Zambie n'est pas seulement instructif mais reflète exactement le point de vue de son gouvernement sur la situation qui a été créée par la fermeture de la frontière méridionale de la Zambie. C'est un bon exemple de la coopération étroite et constante qui existe entre la Zambie et les Nations Unies pour ce qui est d'appliquer la politique des sanctions adoptée à l'unanimité par les Etats Membres à l'égard du régime illégal de Rhodésie du Sud.

16. La cause profonde des difficultés de la Zambie est la persistance de régimes racistes minoritaires dans les régions avoisinantes: Zimbabwe, Afrique du Sud et territoire international de Namibie. La seule solution permanente aux problèmes de la Zambie consiste à obtenir le respect des droits fondamentaux et inaliénables des populations majoritaires de ces territoires. Dans ce contexte, le représentant de la Zambie salue l'accession du Mozambique à l'indépendance et la perspective de voir l'Angola devenir également indépendant dans un proche avenir. La Zambie n'a cessé d'œuvrer pour faire appliquer le principe du gouvernement par la majorité en combinant les moyens jugés les plus efficaces en l'occurrence: dans le cas du Zimbabwe, par exemple, la Zambie préconise une stratégie à double tranchant pour mettre fin à l'impasse politique actuelle, à savoir un règlement de paix négocié si possible, ou l'intensification de la lutte armée unie, si c'est nécessaire. La Zambie poursuit également ses efforts en vue d'appliquer la politique de sanctions adoptée par les Nations Unies à l'encontre de la Rhodésie du Sud, au prix de lourds sacrifices de sa part. Le représentant de la Zambie espère qu'en dépit de leurs propres difficultés économiques, qui sont considérables, des Etats Membres fourniront un complément d'assistance de manière à partager ce fardeau avec la Zambie.

17. Comme beaucoup d'autres pays, la Zambie a dû faire face à des hausses considérables du prix de ses principales importations en provenance des pays développés, en parti-

culier le pétrole et les lubrifiants, à quoi il faut ajouter une forte hausse du coût des transports, facteur très important dans le cas d'un pays sans littoral comme la Zambie. La situation a encore été aggravée par le marasme actuel du marché mondial du cuivre, principale source de recettes en devises étrangères de la Zambie. Le Gouvernement a réagi en lançant un programme massif de développement rural, auquel il accorde le premier rang de priorité. En outre, il applique avec plus de vigilance sa politique de réduction des importations, qui est en vigueur depuis la déclaration unilatérale d'indépendance de la Rhodésie du Sud en 1965.

18. Par suite de l'amélioration et du développement des moyens de transport en Zambie et dans les pays voisins et amis, la Zambie peut maintenant disposer de moyens de transport suffisants pour son commerce extérieur. Grâce à l'aide généreuse du Gouvernement et du peuple chinois, la réalisation du projet ferroviaire TAZARA sera terminée deux ans avant la date prévue. Mais la délégation zambienne pense que les pays voisins et amis qui ont généreusement mis à la disposition de la Zambie leurs chemins de fer et leurs ports ont toujours besoin de l'assistance internationale afin de surmonter les difficultés résultant du détournement du trafic en provenance et à destination de la Zambie. M. Sakala rend hommage à la solidarité et à la coopération fidèle dont ont fait preuve ces pays, qui ont dû faire face à un accroissement soudain du volume du trafic à la suite de la fermeture de la frontière méridionale de la Zambie.

19. Le Gouvernement zambien a décidé de prolonger le mandat du Secrétariat du plan d'urgence, du moins pendant l'année à venir, afin de surveiller étroitement le fonctionnement général des installations d'infrastructure. Ce secrétariat comprend du personnel technique détaché des organisations des Nations Unies, qui continuent d'apporter un concours précieux. Le Gouvernement zambien espère que le Conseil approuvera la demande qu'il a faite pour que les Nations Unies poursuivent leur assistance. Il apprécie beaucoup les efforts des institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies, notamment ceux de la CEA, ainsi que d'autres organes internationaux qui s'occupent de la question de l'acheminement du trafic en Zambie et dans les pays voisins et amis.

20. M. Sakala réaffirme la gratitude de son gouvernement pour l'assistance reçue jusqu'à présent et exprime l'espoir qu'une assistance supplémentaire lui sera accordée; il souligne en outre que le but final n'est pas de venir en aide à la Zambie pour elle-même, mais d'obtenir le respect des droits fondamentaux et de la dignité de l'homme pour les peuples majoritaires encore opprimés par des régimes minoritaires racistes en Afrique australe.

M. Longerstaey (Belgique), vice-président, prend la présidence.

21. M. KEITA (Guinée) dit qu'avant de présenter le projet de résolution E/L.1671 au nom de ses auteurs, parmi lesquels figure maintenant le Gabon, il tient à remercier le Coordonnateur de l'assistance des Nations Unies à la Zambie de l'exposé circonstancié et très instructif qu'il a fait et qui a sans aucun doute permis au Conseil de prendre conscience de l'ampleur des problèmes qui se posent à la Zambie.

22. Le projet de résolution E/L.1671 est un appel à la solidarité internationale en faveur d'un pays qui fait tout ce qui est en son pouvoir pour faire progresser son développement économique et social et libérer les peuples d'Afrique australe. Le courage, la détermination et l'abnégation du peuple zambien, qui a été victime de la politique raciste d'un régime illégal, sont notoires. Le Gouvernement zambien n'a reculé devant aucun sacrifice et il a agi conformément aux décisions prises par les Nations Unies à l'égard du régime qui a usurpé le pouvoir en Rhodésie du Sud au détriment de la majorité de la population.

23. Le paragraphe clé du projet de résolution est le paragraphe 4 du dispositif, en vertu duquel le Conseil fait sienne la demande du Gouvernement de la République de Zambie tendant à ce que le programme d'assistance des Nations Unies à la Zambie soit prolongé pendant toute l'année 1976; mais la deuxième partie du paragraphe 2, où il est fait appel aux Etats Membres qui sont en mesure de le faire pour qu'ils accordent une assistance supplémentaire pour seconder les efforts de la Zambie, est peut-être tout aussi importante.

24. Le représentant de la Guinée espère que le Conseil adoptera le projet de résolution à l'unanimité; en aidant la Zambie, la communauté internationale s'aide elle-même.

25. Le PRÉSIDENT dit que la Jamaïque et la Norvège ont demandé à figurer sur la liste des auteurs du projet de résolution.

26. M. DORUM (Norvège) dit que son pays appuie sans réserve la Zambie dans sa lutte pour surmonter les graves conséquences économiques de la fermeture de sa frontière avec la Rhodésie du Sud. Il ressort du document E/L.1672 que les incidences budgétaires du projet de résolution ne dépasseront pas 75 000 dollars.

27. La délégation norvégienne tient à remercier le Coordonnateur des services qu'il a rendus dans le cadre du programme d'assistance à la Zambie et de son rapport oral qui fait apparaître clairement la nécessité de poursuivre l'effort d'assistance. La Norvège a manifesté sa solidarité avec la Zambie, qui fait de plus lourds sacrifices que tout autre pays pour appliquer les sanctions prises par les Nations Unies contre le régime illégal de Salisbury, en lui faisant un don de 2 millions de dollars en espèces à un moment où la Zambie avait un besoin urgent d'aide. La Norvège a l'intention de resserrer les liens d'étroite coopération qu'elle entretient avec la Zambie depuis 1967 en vertu d'un accord général d'assistance technique, en lui fournissant une assistance supplémentaire pour soutenir ses efforts de développement, qui sont sérieusement entravés par sa ferme adhésion à la politique de sanctions adoptée par les Nations Unies. Comme l'a dit le Coordonnateur, c'est un devoir pour les autres Etats Membres de partager le fardeau que la Zambie a assumé au nom de la liberté et de la justice pour les peuples opprimés d'Afrique.

28. M. OKELO (Kenya) dit qu'en se portant auteur du projet de résolution E/L.1671, sa délégation tient à montrer l'importance que le gouvernement kényen attache à un changement d'urgence de situation politique en Afrique australe, afin que les peuples qui sont actuellement gou-

vernés par des régimes racistes minoritaires puissent accéder au gouvernement par la majorité.

29. Les déclarations faites par le Coordonnateur de l'assistance des Nations Unies à la Zambie et par le représentant de la Zambie ont donné un tableau très clair de la situation dans ce pays. Il ne faut pas perdre de vue que l'assistance à la Zambie n'est pas fournie au pays pour lui-même, mais vise à assurer l'application efficace de la politique de sanctions adoptée par les Nations Unies à l'encontre du régime illégal de Rhodésie du Sud. Le prix que doit payer la Zambie pour appliquer cette politique est énorme, mais s'il est partagé entre les Etats Membres des Nations Unies, il ne représentera qu'une faible somme pour chacun. La délégation kényenne espère donc que le Conseil adoptera le projet de résolution à l'unanimité et que les Etats Membres fourniront une assistance supplémentaire à la Zambie. Elle est préoccupée de constater qu'aucune contribution n'a été annoncée depuis juin 1974.

30. M. CHANG Hsien-wu (Chine) déclare que sa délégation a été sensible à ce que le Coordonnateur de l'assistance des Nations Unies à la Zambie et le représentant de ce même pays ont dit de la coopération économique et technique de la Chine avec la Zambie.

31. Deux années se sont écoulées depuis que le régime raciste de la Rhodésie du Sud a fermé sa frontière avec la Zambie afin de ruiner l'économie de celle-ci et d'anéantir les mouvements africains de libération nationale. Mais l'héroïque peuple zambien, avec l'appui des autres Etats africains et des peuples du monde, a relevé le défi et déjoué ce projet.

32. Les Africains gagnent rapidement du terrain dans leur lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le racisme, le sionisme et l'hégémonie des grandes puissances. Les anciens territoires africains portugais sont enfin devenus indépendants et il est clair que les peuples africains sont prêts à s'associer dans la lutte pour éliminer les derniers vestiges du colonialisme sur le continent africain. Mais il est également clair que le racisme et le colonialisme ne disparaîtront que si tous les peuples progressistes s'unissent contre eux. Le peuple chinois, le peuple zambien et tous les peuples africains sont des compagnons d'armes qui combattent sur le même front contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonie des grandes puissances. Le Gouvernement chinois continuera de coopérer avec le Gouvernement zambien dans les domaines économiques et techniques à l'avenir, comme il l'a fait par le passé.

33. La délégation chinoise espère que le projet de résolution E/L.1671 sera adopté à l'unanimité et que tous les organismes des Nations Unies fourniront à la Zambie l'aide pratique et efficace dont elle a tant besoin.

34. Le comte YORK (République fédérale d'Allemagne) remercie le Coordonnateur de l'assistance des Nations Unies à la Zambie pour son rapport très instructif et exprime son admiration pour le courage et la volonté dont la Zambie a toujours fait preuve pour mettre en œuvre les résolutions des Nations Unies sur la Rhodésie du Sud. Il se félicite que le Coordonnateur n'ait pas omis de mentionner dans son rapport le fait que les voisins de la Zambie ont, pour les

mêmes raisons, enduré des souffrances et fait des sacrifices. La Zambie a été active sur le plan politique également et Lusaka a été le centre d'activités destinées à rechercher des solutions au problème. La Zambie a usé avec clairvoyance et patience de sa grande influence afin de trouver des solutions qui permettent d'éviter le recours à la violence.

35. La République fédérale d'Allemagne a mis sur pied un programme d'assistance économique à la Zambie. En 1974, ses engagements au titre de l'assistance s'élevaient à 7,8 millions de dollars dont 1,7 million représentant une assistance technique à titre de don, et le reste des prêts, à des conditions avantageuses. Le programme est exécuté en étroite coopération avec le Gouvernement zambien et tient soigneusement compte des priorités de ce dernier. La plus grande partie de l'assistance, axée sur l'agriculture et le développement rural d'ensemble, porte notamment sur un projet pilote d'irrigation, la création d'un service de vulgarisation agricole, la mise en place de services vétérinaires et une étude de faisabilité sur un autre projet d'irrigation.

36. La République fédérale d'Allemagne n'a encore pris aucun engagement pour 1975, le budget venant seulement d'être adopté, mais son gouvernement continuera de collaborer avec celui de la Zambie dans le domaine du développement afin d'alléger les souffrances que subit ce pays par suite du problème sud-rhodésien.

37. M. BOYE (Sénégal) remercie le Coordonnateur de la façon dont il a décrit les effets sur la Zambie de la fermeture de la frontière avec la Rhodésie du Sud. Il n'a rien à ajouter à ce que le représentant de la Guinée a dit pour présenter le projet de résolution E/L.1671 dont le Sénégal est coauteur.

38. La délégation sénégalaise sait gré au Secrétaire général des efforts qu'il continue de déployer pour mobiliser et coordonner l'assistance des Etats Membres et du système des Nations Unies à la Zambie. M. Boye espère que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité.

39. M. KASTOFT (Danemark) déclare que le Gouvernement danois a décidé, peu après l'adoption de la résolution 329 (1973) du Conseil de sécurité, d'aider la Zambie à entretenir ses moyens de transport en bon état, de façon à préserver les liaisons avec le monde extérieur après la fermeture de sa frontière avec la Rhodésie du Sud. Comme suite à cette résolution du Conseil de sécurité, le Danemark a alloué, en 1973, 10 millions de couronnes danoises (environ 1,7 million de dollars) qui doivent servir à des projets dans le secteur des transports. Le Gouvernement zambien a estimé qu'il était particulièrement urgent d'améliorer les transports par camions en raison de la cessation du trafic de chemin de fer entre la Zambie et la Rhodésie du Sud. La subvention danoise a donc été utilisée en partie pour créer un centre d'enseignement et de formation de conducteurs de camions et de mécaniciens et en partie pour ouvrir et agrandir des ateliers de réparation de camions.

40. En outre, le Gouvernement danois coopère étroitement depuis 1965, avec le Gouvernement zambien, à la mise en valeur du secteur de l'éducation, essentiellement en

fournissant les services d'experts et de volontaires. Cette assistance doit se poursuivre à l'avenir.

41. Le Danemark sera heureux de devenir coauteur du projet de résolution E/L.1671 qui sera, espère-t-il, adopté à l'unanimité.

42. M. McGILCHRIST (Jamaïque) déclare qu'en raison de la position qu'elle a toujours prise à l'égard du racisme et du colonialisme et de ses liens étroits avec la Zambie, la Jamaïque se félicite de figurer désormais parmi les auteurs du projet de résolution E/L.1671.

43. M. McGilchrist demande instamment à tous les pays d'aider la Zambie et il appuie l'appel lancé par le Kenya, qui a demandé que des contributions supplémentaires soient versées, afin que les résolutions adoptées par les Nations Unies puissent être pleinement mises en œuvre.

44. M. CHICHIZOLA (Pérou) dit que sa délégation appuie sans réserve le projet de résolution E/L.1671 dont elle souhaite devenir coauteur; elle estime qu'en appuyant la Zambie, elle contribue à la lutte contre toutes les formes de discrimination qui sont contraires aux principes de justice et d'équité établis par les Nations Unies. Elle a suivi avec beaucoup d'intérêt la lutte que mène la Zambie et elle espère que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité et que la communauté internationale continuera d'appuyer tous les efforts visant à faire échec au racisme et au colonialisme.

45. M. ZHUKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation, qui appuie fermement tous les pays qui luttent contre le colonialisme, tient à réaffirmer qu'elle est solidaire de la Zambie dans les efforts que ce pays déploie pour surmonter les difficultés créées par l'application des sanctions contre la Rhodésie du Sud, pays qui devrait être tenu responsable des torts causés.

46. La visite que le Président de la Zambie a récemment effectuée en Union soviétique a imprimé un nouvel essor à la coopération entre les deux pays. Un accord de coopération technique, culturelle et commerciale à long terme a été signé; l'Union soviétique forme déjà du personnel zambien dans des domaines tels que l'énergie, la géologie et la santé publique et les échanges commerciaux entre les deux pays doivent s'accroître considérablement.

47. Mme TURNBULL (Australie) dit qu'il n'est pas nécessaire d'insister sur l'aversion que son gouvernement

porte au racisme sous toutes ses formes, notamment tel qu'il est pratiqué au Zimbabwe, en Namibie et en Afrique du Sud. Le Gouvernement australien se propose d'étendre son aide aux pays indépendants d'Afrique et examine actuellement les moyens d'aider la Zambie à mettre en œuvre son programme de développement, retardé par la fermeture de la frontière méridionale. Il approuve la Zambie qui mène une lutte politique pour un règlement pacifique de la situation au Zimbabwe en faveur des peuples opprimés d'Afrique. Mme Turnbull espère que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité.

48. M. DINU (Roumanie) dit que point n'est besoin de souligner que les difficultés économiques que connaît la Zambie sont le résultat de la persistance de certaines formes de racisme en Afrique australe. Le Gouvernement roumain voit dans la décision prise par la Zambie de rompre les relations économiques avec le régime raciste de la Rhodésie du Sud la preuve de son attachement aux principes de la Charte des Nations Unies. La Roumanie apprécie hautement la solidarité qu'a témoignée la communauté internationale à l'égard de la lutte que mène le peuple zambien pour préserver son indépendance. Il faudrait, à son avis, accroître, en mobilisant les ressources disponibles, les efforts actuellement entrepris par les organismes des Nations Unies pour fournir une assistance financière, technique et matérielle à la Zambie. La Roumanie a accordé un appui matériel à la Zambie et développe des relations amicales avec ce pays.

49. Le PRÉSIDENT dit que, s'il n'y a pas d'objections, il considérera que le Conseil adopte le projet de résolution sur l'assistance à la Zambie (E/L.1671) par consensus.

Il en est ainsi décidé.

50. M. SAKALA (Zambie) dit que sa délégation apprécie la compétence avec laquelle le représentant de la Guinée a présenté le projet de résolution, le caractère constructif des débats et la décision du Conseil d'adopter le projet de résolution sans le mettre aux voix. Il a été encouragé de noter que les efforts que son pays déploie pour promouvoir la paix, la liberté et la justice en Afrique australe ont été largement reconnus.

51. Le PRÉSIDENT annonce que le Conseil a terminé l'examen du point 6.

La séance est levée à 12 h 5.

1973^e séance

Mercredi 23 juillet 1975, à 15 h 30

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SR.1973

En l'absence du Président, M. E. Longestaey (Belgique), vice-président, prend la présidence.

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

Coopération régionale (*fin**) [E/L.1670]

1. M. MARTÍNEZ (Argentine) présente le projet de résolution E/L.1670 sur la coopération régionale au nom de ses auteurs et déclare qu'un certain nombre de modifications au texte initial ont été acceptées au cours de consultations officieuses.

2. L'Argentine, l'Iran, les Pays-Bas, le Venezuela et la Zambie doivent être ajoutés à la liste des auteurs. Toute la dernière partie du deuxième alinéa du préambule, depuis les mots "en ce qui concerne", jusqu'au mot "internationales" à la fin du sous-alinéa c, doit être remplacée par "telles qu'elles sont énoncées dans la résolution 1896 (LVII)". Dans le paragraphe 1 du dispositif, les mots "résolutions adoptées à ... Assemblée" doivent être remplacés par "résolutions adoptées par l'Assemblée générale à sa sixième session extraordinaire". Au paragraphe 2 du dispositif, il convient de remplacer les mots "dans le cadre" par "conformément aux buts et objectifs". A la fin de ce même paragraphe, les mots "des décisions adoptées à" sont à remplacer par "des résolutions adoptées par". Dans le paragraphe 4 du dispositif, il convient d'insérer "lors de ces réunions" après les mots "de prendre". Dans le même paragraphe, les mots "l'identification des" doivent être remplacés par "en consultation avec le PNUD et les pays concernés, pour déterminer les". Au paragraphe 5 du dispositif, à la première ligne, il convient d'insérer "à cet égard" après les mots "Invite instamment". Dans le même paragraphe, les mots "desdits arrangements" sont à remplacer par "des arrangements nécessaires". Le paragraphe 6 du dispositif doit être remanié de la façon suivante :

"Prie l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement de recourir aux services des commissions régionales, lorsque les pays concernés en feront la demande, pour apporter une contribution au prochain cycle de programmation, particulièrement en ce qui concerne la programmation multinationale."

3. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que la délégation soviétique est disposée à s'associer au consensus sur le projet de résolution révisé, mais à la seule condition qu'il n'y ait aucune incidence financière sur le budget ordinaire.

4. M. FRAZÃO (Brésil) dit que la délégation brésilienne s'associe au consensus avec réticence. Si l'on demande aux commissions régionales de jouer le rôle d'organisations chargées de l'exécution de projets du PNUD, cela entraînera très probablement un chevauchement des efforts. Au besoin, la délégation brésilienne soulèvera de nouveau cette question devant l'organe approprié, à savoir le Conseil d'administration du PNUD.

5. M. ARNOLD (République démocratique allemande) dit qu'à son avis il ressort du paragraphe 3 du dispositif que le projet de résolution n'entraînera aucune augmentation du montant du budget ordinaire.

6. Le comte YORK (République fédérale d'Allemagne) dit que sa délégation partage les réserves exprimées par le représentant du Brésil et voudra peut-être revenir sur cette question devant un organe approprié. Dans le paragraphe 1 du dispositif, le mot "pertinentes" se rapporte, à son avis, aux décisions relatives à la coopération régionale. Au cours des discussions officieuses consacrées au projet de résolution, il n'a pas pu obtenir la même assurance en ce qui concerne les décisions dont il est question au paragraphe 2 du dispositif et, de ce fait, il se voit dans l'obligation de renouveler les réserves que sa délégation a formulées à l'égard de l'ensemble des décisions adoptées par l'Assemblée générale à la sixième session extraordinaire (2229^e séance plénière).

7. M. MUDHO (Kenya) dit que, bien que sa délégation se soit associée au consensus, elle n'a pas eu le temps d'examiner les modifications apportées au projet de résolution et se réserve le droit de prendre la parole ultérieurement sur l'une ou l'ensemble de ces modifications, si cela est nécessaire.

8. Mme HERRÁN (Colombie) déclare que sa délégation s'est associée au consensus, mais elle espère que le paragraphe 3 du dispositif ne donnera pas lieu à des dépenses supplémentaires au titre du budget ordinaire.

9. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à adopter le projet de résolution E/L.1670 sur la coopération régionale, tel qu'il a été révisé oralement, sans procéder à un vote.

Il en est ainsi décidé.

10. M. BOURGOIS (Programme des Nations Unies pour le développement) déclare que le Conseil d'administration du PNUD a pleinement appuyé la proposition de l'Administrateur concernant le renforcement des relations entre le PNUD et les commissions régionales¹. Il cite à ce propos le

* Reprise des débats de la 1971^e séance.

¹ Voir PNUD, document DP/124.

paragraphe 122 du rapport du Conseil d'administration du PNUD sur sa vingtième session (E/5703).

11. Il est particulièrement important que le paragraphe 4 du dispositif de la résolution qui vient d'être adoptée, relative à l'exécution des projets, soit interprété conformément à la résolution 1896 (LVII) du Conseil mentionnée dans le préambule, et en tenant compte des décisions du Conseil d'administration du PNUD. Conformément à ces décisions, qui correspondent étroitement aux principes fondamentaux du Programme, exprimés par le consensus de 1970², la désignation de l'agence d'exécution doit se faire, pour chaque cas, à la demande des gouvernements intéressés et sur recommandation de l'Administrateur. Ce dernier point est d'importance puisqu'il concerne un aspect essentiel des pouvoirs conférés par le consensus de 1970 à l'Administrateur, qui a la responsabilité d'ensemble des opérations du PNUD.

12. Le PRÉSIDENT déclare que le Conseil a terminé l'examen du point 4 de l'ordre du jour.

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux (fin*)

PARTICIPATION D'ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES AUX TRAVAUX DU CONSEIL (E/5719)

13. Le PRÉSIDENT appelle l'attention sur la note du Bureau relative à la participation d'organisations intergouvernementales aux travaux du Conseil (E/5719) et notamment sur les recommandations qui figurent aux paragraphes 3 à 8. Il propose d'étudier les recommandations paragraphe par paragraphe.

Paragraphe 3

14. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à adopter la recommandation figurant au paragraphe 3.

Il en est ainsi décidé.

* Reprise des débats de la 1953e séance.

² Approuvé par le Conseil d'administration du PNUD à sa dixième session (du 9 au 30 juin 1970) et subséquemment adopté par le Conseil économique et social dans sa résolution 1530 (XLIX) du 22 juillet 1970 et par l'Assemblée générale dans sa résolution 2688 (XXV) du 11 décembre 1970. Pour le texte, voir l'annexe à la résolution précitée de l'Assemblée générale.

Paragraphe 4

15. M. CHANG Hsien-wu (Chine) déclare que certaines organisations intergouvernementales et non gouvernementales associées au Conseil, comme l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol), permettent encore aux éléments de la clique de Chiang, que le peuple chinois a reniés depuis longtemps et qui sont retranchés à Taiwan, province de la Chine, d'usurper le nom de Chine, et de mener des activités illégales. Ceci est absolument inadmissible. Ces organisations doivent corriger leur position selon laquelle il y a "deux Chines" ou encore il y a d'un côté la Chine, de l'autre Taiwan, et expulser les éléments de la clique de Chiang conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil.

16. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à adopter la recommandation figurant au paragraphe 4.

Il en est ainsi décidé.

Paragraphe 5

17. M. BUKHARI (Pakistan) souligne que, dans le paragraphe 5, les mots "pour participer" semblent avoir été omis à la suite des mots "soit désignée".

18. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à adopter la recommandation figurant au paragraphe 5, avec cette correction.

Il en est ainsi décidé.

Paragraphe 6

19. M. SCHWARTZ-GIRÓN (Espagne) dit qu'il a été convenu, lors des consultations entre les pays de tous les groupes, que le GATT continuerait à participer aux travaux dans les mêmes conditions qu'auparavant. Il n'y a donc pas lieu de prendre une décision au sujet du paragraphe 6.

Il en est ainsi décidé.

Paragraphes 7 et 8

20. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à adopter les recommandations figurant aux paragraphes 7 et 8.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 16 h 5.

1974^e séance

Jeudi 24 juillet 1975, à 10 h 50

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SR.1974

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR

Année internationale de la femme (E/5725)

1. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le point 5 de l'ordre du jour relatif à l'Année internationale de la femme.

2. Mme SIPILÄ, (Sous-Secrétaire général au développement social et aux affaires humanitaires et Secrétaire général de l'Année internationale de la femme et de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme) rappelle qu'en décembre 1972, au moment où l'Assemblée générale avait proclamé 1975 "Année internationale de la femme" [résolution 3010 (XXVII)], il n'avait pas été question d'organiser une conférence et que les programmes prévus pour l'Année devaient être financés au moyen des ressources existantes. Quand, en 1974, le Conseil économique et social a demandé au Secrétaire général de convoquer une conférence dans le cadre de l'Année internationale de la femme [résolution 1849 (LVI)], on s'est interrogé sur les chances de réussite d'une conférence organisée en si peu de temps et avec 250 000 dollars seulement. La Conférence mondiale de la population, elle, avait été préparée pendant quatre ans et son budget avait dépassé 2 millions de dollars. Pourtant, le Secrétariat a cru au succès de la Conférence et de l'Année internationale de la femme, et les résultats obtenus à ce jour ont dépassé ses prévisions les plus optimistes.

3. Rien n'est plus puissant qu'une idée qui vient au bon moment : les six derniers mois et la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme l'ont bien montré. Mais le succès aurait été impossible sans l'intérêt manifesté par les milieux officiels et non officiels dans le monde entier et sans la participation active de tous les organismes des Nations Unies. Soixante-neuf pays ont annoncé la création d'une commission nationale composée de représentants de ministères, d'administrations, d'organisations non gouvernementales et de particuliers. Des attachés de liaison désignés dans 89 pays continueront, après 1975, à tenir les Nations Unies informées de l'évolution de la condition de la femme dans ces pays.

4. L'Année internationale de la femme a été la première tentative globale, nationale et mondiale, d'étudier la condition et le rôle de la femme eu égard aux normes adoptées internationalement pour assurer l'égalité des droits, des chances et des responsabilités. C'est aussi la première tentative, dans les pays et dans le monde entier, de traduire en actes quelques objectifs importants de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième

Décennie des Nations Unies pour le développement¹ et un appel à l'action pour faire participer davantage les femmes à l'établissement de relations amicales entre Etats et au renforcement de la paix internationale. On a de bonnes raisons d'espérer qu'avant la fin de l'année des plans nationaux auront été adoptés dans presque tous les pays pour atteindre ces objectifs.

5. La contribution des organisations non gouvernementales, nationales et internationales, a été remarquable. L'Année internationale de la femme a reçu aussi le large soutien des travailleurs volontaires, de la presse mondiale et d'autres moyens d'information. Mme Sipilä saisit cette occasion pour remercier les gouvernements et les autres donateurs des pays industrialisés et des pays en voie de développement, même les plus défavorisés, des contributions qu'ils ont versées ou annoncées au fonds de contributions volontaires ouvert par le Secrétaire général en application de la résolution 1850 (LVI) du Conseil.

6. Les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies ont pris une part active à la Conférence et adopté des résolutions qui doivent permettre d'atteindre les objectifs de l'Année. Les commissions régionales notamment ont joué un rôle important et des plans d'action régionaux ont été adoptés par la CESAP [résolution 157 (XXXI)] et la CEA [résolution 269 (XII)].

7. L'intérêt grandissant porté à l'Année et à la mise en œuvre des principes, programmes et plans d'action adoptés pendant les dix dernières années s'explique non seulement par l'importance qui est attachée au principe de l'égalité de tous les êtres humains mais aussi par le fait que la condition de la femme et le développement économique et social réagissent l'un sur l'autre. Le programme de l'Année et la Conférence ont permis de comprendre cette interaction et ses incidences sur les problèmes mondiaux.

8. Malgré sa rapide préparation, la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, qui s'est tenue à Mexico du 19 juin au 2 juillet 1975, a montré l'intérêt qu'attachent à la question de la condition de la femme, les gouvernements et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales. Pour la première fois dans l'histoire des Nations Unies, les femmes étaient en majorité dans les délégations des 133 gouvernements représentés, et la plupart des délégations étaient dirigées par des femmes. Après avoir énuméré les personnalités présentes et donné

¹ Résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale, en date du 24 octobre 1970.

quelques précisions sur l'organisation matérielle de la Conférence, Mme Sipilä rend hommage au Président du Mexique et à Mme Echeverría, au Président de la Conférence, M. Ojeda Paullada, au Gouvernement et aux fonctionnaires mexicains, et au personnel de l'Organisation des Nations Unies, qui ont assuré le succès de cette manifestation.

9. La Conférence a été le point culminant de l'Année internationale de la femme, car elle a adopté un grand nombre de recommandations incluses dans le Plan d'action mondial en vue de la réalisation des objectifs de l'Année internationale de la femme et dans la Déclaration de Mexico 1975, sur l'égalité des femmes et leur contribution au développement et à la paix; elle a adopté également 34 résolutions qui orienteront certainement les activités des Nations Unies pendant de nombreuses années. Son rapport (E/5725) permettra au Conseil de voir les progrès accomplis vers les objectifs de l'Année internationale de la femme et de prendre toutes les décisions qu'il jugera nécessaires.

10. Les participants à la Conférence ont été d'avis que la question de la condition de la femme ne pouvait être traitée isolément mais devait être liée aux réalités contemporaines, c'est-à-dire à la solution des problèmes économiques, sociaux et politiques. La Conférence a été ainsi amenée à se prononcer sur certaines questions (les femmes palestiniennes, la condition de la femme en Namibie, dans le territoire panaméen dénommé "Zone du canal" et au Chili, etc.) et à associer par conséquent les femmes à la lutte contre le colonialisme, le racisme, la discrimination raciale et la domination étrangère et à la promotion de la paix et de la sécurité internationales.

11. La Conférence a souligné la nécessité d'un nouvel ordre économique international reposant sur la Charte des droits et devoirs économiques des Etats². Elle a noté que les trois quarts de l'humanité devaient faire face d'urgence à de graves problèmes sociaux et économiques et que c'étaient les femmes qui en souffraient le plus, d'où la nécessité d'améliorer leur sort et de définir leur rôle dans le développement. Les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies (pleine égalité des êtres humains, progrès économique et social, coopération internationale) ont inspiré de nombreuses recommandations et décisions de la Conférence. Mais l'augmentation du PNB n'engendre pas automatiquement le progrès social et l'amélioration de la condition de la femme: il faut tenir compte aussi de l'élément humain. La Conférence a pris note des effets préjudiciables à la condition de la femme d'une croissance démographique excessive, de la pénurie alimentaire et, plus généralement, du sous-développement. L'insuffisante utilisation du potentiel humain que représente la population féminine mondiale freine le progrès économique et social. A cet égard, le rôle de la femme varie d'un pays à l'autre, mais il est significatif que les décisions et recommandations de la Conférence visant à supprimer la discrimination à l'encontre de la femme aient été adoptées à l'unanimité. En revanche, les délégations ont réagi différemment aux recommandations relatives à des questions politiques ou au nouvel

ordre économique international. Dans certains milieux, on estime que si les résolutions et décisions sont mal ou insuffisamment appliquées, c'est parce qu'il n'y a pas eu accord au moment de leur adoption. Aussi le Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies a-t-il demandé une coopération globale à un accord général sur les problèmes essentiels (E/AC.62/9, par. 97 à 103). Or la Conférence a été unanime à demander la suppression des mesures discriminatoires à l'encontre de la femme et l'amélioration de sa condition, et, pour assurer une action nationale et internationale soutenue, a recommandé à l'Assemblée générale de déclarer la période 1975-1985 "Décennie des Nations Unies de la femme et du développement".

12. A l'échelon national, on a estimé généralement que les gouvernements devaient envisager en priorité la fin de la discrimination fondée sur le sexe et l'intégration des femmes au développement. La Conférence a signalé une série de projets à entreprendre dans les secteurs où la condition féminine reste très précaire et elle a suggéré, dans le Plan d'action mondial, la création de commissions interdisciplinaires ou multisectorielles pour assurer plus vite l'égalité des chances sans considération de sexe. Pour obtenir de bons résultats, ces commissions devraient comprendre des hommes et des femmes, car le progrès des femmes profitera à l'ensemble de la communauté.

13. A l'échelon international, la Conférence a demandé aux gouvernements d'augmenter le nombre des femmes dans leurs délégations et recommandé que les organismes des Nations Unies reconnaissent leur responsabilité de donner l'exemple aux Etats Membres en matière de politique de l'emploi et d'administration du personnel. Elle a recommandé de faire entreprendre plusieurs projets par le Secrétaire général, notamment un rapport sur la participation des femmes au renforcement de la paix mondiale et à l'élimination de l'*apartheid*, du racisme, de la discrimination raciale, du colonialisme et de la domination étrangère. Elle a demandé également qu'on étudie en priorité, en 1976, l'élaboration et l'adoption d'une convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

14. La Conférence a adopté des recommandations précises pour faire appliquer ses résolutions. Elle a demandé au Conseil de recommander que soit renforcé au Siège de l'ONU le service du Secrétariat responsable de l'application du Plan d'action, que soit créé un institut international de formation et de recherche pour la promotion de la femme, et qu'une deuxième conférence mondiale ait lieu en 1980.

15. La Conférence et le Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies ont émis des recommandations contradictoires. Le Groupe d'experts cherche à améliorer la coopération économique mondiale en liquidant la Commission de la condition de la femme, tandis que la Conférence a été unanime à en recommander le maintien, ou le remplacement par un organe représentatif uniquement chargé des problèmes de la condition de la femme. Elle a jugé que cet organe ou la Commission concourraient à l'exécution des programmes du Plan d'action et permettraient d'échanger des vues et de formuler des principes sur la condition de la femme. Le

² Résolution 3281 (XXIX) de l'Assemblée générale, en date du 12 décembre 1974.

Groupe d'experts a envisagé aussi la disparition du service du Secrétariat responsable de l'application du Plan d'action, et celle de la Commission du développement social.

16. La Conférence, au contraire, a recommandé au Conseil de faire le nécessaire pour que les commissions régionales disposent du personnel et des ressources exigés par la mise au point des programmes régionaux destinés à mettre en œuvre le Plan d'action. Elle a recommandé aussi qu'on donne au service du Secrétariat responsable de l'application du Plan les moyens d'appuyer plus efficacement les programmes existants et d'en mettre au point de nouveaux, en coopération avec tous les organismes du système des Nations Unies. Vu la multiplicité et la diversité des projets que la Conférence a unanimement recommandés, le Conseil voudra peut-être considérer s'il est souhaitable qu'un groupe mixte d'experts émette des avis sur l'organisation convenant le mieux à la coopération mondiale dans le domaine social.

17. L'institut international de formation et de recherche pour la promotion de la femme, dont la Conférence a recommandé la création et qui serait financé par des contributions volontaires, ferait des recherches sur la condition de la femme pour le compte du service du secrétariat responsable de l'application du Plan d'action, avec le concours de l'Université des Nations Unies et d'autres instituts intéressés. Les institutions spécialisées et les commissions régionales seraient invitées à participer à son fonctionnement.

18. La conférence que l'Assemblée générale est invitée à organiser pour 1980 aura pour tâche d'examiner et d'évaluer l'application du Plan d'action et des résolutions relatives à l'élimination de la discrimination fondée sur le sexe et à l'intégration des femmes au développement. Les crédits budgétaires nécessaires à son organisation seraient minimes.

19. La Conférence n'a pas oublié les incidences financières de ses décisions et recommandations, ni celles de son plan d'action. Elle a invité le Secrétaire général à soumettre à l'Assemblée générale pour sa trentième session un rapport établi en consultation avec les organes et organismes des Nations Unies et contenant des recommandations sur la manière dont les fonds supplémentaires expressément fournis pour assurer l'intégration de la femme au développement pourraient être canalisés et administrés dans les meilleures conditions.

20. En conclusion, Mme Sipilä souligne que l'application des recommandations de la Conférence doit être envisagée dynamiquement et multisectoriellement. L'amélioration de la condition de la femme et l'intégration de la femme à la vie sociale demandent un effort pluridisciplinaire à tous les échelons, national, régional ou mondial. A la réunion spéciale interinstitutions sur l'Année internationale de la femme qui a eu lieu les 21 et 22 juillet 1975, les représentants de tous les organismes des Nations Unies ont commencé à établir les plans d'exécution. Mme Sipilä est convaincue que l'action conjuguée des organismes et organes des Nations Unies aboutira à l'élaboration prochaine d'un programme dynamique et global qui non seulement profitera à la femme et, indirectement, à

l'enfant, à la famille et à la société, mais contribuera à améliorer partout la qualité de la vie.

21. Pour Mme URBINA (Mexique), le rapport dont le Conseil est saisi montre l'importance des résultats de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, qui a adopté de nombreuses résolutions et une déclaration des principes généraux concernant les mesures propres à améliorer la condition féminine. Les participants ont pris conscience plus intensément des graves problèmes qui touchent la moitié du genre humain et ont décidé d'instaurer une coopération internationale pour assurer l'égalité de l'homme et de la femme et faire participer celle-ci à la solution des problèmes en question.

22. Pour détruire les structures qui maintiennent la femme dans une situation marginale, trois objectifs indiqués dans la résolution 3010 (XXVII) de l'Assemblée générale doivent être atteints : égalité entre l'homme et la femme, participation de la femme au développement, contribution de la femme à la paix mondiale. La coopération envisagée ne peut être effective tant que subsistera l'iniquité. Il appartient à chaque pays de prendre les mesures internes que nécessite l'exécution des décisions adoptées. Quant aux organismes internationaux, il leur faudra collaborer pour atteindre les objectifs visés et examiner périodiquement les progrès accomplis.

23. Les décisions de la Conférence suivent deux directions parallèles. Certaines concernent des problèmes particuliers à la femme : il s'agit des résolutions sur la santé, l'emploi, l'enseignement, la famille, la participation, la promotion, la nécessité d'étudier les questions liées à la condition féminine. Les autres concernent la refonte des systèmes nationaux et internationaux qui empêchent de satisfaire les besoins fondamentaux des groupes marginaux, dont font partie la majorité des femmes. Restent à prendre les mesures nécessaires pour donner effet à ces résolutions. Gouvernements, organismes des Nations Unies et particuliers doivent s'inspirer des mesures du Plan d'action et appliquer les principes de la Déclaration de Mexico.

24. Les préoccupations qui se manifestent dans l'introduction et le chapitre premier du Plan d'action mondial (problèmes du développement, des femmes des zones rurales, des travailleuses, liens entre les questions internationales et la condition féminine, etc.) se retrouvent dans les nombreux projets de résolution présentés, dont la plupart ont été adoptés par accord général. Le Plan d'action et la Déclaration de Mexico sont des documents d'une importance indiscutable. Certes, seules les générations à venir pourront évaluer la portée de la Conférence, mais on peut dire déjà qu'elle est un commencement dans la transformation de la condition féminine. Le nier ou prétendre que les questions n'ont pas été bien étudiées, c'est vouloir ignorer ce qui s'est passé à Mexico. Qu'on cherche à dénaturer les résultats de la Conférence s'explique : vouloir faire de la femme l'égale de l'homme est une action révolutionnaire qui effraie beaucoup de gens.

25. Pour que la femme participe au même titre que l'homme à la vie sociale, hommes et femmes doivent faire front ensemble aux difficultés. Or la femme a toujours vécu en marge de la société et ne jouit pas encore d'une égalité

complète, ni de fait, ni de droit avec l'homme. Le fossé qui se creuse entre pays développés et pays en voie de développement, la précarité de la paix mondiale, la violation systématique des libertés fondamentales dans certains pays et l'existence d'enclaves du colonialisme, la pollution de l'environnement, la course aux armements et le cahot monétaire international ajoutent à ces difficultés. C'est pourquoi il faut modifier d'urgence les mentalités et instaurer un nouvel ordre économique international. Les femmes ne peuvent rester indifférentes devant cette situation et doivent assumer des responsabilités égales à celles des hommes dans la réorganisation du système international et la suppression de relations internationales complètement dépassées.

26. Si le but ultime du développement est l'amélioration de la qualité de la vie pour tous, le nouvel ordre économique international doit reposer sur l'équité, l'égalité souveraine, la coopération entre les Etats et la promotion du progrès économique et social. De plus, le développement n'est pas seulement la croissance économique des Etats, c'est aussi l'égalité des chances dans tous les domaines où la femme, de concert avec l'homme, doit pouvoir tirer parti au maximum de ses aptitudes.

27. En rappelant qu'il faut encore lutter pour assurer la pleine intégration de la femme dans le développement, Mme Urbina fait observer que la Déclaration de Mexico s'inspire de convictions déjà énoncées dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. Les principes consacrés dans la Déclaration de Mexico donnent une image de la femme et de l'homme qui suppose l'égalité des chances et des devoirs de chacun, dans la famille et dans la société. Les programmes et politiques qui orientent l'éducation doivent être modifiés pour permettre l'épanouissement de la personne tout en répondant aux besoins du développement. Mme Urbina insiste en particulier sur l'égalité de l'homme et de la femme devant la loi, l'égalité des chances dans l'emploi, la rémunération et la promotion et souligne l'importance de la liberté de décision sur la question du mariage et de la maternité réfléchie en ajoutant que tout cela doit se faire en même temps.

28. Si l'on proclame que les rapports entre les êtres humains sont régis par le principe de l'égalité des droits entre l'homme et la femme, on reconnaît aussi que les rapports entre les Etats doivent être régis par les principes de l'égalité souveraine, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, de l'intégrité territoriale et de la non-intervention dans les affaires intérieures des Etats.

29. Il est normal que la Déclaration de Mexico, qui ne se borne pas à consacrer de simples aspirations mais fixe des normes de conduite pour faire disparaître l'inégalité, soit attaquée par des éléments clairement réactionnaires. Ceux qui ne comprennent pas sa portée et celle des autres documents adoptés par la Conférence sont précisément ceux qui restent attachés à des lignes de conduite qui ne leur permettent pas de participer à l'analyse des questions qui touchent le monde moderne. Mais les générations futures sauront comprendre qu'en adoptant la Déclaration on a, pour la première fois, abordé les problèmes des

femmes en tenant compte des problèmes de la société et inversement.

30. A la Conférence, certaines causes pour lesquelles les femmes plaident depuis longtemps se sont précisées, certaines optiques se sont modifiées, et on a pris conscience des problèmes contemporains et de la discrimination. Désormais, on ne traitera plus des questions concernant la femme comme s'il s'agissait d'un problème distinct, mais en les intégrant aux problèmes du monde contemporain.

31. La délégation mexicaine est convaincue que seule la coopération internationale permettra une solution satisfaisante. Le Conseil économique et social doit adopter des mesures complémentaires à celles de la Conférence pour que l'effort de la communauté internationale ne soit pas vain et que les recommandations se traduisent dans la réalité. C'est du Conseil que dépend la poursuite de l'effort fait par la communauté internationale en annonçant les objectifs de l'Année internationale de la femme : égalité, développement et paix, et en convoquant la Conférence.

M. Longerstaey (Belgique), vice-président, prend la présidence.

32. Mme TURNBULL (Australie) rappelle qu'à la 1972ème séance, examinant le rôle de la Zambie dans la lutte contre le racisme au Zimbabwe, le Conseil a encore réaffirmé les principes de la Charte des Nations Unies, et en particulier sa foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes. Il est donc regrettable qu'il reste tant à faire ne serait-ce que pour comprendre la signification de ces termes. Non seulement l'égalité des femmes avec les hommes est-elle fréquemment méconnue, mais il en est de même de leur dignité. La discrimination fondée sur le sexe est plus insidieuse encore que la discrimination raciale; plus tolérée et moins bien reconnue, se manifestant diversement dans les attitudes sociales, l'éducation, les mythes et les préjugés, elle aboutit à ce que les femmes — le deuxième sexe — consentent à ne jouer qu'un rôle de second plan. A une époque où l'on se préoccupe de plus en plus de la pénurie alimentaire et des problèmes de développement et de justice sociale dans le monde, il est inadmissible que la moitié de la population mondiale reste à la traîne et qu'on lui refuse la nouvelle justice sociale et le nouvel ordre social pour lesquels la communauté internationale a engagé le combat.

33. Les gouvernements ont un grand rôle à jouer dans ce domaine. Pour sa part, le Gouvernement australien coopère étroitement avec les organisations non gouvernementales et des groupes de femmes en Australie. Une grande partie du travail doit se faire aussi à l'échelon de la collectivité, et même de l'individu, qui doivent procéder à une réévaluation radicale des valeurs sociales; pour cela, une forte volonté politique est nécessaire.

34. Aux plans international et régional, il faut mettre au point des directives pour concevoir ensemble un ordre social plus équilibré et plus juste. Le Gouvernement australien approuve à cet égard le plan d'action régional adopté par la CESAP pour l'intégration des femmes au

développement [voir E/5656, résolution 157 (XXXI)]. Ce plan est en effet la preuve qu'un accord a été possible non seulement à l'échelon régional, mais également à l'échelon national, sur des principes directeurs et des programmes.

35. Le Gouvernement australien réserve sa position définitive sur la Déclaration de Mexico, le plan d'action mondial et les résolutions et décisions adoptés par la Conférence car il n'a pas encore eu le temps de les étudier en détail. Il n'en reste pas moins que la Conférence a eu des résultats positifs et que le Gouvernement australien jouera son rôle dans l'exécution du Plan d'action.

36. De même que les organes des Nations Unies se sont occupés en particulier des problèmes des pays les moins développés, de même les gouvernements et les individus doivent donner suite d'urgence aux décisions dont fait état le rapport de la Conférence pour améliorer le sort des femmes.

37. Pour M. DUMAS (France), il s'agit non pas de libérer les femmes de leur condition féminine, mais de leur donner les moyens d'assumer pleinement cette condition. A la Conférence de Mexico, Mme Giroud, secrétaire d'Etat français à la condition féminine, a précisé qu'il n'était pas question non plus pour la femme de se libérer de l'homme. En effet, c'est de leurs propres préjugés, de leurs propres craintes que les femmes doivent se libérer. Il faut donc réduire, jusqu'à le faire disparaître, l'écart qui sépare le statut des femmes de celui des hommes et cela implique que soient définies les actions à entreprendre, à soutenir ou à poursuivre pour conduire les femmes au partage des responsabilités de tous ordres. C'est pourquoi la France ne peut qu'adhérer à l'esprit qui a inspiré la Déclaration de Mexico.

38. Bien que la France soit un des pays les plus avancés dans la voie d'une égalité de droit et de fait entre femmes et hommes, elle sait qu'il lui reste beaucoup à faire et approuve donc les orientations proposées dans la Déclaration de Mexico. Vu les différences entre Etats, elle approuve le principe que chaque pays devrait décider de sa propre stratégie. Elle accueille favorablement les recommandations de la Conférence, notamment l'idée qu'il existe un lien évident entre le développement et la promotion de la femme. Mais la délégation française craint que certaines références à des textes pour lesquels quelques pays n'ont pas voté ou à des problèmes politiques régionaux qui n'ont pas de lien direct avec la condition féminine risquent de gêner l'accord général souhaitable.

39. Dans l'idée qu'il ne faut pas s'en tenir à des déclarations de principe, la délégation française espère que l'effort de prise de conscience et de réflexion dû à cette année internationale portera ses fruits. Pour cela, il faut, premièrement, que le caractère multidisciplinaire et interministériel des problèmes de la femme n'empêche pas l'attention et l'action de se concentrer sur un petit nombre de points concernant spécifiquement la condition féminine à l'exclusion d'autres points qui peuvent être traités dans d'autres enceintes. Deuxièmement, par-delà les garanties juridiques favorables à l'égalité, il faut affirmer une priorité, à savoir la diffusion d'une instruction obligatoire, gratuite et identique pour les garçons et les filles, sans oublier son

prolongement indispensable, l'information. A ce sujet, M. Dumas se félicite du remarquable travail accompli par les organisations non gouvernementales féminines sur la poursuite duquel la France sait pouvoir compter. Mais sur la voie dans laquelle s'engagent les femmes, les progrès seront d'autant plus rapides que les gouvernements, sensibilisés par l'Année internationale de la femme, décideront de reconnaître à la femme la vocation d'un agent de promotion de la justice et d'une meilleure qualité de la vie.

40. M. KAUFMANN (Pays-Bas) note que la Conférence de Mexico a servi d'abord à dresser l'inventaire des problèmes de la femme et à échanger des données à l'échelon mondial, et qu'elle a mobilisé l'opinion publique, les gouvernements et tous les organes des Nations Unies. Deuxièmement, le Plan d'action mondial qu'elle a adopté contient des directives utiles pour traiter des divers problèmes à l'échelon national. Troisièmement, non seulement les gouvernements et les organes des Nations Unies, mais également les organisations non gouvernementales et les groupements privés doivent donner suite aux décisions de la Conférence. Quatrièmement, il est souhaitable que des conférences régionales soient organisées pour voir comment le Plan d'action est exécuté à l'échelon régional. Cinquièmement, M. Kaufmann rappelle que la délégation néerlandaise était l'un des auteurs de la résolution 12 de la Conférence (Ressources spéciales pour l'intégration des femmes au développement) et que son gouvernement a offert de verser des contributions supplémentaires à des projets qui visent à faire prendre conscience aux femmes de leur position et de leur rôle dans la société. Sixièmement, le Gouvernement néerlandais a offert une assistance financière également aux projets liés à la recherche de politiques relatives à l'intégration des femmes au processus de développement prévue dans la résolution 14. Septièmement, le Gouvernement néerlandais espère que le Secrétaire général de l'ONU soumettra à l'Assemblée générale à sa trentième session les rapports et propositions demandés. Comme le Gouvernement australien, le Gouvernement néerlandais étudie actuellement les recommandations formulées par la Conférence et arrêtera sa position au moment de l'examen des propositions et rapports en question.

41. M. Kaufmann conclut en indiquant au sujet de la résolution 4 (Rôle de l'ONU et des organismes qui lui sont reliés dans l'application du Plan d'action mondial), que le service du secrétariat responsable de l'exécution du Plan devra être renforcé conformément au paragraphe 3, b, de cette résolution.

42. Mme SANTHOSO (Indonésie) considère que le bilan de la Conférence de Mexico n'est pas décevant dans la mesure où les pays représentés y ont adopté, malgré la diversité de leurs conditions socio-économiques et culturelles, une déclaration sur l'égalité des femmes et leur contribution au développement et à la paix et un Plan d'action mondial en vue de la réalisation des objectifs de l'Année internationale de la femme.

43. On peut se féliciter aussi de l'œuvre entreprise par les Nations Unies qui, dans la Déclaration et le Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels (CE/5696, chap. IV) et aux dix-neuvième et vingtième sessions du Conseil d'administration du PNUD,

ont souligné l'importance de l'intégration des femmes au développement (voir E/5646 et E/5703).

44. En Indonésie, le principe de l'égalité et de la participation à part entière des femmes n'a jamais été contesté et est inscrit dans la Constitution. Mais comme dans tout pays en développement, il s'y pose des problèmes qui concernent notamment la planification de la famille, la protection maternelle et infantile, la formation et l'éducation. L'Indonésie approuve donc, en particulier, la résolution 15 de la Conférence de Mexico, relative à la planification de la famille et à la pleine intégration des femmes au développement. Le programme de planification de la famille a un rang de priorité élevé dans le deuxième Plan quinquennal indonésien et vise à améliorer la santé maternelle et infantile et à élever le niveau de vie. Il est certain que son succès dépend entièrement de la participation des femmes. Les résultats obtenus jusqu'à présent sont encourageants grâce, dans une certaine mesure, à l'aide fournie de l'extérieur, notamment par les Nations Unies. Ils le sont aussi en ce qui concerne la participation des femmes à l'effort de développement, en particulier dans les domaines de la population, de l'éducation, de la santé publique et du développement rural. En ce qui concerne ce dernier domaine, il est essentiel — et c'est souligné dans la résolution 21 de la Conférence — de donner aux femmes des zones rurales la formation qui leur permettra de participer efficacement aux activités de développement; le paragraphe 4 du dispositif de cette résolution, par lequel il est demandé aux organismes internationaux d'appuyer les efforts dans ce domaine, est particulièrement pertinent.

45. Pour conclure, Mme Santhoso estime elle aussi que la participation des hommes à l'Année internationale de la femme est indispensable à son succès.

46. Mlle GUEVARA ACHAVAL (Argentine) souligne l'intérêt que porte son pays à la question de la condition de la femme; l'insertion sociale des femmes doit être un facteur de développement des peuples, et ne pas simplement contribuer à augmenter la main-d'œuvre. La Conférence de Mexico permettra de faire disparaître les situations d'injustice et de discrimination qui sont, comme l'a dit le Secrétaire général, une atteinte à la dignité humaine. La Déclaration de Mexico, le Plan d'action mondial et les 34 résolutions adoptées montrent bien que les femmes veulent participer réellement à la prise de décision et à la solution des problèmes actuels. En Argentine, les femmes interviennent largement dans les affaires du pays et sont nombreuses dans les domaines politique, législatif, judiciaire, scientifique, artistique et culturel.

47. On retrouve dans la Déclaration de Mexico l'esprit des résolutions 1851 (LVI) du Conseil économique et social et 3010 (XXVII) de l'Assemblée générale, relatives à l'intégration de la femme au développement. La délégation argentine approuve cette déclaration, avec les réserves déjà formulées à propos des huitième et onzième alinéas du préambule et des paragraphes 12, 24 et 26 du dispositif.

48. Quant au Plan d'action mondial, la délégation argentine a également déjà donné son avis sur la section G du chapitre II relatif à la population: selon elle, on a trop souvent tendance à voir dans la limitation des naissances la

panacée de tous les problèmes démographiques, sans faire de différence entre surpopulation et sous-population. C'est à chaque gouvernement qu'il appartient d'établir sa politique de la population et il aurait été souhaitable de rappeler dans le rapport de la Conférence ce principe inscrit dans le Plan d'action mondial sur la population. Quant au chapitre III relatif aux activités de recherche, rassemblement et analyse des renseignements, la délégation argentine a déjà dit qu'il fallait, pour mieux analyser les problèmes nationaux de la condition de la femme et bien évaluer les difficultés et les progrès de l'intégration régionale, procéder à l'échange de données d'expérience, par l'intermédiaire de centres, d'universités ou d'autres institutions. C'est dans ce souci que va être créé en Argentine un centre de recherche, de formation, de coopération technique et d'information financé par la Commission inter-américaine des femmes et par l'Organisation des Etats américains.

49. La Conférence de Mexico s'est intéressée aussi à la participation des femmes à la vie internationale, comme en témoignent les résolutions relatives à la participation de la femme à la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale et aux autres rencontres internationales, ainsi que l'appel concernant la situation de la femme au travail lancé aux organismes des Nations Unies. Il est regrettable que l'étude faite par l'UNITAR en 1973 et les rapports plus récents soumis au Conseil économique et social ne fassent pas état de grands progrès dans ce domaine.

50. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme a été une manifestation unique à la fois par l'importance de la représentation à cette conférence et par l'éventail des questions examinées. Le rapport correspondant mérite donc un examen approfondi.

51. La proclamation de l'Année internationale de la femme avait été accueillie avec beaucoup d'intérêt en Union soviétique et cette vaste campagne internationale a reçu l'appui des organismes gouvernementaux et communautaires. La coordination de l'action entreprise en Union soviétique même a été confiée à une commission regroupant des représentants de toutes les républiques, des organismes sociaux, du Soviet suprême et des ministères, qui a élaboré un vaste programme de mesures pour 1975.

52. L'Union soviétique approuve dans l'ensemble le bilan de la Conférence, en particulier les mesures visant à améliorer la condition de la femme et à étendre ses droits. La Conférence a, en effet, témoigné de la capacité des mouvements féminins de contribuer au renforcement de la paix et de la sécurité; par ailleurs, elle ne s'est pas bornée à examiner quelques problèmes exclusivement féminins, mais n'a pas hésité à traiter de problèmes internationaux qui sont à l'origine même de l'élaboration de la Charte des Nations Unies. La célébration du trentième anniversaire de la victoire sur le fascisme s'est déroulée en présence de nombreuses femmes qui, notamment en Union soviétique, ont lutté pour la libération de tous les peuples du monde. On peut noter que leur détermination de renforcer la paix et la sécurité internationales se retrouve dans maintes résolutions de la Conférence.

53. La Conférence appelle l'attention de l'opinion publique, par ailleurs, sur certains problèmes qui restent à résoudre : discrimination à l'encontre des femmes dans divers domaines de la vie sociale, lutte contre le racisme, le colonialisme, le néo-colonialisme et l'impérialisme. M. Podgorny, président du Praesidium du Soviet suprême, a insisté, dans son intervention à Mexico, sur le fait que le socialisme a libéré les femmes et leur a permis de participer à la vie de la société, au développement de la production et à la direction de l'Etat. La politique sociale de l'Union soviétique vise à créer les conditions optimales pour qu'elles puissent y parvenir.

54. Si elle est un des événements majeurs de l'Année internationale de la femme, la Conférence n'est pourtant qu'un début car la lutte des femmes n'est pas finie. Il faut donc poursuivre les efforts, dans les pays et sur le plan international, notamment dans le cadre du Congrès mondial de l'Année internationale de la femme, qui aura lieu à Berlin en octobre 1975.

55. La délégation soviétique est convaincue que l'Année internationale de la femme permettra aux femmes de tous les pays de se libérer totalement et de participer à la solution des problèmes, au renforcement de la paix et de la sécurité, ainsi qu'à la libération de tous les peuples et au progrès de l'humanité en général.

56. M. ŽIŽKA (Tchécoslovaquie) dit qu'en Tchécoslovaquie, comme dans tous les pays socialistes, les femmes ont la même situation que les hommes; mais il n'en va pas ainsi dans le reste du monde. C'est pourquoi la Tchécoslovaquie appuie tous les efforts visant à faire participer les femmes, à égalité, avec les hommes, à la gestion de leurs pays et à l'édification de la paix dans le monde. Elle souscrit à la Déclaration de Mexico car elle est convaincue que les objectifs de l'Année internationale de la femme — égalité, développement et paix — correspondent aux aspi-

rationnelles réelles des femmes dans le monde. La proclamation de l'Année internationale de la femme a été un autre pas vers l'égalité des femmes et leur participation à la vie culturelle, économique et sociale.

57. Il est également symbolique que l'année 1975 marque le trentième anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale, où les femmes ont participé activement à la lutte contre le fascisme. L'actuelle détente internationale, à l'origine de laquelle sont les pays socialistes, se traduit par un renforcement de la coopération entre Etats appartenant à des régimes sociaux et économiques différents. La détente ne saurait avoir que des effets positifs sur la situation des femmes dans tous les domaines et dans le monde entier. On ne peut que se féliciter également de la participation des femmes à la lutte pour la paix, la sécurité internationale, le désarmement, et contre le racisme, le colonialisme, le néo-colonialisme et l'*apartheid*, car cette lutte contribue à affermir la détente et à favoriser la coopération internationale et le développement économique et social de tous les pays, dont dépend à son tour l'amélioration de la condition des femmes.

58. Cette amélioration ne sera possible toutefois qu'après des transformations sociales et économiques importantes et à partir d'un niveau minimal de développement. La délégation tchécoslovaque a eu la satisfaction de participer à la Conférence de Mexico, qui a constitué une des initiatives essentielles en ce sens. Elle se félicite du caractère universel et des résultats de cette conférence et continuera à soutenir l'action entreprise par les femmes pour améliorer leur sort dans tous les domaines, dans laquelle elle voit une légitime obligation internationale. Elle est convaincue que le Congrès mondial de Berlin et les autres grandes initiatives internationales iront dans le même sens.

La séance est levée à 13 heures.

1975^e séance

Vendredi 25 juillet 1975, à 15 h 15

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SR.1975

En l'absence du Président, M. E. Longestaey (Belgique), vice-président, prend la présidence.

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR

Année internationale de la femme (*suite*) [E/5725]

1. M. MICHEEL (République démocratique allemande) fait observer que la participation de 133 Etats, de 8 mouvements de libération et de 113 organisations non gouvernementales à la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme témoigne bien de l'intérêt que cette conférence a suscité dans le monde entier. Pour sa

part, la République démocratique allemande a activement contribué aux préparatifs de cette réunion.

2. La République démocratique allemande, dès sa création, a compris que les droits fondamentaux de l'homme sont aussi ceux de la femme et que, dans la société contemporaine, l'égalité en droit des femmes et des hommes va de soi. Mais la République démocratique allemande sait d'expérience que c'est seulement quand tous les rapports sociaux tiennent compte du progrès social que la libération de la femme est vraiment possible. C'est pourquoi la République démocratique allemande estime hautement l'énergie avec laquelle les pays en voie de

développement luttent pour une existence digne qui, par définition, consacre l'égalité des sexes. Dans cet esprit, la délégation de la République démocratique allemande a tenu à participer à l'élaboration des décisions et des instruments adoptés à Mexico, notamment la Déclaration sur l'égalité des femmes et leur contribution au développement et à la paix, et le Plan d'action mondial en vue de la réalisation des objectifs de l'Année internationale de la femme (E/5725, chap. I, et chap. II, sect. A), qui expriment la volonté de la majorité écrasante des pays Membres de l'Organisation des Nations Unies.

3. Pour terminer, le représentant de la République démocratique allemande rappelle que le Congrès mondial des femmes doit se tenir à Berlin en octobre 1975. Cette réunion devrait donner une impulsion nouvelle à la lutte pour l'égalité des sexes.

4. M. BUKHARI (Pakistan) dit que la Conférence de Mexico aura fortement contribué à éveiller la conscience internationale, qui jusqu'alors ne s'était guère préoccupée du sort des femmes, qui représentent pourtant la moitié de la population mondiale. Il est manifeste pourtant que la femme, même dans les régions développées, n'a pas encore réussi à assumer pleinement le rôle qui lui revient. La Conférence a abouti à des résultats constructifs qui sont encourageants, mais elle n'aura vraiment de suites concrètes que si les femmes elles-mêmes le veulent et parviennent à surmonter leurs préjugés et leurs inhibitions. Pour sa part, le représentant du Pakistan espère vivement que les gouvernements, les organisations non gouvernementales et tous les organismes du système des Nations Unies s'efforceront de mettre en application les nombreuses résolutions adoptées à Mexico, qui marquent le début d'une véritable renaissance de la femme. Il espère que le Plan d'action mondial sera également mis en application, sous l'égide de la Commission de la condition de la femme et de l'Assemblée générale.

5. Mme TALLAWY (Egypte) note que, dans bien des milieux, on doute que la Conférence de Mexico ait été un succès. Pour l'Egypte, le succès est indéniable, car pour la première fois le problème de la femme a été posé sur le même plan que tous les autres grands thèmes de l'actualité économique et sociale : ressources alimentaires, population, matières premières, etc. L'époque où le problème de la femme était ramené à celui d'une lutte entre les sexes est révolue. Il faut maintenant dépasser le stade où l'on ramène le problème de la femme à celui de l'égalité des sexes, car cette égalité sera nécessairement acquise au terme d'un processus d'évolution normal. Pour l'Egypte, le problème de la femme se situe dans le contexte du développement socio-économique de la société tout entière. Voilà le message de la Conférence de Mexico, celui qu'il faut faire entendre à la collectivité mondiale. Il appartient désormais aux gouvernements de tenir compte, en établissant leurs plans de développement économique et social à court et à long terme, du fait que les femmes constituent la moitié de la population. C'est cette idée fondamentale que les auteurs de la Déclaration de Mexico ont tenu à énoncer en premier.

6. Il semble que le grand public ait retiré de la Conférence de Mexico une image assez confuse. La faute en incombe probablement en partie à la grande presse, et c'est pourquoi la Conférence a adopté plusieurs décisions sur le rôle des

moyens d'information, qui peuvent aider à faire disparaître un bon nombre d'attitudes et de préjugés qui font tort à la femme.

7. Pour Mme Tallawy, l'idée d'organiser, parallèlement à la Conférence intergouvernementale convoquée par l'ONU, une réunion d'organisations non gouvernementales féministes n'était pas bonne : on aboutit ainsi à une fragmentation de l'action, qui devrait au contraire avoir un caractère global. C'est d'ailleurs pourquoi le Plan d'action mondial énonce des recommandations qui, très expressément, "s'adressent aux gouvernements ainsi qu'à toutes les institutions publiques et privées, aux organisations de femmes et de jeunes, aux employeurs, aux syndicats, aux grands organes d'information, aux organisations non gouvernementales, aux partis politiques et à d'autres groupes".

8. Certains disent que le Plan d'action mondial se rapporte surtout aux problèmes des pays en voie de développement et n'intéresse guère les femmes des pays développés. En réalité, les auteurs du Plan reconnaissent explicitement qu'il existe dans la situation des femmes de sociétés, de cultures et de régions diverses, des différences marquées qui se manifestent par des besoins et des problèmes différents et qu'en conséquence chaque pays doit décider de sa propre stratégie nationale et identifier ses propres objectifs et priorités dans le cadre de ce plan mondial.

9. On a aussi reproché à la Conférence de Mexico d'avoir été trop politisée. Cette critique est, elle aussi, injustifiée. Il faut bien voir que, dans le monde d'aujourd'hui, aucun problème ne peut être traité isolément. Comment donc, quand on étudie les problèmes de la femme, ne pas évoquer des problèmes politiques et économiques qui, dans certaines régions, entravent le développement sous tous ses aspects ? Si l'on veut vraiment assurer la pleine participation des femmes au développement socio-économique, comment aurait-on pu, à Mexico, passer sous silence la situation politique lourde de dangers qui existe en Afrique australe, en Palestine, et dans d'autres régions du monde ? C'était impensable, et cela explique que la Conférence ait adopté sept résolutions d'ordre politique sur un total de 34 décisions.

10. Pour sa part, l'Egypte a voté pour le Plan d'action mondial et pour presque toutes les résolutions. Mme Tallawy espère que ces résolutions seront toutes dûment appliquées, en particulier la résolution 4, qui a trait au rôle de l'ONU et des organismes qui lui sont reliés dans l'application du Plan d'action mondial, ainsi que les résolutions sur la situation des femmes dans les zones rurales, sur l'enseignement et la formation, et sur la révision et l'élargissement de la classification internationale type des professions.

11. M. CHENG Yu-kuei (Chine) déclare qu'à la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme les deux superpuissances ont fait de nombreuses tentatives pour détourner la Conférence de ses objectifs : l'une d'elles voulait faire reconnaître le "caractère apolitique" du mouvement des femmes, tandis que l'autre s'efforçait d'imposer ses conceptions éculées de la "détente" et du "désarmement". Pour l'une comme pour l'autre, il s'agissait d'empêcher les femmes du monde entier de participer à la

grande lutte révolutionnaire contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonie. A Mexico, un bon nombre de pays du tiers monde et certains mouvements de libération ont su déjouer ces manœuvres.

12. L'émancipation de la femme, dans tous les pays, est indissociable de la lutte de libération que le peuple tout entier doit mener contre toutes les formes d'impérialisme, de colonialisme et d'hégémonie qui sont encore si largement pratiquées, en particulier par les deux superpuissances.

13. La délégation chinoise à la Conférence a appuyé la Déclaration de Mexico. Ce document, rédigé essentiellement par le Groupe des Soixante-Dix-Sept, exprime les revendications et les propositions légitimes des hommes et des femmes du tiers monde. Cependant, la délégation chinoise a émis des réserves sur le paragraphe 30 de la Déclaration parce qu'en acceptant de mentionner le "désarmement" dans cet instrument les auteurs de la Déclaration jouent le jeu des superpuissances au détriment de la lutte des peuples du tiers monde. La délégation chinoise a également exprimé des réserves à propos d'autres termes employés dans la Déclaration, comme la notion d'"interdépendance".

14. Quant au Plan d'action mondial, il contient des éléments satisfaisants, mais la délégation chinoise avait, là aussi, des réserves de principe sur certaines questions capitales, comme la manière d'assurer l'émancipation des femmes, thème de l'Année internationale de la femme, et sur la ligne de conduite à recommander aux femmes de tous les pays. En particulier, la délégation chinoise était très fermement opposée à ce qu'il soit recommandé aux femmes de participer aux réunions sur le désarmement et à des activités du même ordre; elle a également fait savoir qu'elle ne se considérait pas liée par les dispositions du Plan d'action mondial relatives aux affaires intérieures et à la souveraineté de divers pays, ni par les pactes et résolutions approuvés et signés par la clique de Chang Kai-shek. Pour les raisons que M. Cheng Yu-kuei vient d'exposer, la délégation chinoise n'a pas participé au vote sur le Plan d'action mondial.

15. M. EHSASSI (Iran) souligne que la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme a marqué un progrès important pour les femmes puisqu'elle a réussi à attirer l'attention du monde sur des problèmes qui touchent directement plus de la moitié de la population du globe. La Conférence a reconnu que la femme était victime de multiples formes de discrimination, d'injustice et de domination; elle a également souligné qu'il était nécessaire de faire des recherches dans ces domaines et de créer les services d'appui qui permettront aux femmes de participer pleinement à la prise des décisions économiques, politiques et autres qui intéressent leur vie quotidienne, ainsi qu'au processus de développement dans son ensemble. Il est vrai que la condition de la femme varie selon les régions et selon les pays, mais la justice exige que toutes les femmes aient la possibilité de mener la vie qu'elles ont librement choisie et reçoivent la formation nécessaire. A cette fin, les Etats Membres devraient sans plus tarder formuler des stratégies nationales pour mettre à exécution le Plan d'action et les résolutions de la Conférence et pour concrétiser les idées exprimées dans la Déclaration de Mexico, compte tenu de ce que ces stratégies ne pourront être efficaces que si les

femmes participent à leur élaboration. Des conférences régionales devraient être organisées pour formuler des plans d'action régionaux ou en surveiller l'application, et il faudrait envisager de convoquer, peut-être en 1980, une deuxième conférence mondiale, sans laquelle la première conférence ne resterait qu'un début.

16. Les programmes tendant à favoriser le progrès de la femme doivent se fonder sur une compréhension des répercussions de l'évolution économique, sociale et technique sur la vie de la femme. Il faut déterminer non seulement les changements nécessaires mais aussi les moyens d'amener ces changements. Il est donc indispensable d'établir aussi rapidement que possible, comme la Conférence l'a recommandé dans sa résolution 26, l'institut international de formation et de recherche pour la promotion de la femme. Le Conseil économique et social devrait demander au Secrétaire général de faire rapport à l'Assemblée générale à sa trentième session sur les moyens de créer cet institut. Pour sa part, l'Iran, pour montrer l'intérêt qu'il porte à ce projet, s'est engagé à verser à l'institut une contribution pouvant atteindre 1 million de dollars; il est convaincu que les pays qui peuvent le faire prendront des mesures analogues. Enfin, le représentant de l'Iran pense qu'il serait opportun que le Conseil appelle l'attention des Etats Membres sur la résolution 6 de la Conférence relative à la participation des femmes à la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale et à d'autres réunions des divers organes des Nations Unies; le Conseil devrait inviter les Etats Membres à mesurer l'importance de cette résolution et à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour accroître cette participation.

17. Mme WIE (Norvège), prenant la parole au nom des pays nordiques, déclare que les résultats de la Conférence de Mexico constituent une bonne base d'action nationale et internationale en vue d'éliminer les obstacles intolérables à l'égalité des hommes et des femmes dans tous les domaines d'activité politique, économique et sociale. Encore faut-il que le Plan d'action mondial, notamment, ne reste pas à l'état de simple document. C'est aux Etats Membres qu'incombe la responsabilité essentielle de la mise en œuvre du Plan, mais l'ONU doit assumer elle aussi une grande part de cette responsabilité et il est donc indispensable de renforcer sa capacité d'action.

18. Les pays nordiques se félicitent de ce que l'amélioration de la condition de la femme soit reconnue comme faisant partie intégrante du processus général de développement, et ils estiment que la mise en œuvre du Plan d'action mondial est un élément essentiel des efforts en vue d'instaurer un nouvel ordre économique international. Ils considèrent d'autre part que les programmes d'aide devraient donner la priorité la plus élevée à l'assistance aux femmes qui sont victimes de la pauvreté et du sous-développement. La Déclaration et le Plan d'action mondial soulignent à juste titre la nécessité de l'intégration des femmes non seulement à la vie économique, sociale et culturelle mais aussi aux affaires politiques de leurs pays. Il faut que les délibérations de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale reflètent la nécessité d'une participation accrue des femmes au processus de développement.

19. M. SYMONS (Royaume-Uni) rappelle que le Royaume-Uni, qui devrait avoir bientôt l'une des législations les plus complètes du monde pour éliminer la discrimination à l'encontre des femmes, s'efforce activement depuis des années, tant dans le cadre de l'ONU qu'en dehors, d'améliorer la condition de la femme dans le monde. Les efforts du Royaume-Uni dans ce sens font partie de son action d'ensemble en faveur des droits de l'homme et du développement économique et social.

20. La question la plus importante dont était saisie la Conférence de Mexico était celle du progrès des femmes dans le cadre du développement économique et social, notamment dans les pays en voie de développement. Le Royaume-Uni a été quelque peu déçu de constater que la Conférence, au lieu de faire porter ses efforts sur l'élaboration de mesures concrètes et réalistes pour le progrès de la femme, a insisté d'une façon qui lui semble excessive sur des problèmes politiques qui relèvent essentiellement d'autres organes des Nations Unies. La réputation et l'efficacité des Nations Unies risquent de souffrir si des conférences techniques et spécialisées telles que celle de Mexico ne parviennent pas à transcender les difficultés politiques. Toutefois, même s'il est prématuré de dresser un bilan complet des réalisations de la Conférence, on peut dire qu'elle a accompli un travail important et utile.

21. Le document le plus important qu'elle ait élaboré est certainement le Plan d'action mondial, dont le temps dira la valeur. Le Gouvernement britannique espère que ce plan sera effectivement mis en œuvre. A bien des égards, cependant, il est probable que la réalisation la plus importante de la Conférence restera intangible. En participant à la préparation de la Conférence, première réunion intergouvernementale exclusivement consacrée aux problèmes de la femme, les gouvernements ont été obligés de s'intéresser à ces problèmes; il faut espérer qu'ils continueront à le faire.

22. Le Royaume-Uni a exprimé l'intention, pendant la Conférence, de réorienter ses programmes d'aide bilatérale vers la solution des problèmes de la pauvreté, en particulier dans le domaine du développement rural. Il compte donc verser pendant trois ans, à partir de 1976, une somme annuelle de 200 000 livres pour contribuer au financement de projets dans les pays les plus déshérités, projets qui profiteront essentiellement aux femmes des zones rurales. L'aide multilatérale peut aussi apporter une contribution fondamentale à la cause du développement social. A cet égard, la délégation du Royaume-Uni pense qu'il faudrait réorienter un grand nombre des programmes des Nations Unies pour qu'ils tiennent mieux compte de la place des activités des femmes dans le processus de développement.

23. M. BARAC (Roumanie) dit que la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme a mis en évidence le rôle important des femmes dans la vie de la société et dans la lutte générale de l'humanité pour le progrès et la civilisation, pour la coopération et la paix. Elle a montré que les femmes du monde entier sont profondément intéressées par l'instauration d'un nouvel ordre économique et politique international. Par ailleurs, ce nouvel ordre et la démocratisation des relations internationales pourraient certainement aider les femmes à

participer pleinement, dans des conditions d'égalité, à la vie économique, sociale et politique, conformément à leurs aspirations. La pleine réussite de la Conférence s'est concrétisée par la Déclaration de Mexico et par le Plan d'action mondial ainsi que par les 34 résolutions que la Conférence a adoptées. La Conférence a eu un caractère politique prononcé. D'une part, elle a révélé une prise de conscience plus poussée de la part des femmes et, d'autre part, elle a montré que les gouvernements, les Etats, les organisations non gouvernementales et l'opinion publique se préoccupent de plus en plus de l'intégration sociale de la femme. A propos du Plan d'action, la délégation roumaine pense qu'il faudrait donner une priorité spéciale aux besoins des femmes des pays en voie de développement, et plus particulièrement des femmes des zones rurales et des zones urbaines à faibles revenus.

24. Comme le souligne la Déclaration de Mexico, les objectifs envisagés ne peuvent être atteints que dans un monde où les relations entre les Etats seront fondées sur le principe de l'égalité souveraine, où les peuples pourront disposer librement d'eux-mêmes, où la force ne sera plus employée, où les principes de l'intégrité territoriale et de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres Etats seront respectés. De même, les relations entre les êtres humains devraient être fondées sur le principe de l'égalité de droit des hommes et des femmes.

25. M. RUSSKOV (Bulgarie) souligne que la Conférence de Mexico a réuni un très grand nombre de participants et a pris des décisions très importantes en vue d'éliminer toutes les formes de discrimination et de créer les conditions nécessaires pour promouvoir l'égalité des droits de la femme dans le monde entier et sa dignité. La mise en œuvre des décisions et des principes adoptés par la Conférence améliorera le sort de millions de femmes et leur permettra d'autre part de prendre une part plus active à l'effort de développement, à la lutte pour la paix et le désarmement, à la réalisation du progrès social et de la justice. L'égalité des femmes est l'une des conditions préalables du progrès dans tous les pays, et l'une des plus grandes réussites des régimes socialistes est d'avoir instauré une égalité complète entre les hommes et les femmes. La Bulgarie en a fait l'un de ses principes constitutionnels et elle a adopté en 1973 un nouveau programme en vue d'élargir le rôle de la femme. En conclusion, M. Russkov déclare que les décisions de la Conférence de Mexico marquent un excellent début, que leur mise en œuvre exigera des efforts de la part de tous les pays et que, pour sa part, la Bulgarie fera tout son possible pour coopérer à leur application.

26. M. BAKER (Etats-Unis d'Amérique) pense que nul ne méconnaît l'appui matériel et moral fourni à l'Année internationale de la femme et à la Conférence de Mexico par le Gouvernement des Etats-Unis, qui approuve l'objectif de l'Année internationale de la femme, soit définir une société où les femmes participent véritablement et pleinement à la vie économique, sociale et politique et élaborer des stratégies permettant d'édifier de telles sociétés. Le Gouvernement des Etats-Unis espère toutefois que l'on dépassera le stade de l'élaboration des stratégies pour entrer dans celui de l'exécution, tant à l'échelon national qu'à l'échelon international.

27. Le Gouvernement des Etats-Unis pense que le bilan de la Conférence est positif et se félicite de ce que l'accord ait pu se faire sur de nombreux points. Il regrette toutefois que des problèmes sans rapport avec les objectifs de la Conférence aient été discutés. Il se propose d'étudier attentivement le rapport définitif de la Conférence et présentera des observations sur les questions de fond et les recommandations de la Conférence devant les organes compétents. Le Gouvernement des Etats-Unis appuiera tous les efforts entrepris pour traduire par des programmes effectifs et concrets les décisions de la Conférence.

28. M. OGAWA (Japon) estime que la Conférence de Mexico a atteint son objectif essentiel, à savoir appeler l'attention du monde sur la condition actuelle de la femme. La situation peut varier d'un pays à un autre, mais il existe des problèmes communs, du fait qu'en général les femmes ont été victimes de certaines formes d'inégalité et de préjugés. Les discussions et les conclusions de la Conférence ont fait l'objet de critiques, mais la délégation japonaise est d'avis qu'elle a marqué un premier pas historique dans la voie de l'instauration d'une égalité véritable entre les hommes et les femmes. La délégation japonaise reconnaît que les trois concepts d'égalité, de développement et de paix sont indissociables. Elle estime que, dans de nombreuses régions du monde, le sous-développement est l'un des obstacles les plus graves à l'égalité des sexes. Le Gouvernement japonais appuie le Plan d'action mondial dans ses grandes lignes; il appuie aussi les résolutions adoptées à la Conférence, compte tenu des observations formulées par la délégation japonaise à Mexico. En conclusion, M. Ogawa fait observer qu'il ne suffit pas, pour améliorer la condition de la femme et instaurer l'égalité des sexes, de procéder à des changements institutionnels ou de modifier la législation; il faut que ces efforts s'accompagnent d'un changement radical d'attitude à l'égard du rôle et de la condition de la femme dans la société.

29. M. McGILCHRIST (Jamaïque) déclare que la Conférence de Mexico a eu pour premier résultat positif d'attirer l'attention de l'opinion mondiale sur le droit des femmes à être entendues. A la Jamaïque en particulier, l'Année internationale de la femme a eu un profond retentissement, et les autorités y sont plus conscientes que jamais de la nécessité d'intégrer la femme à la vie du pays; à partir de cette année, une nouvelle législation garantira un salaire minimal pour tous les travailleurs, hommes ou femmes, ainsi que l'égalité des salaires, à travail égal, dans tous les secteurs. Priorité est aussi donnée à la formation professionnelle des femmes, à la protection maternelle et infantile, à l'ouverture de crèches, ainsi qu'à l'intégration des femmes rurales au développement agricole. Un bureau chargé de coordonner l'action en faveur des femmes a été créé.

30. Certains se demanderont à quoi bon entreprendre cette politique d'égalité, de progrès et de justice à l'égard des femmes dans le contexte économique international actuel, où les pays en voie de développement ont à faire face à une situation inéquitable; pour sa part, le Gouvernement jamaïcain est prêt à supporter le coût élevé de cette politique en faveur des femmes, et il est disposé à collaborer activement avec les organismes internationaux et les organisations non gouvernementales pour améliorer la

condition féminine, à la lumière des décisions et recommandations de la Conférence de Mexico.

31. M. OLZVOI (Mongolie) indique qu'à l'occasion de l'Année internationale de la femme, et pour en diffuser les objectifs de progrès social et de paix, un comité des femmes a été créé en Mongolie. Ce comité jouit de l'appui sans réserve du gouvernement et du pays tout entier. Dans la société socialiste, les droits de la femme sont non seulement proclamés, mais garantis concrètement; c'est ainsi qu'en Mongolie, plus de 44 p. 100 des femmes reçoivent une éducation secondaire et universitaire et les femmes représentent plus de 22 p. 100 des enseignants au niveau universitaire, plus de 70 p. 100 du personnel médical et plus de 30 p. 100 des députés. L'égalité des salaires, l'aide aux familles nombreuses, les congés de maternité payés sont des faits acquis.

32. Les documents adoptés par la Conférence de Mexico montrent que les femmes savent très bien quelles sont les racines des maux sociaux qui les frappent particulièrement; on se rendra compte que les objectifs d'égalité, de développement et de paix n'ont pas été choisis fortuitement, si l'on songe au triste sort des femmes dans de nombreux pays, où elles sont insuffisamment instruites, mal rémunérées, victimes de discrimination en matière de protection sociale et de droits familiaux et politiques. D'autre part, les femmes et les enfants sont les premières victimes des guerres et ce n'est pas, comme on l'a dit, parce qu'elle était abusivement politisée que la Conférence a réclamé la paix, le désarmement, l'élimination du colonialisme et du néo-colonialisme: les femmes ont ainsi rappelé leur rôle dans les luttes de libération nationale et proclamé leur soif de paix, leur attachement à l'instauration d'un nouvel ordre économique international fondé sur l'égalité, la souveraineté et la coopération. C'est pourquoi la Mongolie appuie sans réserve la Déclaration de Mexico et notamment le paragraphe 30 de celle-ci, ainsi que les résolutions de la Conférence sur l'aide au peuple vietnamien, la situation des femmes au Chili et les femmes palestiniennes et arabes.

33. Il incombe maintenant aux organismes des Nations Unies de tout mettre en œuvre pour appliquer les résolutions et recommandations de la Conférence de Mexico: il ne s'agit pas de se lancer dans de nouvelles études théoriques mais de passer à l'action en s'en tenant aux questions véritablement importantes. Le Conseil pourra veiller particulièrement à l'application des décisions de la Conférence. Toutefois, il faut bien comprendre que l'amélioration de la condition de la femme dépend tout d'abord de l'action au plan national, et que l'égalité ne peut être atteinte que dans les conditions de paix et de progrès social et économique que permettra l'instauration du nouvel ordre économique international.

34. M. OKELO (Kenya) considère que la Déclaration, le Plan d'action mondial et les résolutions adoptées par la Conférence de Mexico constituent une contribution importante à la création d'une société plus juste et à la réalisation des objectifs de l'Année internationale de la femme. Les gouvernements comme les organisations gouvernementales et non gouvernementales trouveront dans les travaux de la Conférence une base utile pour formuler des stratégies qui garantiront à chaque individu la protection de ses libertés

et de ses droits fondamentaux, tels qu'ils sont proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans différents instruments internationaux.

35. Le Kenya espère vivement que les décisions et recommandations de la Conférence de Mexico ne resteront pas lettre morte. Au Kenya, le rôle crucial des femmes dans la construction du pays est reconnu depuis longtemps, comme l'ont prouvé l'importance et la qualité de la délégation kényenne à la Conférence de Mexico. Certes, des progrès restent à faire dans certains domaines, en raison des préjugés et fausses croyances enracinés depuis des générations dans toutes les sociétés.

36. Pour conclure, M. Okelo précise que le rapport de la Conférence dans sa forme provisoire n'étant paru que très récemment, le Kenya se réserve le droit de revenir plus en détail sur son contenu à la trentième session de l'Assemblée générale.

37. Pour Mlle KABANGI (Zaïre), la Conférence de Mexico constitue une étape importante dans le processus d'intégration de la femme à toutes les sphères de l'activité humaine. Le Zaïre, qui a participé à l'élaboration de la Déclaration de Mexico, estime que s'il est légitime de reconnaître la place de la femme dans la société, il est aussi nécessaire de faire progresser cette société. Or, le système actuel des relations économiques internationales fait obstacle à l'amélioration du niveau de vie des pays en voie de développement et il apparaît urgent d'instaurer un nouvel ordre économique international fondé sur l'équité, l'interdépendance, la coopération et la souveraineté permanente sur les ressources naturelles. De même, le colonialisme, l'*apartheid*, l'occupation des territoires par la force ne constituent pas seulement un danger pour la paix mondiale, ils empêchent aussi le développement de la société et, partant, l'émancipation de la femme.

38. Le Plan d'action mondial adopté par la Conférence définit des objectifs qui sont effectivement propres à améliorer la condition de la femme, tout en laissant aux Etats suffisamment de liberté d'action, ce qui paraît justifié puisque la situation de la femme ne se présente pas sous le même jour dans tous les pays. Par ailleurs, ce plan indique dans quels domaines particuliers une action nationale s'impose; la délégation zaïroise note avec satisfaction qu'il y est demandé d'encourager les efforts déployés par les femmes elles-mêmes sur le plan individuel, national et international. Pour ce qui est du statut juridique des femmes, l'égalité des droits leur est reconnue par la plupart des pays mais, dans la pratique, les attitudes traditionnelles constituent pour elles un grave obstacle à l'égalité des chances. Dans l'exercice des droits politiques, elles sont rarement présentes bien qu'elles bénéficient en général du droit de vote et de celui d'exercer des fonctions publiques : il est nécessaire de faire cesser la discrimination dans ces domaines et de faire prendre conscience aux femmes de leurs responsabilités de citoyennes.

39. Le Plan d'action mondial fait référence au problème de l'éducation, qui constitue un élément clef du progrès social : il est vrai que les femmes sont défavorisées à cet égard et que cette discrimination compromet l'efficacité de

leur rôle dans la société et de leur contribution au développement.

40. Le Plan d'action mondial souligne également la place importante à attribuer aux femmes du milieu rural, et met l'accent sur les efforts à entreprendre dans différents domaines tels que la santé, la nutrition, la famille, etc. Enfin, les activités de recherche sur la condition de la femme doivent également occuper une place prioritaire tant au niveau national que sur le plan régional et international, et les moyens d'information sont à utiliser largement pour éliminer certains préjugés qui s'opposent à l'émancipation de la femme.

41. Le Plan d'action passe en revue les mesures à prendre à l'échelon mondial, régional et national : sur le plan mondial, un rôle de coordination capital a été confié au Conseil économique et social, et le Zaïre espère que celui-ci mettra tout en œuvre pour s'en acquitter. Au niveau régional, les commissions régionales doivent fournir aux organisations gouvernementales et non gouvernementales les moyens de cerner les problèmes et de mettre au point les méthodes qui permettront d'appliquer le Plan d'action à l'échelon national.

42. En ce qui concerne le Zaïre, différentes manifestations ont marqué l'Année internationale de la femme : le Président de la République a entrepris une tournée à travers tout le pays pour dialoguer avec les femmes de toutes les régions et de toutes les conditions; il a pris diverses mesures en leur faveur, et il a notamment gracié les femmes zaïroises détenues dans les prisons.

43. Dès 1965, le président Mobutu s'est employé à revaloriser le rôle de la femme zaïroise au sein de la nation; sur le plan juridique, l'égalité de l'homme et de la femme est reconnue par la Constitution zaïroise, et le droit de vote et d'éligibilité à tous les échelons est également reconnu aux femmes. Elles sont présentes au Conseil exécutif, au Conseil législatif, au Conseil judiciaire, dans l'armée et dans d'autres secteurs de la vie publique et privée. Enfin, les femmes du milieu rural, qui sont la majorité au Zaïre, bénéficient d'un programme d'éducation et d'encadrement qui a été entrepris pour améliorer leur productivité et leurs conditions de vie.

44. Pour terminer, la représentante du Zaïre estime que l'on ne saurait reprocher à la Conférence de Mexico d'avoir traité de questions politiques telles que le racisme, l'occupation des territoires par la force, etc. : le problème de la condition de la femme a ses racines dans la situation politique et sociale. La Conférence de Mexico a ceci de très positif qu'elle a été l'occasion d'une prise de conscience générale du problème et qu'elle a permis d'élaborer un plan d'action qui devrait permettre de créer une société harmonieuse où la femme et l'homme seront conscients de leur rôle complémentaire.

45. M. CHICHIZOLA (Pérou) se propose de rappeler quelques idées essentielles qui ont été énoncées à la Conférence de Mexico par la délégation péruvienne. En premier lieu, l'égalité de la femme et de l'homme ne devra pas seulement être conquise par des mouvements féministes aux revendications limitées, mais elle devra être revendiquée

dans le cadre de la lutte globale contre la totalité d'un système injuste et oppressif. En second lieu, les luttes révolutionnaires de libération contre la domination et contre un ordre international injuste sont la conséquence d'une prise de conscience des hommes et des femmes du monde entier.

46. Le Pérou s'efforce de transformer son système politique, économique et social en vue de libérer le pays de l'impérialisme capitaliste et de construire une démocratie sociale dans laquelle tous, sans discrimination de sexe, puissent s'épanouir librement. Grâce à cette politique, la femme péruvienne participe désormais à la vie du pays, conformément aux plans économiques du gouvernement. L'Etat s'efforce en particulier d'établir l'égalité de salaire, égalité qui sera sanctionnée prochainement par une loi.

47. La "crise" qui a été évoquée tant de fois au Conseil est due notamment à l'existence d'un déséquilibre du monde moderne, plus avancé sur le plan technique que sur le plan moral. Or la reconnaissance des droits de la femme permettrait précisément de faire faire un progrès moral à l'humanité. Pour sa part, le Gouvernement péruvien mettra tout en œuvre pour y parvenir.

48. Mlle GINSBERG (Alliance internationale des femmes), prenant la parole sur l'invitation du Président, rappelle que c'est une organisation non gouvernementale, la Fédération démocratique internationale des femmes, qui a proposé à la Commission de la condition de la femme de l'ONU de célébrer l'Année internationale de la femme.

49. Il existe entre chaque ONG et les associations nationales qui en font partie une étroite collaboration qui se manifeste surtout sous forme de séminaires organisés dans le monde entier. Les séminaires tenus par des organisations féminines traitent surtout d'éducation, de formation et de promotion professionnelles et du rôle de la femme dans la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. La situation des femmes rurales est un sujet de préoccupation particulier. Comme le soulignent les rapports de la FAO, les femmes employées dans l'agriculture sont particulièrement désavantagées et les progrès de la mécanisation dont bénéficient déjà les femmes des villes leur échappent encore; dans les campagnes, la mécanisation des travaux agricoles n'est pas toujours au profit de la femme.

50. Les organisations non gouvernementales continueront à lutter pour la cause des femmes, en collaborant à la mise en œuvre du Plan d'action mondial de Mexico. Elles le feront sur le plan national, en mobilisant l'opinion publique, mais aussi sur le plan international, et en resserrant leur coopération entre elles. Elles espèrent avoir à cette fin l'appui des gouvernements. Les ONG feront tout pour participer à l'application des résolutions adoptées à Mexico, notamment des résolutions 4 (Rôle de l'ONU et des organismes qui lui sont reliés dans l'application du Plan d'action mondial), 10 (Accès des femmes à l'assistance financière) et 14 (Recherche visant à élaborer des politiques relatives à l'intégration des femmes au processus de développement).

POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR

Coopération en matière de développement industriel

RAPPORT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE (E/5724)

51. Le PRÉSIDENT signale que le paragraphe 8 du rapport du Comité économique sur le point 13 de l'ordre du jour (E/5724) contient un projet de résolution intitulé "Déclaration et Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels", que le Comité recommande au Conseil d'adopter. Le Comité a adopté ce projet par consensus. Le Président propose au Conseil d'adopter le projet de résolution sans procéder à un vote.

Il en est ainsi décidé.

52. Mme ILYUSHINA (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle qu'au moment où la résolution qui vient d'être adoptée a été approuvée par le Comité économique la délégation soviétique ne s'est pas opposée à la décision par consensus réalisée antérieurement à l'ONUDI, pour tenir compte des désirs des pays en voie de développement, mais elle tient à réaffirmer la position adoptée par sa délégation à la deuxième Conférence générale de l'ONUDI à Lima, et au cours de réunions au Siège de l'ONUDI à Vienne.

POINT 11 DE L'ORDRE DU JOUR

Ressources naturelles

RAPPORT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE (E/5731)

53. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à prendre connaissance du rapport du Comité économique sur le point 11 de l'ordre du jour (E/5731). Il signale deux corrections à apporter au texte : dans la dernière phrase du paragraphe 8, remplacer "le bien-fondé" par "l'opportunité"; au paragraphe 9, ajouter les Etats-Unis à la liste des représentants ayant formulé des réserves.

54. Le paragraphe 11 comprend quatre projets de résolution et un projet de décision que le Comité économique recommande au Conseil d'adopter. Les projets de résolution I (Problèmes relatifs à l'existence et à la disponibilité des ressources naturelles) et II (Mise en valeur des bassins fluviaux internationaux) ont été adoptés par le Comité sans vote.

55. Le Président propose au Conseil d'adopter lui aussi les projets de résolutions I et II sans procéder à un vote.

Il en est ainsi décidé.

56. M. OGAWA (Japon) demande qu'il soit indiqué, au paragraphe 9 du rapport, que sa délégation a émis des réserves sur l'un des projets de résolution examinés par le Comité économique et que le Japon soit ajouté à la liste des pays qui ont émis des réserves.

57. M. SOARES (Brésil) rappelle que lorsque le Comité économique a examiné les quatre projets de résolution présentés au chapitre premier du rapport du Comité des ressources naturelles sur sa quatrième session (E/5663), la

délégation brésilienne a fait, à propos des parties A (Préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur l'eau) et B (Mise en valeur des bassins fluviaux internationaux) du projet de résolution II, une déclaration qui a été consignée dans le compte rendu de la 744e séance du Comité économique et dans son rapport (E/5731, par. 8).

58. Le PRÉSIDENT dit que le projet de résolution III intitulé "Souveraineté permanente sur les ressources naturelles" a été adopté par le Comité économique à la suite d'un vote. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique ayant demandé un vote au Conseil, le Président met aux voix le projet de résolution III.

Par 26 voix contre 5, avec 5 abstentions, le projet de résolution III est adopté.

59. M. SCHWARTZ-GIRÓN (Espagne) dit qu'il s'est abstenu parce que sa délégation pouvait difficilement accepter le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution relatif aux nationalisations. En effet, la délégation espagnole a fait valoir, dès la cinquante-septième session du Conseil, lors d'une intervention au Comité économique (701e séance) et à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale (2316e séance plénière) qu'il n'existait pas de législation internationale universellement reconnue concernant les nationalisations et qu'il était urgent de commencer à élaborer cette législation. Cela dit, la délégation espagnole souscrit entièrement aux autres paragraphes du projet de résolution.

60. M. HARTNACK (Danemark) dit que sa délégation s'est abstenue lors du vote parce que le projet de résolution, notamment au paragraphe 2, est incompatible sur plusieurs points avec la position de son gouvernement. Si le paragraphe 2 avait fait l'objet d'un vote distinct, la délégation danoise aurait dû voter contre.

61. M. WATANAKUN (Thaïlande) dit qu'il a voté pour le projet de résolution mais que ce vote favorable doit être envisagé en tenant compte de l'explication de vote donnée par la délégation thaïlandaise, à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale (2315e séance plénière), à propos de l'article 2, alinéa 2 c, de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats.

62. M. HUTAGALUNG (Indonésie) dit qu'il a voté pour le projet de résolution, mais que ce vote doit être envisagé en tenant compte de la déclaration faite par sa délégation au Comité économique (743e séance) à propos du paragraphe 2; la délégation indonésienne avait affirmé à cette occasion que ce paragraphe n'altérerait en rien les engagements pris par l'Indonésie au titre d'accords bilatéraux et multilatéraux.

63. M. KACIMAIWAI (Fidji) dit qu'au Comité économique il a voté pour le projet de résolution car son gouvernement appuie le principe général de la souveraineté sur les ressources naturelles. Cependant, il tient à rappeler qu'au cours du débat au Comité économique il a exprimé des réserves (744e séance) au sujet du paragraphe 2 du dispositif.

64. M. OGAWA (Japon) rappelle que sa délégation a exprimé des réserves à propos des paragraphes 2 et 3 du projet de résolution au cours des débats du Comité économique (743e séance). Néanmoins, comme le texte a fait l'objet d'un consensus à la quatrième session du Comité des ressources naturelles, la délégation japonaise s'est contentée de s'abstenir lors du présent vote, malgré ses réserves.

65. Le PRÉSIDENT dit que le projet de résolution IV, intitulé "Plan d'action global pour la mise en valeur des ressources naturelles et coordination des programmes des organismes des Nations Unies dans ce domaine", a été adopté par le Comité économique sans vote. Il propose au Conseil de l'adopter sans procéder à un vote.

Il en est ainsi décidé.

66. Le PRÉSIDENT signale que le projet de décision concernant la suite à donner par le Conseil économique et social au rapport du Comité des ressources naturelles sur sa quatrième session (E/5663) a été adopté par le Comité économique sans vote. Le Président propose au Conseil d'adopter lui aussi ce projet de décision sans procéder à un vote.

Il en est ainsi décidé.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Coopération internationale dans le domaine de l'environnement

RAPPORT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE (E/5732 et Add.1)

67. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le rapport du Comité économique sur le point 12 de l'ordre du jour (E/5732 et Add.1). Le paragraphe 9 contient un projet de résolution intitulé "Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur sa troisième session", qui a été adopté par le Comité économique à la suite d'un vote par appel nominal. Le Président propose au Conseil d'adopter ce projet de résolution sans procéder à un vote.

Il en est ainsi décidé.

68. M. SOARES (Brésil) tient à réaffirmer la position de sa délégation au sujet de la résolution qui vient d'être adoptée, position qui a été exprimée clairement devant les instances appropriées et consignée dans les comptes rendus et dans le rapport du Comité économique.

69. M. CHENG Yu-kuei (République populaire de Chine) dit que sa délégation a toujours appuyé la Charte des droits et devoirs économiques des Etats et que si le paragraphe 2 du projet de résolution avait été mis aux voix elle aurait voté en sa faveur. En ce qui concerne la question des ressources naturelles communes qui fait l'objet de l'article 3 de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, la délégation chinoise maintient sa position.

70. Mme ILYUSHINA (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que, lors de l'examen au Comité

économique du projet de résolution sur la coopération internationale dans le domaine de l'environnement, la délégation soviétique avait réservé sa position (746e séance) sur 27 décisions adoptées par le Conseil d'administration du PNUE à sa troisième session (E/5710, deuxième partie).

71. M. YILDIRIM (Turquie) dit que sa délégation accepte le consensus qui s'est fait sur la résolution, mais en

maintenant les réserves qu'elle a exprimées à propos de la question des ressources naturelles communes lors de l'adoption par l'Assemblée générale de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats (2316e séance plénière) et au cours des deuxième et troisième sessions du Conseil d'administration du PNUE.

La séance est levée à 18 h 5.

1976^e séance

Lundi 28 juillet 1975, à 10 h 50

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SR.1976

En l'absence du Président, M. E. Longestaey (Belgique), vice-président, prend la présidence.

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR

Année internationale de la femme (*fin*)

[E/5725, E/L.1673]

1. M. MAHMOOD (Pakistan) présente le projet de résolution E/L.1673 au nom des auteurs, à la liste desquels il convient d'ajouter le nom de Fidji.

2. M. Mahmood rappelle que, pendant des siècles, les femmes ont été victimes de diverses formes de discrimination; des coutumes et des croyances sont apparues qui ont placé les femmes dans une situation d'infériorité par rapport aux hommes et qui ont eu pour effet de les exclure des grands courants de la vie politique et sociale et d'autres domaines de l'activité humaine. La délégation pakistanaise ne sépare point l'amélioration du sort de la femme de celle de la qualité de la vie pour l'humanité entière. Il s'agit moins, à son avis, d'accorder des droits aux femmes que de reconnaître et de respecter les droits inaliénables qu'elles possèdent en tant qu'êtres humains. Dans la mesure où les femmes représentent la moitié de la population mondiale, elles sont forcément un facteur essentiel dans tout programme visant à faire progresser la société. Par conséquent, la réalisation de leurs droits doit être considérée non pas seulement comme une fin en soi, mais aussi comme un moyen d'opérer les changements voulus au sein de la société.

3. Le projet de résolution ne prête nullement à controverse et ses objectifs sont de ceux auxquels tout le monde attache le plus grand prix. Les auteurs espèrent donc qu'il sera adopté par consensus.

4. Mlle GUEVARA ACHAVAL (Argentine) et Mme TURNBULL (Australie), prenant la parole en qualité de coauteurs du projet de résolution, invitent instamment le Conseil à l'adopter par consensus.

5. M. FRAZÃO (Brésil) signale que, dans le texte anglais, la seconde résolution du Conseil mentionnée dans le premier alinéa du préambule devrait être "1850 (XVI)" et non pas "1350 (XVI)".

6. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) propose d'ajouter les mots "ainsi que des résolutions figurant dans le rapport", à la fin du paragraphe 1 du dispositif. En effet, ces résolutions contiennent des dispositions qui revêtent beaucoup d'importance pour le développement futur des activités qui seront menées dans le cadre des Nations Unies et sur le plan national en ce qui concerne les mouvements féminins. Sous réserve de cette modification, la délégation soviétique sera heureuse d'appuyer le projet de résolution.

7. M. KINSMAN (Canada), appuyé par M. FRAZÃO (Brésil) et Mme HIRLEMANN (France), fait observer que si le Conseil prend acte du rapport il prend automatiquement acte des résolutions qui y sont contenues.

8. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) souligne que l'essence même de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme se trouve, non pas dans la Déclaration de Mexico ou le Plan d'action mondial en vue de la réalisation des objectifs de l'Année internationale de la femme, mais bien dans les résolutions. Ce sont elles qui définissent l'orientation politique des travaux de la Conférence, qui a été organisée principalement dans l'intérêt des pays en voie de développement, et notamment des moins avancés parmi eux, et des femmes de ces pays. Le projet de résolution sous sa forme actuelle est nettement insuffisant.

9. Après un échange de vues auquel prennent part M. MAHMOOD (Pakistan), M. CHANG Ping-t sien (Chine), M. BARCELÓ (Mexique), M. McGILCHRIST (Jamaïque), Mme TURNBULL (Australie), M. MUDHO (Kenya) et M. BERAHA (Bulgarie), le PRÉSIDENT propose de suspendre la séance pour permettre aux auteurs et aux autres délégations intéressées de mettre au point un texte qui rencontre l'assentiment général.

La séance est suspendue à 11 h 20; elle est reprise à 12 h 10.

10. M. MAHMOOD (Pakistan) dit que, au cours des consultations officielles qui viennent d'avoir lieu, les délégations sont tombées d'accord pour penser que l'on pourrait donner satisfaction à la délégation soviétique en modifiant le libellé du quatrième alinéa du préambule du projet de résolution E/L.1673, qui se lirait ainsi :

“Considérant que certaines des recommandations et résolutions de la Conférence impliquent que des mesures soient prises d'urgence”.

L'amendement au quatrième alinéa du préambule est adopté.

11. Le PRÉSIDENT propose d'ajouter, en tant que paragraphe 1 du dispositif, un nouveau paragraphe ainsi libellé :

“Exprime sa reconnaissance au Gouvernement et au peuple mexicains pour leur généreuse contribution au succès de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme;”

la numérotation des autres paragraphes du dispositif étant modifiée en conséquence.

La proposition du Président est adoptée.

Le projet de résolution E/L.1673, tel qu'il a été modifié, est adopté.

12. Mme HIRLEMANN (France), appuyée par M. FERNANDEZ VILLAVARDE (Espagne), dit que, tout en se félicitant des efforts déployés par les auteurs pour élaborer un texte acceptable, la délégation française a une réserve à faire concernant les mots “de faire en sorte que les crédits voulus soient prévus au budget à cette fin”, qui figurent dans l'ancien paragraphe 3 du dispositif, devenu paragraphe 4. Elle ne peut pas engager son gouvernement à ce sujet étant donné que l'on ne sait pas actuellement quelle sera l'importance des crédits en question.

13. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la délégation soviétique, tout en étant reconnaissante aux auteurs d'avoir tenu compte de son point de vue, a elle aussi des réserves à faire au sujet du même paragraphe du dispositif. Il faudrait veiller à ce que le coût des mesures envisagées puisse être couvert au moyen des ressources budgétaires existantes. La délégation soviétique suppose que l'institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme dont il est question dans l'ancien paragraphe 7 du dispositif devenu paragraphe 8 sera financé par des contributions volontaires, comme prévu dans les résolutions adoptées lors de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme. La délégation soviétique voudrait que ces réserves soient consignées dans le rapport du Conseil.

14. M. CHANG Ping-t sien (Chine) dit que, en appuyant la résolution qui vient d'être adoptée, la délégation chinoise tient à faire les observations ci-après. L'émancipation des femmes dans tous les pays est inséparable de la lutte menée par la nation et le peuple tout entier. Les travaux de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme ne sont qu'un aspect de la lutte mondiale menée contre

l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonie, et c'est surestimer son importance que de dire, comme on le fait au second alinéa du préambule du projet de résolution, qu'elle “a été une étape marquant des changements décisifs visant à améliorer la condition de la femme”. La délégation chinoise maintient le point de vue qu'elle a déjà exprimé au sujet des résolutions adoptées lors de la Conférence.

15. Le rapport mentionné dans l'ancien paragraphe 1 du dispositif (devenu paragraphe 2) est incomplet, et la délégation chinoise se réserve le droit de faire d'autres observations lorsqu'elle aura reçu le rapport dans sa version intégrale.

16. M. SYMONS (Royaume-Uni) dit que, tout en appuyant le projet de résolution dans la mesure où il exprime une approbation des éléments positifs de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, la délégation britannique maintient les réserves qu'elle a formulées lors de la Conférence concernant certaines parties de la Déclaration de Mexico, qui est évoquée dans l'ancien paragraphe 1 du dispositif (devenu paragraphe 2). Elle partage les réserves de la représentante de la France au sujet de l'ancien paragraphe 3 du dispositif (devenu paragraphe 4). Elle considère que l'objet de l'ancien paragraphe 7 du dispositif (devenu paragraphe 8) est de permettre de donner suite à la résolution de la Conférence sur cette question, laquelle envisageait que le Secrétaire général ferait rapport au Conseil à sa soixantième session, et elle interprète ce paragraphe comme n'impliquant aucun changement à cet égard.

17. M. BAKER (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation maintient la position qu'elle a adoptée à Mexico au sujet des diverses résolutions et déclarations de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme et qu'elle fait les mêmes réserves que la représentante de la France et le représentant du Royaume-Uni concernant l'ancien paragraphe 3 du dispositif (paragraphe 4 de la résolution).

18. Mme TURNBULL (Australie) dit que la délégation australienne a été heureuse de se porter coauteur du projet de résolution et se félicite des efforts déployés par tous les intéressés pour parvenir à un consensus sur ce qu'elle considère comme une question importante. Elle espère que le mouvement ainsi lancé gardera toute sa vigueur. Il lui est cependant impossible de prendre un engagement au nom de son gouvernement concernant le versement de nouvelles contributions au fonds de contributions volontaires mentionné dans l'ancien paragraphe 6 du dispositif (devenu paragraphe 7), en attendant de posséder de plus amples informations à ce sujet.

19. M. NAVON (Observateur d'Israël), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit que le point de vue de son gouvernement concernant l'introduction de considérations politiques dans des instances internationales chargées de traiter de problèmes apolitiques est bien connu et est en fait partagé par beaucoup. Il ne peut cependant s'abstenir de faire part de la consternation du Gouvernement israélien devant l'une des résolutions de la Conférence, devant la manière dont elle a été adoptée et devant les tentatives

faites pour diffamer le sionisme, qui est l'un des plus nobles mouvements de libération nationale des temps modernes.

20. Mme URBINA (Mexique) dit que la délégation mexicaine se félicite du consensus réalisé autour du projet de résolution et est très reconnaissante de ce qui a été dit à l'intention du peuple et du Gouvernement du Mexique pour les remercier d'avoir assuré un cadre propice aux travaux de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme. Le succès de la Conférence a été dû en grande

partie aux efforts et à l'esprit de coopération des nombreuses délégations qui y ont participé. La condition de la femme ne revêt pas seulement de l'importance pour les femmes elles-mêmes; c'est aussi une question capitale pour toute l'espèce humaine à un moment où il est indispensable qu'hommes et femmes travaillent ensemble pour améliorer le sort de l'humanité.

La séance est levée à 12 h 35.

1977^e séance

Mardi 29 juillet 1975, à 10 h 50

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SR.1977

En l'absence du Président, M. E. Longerstaeck (Belgique), vice-président, prend la présidence.

POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR

Université des Nations Unies (E/5717 et Corr.1, A/AC.169/L.2, A/AC.169/L.5 et Corr.1 et Add.1)

1. Le PRÉSIDENT met en discussion la note du Secrétaire général sur l'Université des Nations Unies (E/5717 et Corr.1) et les rapports sur les quatrième et cinquième sessions du Conseil de l'Université des Nations Unies (A/AC.169/L.2, A/AC.169/L.5 et Corr.1 et Add.1).

2. M. NARASIMHAN (Secrétaire général adjoint aux affaires interorganisations et à la coordination), présentant les documents au nom du Recteur de l'Université des Nations Unies, dit qu'il s'agit en fait d'un rapport d'activité relatif aux travaux accomplis pendant les six années qui se sont écoulées depuis que feu le secrétaire général U Thant a proposé pour la première fois de créer une université des Nations Unies. Certains penseront peut-être que l'on a beaucoup fait en peu de temps, d'autres que les progrès n'ont pas été aussi rapides qu'on aurait pu le souhaiter. De l'avis de M. Narasimhan, l'Université a atteint un stade important de son œuvre avec la création d'un centre universitaire à Tokyo et l'exercice à plein temps des fonctions du Recteur, à compter du 1er septembre 1975.

3. Quelle que soit l'opinion à laquelle se rangent les membres du Conseil, M. Narasimhan tient à souligner deux points. En premier lieu, on n'aurait jamais atteint le stade actuel sans la coopération active de l'UNESCO à toutes les étapes et dans tous les domaines; en effet, le Directeur général de l'UNESCO était associé à l'Université bien avant d'occuper son poste actuel. En outre, le Directeur général de l'UNITAR a prêté un concours précieux, tant dans ses fonctions actuelles qu'en qualité de représentant de la Sierra Leone à l'Organisation des Nations Unies. En second lieu, l'Université n'aurait probablement pas encore vu le jour sans l'initiative et la générosité du Japon dont le

Gouvernement versera la somme de 100 millions de dollars sur une période de cinq ans; il en a déjà versé une première tranche de 20 millions.

4. Comme il est indiqué au paragraphe 17 du rapport sur la quatrième session du Conseil de l'Université, il a été convenu d'accorder, durant les premières années, la priorité à trois sujets importants du programme : la famine dans le monde, y compris les problèmes que posent la population et le développement; la gestion, l'utilisation et la répartition rationnelle des ressources naturelles; le développement humain et social, y compris la coexistence, les inégalités et les droits de l'homme. Le programme a été examiné à la cinquième session du Conseil de l'Université, comme il est indiqué aux paragraphes 15 à 22 du rapport sur la session et le Recteur aura sous peu d'autres entretiens à ce sujet. M. Narasimhan est persuadé que les premiers programmes seront déjà bien avancés lorsque le Recteur fera rapport au Conseil économique et social, à sa session d'été de 1976.

5. Quant à l'aspect financier de la question, les seules contributions reçues jusqu'à présent sont celles du Japon et du Sénégal, mais le Recteur de l'Université et le Président de son conseil, qui se sont rendus dans un certain nombre de pays, sont optimistes à cet égard. La plupart des grandes universités du monde sont tributaires tant de dotations que des droits d'inscription et des redevances relatives à des projets. Toutefois, dans le cas de l'Université des Nations Unies, il n'y aura pas de droits d'inscription, puisque les étudiants recevront des allocations; les redevances relatives à des projets ne sont qu'une possibilité pour l'avenir. La principale source de revenus sera manifestement le fonds de dotation pour lequel a été fixé un objectif de 400 millions de dollars. Une tâche hautement prioritaire du Recteur consistera à réunir des fonds.

6. Après ce bon départ, M. Narasimhan espère que le rythme se maintiendra et qu'il sera fait état de progrès importants en 1976 — voire à la trentième session de l'Assemblée générale.

7. M. FERNIG (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) dit que le Directeur général de l'UNESCO tient à s'associer aux observations faites par le Secrétaire général adjoint. Il va lui-même donner quelques précisions supplémentaires sur la situation actuelle de l'Université et sur les perspectives qu'elle offre pour le système des Nations Unies et le monde universitaire en général.

8. Tout d'abord, M. Fernig insiste sur la collaboration très étroite et continue qui existe entre l'Organisation des Nations Unies et l'UNESCO tant dans les phases préparatoires que maintenant, au moment où l'Université s'apprête à ouvrir ses portes, comme le montrent les décisions prises par la Conférence générale de l'UNESCO à sa dix-huitième session, en octobre-novembre 1974, et par le Conseil exécutif de l'UNESCO à sa quatre-vingt-dix-septième session, au printemps de 1975. La Conférence générale a prié les Etats membres de verser des contributions généreuses au fonds de dotation de l'Université et de lui apporter tout l'appui moral et matériel possible. La Conférence générale et le Conseil exécutif ont invité le Directeur général à prendre toutes les mesures nécessaires pour que l'UNESCO s'acquitte de ses responsabilités en ce qui concerne la création et le développement de l'Université. Conformément à la charte de l'Université¹, qui stipule qu'elle doit fonctionner sous les auspices conjoints de l'Organisation des Nations Unies et de l'UNESCO, le Directeur général suivra de près les progrès accomplis par l'Université. C'est dans cette perspective qu'il convient de lire les renseignements généraux donnés dans l'ordre du jour provisoire annoté (E/5685).

9. M. Fernig a relevé avec satisfaction les observations qui ont été formulées sur la coopération entre les secrétariats : l'UNESCO est très reconnaissante au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour son attitude positive.

10. M. Fernig rend hommage au Conseil de l'Université pour les résultats qu'il a obtenus depuis qu'il a été institué, il y a un an et demi. Le choix des secteurs prioritaires correspond étroitement à la tendance manifestée par l'UNESCO en matière de programmation. L'UNESCO sera heureuse de participer aux travaux du comité de recrutement provisoire.

11. Conformément à la demande faite par le Conseil de l'Université, le Directeur général a lancé un appel en faveur de contributions volontaires auprès des Etats membres et d'autres Etats intéressés, appel auquel certains Etats réservent un accueil favorable. M. Fernig espère que d'autres gouvernements suivront l'exemple admirable du Gouvernement japonais ainsi que des gouvernements sénégalais, suédois et vénézuélien, qui ont fait connaître, par écrit, leur intention de faire comme lui.

12. Plusieurs Etats Membres, institutions, organisations et établissements universitaires ont manifesté l'intérêt qu'ils portent à l'Université et des propositions ont été reçues au

sujet de programmes d'études. Des centres et institutions de recherche avancée, y compris des universités de 29 pays, ont proposé d'établir des liens de collaboration avec l'Université. Maintenant que les trois domaines prioritaires fondamentaux du programme ont été définis, M. Fernig espère que l'Université pourra dans peu de temps ouvrir ses portes. Le Conseil a autorisé le Recteur à organiser des réunions d'experts, en automne, sur chacun des trois domaines prioritaires; M. Fernig espère que le Conseil sera en mesure, en janvier 1976, d'adopter un programme qui répondra aux besoins et aux espoirs des Etats Membres. L'Université pourra bénéficier de l'expérience de l'UNESCO et tirer profit de ses contacts avec le monde universitaire.

13. Le Directeur général loue la proposition faite par la CEPAL lors de sa seizième session dans sa résolution 350 (XVI) au sujet du transfert des techniques (E/5608/Rev.1, troisième partie).

14. En plus de ses programmes et activités spécifiques, l'Université doit faire partie intégrante du monde universitaire. Sa charte prévoit diverses relations institutionnelles et dispose en outre que le Centre de l'Université maintiendra une coordination étroite entre les activités de l'Université et celles des organes et programmes de l'Organisation des Nations Unies, y compris l'UNITAR, ainsi que des organismes des Nations Unies. Il importe de garder ce principe directeur présent à l'esprit.

15. Depuis qu'il a été question, pour la première fois, d'une université des Nations Unies, on a déclaré, dans divers milieux, qu'il fallait éviter les doubles emplois et utiliser au mieux les ressources disponibles. Dans le discours qu'il a prononcé à la présente session du Conseil (1958e séance), le Directeur général de l'UNESCO a insisté sur le fait que le système des Nations Unies doit fonctionner véritablement comme un système et il s'est déclaré disposé à participer à tous les efforts tendant à le revivifier de façon à mieux répondre aux besoins des Etats Membres, notamment à ceux des pays en voie de développement. L'Université ferait peut-être bien de tirer parti de l'expérience ample et variée acquise par l'Organisation des Nations Unies pendant les trente années au cours desquelles elle s'est occupée des grands problèmes de l'humanité.

16. L'UNESCO a toujours souligné qu'il importe de donner à l'Université une grande autonomie dans le système des Nations Unies. Cela implique notamment un très grand respect pour la liberté universitaire en ce qui concerne le choix des sujets et des méthodes de recherche et de formation et celui des personnes et des institutions appelées à partager ses tâches, le droit des membres de l'Université de s'exprimer librement et, enfin, considération non moins importante, la liberté de prendre des décisions sur l'utilisation des ressources qui lui sont allouées. Il existe une seule limite à cette liberté : le respect des dispositions de la Charte des Nations Unies et de la Constitution de l'UNESCO ainsi que des principes fondamentaux du droit international contemporain. Tout en exerçant ses propres prérogatives, l'UNESCO donnera à l'Université tout l'appui possible, évitera scrupuleusement d'empiéter sur les droits du Recteur et du Conseil, et fera tout son possible pour que les activités de l'UNESCO et celles de l'Université soient

¹ Adoptée par l'Assemblée générale par sa résolution 3081 (XXVIII), du 6 décembre 1973. Pour le texte, voir document A/9149/Add.2.

harmonieusement coordonnées au moyen de consultations continues.

17. M. KIYA (Japon) dit que, bien que l'Université en soit encore au stade préparatoire, la délégation japonaise est satisfaite des progrès déjà accomplis vers la réalisation des objectifs fixés par sa charte. La délégation japonaise accueille favorablement la proposition faite par le Recteur à la cinquième session du Conseil de l'Université de tenir trois réunions de groupes de travail composés de personnalités éminentes afin d'étudier les trois domaines prioritaires du programme de travail de l'Université.

18. L'Université ne pourra pas assumer ses responsabilités si ses bases financières ne sont pas saines, aussi la délégation japonaise note-t-elle avec satisfaction que plusieurs gouvernements ont annoncé leur intention de verser des contributions; pour sa part, le Gouvernement japonais a versé, en janvier 1975, une contribution de 20 millions de dollars. M. Kiya espère que tous les Etats Membres étudieront la possibilité d'apporter leur contribution.

19. Au sujet de l'Accord relatif au siège (A/AC.169/L.5, par. 9), la délégation japonaise regrette que le Conseiller juridique des Nations Unies n'ait pas apprécié, dans son rapport à la cinquième session, les sérieux efforts accomplis par les ministères japonais intéressés pour accélérer les négociations. Le Gouvernement japonais a présenté un nouveau projet et il espère parvenir à un accord *de facto* avant la fin du mois d'août 1975. Le Japon, en qualité de pays hôte, mettra tout en œuvre pour assurer le bon fonctionnement de l'Université.

20. Se reportant au paragraphe 13 du rapport sur la cinquième session, le représentant du Japon déclare que sa délégation ne partage pas l'opinion prêtée au représentant du Secrétaire général, à savoir que l'Université, institution financée uniquement par les contributions volontaires, pourrait ne pas être rigoureusement liée par les recommandations du CCQAB; de l'avis de la délégation japonaise, aucun organe des Nations Unies ne peut pour une telle raison échapper au contrôle du CCQAB.

21. En ce qui concerne la question de la participation du Recteur aux réunions du CAC et d'autres organes des Nations Unies, au sujet de laquelle plusieurs membres du Conseil de l'Université et les représentants de l'ONU et de l'UNESCO ont exprimé leur préoccupation, comme l'indique le paragraphe 32 du rapport sur la cinquième session, la délégation japonaise, tout en respectant l'indépendance de l'Université, tient à souligner que celle-ci a été créée en vue de contribuer aux activités des Nations Unies; elle espère donc qu'elle effectuera ses travaux en coopérant étroitement avec les divers organismes des Nations Unies.

22. M. FERNAND-LAURENT (France) déclare que, de l'avis de sa délégation, il est bon que l'idée d'une université des Nations Unies ait le temps de mûrir dans un climat harmonieux; il n'en demeure pas moins que six ans après que le Secrétaire général de l'époque a proposé sa création, cette université est loin d'avoir définitivement pris forme. Ce retard est sans aucun doute imputable, d'une part, au fait que les Etats Membres — à l'exception du Japon, du

Sénégal et de quelques autres — hésitent à apporter un soutien concret jusqu'à ce que le programme de recherche soit défini, d'autre part, au fait que le Conseil de l'Université éprouve des difficultés à préciser son programme tant qu'il n'aura pas une idée plus claire de la nature des arrangements budgétaires et structurels envisagés. Le représentant de la France accueille donc favorablement l'assurance donnée par le Secrétaire général adjoint que tous les instituts de recherche du système des Nations Unies auront la possibilité de faire des observations et de fournir des renseignements sur leurs programmes, de façon à éviter tout risque de double emploi. A cet égard, la délégation française espère que l'UNITAR continuera à jouer son rôle de coordonnateur des programmes des instituts de recherche existants. La dixième réunion annuelle des directeurs des instituts des Nations Unies pour la formation, la planification et la recherche a procédé à l'examen traditionnel des programmes dans le contexte des décisions prises par les principaux organes des Nations Unies dans le cadre de l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Il a été décidé que le Directeur exécutif de l'UNITAR transmettrait au Recteur de l'Université toutes les informations sur les programmes de ces instituts. M. Fernand-Laurent tient, en passant, à rendre hommage à l'UNITAR pour le travail qu'il accomplit en Europe sous la direction de M. Chossudovsky, pour la formation interorganisations du personnel des Nations Unies et du personnel des missions permanentes.

23. Il est indispensable que le Conseil ait une vue claire de ce qui distingue les activités de l'Université de celles de l'UNESCO, de l'UNITAR et des divers instituts de recherche, de formation et de planification des Nations Unies et de leurs institutions. Le représentant de la France note que l'UNITAR oriente ses recherches vers des sujets qui intéressent directement, dans l'immédiat ou à long terme, le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, l'Assemblée générale et les institutions spécialisées; ses cours de formation sont destinés aux fonctionnaires nationaux et internationaux engagés pour l'application des résolutions de l'Assemblée générale.

24. Les statuts de l'Université des Nations Unies, approuvés en 1973 par l'Assemblée générale, disposent que ses recherches doivent porter sur les problèmes globaux urgents touchant la survie de l'humanité, son développement et son bien-être. En d'autres termes, ses objectifs sont à la fois humanitaires et utilitaires; l'Université doit stimuler et coordonner les recherches en vue d'acquérir et de diffuser les connaissances pratiques nécessaires à la survie de l'espèce. Loin de se concentrer sur les conditions économiques du développement, elle doit embrasser toutes les disciplines en rapport avec les objectifs culturels et moraux énoncés dans sa charte. Jouissant de la liberté académique nécessaire à la recherche universitaire, grâce à des revenus qui ne dépendent pas des contributions annuelles des gouvernements, l'Université des Nations Unies s'adressera non pas, comme le fait l'UNITAR, exclusivement aux fonctionnaires nationaux et internationaux, mais plutôt aux étudiants et aux chercheurs.

25. Lorsque la division des responsabilités sera clairement définie, rien n'empêchera la collaboration fructueuse entre l'Université, l'UNITAR, l'UNESCO et les autres instituts

des Nations Unies, à plusieurs projets communs, relatifs, par exemple, au renversement du processus d'«exode des compétences».

26. Il est trop tôt pour annoncer quelle contribution précise la France apportera à la nouvelle Université; il est probable qu'elle prendra la forme non pas d'une contribution financière mais de l'apport d'un institut français dans une discipline de pointe. La délégation française espère qu'en attendant que l'Université trouve sa forme définitive, les Etats Membres continueront à apporter leur soutien moral et financier à l'UNITAR et aux instituts.

27. M. SADI (Jordanie) déclare qu'il a été déçu de constater que le système des Nations Unies ne faisait pas partie des sujets que l'Université étudierait en priorité. Les sujets énumérés ne constituent que trois questions importantes parmi toutes celles qui auraient pu être sélectionnées, mais le système des Nations Unies devrait avoir la priorité absolue. L'Université peut effectuer des études et des recherches en vue d'une extension constructive du système et fournir des renseignements académiques qui pourront être utilisés dans l'examen et l'évaluation du système.

28. Compte tenu du fait que seuls quelques pays ont suivi l'exemple du Japon, il sera utile de proclamer une Année de l'Université des Nations Unies afin d'appeler l'attention sur l'importance de cette université pour le système des Nations Unies, et d'encourager de nouvelles contributions.

29. M. NARASIMHAN (Secrétaire général adjoint aux affaires interorganisations et à la coordination) dit que les suggestions du représentant de la Jordanie seront soumises à l'examen du Conseil de l'Université.

30. Le représentant de la France a mentionné à juste titre le cercle vicieux dans lequel il faut de l'argent pour lancer un programme alors qu'il faut un programme pour attirer des fonds : les fondations auprès desquelles une aide a été demandée ont notamment indiqué qu'il fallait qu'il y ait un programme pour qu'elles puissent fournir des fonds. La contribution du Japon permettra peut-être de rompre ce cercle vicieux au cours de l'année prochaine.

31. M. Narasimhan note avec satisfaction que le Gouvernement japonais a élaboré un nouveau projet d'accord relatif au siège. Il n'ignore pas l'important volume de travail et le nombre de consultations interministérielles qui ont été nécessaires pour produire un texte qui satisfasse tous les intéressés.

32. En ce qui concerne le CCQAB, mentionné par le représentant du Japon, le Secrétaire général adjoint appelle l'attention du Conseil sur le paragraphe 13 du document A/AC.169/L.5, dans lequel il est expliqué pourquoi il a été recommandé qu'un système biennal de budgétisation soit présenté au cours d'une certaine période et non pas adopté immédiatement.

33. Le PRÉSIDENT propose que le Conseil prenne acte de la note du Secrétaire général (E/5717 et Corr.1) et des rapports du Conseil de l'Université des Nations Unies (A/AC.169/L.2, A/AC.169/L.5 et Corr.1 et Add.1) et les

transmette à l'Assemblée générale, lors de sa trentième session.

Il en est ainsi décidé.

34. Le PRÉSIDENT déclare que le Conseil a ainsi achevé l'examen du point 7 de l'ordre du jour.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle (*fin* *) [E/5673, E/5686, E/5689]

35. Le PRÉSIDENT propose au Conseil de prendre note du rapport du CAC sur les dépenses des organismes des Nations Unies relatives aux programmes (E/5673), du rapport intérimaire du Secrétaire général sur la mise en œuvre du Plan d'action mondial pour l'application de la science et de la technique au développement (E/5686) et du rapport intérimaire du Secrétaire général sur la coopération internationale pour lutter contre la désertification (E/5689).

Il en est ainsi décidé.

36. Le PRÉSIDENT dit que le Conseil a ainsi terminé l'examen du point 3 de son ordre du jour.

Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (E/5688 et Corr.1 et Add.1)

37. Le PRÉSIDENT rappelle aux membres la décision prise par le Conseil, à la reprise de sa quarante-septième session, de transmettre sans débat le rapport annuel du Haut-Commissaire à l'Assemblée générale, à moins que le Conseil n'en décide autrement sur la demande d'un ou de plusieurs membres ou du Haut-Commissaire, lors de l'adoption de l'ordre du jour.

38. N'ayant reçu aucune demande à cet effet, le Président propose que le Conseil transmette le dernier rapport (E/5688 et Corr.1 et Add.1) à l'Assemblée générale, à sa trentième session.

Il en est ainsi décidé.

POINT 14 DE L'ORDRE DU JOUR

**Effets des sociétés transnationales sur le processus de développement et sur les relations internationales
RAPPORT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE (E/5737)**

39. Le PRÉSIDENT appelle l'attention sur le paragraphe 16 du rapport du Comité économique (E/5737), qui contient deux projets de résolution et un projet de décision que le Comité recommande au Conseil d'adopter. Le projet de résolution I (Centre d'information et de recherche sur les sociétés transnationales) a été adopté par le Comité, sans

* Reprise des débats de la 1965e séance.

vote. En l'absence d'objection le Président considérera que le Conseil est disposé à adopter aussi le projet de résolution, sans procéder à un vote.

Il en est ainsi décidé.

40. Le PRÉSIDENT dit que le projet de résolution II (Services communs de liaison et d'appui du Centre d'information et de recherche des Nations Unies sur les sociétés transnationales et des commissions régionales) a été adopté par le Comité, sans vote. Le Président considérera, s'il n'y a pas d'objection, que le Conseil adopte aussi le projet de résolution II sans procéder à un vote.

Il en est ainsi décidé.

41. Mme TURNBULL (Australie) dit qu'au paragraphe 14 du rapport la délégation australienne a été omise de la liste des délégations qui ont fait une déclaration pour expliquer leur vote sur le projet de résolution II.

42. M. WEGENER (République fédérale d'Allemagne) dit que la délégation de la République fédérale d'Allemagne au Comité économique a formulé une réserve au sujet du deuxième alinéa du préambule du projet de résolution II (741e séance). Il tient à renouveler cette réserve et à préciser que son gouvernement maintient sa position à l'égard de la Déclaration et du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international et à l'égard de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats.

43. Le PRÉSIDENT appelle l'attention sur le projet de décision sur les comptes rendus analytiques des séances de la Commission des sociétés transnationales et sur la création d'un groupe d'experts, qui a été adopté par le Comité sans vote. Le Président considérera, s'il n'y a pas d'objection, que le Conseil adopte aussi le projet de résolution sans procéder à un vote.

Il en est ainsi décidé.

POINT 23 DE L'ORDRE DU JOUR

Elections

COMITÉ DU PROGRAMME ET DE LA COORDINATION

44. Le PRÉSIDENT demande que des candidatures soient présentées en vue de l'élection, parmi les Etats asiatiques, d'un membre du Comité du programme et de la coordination pour un mandat commençant le jour de l'élection et expirant le 31 décembre 1977.

45. En l'absence de candidature, le Président propose que le Conseil reporte l'élection de ce membre à une session ultérieure.

Il en est ainsi décidé.

COMITÉ DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

46. Le PRÉSIDENT demande que des candidatures soient présentées en vue de l'élection au Comité de la science et de

la technique au service du développement, de trois membres — dont deux parmi les Etats asiatiques pour un mandat de quatre ans à compter du 1er janvier 1976, et un troisième, parmi les Etats asiatiques également, pour un mandat commençant le jour de l'élection et expirant le 31 décembre 1978.

47. En l'absence de candidatures, le Président propose que le Conseil reporte l'élection à une session ultérieure.

Il en est ainsi décidé.

COMITÉ CHARGÉ DE L'EXAMEN ET DE L'ÉVALUATION

48. Le PRÉSIDENT appelle l'attention sur les sièges vacants suivants au Comité chargé de l'examen et de l'évaluation : un membre parmi les Etats africains; trois membres parmi les Etats asiatiques et un membre parmi les Etats socialistes d'Europe orientale, pour un mandat de quatre ans à compter du 1er janvier 1976. Deux membres doivent aussi être élus parmi les Etats asiatiques pour un mandat commençant le jour de l'élection et expirant le 31 décembre 1977.

49. Le Président demande s'il y a des candidatures autres que celle de Sri Lanka, qui est proposée pour l'un des trois sièges vacants dans le groupe asiatique.

50. En l'absence de candidature, le Président considérera que le Conseil décide d'élire Sri Lanka au Comité chargé de l'examen et de l'évaluation pour un mandat de quatre ans à compter du 1er janvier 1976 et de reporter l'élection aux autres postes vacants à une session ultérieure.

Il en est ainsi décidé.

COMMISSION DES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES

51. Le PRÉSIDENT annonce que quatre pays — Canada, Italie, Espagne et Suisse — ont posé leur candidature aux trois sièges vacants à la Commission des sociétés transnationales et destinés à des membres du groupe d'Etats d'Europe occidentale et d'autres Etats, il invite le Conseil à procéder au vote.

Sur l'invitation du Président, M. Ponce (Equateur) et M. Mwangaguhunga (Ouganda) assument les fonctions de scrutateurs.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

<i>Bulletins déposés :</i>	49
<i>Bulletins nuls :</i>	0
<i>Bulletins valables :</i>	49
<i>Abstentions :</i>	0
<i>Nombre de votants :</i>	49
<i>Majorité requise :</i>	25
<i>Nombre de voix obtenues :</i>	
Italie	42
Espagne	36
Canada	34
Suisse	33

Ayant obtenu les trois plus grands nombres de voix, l'Italie, l'Espagne et le Canada sont élus membres de la Commission des sociétés transnationales.

CONSEIL DES GOUVERNEURS DU FONDS SPÉCIAL DES NATIONS UNIES

52. Le PRÉSIDENT demande que des candidatures soient présentées pour l'élection, au Conseil des gouverneurs du Fonds spécial des Nations Unies, d'un membre du groupe d'Etats d'Europe occidentale et d'autres Etats, pour un mandat commençant le jour de l'élection et expirant le 31 décembre 1977.

53. En l'absence de candidature, le Président propose que le Conseil informe l'Assemblée générale qu'il n'avait pas pu procéder à l'élection aux sièges restant à pourvoir conformément à une décision prise par l'Assemblée à sa 2325e séance, le 18 décembre 1974².

Il en est ainsi décidé.

COMITÉ DES RESSOURCES NATURELLES

54. Le PRÉSIDENT demande que des candidatures soient présentées pour l'élection, parmi les Etats asiatiques, d'un membre du Comité des ressources naturelles pour un mandat commençant le jour de l'élection et expirant le 31 décembre 1978.

55. En l'absence de candidature, le Président propose que l'élection soit reportée à une session ultérieure.

Il en est ainsi décidé.

COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL ONU/FAO DU PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

56. Passant à la question de l'élection, parmi les Etats africains, d'un membre du Comité intergouvernemental ONU/FAO du Programme alimentaire mondial, pour laquelle l'Ethiopie, le Gabon et le Zaïre ont posé leur candidature, le PRÉSIDENT appelle l'attention sur le projet de décision III figurant dans le rapport du CCPP concernant le point 15 de l'ordre du jour (E/5736) et demande au Secrétaire du Conseil d'exposer la situation actuelle.

² Voir résolution 3356 (XXIX) de l'Assemblée générale, note. Ainsi que mentionné dans la note, le Conseil, lors de sa session d'organisation pour 1975, a procédé à l'élection pour l'un des deux sièges restant à pourvoir [décision 70 (ORG.75)].

57. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) dit qu'à la suite d'une recommandation de la Conférence mondiale de l'alimentation, approuvée par l'Assemblée générale, le CCPP a décidé de recommander au Conseil de transmettre à l'Assemblée générale, aux fins de décision, un projet de résolution tendant à transformer le Comité intergouvernemental du Programme alimentaire mondial en Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire. Etant donné que le Comité intergouvernemental ne doit pas se réunir avant la date à laquelle l'Assemblée prendra vraisemblablement la décision en question, le Conseil voudra peut-être s'abstenir de procéder à l'élection au Comité intergouvernemental. A supposer qu'à sa trentième session l'Assemblée générale prenne la décision recommandée par le Conseil, le Conseil devra élire les membres du Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire à sa session d'organisation en 1976.

58. Répondant à une question de M. AKE (Côte d'Ivoire), M. Cordovez dit que, juridiquement, les membres du Comité intergouvernemental seront censés être encore capables d'exercer leurs fonctions, mais, comme le Comité ne se réunira pas avant d'être remanié, il vaut peut-être mieux reporter les élections.

59. Le PRÉSIDENT considère qu'en l'occurrence, le Conseil voudra bien reporter l'élection jusqu'à sa session d'organisation en 1976.

Il en est ainsi décidé.

COMITÉ CHARGÉ DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

60. Le PRÉSIDENT demande que des candidatures soient présentées pour l'élection de deux membres — un parmi les Etats africains et asiatiques pour un mandat commençant le jour de l'élection et expirant le 31 décembre 1978, et un autre parmi les Etats d'Amérique latine, pour un mandat commençant le jour de l'élection et expirant le 31 décembre 1978 — au Comité chargé des organisations non gouvernementales.

61. En l'absence de candidature, le Président propose que le Conseil reporte l'élection à une session ultérieure.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 h 30.

1978^e séance

Mercredi 30 juillet 1975, à 15 h 15

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SR.1978

En l'absence du Président, M. E. Longerstaey (Belgique), vice-président, prend la présidence.

POINT 23 DE L'ORDRE DU JOUR

Elections (fin)

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'APPLICATION DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE AU DÉVELOPPEMENT (E/5735/Rev.1)

1. Le PRÉSIDENT rappelle au Conseil qu'à sa session d'organisation pour 1975 il a décidé (1938^e séance) de remettre à sa cinquante-neuvième session la nomination des membres du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement et de prolonger le mandat des membres actuels jusqu'à ce que leurs successeurs aient été désignés. La note du Secrétaire général dont le Conseil est saisi (E/5735/Rev.1) présente les 24 candidats proposés par le Secrétaire général en vue de leur nomination comme membres du Comité consultatif pour une période de trois ans commençant à la date de l'élection et prenant fin le 31 décembre 1977.

2. En l'absence d'objections, le Président tiendra pour acquis que le Conseil souhaite nommer membres du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement les 24 personnes dont le nom figure dans la note du Secrétaire général.

Il en est ainsi décidé.

GROUPE DE TRAVAIL DE LA SOUS-COMMISSION DU TRAFIC ILLICITE ET DES PROBLÈMES APPARENTÉS POUR LE PROCHE ET LE MOYEN-ORIENT (E/5747 ET ADD.1)

3. Le PRÉSIDENT appelle l'attention des membres du Conseil sur la note du Secrétaire général (E/5747 et Add.1) concernant la confirmation de la nomination de trois membres du Groupe de travail. En l'absence d'objections, le Président tiendra pour acquis que le Conseil confirme la nomination, comme membres du Groupe de travail de la Sous-Commission du trafic illicite et des problèmes apparentés pour le Proche et le Moyen-Orient, des trois représentants désignés respectivement par l'Afghanistan, le Pakistan et la Turquie.

Il en est ainsi décidé.

COMITÉ DE L'EXAMEN ET DE L'ÉVALUATION

4. M. KOSSEV (Bulgarie) indique qu'il s'est produit un malentendu à la séance précédente concernant l'élection de

membres du Comité de l'examen et de l'évaluation. Les Etats socialistes de l'Europe orientale ont proposé la candidature de la Hongrie, mais le secrétariat n'en a pas tenu compte. M. Kossev demande en conséquence s'il lui est possible de rouvrir la question et de proposer à nouveau la candidature de la Hongrie pour qu'elle représente au Comité les Etats socialistes d'Europe orientale.

Il en est ainsi décidé.

5. Le PRÉSIDENT dit qu'en l'absence d'objections il considérera que le Conseil désire élire la Hongrie membre du Comité de l'examen et de l'évaluation pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1^{er} janvier 1976.

Il en est ainsi décidé.

6. Le PRÉSIDENT déclare que le Conseil en a terminé avec l'examen du point 23 de l'ordre du jour.

POINT 15 DE L'ORDRE DU JOUR

Activités opérationnelles pour le développement

RAPPORT DU COMITÉ DE LA COORDINATION DES POLITIQUES ET DES PROGRAMMES (E/5736)

7. Le PRÉSIDENT suggère que le Conseil, pour examiner les rapports des comités de session, suive la pratique, c'est-à-dire qu'il se prononce d'abord sur tous les projets de résolution figurant dans chaque rapport et entende ensuite éventuellement les déclarations faites à titre d'explication de vote.

Il en est ainsi décidé.

8. Le PRÉSIDENT appelle l'attention des membres du Conseil sur le rapport du CCPP (E/5736), et notamment sur le paragraphe 27 dans lequel figurent cinq projets de résolution et quatre projets de décision que le Comité recommande au Conseil d'adopter. Les projets de résolution I, II, III et V ainsi que les quatre projets de décision ont tous été adoptés par le Comité sans être mis aux voix. Le Président présume que le Conseil fera de même.

Projet de résolution I : Proposition relative à une année internationale de l'enfance

Le projet de résolution I est adopté.

Projet de résolution II : Coopération technique entre pays en voie de développement

9. M. FRAZÃO (Brésil) rappelle aux membres du Conseil que c'est essentiellement à l'initiative de la délégation brésilienne que le projet de résolution II a été déposé. Le

représentant du PNUD auprès du Conseil économique et social a toutefois fait savoir que le paragraphe 4 du dispositif risquerait de susciter certaines difficultés de coordination et de mise en œuvre, car les secrétaires exécutifs de certaines commissions régionales ont fait savoir à l'Administrateur du PNUD qu'il ne leur serait peut-être pas possible de respecter la date limite de juin 1976 mentionnée dans ce paragraphe. Par exemple, la réunion régionale sur la coopération technique en Amérique latine se tiendrait soit en mai soit en juin 1976. M. Frazão propose donc de reporter la date limite à décembre 1976.

Le projet de résolution II, tel qu'il a été modifié oralement par le représentant du Brésil, est adopté.

Projet de résolution III : Rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Le projet de résolution III est adopté.

Projet de résolution V : Politiques et programmes relatifs à la jeunesse

10. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la délégation de l'Union soviétique ne s'est pas déclarée opposée à ce que le Comité de la coordination des politiques et des programmes adopte le projet de résolution intitulé "Politiques et programmes relatifs à la jeunesse" qui fait l'objet de la résolution 1922 (LVIII) du Conseil, mais qu'il ne faut pas voir là un changement d'attitude de sa part sur le programme des Volontaires des Nations Unies, attitude qui a été précisée à plusieurs reprises. M. Lobanov tient à ce que cette réserve figure dans le rapport du Conseil.

Le projet de résolution V est adopté.

Projet de décision I : Rapports du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement

Le projet de décision I est adopté.

Projet de décision II : Rapport du Corps commun d'inspection sur la nécessité de revoir le concept régissant les programmes régionaux de formation du Programme des Nations Unies pour le développement dans les pays en voie de développement les moins avancés : le cas de l'Afrique orientale

Le projet de décision II est adopté.

Projet de décision III : Transformation du Comité intergouvernemental du Programme alimentaire mondial ONU/FAO en un comité des politiques et programmes d'aide alimentaire

Le projet de décision III est adopté.

Projet de décision IV : Amendement au point 6 des Règles générales du Programme alimentaire mondial

Le projet de décision IV est adopté.

Projet de résolution IV : Fonds autorenewable des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles

11. Le PRÉSIDENT rappelle aux membres du Conseil que le projet de résolution IV a été adopté par le Comité après

avoir été mis aux voix. Mais, sauf objection à ce sujet, le Président tiendra pour acquis que le Conseil veut adopter le projet sans procéder à un vote.

12. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que la délégation de l'Union soviétique s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution au CCPP et renouvelle les réserves qu'elle a formulées à cette occasion. M. Lobanov tient à ce que ces réserves figurent dans le rapport du Conseil à sa cinquante-neuvième session.

Le projet de résolution IV est adopté.

13. Le PRÉSIDENT demande si des membres du Conseil veulent expliquer leur vote.

14. M. FERNÁNDEZ VILLAVARDE (Espagne) dit que la délégation espagnole tient à ce que les observations qu'elle a formulées sur le projet de résolution II à la 572e séance du CCPP soient reproduites dans le rapport du Conseil sur sa cinquante-neuvième session.

POINT 16 DE L'ORDRE DU JOUR

Coopération et coordination internationales dans le cadre du système des Nations Unies

RAPPORT DU COMITÉ DE LA COORDINATION DES POLITIQUES ET DES PROGRAMMES (E/5733 et Corr.1)

15. Le PRÉSIDENT appelle l'attention du Conseil sur les deux projets de résolution et les deux projets de décision qui figurent au paragraphe 18 du rapport du CCPP (E/5733 et Corr.1). Le Comité les a adoptés sans procéder au vote et le Président considérera, en l'absence d'objection, que le Conseil souhaite faire de même.

Projet de résolution I : Développement rural

Le projet de résolution I est adopté.

Projet de résolution II : Conférence mondiale tripartite sur l'emploi, la répartition des revenus, le progrès social et la division internationale du travail

Le projet de résolution II est adopté.

Projet de décision I : Harmonisation des modes de présentation des budgets-programmes et coordination dans le cadre du système des Nations Unies

Le projet de décision I est adopté.

Projet de décision II : Rapport sur les réunions communes du Comité de la coordination des politiques et des programmes et du Comité administratif de coordination et rapport du Comité administratif de coordination sur les domaines de compétence et les programmes de travail des organismes des Nations Unies dans le domaine des sciences de la mer et de leurs applications

Le projet de décision II est adopté.

POINT 17 DE L'ORDRE DU JOUR

Problèmes alimentaires

RAPPORT DU COMITÉ DE LA COORDINATION DES POLITIQUES ET DES PROGRAMMES (E/5734)

16. Le PRÉSIDENT appelle l'attention sur le projet de résolution qui figure au paragraphe 6 du rapport du CCPP (E/5734) et invite le Secrétaire du Conseil à faire une déclaration sur les incidences financières découlant du nouveau paragraphe 7 du dispositif.

17. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) précise que les incidences financières de ce paragraphe, ainsi que les autres incidences financières découlant de la première session du Conseil mondial de l'alimentation, figureront dans les prévisions budgétaires établies par le secrétariat du Conseil aux fins de présentation à l'Assemblée générale à sa trentième session, comme il est dit au paragraphe 11 du rapport du Conseil mondial de l'alimentation (E/5708).

18. Le PRÉSIDENT fait observer que, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 5 de son rapport, le Comité a adopté le projet de résolution sans procéder à un vote. En l'absence d'objection, il considérera que le Conseil souhaite faire de même.

Le projet de résolution sur les problèmes alimentaires est adopté.

19. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la délégation soviétique ne s'est pas déclarée opposée à l'adoption du projet de résolution au sein du CCPP ni au cours de la présente séance mais qu'elle souhaite réaffirmer sa position de principe, qui a été exposée en détail lors de la Conférence mondiale de l'alimentation ainsi qu'à la première session du Conseil mondial de l'alimentation. M. Lobanov souhaite que le rapport du Conseil sur la présente session fasse état de cette position.

20. La délégation soviétique définira son attitude à l'égard des incidences financières devant la Cinquième Commission de l'Assemblée générale, lorsqu'elle aura pu étudier le rapport relatif à ces incidences.

POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR

Questions relatives à la mer

RAPPORT DU COMITÉ DE LA COORDINATION DES POLITIQUES ET DES PROGRAMMES (E/5730)

21. Le PRÉSIDENT appelle l'attention du Conseil sur le projet de résolution qui figure au paragraphe 7 du rapport du CCPP (E/5730), que le Comité a adopté à l'issue d'un vote.

22. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande que le projet de résolution soit mis aux voix.

Par 43 voix contre zéro, avec 5 abstentions, le projet de résolution sur les utilisations de la mer et la mise en valeur des zones côtières est adopté.

23. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la délégation soviétique s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution car elle estime que la question de la mise en valeur des zones côtières et le programme d'action dans ce domaine devraient tenir compte des intérêts de tous les Etats, et se fonder sur la solution qui sera apportée aux problèmes fondamentaux du droit de la mer par la prochaine session de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer. M. Lobanov souhaite que cette déclaration figure *in extenso* dans le rapport du Conseil.

24. M. FRAZÃO (Brésil) déclare que la délégation brésilienne s'est prononcée en faveur du projet de résolution et il félicite les auteurs de ce texte d'avoir spécifié dans le troisième alinéa du préambule qu'il ne fallait pas préjuger les résultats de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer. C'est à cette condition que la délégation brésilienne s'est prononcée en faveur de la résolution. M. Frazão souhaite lui aussi que sa déclaration figure *in extenso* dans le rapport du Conseil.

POINT 20 DE L'ORDRE DU JOUR

Assistance en cas de catastrophe naturelle ou d'autres situations revêtant le caractère d'une catastrophe

RAPPORT DU COMITÉ DE LA COORDINATION DES POLITIQUES ET DES PROGRAMMES (E/5744)

25. Le PRÉSIDENT appelle l'attention du Conseil sur les deux projets de résolution qui figurent au paragraphe 12 du rapport du CCPP (E/5744), que le Comité a adoptés sans vote. En l'absence d'objection, il considérera que le Conseil souhaite faire de même.

Projet de résolution I : Assistance aux régions d'Ethiopie victimes de la sécheresse

Le projet de résolution I est adopté.

Projet de résolution II : Assistance en cas de catastrophe naturelle ou d'autres situations revêtant le caractère d'une catastrophe

Le projet de résolution II est adopté.

POINT 21 DE L'ORDRE DU JOUR

Questions relatives aux transports

RAPPORT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE (E/5741)

26. Le PRÉSIDENT appelle l'attention du Conseil sur les trois projets de résolution figurant au paragraphe 8 du rapport du Comité économique (E/5741) et que le Comité a adoptés sans procéder à un vote. En l'absence d'objection, il considérera que le Conseil souhaite faire de même.

Projet de résolution I : Nouvelles mesures à prendre en ce qui concerne le transport des marchandises dangereuses

Le projet de résolution I est adopté.

Projet de résolution II : Travaux du Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses

Le projet de résolution II est adopté.

Projet de résolution III : Transport des marchandises dangereuses

Le projet de résolution III est adopté.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen et évaluation, au milieu de la Décennie, des progrès réalisés dans l'application de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement; Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international

RAPPORT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE (E/5738)

27. Le PRÉSIDENT appelle l'attention du Conseil sur les deux projets de résolution et les deux projets de décision qui figurent au paragraphe 12 du rapport du Comité économique (E/5738) et qui ont été adoptés par le Comité sans vote. En l'absence d'objection, il considérera que le Conseil souhaite faire de même.

Projet de résolution I : Identification des pays en voie de développement les moins avancés

Le projet de résolution I est adopté.

Projet de résolution II : Administration et finances publiques aux fins du développement

Le projet de résolution II est adopté.

Projet de décision I : Examen et évaluation, au milieu de la Décennie, des progrès réalisés dans l'application de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement

Le projet de décision I est adopté.

Projet de décision II : Rapport du Conseil des gouverneurs du Fonds spécial des Nations Unies

Le projet de décision II est adopté.

La séance est levée à 16 heures.

1979^e séance

Judi 31 juillet 1975, à 10 h 55

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SR.1979

POINT 19 DE L'ORDRE DU JOUR

Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies

RAPPORT DU COMITÉ DE LA COORDINATION DES POLITIQUES ET DES PROGRAMMES (E/5743)

1. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le rapport du Comité de la coordination des politiques et des programmes sur le point 19 de l'ordre du jour (E/5743) et appelle son attention sur le projet de résolution concernant ce point et figurant au paragraphe 6, que le Comité a adopté sans vote. En l'absence d'objection, il considérera que le Conseil souhaite également adopter le projet de résolution sans procéder à un vote.

Il en est ainsi décidé.

POINT 22 DE L'ORDRE DU JOUR

Calendrier des conférences

RAPPORT DU COMITÉ DE LA COORDINATION DES POLITIQUES ET DES PROGRAMMES (E/5742, E/L.1664 et Add.1 à 6)

2. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le rapport du Comité de la coordination des politiques et des programmes sur le point 22 de l'ordre du jour (E/5742).

3. M. FERGUSON (Etats-Unis d'Amérique) remarque que la note du Secrétaire général (E/L.1664) prévoit que le Groupe de travail chargé d'examiner les communications, qui est un organe subsidiaire de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, se réunirait en 1976 et en 1977. Cet arrangement n'appellera pas d'objection de la part de la délégation des Etats-Unis à condition qu'il s'entende sans préjudice de la décision prise par le Conseil dans sa

résolution 1768 (LIV), par laquelle il a fixé un cycle biennal de réunions pour ce groupe.

4. Le PRÉSIDENT demande s'il peut considérer que le Conseil, sous réserve de la précision mentionnée par le représentant des Etats-Unis d'Amérique, est d'accord pour prévoir dans le calendrier des réunions pour 1977 une session du Groupe de travail chargé d'examiner les communications, qui se tiendrait du 8 au 19 août, conformément à la proposition faite par le Secrétariat dans le document E/L.1664.

Il en est ainsi décidé.

5. Le PRÉSIDENT appelle l'attention du Conseil sur le projet de résolution et les trois projets de décision qui figurent au paragraphe 14 du rapport et que le Comité recommande au Conseil d'adopter. Le projet de résolution et les trois projets de décision ont été adoptés par le Comité sans vote et, en l'absence d'objection, le Président considérera que le Conseil souhaite également adopter ces textes sans qu'ils soient mis aux voix.

Il en est ainsi décidé.

Projet de résolution : Préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur l'eau

Le projet de résolution est adopté.

Projet de décision I : Cycle des sessions de la Commission des stupéfiants

Le projet de décision I est adopté.

Projet de décision II : Calendrier provisoire des conférences et réunions

Le projet de décision II est adopté.

Projet de décision III : Troisième session du Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au développement et à la coopération économique internationale, et réunions du Groupe de travail II du Comité de la planification du développement et du Groupe de travail chargé de l'océanographie et des échanges de données de la Commission océanographique intergouvernementale

Le projet de décision III est adopté.

POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR

Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au développement et à la coopération économique internationale

RAPPORT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE (E/5739)

6. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le rapport du Comité économique sur le point 10 de l'ordre du jour (E/5739) et appelle en particulier son attention sur le paragraphe 10 contenant un projet de résolution et un projet de décision où figure l'ordre du jour provisoire avec annotations pour la troisième session du Comité préparatoire de la septième session extraordinaire de l'Assemblée

générale qui ont tous deux été adoptés par le Comité sans qu'ils soient mis aux voix.

7. Le Président demande si le Conseil souhaite également adopter le projet de résolution, ainsi que le projet de décision, sans procéder à un vote.

Il en est ainsi décidé.

8. Le PRÉSIDENT dit qu'il croit savoir que le Conseil souhaite que les propositions qui ont été présentées au cours de consultations officielles en vue de préparer la septième session extraordinaire soient publiées par le secrétariat comme document du Comité préparatoire dans la série "Distribution limitée".

Il en est ainsi décidé.

Incidences, sur le budget-programme, des décisions prises par le Conseil à ses cinquante-huitième et cinquante-neuvième sessions (E/5745, E/L.1675)

9. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner les états récapitulatifs des incidences sur le budget-programme contenus dans le rapport du Secrétaire général (E/5745) et dans le document E/L.1675.

10. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la délégation soviétique tient à réserver sa position concernant les incidences budgétaires des résolutions et décisions adoptées par le Conseil à ses cinquante-huitième et cinquante-neuvième sessions jusqu'à ce qu'elles soient examinées par la Cinquième Commission de l'Assemblée générale. Il demande que cette réserve soit consignée dans le rapport du Conseil.

11. Le PRÉSIDENT dit qu'il suppose que le Conseil souhaite prendre acte du rapport du Secrétaire général (E/5745) et de l'état récapitulatif (E/L.1675).

Il en est ainsi décidé.

Ajournement de la session

12. Le PRÉSIDENT dit que l'une des tâches principales du Conseil à sa présente session consistait à préparer le terrain pour la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, qui sera consacrée aux questions relatives au développement et à la coopération économique internationale. Le Conseil vient d'ailleurs d'adopter la résolution 1980 (LIX) dans laquelle il propose un ordre du jour pour la session, énonce certaines directives concernant les questions à examiner et prie le Comité préparatoire de reprendre et de mener à bien ses travaux. Il est cependant regrettable que la session s'achève sans que l'on ait pu se mettre d'accord sur certaines recommandations précises touchant les questions de fond à soumettre à la session extraordinaire ou définir plus nettement les points d'entente qui existent entre les Etats et les points sur lesquels ils divergent. Ceci était peut-être inévitable, étant donné la complexité des problèmes, la diversité des intérêts qu'il faut concilier et la lenteur avec laquelle semble se mouvoir le mécanisme gouvernemental des Etats et groupes d'Etats.

13. Toutefois, même si à la fin de la session, on peut avoir le sentiment de ne pas avoir pleinement exploité certaines possibilités, il n'en reste pas moins que les problèmes économiques et sociaux du monde figurent désormais de manière permanente à l'ordre du jour de la communauté internationale et que la présente session a confirmé combien il est urgent de trouver des solutions à ces problèmes par la voie de consultations mutuelles et en recherchant un consensus. L'intérêt et la valeur du dialogue et du consensus, si fréquemment soulignés dans les débats internationaux, ne doivent pas être sous-estimés mais, en même temps, il ne faut pas, sous prétexte d'éviter l'affrontement, craindre d'exprimer des points de vue divergents ou d'affirmer des principes auxquels l'on tient fermement. Sans discussions franches et affrontement d'idées, il ne serait guère possible de parvenir à un véritable accord. Il ne faut pas que l'esprit de compromis se substitue à des négociations concrètes sur des points précis ou fasse perdre de vue la nécessité d'élaborer dans le domaine économique un nouvel ensemble de règles pour concilier des intérêts nationaux et des intérêts de groupes opposés et parvenir ainsi à répartir plus équitablement les ressources et le bien-être dans le monde. La tâche n'est pas simple, et les efforts entrepris pour l'accomplir devront se poursuivre tout au long des préparatifs de la prochaine session extraordinaire, pendant la session et par la suite dans divers organes appropriés.

14. La tâche est facilitée du fait que l'on a convenu tacitement de ne pas poursuivre des discussions sur des problèmes qui ont été tranchés par les événements. Les déclarations faites au cours de la présente session, tout en révélant que certaines divergences de vues persistent quant à la nature de la crise actuelle et aux mesures correctives à adopter, ont cependant montré que peu à peu l'accord se fait sur l'idée que la situation ne peut être rétablie qu'au prix de profondes transformations. C'est ainsi que le représentant du Royaume-Uni a déclaré (1960e séance) que les pays développés ont accepté l'obligation morale de réformer profondément la situation économique mondiale. Si la nécessité du changement est désormais reconnue par tous, il est également admis que le changement devra s'opérer dans l'ordre et de manière progressive, et avec la coopération de tous les intéressés.

15. A propos du thème général du développement et de la coopération économique internationale, l'Assemblée, lors de sa session extraordinaire, accordera une attention particulière aux pays défavorisés par leur situation géographique et à ceux qui ont ressenti le plus fortement les conséquences défavorables des crises économiques récentes. Le débat général a montré que l'on reconnaissait la nécessité de renforcer la position des pays en voie de développement dans les échanges commerciaux internationaux et de leur faciliter l'accès au marché mondial en abaissant ou en éliminant les obstacles tarifaires et non tarifaires et en améliorant et en renforçant un système généralisé de préférences sans réciprocité. On a également accepté le principe qu'il faut accroître et préserver le pouvoir d'achat des pays en voie de développement. Tout le monde n'est pas d'accord sur la manière d'aboutir à ce résultat, mais on reconnaît généralement que les prix des produits de base devraient être rémunérateurs pour les producteurs et équitables pour les consommateurs, et que le commerce de

ces produits devrait garantir la sécurité des revenus aux producteurs et la sécurité de l'approvisionnement aux consommateurs. Il ne sera pas facile de mettre ces principes en pratique, mais leur application confirmera peut-être l'idée qu'il n'y a pas de contradiction fondamentale entre un mode d'approche intégré et une approche par produit.

16. Dans l'ensemble, on a été d'accord pour estimer qu'il faut intensifier le transfert des ressources réelles vers les pays en voie de développement. Le fait que la plupart des pays donateurs n'ont pas réussi à atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie internationale du développement montre que l'ensemble du problème demande à être réexaminé. L'idée de la création d'un mécanisme automatique pour réaliser ces transferts soulève un certain nombre de questions qui doivent être étudiées avec soin. Il faudrait s'efforcer d'élaborer un système qui permettrait aux bénéficiaires de savoir quel sera, sur une certaine période, l'apport de ressources réelles nettes et d'établir leur plan de développement en conséquence, et qui en même temps permettrait aux pays donateurs de s'assurer que les ressources sont utilisées efficacement et aux fins qui ont été indiquées sans qu'il soit nécessaire de justifier les transferts par des motifs non économiques. On devra décider d'accorder la priorité à cette question et à la question connexe d'un système visant à alléger le fardeau de la dette, en d'autres termes, à faire du service de la dette une formule rationnelle.

17. Chacun reconnaît désormais que l'industrialisation est l'élément moteur dont dépend la transformation de la situation économique et sociale des pays en voie de développement, mais il faut que les buts et les objectifs arrêtés lors de la deuxième Conférence de l'ONUDI, à Lima — et approuvés sans réserve au cours des débats du Conseil — trouvent place dans un programme et dans un calendrier à l'occasion des consultations prévues entre pays développés et pays en voie de développement. L'ONUDI est l'instance qui convient le mieux pour cette entreprise, mais la tâche qui consiste à établir les liens entre la production industrielle et la production agricole, entre les politiques technologiques et les politiques de l'emploi, entre l'action internationale et l'entreprise transnationale, incombe au Conseil économique et social, et celui-ci doit recevoir les moyens de s'en acquitter.

18. Ces considérations amènent à évoquer le problème de la réforme des structures économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies. A cet égard, on a pu entendre, une fois de plus, des critiques au sujet des travaux du Conseil qui seraient sans intérêt, et de ses décisions qui seraient sans objet. D'un autre côté, si l'on a pris acte des diverses propositions formulées pour réformer le système des Nations Unies, y compris des propositions les plus récentes adoptées à l'unanimité par un groupe d'experts représentant toutes les régions, tous les intérêts et toutes les idéologies (E/AC/62/9), on ne l'a fait qu'en termes très généraux. La proposition de constituer un comité intergouvernemental chargé d'examiner ces propositions est intéressante, mais le Président voudrait suggérer que l'Assemblée générale, lors de sa session extraordinaire, donne aussi à ce comité des directives et des orientations pour son travail et des délais pour l'achèvement de sa tâche.

19. Il serait optimiste d'affirmer que le Conseil est parvenu au cours de la présente session à dégager une base suffisamment étendue pour que la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale puisse y poser les fondements d'une nouvelle structure des relations économiques internationales. Sur le fond et sur le détail des questions essentielles, les positions de divers pays, dont celles de beaucoup des principaux pays développés, restent à définir. Mais un effort considérable a été déployé au cours des réunions officielles pour examiner certaines propositions se rapportant à la liste de questions convenue. Le Président voudrait saisir cette occasion pour exprimer sa très profonde reconnaissance aux membres de tous les groupes qui ont participé à ces réunions, ainsi qu'à leurs présidents, et remercier en particulier de leur contribution personnelle M. Barceló (Mexique) et M. Martínez (Argentine).

20. Etant donné l'utilité de ces consultations et étant donné qu'on y aura sans doute de plus en plus souvent recours dans l'avenir, il faut prendre soin qu'elles conservent leur caractère officiels et que la manière dont elles se déroulent ne devienne pas un obstacle les empêchant d'atteindre leur objectif. Certaines idées et propositions émanant de ces réunions ont été formulées par écrit, et ces documents seront sans nul doute d'un grand secours lors de la reprise des préparatifs en vue de la session extraordinaire. Il est peut-être trop tôt pour prévoir sous quelle forme des décisions vont se dégager de la session extraordinaire elle-même, mais le Président tient à rappeler la suggestion du représentant des Pays-Bas (1962e séance) concernant l'adoption d'un document général où serait énoncé un ensemble cohérent de recommandations interdépendantes aux fins d'examen et d'adoption par l'Assemblée générale à sa session extraordinaire. A son avis, ce document ne devrait pas être simplement une déclaration d'intention mais, dans la mesure du possible, un projet d'action concrète indiquant sans ambiguïté ce que la communauté internationale accepte de faire concernant des problèmes spécifiques et comment, où, et quand elle entend passer aux actes.

21. Il ne faut pas attendre de résultats spectaculaires de la septième session extraordinaire, car les sujets dont s'occupera l'Assemblée excluent un tel résultat. Mais on est en droit d'espérer un accord sur les principes et les politiques et une claire indication de l'intention d'entreprendre des négociations concrètes pour atteindre les objectifs convenus. Chacun reconnaît que la session extraordinaire ne sera qu'une phase du processus d'édification d'un nouveau système de relations internationales, mais elle revêt toute l'importance d'une première étape.

22. On a reproché aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies de ne pas respecter comme il convient les règles et les règlements de l'Organisation ou de ne pas montrer suffisamment d'égards pour les conceptions et les intérêts d'autrui et de ne pas faire la distinction entre les questions économiques et les questions politiques. On a affirmé que de tels comportements risquaient de mettre en danger l'existence même de l'Organisation. Le Président estime, pour sa part, que ce qui décidera de la réussite ou de l'échec de l'Organisation des Nations Unies, ce dont dépend sa survie ou sa disparition, c'est la mesure dans laquelle elle parviendra à promouvoir un règlement pacifique là où il y a

la guerre ou une menace de guerre, à faire prévaloir la justice et la dignité humaine là où ces valeurs sont systématiquement bafouées et à éliminer les disparités économiques considérables et toujours croissantes existant entre les pays. La situation au Moyen-Orient, la discrimination raciale et la domination de la minorité en Afrique, l'écrasante pauvreté de nombreuses régions du monde, voilà les problèmes qui revêtent une importance fatidique pour l'avenir de l'humanité. Si l'on ne s'attaque pas à ces problèmes et si l'on ne parvient pas à les résoudre, l'observation la plus fidèle du règlement et l'adhésion la plus scrupuleuse aux principes de la Charte des Nations Unies ne sauveront pas l'Organisation des Nations Unies de l'inconséquence et de l'atrophie.

23. En fin de compte, le problème est politique en ce sens que des décisions doivent être prises, consciemment et délibérément, pour réorienter l'activité économique de façon que les objectifs et les aspirations légitimes de tous les pays puissent être réalisés et protégés. Le développement économique et social des pays en voie de développement est une entreprise trop vaste pour qu'on puisse se contenter de la considérer comme un sous-produit de la prospérité croissante des pays industrialisés. On ne peut plus, désormais, attendre la solution des mécanismes prétendument innocents d'un système obéissant à des lois économiques supposées neutres. Le fait de présenter les choses comme si l'on devait opérer un choix prompt et tranché entre des systèmes économiques s'excluant mutuellement — l'un fondé sur la liberté du marché et l'autre sur la planification et la réglementation — ne contribue pas à clarifier les problèmes.

24. Le monde n'est pas aux prises avec des abstractions, mais avec une situation critique et qui risque de devenir plus difficile encore pour tous les pays au cours des prochains mois. L'*Etude sur l'économie mondiale, 1974* (E/5665, E/5681 et Add.1 à 4) trace de sombres perspectives pour l'année qui vient. Le PIB des pays développés à économie de marché risque, en 1975, d'accuser une baisse par rapport à 1974, et le taux de croissance du PNB devrait être inférieur à celui de 1974, tandis que le chômage et l'inflation continueront d'atteindre des niveaux élevés. Ces chiffres nuancent l'optimisme de déclarations faites ces derniers mois au sujet d'un renversement de la tendance dans l'économie des pays développés. De plus, l'inflation, le chômage et la dépression qui se manifestent dans les pays développés ont sur l'économie des pays en voie de développement des répercussions immédiates, en affaiblissant leurs marchés d'exportation, en faisant monter les prix des articles manufacturés et des services qu'ils importent et en aggravant encore la dégradation de leurs termes de l'échange. On estime qu'en 1975 les prix de la plupart des produits primaires dont la majorité des pays en voie de développement tirent l'essentiel de leurs ressources baisseront par rapport à ceux des articles manufacturés importés. La charge du service de la dette continuera à croître et le processus d'accumulation de réserves tendra à s'inverser. La grande majorité des pays en voie de développement auront donc plus de mal que jamais à exécuter les programmes de développement économique et de réforme sociale relativement modestes qui sont prévus dans la Stratégie internationale du développement et dans leurs propres plans de développement. En fin de compte, que l'économie des

pays développés se redresse ou non, la situation des pays en voie de développement empirera. Comme l'a dit le Secrétaire exécutif de la CEE (1966e séance), les pays d'Europe occidentale, qui ont une population de 700 millions d'habitants et un PNB de 2 000 milliards de dollars, et les pays en voie de développement non producteurs de pétrole, qui, avec 1,7 milliard d'habitants, n'ont un PNB que de 300 milliards de dollars, ont enregistré, en 1974, un déficit commercial d'environ 30 milliards de dollars. Ces chiffres montrent de façon éloquente à quel point la crise économique pèse de façon inéquitable sur les deux groupes de pays. Manifestement, la machine est détraquée et a besoin d'être non seulement réparée mais aussi repensée.

25. Autrefois, seule une minorité de gens privilégiés pouvait vivre sans souci du nécessaire et jouir du superflu. Aujourd'hui, c'est le cas d'une minorité privilégiée de pays. A cet égard, la crise que la monde traverse aujourd'hui est une crise de croissance : il est inconcevable que la masse de la population mondiale continue éternellement à endurer de façon passive privations et souffrances et il est impensable que les ressources toujours plus grandes qu'offre la technologie ne permettent pas à l'homme de relever le défi. Chaque fois que le savoir progresse, chaque fois qu'une nouvelle découverte technique est faite, l'interdépendance des peuples et des nations se resserre et devient plus inexorable. Le refus des populations d'accepter leur condition, leur exigence d'une place au soleil, peut être l'aiguillon, l'instrument d'une transformation qui débouchera sur une interdépendance positive fondée sur la complémentarité. Le représentant des Etats-Unis (1956e séance) a déclaré avec raison que la crise offre une occasion d'agir. Il s'agit maintenant de saisir cette occasion pour donner aux événements un sens et une finalité, au lieu de leur permettre d'infléchir le cours des choses.

26. M. KEGEL (République démocratique allemande), prenant la parole au nom des pays socialistes de l'Europe orientale, dit sa satisfaction de l'heureuse issue de la session, à laquelle les pays socialistes ont apporté leur contribution dans un esprit de coopération et de compréhension. Il faut souligner d'abord que le Conseil s'est réuni dans le contexte de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, qui contribuera à atténuer la tension internationale et à encourager la coopération entre les pays et les peuples. En second lieu, la session a été dominée par les préparatifs de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale,

qui ont déjà notablement avancé et sur lesquels il faudra continuer de faire porter les efforts. Les décisions prises par le Conseil aideront à l'application de la Déclaration et du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, adoptés à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, et de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats. La session a montré qu'avec de la bonne volonté et la détermination de faire face aux réalités de la situation, grâce à un relâchement à long terme de la tension internationale, il sera possible de s'attaquer aux véritables problèmes de la coopération internationale.

27. M. SCHWARTZ-GIRÓN (Espagne), intervenant au nom des pays de l'Europe occidentale, dit que d'ici à ce que le Conseil se réunisse pour la reprise de sa session, d'importantes décisions auront été prises qui auront une incidence directe sur la lutte légitime menée par l'humanité pour le progrès et la prospérité. Au cours de la présente session, on a travaillé plus qu'on a parlé et les travaux ont été dominés par la préparation de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale.

28. M. MARTÍNEZ (Argentine), intervenant au nom du Groupe des Soixante-Dix-Sept, dit que les pays en voie de développement espèrent que, lors de sa septième session extraordinaire, l'Assemblée générale concentrera l'essentiel de ses efforts sur la réalisation d'un large accord et la définition de directives claires et nettes dans un nombre limité de domaines où il semble que l'on puisse parvenir à instaurer le nouvel ordre économique international. Les membres du Groupe des Soixante-Dix-Sept ont consacré beaucoup de temps aux consultations officielles et aux discussions avec les pays à économie de marché et les pays socialistes. Ils ne peuvent se dire véritablement satisfaits des résultats, mais ils espèrent que, grâce à un travail intensif, il sera possible d'arriver à s'entendre et d'assurer le succès de la session extraordinaire, et de mettre ainsi un point final à l'affrontement stérile qui fait obstacle à la solidarité internationale dans un monde de plus en plus interdépendant.

29. Après un échange de remerciements, le PRÉSIDENT prononce l'ajournement de la cinquante-neuvième session du Conseil économique et social.

La séance est levée à midi.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم . استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
